

1962
2012 **Mémoires**
d'Algérie

El Watan / OWNI

Photo : La base de l'est/Fonds privé de la famille Moussa.



Une seule **histoire**,
la vôtre

#1

EDI TO

Combat pour la mémoire

Omar Belhouchet
Directeur d'El Watan



L'écriture de l'histoire de la Guerre de Libération est un sujet très sensible dans notre pays. Les autorités politiques se sont attachées, dès l'indépendance, avec beaucoup de ténacité, à encadrer strictement le travail des chercheurs et des historiens, à censurer les témoignages des acteurs, à empêcher que les faits, dans toute leur complexité, soient relatés et connus... Une histoire officielle est née. Elle est conçue et élaborée en effaçant des pans entiers de la riche et dense réalité de la lutte de Libération. Cette écriture tronquée, biaisée, orientée, qui obéit à de strictes contingences politiques, a pour principale fonction la légitimation du «pouvoir révolutionnaire» des groupes au commandement du pays. Elle est également convoquée pour créer l'unité contre l'ennemi d'hier.

Une lamentable censure frappe les dirigeants du Mouvement national, occulte le rôle prépondérant des fondateurs du FLN, des responsables du GPRA... quand ils ne sont pas assassinés !

«Un seul héros, le peuple». Le slogan sert à effacer de la mémoire des Algériens le rôle tenu par Mohamed Boudiaf, Krim Belkacem, Abane Ramdane, Ait Ahmed, Messali Hadj, Ferhat Abbas, Benkhedda, Saâd Dahlab et tant d'autres monuments du courant nationaliste. Jusqu'aux révoltes d'Octobre 1988 qui ont permis la libération de la parole et de l'écrit et l'introduction du pluralisme politique, les six chefs historiques qui avaient créé le FLN en 1954 pour diriger la guerre de Libération n'étaient ni évoqués par les médias officiels ni cités dans les manuels scolaires. On a fait table rase de cette fabuleuse épopée au profit exclusif des maîtres du moment.

La création de maisons d'édition et de journaux privés permet enfin l'émergence d'une autre vision de la Guerre de Libération. Les faits remontent enfin à la surface. *El Watan* pris sa part, très modestement, dans ce combat pour la mémoire. Il s'est attaché, dès sa création en octobre 1990, à s'émanciper de la vision de l'Etat dans le domaine de l'histoire. Nos lecteurs découvrent, dès les premiers numéros, à travers des articles documentés, s'appuyant sur les travaux de chercheurs et historiens dont la crédibilité est établie, la véritable histoire de la Guerre de Libération. Des sujets tabous sont abordés. L'assassinat de Abane Ramdane, par des barbouzes du FLN au Maroc, est évoqué pour la première fois dans l'espace public. Messali Hadj a droit à une présentation très fouillée, à la mesure de la complexité du personnage, fondateur du Mouvement national moderne. Le conflit MNA-FLN est décortiqué et analysé... Cette incursion nouvelle, dans un domaine jusque-là très réservé, est accompagnée d'insultes et de menaces.

Cette quête de vérité sur la Guerre de Libération et cette soif de participer à l'écriture de l'histoire constituent à présent un des socles de la ligne éditoriale d'*El Watan*. Sans le moindre soutien de fonds publics, nous avons tout de même produit une dizaine de suppléments, tous dédiés aux événements majeurs qui ont jalonné la libération de notre pays. De même que le premier Débat d'*El Watan*, tenu en mars 2006, a porté sur l'histoire, avec ce titre très évocateur : «Algérie-France : la guerre des mémoires».

Le cinquantième anniversaire de l'indépendance est une belle opportunité, pour la rédaction d'*El Watan*, d'être à la hauteur d'un événement aussi exceptionnel pour les Algériens. Un colloque international, en préparation depuis octobre 2011, réunira d'éminents historiens, chercheurs et politologues pour passer au peigne fin la sombre période coloniale, mais aussi pour analyser, avec méthode et sans concession, les cinquante années d'indépendance. Les équipes rédactionnelles du quotidien et d'*El Watan Week-end* ont confectionné des suppléments qui seront dans les kiosques début juillet. Des témoignages avec des documents inédits, des photos et des pièces administratives ont été collectés auprès des citoyens et feront l'objet de publication.

Ils ont été des milliers à répondre à notre appel. Une confiance qui nous responsabilise encore davantage dans cette passionnante et exaltante tâche d'écriture de l'histoire de l'Algérie.

La guerre, un traumatisme

M. T. Messaoudi
El Watan



Je garde en mémoire des images, des faits, des scènes qui illustrent une infime partie de ce qu'a vécu ma famille durant la Guerre de Libération nationale au quartier du Clos Salembier, aujourd'hui El Madania. Et cela m'étonne de voir que j'aie pu conserver, après tant d'années, des souvenirs aussi forts et émouvants. Ils restent indélébiles parce que vécus comme un traumatisme par le gamin que j'étais à l'époque.

D'abord, j'ai toujours en tête le bruit d'une grosse explosion et le cri strident de ma mère. Une voiture piégée a explosé à l'intérieur de notre cité (cité des Jasmins). Un morceau de verre se détache de la fenêtre pour tomber directement dans le landau de mon jeune frère, âgé de quelques mois. La scène est terrible. Je m'attends à vivre un drame. Voyant ma mère paralysée par la peur, mon père s'avance vers le landau, retire le morceau de verre et prend le bébé dans ses bras. Il n'avait

☞ *Chaque sortie de mon père, avec son passe-montagne sur la tête et une large cape noire sur les épaules, était synonyme de nuit d'angoisse.*

Une histoire d'hommes

C'est une histoire d'hommes. D'une rencontre. Des deux côtés de la Méditerranée.

Une rencontre entre deux porteurs de projets, en Algérie et en France. C'est une histoire dans la grande Histoire qui nous inscrit pleinement dans l'humanité, ses défis et ses douleurs, ses désirs aussi d'accéder à son histoire librement, sans les entraves des versions officielles et des coffres-forts du secret d'Etat.

C'est ainsi qu'à l'occasion du 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, *El Watan* et le site d'information français OWNI se sont associés pour lancer, le 19 mars 2012, Mémoires d'Algérie*, le premier musée numérique sur la Guerre de Libération nationale.

Après un an de collecte de témoignages, photos, pièces administratives... auprès de vous, lecteurs d'*El Watan*, nous avons pu réunir plusieurs centaines de documents inédits grâce à votre confiance. Car, face aux manipulations et

aux occultations officielles, nos centaines de contributeurs des quatre coins d'Algérie, mais aussi de France, ont répondu à notre appel : «La guerre de Libération, c'est vous !»

Une manière de détourner le slogan officiel «Un seul héros, le peuple !» et de le prendre au pied de la lettre.

L'initiative d'*El Watan Week-end* a croisé un autre projet, celui de l'équipe d'OWNI, qui a, de son côté, compilé et numérisé des milliers de documents classifiés des archives françaises concernant la Guerre de Libération

et qui seront mis en ligne à partir du 50^e anniversaire des Accords d'Evian, dans un souci de casser les tabous et de briser le silence, côté français, autour de cette période charnière de l'histoire.

Le projet prendra la forme d'un site internet qui sera enrichi en témoignages, photos, documents... jusqu'au 5 juillet, jour de l'indépendance de l'Algérie, pour devenir, à partir de cette date, un véritable musée numérique dédié à la mémoire, mis à la disposition du public avec une liberté totale d'accéder aux documents, pour naviguer dans le temps, l'espace et les thématiques, mais aussi la possibilité de participer en commentant ou en soumettant d'autres archives.

Notre démarche, grâce à la formidable plateforme imaginée par les ingénieurs data d'OWNI, permet une accumulation et une organisation inédite des données sur la Guerre de Libération. La direction éditoriale est assurée par les deux médias, en partenariat avec des historiens spécialistes de cette période.

L'application vous permettra donc de vous emparer, de vous saisir de ce vécu commun, de l'histoire écrite par ceux qui l'ont vécue et non par les Etats, mais par des hommes des deux côtés de la Méditerranée. L'histoire écrite par vous.

☞ *Un espace de mémoire, pour que les peuples mesurent en toute indépendance la part de cynisme et d'incompréhension qui les a précipités dans la même tragédie.*

El Watan et OWNI

* www.memoires-algerie.org

aucune égratignure et n'a pas apprécié qu'on l'ait dérangé dans son sommeil. Jusqu'à présent, je rappelle à mon jeune frère, devenu docteur en médecine, qu'il a failli être victime de l'OAS.

L'évocation de cette organisation secrète, qui a perpétré plusieurs assassinats contre des intellectuels algériens, parmi lesquels Mouloud Feraoun, me donne parfois des frissons. L'OAS me rappelle les longues nuits de veille que devaient effectuer mon père avec tous les autres voisins afin de prévenir les gens d'éventuels attentats ou de l'incursion de quelques ultras armés. Chaque sortie de mon père, avec son passe-montagne sur la tête et une large cape noire sur les épaules, était synonyme de nuit d'angoisse pour moi et pour ma mère, qui ne fermait l'œil qu'une fois son mari à la maison. Malgré la vigilance des habitants du quartier, des éléments de l'OAS ont réussi à déposer une bombe à l'intérieur d'un bâtiment de la cité. Elle sera désamorcée par des militaires français.

J'ai également le souvenir des drapeaux algériens que ma mère confectionnait merveilleusement bien. Elle avait le doigt pour bien centrer le croissant et l'étoile. De jolis drapeaux qui ont probablement été sortis lors des manifestations du 11 Décembre 1961. Ou lors de la proclamation de l'indépendance, le 5 Juillet 1962. Nous en avons gardé deux. Les plus grands probablement. Chaque anniversaire du 1^{er} Novembre 1954 ou du 5 Juillet 1962, mon père faisait sortir les deux drapeaux sur le balcon.

Tous les résidents de la cité des Jasmins arboraient fièrement l'emblème national. Jusqu'au jour où cette tradition a fini par disparaître. Les dirigeants politiques du pays ont tout simplement tué le sentiment de patriotisme qui animait le cœur des Algériens. Les Algériens, eux, continuent d'aimer leur pays autrement.

Dessine-moi un bombardement

«L'enfant en sécurité n'hésite pas à communiquer ses idées, ses sentiments sans retenue, sans timidité.» C'est ainsi que Mohamed Bencharif, auteur du *Livre de notre Vie*, explique la sincérité, l'émotion, mais aussi la maturité qui se dégage des textes et des dessins produits pendant la

guerre par ses élèves de l'école Freinet de Hussein Dey. Publié une première fois en 1967, le recueil est peu à peu oublié. Aujourd'hui, Mohamed Bencharif souhaite le faire rééditer, avec le soutien de l'Algérie, de l'Unesco et des éditions Dalimen.

Les armes du combattant de l'ALN

O brave mitrailleuse de maquisard.
Grâce à toi, l'ennemi a été chassé
De notre belle terre
Pour aller se réfugier dans son
antre d'enfer.
Grâce à toi,
Plusieurs milliers d'ennemis
sont tombés sur le champ de
bataille.
Grâce à toi aussi,
Nos maquisards sortaient
vainqueurs
Et triomphants des accrochages.
Quant à toi, brave canon,
Tu me serviras pour détruire les
camps de concentration
Et les fortifications des camps
militaires.
Car, d'un seul de tes obus,
Tout explose.

Grâce à vous, grenades,
Plusieurs chars sauteront.
Avec mes armes sacrées,
L'ennemi repartira
Et l'Algérie à jamais vaincra
Et sous leurs yeux, elle
renaitra.

Soufi et Buono



1 QUESTION À... MOHAMED BENCHARIF

A la lecture des textes, on est surpris par leur qualité, par la maturité qui s'en dégage, au point de douter qu'ils aient bien été écrits par des enfants...



Et pourtant ! C'est parce que les enfants ont été bien formés, selon la méthode de l'expression libre. La base de la pédagogie Freinet que j'appliquais : dessins libres, textes libres, expression libre. «Mettre l'enfant à l'aise pour qu'il puisse s'exprimer librement.» La liberté d'apprendre, la curiosité étaient au cœur de la démarche éducative. Chacun pouvait s'intéresser et

s'investir dans le domaine qui lui plaisait. Les textes et les dessins ont ainsi été réalisés par les élèves dans le cadre d'ateliers de textes libres, rédigés à l'école ou à la maison. Tous ensemble, les enfants partageaient leurs créations, les commentaient, les corrigeaient et choisissaient quels étaient leurs textes préférés. Le fait de partager, d'exposer les travaux permettait une émulation entre les

enfants. Parfois aussi, plusieurs enfants rédigeaient un texte ensemble, ou dessinaient, suivant les idées et les compétences de chacun. Les enfants ont enfin été «sur-formés» à l'écriture de poèmes. Nous passions des heures entières, les yeux fermés, à écouter de la poésie afin d'en comprendre la musique. ☞

Contact : mohamed.bencharif@gmail.com

Le bombardement de notre village

Au début de la guerre d'Algérie, les combattants de l'ALN de notre village ont fait sauter un véhicule militaire sans faire de victimes. Le lendemain les soldats, ont annoncé le bombardement du village. D'abord, un avion «mouchard» a survolé la région, puis un instant après de nombreux avions à réaction ont commencé à tirer des rafales de mitrailleuse et à larguer des bombes.

Les gens fuyaient vers les souterrains et la mosquée. Les avions ont alors lancé trois bombes sur la mosquée sans l'atteindre. Une partie du mur tombe, mais il résiste. Le bombardement se poursuit sans arrêt pendant cinq heures environ.

Les gens ne sortirent de leurs cachettes que le lendemain. Le bilan s'est élevé à plusieurs morts et blessés. Mais les dégâts dans les maisons étaient très importants.

Iafri Khaled



«Al'indépendance,j'avais22ans. J'ai eu l'honneur de participer à la Révolution de façon très modeste. Voici quelques souvenirs de jeunesse.»

Mohamed Tâb

Je suis de la tribu des Chenâïf (Ahl Stitten) dont les terres sont situées aux alentours du village de Stitten (à 25 km environ au nord-est de la ville d'El Bayadh) et de Mekther (à 7 km à l'est d'El Bayadh). Notre grand-père le plus lointain est Sid Essegheier dont le mausolée (koubba) est à Stitten. Venant de la région de Mascara, il a enseigné le Coran aux enfants de la tribu. Notre nom, Tâb, est en fait un surnom qui a été donné à mon arrière grand-père Larbi. C'était lors d'une prière de l'icha2 à la mosquée de Stitten. Alors que tous étaient prosternés, mon grand-père Mohamed, alors enfant, était entré brusquement en criant «papa tâb !» pour prévenir son père que le souper était prêt. Et depuis, nous portons ce nom. D'après mon père, notre véritable nom serait Hassini. Stitten est construite aux pieds du djebel Ksel. Le village était constitué de ruelles très étroites et de maisons pour la plupart avec un étage. La maison des Tâb à Stitten était l'une des plus grandes du village. Elle était située en cul-de-sac, à côté de la famille, à l'extrémité du village, côté

☞ C'était donc la famine avec tous les maux qui l'accompagnaient : typhoïde, typhus, brigandage...

jardin, à proximité des Chenâïf avec le puits et la Khattara. Je suis né présumé en 1940, au petit matin d'une journée où la neige arrivait au genoux. D'après mon père (que Dieu ait son âme), c'était bien en 1940, à la fin hiver ou au début du printemps, à Bouknissa, qui veut dire littéralement «celui recouvert d'un linceul» allusion faite à la neige. C'est un lieu dit situé à 4 ou 5 km au sud-ouest de Stitten, où mes parents avaient planté leur tente pour enlever les mauvaises herbes de leur champ et faire paître leur troupeau. C'était la Deuxième Guerre mondiale et la famine sévissait. Durant sept ans, me racontait mon père, de 1939 à 1945, chaque année les paysans semaient des grains l'hiver et ne récoltaient guère plus que la même quantité l'été, faute de pluie. C'était donc la famine avec tous les maux qui l'accompagnaient : typhoïde, typhus, brigandage... Ces années ont été dénommées par nos parents «âm achar» ou «âm lahrira», c'est-à-dire «année de la faim» ou «de la soupe» qui était quasiment le plat journalier de la grande majorité des populations. C'est durant cette période que beaucoup de gens de Ain Sefra, de Mechéria, d'El Bayadh, de Saida et d'ailleurs s'étaient installés à Béchar. L'or noir de l'époque, le charbon, était exploité à Kenadza et Bidon II (aujourd'hui Béchar Djedid), faisant la prospérité de cette région.

Suite page 6

Zitouna, le camp de la mort



6^e bataillon des chasseurs alpins, 1960 (G. Iferhouene)

Le camp Kalitous, à Zitouna (ex-Bessombourg) où j'ai passé plus d'une année de ma vie d'enfant, n'était ni plus ni moins qu'un camp de concentration dans lequel étaient entassées, derrière des barbelés, des milliers de personnes dans une promiscuité et une misère indescriptibles. Nous étions des otages affamés, rabaissés au rang de bestiaux. Une réserve de boucs émissaires dans laquelle l'armée française venait prélever ses victimes pour assouvir l'instinct de vengeance de ses troupes chaque fois qu'elles se sentaient menacées ou attaquées par l'ALN. C'est la fameuse «corvée de bois» que l'armée française pratiquait au nom de la France. Au lever du jour, les survivants, qui attendaient dans la peur leur tour, allaient ramasser les cadavres qui gisaient dans leur sang, dans la forêt jouxtant la caserne ou au bord de la route reliant Zitouna à Collo. A mon arrivée dans le camp, je reconnus des cousins et cousines qui étaient déjà là, vêtus de vêtements en lambeaux, amaigris, mais le fait de les voir vivants me rassurait quelque part.

PAS D'ARGENT

On nous a désigné la tente sous laquelle on devait s'abriter. 15 à 20 personnes par tente (quatre familles). Dormir, c'est bien, mais le premier souci est comment allons-nous

survivre ? On n'avait pas d'argent... Alors, des gens mourraient chaque jour, tout simplement. Quelques jours plus tard, j'accompagnais ma mère chez les Beni Ishaq, à proximité du camp Kalitous ; ces braves gens nous ont aidés avec le maximum de leurs possibilités. Nourriture, ustensiles de cuisine, seaux... je n'oublierais jamais cette générosité fraternelle qui a fait que nous avons survécu dans ce camp. Je repris une certaine confiance et l'esprit innocent d'enfant qui ne voit pas les soucis quotidiens. Mon grand-père, Tahar Ben Messaoud, connaissait parfaitement la région ; il était très connu de ses habitants. Il s'est mis à faire un peu de business en dehors du camp, ce qui nous a sauvés d'une mort certaine, mais malheureusement ce ne fut pas le cas de tout le reste de la population déracinée de Ziabra (presque 2800 personnes, en majorité des enfants).

FOUILLE DES TENTES

J'ai toujours présente à l'esprit l'image d'enfants affamés attendant impatiemment, tous les jours, la jeep qui amenait la poubelle de l'armée dans l'espoir d'y trouver de quoi survivre ! Un membre de ma famille, ma sœur jumelle (*knaouech* comme on dit chez nous) fut terrassée par la maladie. Après quelques mois d'agonie, le froid et les conditions

désastreuses, l'insalubrité dans lesquelles on végétait ont été plus fort que les cachets d'aspirine distribués par la SAS (un genre de dispensaire), à côté de la mairie de Zitouna. Nous l'avons vu s'éteindre à l'âge de 3 ans et demi, une nuit, vers 2 heures du matin. Que ton âme dorme en paix ma chérie, tu étais merveilleuse, nous ne t'oublierons jamais. La fouille des tentes était régulière, au moindre soupçon tout le camp y passait et à n'importe quelle heure. Contrôle du nombre de personnes, fouille au corps, etc. C'était infernal. Des exécutions sommaires, des tortures, des disparitions. Nous avions 120 grammes de semoule par jour et 1 à 3 litres de lait par semaine et par enfant. Pas de médicaments, des sanitaires inexistantes. L'école ? N'en parlons pas. Fallait-il faire de nous des analphabètes et des affamés ? Je ne sais qu'un citoyen qui a eu la chance de quitter le camp Kalitous avec l'aide de Dieu et je ne sais quel stratagème de mon père (que Dieu ait son âme). Pour avoir affronté la misère des camps et les horreurs de la guerre, j'en connais le prix, je l'ai toujours eu à l'esprit tout au long de ma vie et je fais en sorte que mes enfants soient épanouis sans jamais évoquer ce drame avec eux.

Rabah Driouche

Nous avons enterré les corps dans une fosse commune

Pour le 50^e anniversaire de l'indépendance, je voudrais relater le cas de ma famille, qui a payé un lourd tribut passé presque inaperçu. J'étais scolarisé à Bouglie à l'époque en même temps que mon cousin, le fils de mon oncle Madjid, et beaucoup d'autres camarades. Au déclenchement de la grève des étudiants, le 19 mai 1956, le détachement de soldats sénégalais a décimé ma famille en exécutant tous les membres présents dans la maison, à savoir le père Braham, les enfants Saâdi, Saïd, Madjid, les sœurs Melaz et Saliha ; ensuite, après le carnage, la maison fut saccagée et brûlée. Cette maison restée en l'état à ce jour, ainsi que les corps que nous avons enterrés dans une fosse commune. Je souhaiterais que la mairie de Toudja prenne des dispositions pour réhabiliter cette maison et construire des tombes pour les chouchada afin de sortir cette famille de l'oubli et l'honorer à la mesure des sacrifices qu'elle a consentis durant la Guerre de Libération.

Abdenour Brahimi



Combattants algériens (A. Refine)

Les Houillères du Sud Oranais (HSO) qui géraient ces mines avaient besoin de main-d'œuvre et payaient relativement bien. Il avait été fait appel même à des Marocains. C'est ainsi que des colonies de gens de Figuig, Bouarfa, Boudnib, Djerada (où le charbon était aussi exploité), d'Oujda et de tout le Sud-Est du Maroc ont rejoint aussi Béchar.

L'autre grand avantage était que les houillères distribuaient des bons de denrées alimentaires au prix réglementaire à leur personnel en fonction du nombre de personnes constituant la famille. Les prix des denrées alimentaires au marché noir étaient dix fois plus élevés. Toutes ces gens avaient gagné Béchar momentanément pour passer la période difficile et retourner chez eux dès la fin de la sécheresse et de la guerre. En fait, la majorité d'entre eux s'implanta définitivement à Béchar, comme ce fut le cas pour ma famille. Entre 1954 et 1956, l'armée française avait tué tout le cheptel durant les bombardements et avait confisqué même les denrées alimentaires aux populations rurales pour éviter qu'elles ne ravitaillent les moudjahidine. Les habitants de Stitten avaient été prévenus de l'enlèvement des denrées alimentaires par les militaires français. Ils prenaient tout et imposaient un rationnement. Ils donnaient un reçu au propriétaire, qui pouvait chaque mois venir récupérer la quantité qui lui était nécessaire en fonction du nombre de personnes constituant sa famille. Beaucoup de gens cachaient alors leur grain en dehors du village, dans des matmoura. Mon père a été plus

↳ Lors de leurs visites inopinées, les militaires français ne s'étaient pas aperçus du subterfuge.

astucieux : le fond de la chambre de feu mon grand père était constitué d'un makhzen qui contenait la provision en blé de toute la famille. Cette chambre, au premier étage, surmontait le magasin. De l'intérieur du makhzen, il avait été une dalle de pierre qui ne se trouvait pas au-dessus d'une poutre maîtresse et découpé les branchages du plancher pour pouvoir accéder au magasin situé en dessous. Il plaça une échelle et descendit toutes les provisions en laissant dans le makhzen une petite quantité pour ne pas attirer l'attention des militaires. En bas, dans le magasin, il construisit un mur à environ un mètre cinquante du fond. Le magasin avait été repeint de l'intérieur pour que le nouveau mur passe inaperçu en ayant la même couleur que tout le reste du magasin. Ainsi, à partir de la trappe créée dans la chambre au dessus, il pouvait accéder à ses provisions à tout moment, sans se déplacer. Lors de leurs visites inopinées, les militaires français ne s'étaient pas aperçus du subterfuge.

Suite page 7

Mohamed, 20 ans, mort sous la torture à la villa Susini



Réunion d'explication de l'accord de cessez-le-feu entre commissaires politiques de l'ALN et colons de la région de Tissemsilt. Mars 1962. (A. Refine)

J'apporte ma contribution en relatant le parcours de mon oncle Mohamed, mort sous la torture des paras, en juillet 1957 à la villa Susini (Clos Salembier) à l'âge de 20 ans seulement. Natif d'Azeffoun, il avait été scolarisé à 11 ans à l'école Sarraoui de Soustara (La Casbah). Il obtint son CEP à 16 ans et rejoignit les rangs du FLN en 1956, dans la zone autonome d'Alger. A l'été 1957, j'étais âgé de 6 ans. Mais ces souvenirs sont ancrés au fond de moi. Nous habitons au 12, rue des Pyramides (Bir Djabba - La Casbah). Vers minuit, la maison a été assiégée par les paras. Mon père et mon oncle Mohamed ont été attachés aux poutres, dans la cour de la

maison. La fouille a alors commencé et le supplice a duré jusqu'à 6 heures du matin. Les paras avaient fini par trouver, dissimulés dans le plafond de la chambre, des tracts de propagande et une arme. Un fait m'a marqué : les paras étaient accompagnés d'un jeune homme d'une vingtaine d'années, couvert de sang, les habits en haillons, les mains attachées derrière le dos (récit de ma mère). Mon père et mon oncle ont alors été emmenés par les paras. Vingt jours après leur arrestation, mon père (qu'il repose en paix) fut relâché et nous a indiqué le lieu de leur détention : la villa Susini, à Clos Salembier. Le lendemain de cette libération,

ma mère a préparé quelques vêtements de mon oncle et m'a pris par la main. Nous sommes allés jusqu'à Belcourt, devant l'Institut Pasteur, et là on nous a indiqué le chemin qui monte vers la villa Susini. Devant le portail, il y avait des gardiens ; l'un d'eux (une image que je n'oublierai jamais) a donné un coup de pied à ma mère, qui s'est retrouvée par terre, les vêtements éparpillés devant elle. Le gardien l'a menacée avec son arme en lui disant de déguerpir.

CHARNIER

«Une fois arrivés à la villa, on nous a séparés et les interrogatoires et les tortures ont commencé, jusqu'à en perdre la notion du temps. Dans le bureau du commandant, nous étions tous les trois, mon frère Mohamed, moi-même et le jeune homme. Le commandant demanda au jeune homme : 'Dis-nous avec qui tu as commis cet attentat.' Il répondit : 'C'est avec Mohamed que je fais équipe', ajoutant aussitôt, en me désignant : 'Ce monsieur-là, je le connais pas!' Je réalisais pas tard que ce jeune homme me sauvait la

↳ Mon père et mon oncle Mohamed ont été attachés aux poutres, dans la cour de la maison.



Des parachutistes en patrouille de nuit dans Alger (F. Decker)

vie ! Depuis ce jour je n'ai plus revu mon petit frère. Nous étions 5 prisonniers dans une petite cellule, celle-ci étant devenue répugnante, on nous avait fait sortir dans une cour pendant le nettoyage. Dans un coin, j'aperçus les vêtements de mon frère maculés de sang... Je compris qu'il était mort sous la torture des paras. Ma grand-mère, de 1957 à sa mort en 1963, vivait dans l'espoir du retour de son fils à la maison ; elle l'attendait... Quel calvaire pour une mère ! Mon souhait le plus cher serait de pouvoir retrouver et récupérer ses ossements pour l'enterrer près des siens. J'ai cet espoir depuis que la télévision (RTA) a évoqué la découverte, à la villa Susini, d'un nombre important de corps dans un puits. Aujourd'hui, avec les tests ADN, on pourrait identifier ces personnes...

Rachid Mokrani

Laissez-passer pour la mort

Nous habitions au 9^e Groupe de Champ de manoeuvres, actuellement place du 1^{er} Mai à Alger. Notre appartement nous permettait d'avoir une vue est-ouest. En 1958, j'avais 9 ans. Une nuit de cette année, que je situerais au mois de juillet, nous entendîmes des cris effroyables, inhumains, qui déchiraient la nuit. Nous sommes sortis tous de nos lits, apeurés, pour nous diriger vers la chambre de nos parents et regarder à travers les persiennes. Des militaires avaient arrêté un musulman algérien. Ils l'avaient écartelé et le cognaient contre la grille d'un garage, d'où ces cris effroyables ! Puis les militaires traînèrent leur victime par les cheveux vers le grand bassin. Ce bassin avait une cabine qui servait de garage pour un bateau. Les militaires firent entrer leur proie dans le garage. Nous entendions des gargouillis suivis de plaintes, de cris, «yemma, yemma» à plusieurs reprises. Et puis, plus rien... Nous vîmes repartir les militaires abandonnant la victime à son triste sort. Nous étions tétanisés de peur, accrochés les uns aux autres autour de nos parents. Cette nuit fut interminable.

BACHELIERS

Au matin, nous apprîmes qu'il s'agissait d'un jeune Algérien de 18 ans, orphelin de père et fils unique. Il avait obtenu son bac quelques jours auparavant. Ce jeune homme avait un ami intime, fils de pieds-noirs, dont la famille le considérait comme un des leurs. Cette famille avait décidé de récompenser les deux camarades nouveaux bacheliers en les emmenant au cinéma. La maman du jeune Algérien était réticente vu que le couvre-feu pour les musulmans était je crois, à 22 heures. La famille pieds-noirs arriva à convaincre la maman qu'elle ferait toutes les démarches pour que son fils n'ait pas de problème ; elle obtint un laissez-passer au nom du jeune homme.

A la fin de la séance de cinéma, il était plus de 22 heures. Le jeune algérien fut arrêté par les militaires en faction devant le cinéma, qui faisaient le contrôle des papiers d'identité. Malgré le laissez-passer, le jeune Algérien fut emmené au bureau militaire du quartier tout en rassurant la famille pieds noirs qu'il serait accompagné chez lui après vérification d'identité. Le jeune homme ne rentra jamais chez lui, laissant une maman inconsolable qui, d'ailleurs, ne survécut pas longtemps à son fils.

Farida Harche



Taous Aït Ouchabane, à Ighil Bouhamas (J.C. Borrel)

Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir un parent moudjahid

Il ne s'agit pas de mon histoire, mais d'une anecdote que ma mère nous a racontée à propos de son père. Il y a des histoires plus sombres, mais celle-là est peut-être l'une des seules à faire sourire. Elle se passe dans la wilaya de Ain Témouchent, aux environs de la ville de Hammam Bouhadjar, dans l'ouest du pays.

Au début de la Guerre d'Algérie, mon grand-père Abdelkader K. avait déjà plus de 55 ans et 9 enfants à nourrir. Il ne pouvait matériellement prendre les armes pour rejoindre le maquis, mais a essayé à sa manière de défendre la juste cause des Algériens. Agriculteur, il avait alors l'habitude de recevoir les combattants chez lui, de les nourrir, de les cacher ou de cacher leurs armes. Parfois, la nuit avec un voisin, il faisait le guet. Un jour, lui et son ami ont convenu

de faire le guet la nuit sans fixer l'heure de leur rendez-vous. Arrive le soir, mon grand-père se positionne et commence à s'énerver contre son ami qui n'est pas venu avec lui. Toutefois, il n'ose bouger, car il a entendu du bruit dans le coin. Craignant de voir apparaître un soldat français, il décida de conserver son poste. Il passa la nuit durant à faire le guet et à essayer de faire le moindre bruit possible apeuré à l'idée de se faire attraper, mais au lever du jour, il se rendit compte que c'était son ami qu'il avait entendu toute la nuit et qui avait les mêmes sentiments.

L'histoire de la Révolution est celle aussi des petites gens qui n'ont pas pris le maquis, mais qui ont soutenu à leur façon, avec certes beaucoup d'amateurisme, leurs frères algériens.

Fouzia B.



Un de mes frères avec des djounouds (K. E. Djellali)

Avec le déclenchement de la Révolution (1954) l'armée s'est installée à Bidon II et s'était accaparée du seul cinéma du village. Le bâtiment était situé dans le quartier européen dit Bâtiment Rouges. Ces bâtiments étaient en fait des villas juxtaposées. L'entrée au cinéma, réservée aux militaires et à la population européenne, était gratuite. Bien entendu, les Arabes n'y avaient pas droit. Avec un camarade (Abdallah Drissi, que Dieu ait son âme), nous venions souvent tenter notre chance. Parfois, nous tombions sur des militaires sympathiques qui nous laissaient entrer. Souvent, c'était le refus. Dans ce dernier cas, nous nous mettions à une certaine distance et lançions, à l'intention de ceux qui s'étaient opposés à notre entrée la maxime de la République française : «Liberté, égalité, fraternité.» Puis nous les harcelions en scandant : «Egalité où es-tu ? Egalité où es-tu ?» Nous rentrions alors à la maison avec la satisfaction d'avoir nargué les militaires, à défaut de film que nous nous faisions conter le lendemain par nos camarades européens. Durant les années 1956 et 1957, la situation sécuritaire était très tendue à Béchar. A partir de 1958, la Saoura a connu un calme relatif. D'abord les conditions climatiques sont très dures dans la région (en été la température arrive à 45° et l'hiver il fait souvent en dessous de zéro la nuit). La région a été épargnée également pour en faire une zone de repli pour les moudjahidines.

☞ *Nous rentrons alors à la maison avec la satisfaction d'avoir nargué les militaires.*

Cela avait commencé par une action spectaculaire. Un samedi soir, jour de quartier libre pour les militaires français, des fidayine (combattants en ville) ont parcouru la grand-rue de Béchar à moto et ont lancé des grenades dans les nombreux bars et restaurants, bondés de militaires, le long de cette avenue principale de la ville. Parmi ces fidayine on peut citer Si Ali Ben Boualem (dont une rue de Béchar porte le nom depuis l'indépendance). La ville était quadrillée par les militaires vingt-quatre heures sur vingt-quatre. A chaque carrefour, à chaque pâté de maisons, on se faisait arrêter, fouiller, bousculer. La nuit, le couvre-feu était de rigueur, sauf à Bidon II et Kenadza à cause de la sortie des ouvriers de la mine à toute heure. En janvier 1957, il eut la grève de sept jours décrétée par le FLN (Front de libération nationale). Cette grève a été largement suivie à Béchar, Bidon II et Kenadza. A Bidon II et Kenadza, l'armée sortait les ouvriers de chez eux manu militari et les amenait au travail.

La suite demain

ZHOR ZERARI . Mi l i tante de l a l i b é r a t i o n , a n c i e n n e d é t e n u e ,
é c r i v a i n , j o u r n a l i s t e

Nous avons été renvoyés au réchaud juste après l'indépendance

Comment avez-vous vécu cette période qui a vu un foisonnement nationaliste, étiez-vous informée de ce qui se passait au sein du parti dans lequel militait votre père ? Avez-vous connaissance des crises politiques qui ont précédé le 1^{er} Novembre 1954 ?

Je vivais un peu cela à travers mon cousin Abdelwahab. Je ne cessais de le tarabuster pour qu'il m'obtienne une carte du PPA-MTLD pour, me disais-je, agir en militante. Faire quelque chose. Un jour, alors que mon père avait accompagné toute la famille pour voir le très célèbre film, on disait «hindou», *Mangala fille des Indes*, et que je n'avais pas envie de voir, pour garder le magasin ouvert, Abdelwahab est passé, je lui ai demandé ce qu'il en était de ma carte. «Demande à ton père, moi je ne peux pas», m'avait-il répondu. Ma déception était profonde. Je ne pouvais d'évidence pas demander à mon père de m'inscrire au PPA-MTLD.

Dans les discussions familiales ou amicales parliez-vous de l'Algérie, de l'istiqlal ?

Bien entendu. Nous parlions de l'istiqlal. Ce terme était à l'époque intimement lié au nom de Messali Hadj. Je crois bien qu'il n'y avait pas une maison à Alger, à Annaba, où je suis entrée et où je n'ai pas vu le portrait de Messali. Il était l'istiqlal.

La peur n'habitait pas encore les maisons...

Pas du tout. Quand on milite on n'a pas peur. Quand on est prêt à lutter, on n'a pas peur. On m'a souvent posé la question de savoir si, lorsque je transportais des armes et des explosifs ou lorsque j'allais les déposer, j'éprouvais une sensation de peur, lorsque je dis non, on me croit rarement et pourtant... On me croit inconsciente. Pas du tout, je savais le danger et je le mesurais mais la rage, la volonté de vaincre étaient plus fortes que tout autre sentiment.

Quand avez-vous eu peur pour la première fois ?

Réellement peur ? C'était à la prison d'El Harrach. Pour vous situer les lieux, il y a deux quartiers, l'un dit «central» et un autre qu'on appelait le «petit», je crois qu'il était destiné aux mineurs. Un jour l'administration pénitentiaire a pris la décision de transférer les «meneuses» du «central» vers le «petit». Comme ça, de façon tout à fait arbitraire. J'en faisais partie. Entre les deux, il y avait un mess qui dominait les fenêtres haut placées équipées de barreaux et de grillage. A partir du mess, les militaires pouvaient nous voir. C'était après le 13 mai 1958 que j'ai eu la peur de ma vie, car j'étais convaincue que les soldats allaient nous canarder.

Vous étiez dans le réseau de Belcourt ?

Oui à Belcourt, j'ai commencé dans le transport du courrier, d'armes, de munitions et d'explosifs. Je rencontrais Abderahmane Chaid devant le Musée des beaux-arts, en face du jardin d'Essais, non loin de la rue Damourah, je recevais mes ordres. Pour l'anecdote, les gamins du boulevard Cervantès non loin, croyant au début que c'était des rendez-vous entre amoureux, nous lançaient des cailloux. Un jour, Abderahmane s'est lancé à leurs trousses, on ne les a plus revus. J'assurais donc le transport. J'allais rue des Mimosas, du côté du chemin des Crêtes, en face de la maison de Didouche Mourad. Il y avait là une petite boutique, un coiffeur me semble-t-il. Tout se passait dans l'arrière-boutique. Je recevais la cargaison et je faisais à pied le chemin inverse. Devant le cimetière chrétien, il y avait un barrage de gardes mobiles, l'air de rien, malgré le poids de ma charge, je passais d'un pas alerte pour n'éveiller aucun soupçon. Puis je me dirigeais vers Dar El Babour, avant de me perdre dans le dédale des venelles de Belcourt qui, par endroits,

ressemble fort à La Casbah.

Certains analysent la grève des 8 jours comme une erreur stratégique, rejoignez-vous cette opinion ?

Je n'irai pas jusqu'à soutenir qu'il s'agissait d'une erreur, même si la grève n'a pas forcément coïncidé avec la session de l'Assemblée générale des Nations unies. Benkhedda l'explique dans un de ses livres. La répression exercée par la France ne l'a pas servie, bien au contraire, et l'impact de la grève au plan international a été tout autant considérable qu'indéniable. Il ne faut pas perdre de vue que toute la presse internationale était représentée à Alger et elle s'est fait l'écho de tout ce qui s'y déroulait. C'est pour cela que je dis qu'une bombe à Alger fait plus de bruit qu'une embuscade au maquis.

Vous écrivez que vous êtes passée à l'action directe «le 18 juillet 1957 en déposant trois bombes». Vous étiez accompagnée du militant Yahia Safi «les trois bombes ont été déposées sous des voitures en stationnement dans des rues non passantes». Elles n'ont donc pas fait de victimes...

Effectivement, j'ai même écrit que c'était frustrant, non pas par cruauté mais pour l'impact. Ce n'est que bien plus tard que j'ai appris la raison pour laquelle ces bombes devaient avoir un impact psychologique sans plus. La célèbre ethnologue française Germaine Tillon rencontrait Yacéf Saâdi. Yahia et moi avions déposé les trois engins dans deux endroits différents. Rue de Brazza du côté du Palais du gouvernement général et deux autres, rue Edgar Quinet. Quelques jours après ces trois bombes, qui avaient fait beaucoup de bruit, même s'il n'y a pas eu de victimes, ils sont venus me chercher pour déposer d'autres bombes. Je devais aller les chercher à Beaumarchais du côté de la clinique Verdun (aujourd'hui Ait Idir). Elles n'avaient pas encore été réglées. C'était Berezouane le régleur. Lorsque je suis arrivée, une dame sortait de la pièce. Ce n'est qu'après que je l'ai connue, quand on a été tous arrêtés. Il y avait quatre bombes recouvertes du papier

« C'est pour cela que je dis qu'une bombe à Alger fait plus de bruit qu'une embuscade au maquis. »

bleu violacé semblable à celui avec lequel on recouvrait les livres d'école. Le régleur Berezouane était dans la pièce à côté. Cloisonnement oblige, nous ne devions pas nous voir... Puis tout d'un coup tout a sauté dans la pièce où il réglait les bombes. J'étais recouverte de plâtre et de poussière, mais indemne. «Saute, saute par la fenêtre !», hurle Saïd, mon responsable direct, qui était avec le régleur. Je n'attends pas qu'il me le répète. Je saute et me recois dans une courrette. Je me précipite vers les escaliers qui mènent au boulevard Verdun. J'attends Saïd pensant qu'il allait récupérer les bombes. Soudain, je l'aperçois accompagné et il me dit de filer. Toujours maculée de plâtre, j'arrive au niveau du boulevard de la Victoire, j'emprunte un taxi jusqu'à la rue Damourah à Belcourt. Je ne peux pas vous raconter les cris de ce frère Berezouane qui avait les entrailles à l'air et qui criait de douleur. Quelques jours après, les paras et la DST viennent me chercher à la maison.



Les parachutistes en opération de maintien de l'ordre à Alger en 1957 (F. Decker)

Comment ont-ils appris ?

Un compagnon torturé à mort avait fini par céder. Évidemment, mais sur-le-champ je lui en avais voulu. Mais que faire...? La torture...

Pourquoi ne vous êtes-vous pas sauvée avant ?

Après la grève des huit jours et le démantèlement des réseaux d'Alger, c'est peut-être prétentieux de ma part de le dire, mais j'étais très sollicitée par ce qui restait de l'organisation. C'était pourtant facile de me cacher quelque temps et de monter ensuite au maquis... Mais il y avait une telle débandade !

Voulez-vous qu'on parle de la torture ?

J'ai été torturée dans la salle même où a été assassinée par une défenestration Ourida Meddad. Dans une salle de classe de l'école Sarouy, une école de la République française. Le comble de la perversion pour ces gens venus nous civiliser.

Votre calvaire a duré combien de temps ?

Je ne sais pas. 10 jours, peut-être plus, peut-être moins. Je pourrais évidemment retrouver les dates. Mais j'ai l'impression que tout cela se mesure en siècles. J'avais perdu toute notion du temps. Comme j'étais couverte de bleus, d'ecchymoses, d'hématomes de toutes sortes, ils m'ont prodigué quelques soins superficiels pour être présentable au commissariat central pour la photo anthropométrique et devant le juge d'instruction. Dans le couloir du tribunal, il y avait un parachutiste qui nous a intimé l'ordre de ne pas parler des tortures : «Si vous voulez éviter des séances supplémentaires.» J'étais passée chez le médecin légiste qui, bien sûr, n'a rien relevé. Rien n'existait officiellement. C'est pour ça que des gens comme Schmitt jouent aujourd'hui sur du velours devant les tribunaux et qu'il peut raconter ce qu'il veut. Selon lui, les combattants algériens passaient

« Nous étions mêlés aux prisonniers de droit commun. Nous les avons travaillés. Nombre d'entre eux ont rejoint la lutte et se sont engagés dans le combat, aussitôt sortis. »

aux aveux systématiquement, sans avoir à subir le moindre des sévices. J'ai ensuite été inculpée et jetée à Barberousse. J'ai fait sept prisons de Barberousse à El Harrach, puis Toulon, Pau, Bordeaux et enfin Rennes d'où j'ai été libérée.

Beaucoup d'anciens détenus parlent du rôle formateur de la prison. Était-ce le cas pour vous aussi ?

C'est une très grande école de formation politique, sociale et humaine. On en sort totalement transformé. Si mon père m'a donné mon éducation de base, c'est la détention qui a affirmé mes valeurs morales et humaines. J'ai reçu de l'éducation de mon père la tolérance, elle a pris toute sa signification en prison. Jusqu'à l'obtention du statut de détenu politique en France, nous étions mêlés aux prisonniers de droit commun. Nous les avons travaillés. Nombre d'entre eux ont rejoint la lutte et se sont engagés dans le combat, aussitôt sortis.

Vous parlez souvent d'indépendance, mais pas de liberté...

D'abord la libération. Puis ensuite la ou les libertés. Il n'y a pas les autres sans l'une. C'est pour cela que je parlais de désillusion. Nous, les femmes, sommes tombées de haut, d'avoir été renvoyées aux réchauds le jour même qui a succédé à l'indépendance. Sans attendre ! Oust ! Aux cuisines. Le 3 juillet, il y avait un meeting sur le référendum qui se déroulait à Sidi Fredj, il était animé par le colonel Si Mohand Ouel Hadj et mon oncle le commandant Azzedine. Tout le matin, je m'y suis rendue et je voyais les gens qui, par vagues successives, arrivaient et couvraient peu à peu une petite colline. J'étais avec mon frère et un de ses amis. A un moment, un jeune en tenue militaire, toute neuve, s'est approché de moi et m'a dit d'un ton aussi autoritaire que hargneux : «Vas avec les femmes», cela se passait le 3 juillet 1962... 1962... «Vas avec les femmes te dis-je», vitupérait le jeune... «Je me trouve bien ici, pourquoi irai-je ailleurs», ai-je répondu. Il a insisté, je me suis obstinée. «Donne-moi tes papiers !» poursuivit-il. «Je n'en ai pas, je viens de sortir de prison», lui ai-je dit. «Toi ? Toi tu as la tête d'une moudjahida ? Dégage d'ici, dégage !», me dit-il, me menaçant de son arme... J'ai dévalé la colline les yeux brouillés de larmes et, dans mon dos, lardée par un poignard de glace, j'entendis le cliquetis caractéristique de la culasse qu'il manipulait pour engager une balle dans le canon de son arme...

Boukhalfa Amazit

Extrait de l'interview publié le 24 mars 2005 dans *El Watan*

Le supplice de Imma Aïcha

La Révolution algérienne a enfanté des héros ; elle a fièrement poussé ses enfants à l'abnégation noble et courageuse. Beaucoup ont sacrifié leur vie à la patrie. Beaucoup ont subi, à maintes reprises, les pires supplices dans leur âme et dans leur chair sans jamais abandonner l'idéal révolutionnaire. Beaucoup d'hommes ont choisi le renoncement pour que vive l'Algérie. Mais aussi beaucoup de femmes, ces êtres considérés naturellement faibles mais dont la force morale et physique dépassait souvent celle de leurs pendants masculins. Khoufache Aïcha, née Mersel le vendredi 13 octobre 1928, était de celles-là. Une authentique partisane. Une véritable résistante. Une vraie femme. Une femme algérienne. Son époux, Khoufache Abdelkader, était un maquisard de la première heure. Sa maison sise non loin du centre de la localité de Tichy, au lieu-dit Tikhribt Aghigha, était un refuge permanent, un passage obligé pour nombre de moudjahidine qui transitaient par la station balnéaire. Plusieurs dirigeants de l'organisation révolutionnaire de la Wilaya II furent reçus dans cette demeure bénie. En plus de l'hébergement des combattants, la maison faisait office de lieu de réunions, de cache d'armes ou de source de renseignements. Aïcha, ou plutôt Imma Aïcha (mère Aïcha) comme l'appelaient affectueusement les moudjahidine, faisait bien sûr face à toutes les tâches ménagères quasi ininterrompues, mais remplissait également d'autres fonctions liées à la Résistance : collecte de fonds et de renseignements, administration des premiers soins aux blessés...

SURVIVANTE

Quand son époux tomba au champ d'honneur, au mois de décembre 1956, elle se sentit aussitôt investie d'une puissance inattendue. Au lieu de la plonger dans le désespoir, la mort de son mari raffermi sa détermination à lutter sans relâche pour la liberté de son pays, honorant ainsi la mémoire de l'être cher qu'elle venait de perdre. Contrôlée à plusieurs reprises par l'administration coloniale, mais sans conséquences malencontreuses, Imma Aïcha connut sa première arrestation en 1959, suite à une délation. Pendant trois jours, elle subit les affres de la torture et de l'humiliation dans le camp de détention situé à l'entrée est de Tichy, à proximité de l'auberge des Chênes. Cette caserne était commandée par un capitaine impitoyable que la population avait affublé du surnom de Boukhenoufe, allusion faite à son nez disgracieux et proéminent. Le corps de la prisonnière, meurtri par une série de décharges électriques suivie de plusieurs immersions dans l'eau savonneuse et salée jusqu'au bord de l'asphyxie, n'était plus qu'une loque humaine. À bout de forces, Imma Aïcha perdit connaissance et son cœur s'arrêta de battre. Au crépuscule, ses tortionnaires la transportèrent dans les marais de Sidi Labhar, sur la rive droite de la Soummam, et la balancèrent toute nue dans ce pourrissoir. Au petit matin, des nomades *h'jarsa* (casseurs de pierres) se rendant à la plage pour extraire du sable, entendirent de faibles gémissements de douleur provenant de l'étendue palustre. Miracle : Imma Aïcha était encore vivante ! Le souffle court, le

regard révulsé, la femme trouva encore le courage de se recroqueviller pour protéger son intimité devant les hommes qui s'affairaient autour d'elle. Averti rapidement, le chef des ouvriers arriva, muni d'une couverture, et porta la blessée dans sa tente. Œil tuméfié, visage boursoufflé, plaies purulentes et sales, l'état de la victime faisait peine à voir. Comment avait-elle pu survivre à ses mauvais traitements ? Ou puisait-elle cette mystérieuse force qui la maintenait en vie ? Après lui avoir prodigué les premiers soins, les nomades conduisirent Imma Aïcha chez un de ses parents résidant à Bougie, Aïssa Khoufache, où un médecin algérien s'employa à la remettre sur pieds.

ACCROCHAGES

Après son rétablissement, Imma Aïcha regagna Tichy, où elle séjourna dans une cave chez son beau-frère, Khoufache Rabah. Mais peu de temps après, ayant eu vent de la «résurrection» de la militante révolutionnaire, le capitaine Boukhenoufe la fit arrêter de nouveau. La prisonnière fut mise au secret avec tout l'assortiment d'atroces supplices que cette mesure répressive renferme. Sa famille n'eut aucune information à son sujet durant plus de quinze jours. Pendant six mois, elle passa successivement du centre de détention de Tichy, au poste militaire d'Ifoughalène dans le douar d'Ait Bimoune, au camp de concentration de Cap-Aokas établi dans la ferme du colon Tourneau. Là,

☞ *La mort de son mari raffermi sa détermination à lutter sans relâche pour la liberté de son pays, honorant ainsi la mémoire de l'être cher qu'elle venait de perdre dans le combat.*

elle rencontra trois autres femmes détenues comme elle. Imma Aïcha croupit plus de vingt-cinq jours dans une amphore étroite, humide et obscure, transformée en cellule pénitentiaire. Parfois, le fond du cachot était volontairement inondé pour obliger la prisonnière à dormir debout comme le font les oiseaux de basse-cour. Tous les trois jours, ses bourreaux la soumettaient à un interrogatoire musclé et sauvage. Entre temps, le garde champêtre Mersel Mohand Saïd, père de Imma Aïcha, sollicitera le soutien d'un notable de Cap-Aokas, Touati Tahar, et celui du directeur d'école de Tichy, Delessal, pour obtenir la libération de sa fille. Les autorités coloniales accepteront de relâcher la militante à condition que celle-ci cessât toute activité clandestine portant atteinte aux intérêts de la république française.

LIBERTÉ

Or, comme par le passé, la maison de Imma Aïcha continua naturellement à offrir le gîte et le couvert aux combattants de la liberté ; comme par le passé, Imma Aïcha mit naturellement son cœur, son énergie et son courage au service de la Révolution. Puis, quelque temps après, tout bascula.

Cette nuit-là, une centaine de moudjahidine dont le commissaire politique Chérif Ziani, se trouvait dans la demeure des Khoufache. Subrepticement, tous feux éteints, un half-track se positionna face à l'habitation ciblée et lança ses obus. Quelques murs s'effondrèrent. Branle-bas de combat. Les Moudjahidine s'éparpillèrent et ripostèrent. Un feu d'enfer s'ensuivit. Le crépitement des mitraillettes et les tirs d'armes automatiques



Fatima et Messaouda Bedj, infirmières au maquis (famille Bedj)

se mêlaient aux explosions des grenades. Dans le feu de l'action, un combattant reçut en pleine poitrine un obus l'arrachant au sol et le projetant dans le jardin. Touché à la jambe, Chérif Ziani sera secouru par Imma Aïcha qui l'éloignera de la fusillade. L'accrochage dura un peu plus de vingt minutes. Puis, plus rien. Les deux camps décrochèrent. Imma Aïcha récupéra les armes abandonnées au cours de l'affrontement par les hommes des deux formations militaires ennemies. Elle les enroula dans un sac et ensevelit celui-ci dans un coin secret du jardin. Au fond du potager, elle découvrit le corps ensanglanté et sans vie d'un moudjahid ; celui-ci était adossé à un arbuste, le doigt sur la détente de son fusil. Aidé de ses enfants, elle l'enterra avec ses habits tachés de sang. Le lendemain, la rafle effectuée par l'armée française aboutit à des arrestations immédiates dont celle attendue de Imma Aïcha ; la militante fut d'abord emmenée manu militari au camp de représailles Oubadi Skala à Bougie où elle subit pendant quatre jours les tortures les plus abominables ; ensuite, elle fut transférée au camp de concentration de Cap-Aokas où elle sera internée jusqu'à l'indépendance. Entre temps, elle sera jugée par le tribunal

d'exception de Sétif qui la condamnera à mort, puis à la réclusion à perpétuité, avant de réduire sa peine à vingt ans de prison ferme suite à un pourvoi en cassation. Mais le 19 mars 1962 arriva vite, inondant de son parfum de liberté tout un pays et son peuple. Un peuple algérien composé d'hommes et de femmes qui, à l'instar de Imma Aïcha, n'avaient reculé devant aucun sacrifice pour venir enfin à bout du régime d'oppression. La libération de la militante fut triomphale. Les combattants décidèrent d'aller en nombre l'accueillir à sa sortie. Des salves bruyantes d'armes à feu saluèrent la grande résistante. Des larmes montaient aux yeux de certains moudjahidine. L'émotion fut à son comble. Quand le cortège s'ébranla pour emmener Imma Aïcha à son domicile de Tichy, elle sortit la tête de la portière et leva les yeux vers le ciel. Dans le firmament azuré, elle vit le visage souriant de son époux mort au champ d'honneur ; elle lui sourit à son tour, et d'un hochement de tête affirmatif, elle lui dit tout bas, mais en ayant l'impression de crier de toutes ses forces :

« Tu peux te reposer en paix, Abdelkader. Ça y est, nous l'avons !... Nous l'avons, notre indépendance ! »

Khaled Lemnouer



Imma Aïcha et son fils Rachid après l'indépendance (K. Lemnouer)

☞ *Œil tuméfié, visage boursoufflé, plaies purulentes et sales, l'état de la victime faisait peine à voir.*

ALI HAROUN. Responsable à la Fédération de France, membre du CNRA

« L'action armée ne date pas de 1954

La détermination d'une poignée d'hommes aurait été l'une des principales causes du déclenchement du 1^{er} Novembre 1954, selon certains historiens. Partagez-vous cet avis qui minore le poids de l'Histoire dans la décision de passer à la lutte armée ?

Le déclenchement de la lutte n'est certes pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il est connu de tous que le peuple algérien, dominé, n'a pour autant jamais été soumis. Dominé pourquoi ? Parce que, à une période de l'histoire, l'Algérie, comme de nombreux pays du tiers-monde, se trouvait dans un état de retard civilisationnel tel qu'un pays européen pouvait l'occuper quelle que fût sa résistance... Les techniques et les moyens de lutte étaient outrageusement à l'avantage des Européens. Il n'empêche que les Algériens ont sans cesse combattu pour leur indépendance. La résistance de l'Emir Abdelkader durant 47 ans, celles menées par El Mokrani, Boubaghla, Bouamama, les Ouled Sidi Chikh et bien d'autres encore en sont l'évidente illustration. L'option de recourir aux armes pour recouvrer l'indépendance fut donc pérenne. Cette volonté manifestée depuis les premiers jours de l'occupation par les troupes coloniales françaises ne s'est jamais éteinte. Il y a tout de même eu une longue période où les Algériens n'ont pas eu recours aux armes, semblant préférer des voies plus pacifiques. A la fin du XIX^e siècle, les Algériens se sont effectivement rendu compte que le combat était trop inégal lorsqu'il est mené uniquement sur le terrain militaire. Ils ont alors pensé à l'action politique comme moyen alternatif de lutte. A partir de ce constat se sont constitués des partis politiques tels que Les Jeunes Algériens, le Mouvement de l'Emir Khaled, la Fédération des élus... Après la Seconde Guerre mondiale apparaissent Les Amis du Manifeste. Auparavant, l'Etoile nord africaine créée à Paris dans les années 1920 conjuguait l'action politique et l'action directe avec pour objectif

« Au MTL, il y avait unanimité pour la mobilisation. Mais je ne suis pas sûr qu'il en fut de même dans la population.

clairement affirmé : l'indépendance nationale. En 1937, le Parti du peuple algérien (PPA) créé à Paris par notre émigration réussira à cristalliser la volonté déterminée des Algériens de parvenir à l'indépendance, si nécessaire au moyen des armes. Le MTL, qui prendra quelques années plus tard le relais du PPA, décidera, à l'occasion de son congrès de 1947, la création d'une Organisation spéciale (OS) ayant pour but de préparer au combat un noyau dur de militants. Le PPA était alors convaincu que le colonialisme ne ferait aucune concession sans qu'il y soit contraint. Il fallait en conséquence créer, au moyen de l'action directe, une situation de rapport de forces telle que les autorités françaises soient contraintes à négocier sur la base d'une autonomie complète.

La mobilisation en vue de l'action directe que vous évoquez était-elle partagée par l'ensemble du peuple algérien ?

Au MTL, il y avait unanimité pour la mobilisation. Mais je ne suis pas sûr qu'il en fut de même dans la population qui, en grande partie, pensait que les moyens matériels requis pour engager un tel combat faisaient défaut. L'OS a d'ailleurs été créée avec les militants les plus déterminés et les plus engagés du parti. Elle a subi plusieurs avatars, et ce n'est qu'après 1950, année durant laquelle il y eut plusieurs arrestations dans les rangs des militants, que les membres restés en liberté avaient décidé d'entrer en clandestinité. Vous voyez donc que l'action armée ne date



Algériens arrêtés le 17 octobre 1961 et expulsés vers l'Algérie (AFP)

pas, comme on aurait tendance à le croire, de 1954. Elle a effectivement été entreprise bien avant. Des combattants, à l'instar de Krim Belkacem, Lakhdar Bentobal, Mustapha Ben Boulaid et beaucoup d'autres, avaient été contraints de prendre le maquis pour échapper aux arrestations par les forces coloniales qui les avaient condamnés. Ils constitueront le fer de lance de la lutte pour l'indépendance nationale, qui sera officiellement proclamée le 1^{er} novembre 1954.

L'Algérie indépendante n'a malheureusement pas rendu hommage à ces hommes qui ont impulsé une réelle dynamique à la lutte de Libération. Le 50^e anniversaire du déclenchement de la Révolution n'est-il pas l'occasion pour l'Algérie de leur exprimer officiellement sa reconnaissance ?

Vous avez bien raison de poser la question et je vous dirai très franchement que je le déplore. Il est regrettable que l'on ait mis plus de trente ans à reconnaître et à recenser ces personnes que l'on avait totalement oubliées. La raison en est simplement qu'au lendemain de l'indépendance le chef du gouvernement avait décidé d'éliminer d'un revers de main les cadres de la Fédération de France du FLN. On pouvait éventuellement lui reconnaître la faculté de marginaliser les membres de la direction qui ne l'avaient pas soutenu lors de sa course au pouvoir. Mais il n'avait aucun droit de mettre sur la touche tous les militants de cette fédération, car ils avaient fourni un travail remarquable en faveur de la libération. C'est ainsi que lors des festivités du 1^{er} Novembre 1962 étaient invités des gens que nous n'avions jamais vus aux moments difficiles, alors que ceux qui avaient lutté à nos côtés étaient ignorés. N'était-il pas aberrant d'inviter le premier secrétaire du PCF aux cérémonies officielles, alors que son prédécesseur, Maurice Thorez, avait fermement condamné, lors du congrès d'Ivry, l'action du 25 août 1958 ? Faut-il rappeler qu'aucun des militants qui avaient

courageusement abandonné le parti pour nous rejoindre n'a été convié à cette manifestation historique couronnant la lutte de Libération ? L'Histoire retiendra que la direction du PCF n'a proposé son soutien au FLN qu'en janvier 1962, c'est-à-dire au moment où le train entrain en gare, la locomotive n'avait plus besoin de charbon. Mais encore une fois, la défaillance des appareils ne

« L'histoire retiendra que la direction du PCF n'a proposé son soutien au FLN qu'en janvier 1962, c'est-à-dire au moment où le train entrain en gare, la locomotive n'avait plus besoin de charbon.

diminue en rien l'engagement de ses nombreux militants. Enfin, et pour répondre clairement à votre question, je dirai qu'il n'est jamais trop tard pour replacer l'Histoire dans sa vérité, en affirmant notamment le mérite des Français anticolonialistes qui se sont trouvés près de nous. Notre reconnaissance va bien sûr et d'abord aux chouchadés tombés sur le territoire national ou en France, aux moudjahidines, aux torturés, aux emprisonnés, aux déportés, aux internés. Elle doit aussi aller à tous ces Français qui, par conviction politique, idéologique ou religieuse, se sont engagés pour aider l'Algérie à se libérer du joug colonial. Pour ma part, je regrette qu'il n'y ait à ce jour aucune place, aucune rue commémorant le sacrifice d'un homme comme Fernand Yveton, le premier Européen guillotiné en Algérie pour notre indépendance ou celui du professeur belge Laperche assassiné par les services spéciaux français. Est-ce seulement un oubli ? Si tel est le cas,

j'espère qu'on y remédiera assez tôt. Cela en ce qui concerne les personnes. Pour ce qui est des relations d'Etat à Etat, il me semble que, sans occulter l'Histoire, la vérité doit être dite, mais sans excès ? La passion aveugle, elle perturbe également la raison. Un exemple à méditer nous est fourni par les relations franco-allemandes empoisonnées durant plus d'un siècle par les souvenirs des guerres qui les ont déchirées. Ces relations ont repris progressivement sur une base saine depuis que de Gaulle et Adenauer ont jeté les fondements d'une entente, qui constitue aujourd'hui le socle de l'Union européenne. Si nous nous en inspirons, il nous faudrait reconnaître que l'Etat français d'aujourd'hui n'est pas celui de Guy Mollet. Il y a certes, tout comme chez nous d'ailleurs, une minorité de gens qui, ayant péniblement vécu cette guerre, ne peuvent facilement oublier. Cependant, pour l'écrasante majorité de nos deux peuples, il faut y voir une étape dans les rapports colonisateurs-colonisés qui, avec le temps, est devenue un fait historique à considérer avec sérénité. Quel est l'intérêt de l'Algérie aujourd'hui ? Que nous le voulions ou non, une situation s'impose : sur l'autre bord de notre mer commune, la France abrite une communauté algérienne de plus de 2 millions d'hommes, sans compter les centaines de milliers de binationaux. Nos intérêts avec ce pays sont également tributaires des importants investissements placés ici. Il y a lieu aujourd'hui de reconnaître que nous aurons durant longtemps encore besoin de l'investissement étranger. Tous ces facteurs font que la refondation de nos relations avec nos voisins français doit être perçue comme un fait positif, aussi bien pour l'Algérie que pour la France, qui y a également intérêt du fait que le marché algérien lui est profitable. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'il faudrait comprendre les déclarations des Présidents algérien et français le 15 août dernier.

Nordine Grim

Extrait de l'interview publiée le 7 octobre 2004 dans *El Watan*

A Saint-Etienne, les Français en renfort

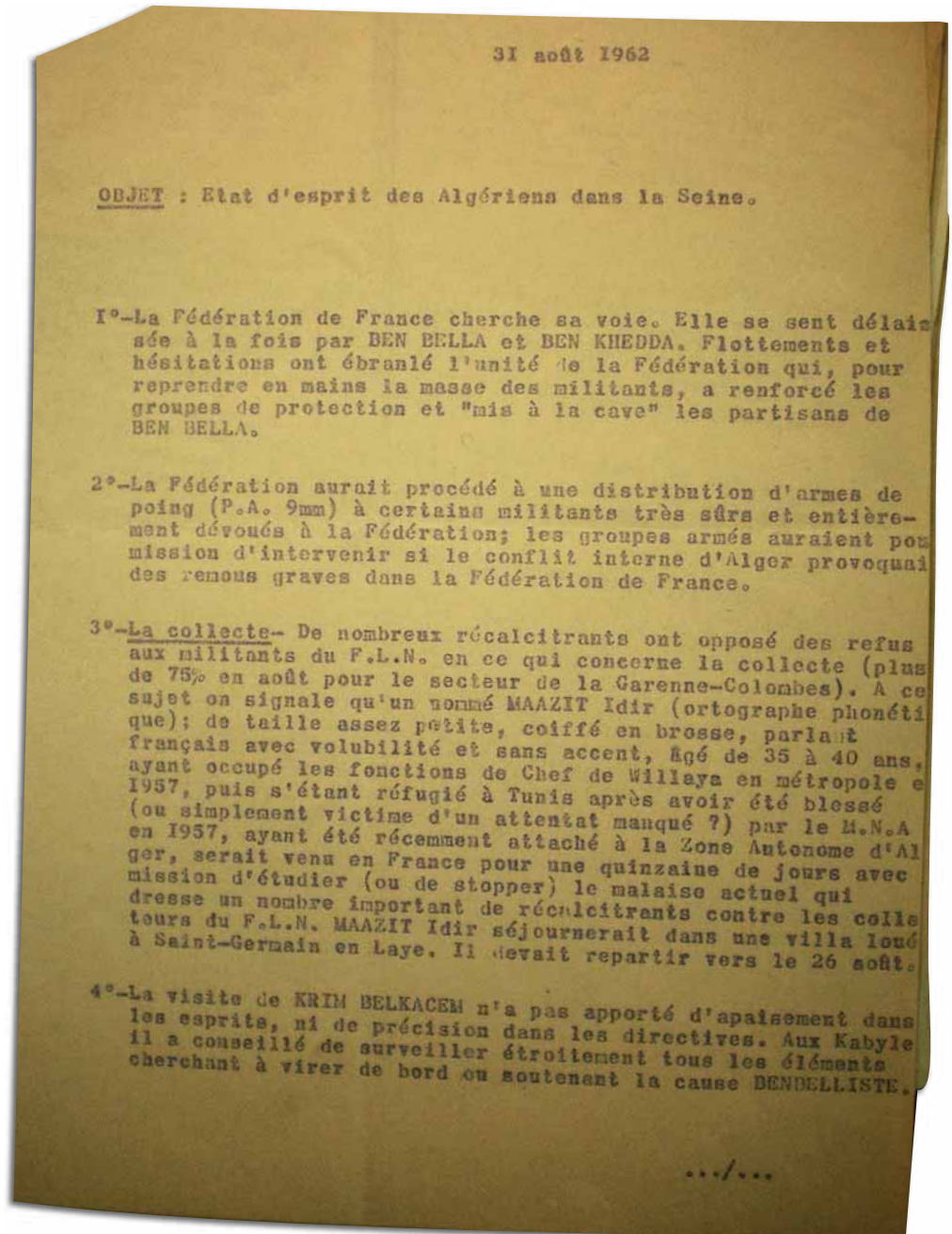
Au début de la guerre, j'étais chef de secteur permanent à la Fédération de France du FLN, à Saint-Etienne. J'avais une couverture pour le travail mais c'est le FLN qui subvenait à mes besoins. En contrepartie, je dirigeais le secteur de Saint-Etienne, constitué de plusieurs cellules, groupes et sections. J'étais aussi membre du conseil régional, j'avais des contacts directs avec les responsables à Lyon, à qui je remettais les cotisations, les documents et les armes. Ma mission était de contrôler le FLN de bas en haut. En particulier, les fins du mois, tout l'argent des cotisations atterrissait chez moi et je devais le transférer à Lyon. Au début, de janvier 1956 à juillet 1956, je participais au recrutement. J'allais voir les gens que je connaissais et qui avaient confiance en moi. Généralement, on envoyait des proches autour de la table. On leur disait que l'Algérie avait besoin d'eux et que c'était un devoir de participer à la Révolution. Ensuite, ce n'était plus mon rôle. Quand il y avait des conflits, je devais les régler. Saint-Etienne était une ville ouvrière où il y avait des Algériens et des ouvriers de toutes nationalités. Ils y avaient des forges, des

↳ *L'institutrice de mon fils était communiste. Comme mon instruction était assez limitée, elle se chargeait de la comptabilité, de la rédaction de documents.*

aciéries, des mines de charbons mais aussi et surtout, des fabriques d'armes. Nous avons bénéficié de ces armes par l'intermédiaire de Français de tendance gauchiste qui travaillaient dans ces fabriques, notamment à la manufacture nationale d'armes et à Manufrance. L'institutrice de mon fils était communiste. Elle était au courant de mes activités, elle voulait m'aider. Comme mon instruction était assez limitée, elle se chargeait de la comptabilité, de la rédaction de documents. Elle cachait l'argent dans son piano. Elle a contacté un médecin. Son mari était un journaliste de gauche. Grâce à toutes ces personnes, nous avons eu de l'aide des ouvriers qui fabriquaient des armes. Ils prélevaient des armes en cachette et nous les remettaient. Ces armes-là, nous nous en servions pour nous défendre des gens du MNA et parfois pour riposter aux repréailles de la police.

PIANO

On envoyait des armes dans toute la France. Les religieux aussi nous ont aidés. Les sœurs venaient soigner ma femme. Un jour, nous discussions et je disais que j'étais nul en géographie. Elles m'ont envoyé un instituteur, Jean Dancert, un chrétien pratiquant, qui m'apprenait la géographie.



Note de renseignement du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) indiquant une tension au sein de la Fédération de France du FLN (OWNI, memoires-algerie.org)

On est devenu amis. Il m'a présenté le curé de l'église de Saint Almont. Il nous aidait à transporter les fonds, les armes, les documents. Il cachait dans son église des gens recherchés qui venaient de Grenoble, de Clermont Ferrand ou de Lyon. Un jour, j'ai été arrêté puis extradé en Algérie, au camp de Bossuet parce que nous avions fait monter le drapeau algérien sur un baraquement, au milieu du camp de concentration français où nous nous trouvions. Bossuet était le plus dur camp disciplinaire d'Algérie. Il se trouvait dans une route de montagne, à environ 80 km de la frontière marocaine. C'était le camp le plus

difficile. Ils ont tout fait pour nous briser. N'ayant pas réussi, le commandant a ramené une compagnie de CRS d'Oran qui nous a massacrés. La plupart d'entre nous avaient des fractures. La mosquée du camp était pleine de blessés. Et malgré cela, nous avons persisté dans nos activités. Il a recommencé 8 jours après. Malgré la méchanceté des soldats, nous étions contents d'être dans ce camp-là, où on se soutenait mutuellement : argent, vêtements, nous partageons tout. Il y avait une solidarité à toute épreuve. Là se trouvait toute la crème de la Révolution. C'étaient des gens biens. L'administration du camp a essayé par

tous les moyens de nous abattre le moral, mais cela n'a pas marché. Nous avons fait du camp de Bossuet une grande école du FLN. Tout le monde enseignait à tout le monde. Ceux qui étaient arabophones enseignaient l'arabe, les autres les français. Nous avions des cours d'économie politique, de sciences politiques, ou encore de mathématiques. Nous sommes sortis de ce camp avec de bons bagages intellectuels.

Rachid Benzema

Des photos inédites de la base de l'Est, où se trouvait l'état-major de l'ALN, nous ont été confiées par la famille d'Ahmed Moussa. Ce dernier y fut, entre autres, responsable du service communication et propagande. Ses enfants, pour perpétuer la mémoire de leur père, souhaitent que les personnes qui se reconnaissent sur les clichés - ou qui en reconnaissent d'autres - apportent leur témoignage en écrivant à : taarif54@yahoo.fr

Un album unique et précieux à feuilleter toute la semaine.

AMAL ET SALI M MOUSSA

Nous voulons surtout valoriser la justesse de la cause algérienne



D'où viennent les photos que vous publiez dans *El Watan*?

Elles appartiennent à notre père, Ahmed Moussa, né le 10 novembre 1927 à Ghardimaou (Tunisie) et décédé le 28 août 1985. C'était un vrai passionné de photo ! Elles ont été prises à la base de l'Est, où se trouvait le siège de

l'état-major de l'ALN. Ces photos, nous avons grandi avec. Notre père nous les montrait tout le temps, il en a parlé jusqu'à sa mort...

Parlez-nous du parcours de votre père...

Notre père avait rejoint le Front de libération national et eut la responsabilité politique et sociale d'une *nahia* (région) de la base de l'Est en charge des réfugiés et avait rejoint l'Armée de Libération nationale (ministère de l'Armement et des Liaisons générales). Le poste n°17 du réseau des transmissions était hébergé dans son propre domicile. Il fut également en

charge du service de la propagande. Durant les premières semaines de l'indépendance, sous service commandé, il avait récupéré au Palais du gouvernement toutes sortes de documents (plans et documents divers). C'était un homme de confiance. Certains disaient que mon défunt père était parmi les

personnes en mesure d'écrire sur l'aspect psychologique de la Révolution algérienne. Avant de rejoindre la Révolution, il avait étudié par correspondance la comptabilité analytique et auprès de la société française Chauffour Dumez, dans laquelle il avait commencé comme agent de main-d'œuvre avant d'être promu chef de chantier ; il avait acquis une très bonne expérience comptable. Après l'indépendance, il avait introduit la comptabilité analytique auprès de l'ex-CREPS, l'actuelle Sonatrach.

Pourquoi avez-vous choisi de valoriser ce fonds aujourd'hui ?

Nous ne savions pas comment faire jusqu'à ce qu'on nous parle des Archives nationales. Il s'agit du plus important fonds photo privé jamais déposé, car il y en a au total 1400. Mais nous voulions surtout valoriser la justesse de la cause algérienne et sa dimension humaine. A nos yeux, cette dimension humaine est ce qu'il y a de plus important. On la perçoit à travers la vie que menaient les familles de réfugiés, la grandeur de la tâche qu'avaient à l'époque l'ALN et le FLN pour mettre en place une organisation sociale en mesure de

répondre aux besoins de ces réfugiés (produits de première nécessité, école, infirmerie...), ou encore le soutien indéfectible des femmes. Parmi les personnes photographiées, beaucoup sont décédées mais d'autres sont encore en vie. Il ne faudrait pas qu'on les oublie.

Quel est le message que vous voulez faire passer ?

Pendant des années, on a glorifié les hommes au détriment de l'écriture objective de l'histoire. Bien sûr, toute révolution a besoin d'hommes, mais que personne ne se croie indispensable. Mon père avait des paroles très fortes dans ce sens. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons surtout glorifier la cause. Car l'indépendance n'a été acquise qu'au prix de sacrifices. Quand mon père parlait du «quoi» de la Révolution, les choses avançaient. Mais quand on parlait de «qui», ça se gâtait ! Nous souhaitons également que certaines photos soient retenues comme modèles pour une stèle, un timbre-poste ou un billet de banque.





L'école au temps de la Révolution. Avec le drapeau tunisien et celui de l'Etoile nord-africaine



Cheval au galop, monté peut-être par Hachemi Hadjeres



Chadli Bendjedid (à gauche). A ses côtés, peut-être Tahar Zbiri



Jeunes enrôlés au sein de l'ALN



Combattants en pleine opération de transmissions



sur le net

Retrouvez l'intégralité des photos sur : www.owni.fr
Retrouvez la vidéo des photos sur : www.elwatan.com



Infirmerie de l'ALN. On remarque, entre autres, en arrière-plan les drapeaux syrien et tunisien



Combat et soutien indéfectible de la femme

Notre père Ahmed Moussa avec Mohamed Chebila



sur le net

Retrouvez l'intégralité des photos sur : www.owni.fr
Retrouvez la vidéo des photos sur : www.elwatan.com



Couple de combattants

La faim de l'espoir

L'Algérie. Colonisée depuis 1830. Région d'Aokas, au nord-est du pays. Hiver 1942. Depuis trois jours, la neige n'a pas cessé de tomber en flocons serrés. Dans la nuit tombante, on distingue un paysage champêtre recouvert d'un manteau blanc. Un froid polaire règne sur toute la contrée... Dans l'habitation précaire de Kaci, le petit braser autour duquel sa femme et ses deux filles sont accroupies répand une vague chaleur. Kaci, enveloppé dans un burnous, est assis un peu plus loin. Devant son impuissance à trouver une solution pour nourrir sa maisonnée, il ressasse silencieusement son chagrin et son amertume. Une colère rentrée s'empare de tout son être. Pour se donner une contenance, Kaci émet par instants un grognement, puis toussé bruyamment. Mais des pensées obsédantes, de plus en plus nombreuses, l'assaillent. Soudain, sans s'en rendre compte, il s'entend proférer un juron : «Sauté de colonialisme ! Bête immonde ! Salopards de soldats français et de colons qui nous ont affamés !»

Surprises, les trois femmes se retournent pour regarder Kaci et essayer de comprendre les paroles qui viennent de lui échapper. Mais lui, d'un hochement de tête de droite à gauche, leur fait savoir de ne pas s'en inquiéter. Le temps s'écoule lentement. Il n'y a pas d'horloge dans la maison, mais le silence est si lourd qu'on croirait entendre les battements réguliers des cœurs comme

« Le silence est si lourd qu'on croirait entendre les battements réguliers des cœurs comme autant de tic-tac.

autant de tic-tac. La flamme jaune, vacillante et fumeuse du vieux quinquet répand une lumière chiche qui donne à la pièce une atmosphère pesante et de triste. Les objets alentour, qui apparaissent et disparaissent au gré du mouvement de la flamme, semblent eux aussi respecter ce silence absolu. Soudain, un gémissement étouffé se fait entendre. C'est la plus jeune des filles qui vient de réprimer un sanglot.

Kaci lance à sa femme : «Qu'a-t-elle ? Pourquoi pleure-t-elle ?

- Elle n'a pas mangé depuis hier. La faim la tenaille», répond la mère d'une voix monocorde et résignée.



Réunion d'explication de l'accord du cessez-le-feu entre commissaires politiques de l'ALN et des colons de la région de Tissemsilt. Mars 1962 (A. Refine).

A ces mots, Kaci se lève. C'en est trop, beaucoup trop, pense-t-il, il faut agir, et sur le champ ! Il sort dans la nuit glaciale et va dans la remise pour seller son mulet. Sa femme le suit et s'enquiert : «Où vas-tu par ce temps épouvantable ?

- Je vais me rendre à la ferme du colon vous chercher à manger.

- Mais c'est dangereux, tu vas te faire tuer par le gardien !

- Ecoute femme, je n'ai pas le choix. De deux choses l'une : ou je rapporte de quoi nourrir ma famille, ou je succombe dans ma tentative. Je ne veux plus voir mes enfants souffrir sans broncher. Allez, rentre maintenant. Dieu ne nous abandonnera pas.» Puis, enfourchant le mulet, il tire sur la bride ; la bête s'avance lourdement en enfonçant ses sabots dans la neige verglacée.

Vingt minutes plus tard, Kaci arrive aux abords de la ferme. Il attache sa monture à un arbrisseau et se fraie un chemin entre les buissons enneigés jusqu'à la cabane du

gardien. A l'intérieur, celui-ci, assis devant un poêle à bois, se chauffe les pieds. Kaci lance un petit caillou contre l'unique vitre de la baraque et se met à l'affût...

UN SAC DE CÉRÉALES OU LA MORT

Saisissant son fusil, le gardien ouvre prudemment la porte et jette un regard circulaire avant de sortir carrément dans la cour couverte de neige. C'est ce moment précis que choisit Kaci pour fondre sur lui ; avec la rapidité de l'éclair, il lui arrache l'arme qu'il jette au loin tout en lui fermant la bouche de sa grosse main calleuse ; de l'autre main, il appuie sur le cou de l'homme la pointe d'un couteau de cuisine. Entre deux halètements, Kaci murmure à l'oreille du surveillant : «Ecoute mon frère, je ne te veux pas de mal. Je veux simplement emporter un sac de céréales pour calmer la faim de mes enfants. Conduis-moi à l'entrepôt sans faire d'histoire et tout se passera bien.»

Avec mille précautions, Kaci oblige son

prisonnier à porter le sac de blé jusqu'à son bardot. Puis, la tête toujours dissimulée dans le capuchon de son burnous, il relâche le gardien qui ne demande pas son reste... Il est près de minuit. Kaci se rend directement au vieux moulin ; là, il actionne la meule pour broyer ses grains. Dans l'obscurité, tel un chat, Kaci y voit comme en plein jour. Peu après, il regagne son foyer avec la précieuse farine que sa femme transforme rapidement en chaudes galettes appétissantes. La tristesse du début de soirée laisse désormais place, dans la demeure, à quelque joie et aux rires étouffés des filles de Kaci.

Demain sera un autre jour. Et les dates saluaires du 8 Mai 1945 et du 1^{er} Novembre 1954 se profilent déjà à l'horizon. Bientôt, elles sonneront le glas de la domination française. Bientôt, elles mettront fin à l'assujettissement et à l'oppression. Bientôt, elles permettront le recouvrement de la liberté aliénée et surtout de la dignité perdue...

Khaled Lemnouer

El Kerma sous la torture

L'ancienne ferme Lafumat, à El Kerma, fut un sinistre lieu de torture. Dès le début de l'année 1956, le colon Lafumat Jules a cédé à l'armée d'occupation une ferme située juste derrière la vieille école de l'ex-Valmy. Les militaires français avaient transformé la bâtisse en une importante caserne pour accueillir plusieurs corps de l'armée française ou des troupes en transit vers d'autres destinations, à l'exemple des spahis et des zouaves du régiment des dragons, celui de l'artillerie ou bien celui des transports terrestres. Bien sûr, la ferme, qui était devenue une garnison, disposait des fameux services de la SAS (section administrative spécialisée) et des services de renseignement dotés de tous les équipements de torture.

La majorité de la population musulmane d'El Kerma a connu les affres des supplices dans ce sinistre endroit. Une opération systématique qui avait commencé dès janvier 1957, en représailles aux journées de grève à laquelle avait appelé l'UGCA, le syndicat des commerçants algériens, en réponse au mot d'ordre des hauts responsables de la

Révolution.

Dès l'aube, en cette froide journée d'hiver, après l'évacuation des Algériens de leurs habitations et après avoir fracassé les portes des locaux commerciaux, les militaires français avaient interpellé, à l'exception des femmes et des filles, toutes les personnes valides. Les Algériens furent parqués dans le champ d'oliviers qui se trouvait à l'orée du douar nègre de Valmy et retenus pour y subir, jusqu'à la fin de la journée, le visionnage d'images de propagande. Après la projection, les plusieurs jeunes du douar avaient été sélectionnés pour des séances de torture.

CONJURER L'OUBLI

Puis en 1958, avec l'avènement du général de Gaulle, vinrent les périodes d'internement massif des délocalisés des douars de Dhassa et des fermes environnantes qui, avant d'être mis dans les centres de recasement, connurent les tortures instrumentées et expérimentées sur les nationalistes et les fidayine. Plusieurs familles d'El Kerma connurent la cruauté des tortionnaires dans

ce lugubre centre de torture : les Lahmar Maarouf Maamar, Lardjem, Besbaci, Sardi, Sebbaa, Zahaf Djaidar, Lameche, Arrar, Benyamina, Badredinne, Mankourouis, Boudia, Kacha, Faham, Boussouf, Zaitri, Bouhriira, Lassouf, Berahmoune, Yekkel, Zerga et d'autres encore tant la liste était longue. Les moyens et techniques employés

« Les techniques employées dans les séances de torture n'étaient pas différents des procédés de la Gestapo : gégène, eau javellisée, chalumeau, échelle, bouteille déflorante, savon en poudre.

dans les séances de torture n'étaient pas différents des procédés de la Gestapo : gégène, eau javellisée, chalumeau, échelle, bouteille déflorante, savon en poudre, après leur conditionnement par la torture.

La ferme, actuellement dénommée appelée Le Quartier, n'a toujours pas reçu de plaque commémorative pour conjurer l'oubli. En attendant, la population d'El Kerma continue à cultiver le souvenir du sacrifice de ses enfants.

Mohamed Benyamina (Retraité SIO)

Deux adolescents dans l'horreur de la guerre

Au fin fond de la partie sud de la wilaya de M'sila, la route en bitume se déroule dans la platitude de la steppe jadis isolée. Elevée au rang de route nationale (RN40), l'ancienne piste rocailleuse et poussiéreuse n'est plus qu'un mauvais souvenir de clandestins et de quelques initiés. Elle relie Ben Srour à Barika sur près de 80 kilomètres. En cette journée du 11 décembre 2010, illuminée par un tiède soleil automnal, l'esprit se surprend à triturer des réminiscences ou des faits de l'histoire contemporaine du pays.

Zarzour, l'une des communes les plus déshéritées de la wilaya, sort peu à peu de sa torpeur séculaire. Elle dispose maintenant de trois axes routiers qui la relient à Batna, à Biskra – et au reste du monde par leurs aéroports – et à son chef-lieu de wilaya. A l'orée des années soixante-dix, aller à Zarzour, c'était une aventure. La piste qui y menait, cahoteuse et tortueuse au gré de la topographie, nécessitait d'avoir un robuste véhicule aguerrri aux aléas de terrain à peine carrossable. Les quelques pasteurs qui nomadisait dans ce no man's land recourraient aux bêtes de somme pour aller

☞ *On chargeait la population de déraciner et de ramener les touffes d'armoise et d'alfa pour alimenter le brasier.*

aux marchés hebdomadaires environnants. Quant à l'école ou le dispensaire, il ne fallait pas trop demander. Les accidents de parcours et les envenimations scorpioniques ou vipérines, le plus souvent fatals, n'avaient pour seul salut que la Providence, le guérisseur du coin ou l'aléatoire guimbarde de passage dans les environs. Le passage à gué des oueds Ain Ghezal et Zarzour est un danger mortel quand ils charrient leur impétueuse bourbe automnale. Au cœur de cette désolation, la furie des eaux pouvait emporter hommes et bêtes sans recours.

Ce lieu dit n'a probablement jamais eu affaire à un colon, mais il eut affaire au garde-champêtre, au gendarme et au parachutiste légionnaire.

ACHÈVÉ D'UNE BALLE DANS LA TÊTE

Une modeste stèle, sans marbre, rappelle au souvenir le sacrifice du jeune Mohamed Chebichèbe Ben Mazouz, victime de torture. Bouzid, son cousin, se rappelle de ce fatidique jour de janvier 1961 où les débats onusiens sur l'affaire algérienne étaient encore sur la table. La France gaullienne poursuivait sans relâche sa politique de la



En novembre 1957, une compagnie de parachutistes recherche les combattants de l'ALN à la frontière marocaine (F. Decker)

terre brûlée.

C'est ainsi que lui et son défunt cousin sont surpris par le vrombissement d'un Piper de reconnaissance qui les avait localisés. Ils étaient à proximité d'un *markez*, une casemate abritant l'hôpital de l'ALN. Devinant les intentions de la colonne motorisée, ils détalèrent à l'opposé de l'objet recherché par le ratisage. Aidés par l'escarpement du terrain, les deux adolescents réussirent momentanément à fuir devant les jeeps de l'avant-garde. Le narrateur, qui s'était faufile dans les hautes herbes de l'oued, put se dissimuler, échappant ainsi à ses poursuivants. Son cousin, en terrain nu, fut vite pris par les sbires du 485^e bataillon du Train stationné à Bordj l'Agha. Placé sous le commandement du lieutenant-colonel Jean Poujet, ce bataillon, surnommé les Pouilleux ou

bataillon RAS plus tard, s'est particulièrement singularisé par la discipline de fer pratiquée sur ses propres éléments. Que dire alors des méthodes pratiquées sur l'adversaire... Pour son malheur, le jeune Mohamed portait ce jour-là une vareuse de treillis ; on y découvrit dans une poche sa photo en compagnie de Si Cherif Kheirdine, responsable de l'hôpital de l'ALN enfoui dans une grotte non loin de là. L'interrogatoire musclé qu'on lui fit subir, sous le regard inquiet de la population regroupée par le ratisage, risquait de débusquer les maquisards. On ne donnait pas cher de leur vie. Aucun d'eux ne pensait s'en tirer ce jour-là. Le brave adolescent, sorti à peine de l'enfance, tenait le coup. Ne voyant rien venir, les spadassins de Bigeard, dont les glorioles se sont étioilées récemment par l'immanence de la Fauchouse, le soumièrent au supplice du feu. On chargeait

la population de déraciner et de ramener les touffes d'armoise et d'alfa pour alimenter le brasier. Brûlé sur tout le corps, agonisant, il fut achevé d'une balle tirée à bout portant sur la tempe. L'officier supérieur qui venait de débarquer de son hélico, l'a achevé de son arme de poing.

Le soleil venait de décliner à l'horizon, une mère pleurait son enfant au milieu d'une multitude silencieuse d'ombres hagardes. Le jeune Chebichèbe ne savait pas, ce jour-là, qu'il subirait le même sort que le petit Omar. Victimes tous deux du refus, l'un de se rendre et l'autre de parler, ils ont « eu de la gueule », bien plus que Bigeard qui est mort dans son lit.

Farouk Zahi

La gifle

Hocine le jardinier était « un très bon jardinier fleuriste », de l'avis bienveillant de l'administrateur de la commune mixte de Cap Aokas chez lequel l'Algérien était employé depuis la nuit des temps. Toute la famille du fondé de pouvoir était aimable avec lui parce qu'il s'acquittait de sa tâche avec conscience et déférence, avec simplicité et aptitude reconnue. La satisfaction mutuelle ressentie par l'horticulteur et ses patrons était devenue, au fil des années, presque de l'amitié. En tout cas, cette sympathie leur donnait parfois l'occasion de rire ensemble à une anecdote...

Dans le village, tout le monde connaissait Pierrot Chambon, un Français de souche italienne qui avait choisi de vivre vagabond. Sale, toujours aviné, souvent fauché, il promenait sa carcasse dans les artères du bourg en apostrophant les passants – surtout ses compatriotes – pour les railler ou les injurier. Son vocabulaire était pauvre comme lui, mais il l'avait enrichi d'un nombre incalculable de mots grossiers qu'il débitait à tout-va au hasard de ses rencontres avec les Européens. Un jour d'été, au début de l'après-midi, le pochard passa sous le balcon de l'administrateur qui prenait un bol d'air tout en suivant de sa balustrade le travail de Hocine qui arrosait les plantes. Apercevant le haut fonctionnaire, Pierrot s'arrêta net et, d'un coup, sortit de ses gonds. De sa voix

haut perchée et pâteuse, il commença à déverser un flot d'insanités au milieu d'une pluie de postillons qu'il projetait rageusement.

DIX JOURS DE MISE À PIED

Incommodé par ce spectacle lamentable et ces propos outrageants pour son patron, Hocine courut vers l'ivrogne et lui colla une gifle en lui demandant de passer son chemin. Le pivrot s'en alla aussitôt sans demander son reste.

Une minute après, l'administrateur fit venir le jardinier dans son bureau et lui tint à peu près ce langage : d'un ton sans équivoque : « Hocine, ce que tu viens de faire est intolérable ! Sais-tu que tu viens de gifler un Français. Pour te punir, je t'inflige dix jours de mise à pied. Et

ne t'avisés plus jamais de porter la main sur une personne de ma race ! »

Hocine n'en croyait pas ses oreilles. Cette « gifle » reçue en plein cœur était autrement plus douloureuse que celle qu'il venait d'administrer à un clochard pour défendre l'honneur offensé de son patron. Son cœur se serra et quelques larmes perlèrent à ses yeux. Pour le colon, le dernier des Français était plus respectable que n'importe quel Algérien.

Mais de pleur en fleur, le jardinier verra un jour le soleil de l'indépendance se lever sur son jardin. Il recouvrera sa dignité. La vraie dignité. Celle d'un homme de race libre...

Khaled Lemnouer

Bou Hinoun, le village

Voici l'histoire de mon père, Sidi Mammam Hocine, de mes cousins et de mes oncles avec quelques photos datant de la Guerre de Libération nationale.

Sidi Mammam Hocine est né le 29 mai 1914 à Bou Hinoun (wilaya de Tizi Ouzou). Officier de liaison, en 1942 il était déjà militant de la cause nationale au sein du PPA/MTLD et membre de l'OS. Il était l'homme de confiance et le confident de Krim Belkacem et du colonel Ouamrane.

Avant le déclenchement de la Guerre de Libération, il avait vendu deux parcelles de terrain pour contribuer à l'achat d'armes. Très discret, au déclenchement de la Révolution, le 1^{er} novembre 1954, il est parti

avec le colonel Ouamrane et quelques militants du côté de la Wilaya IV.

D'après Amar Dris, ancien militant de la cause nationale, une réunion s'est tenue à Aguer gour, entre Bouhinoun et Betrouna. Ils attendaient la réponse de Messali Hadj, qui était à l'étranger et devait donner son accord pour le déclenchement de la Révolution, début 1954. Sidi Mammam Hocine a pris la décision, en présence de Krim Belkacem et des autres membres du groupe, de déclencher la Révolution quelle que soit la réponse de Messali.

Après le déclenchement de la Révolution Sidi Mammam Hocine a exécuté plusieurs missions délicates : certaines, que je connais, ne

peuvent pas être dévoilées. D'ailleurs, c'est à partir de là qu'on l'a soupçonné d'avoir commis quelques attentats. Un jour, entre décembre 1954 et janvier 1955, un groupe de gendarmes et de policiers en civil, avec des chiens, ont envahi notre maison à Bou Hinoun. Ils ont interrogé ma mère.

ENTERRÉS DANS DES TRANCHÉES

C'est à partir de ce jour-là que mon père a abandonné son travail, sa famille et est monté au maquis. Il est revenu deux ou trois fois à la maison avant de tomber au champ d'honneur, le 23 mars 1957, à Izemmouren, commune d'Ait Khellil, au grade d'aspirant ou de sous-lieutenant, aux côtés du capitaine

Si Kaci et d'un autre aspirant. C'était une grande bataille qui a duré du 21 au soir jusqu'au 23 mars. Bilan : 149 chouchada entre officiers et djounoud, et plusieurs civils femmes et hommes. Ce jour-là étaient présents Krim Belkacem, Mohamedi Said, Benyoucef Benkhedda et Abderahmane Mira, qui n'était pas colonel à l'époque. Les morts ont été enterrés dans des tranchées par dizaines, d'après les rescapés de cette grande bataille.

Après la mort de mon père, on a quitté notre maison (qui a été d'ailleurs détruite quelques mois après) pour occuper celle de mon oncle, au centre du village : lui habitait à Tizi Ouzou. Nous avons alors changé de nom pour nous



aux 84 chouhada

appeler Ouabdéli, jusqu'à l'indépendance. En décembre 2009, un article paru dans *El Watan* évoquait Ben Chennouf Mohamed, qui avait commis un attentat à Alger en 1956 ; il avait été envoyé par Krim Belkacem et le colonel Ouamrane ; un certain Si El Hocine était chargé de le couvrir. Il me semble que ce dernier était mon père, qui avait pour nom de guerre «l'hélicoptère». J'aurais voulu avoir davantage de renseignements sur cette opération et ses membres...

Je vous informe que le village de Bou Hinoun compte 84 chouhada. Le premier chahid tombé au champ d'honneur en 1954 est Touahri Amar, dit Amar Asmane.

Sidi Mammam Mustapha Ben Hocine



6



7



8



9

Photo 1 : à gauche le colonel Mohamed Said, à côté du colonel Ouamrane ; au milieu Si El Hocine ; à droite le colonel Amirouche.

Photo 2 : Sidi Mammam Said, frère de Moh Oulmouloud, né le 25 janvier 1939 à Bou Hinoun. Il a commis un attentat contre un bar à Tizi Ouzou en 1957 avant de rejoindre le maquis. Il est tombé au champ d'honneur à Bou Hinoun en 1958 ; il avait été torturé à mort avant que son corps soit brûlé.

Photo 3 : mon père, à gauche mon oncle Arezki et ses compagnons

Photo 4 : à gauche le chahid Belhocine, à droite Sidi Mammam Belkacem. Sidi Mammam Belkacem, fils de Moh Cherif, est né le 25 mars 1929 à Bou Hinoun. Il rejoint le maquis en 1955, où il est tombé au champ d'honneur en 1957 à Hesnaoua, au grade sergent-chef.

Photo 5 : Mon père

Photo 6 : Sidi Mammam Mohamed, dit Si Moh Rouji, mon oncle, est né le 18 mai 1924, à Bou Hinoun (Tizi Ouzou). Grand baroudeur, militant du PPA/ MTLD, membre de l'OS, novembriste, il était chef de région à Beni Douala. La photo a été récupérée au commissariat de police de Dellys, dans le fichier colonial, sur un avis de recherche établi par la gendarmerie française en 1952. Il est tombé au champ d'honneur en 1956 à Beni Douala.

Photo 7 : A gauche Sidi Mammam Arezki. Né en 1919 à Bou Hinoun, il a rejoint le maquis en février 1956. Il a fait partie des éléments qui ont joué un tour à Robert Lacoste, lors de l'opération Oiseau bleu. Il est tombé au champ d'honneur en 1958, aux Ouadhias, au grade sergent.

Photo 8 : A gauche le colonel

Ouamrane, à droite mon père Si El Hocine.

Photo 9 : Photo prise en Tunisie : troisième à partir de la droite (avec la kachabia), Sidi Mammam Moh Ouidir, né le 21 décembre 1916 à Bou Hinoun. Militant de la première heure, c'était un élément de la compagnie d'acheminement d'armes de Tunisie. Il a participé à l'opération Oiseau bleu. Il est tombé au champ d'honneur le 8 février 1958 à Sakiet Sidi Youcef, à la frontière algéro-tunisienne, au grade de sergent.

Photo 10 : Sidi Mammam Meziane, fils de Moh Cherif. Il a rejoint le maquis en 1956 à Akfadou. Il faisait partie du groupe d'acheminement d'armes du Maroc. Il est tombé au champ d'honneur en 1960, dans les montagnes du Djurdjura, au grade sergent.

(Famille Sidi Mammam)



10

Souvenirs du maquis



Les parachutistes ripostent à un accrochage (F. Decker)

Au début de l'opération Jumelle, la vie des Algériens était très dure tant au maquis que dans les centres de regroupement. Les contacts étaient très difficiles à établir tant entre les moudjahidine eux-mêmes qu'entre ces derniers et les populations. L'ennemi, embusqué partout, de jour comme de nuit, rendait périlleux tout déplacement des djounoud. Ceci entraînant cela, la rareté des denrées alimentaires se faisait cruellement sentir. Très souvent, les groupes d'acheminement chargés d'approvisionner les maquis tombaient dans des embuscades tendues par l'ennemi à la périphérie des agglomérations. Il arrivait, plusieurs jours durant, que notre nourriture se limitait à seulement quelques fruits – figues, *chelmoun* (myrte) ou *assissnou* (arbouses) – cueillis dans la forêt, que nous partageions avec les singes. Un jour d'ailleurs, dans un champ de figuiers à proximité du village de Beni Slyem, non loin de la forêt de Mizrana, ou nous nous étions rendus pour cueillir des figues fraîches, nous fumes surpris par des singes qui nous ont jeté des pierres pour nous repousser ; mais nous avions quand même réussi à partager quelques fruits avec eux.

LOGÉE À JAMAIS DANS MA CHAIR

Les centres de regroupement étaient devenus presque impénétrables du fait d'une surveillance accrue ; des commandos étaient contraints de tendre des embuscades aux convois militaires de ravitaillement pour approvisionner les maquis. De nombreuses actions de ce genre ont d'ailleurs été réalisées avec succès. L'ennemi ayant ressenti la douleur de ces embuscades, il accompagnait les convois de ravitaillement d'une escorte composée d'un nombre considérable de soldats et d'engins blindés, survolés

☞ *Durant les quinze jours qu'elle a passés avec nous, elle ne me quittait pas d'une semelle. Elle mangeait avec moi et dormait à mes côtés.*

quelquefois par des avions de chasse.

Je recevais des soins prodigués par Si Ali Ghanem à l'infirmerie. Au bout d'un mois environ, ma blessure fut cicatrisée, mais la balle est logée à jamais dans ma chair. J'ai alors repris mes activités ; je fus affecté provisoirement dans le groupe d'acheminement. Il faut signaler que les moudjahidine se trouvant dans mon cas étaient versés au groupe d'acheminement en attendant leur affectation définitive.

Maintenant que nous étions habitués aux effets de l'opération Jumelle, nous reprimes nos activités avec une stratégie adaptée à la nouvelle situation. Notre commando avait réalisé de nombreuses actions militaires contre l'ennemi.

UNE ENSEIGNANTE CAPTURÉE

Par exemple, un jour, pour venger la mort de Si Ali Moh n'Ali, de son vrai nom Benour Ali, chef de la Zone IV, tombé au champ d'honneur quelques semaines auparavant, le commando avait tendu une embuscade à deux jeeps ennemies ayant à leur bord des officiers et deux enseignants civils, dont une

femme. Ces derniers se rendaient du camp de la ferme Mimi située sur la corniche, au pied de la forêt de Bouberrak, vers Cap Djinet. Cette embuscade s'était soldée par la mort des soldats ennemis et de l'enseignant, par la capture de sa femme (elle aussi enseignante) et la récupération de quelques armes de guerre. La prisonnière étant indemne, sa garde me fut confiée en attendant son transfert vers le PC de la wilaya. Durant les deux premiers jours, elle ne cessait pas de pleurer et lorsque j'entrepris de parler avec elle en français, elle a été d'abord surprise qu'un fellaga puisse parler sa langue ; ensuite mes propos l'ont apaisée. Elle m'avoua que je lui inspirais confiance. Aussi, durant les quinze jours qu'elle a passés avec nous, elle ne me quittait pas d'une semelle. Elle mangeait avec moi et dormait à mes côtés, sans se sentir menacée de quoi que ce soit. A la veille de son départ, je l'ai informée de son transfert. Un sentiment de peur était visible sur son visage. J'ai essayé tout de même de la rassurer, lui disant qu'elle serait entre de bonnes mains et qu'elle serait traitée dignement. Au bout de deux semaines environ, sur ordre de Si Rabah Krim, chef de la Zone IV, elle fut conduite sous bonne escorte vers le PC de la Wilaya III. Quelques semaines après, la presse a révélée sa libération à partir de Tunis.

RÉSISTER JUSQU'À LA MORT

Un autre jour, notre groupe d'acheminement, dirigé par Si Moh Frizi, chef de secteur, et en compagnie d'un groupe commandos, nous nous rendimes à Beni thour, un village non loin de Baghliia, pour acheminer du ravitaillement vers Mizrana. Vers 10 heures, nous fumes surpris par une patrouille ennemie et un violent accrochage s'ensuivit. Le terrain était plat et découvert, mais

parsemé de broussailles. Quelques instants après, des renforts sont arrivés. Des chars avançaient vers nous en formation en essaim, suivis par des soldats en nombre impressionnant. Devant la résistance de notre groupe, l'avancée des chars et des soldats fut stoppée, laissant le terrain à l'aviation venue à leur secours. Des chasseurs Jaguar (appelés aussi «jaunes») nous bombardaient à la roquette tout en nous arrosant de rafales de mitrailleuse. C'était un véritable enfer, on ne pouvait pas se replier en terrain découvert de peur d'être à la portée des mitrailleuses des chars. Il fallait résister jusqu'à la mort. Croyant que nous étions décimés, les avions se sont retirés ; les chars suivis des soldats, reprirent leur avancée. Nous nous camouflâmes dans les broussailles en attendant que les chars approchent les chars puis nous soustraira de leur portée. Au fur et à mesure de leur avancée, nous nous repliâmes tout en tirant sur les soldats cachés derrière les chars. Si Moh Frizi était à mes côtés et tout en nous repliant, nous finimes par tomber dans un ancien puits à sec, peu profond mais rempli

☞ *Des chasseurs Jaguar (appelés aussi «jaunes») nous bombardaient à la roquette tout en nous arrosant de rafales de mitrailleuse. C'était un véritable enfer.*

de fourrage sous lequel nous nous sommes d'ailleurs cachés. C'était la grâce de Dieu. Tout en continuant son avancée, un char passa au-dessus de nos têtes, suivi par des soldats...

Avec Si Moh Frizi, nous étions éloignés de nos compagnons, les autres djounoud, qui n'avaient pas d'autre alternative que de résister. Au fur et à mesure du repli de nos djounoud, l'ennemi avançait, nous laissant loin derrière. La bataille fut très dure. Elle avait été menée avec courage et détermination par un groupe de 15 djounoud armés de simples fusils ayant servi pendant la Seconde Guerre mondiale, contre un ennemi puissant, armé de gros moyens, humains et matériels. L'accrochage avait duré sans interruption toute une journée. La consigne nous avait été donnée de ne tirer que lorsqu'un soldat était en point de mire, et ce, afin d'économiser les munitions qui étaient si précieuses pour nous.

PERTES ENNEMIES INCONNUES

À la tombée de la nuit, les survivants parmi nous se sont repliés dans le désordre vers la forêt de Mizrana. Lors de notre rencontre, le lendemain, nous avons fait un premier bilan : plusieurs djounoud étaient portés disparus. Les pertes ennemies étaient inconnues.

Je ne tardais pas à être affecté dans la Région III pour regagner mon secteur d'origine, à savoir Bordj Menaiel. C'est là que j'ai pris contact avec mon chef de secteur, Gribissa Omar dit Si Omar Touli, que j'avais rencontré en compagnie du chef de région, Belkasmî Rabah dit Si Rabah Nia. Ce dernier, que je rencontrais pour la première fois, venait d'être affecté comme chef de la Région I (Ain El Hammam) qu'il se préparait à

☞ *Jeunes et
déterminés que nous
étions, nous ne reculions
devant aucun danger
pour l'accomplissement
de notre mission.*

rejoindre. Nous passâmes ensemble une semaine dans le secteur de Bordj Menaiel. Il avait tant d'estime pour moi qu'il décida de me prendre comme secrétaire à la Région I. Le destin a fait que je ne sois stable dans aucun secteur ni même région. L'opération Jumelle étant en cours, le parcours Bordj Menaiel-Ain El Hammam était long et périlleux. Mais, jeunes et déterminés que nous étions, nous ne reculions devant aucun danger pour l'accomplissement de notre mission.

Salah Ouzrourou (officier de l'ALN)



Combattants au maquis (A. Refine)

Mon parcours de prisonnier

À Miliana, il y avait deux détenus que je respectais énormément : Si Mohamed El Allaoui, arrêté pour détention d'armes de guerre à l'intérieur de la médersa de Miliana et Smain-Dahlouk-Mahfoud, capturé lors d'un accrochage dans les environs de Tablat.

À Blida idem pour Si Mohamed et un autre détenu, Chekaimi Abdelaziz (aujourd'hui décédé). Et aussi, ce souvenir d'un trio de condamnés à mort ; deux ont été graciés et condamnés aux travaux forcés à perpétuité, et le chahid Takarli Abderzak a été exécuté en 1959.

À Serkadji lors de mon passage dans cette maison d'arrêt, à la NR 11, le premier jour le prévôt m'a ordonné d'aller dans la cour ; à mon retour j'ai constaté que mes effets vestimentaires étaient éparpillés à même le sol de la salle. J'ai eu l'envie de frapper le



Combats (M. Naoui)

prevôt quand un détenu m'a fait un signe du doigt « non » ; je me suis approché de lui et il m'a offert une belle chemise en nylon. Il était assis avec quatre autres détenus âgés ; il s'agit de Mechtah Aissa de Laghouat. De là, j'ai été affecté à la salle NR13, puis transféré de nouveau à la maison d'arrêt de Miliana, pour des raisons inconnues, pour ensuite aller à la maison d'arrêt de Blida.

Au groupe pénitencier d'El Harrach, comme j'étais moniteur de salle 4 BD et ce, jusqu'au 2 mai 1962, date de ma libération, j'ai remarqué deux détenus qui avaient eu une conduite irréprochable ; ils étaient d'un calme impressionnant, respectueux et inséparables : Habib Rédha et El Hadj Mohamed Hachelaf.

Ali Chellal (membre de l'OCFLN)

Un parachutiste

Attention : certains éléments de ce récit sont susceptibles de heurter la sensibilité des lecteurs.

Francis Decker faisait partie des parachutistes français présents en Algérie au début de la Guerre de Libération. Il nous a adressé ses mémoires. Nous en avons sélectionné des extraits.

Le 8 février 1956, je me rends au centre de recrutement de l'armée de terre à Vannes, où je signe un engagement de trois ans pour la demi-brigade de parachutistes coloniaux. La Révolution algérienne a déjà commencé. Au cinéma, lors des actualités, j'ai pu voir quelques images des premiers combats. La guerre d'Indochine vient de se terminer et les derniers éléments du corps expéditionnaire français rentrent en métropole. Au mois de juillet 1956, après plusieurs sélections drastiques, j'apprends que je suis affecté au prestigieux 3^e régiment des parachutistes coloniaux. Ce régiment est commandé par le célèbre colonel Bigeard. Pendant nos heures de quartier libre, nous découvrons la ville de Bône, le cours Bertagna, avec ses nombreuses terrasses de cafés et les fiacres. Nous allons aussi sur les belles plages et faisons connaissance avec les petites Bônoises, pied-noirs, juives ou musulmanes. C'est la belle vie.

LES NEMENCHAS OU LES PORTES DE L'ENFER

Juillet 1956. Dans les Nemenchas, opération sirocco. Notre mission consiste à sécuriser les zones de Guentis et de Babar, deux secteurs réputés pour être solidement tenus par l'ALN. Chaque jour, nous sillonnons la montagne à la recherche des fellagas invisibles. Dans ce paysage aride, nous souffrons de la soif et de la chaleur, l'eau étant plutôt rare dans cette région tourmentée. Le général Vanuxen disait que les Nemenchas étaient les portes de l'enfer. Soudain, le 31 juillet 1956, les djounoud sont repérés dans le secteur de Bou Yakadane. Les combats sont d'une extrême violence avec de fréquents corps-à-corps dans le fond des oueds parmi les lauriers-roses, combats qui durent toute la journée et se poursuivent toute la nuit au cours de laquelle nous restons sur nos positions. Parfois la fatigue se fait sentir et les yeux se ferment, mais bien vite je reprends mes esprits : il ne s'agit pas de s'endormir. Pendant ce temps, des tirs, des rafales et des explosions de grenades, le tout accompagné de cris et d'insultes venant des deux parties, ne cessent de troubler le silence de la nuit. Les maquisards tentent de rompre l'encercllement, certains parviennent à s'échapper. Le lendemain matin, nous découvrons de nombreux cadavres et récupérons une grande quantité d'armes, puis la progression se poursuit. Après une

mission à Chypre, nous revenons à Alger le 2 janvier 1957. Notre nouvelle base-arrière est située à Sidi Ferruch, dans une immense et magnifique forêt de pins, en bordure de mer. Ma compagnie occupe une ancienne colonie de vacances. Les bâtiments en dur abritent les services administratifs de la compagnie, l'infirmerie et quelques chambres sont réservées pour les officiers, elles leur serviront de bureaux et de chambres lorsqu'ils seront de permanence.

LE BORDEL MILITAIRE DE CAMPAGNE

La troupe pourra utiliser les douches collectives, mais comme d'habitude, elle sera logée sous de grandes tentes pouvant abriter une section. Pour commencer, nous procédons à l'installation du camp. Equipés de pelles et de pioches, nous traçons des routes, bâtissons des paillotes qui feront usage de réfectoire, coulons des chapes de ciment qui serviront de sol aux tentes qui nous abriteront. Et pour ne pas changer les bonnes habitudes, construction de latrines à usage de WC. L'endroit est agréable, environné de pins, la mer qui se trouve à proximité répand ses effluves iodées. Non loin du cantonnement se trouve le Normandie, un bar-restaurant où nous nous retrouverons dès que nous aurons un moment de liberté. Une nouveauté au régiment : nous avons un BMC, bordel militaire de campagne. Les femmes qui s'y trouvent sont régulièrement suivies par le médecin du régiment, parmi elles il y a quelques Européennes et beaucoup d'Arabes. Elles sont gentilles et c'est toujours un plaisir de les rencontrer.

PERQUISITIONS SANS MANDAT ET TORTURE

C'est en 1956 que commencent les attentats à la bombe à Alger. C'est M. Lacoste, résident général en Algérie, qui confia au général Massu, patron de la 10^e division parachutistes, la mission de rétablir l'ordre, les services de police étant impuissants à le faire. A partir de ce moment-là, les paras vont effectuer un travail de flic qui n'avait plus rien à voir avec une action militaire telle qu'on la conçoit généralement. Cette nouvelle mission consistera en perquisitions de domiciles de jour comme de nuit, sans mandat et sans respect des heures légales, arrestations, fouilles, gardes à vue, établissement de fichiers. Les interrogatoires musclés et humiliants étaient menés par des officiers et des sous-officiers du service de renseignement, tous volontaires pour cette mission. Et pour faire parler les suspects, ils n'hésitaient pas à utiliser la torture. On ne



Des parachutistes en opération dans le Sahara (F. Decker)

peut désigner autrement les méthodes employées pour faire parler les prisonniers, utilisation de l'électricité, usage de l'eau jusqu'à suffocation, coups, humiliation des prisonniers hommes ou femmes entièrement nus devant leurs bourreaux. Nous n'y assistions pas, mais il suffisait de constater l'état des gens à leur sortie des mains de leurs bourreaux. Certains, très mal en point, disparaissaient sans que l'on sache ce qu'ils étaient devenus. C'est le gouvernement Français qui donne les pleins pouvoirs à l'armée pour sécuriser Alger, en précisant que tous les moyens devront être utilisés pour y parvenir. Ma compagnie cantonne dans un immeuble en construction situé boulevard Clemenceau, en plein centre d'El Biar, sur les hauteurs d'Alger. Le régiment est chargé d'opérer dans les secteurs de La Casbah, Bab El Oued, El Biar, Bouzaréah, Ben Aknoun, Saint-Eugène, Beau-Fraisier, Clair-Vallon. De jour comme de nuit, nous patrouillons à travers la ville. Il nous arrivait de faire des perquisitions, de procéder à des arrestations ; il nous arrivait aussi de découvrir des armes, des dépôts de bombes

artisanales et de tomber sur de grosses sommes d'argent destinées à la trésorerie du FLN. Nous devions également garder les prisonniers qui étaient logés au dernier étage de l'immeuble que nous occupions à El Biar. Certains soirs, j'assurais la garde des prisonniers, il m'arrivait souvent de discuter avec eux. Ils étaient entassés à même le sol dans des pièces sans confort servant de geôles, ils pouvaient rester plusieurs jours sans être nourris. Je me souviens d'un footballeur de niveau international, dont j'ai oublié le nom, avec qui j'ai eu de longues conversations. Parfois, il m'arrivait de leur monter du café et un peu de nourriture, car ils étaient dépourvus de tout. Je considère que c'était un acte d'humanité, car parmi ces prisonniers certains n'étaient certainement coupables en rien.

LA FEMME NUE

De plus, à l'époque, j'étais encore chrétien et je ne faisais qu'appliquer les principes de charité que l'on m'avait enseignés dans mon enfance. Comme la grande majorité de mes camarades, je n'ai ni torturé ni humilié un adversaire que je respectais. Je combattais pour la France et pour défendre ce que je croyais à l'époque être des départements français faisant partie de notre pays. On nous l'avait tellement répété et nous étions si jeunes. Parfois, rarement, nous avions quartier libre, nous en profitions pour découvrir la belle ville d'Alger. A cette époque, je sortais avec Myriam, une jeune étudiante musulmane. Pendant que nous sortions main dans la main et échangeions de chastes baisers, sa sœur Fatima, elle-même étudiante, faisait le guet. Notre relation n'est cependant pas passée inaperçue et certains Européens d'El Biar m'ont reproché de sortir avec une *melonne*, c'est ainsi qu'ils désignaient les musulmans avec beaucoup de mépris. Le père de Myriam, un artisan d'El Biar, a été informé de notre relation. Il a fermé sa fille qui a dû cesser ses cours et



Un hélicoptère dépose des parachutistes dans les Aurès (F. Decker)

Les interrogatoires musclés et humiliants étaient menés par des officiers et des sous-officiers du service de renseignements, tous volontaires pour cette mission ; pour faire parler les suspects, ils n'hésitaient pas à utiliser la torture.

dans la guerre



Longue marche des parachutistes pour rejoindre le lieu d'opération (F. Decker)

l'a donnée en mariage à un homme beaucoup plus âgé. Plus tard, je fis la connaissance de Danielle, elle aussi d'origine espagnole, fille d'un commerçant d'El Biar. Cette relation a duré un bon moment. Le 19 juillet 1957, le 3^e RPC fait retour sur Alger. Nous allons reprendre le travail qui, normalement, devrait être réservé à la police. Il faut avouer que nous n'apprécions pas trop ce travail de flic et préférons les combats en montagne. La seule chose qui me faisait plaisir, c'est que je pourrais peut-être revoir ma petite amie et mes amis algériens ou européens. Une nuit, alors que j'étais de garde aux prisonniers, je constatais la présence d'une jeune femme entièrement nue. Elle tentait de se dissimuler en se recroquevillant, tout le monde pouvait la voir car la cellule dans laquelle elle était enfermée n'était close que par une simple porte grillagée. J'ignore son nom, mais vraisemblablement elle avait été interrogée assez brutalement. Je pouvais imaginer sa détresse d'être ainsi exposée à la vue de tous les factionnaires, car dans nos rangs, certains n'avaient aucune pudeur et ne se gênaient pas pour lui proférer des obscénités.

8 octobre 1957. Cette fois-ci, nous quittons

« On se demande si on ne va pas prendre un pelot sur le crâne tant nous sommes mêlés aux combattants de l'ALN.

Sidi Ferruch pour Miliana. Ma compagnie est logée dans une caserne, nous occupons une immense chambre avec de véritables lits, matelas et couvertures. Le 15 octobre, un informateur indique que les fellagas sont abrités dans un des nombreux souterrains qui passent sous la ville, y compris sous notre caserne et sous l'état-major. Une première compagnie du régiment se rend sur les lieux afin de fouiller le secteur qui est difficilement accessible, le terrain est en pente abrupte, couvert d'une épaisse végétation. Les souterrains sont découverts, mais leur accès ne peut se faire que par un homme à la fois. Les fellagas sont réfugiés à l'intérieur, il n'y a aucune visibilité.

CORPS EXPOSÉS

Déjà, nos rangs comptent les premiers blessés et les premiers morts. Ma compagnie en alerte est désignée pour se rendre sur le lieu du combat. Rapidement nous enfilons nos brellages et nos armes qui sont toujours à portée de main. Mon camarade veut se saisir de son équipement, malheureusement dans la précipitation, la goupille d'une de ses grenades accroche un des montants du lit. L'engin fuse, il n'y a aucune possibilité de le jeter à l'extérieur. Afin de protéger le reste de la section, Lucien se colle contre le mur épais de la chambre. La grenade explose, lui déchiquetant le ventre, son bras droit est coupé un peu au-dessus du coude, l'os apparaît et notre camarade gémit : « Mon bras, mon bras. » Tout ceci s'est passé très rapidement, nous n'avons pas le temps de nous attarder sur le blessé qui, très vite, est pris en charge par les infirmiers du régiment qui nous héberge. Très rapidement, il sera évacué vers l'hôpital. Quant à nous, direction du lieu de l'accrochage. Les djounoud se

battent avec acharnement. Ils savent qu'ils n'ont rien à espérer, ils se battent jusqu'à la mort. Finalement, après plusieurs heures de combat, le petit groupe de fellagas est anéanti. Dix-huit tués dont leur chef, Abdelaziz, et cinq prisonniers. Au retour à la caserne, j'apprends que mon camarade est décédé des suites de ses blessures. Le jour même, les corps des maquisards tués sont exposés sur la place centrale de Miliana, sous le regard de la population. Personnellement, je désapprouve ce genre de spectacle qui, pour moi, est un manque de respect pour les morts. Je sais parfaitement que certains adversaires ne respectaient pas leurs victimes, mais nous qui nous prétendions civilisés et citoyens du pays des droits de l'homme... Nous n'aurions jamais dû nous livrer à ce genre de spectacle macabre.

LE DÉFILÉ POUR BIGEARD

Le 27 janvier 1958, nous quittons Sidi Ferruch pour prendre la direction de Duvivier, à une quarantaine de kilomètres de Bône, dans le sud constantinois. Un matin de mars, réveil à six heures, mon peloton a été choisi pour un dernier défilé devant le colonel Bigeard. Revêtus de nos plus belles tenues camouflées, les bottes de saut brillantes, nous embarquons dans les camions direction Tébessa. Une dernière fois avec fierté, nous défilons devant Bruno (indicatif radio du colonel Bigeard), nous sommes tous aussi

vidé, je ne sais où sont passées ses jambes. La guerre est une chose affreuse. Lors de mon retour chez mes parents, il paraît que chaque nuit au cours de mon sommeil, j'avais des cauchemars et je poussais des cris. Au cours de ces combats, nous aurons souvent à faire à de jeunes recrues souvent originaires d'Alger et par conséquent citadins. Dans leurs rangs, beaucoup d'étudiants, qui viennent tout juste de terminer leur formation militaire en Tunisie. Aussi, à part les cadres qui, pour la plupart émanaient des rangs de l'armée française, ces jeunes citadins n'avaient aucune expérience du combat. Le 8 mai 1958, les Européens d'Alger ont le sentiment d'être abandonnés par la métropole. Ils réclament la constitution d'un comité de salut public. Ils pensent que la seule possibilité de protéger leurs intérêts est de mettre en place un pouvoir fort à Alger. Chaque jour qui passe est ponctué de manifestations en faveur de l'Algérie française.

L'ALGÉRIE ME MANQUE

Le 13 mai 1958, nous devons assurer le bon déroulement de deux manifestations. La première est un défilé de protestation pour dénoncer la mort de militaires français, prisonniers du FLN, qui viennent d'être fusillés ; la seconde se déroule en faveur de l'Algérie française. Une foule énorme se rassemble sur le Forum, cette immense place sur laquelle se trouve le Gouvernement général. La foule, composée de nombreux jeunes gens, est très agitée, mais pour le moment non violente. Quelques manifestants nous font des démonstrations d'amitié, particulièrement les jeunes filles. Pour le moment, cette foule prompte à changer d'avis nous est favorable. Nous restons indifférents à ces marques de sympathie. La foule, de plus en plus nombreuse, devient de plus en plus agitée et commence à saccager les installations publiques. Elle veut pénétrer en force dans l'enceinte du Gouvernement général. Nous n'avons pas d'ordre et on ne sait que faire. Nous restons en attente des instructions qui nous permettront d'agir. Le colonel Trinquier, responsable du service d'ordre, refuse d'utiliser la force contre les manifestants. N'ayant toujours pas d'ordre précis, nous n'opposons pas de résistance à cette immense foule et finalement notre mince barrage cède au flot en furie. C'est une véritable marée humaine qui se précipite à l'intérieur du Gouvernement général, les bureaux sont saccagés, les dossiers jetés par les fenêtres sont dispersés au gré du vent, les meubles détruits, c'est la folle méditerranéenne. Les responsables politiques algérois demandent aux généraux Salan, Massu et Allard de former un comité de salut public et d'en prendre la direction. Ces derniers refusent. Finalement, c'est le colonel Trinquier qui en prendra la responsabilité. Le 5 janvier 1959, mon contrat se termine. Arrivé dans ma famille à Vannes, je me rends compte que l'Algérie me manque. J'éprouve un grand attachement pour ce pays et pour ses populations. Je n'ai qu'une envie, c'est de repartir. Je passe un concours d'entrée dans les CRS et après un stage de formation à Sens, je demande mon affectation dans une compagnie d'Algérie. Je serais affecté à la CRS n°193 basée à Hussein Dey. Ce cantonnement servira d'école de police où seront formés les premiers policiers de l'Algérie indépendante. De nos jours, c'est toujours l'école de formation de la police algérienne. Je resterai en Algérie jusqu'à la dissolution de ma compagnie.

Yasmine Saïd



Photo : El Watan Week-end

YAMI NA BOUCHEFFA. Béjaï a
Membre du collectif des avocats du FLN

Les militants du FLN étaient condamnés à mort et guillotines >>

Comment êtes-vous devenue une militante de la Guerre de Libération ?

Avant la guerre, aussi loin que je me souviens, ma famille était déjà impliquée dans la lutte pour l'indépendance. Nous vivions dans les Ardennes. Mon père recevait le journal du PPA, dirigé par Messali Hadj. Il a toujours été intéressé par ce qui se passait en Algérie. Et puis, à partir de 1955, comme mon père avait un magasin d'alimentation générale, nous recevions beaucoup de gens qui venaient tenir des réunions chez nous. Comme mon père avait une camionnette, nous allions dans les foyers où il y avait beaucoup d'Algériens pour collecter l'argent. En cas d'arrestation, les billets passaient pour l'argent de la recette du commerce. Nous avons également transporté des armes dans les casiers de légumes.

Ma grande sœur Dahbia a commencé par être agent de liaison ; elle transportait de l'argent et des documents. Elle a eu à faire du transfert d'armes entre la France et la Belgique jusqu'à aujourd'hui de son arrestation, en septembre 1958. Il y a eu beaucoup d'arrestations à cette période-là, car quelques semaines avant, le FLN avait orchestré de grands incendies. C'était du sabotage. Ma sœur avait été

photographiée dans un local, rue Lucien Sempex à Paris. Elle a été incarcérée à la prison de Charlevilles-Mézières puis à La Roquette à Paris. Elle a fini par être libérée pour raison médicale. Peu de temps après son arrestation, mon autre sœur, plus âgée que moi, a assuré sa mission. Mais comme notre famille était sous surveillance, elle a été arrêtée également et emprisonnée à Charlevilles-Mézières puis à Valenciennes. Elle en est sortie en 1960. Deux mois après son arrestation, la police française est venue arrêter mon père. Il n'a pas été jugé. On l'a interné au camp de Larzac parce qu'on lui reprochait d'avoir deux filles militantes au sein du FLN.

De mon côté, j'avais envie de participer. J'avais assuré à plusieurs reprises des transports d'argent. Mais les cadres du FLN craignaient que je sois inefficace du fait de la surveillance dont ma famille faisait l'objet. J'ai alors été affectée à Paris, au collectif des avocats du FLN.

A quoi ressemblait votre quotidien ?

Paris, c'était l'étranger pour moi. J'avais trouvé un endroit où dormir, dans un foyer de bonnes sœurs, puis chez l'habitant, puis chez une militante du FLN à Paris. Je considérais

cette nouvelle mission comme mon devoir d'Algérienne. Cela me plaisait beaucoup et c'était un moyen de sortir du milieu ouvrier dans lequel j'avais grandi. J'ai pu développer mon esprit. Je faisais un travail administratif. Je travaillais principalement avec maître Ben Abdallah et maître Oussedik. Mais il y avait, au sein de ce collectif, de nombreux avocats, dont des Français et des Belges. Ils étaient chargés de grosses affaires. Les militants du FLN étaient condamnés à mort et guillotines. J'ai vu maître Ben Abdallah rentrer après des exécutions. J'en ai encore les larmes aux yeux en y repensant car il revenait bouleversé. L'ambiance était très fraternelle, même si

nous travaillions beaucoup. Malgré tout, nous savions que nous étions surveillés. Un jour, par exemple, une bombe a été déposée en bas de l'immeuble. Mais rien n'arrêtait les avocats. Le FLN les payait une misère, mais ils travaillaient avec conviction. C'était notre cas à tous.

Et grâce à votre engagement, vous avez pu rencontrer les leaders historiques de la guerre d'indépendance...

Les négociations entre le gouvernement français et le GPRA étaient engagées depuis longtemps, mais prenaient une bonne tournure. Les « cinq historiques » — Ahmed Ben Bella, Rabah Bitat, Mohamed Khider, Mohamed Boudiaf et Ait Ahmed — ont alors obtenu des conditions de détention plus favorables. Ils étaient bien évidemment assistés par le collectif des avocats. J'ai pu les rencontrer dans ces circonstances. Ils étaient confiants, mais ne me faisaient pas part de leurs secrets. Ils nous encourageaient beaucoup. Nous évoquions l'avenir de l'Algérie. Le dernier souvenir que j'ai d'eux c'est un coup de téléphone, le 18 mars, tard dans la soirée ; ils nous ont appelés pour nous dire au revoir. Ils nous apprenaient que le cessez-le-feu avait été signé.

« C'était un moyen de sortir du milieu ouvrier dans lequel j'avais grandi. »

1962 Mémoires
2012 d'Algérie

El Watan / OWNI

Une seule **histoire**, *la vôtre*

#2



Photo : Manifestation du 11 Décembre 1960, Belcourt/Agence Getty Images

EDI TO

La bouche et l'oreille pour libérer l'histoire

Nordine Azzouz
Journaliste



Pareille métaphore juridico-policière peut effrayer, mais témoigner pour les besoins de l'histoire de la Guerre de Libération, c'est un peu se mouiller. Bien sûr que tout dépend de qui l'on parle, mais en engageant sa parole sur un sujet aussi sensible que cette séquence de l'histoire nationale, on prend, en effet, toujours le risque que ce que l'on dit ou ce que l'on rapporte d'un fait, dans un temps et un lieu donnés de la Révolution de 1954-1962, soit confronté et comparé, voire censuré par les pontifes du récit national officiel. Il y a donc, dans ce réflexe, une part de courage et d'engagement dont les auteurs doivent être salués comme il se doit et inciter à ce que leurs mémoires, celles en particulier qui ne passent pas par le filtre de l'écriture, deviennent plus fertiles et bousculent les silences. Le matériau qu'ils fournissent reste, jusqu'à preuve du contraire, une source documentaire formidable d'autant plus recherchée qu'elle a, parfois, l'intérêt de nous surprendre et de nous sortir des lieux de mémoire communs.

Au lieu des héros qui ne dorment pas et des fusils qui ne se taisent jamais, on découvre parfois, dans leurs récits, que dans les maquis, il y avait des moujahidine qui souffraient de leurs frères, des femmes discriminées pour leur sexe, des camarades stigmatisés pour leurs convictions, des résistants algériens ostracisés pour leurs patronymes européens... Enfin, tous les oubliés et les purgés de l'histoire officielle et dont la contribution à la libération du pays, pour des raisons de justice comme pour des raisons de cohérence par rapport à l'esprit de Novembre et de la Soummam en 1956, c'est-à-dire de la République, méritent aujourd'hui d'être rappelés et enseignés.

Se pose alors la question des mémoires faillibles et sélectives. Sans doute est-elle redoutable, mais on sait, depuis Michel Foucault et d'autres, que les non-dits, les oubliés, les occultations, les exagérations, les amplifications sont aussi des discours et des postures que l'historien — surtout lui — doit apprécier non pas pour restituer un événement, ce qui est en vérité secondaire, mais pour le comprendre et mesurer sa portée historique.

Par ailleurs, et même quand elle ne concerne que des faits relatifs à la Révolution, la mémoire n'est pas un territoire seulement historique, mais politique, ethnologique, sociologique, anthropologique et même psychanalytique (Michel de Certeau). Son décryptage nous renseigne autrement sur les représentations que l'on se fait de la guerre, de l'adversaire, de la paix, de soi-même et de l'autre, du pays, du présent, du futur... Il nous fait découvrir comment un imaginaire se construit.

La vraie préoccupation, donc, est celle des méthodes d'enquête et de vérification de la parole-témoignage. Elle est dans la responsabilité de préciser l'identité de celui qui témoigne, d'informer du lieu d'où il parle, de la façon dont il parle et pourquoi le fait-il. Elle est dans la nécessité de distinguer la nature du champ de réception dans lequel la parole du témoin est recueillie (par un journaliste, un historien ou autre) et d'indiquer le contenu des questions qui lui sont posées pour le motiver à aborder tel détail et pas un autre, pour (faire) comprendre pourquoi il insiste sur tel aspect et fait l'impasse sur tel autre...

Enfin, elle se trouve dans l'exigence d'avoir des outils de conservation et de recherche, en attendant que s'ouvrent les temples fermés des archives sous scellés. Dans de nombreux pays, comme la France par exemple, il existe au moins un fonds — la phonothèque de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, à Aix-en-Provence — où sont sauvegardés des archives sonores. En Algérie, on l'attend et c'est le Centre national des études préhistoriques, historiques et anthropologiques qui, dit-on, devrait en avoir la charge.

Kouba : l'horrible carnage

Yazid Ouahib
El Watan



Parler de la Révolution est un exercice difficile pour celui qui ne l'a pas vécu comme adulte. Ma vie a débuté quelques mois avant le 1er Novembre 1954. Les quatre premières années de mon enfance et, en même temps, de la Révolution, avaient pour cadre le quartier du boulevard Bru, coïncé entre trois fiefs algérois profondément nationalistes, à savoir El Mouradia (ex-Le Golf), El Madania (ex-Clos Salembier) et Belouizdad (ex-Belcourt). Les familles algériennes qui résidaient dans ce quartier chic qui surplombe la magnifique baie d'Alger étaient harcelées quotidiennement par la police et les militaires qui faisaient des descentes presque chaque soir pour embarquer des citoyens et citoyennes soupçonnés d'être des militants du FLN. Enfants, nous étions traumatisés par ces scènes où les militaires fracassaient les portes, instaurent l'horreur et l'émou au sein de la famille et repartaient, toujours, avec au moins un parent ou un voisin dans la jeep. Ce cycle de perquisitions-arrestations a fait voler en éclats la famille. En pleine Bataille d'Alger, le paternel s'installa à Kouba. Dans cette ville, les Européens occupaient les meilleurs quartiers. A eux les

Les ultras de l'Algérie française et leur bras armé, l'OAS, n'ont pas tardé à «répondre» par un attentat meurtrier commis à l'entrée de la cité Diar El Bahia.

Une histoire d'hommes

C'est une histoire d'hommes. D'une rencontre. Des deux côtés de la Méditerranée.

Une rencontre entre deux porteurs de projets, en Algérie et en France. C'est une histoire dans la grande Histoire qui nous inscrit pleinement dans l'humanité, ses défis et ses douleurs, ses désirs aussi d'accéder à son histoire librement, sans les entraves des versions officielles et des coffres-forts du secret d'Etat.

C'est ainsi qu'à l'occasion du 50^e anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie, *El Watan* et le site d'information français Owndi se sont associés pour lancer, le 19 mars 2012, Mémoires d'Algérie*, le premier musée numérique sur la Guerre de Libération nationale.

Après un an de collecte de témoignages, photos, pièces administratives... auprès de vous, lecteurs de *El Watan*, nous avons pu réunir plusieurs centaines de documents inédits grâce à votre confiance. Car, face aux manipulations et

aux occultations officielles, nos centaines de contributeurs des quatre coins d'Algérie, mais aussi de France, ont répondu à notre appel : «La guerre de Libération, c'est vous!»

Une manière de détourner le slogan officiel «Un seul héros, le peuple!» et de le prendre au pied de la lettre.

L'initiative de *El Watan Week-end* a croisé un autre projet, celui de l'équipe d'Owndi, qui a, de son côté, compilé et numérisé des milliers de documents classifiés des archives françaises concernant la Guerre de Libération

et qui seront mis en ligne à partir du 50^e anniversaire des Accords d'Evian, dans un souci de casser les tabous et de briser le silence, côté français, autour de cette période charnière de l'histoire.

Le projet prendra la forme d'un site internet qui sera enrichi en témoignages, photos, documents... jusqu'au 5 juillet, jour de l'Indépendance de l'Algérie, pour devenir, à partir de cette date, un véritable musée numérique dédié à la mémoire, mis à la disposition du public avec une liberté totale d'accéder aux documents, pour naviguer dans le temps, l'espace et les thématiques, mais aussi la possibilité de participer en commentant ou en soumettant d'autres archives.

Notre démarche, grâce à la formidable plateforme imaginée par les ingénieurs data d'Owndi, permet une accumulation et une organisation inédite des données sur la Guerre de Libération. La direction éditoriale est assurée par les deux médias, en partenariat avec des historiens spécialistes de cette période.

L'application vous permettra donc de vous emparer, de vous saisir de ce vécu commun, de l'histoire écrite par ceux qui l'ont vécue et non par les Etats, mais par des hommes des deux côtés de la Méditerranée. L'histoire écrite par vous.

El Watan et Owndi

* www.memoires-algerie.org

villas et aux Algériens les cités construites dans le cadre du programme de Constantine (El Bahja, Jolie Vue). Ces deux cités étaient des refuges pour les moudjahidine, dont le plus célèbre a été Mohamed Bousmaha, alias Si Mohamed Berrouaghia, qui commettait des attentats à Kouba, avec l'aide de Koubéens et se réfugiait dans un appartement de cité Diar El Bahja. En 1959, avec deux compagnons, il mitrilla le snack situé en face du stade Benhadad. Quelques jours plus tard, il abattit un brigadier de police devant le cimetière chrétien. Ces actes héroïques ont bercé notre jeunesse et commencé à aiguïser notre nationalisme naissant.

Les ultras de l'Algérie française et leur bras armé, l'OAS, n'ont pas tardé à «répondre» par un attentat meurtrier commis à l'entrée de la cité Diar El Bahja, où des marchands ambulants avaient installé leurs étals. De la petite placette de la boulangerie Talamalek qui donnait sur la rue qui sépare les villas de Ben Omar de la cité El Bahja, un commando de l'OAS mitrilla le petit marché installé à l'entrée de la cité. Bilan de l'horrible attentat : plusieurs morts dont une petite fille touchée à la tête, alors qu'elle était au balcon de la cité en train de jouer avec ses amies. Les Koubéens, fous de rage, sont sortis dans la rue pour exiger le châtiment des criminels. Pendant plusieurs jours, les Koubéens ont occupé la rue, bravé l'armée et la police françaises, les élèves ont séché les cours.

La riposte n'a pas tardé. Santamaria, un chef de l'OAS, a été abattu devant la porte de sa villa, située à une centaine de mètres à vol d'oiseau du lieu du carnage. L'exécution de Santamaria a sonné le glas de l'OAS à Kouba et annoncé les prémices de l'indépendance. Ces images de militaires encerclant le quartier du stade et le ballet des ambulances accourues dès l'annonce de l'assassinat de Santamaria, allongé à même le sol, on les a «dévorées» à partir des balcons de la cité, au milieu des youyouys qui fusaient de partout et annonçaient la prochaine indépendance de l'Algérie.

Dessine-moi une arrestation

«L'enfant, en sécurité, n'hésite pas à communiquer ses idées, ses sentiments sans retenue, sans timidité.» C'est ainsi que Mohamed Bencharif, l'auteur du «*Livre de notre Vie*», explique la sincérité, l'émotion, mais aussi la maturité qui se dégage des textes et des dessins

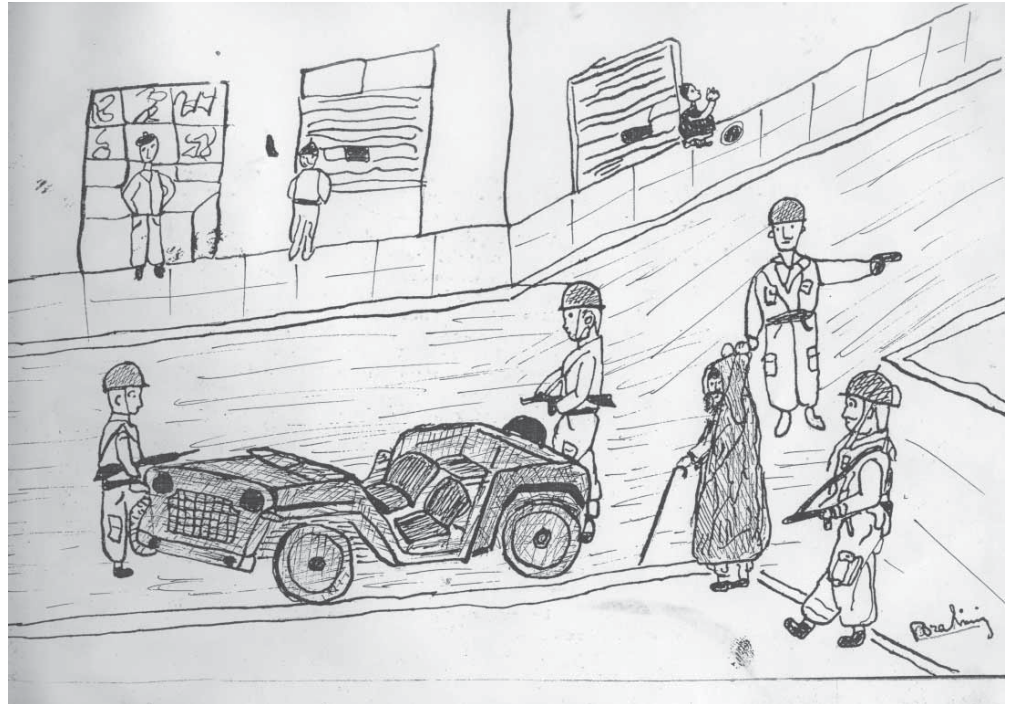
produits pendant la guerre par ses élèves de l'école Freinet d'Hussein Dey. Publié une première fois en 1967, le recueil est peu à peu oublié. Aujourd'hui, Mohamed Bencharif souhaite le faire rééditer, avec le soutien de l'Algérie, de l'UNESCO et des éditions Dalimen.

L'arrestation de mon grand-père

Un dimanche matin de l'année 1956, mon grand-père allait partir au marché. Il me dit : «Tu viens avec moi ?» Je l'accompagnais. Arrivés sur la place de notre village, nous nous arrêtâmes au marché pour faire nos commissions. Alors que nous venions de terminer nos achats, une forte explosion de grenade se fit entendre au milieu de la foule. Vers midi et demi, le village fut encerclé par les militaires. Ils prirent tous les hommes qui étaient dans la rue et les emmenèrent devant la gendarmerie. Vers six heures, ils contrôlèrent leurs cartes d'identité. Mon grand-père et cinq autres hommes furent emmenés par les soldats dans une jeep vers la caserne.

Quelques jours plus tard, on nous avertit qu'ils s'étaient sauvés. Depuis ce jour-là, nous n'avons plus revu ni entendu parler de mon grand-père, ni dans les camps militaires, ni les prisons, ni parmi les combattants de l'ALN. Le reverrons-nous un jour ? Dieu seul le sait...

Brahimi Lazazi, 13 ans



1 QUESTION À... MOHAMED BENCHARIF

N'était-il pas risqué d'encourager ainsi les enfants à s'exprimer sur les exactions de l'armée coloniale et sur la lutte pour l'indépendance ?

J'ai eu beaucoup de chance pendant la Guerre de Libération. Plusieurs fois, les militaires sont venus m'interroger. Pendant la grève de 1957, j'étais en poste à Tipaza. Je suis parti à Alger, laissant l'école fermée. Un voisin m'a expliqué que tous les matins, les militaires sautaient par-dessus le portail et venaient tambouriner à la porte afin que j'ouvre, mais bien sûr je n'étais pas là. Un peu plus tard, je me suis rendu à l'académie à

Alger. L'inspecteur adjoint nous a reçus, ma femme et moi. Il ne voulait pas me donner de poste. Ma femme, pleine d'aplomb, ne s'est pas laissé démonter et l'inspecteur m'a trouvé un très bon poste dans une école toute neuve. Nous avons été accueillis par le directeur de l'école. Très amical, il nous a invités chez lui à prendre l'apéritif. Il nous prenait pour des Français. Il y avait une odeur étrange. Il nous a alors raconté que, quelques

jours auparavant, ils avaient jeté des *bougnoles* dans les rochers... Ensuite, nous sommes allés ensemble à la mairie. En me demandant mon nom, le fonctionnaire s'est rendu compte que nous étions algériens. De surprise et de colère, il a frappé de toutes ses forces sur sa machine à écrire. Nous nous sommes enfuis à toute vitesse. ☺☺

Contact : mohamed.bencharif@gmail.com

Le bombardement des militaires

Un jour de l'année 1959, alors que nous habitions au «bled», à la tombée de la nuit, une soixantaine de combattants de l'ALN sont entrés dans notre village. Nous égorgâmes des boeufs et nous leur préparâmes un grand repas. Mais un «mouchard» est allé les dénoncer au camp militaire situé à cinq kilomètres environ du village. Avertis, les «FLN» sont sortis par un souterrain qui conduisait loin du village. C'est alors que les militaires ont commencé à bombarder les environs au mortier, et cela a duré pendant toute la nuit. Le lendemain à 4h, ils ont encerclé le village et arrêté de nombreux hommes. Après de longues recherches et n'ayant rien trouvé, ils ont tué le «mouchard».

Khalifa Hocine, 13 ans



«Al'indépendance j'avais 22 ans. J'ai eu l'honneur de participer à la Révolution, même de façon très modeste. Voici quelques souvenirs de jeunesse.»

Mohamed Tâb

Cette partie est relatée par Bentaleb Abderrahmane, mon ami d'enfance et voisins à Bidon II durant une quinzaine d'années. Il a fini sa carrière comme receveur des contributions diverses à Béni Abbès ; il est aujourd'hui retraité et installé avec sa famille à Sidi Bel Abbès.

C'était le 8 janvier 1962, un lundi, premier jour de la semaine. Cela faisait environ deux années que j'étais employé aux contributions diverses de Béchar en tant qu'agent non titulaire (ANT). Ce matin-là, comme d'habitude, j'étais arrivé au bureau à 8 heures. Il ne faisait pas très froid. J'étais habillé légèrement, une chemise et une veste mi-saison. C'était une journée comme une autre, la routine, le train-train habituel. Rien ne laissait présager le tournant que devait prendre mon existence ce lundi 8 janvier. A peine une heure plus tard, vers 9 heures, deux gendarmes se présentèrent dans le bureau que j'occupais et me questionnèrent : «Vous êtes bien SNP Abderrahmane ben Moussa?»

- Oui, répondis-je.
- Suis-nous à la brigade.
- Je dois en aviser Monsieur le receveur au préalable.
- Non tu dois nous suivre immédiatement, sans prévenir qui que ce soit.»

Une polémique s'ensuivit, arrêtée par l'entrée du receveur dans le bureau, alerté par des collègues. Marcel Mathieu, le receveur des contributions diverses de Béchar, était un homme d'un certain âge, très respectueux et très respecté par l'ensemble du personnel. Français de souche, c'était un ancien résistant durant l'occupation de la France par les Allemands. Il s'opposa énergiquement à ce que je sois emmené par les gendarmes, mais

☞ Rien ne laissait présager le tournant que devait prendre mon existence ce lundi 8 janvier.

ces derniers ont insisté en disant qu'ils avaient reçu des instructions fermes de leur hiérarchie. Pour m'emmener, ils ont dû exhiber la décision d'expulsion du territoire de la Saoura. Furieux, il les assura de se plaindre officiellement auprès du préfet. J'ai appris qu'il en avait pleuré ! Ainsi je quittais le bureau entre deux gendarmes, devant tous mes collègues ahuris, ne comprenant rien à la situation. Moi-même je n'y comprenais rien. Le mot expulsé me trottait dans la tête. J'avais déjà rencontré ce mot, cependant, sa signification exacte m'échappait encore.

Dans le véhicule qui nous menait vers la brigade, je faisais le point en passant en revue les raisons qui auraient pu justifier cet enlèvement. J'en ai trouvé deux, mais à ce jour je ne suis jamais la raison réelle de cette expulsion. La première : à cette époque, comme la majorité des Algériens, je militais au sein du FLN en tant que moussebel et avais participé aux deux manifestations (décembre 1960 et 1961).

Suite page 6

Souvenirs d'un jeune scout



Rassemblement d'enfants (A. Refine)

La Guerre de Libération nationale est jalonnée par plusieurs étapes importantes, depuis l'Emir Abdelkader, El Mokrani, l'Emir Khaled et Messali Hadj qui a fondé l'Etoile nord-africaine en 1926 et le Parti du peuple algérien (PPA) en 1937, le 11 mars, en passant par l'année charnière 1945, puis 1947 et enfin le 1^{er} Novembre 1954. Les Scouts musulmans algériens ont fourni leurs meilleurs cadres au Mouvement national algérien dans la préparation de la Révolution algérienne. Bouras Mohamed, fondateur du scoutisme algérien, est le premier chahid scout fusillé en 1941 au Caroubier (Hussein Dey) pour l'indépendance de l'Algérie. Le mot indépendance a été clamé haut et fort par Messali Hadj en 1936 au Stade municipal d'Alger, actuellement stade du 20 Août (déclaration de guerre à la France). Ce sont les militants du PPA-MTLD qui ont tracé la voie de la Révolution armée, d'abord les 21+1 à El Mouradia, puis les Six à Pointe Pescade (Bologhine) + trois de l'extérieur : Khider Mohamed, Ben Bella Ahmed et Ait Ahmed Hocine - dont les photos ne figurent pas parmi les 22 à Makam Chahid. La préparation du déclenchement de la Révolution s'est faite à l'intérieur et à l'extérieur. Un groupe représentatif des Scouts musulmans algériens (SMA) s'est rendu à Damas où se tenait le premier jamboree arabe. Plusieurs pays du Monde arabe avaient envoyé leur délégation de scouts en Syrie en août 1954.

MOITIÉ VERT MOITIÉ BLANC

Notre itinéraire a débuté à Alger où se sont regroupés les représentants SMA du Centre (Alger, Miliana), du Sud, de Médéa, d'Oran, de Sig, etc. Nous nous sommes ensuite rendus à Constantine où nous attendaient les représentants des SMA de l'Est. Arrivés à Constantine en fin de journée, nous avons été pris en charge par les militants du PPA-MTLD. Chaque militant SMA de Constantine avait emmené chez lui cinq scouts pour diner. C'était formidable, l'organisation des nationalistes PPA-MTLD (SMA) ! Puis nous avons tous dormi dans le grand local des scouts. Ensuite, direction Tébessa où le groupe est arrivé dans la matinée. Nous avons pris un café avec les SMA de Tébessa,

☞ Les Scouts musulmans algériens ont fourni leurs meilleurs cadres au Mouvement national algérien.

puis nous avons rejoint la Tunisie par Gabès. Là, nous avons remarqué la présence de militaires français armés. C'était la révolution en Tunisie. Le foulard que nous portions représentait le drapeau algérien : moitié vert, moitié blanc avec un ruban rouge. A Tripoli (Libye), nous avons été reçus par nos homologues libyens et Salah Ben Youcef. Les moudjahidines tunisiens nous ont demandé : «A quand les premiers coups de feu des Algériens?»

PÉRIPE AU CAIRE

De Tripoli, nous avons rejoint le Caire en Egypte où Medjani Ali, dit Si Saddek, était notre guide. Après les visites du musée et de la mosquée El Azhar, nous avons rencontré Cheikh El Ibrahim, qui a prononcé un discours. Un thé était offert en son honneur ; un jeune homme, en tenue scout, dynamique, servait le thé ; c'était Mahieddine Amimour. Parmi les étudiants algériens au Caire, nous avons rencontré Mohamed Boukherouba, Billal (officier de l'ALN) et d'autres. Nous résidions chez des jeunes musulmans. Pendant une journée de repos, nous sommes

grande valeur. Nos services secrets ont repris le travail sur le terrain et ont été à la hauteur face à l'ennemi, sans être passés par l'école d'espionnage ; notre école était le patriotisme et nationaliste. Notre révolution a commencé par «Allah Akbar».

GRANDE CRISE

Un malentendu entre le GPRA et l'état-major a eu lieu en pleine négociation des Accords d'Evian, mais grâce à Dieu qui a donné la foi aux djounoud et officiers de l'ALN des deux camps, la sagesse a pris le dessus après plusieurs heures de contacts. Même les services secrets ont contribué à calmer les esprits, le plus grand mérite revient au commandant Si Moussa, l'homme policommandant qui a su, avec diplomatie, remettre de l'ordre. La grande crise a duré 27 jours.

Pour revenir à la prise de conscience ferme et résolue des dirigeants politiques et du peuple algérien que la seule solution était la révolution armée, il y a eu 1945, le 1^{er} Mai à Alger ou tombèrent trois manifestants pacifiques, et les missions du 8 Mai à Sétif, Kherrata et Guelma dans le Constantinois,



Réunion d'explication de l'accord de cessez-le-feu entre commissaires politiques de l'ALN et colons de la région de Tissemsilt. Mars 1962. (A. Refine)

sortis par groupes de 4 à 5 scouts pour visiter la ville : le groupe dont je faisais partie décida d'aller à notre bureau algérien au Caire, où nous avons été reçus par Hocine Ait Ahmed. Le téléphone a sonné : notre grand militant a pris l'appareil et nous l'avons entendu dire : «Allô, oui, New York, salut frère...» Sans prononcer le nom de son interlocuteur, Si El Hocine a dit au téléphone : «Et l'affaire de l'Algérie avec l'ONU, ça marche ?» C'était en août 1954. Et puis, nous nous sommes levés pour partir en le saluant, le laissant continuer sa conversation au téléphone. Notre histoire de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954 a une

qui ont fait 45 000 morts. Les pré-congrès PPA-MTLD en 1947 ont confirmé cette tendance où il y a eu création des sections armées et de l'Organisation secrète. Voilà, succinctement ébauchés, quelques fragments de l'action pré-révolutionnaire des jeunes Algériens, parmi eux tant de scouts SMA. Notre témoignage, en qualité d'acteurs avant et pendant la Révolution algérienne, démontre le souci d'éclairer davantage les jeunes sur quelques phases importantes de notre histoire.

Aknoune Hamdane Tadj-Eddine

La seconde était que mon frère aîné, Mohammed, faisait partie de l'ALN depuis bientôt cinq ans. Durant les vacances scolaires de l'été 1956 ou 1957, je ne me souviens plus exactement, ma mère avait pris une décision capitale, toute seule. Toute seule car mon père était déjà décédé depuis trois ans. Elle emmena tous ses enfants, huit orphelins (six garçons et deux filles) par train au Maroc, à Oujda, ville que nous voyions pour la première fois. Nous fûmes accueillis par de braves gens aussi pauvres que nous (probablement des parents éloignés) dont je ne connais pas l'identité. Au bout de quelques jours, ma mère, après s'être renseignée, vraisemblablement aidée par nos hôtes, se présenta à la base Larbi ben Mhidi de l'ALN à Oujda, nouvellement créée. Elle expliqua aux responsables qu'elle était elle-même originaire du Rif marocain et qu'elle vivait depuis fort longtemps en Algérie. Son mari était également Marocain (natif du sud saharien marocain) mais a vécu dès son jeune âge, sous le nom de Moussa El Houari, en Algérie plus précisément à Constantine. C'est dans cette ville d'ailleurs que fut enterré mon grand-père paternel qui était venu de Tunisie rendre visite à son fils. Elle expliqua que son mari avait milité jusqu'à sa mort (en septembre 1953), durant de longues années pour la cause algérienne, lui laissant huit enfants tous nés en Algérie en partie à Sétif et en partie à Béchar. En conséquence, ses enfants devaient être considérés comme des Algériens et à cet effet elle venait mettre à la disposition de l'ALN ses deux aînés, mon frère Mohammed et moi-même. Après concertation entre eux, ces responsables l'ont félicitée pour sa bravoure et ont décidé de ne retenir que l'aîné de la famille, c'est-à-dire mon frère Mohammed en expliquant à ma mère que le second garçon devait rester avec elle pour l'aider à

« A l'âge adulte et après être devenu père moi-même, j'ai alors pris conscience de l'ampleur du courage dont ma mère avait fait preuve. »

subvenir aux besoins de sa nombreuse famille. Ils lui ont clairement signifié qu'elle était exemptée de tout ichtirak. C'est ainsi que mon frère Mohammed fut remis aux autorités de l'ALN à Oujda et ma mère, mes autres frères et sœurs et moi-même retournâmes à Béchar. En son temps, je n'avais pas mesuré la portée de son geste. A l'âge adulte et après être devenu père moi-même, j'ai alors pris conscience de l'ampleur du courage dont ma mère avait fait preuve. Dieu, qui ne perd pas la récompense des bienfaiteurs doit l'avoir accueillie dans Son Vaste Paradis, auprès de son mari, pour le sublime sacrifice qu'elle a fait.

Suite page 7

A la piscine El Kettani



Le port d'Alger (F. Decker)

La Guerre d'Algérie m'a laissé des souvenirs indélébiles. J'en évoque un, qui m'a particulièrement marqué alors que j'étais enfant.

La piscine El Kettani, sur le boulevard Abderahmane Mira (à l'époque Front de mer) me rappelle un beau souvenir d'une journée de l'été 1957. Mon cousin Mohamed, qui avait devancé de quelques mois l'appel au service militaire dans l'armée coloniale française, n'avait pas encore 18 ans ; mais il avait bien des raisons de le faire. Après son incorporation, il fut affecté à la caserne 401 (ou 421) du Clos Salembier (El Madania). Quelque temps plus tard, avec d'autres soldats algériens, il désertait pour rejoindre le maquis avec armes et bagages. Cette action audacieuse de soldats algériens enrôlés sous le drapeau français avait porté un grand coup à la propagande de l'action de

pacification réussie des indigènes de l'«Algérie française», comme aimait à la désigner l'administration coloniale. Les journaux de l'époque ont tout fait pour minimiser ce fait hors du commun.

Je me souviens d'un jour où mon cousin Mohamed était en permission ; il portait la tenue militaire de sortie. Il s'était présenté le matin, de bonne heure, chez nous et me demanda si ça me dirait d'aller à la piscine... Tout excité par la nouvelle, je demandais la permission à ma mère qui accepta volontiers, bien contente de me voir aller pour la première fois à la piscine.

BRAYER L'INTERDIT

J'avais huit ans à l'époque. Toute heureuse pour moi, elle prit le soin de me mettre des vêtements propres pour la circonstance. Arrivé à la piscine où il y avait foule,

évidemment, que des pieds-noirs et leurs progénitures, on me remit un bracelet élastique avec une toute petite plaque portant le numéro de la cabine où je devais déposer mes affaires et me changer. D'ailleurs, je ne savais quoi faire sans l'aide de mon cousin. Une fois dans la cabine, je fouillais le petit sac en toile grise – dans lequel il y avait un casse-croûte maison – pour retirer mon short de bain, mais rien ; maman avait oublié, dans la précipitation, d'y glisser un short de bain...

Je sortis la tête par la porte bleue, entrouverte de la cabine pour dire à mon cousin Mohamed que je ne trouvais pas le short de bain ; il me répondit : « C'est pas important, tu laisses ton slip tu peux aussi bien nager avec. »

J'ai rappiqué illico presto. Il fallait d'abord passer sous le jet d'eau de rinçage pour pouvoir accéder à la piscine ; le surveillant de baignade, me voyant en slip, m'interpella : « Tu ne peux pas te baigner comme ça ! Il faut un maillot de bain pour aller à la piscine ! » Mohamed, qui était tout près, le toisa d'un regard méchant et lui dit textuellement : « Aujourd'hui ce mioche indigène a tout à fait le plein droit, ici, dans son pays, d'aller prendre son bain en toute liberté et je suis là, expressément, pour que cela soit fait sans aucune autre condition ! »

Ce jour-là, pour la première fois de ma vie, je nageais dans une vraie piscine. Mes petits camarades du quartier allaient, en cachette de leurs parents, barboter dans des bassins conçus pour l'irrigation des champs aux environs de Birkhadem et Khraicia, à quelques kilomètres de chez nous.

Cela s'était passé à la piscine El Kettani. A l'époque, je ne saisissais pas le vrai sens des faits que je vivais. C'est plus tard que ma grande sœur, à laquelle Mohamed avait confié ce qui s'était passé, m'en parla. Cela s'était passé juste quelques jours avant que mon cousin déserte pour rejoindre le maquis, en compagnie de quelques uns de ses camarades algériens, avec armes et bagages.

Mokrane M.



Djounoud avec leurs armes (K. E. Djellali)

Je me souviens...

Moi, je me souviens : fusillade, morts, sang, cris, chars, retenue à l'école.... Je me souviens des pas des soldats et du chocolat qu'ils distribuaient, des soldats qui nous ordonnaient de sortir de nos maisons, des fusils et baionnettes pointés sur nous.... Je me souviens de la terreur qui se lisait sur les visages de nos proches... Je me souviens du pan de la robe de ma mère dans lequel je me cachais, des pleurs de ma sœur... Je me souviens de nos regards apeurés, innocents, ne sachant ce qui nous attendait. Je me souviens des bousculades : on nous rassemblait, femmes, hommes, enfants, vieux, bébés sur un terrain vague près de l'hôpital de Nédroma, ma ville natale. Il fait chaud, très chaud, les bébés pleurent, on a soif, on a faim, on est parqué en plein soleil pendant des heures et des heures... Il y a un monde fou, on attend quoi ? Un hélicoptère, le général de Gaulle ? Je me rappelle des coups de feu, une bombe... Les gens courent, se piétinent, pleurent crient... Ma mère nous saisit par la main et nous crie : « Ne regardez pas, courez, courez ! » Ma mère pleure, son père et son frère (16 ans) sont en prison, le frère aîné a été tué par les soldats français. Dans la famille, la mort se succède : un oncle, un cousin, un frère, un neveu, un voisin... Je me souviens des hommes voilés d'un haïk, comme des femmes, qui venaient souvent à la maison. J'entendais souvent «moudjahidine». Je n'oublie pas la détresse, le désespoir, la tristesse et l'impuissance de ma mère devant l'arrestation de mon père qui s'était caché sur la terrasse et que les soldats ont fait sortir à coups de pied, la baionnette pointée dans le dos, la main sur la tête, lui criant «avance, avance... Plus vite que ça!».

CORDE À SAUTER

Je me souviens que je jouais avec mes petites voisines Rachida, Farida, avec une poupée de chiffon fabriquée avec deux bâtons de bambou, de la laine de couleur pour les cheveux, du coton pour le corps, habillée de chutes de tissu que ma mère jetait... Je me souviens des billes que je lançais avec aisance



Enfants algériens devant une affiche du gouvernement français (AFP)

et fierté avec les garçons Fethi, Rahmi et Jamel. Je me souviens de la corde à sauter, de la balle que je lançais en chantant «à ma balle...». Je me rappelle de la radio que mon père écoutait, l'oreille collée, dans un silence absolu... Je me souviens de la venue de mon grand-mère, de mes oncles et tantes, fuyant le village, le deuil... Je me rappelle de ma robe vert, blanc, rouge et de pantalons, chemises et cravates de mêmes couleurs que ma mère confectionnait en cachette, en silence...

Je me souviens du lance-pierre que mon frère (*Allah yrahmour*) utilisait pour casser les lampadaires de la rue Sidi Bouali où nous habitions pour que les moudjahidine puissent venir sans être vus... Je n'oublie pas le jour où, enfin, j'ai vu ma mère rire, courir, pleurer avec les voisines Zakia, Ghoutia, Amaria,

Leila, brandissant des drapeaux en criant à tue tête «Tahia Houria, Tahia El Djazair». L'hymne national *Qassamanet* les youyou... Mon père est revenu mais pour longtemps, il est parti en France je n'ai rien compris... Les grands-parents pleurent, nous partons aussi. Je me souviens des valises, des couvertures entassées dans une petite voiture, direction Oran, puis le train. Je me souviens du froid, de la neige. Paris. Mon père est là, nous sommes heureux !

Nous sommes des enfants victimes d'une guerre, des enfants perdus, sans repère, à la recherche d'une vérité cachée, à la recherche d'une identité. Français-Algériens, Algériens-Français ? Emigrés, clandestins et sans papiers...

Karima Malki

Mon frère Mohammed utilisa toute son ingéniosité de chef de bande de gamins au service de la lutte armée et devint, après un stage au Maroc, un élément moteur dans le déminage pour créer des passages dans la ligne Morice qui longeait la frontière entre l'Algérie et le Maroc et devait interdire toute traversée de personnes, de ravitaillement ou d'armement entre les deux pays. Brave et insouciant, il sauta sur une bombe qui le handicapa à vie et fut pris par l'armée française et incarcéré à la prison de Kenadza, vers la fin de l'année 1959, où il resta emprisonné jusqu'à l'indépendance. Durant ces trois années, ma mère lui rendait visite, assidûment, les trois fois permises par semaine. Aidée par l'un de ses enfants, elle se rendait à la visite avec un lourd couffin de vivres, vêtements et tout ce dont il avait besoin ainsi que ses compagnons moudjahidine dont les parents n'habitaient pas la région. Ces couffins, ainsi que la subsistance de toute la famille provenaient de mon maigre salaire que gérât parcimonieusement ma mère. Quoique cela fut tout à fait dans l'ordre des choses, j'en ressentais tout de même un sentiment de fierté et, encore à ce jour, chaque fois que j'y pense, la satisfaction du devoir accompli m'envahit comme une bouffée de chaleur. Je prie pour mes parents et les remercie de l'éducation qu'ils nous ont prodiguée, conforme à notre noble religion : faire le bien et n'en espérer de récompense que du Tout-Puissant et Miséricordieux. Toutes ces pensées me traversèrent l'esprit le temps d'arriver à la brigade de gendarmerie, sur la route de Bidon II. Là, je fus brutalement poussé dans une cellule dans laquelle était assis, sur un banc, Si Bouréah M'hamed, qui commenta mon arrivée à haute voix, pour bien se faire entendre par les gendarmes : «Maintenant, on embarque même les enfants !». Si M'hamed

La grenade

La Révolution algérienne était remplie d'épisodes ayant eu pour acteurs des anonymes, des citoyens ordinaires. Tôt ou tard, la guerre qui se déroulait sous leurs yeux finissait par éveiller leur conscience ; parfois suite à un simple concours de circonstances, c'est tout logiquement qu'ils s'impliquaient dans le conflit. 1959. Le mois de juillet tirait à sa fin. L'été ensoleillé continuait à imposer sa présence à la grande joie des baigneurs qui envahissaient les plages voisines. C'était le côté jardin du village d'Aokas, car le côté cour de la localité montrait un grouillement de troupes françaises appelées en renfort dans le cadre de l'opération Jumelle. Dans l'insouciance de la fleur de l'âge, Ahcène, comme bon nombre de ses camarades, sillonnait les rives et les collines à la recherche du temps perdu. Ce jour-là, il était à plusieurs lieues de penser qu'une découverte était sur le point de changer sa destinée. Les mains dans les poches, sifflotant et guilleret, Ahcène se baladait le long de la rivière en shootant de petits cailloux quand soudain il suspendit son tir devant un petit objet en métal de la grosseur d'une orange que le jeune garçon reconnut immédiatement pour en avoir vu, accroché à la poitrine des soldats français : c'était une grenade ! Aussitôt, Ahcène passa dans sa tête une foule de questions qui restèrent sans réponses. Qui a bien pu la placer ici ? Peut-être un militaire l'a-t-il perdue avant de traverser la rivière ? Ou bien est-ce un piège ? A cette dernière pensée, Ahcène, pourtant inaccessible à la peur, recula instinctivement. Puis il regarda autour de lui.

Personne alentour. Il s'agenouilla devant le projectile, étala son grand mouchoir sur le sol et, précautionneusement, ramassa la grenade qu'il plaça au milieu du carré de tissu avant de nouer celui-ci aux quatre coins, formant un petit baluchon. Assis par terre, Ahcène s'abandonna à une réflexion diffuse.

PROJET D'ATTENTAT

Il savait comment dégoupiller une grenade et à quelle seconde il fallait la lancer pour qu'elle explose au moment d'atteindre l'objectif. Il connaissait aussi l'emplacement des cantonnements et comment s'en approcher sans être vu des militaires. Il savait... A ce niveau de sa méditation, une folle idée traversa son esprit. Et si l'exploit de sa vie ? Ce disant, il se voyait déjà dans les parages du campement militaire, rasant le mur d'enceinte ; il se voyait accroupi, s'appretant à tirer sur le détonateur avant de

« C'était aussi par ces actions anonymes, et quelquefois grâce à elles, que la Révolution triompha.

projeter sa grenade au milieu des soldats ; il se voyait dans le fracas de l'explosion déguerpir à toutes jambes vers le maquis et la gloire... La décision d'Ahcène était prise : il fera comme il l'avait imaginé ! A l'heure où le crépuscule

commençait à tomber, il saisit avec assurance son petit paquet et chemina résolument vers le village, vers la grande et périlleuse aventure. En cours de route, Ahcène croisa un ami plus âgé que lui qui le hêla : «*Où vas-tu comme ça, mon ami ? Et que contient ce mouchoir ?*» Ahcène montra l'objet et dévoila son projet. L'autre n'en crut pas ses yeux et ses oreilles ; son visage prit une teinte livide, exsangue. Puis, reprenant ses esprits, il déclara au jeune héros potentiel : «*Ecoute, tu ne peux pas agir ainsi sans l'aval des responsables de la Révolution. Sans leurs instructions formelles, tu risques des sanctions sévères. Cache l'objet dans un lieu sûr et, dans deux ou trois jours, je t'apporterai un ordre du maquis.*» Ahcène se rallia à cette idée et attendit, comme convenu, le fameux ordre qui tarda à arriver. L'ardeur juvénile d'Ahcène commença à s'émousser quand, au soir du troisième jour, il reçut la visite de son ami accompagné d'un chef des maquisards auquel il remit la grenade. Le chef lui promit que les moudjahidine en feraient bon usage dans leur lutte pour la liberté et qu'il était fier de lui et de ses aspirations révolutionnaires. Certes, l'exploit envisagé par Ahcène n'eut pas lieu, mais le fait que cette idée ait émergé dans la tête du jeune homme n'était-il pas en soi un trait de courage ? C'était aussi par ces actions anonymes, et quelquefois grâce à elles, que la Révolution triompha de la domination coloniale et du joug militaire et que le peuple opprimé recouvra sa liberté et son indépendance...

Khaled Lemnour

« La satisfaction du devoir accompli m'envahit comme une bouffée de chaleur.

Bouréah était un notable de Bidon II. Originaire d'El Bayadh, il était installé depuis longtemps dans la région. D'un certain âge, très aisé matériellement, il était instruit pour son époque. Lettré aussi bien en arabe qu'en français, il avait un franc-parler très apprécié par toute la population de Bidon II, de Béchar et Kenadza. Il était très connu aussi par les autorités coloniales qui n'appréciaient pas du tout sa façon hautaine de s'adresser à eux, sans peur ni complexe.

Suite demain

NASSI MA HABLAL. Résistante, ancienne détenue

J'étais la secrétaire de Abane Ramdane



Comment tout a-t-il commencé ?

C'est mon voisin M. Ourif, originaire de Laghouat, qui m'a amenée au militantisme. Il est celui qui m'a amenée à prendre conscience de la situation dans laquelle nous vivions.

Cela remonte à peu près à quelle année ?

Au début des années 1940 avant la fin de la seconde guerre mondiale et les tragiques massacres de mai 1945. J'avais de la famille qui résidait à Sétif, ainsi j'étais informée de ce qui s'y déroulait, particulièrement à Kherrata où quatre jeunes avaient été tués. Leurs corps en putréfaction ont été exposés sur la voie publique durant une semaine, avec interdiction de leur donner une sépulture. Je ne sais pas pourquoi cela m'avait particulièrement révoltée. Pour des raisons sociales évidentes, j'ai commencé à travailler. Mais parallèlement, je fréquentais un groupe d'étudiants de mon âge. C'est avec eux que j'ai commencé à militer. Je me souviens, entre autres, de Mamia Chentouf, de M^{me} Sidi Moussa, et puis il y avait parmi nous des étudiants tunisiens. C'était un cercle modeste, mais cela n'empêchait pas qu'il avait une vie organisée. Nous tenions régulièrement des réunions, nous organisions des excursions. Nos débats approfondissaient notre prise de conscience et aiguisaient notre patriotisme naissant. La

☞ *Ils m'ont interrogée au commissariat central pendant deux ou trois jours. Puis ils m'ont déferée à la prison de Serkadji où j'ai été isolée.*

première cellule où j'ai activé se trouvait à la Casbah. Nous ramassions de l'argent pour le parti auprès des familles aisées bien sûr. Nous vendions le journal du parti et nous faisons tout un travail de propagande parmi les femmes.

Vous suffisez-vous du combat politique, espérez-vous qu'un jour ou l'autre vous deviez passer à la lutte armée ?

Nous savions, quoiqu'il en soit, que nous luttons pour notre indépendance, quelle que soit la forme de la lutte. Bien sûr que l'éventualité d'autres formes de combat était présente dans les esprits. Naturellement, ce n'était pas dans l'esprit de tous. Mais certains étaient déjà dans les maquis comme le colonel Ouamrane qu'on appelait Boukerrou. C'est d'ailleurs Ben Mokkadem, militant du PPA, qui à l'indépendance deviendra mon époux, qui l'avait recruté. Ouamrane, qui était sergent dans l'armée française dans la deuxième moitié des années 1940, était à l'académie de Cherchell, mon futur mari, Ben Mokkadem, originaire de cette ville, l'y avait contacté. Krim Belkacem était aussi au maquis...

Comment avez-vous vécu la création et le démantèlement de l'OS ?

Nous étions si proches du soulèvement. Nous nous étions préparés. Nous pensions que la lutte armée était imminente et que tout allait enfin commencer. Hélas, le secret a été éventé et tout s'est écroulé. Les Français ont découvert l'organisation. Beaucoup de cadres ont été arrêtés, condamnés et emprisonnés. La déception était à la mesure de la catastrophe qui avait frappé le parti et l'OS.

Le 1^{er} novembre 1954 arrive. Comment accueillez-vous ce jour ? Vous en souvenez-vous ?

Parfaitement ! La joie était immense comme l'étaient les espoirs que ce jour a suscités. C'était fait. Pour ma part, j'attendais qu'on m'envoie un signal.

Est-il arrivé rapidement ?

Rapidement. Je m'étais rendue à Bucarest pour le Festival mondial de la jeunesse. Au départ, je voulais me rendre dans un pays scandinave, car chaque année je voyageais pour oublier un moment le racisme ordinaire que nous subissions. J'ai changé de destination et suis allée au festival en Roumanie. Un jeune homme m'a un jour abordée et m'a demandé si j'étais bien Nassima Hablal. «Oui», lui ai-je répondu. «Je voudrais discuter avec toi», m'a-t-il dit. Je lui ai laissé mes coordonnées à Alger et l'ai invité à me contacter. Le jeune homme en question était Mohamed Sahnoun, futur diplomate. Il était avec le groupe de Amara Rachid. De retour au pays, Sahnoun m'a mise en contact avec des Français et des chrétiens de gauche qui faisaient un travail social dans les bidonvilles. Je passais mes week-ends dans les quartiers défavorisés à soigner, vacciner, alphabétiser... C'était un emplâtre sur une jambe de bois. La Révolution venait de débiter, ses moyens étaient limités. Ce n'est que deux ou trois mois plus tard que les choses ont commencé à bouger. Des militants avaient été libérés, dont Abane. A sa libération, il vivra un autre drame, familial celui-là. En effet, en arrivant chez lui, sa mère dans le jardin était occupée à biner. On l'appelle et on lui dit : «Viens tu as un invité.» Lorsqu'elle s'est trouvée devant son fils, la surprise de le voir a été telle qu'elle a fait une attaque qui l'a rendue hémiplégique à vie. Krim Belkacem et Ouamrane le contactent et lui confient l'organisation d'Alger où tout était encore au stade des balbutiements. Il s'est installé chez moi pour un an ou plus, jusqu'à ma première arrestation.

En plus des réunions, en quoi consistait le travail de Abane ?

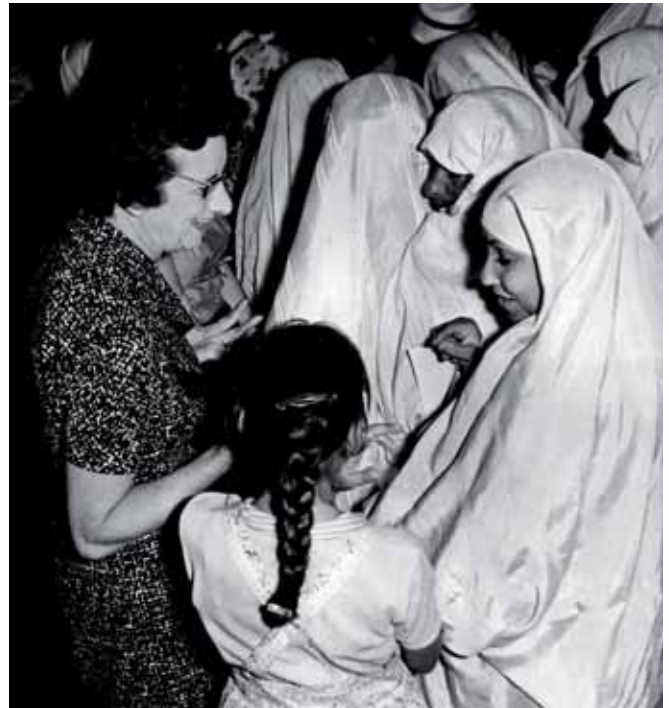
Abane abattait un travail considérable. Il a en outre su gagner la confiance de beaucoup de Français qui nous étaient favorables. Ils nous procuraient des refuges, nous cachaient, cachaient des personnes recherchées, cachaient les fonds, ils ont tiré nos tracts, car on n'avait rien du tout. Pas de ronéo, pas de matériel d'impression, rien. Après, certes, nous nous sommes équipés. Mais avant, je tapais des tracts chez moi puis nous allions les tirer ailleurs, là où on le pouvait, chez des Français. Nous sommes fin avril 1955. Ce n'est qu'à partir de cette période que les choses ont été progressivement mises en place. Et nous le devons à Abane.

Quelle était votre fonction exacte ?

J'étais une militante. Je faisais ce qu'on me disait de faire. J'étais la secrétaire de Abane, puis après le Congrès de la Soummam, la secrétaire du Comité d'exécution et de coordination (CCE). J'ai fait bien d'autres choses après. J'étais responsable de l'organisation femmes, mais ça n'a pas tellement duré, on a préféré faire travailler hommes et femmes côte à côte.

Vous avez donc travaillé sans discontinuer avec Abane ?

Toujours, depuis 1955. Il venait, il tenait ses réunions chez moi, je tapais les procès-verbaux, les tracts et même les textes les plus importants. Malheureusement, Amara Rachid s'est fait arrêter. Alors qu'il se rendait chez Abbas en voiture, il a été repéré. Auparavant, Abane voulait l'envoyer en mission en Egypte. Comme il lui fallait une adresse pour son passeport je lui ai donné la mienne. Hélas, il a gardé l'enveloppe avec mon nom et mon adresse. Quand il a été arrêté, ils ont trouvé l'enveloppe en question. Ils n'ont pas tardé à débarquer chez moi, pour m'embarquer. Sans preuve autre que cette enveloppe. J'ai donc été appréhendée mais pour peu de temps. Préparée à



Suzanne Massu, le 11 juin 1958 à Alger lors de la fête des Mères (AFP)

l'éventualité, je n'ai pas parlé. Ils m'ont interrogée au commissariat central pendant deux ou trois jours. Puis ils m'ont déferée à la prison de Serkadji où j'ai été isolée. J'avais un oncle qui était avocat, maître Bensmaïa, qui connaissait le bâtonnier Morino. Il est intervenu.

Où était passé Abane ?

Abane ne pouvait plus venir chez moi. J'étais brûlée, l'adresse aussi. Entre-temps on lui avait trouvé d'autres refuges. Ben Mokkadem aussi avait été arrêté dans la voiture où se trouvaient la machine à écrire, les tracts, pas loin de la maison. Nous avions donc d'autres refuges pour Abane Ramdane, dont celui de Ouamara Rachid (différent de Amara), c'était au Témely (Montriant). Il allait chez des Français ; après, Mohamed Ben Mokkadem lui a acheté un appartement

avec son propre argent. Ben Mokkadem avait eu un accident de voiture. Il a touché une indemnité pour avoir été blessé à l'épaule. La première chose qu'il a faite, c'était d'aller acheter un appartement pour Abane. Pour qu'il ait son propre refuge. Il y a mis un couple de militants pour la couverture, la protection et l'assistance. C'était rue Bastide, en remontant la rampe Vallée. Il y avait également un autre militant qui logeait au rez-de-chaussée tandis que lui était au quatrième étage.

Boukhalfa Amazit

Extrait de l'interview publiée le 16 juin 2005 dans *El Watan*

Retrouvailles entre un maquisard et sa famille. 1962. (A. Refine)

Kheira, victime d'une scène qu'elle n'aurait pas dû voir

Oued Chouly (en arabe «dromadaire rougeâtre») était la Zone 5 de la Wilaya V, dans les montagnes de Tlemcen. Cet épisode de la Guerre de Libération s'y passe en 1958, quant une mounadhila (adjoindue de la secrétaire féminine du douar), Kheira Bendjeffal, mère de six enfants, faisait son devoir patriotique avec la naïveté et le courage propre aux populations rurales. La carrure masculine, musclée comme une paysanne, elle avait à plusieurs reprises porté sur son dos des moudjahidine blessés pour leur faire passer l'oued.

Un jour, Kheira avait pour mission de porter des vêtements, des rasoirs, du savon et autres aux djounoud de la section du lieutenant Si Khalil (de son nom de guerre), à trois kilomètres au nord-est du village de Oued Chouly, entre Tegma et Tizi. Elle connaissait les lieux. Une casemate permettait d'accueillir les sections traquées après une opération militaire. En y arrivant, elle entra directement dans la kheima du responsable civil du douar et surprit le chef de section, nu, avec la femme du chef de douar. Surprise, elle sortit... Elle ne raconta cela qu'à ma tante ; elle ne voulait pas salir la Révolution en ébruitant un acte isolé.

Mais Si Khalil et sa maîtresse ne savaient pas ce qu'allait faire cette révolutionnaire dont le frère était chef de section commando de la Zone V, connu pour sa bravoure et son attachement à la Révolution.

TRAQUENARD

C'est ainsi que le complot commence. La femme, qui aurait voulu avoir le poste d'adjoindue de la secrétaire des femmes du douar, connaissait les aspirations de Kheira qui voulait suivre son frère au maquis. O lui transmit une invitation verbale de la hiérarchie révolutionnaire, qui lui accordait la permission de monter au djebel. Mais Khalil, pour couvrir son ignoble acte, réunit les responsables militaires, leur demandant d'exécuter Kheira qui, parce qu'elle détenait des informations sur les activités au maquis, risquait d'être dangereuse et de nuire à la Révolution en cas d'arrestation. Ainsi, Khalil et deux de ses amis, en présence d'un membre de l'OCFLN – dont le père a été tué par la section commando pour complicité avec l'ennemi, personne à ce jour ne connaît



Les parachutistes en opération de maintien de l'ordre à Alger, en 1957 (F. Decker)

Si Khalil vint à la cachette et demanda à Kheira de le suivre ; il l'emmena près d'un gouffre connu de la région de Benighazli, au sud-ouest de Chouly ; il la poussa ; elle fit une chute de 50 mètres.

L'information circula que Kheira était morte par accident, puis par erreur, puis par «décision de la Révolution».

RÉTABLIR LA VÉRITÉ

Sept mois plus tard, la section de Si Khalil entra en accrochage avec l'ennemi ; plusieurs militaires français et algériens furent tués, mais le chef de section fut capturé vivant, légèrement blessé. Après quelques heures de torture, il devint un rendu, un traître qui collabora avec l'armée française, traquant les soldats de l'ALN avec acharnement. Beaucoup de citoyens furent emprisonnés ou tués, des casemates découvertes et des maisons rasées «grâce» à lui... A l'indépendance, il partit avec l'armée française comme harki. Celui qui fut Si Khalil mourut comme un ivrogne, environs de Paris, où il mourut en état d'ivresse, dans la rue, en janvier 2000.

C'est bien après l'indépendance, quand j'ai terminé mes études universitaires à Alger, que mon père, ma tante et certains moudjahidine m'ont raconté l'histoire de Kheira. J'ai alors compris que la Révolution a commis aussi beaucoup d'erreurs et d'injustices. J'ai également compris, après quelques recherches personnelles sur la Zone 5, que tous les douars et les familles de la région de Oued Chouly qui ont participé à la Révolution ont été marginalisés, après l'indépendance, tant du point de vue du développement que de l'histoire. Le défunt Abdelmadjid Meziane était originaire de Oued Chouly, mais il n'a jamais fait quoi que ce soit pour son village ; la femme de Ould Kablia aussi... Houari Boumediène, qui était alors instructeur, venait faire des stages d'apprentissage au maniement des armes et

de stratégie de guérilla à Oued Chouly car c'était une zone difficilement accessible. Mais à l'indépendance, il ne donna rien ; pis encore, Oued Chouly, chef-lieu de commune en 1956, a été dépossédé de ce titre.

Certains épisodes de notre glorieuse Guerre de Libération sont difficiles à raconter, mais

il est nécessaire de les exhumers pour éclairer notre histoire longtemps confisquée.

Benahmed Aboulyès

☞ *Houari Boumediène, qui était alors instructeur, venait faire des stages d'apprentissage au maniement des armes.*

la vérité sur cette question – ont pris la décision d'exécuter la mounadhila. Le jugement était tombé, Kheira présentait un danger pour le chef de section.

Kheira vint au rendez-vous avec une femme qui était au courant du jugement. Elle lui donna une tenue de combat, lui disant qu'elle pouvait l'essayer dès maintenant, avant de monter au maquis. Kheira enfila la tenue. En toute naïveté, la femme lui dit : «Tu feras une belle morte ainsi...»



Manifestation de Françaises pour la paix en Algérie (J. Malléa)

La guerre contre les ultras est déclarée



Manifestants à Puteaux le 17 octobre 1961 (AFP)

Le 1^{er} novembre 1954, date du déclenchement de la Révolution, je me trouvais à Paris ; j'habitais au foyer nord-africain d'Aubervilliers, dans la banlieue parisienne, et je travaillais comme maçon dans une entreprise. A Paris, je fréquentais le quartier Saint-Michel (5^e arrondissement). C'est là que par l'intermédiaire d'un ami natif de Azzaba, je fus recruté comme militant actif au sein du Front de libération national, et ce, au début de l'année 1955, sous les ordres de Souissi Abdelkrim, un frère très dynamique membre de la Fédération de France, ainsi que Boudaoud Omar. L'organisation du FLN avait fait tache d'huile à travers toute la France. Dans les régions où résidaient nos compatriotes, des structurations en régions, zones et secteurs furent créées. D'énormes collectes de fonds furent effectuées par la classe laborieuse de toute la France au profit

de la Révolution. Des groupes de choc ont été également constitués un peu partout pour mettre de l'ordre parmi les récalcitrants. En 1956, la Fédération avait opté pour la création d'un groupe spécial dénommé OS. Les membres de ce groupe étaient sélectionnés parmi les militants en activité à travers les groupes de chocs existants à Paris. L'organisation avait été mise sous la responsabilité de Si Khellil (Amrani Ahmed). La mission de ce groupe consistait à mener des actions contre les ultras du colonialisme dont certains résidaient à Paris et d'autres possédaient une double résidence à Paris et Alger. Les membres de l'OS avaient chacun un nom fictif de manière qu'aucun d'entre eux ne connaisse l'identité ni le domicile de ses compagnons. Parmi les ultras condamnés par la Révolution figuraient Jacques Soustelle, Baptiste Biaggi, Ali Chekal, Ben Rekrouk, Ben Djebour, Alain de Serigny, Lucien Borgeaud, Robert Lacoste (ministre résident en Algérie), etc. Une action fut programmée lors du défilé du 14 juillet 1958, contre un corps de paras (mené par Salan et Bigeard) venu spécialement d'Alger, et ce, sur l'avenue des Champs Elysées.

PIANO

Alors que tout était prêt et qu'on se trouvait à nos emplacements, le long de l'avenue, munis de révolvers et d'un pistolet mitrailleur dissimulé, Si Khellil surgit et intima à chacun de nous de nous replier, nous disant que l'action avait été annulée, sans qu'on sache véritablement la raison jusqu'à ce jour. Au cours du mois d'août 1958, suite à une action menée contre Lucien Borgeaud au Trocadéro, à Paris, la DST (Défense et sécurité du

territoire) avait récupéré la traction-avant ; cette voiture avait été abandonnée à une trentaine de mètres par le groupe, dont chacun avait pris une direction différente sous les vociférations des passants, abandonnant le pistolet mitrailleur qui avait servi à l'action. C'était de la faute du chauffeur qui avait paniqué jusqu'à caler le moteur de la voiture. Celle-ci appartenait à un restaurateur, qui fut arrêté ainsi que le chauffeur. L'action s'était soldée par la mort du chauffeur de Borgeaud, qui fut quant à lui grièvement blessé. Comme j'avais été identifié, l'organisation décida mon éloignement vers le Maroc via l'Espagne. J'étais domicilié chez un vieux couple de Français à Villeparisis, dans la banlieue parisienne ; les Dufour étaient de braves gens, favorables à notre lutte. Plusieurs militants avaient séjourné avec quiétude dans leur pavillon.

DÉPART PRÉCIPITÉ

J'avais quitté le domicile avec précipitation, abandonnant tous mes effets vestimentaires, pour aller vers Cerbère, un village côtier situé au pied des Pyrénées orientales, à la frontière franco-espagnole. Un frère militant avait la charge de refuge et passeur de l'autre côté de la frontière. Tout s'est passé pour le mieux jusqu'à Madrid, où nous nous sommes présentés à l'ambassade du Maroc. Après une attente de deux heures environ tout en consommant du thé et des pâtisseries, arrivèrent deux représentants du FLN en clandestinité à Madrid car l'Espagne de Franco ne reconnaissait pas le Front. Les frères nous ont ramenés avec eux, ils nous ont hébergés pendant deux jours après nous avoir fait passer chez un photographe pour

faire des photos d'identité. Au troisième jour, ils nous apportèrent des laissez-passer portant des noms marocains et des lieux de naissances fictifs, puis ils nous ont accompagnés jusqu'à la gare d'Atocha, où nous avons pris le train vers Algésiras.

TROCADÉRO

Deux policiers se présentèrent dans le compartiment du train pour demander les passeports ; ils vérifièrent nos laissez-passer puis les confisquèrent et nous menottèrent malgré nos protestations. A l'arrêt du train, ils nous emmenèrent à un commissariat et, de là, à la prison centrale d'Algésiras. La prison centrale contenait beaucoup de prisonniers et nous étions les seuls Arabes. Les Espagnols se trouvant dans la même salle que nous étaient très généreux ; à chaque fois que leurs familles leurs apportaient des paniers de victuailles, ils nous invitaient à manger avec eux. Deux mois sont passés sans aucune suite, nous commençons à envisager une évasion quand, un jour, un geôlier nous emmena dans un bureau de l'administration pénitentiaire. Un homme nous reçut, se présentant comme agent consulaire marocain. Il nous expliqua que notre arrestation était due à une négligence sur les laissez-passer où aurait dû figurer le cachet de la Serugidad (sécurité espagnole). Cela avait pris du temps pour la rectification à Madrid... Désormais, nous étions libres de rejoindre Tanger.

Mustapha Mohamed-Belkebir

☞ *Les Espagnols se trouvant dans la même salle que nous étaient très généreux ; à chaque fois que leurs familles leurs apportaient des paniers de victuailles, ils nous invitaient à manger avec eux.*

Quatre jours de torture à Pontoise

En août 1954, j'avais 19 ans. Un jour, Ferhat Abbas, Khider, Krim Belkacem, Bendjelloul, qui fondèrent plus tard le GPRA, sont venus en voiture, une traction-avant Citroën. Ils ne connaissaient pas la région. Je les ai accompagnés dans toutes les déchras de Barbacha, pour une mission de «propagande». Ils demandaient aux populations de creuser des casemates et de nourrir et d'assister les moudjahidine.

Après les les déchras de Barbacha, destination la commune de Kendira, près de Bouandas. Discrètement, les visiteurs font un discours à la population, lui demandant de faire son devoir envers les moudjahidine.

J'ai été le premier à couper les poteaux téléphoniques pour qu'il n'y ait pas de communication le 1^{er} novembre 1954, au déclenchement de la Guerre de Libération. Mon père et moi avons fait deux casemates pour camoufler les moudjahidine. J'assurais des tours de garde en tant que moussebel.

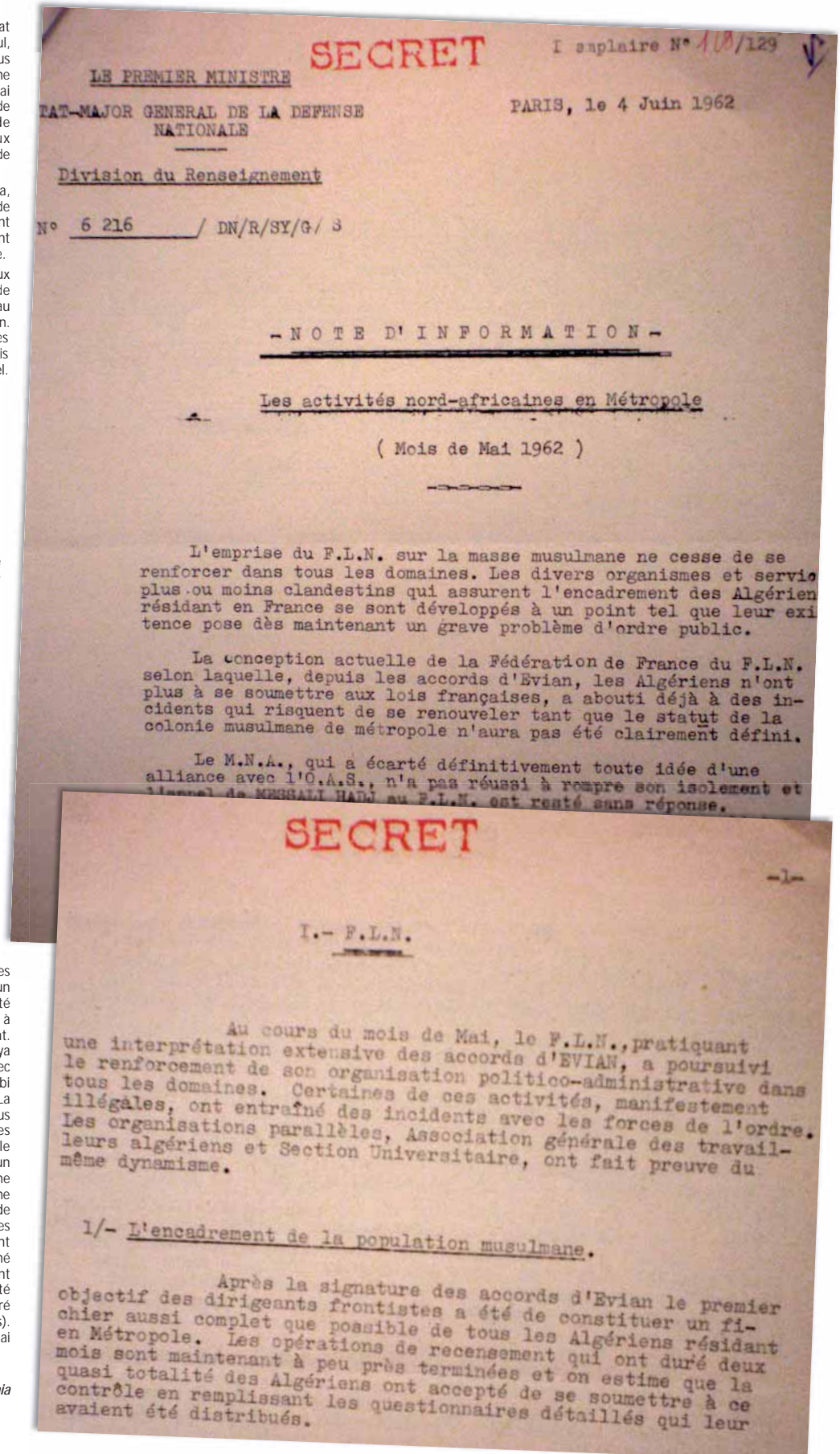
☞ *Les goumiers nous donnaient à manger des langues d'oiseau qui avaient cuit avec un rat...*

En 1955, je pars pour la France en quête de travail. J'y rencontre Abdelkrim Souici le trésorier de la Fédération FLN, Bouazz Said le responsable des groupes armés, Bouaiche Lakhdar le chef de région d'Aubervilliers, son secrétaire Mouloud... Je suis désigné chef d'une cellule de cinq militants. En janvier 1957, le comité me nomme chef de groupes de choc à Aulnay sous Bois parce que les militants de Messali Hadj ont fait un massacre dans nos rangs, accompagnés par la police. En avril 1957, accrochage avec les militants de Messali Hadj et la police. Il y a des morts, des blessés. Puis je suis arrêté le 17 décembre 1957 et je suis soumis à la torture pendant quatre jours, jusqu'au 21 décembre 1957. Un avocat, maître Benabdellah, envoyé par Ali Haroun, s'occupait de la défense des détenus.

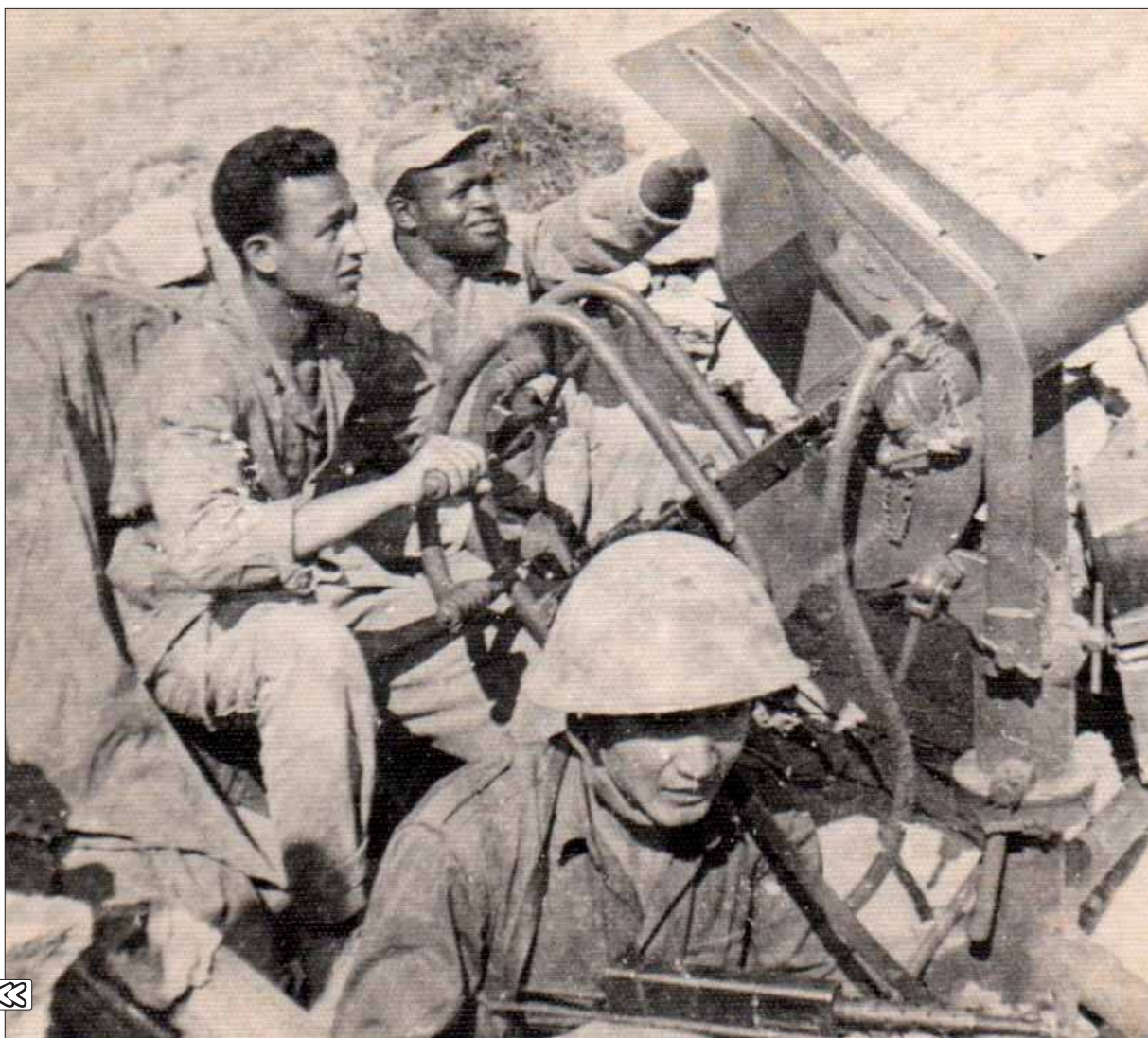
TEMPÊTE DE NEIGE

J'étais à la maison d'arrêt de Pontoise. Le 7 août 1958, je suis transféré à Saint MauriceVandoise pour quelques mois puis à Arcole (Oran) en isolement. Les goumiers nous donnaient à manger des langues d'oiseau qui avaient cuit avec un rat... Tout un groupe de prisonniers a été transféré à Bossuet (Sidi Bel Abbès) où à l'époque se trouvait un camp d'internement. Le détenu chef de camp s'appelait Boujeltya (ancien wali de Batna). Je me trouvais avec Abdelkrim Souici, Amarouche Ali, Larbi Lallaoui, Loussafna Omar et des gens de La Casbah Alger. En septembre 1960, je fus libéré en même temps que 250 autres prisonniers. J'arrivais à la maison le lendemain. Aussitôt, des moudjahidine, un groupe de 25, sont venus me voir pour me demander de «prendre le travail» comme moussebel. En janvier 1961, je suis arrêté de nouveau, en pleine tempête de neige. Les soldats français m'ont massacré durant quatre jours de torture, puis m'ont emmené dans une ferme, à Boudouaou, où ils m'ont enfermé dans une cuve à vin où je suis resté pendant 18 jours. Après, ils m'ont transféré au camp d'internement de Tourneau (Aokas). En mars 1962, j'ai été libéré. En tout, j'ai séjourné 4 années en prison.

Mohamed Benyahia



Des photos inédites de la base de l'Est, où se trouvait l'état-major de l'ALN, nous ont été confiées par la famille d'Ahmed Moussa. Ce dernier y fut, entre autres, responsable du service communication et propagande. Ses enfants, pour perpétuer la mémoire de leur père, souhaitent que les personnes qui se reconnaissent sur les clichés - ou qui en reconnaissent d'autres - apportent leur témoignage en écrivant à : taarif54@yahoo.fr
Un album unique et précieux à feuilleter toute la semaine.



Entraînement
à Oued
Mellague



Combat et espoir

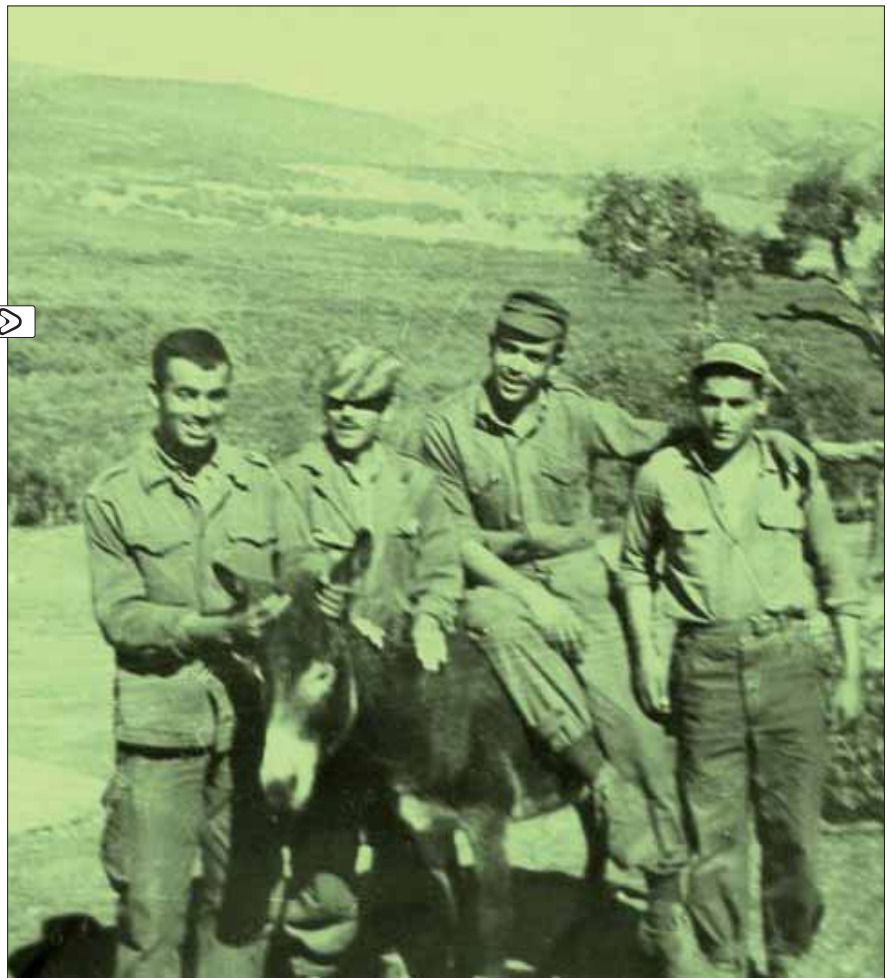


Groupe de jeunes enrôlés dans l'ALN



Camion de l'ALN

Combattants
avec une bête
de somme
affectée au
transport

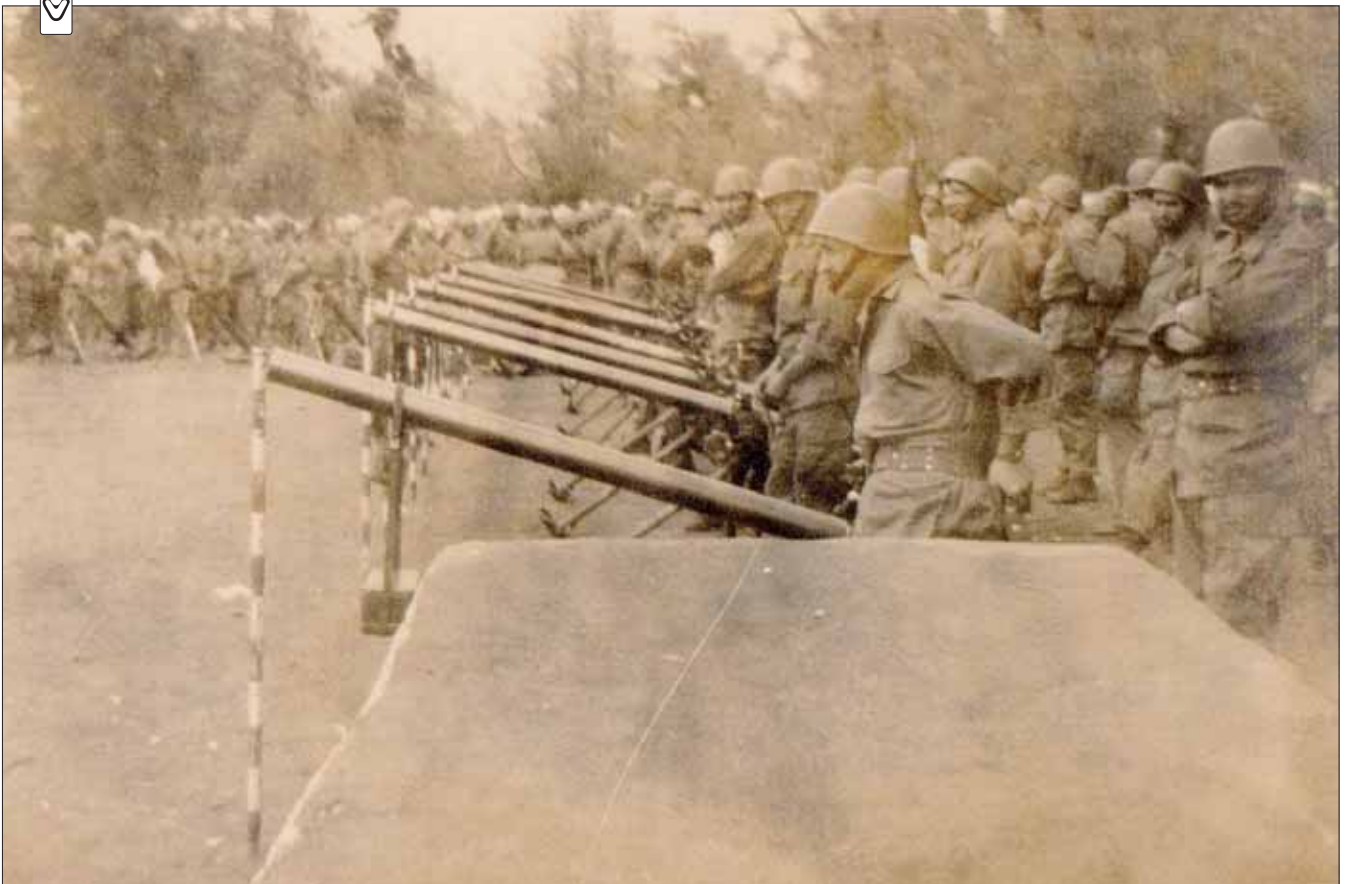




Coopération militaire étrangère. A gauche, deux militaires chinois ou vietnamiens



Présentation de l'artillerie lourde, peut-être le 19 mars 1962





Hocine Lahouel, un oublié du mouvement national

La guerre qui dure depuis plusieurs années entre le FLN et le MNA continue de faire des victimes de part et d'autres. A l'instar de nombreux militants, Lahouel en est ulcéré. Il me relate un fait qu'il a vécu et qui révèle chez lui un patriotisme profond, une lucidité d'esprit remarquable et à quel point l'effusion de sang entre les militants le déchirait profondément. «En 1960-1961, dit-il, j'étais à Munich, en Allemagne. Je rencontre un jour un membre influent du MNA, Abdelkader Oualane. Nous entamons la conversation sur la guerre d'Algérie et les luttes fratricides entre FLN et MNA qui se prolongent; je lui dis : 'le gouvernement français traitera avec le FLN et le FLN seul. Constituez un groupe de militants et allez trouver Messali. Proposez-lui de le faire sortir de France et de faire une déclaration de ralliement sans conditions au FLN. Cela

« Un beau jour, je vois réapparaître Moulay Merbah en Allemagne, il était désespéré : «Vous aviez raison, Messali est intraitable, nous avons été injuste envers le Comité central.»



Groupe de l'ALN après le cessez-le-feu. 1962 (A. Refine)

effacera ses fautes et, ainsi, vous arrêterez la tuerie entre militants d'une même cause. Vous aurez fait un acte de patriotisme et Messali aura des chances de remonter à la surface. Sinon, vous êtes des hommes perdus'. De Gaulle négociera avec le FLN et le FLN seul. Messali demeure pour lui une masse de manœuvres pour contrecarrer le FLN. Il doit éviter de se prêter à ce jeu dangereux.»

«Quelque temps après, je vois arriver Moulay Merbah, homme de confiance de Messali. Nous entamons la conversation et je lui fais part de mon idée. Moulay rentre en France, puis retourne me voir, accompagné cette fois d'Ali, le fils de Messali. Je leur tins à tous les deux le même langage. Puis je me rends en Suisse, chez Saâd Dahlab, qui était en

pourparlers avec les Français. Dahlab approuve ma démarche. Si on pouvait le gagner (Messali), me dit-il, ce serait extraordinaire.» Peu de temps après, les responsables messalistes se réunissent à Vevey, en Suisse, et se mettent d'accord pour reprendre mon idée qu'ils vont soumettre à Messali.

UN PARCOURS EXEMPLAIRE

Celui-ci les accueille avec fureur et les exclut de son parti. Un beau jour je vois réapparaître Moulay Merbah en Allemagne, il était désespéré : «Vous aviez raison, Messali est intraitable, nous avons été injuste envers le Comité central.» Lors de la crise de l'été 1962 qui opposa le GPRA à l'état-major, Lahouel intervint auprès des uns et des autres,

notamment les anciens du PPA-MTLD qu'il connaissait particulièrement, pour faire cesser la tuerie entre frères ennemis, mais hélas sans résultat. Trois traits de caractère dominaient chez Hocine Lahouel : le don de soi – adolescent, il quitte les bancs du lycée de Skikda pour se lancer dans la bataille de la libération de la patrie ; le respect des principes, notamment le principe de la direction collégiale – en novembre 1946, le Comité central du PPA avait décidé la participation aux élections à l'Assemblée nationale française, Lahouel s'y était opposé et il était le seul. Pourtant, au cours de la campagne électorale, il laissa de côté son point de vue et ses sentiments personnels et défendit publiquement et avec chaleur le point de vue de la majorité ; l'union nationale

était sa devise. Il était convaincu que, sans elle, l'indépendance était une chimère. Ce fut la l'idée chère au Comité central du PPA-MTLD qui lança, en décembre 1953, «l'appel pour un Congrès national algérien». L'idée fit son chemin et, en 1956, elle fut reprise par les militants animateurs du Congrès de la Soummam où l'on vit les trois formations, PPA-MTLD, UDMA et Association des Oulémas, fondues dans un même creuset, le FLN. Cette union nationale sera l'un des facteurs déterminants de la victoire de l'indépendance en 1962.

Cet article provient de la Fondation Benyoucef Benkhedda

L'auteur est l'ancien président du GPRA

El Ghali, héros d'El Kerma

Les 14, 15 et 16 août 1958 sont des journées mémorables pour la population d'El Kerma (dans l'actuelle wilaya de Boumerdès) et surtout pour ceux qui étaient directement liés au groupe de moudjahidine du Secteur 6 de la Wilaya V, Zone IV, Région 2.

Le Secteur 6 était dirigé par le chahid Gherras Bouazza, alias Si El Ghali ; son poste de commandement était situé dans le maquis d'El Kherba. Ce site historique est témoin d'un haut fait d'armes de la lutte armée où tombèrent, pour l'amour de l'Algérie, plusieurs moudjahidine au cours d'un grandiose combat mémorable, «incrusté» à jamais dans la mémoire des Kermaouis. On l'appelait familièrement El Ghali à El Kerma parce qu'il était originaire de Hassi El Ghella, dans la wilaya de Ain Témouchent. Fils de Ahmed et de Herradia Arbia, Gherras Bouazza était né le 29 juillet 1919 à Hassi El Ghella. A la suite de la dénonciation d'un félon notoire, El Ghali est tombé au champ d'honneur lors d'une rude bataille où son groupe de moudjahidine affrontait les soldats du régiment de blindés des Dragons, implanté au niveau du quartier militaire d'El Kerma. Des bombardiers B52 ont été dépêchés par le commandant de la fameuse base aérienne

de l'OTAN de Lartigue (actuelle base de Tafraoui), alors que des dizaines de chars encerclaient et pilonnaient d'obus le maquis d'El Kherba. C'était là que la population d'El Kerma a fait connaissance avec les bombes au napalm, larguées par les B52 sur le verdoyant maquis où s'était abrité le groupe de moudjahidine. Tombèrent également au cours de ce combat, en compagnie du chahid Gherras Bouazza, trois valeureux moudjahidine du groupe et aussi des agents de liaison, dont une femme, son époux et son fils qui dépendaient du *merkez* principal d'El Kerma.

Pour marquer les esprits et faire pression sur la population du village, la dépouille calcinée au napalm du chahid Gherras Bouazza fut exhibée par un camion GMC qui a fait deux tours à travers le douar d'El Kerma et la rue principale du village de l'ex-Valmy, avant d'être jetée à terre. Après une enquête sur la famille de ce chahid et ses alliés, un gendarme français de la brigade d'Es Senia remit la déclaration d'enregistrement du décès de l'honorable et valeureux Gherras Bouazza aux services de l'état civil d'El Kerma, le 15 août 1958. L'extrait de décès en fait foi.

Mohamed Benyamina (retraité SIO)



En 1957, les parachutistes traquent les combattants de l'ALN près de Timimoun (F. Decker)

La piste des corvées de bois

Tazemmurth et Mouaadis, deux lieux dits du village d'Ain Méziab, en sont un exemple édifiant dans le versant Ait Khelifa-Est, près de Betrouna. Cette localité a été le premier PC de Krim Belkacem (Zone 3, Tizi Ouzou) dans les moments les plus difficiles de la révolution armée.

Dès l'amorce de la quatrième République, alors qu'au niveau national le pays subissait le resserrement stratégique de gaullien pour faire négocier le FLN en position inférieure, les SAS commencèrent à laisser faire dans les basses besognes, dans leur citadelle désormais à décision interne. La section de Tirmintine, sous la direction d'un tristement célèbre lieutenant, ne chôma pas dans ses fréquentes sorties à l'aube. Là, pour un oui ou pour un non, le pensionnaire du bunker était isolé pour terminer son internement dans une « corvée de bois » où des illuminés distillaient leur venin, loin des yeux et des lumières. Inutile de préciser que la nuit précédant la sortie douteuse, les tenants de l'ordre établi faisaient subir aux prisonniers en question tout un arsenal de tortures et d'affres des plus inhumaines. Dès le matin, une patrouille bigarée quittait furtivement le pénitencier pour se perdre dans les méandres de Ain Sar (du haut duquel, notons-le au passage, Ali Muh-d'Akli, le troubadour sacrifié, aimait lancer son incessante et combien subtile litanie : « Ahai, ahai, des jours sombres pointent à l'horizon ; Ahai, ahai, arriveront bientôt des fourmis noires, ahai, ahai... »). Les uns pour une dernière sortie, les autres pour un défolement dans un zèle à la limite du ludique. Les prisonniers, sentant que leurs compagnons du jour étaient en mission commandée, voyaient la rétrospective de leur vie défiler ; l'image de leurs proches ne les quittait plus maintenant. Arrivés sur l'esplanade de Tazemmurth, les civilisés d'un temps assouvaient leurs instincts assassins devant ces hommes aux corps suppliciés mais tenant toujours à cet esprit de sacrifice. Au moment où les crépitements des salves meurtrières retentissaient avec fracas sur Tajoumaât, les maisons mitoyennes, les souffles se suspendaient, l'index en croix sur les lèvres.

TRAUMATISMES

Les riverains de ce tronçon long de près d'un mille, durent à la longue s'habituer à ces traumatismes indélébiles. Ceux laissés sur la personne de Achour B., alors enfant de la guerre, sont à la limite du pathologique. Certains visages de ces fusillés sont encore vivaces dans sa mémoire de cadre retraité lorsque, tôt le matin, menant son bétail vers le large Azaghar en longeant cette piste

désormais exécration, il était dans l'obligation de subir des images à vous terrasser debout. Il a vu plusieurs corps de ces sacrifiés abattus à bout portant parce qu'ils refusaient de vivre en marge de leur Algérie, dans une intégration de seconde zone, voire plus. Quand Achour B. aborde ce chapitre, ses yeux deviennent comme électrisés et il ne cesse de répéter : « Ah non, ces hommes, il ne faut pas les oublier, il faut raconter à nos jeunes la bravoure et l'endurance qui les animaient devant la mort ! » L'image d'un exécuté, figé dans un geste, serrant dans sa main une touffe d'herbe du parterre de Dewra n'Si Ali, n'arrive toujours pas à le quitter.

Il a vu plusieurs corps de ces sacrifiés abattus à bout portant, parce qu'ils refusaient de vivre en marge de leur Algérie, dans une intégration de seconde zone.

Il me dira, en me fixant d'un œil troublé, que celui-là était mort en confiant que ce sol, ils ne le lâcheraient jamais, même aux ultimes secondes de leur vie.

«TERRORISATION»

Pour moi, je me rappellerais toujours cette adolescente qui, découvrant à Tawardha son père Arrougi (Slamani) sans vie, rejoignant ainsi ses deux frères Amar (mort en janvier 1959, lors de la fameuse bataille des Ath Yahia Moussa) et Hocine Acoiffeur (mort en juin 1957, lors de la bataille d'Izâanuten) au paradis des martyrs, fut foudroyée par une crise dont elle endure, encore aujourd'hui, de tenaces séquelles. Sa grand-mère Azouzou enterrait de ce fait le troisième de ses fils comme tribut à cette méchante guerre, rendue incontournable par les tenants de la



Parachutiste en opération militaire à Hassi Ali en décembre 1957 (F. Decker)

rive outre-Méditerranée. Aussi, de ce tournant jusqu'à l'intersection au pied de Betrouna en passant par Mouaadis, pas moins de 24 chouchada tombèrent, pour la plupart ici, à l'image de Amar Lmir, El Machayakh, Lamrani et autres Hassaine, Tiar, en arrosant de leur sang cette contrée à jamais entrée dans l'histoire. L'action propagandiste de la SAS a soigneusement choisi cet espace d'exécution après avoir élevé une guérite dans l'olivieraie mitoyenne de ce tournant, une vigie chargée de surveiller tous les mouvements en rapport avec ces opérations qui étaient assurément des actes d'Etat. Ainsi, à l'aube de chaque exécution, tous les passants, particulièrement la gent

féminine, dévisageaient inévitablement les corps. De ce fait, la «terrorisation» de la population se trouvait alors bien semée et avis aux amateurs, se dira le premier responsable de la section «psychodramatique» des Ait Khelifa. La mise en terre de ces martyrs se faisait toujours dans l'urgence d'en finir, les tombes se limitant alors à de simples tranchées. A ce propos, dans ce village de Ain Méziab, me dit Rabah G., la famille Bousserak donna dignement six de ses enfants, dont une femme, comme tribut de sang.

D Said Slamani

Le 20 Août 1955 à Skikda

M^{me} Daiboune Sahal avait 16 ans en août 1955. Elle habitait avec ses parents l'une des deux maisons mitoyennes où s'étaient repliés les moudjahidines qui venaient d'attaquer la garnison de gendarmerie pour tenter de libérer les prisonniers en forçant les portes de la sinistre prison de Philippeville. Elle se souvient de ce jour-là et relate les événements comme si c'était hier. Il est vrai que cette bataille était marquante à plus d'un titre. Les impacts de balles de mitrailleuses, les trous des tirs de bazooka et de mortier colmatés fraîchement sont encore là pour témoigner de la violence du combat.

Elle se souvient, me regarde, et me dit : « Mais tu ressembles étrangement au moudjahid que j'ai soigné ici dans la buanderie. Il a tes yeux, ton front, tes sourcils... quelle ressemblance, mon fils. » Oui, c'est mon père et je viens justement à sa rencontre. « Il avait une blessure profonde au front, j'y ai mis du café pour coaguler le sang, il a continué à résister, jusqu'au bout. Ils l'ont achevé à la grenade avec ses trois compagnons. J'ai gardé une carte d'identité jusqu'en 1958, puis

par peur des perquisitions, je l'ai détruite. Elle était neuve, datant de quelques jours. Elle était au nom de Mokhtar, je ne me souviens pas du nom de famille. Lieu de naissance Saint-Antoine. Cette carte, je l'ai gardée longtemps. Je la mettais sous mon oreiller. (...) Tout ce que nous avons demandé, c'est que l'Etat algérien fasse de ces deux maisons un musée pour que nos jeunes n'oublient pas l'histoire de ces hommes. »

DES CORPS DÉCHIQUETÉS

Pour ces résistants, l'armada coloniale a dû mobiliser des centaines de parachutistes et de gardes mobiles. La bataille a duré 5 heures, de 13h20 à 18h20.

D'après M^{me} Daiboune Sahal, les corps étaient méconnaissables, déchiquetés par les éclats de grenades et les tirs de bazooka. « Nous avons été évacués, alignés pour être fusillés. Notre salut, nous le devons au commissaire de police Gati, qui a intercédé en notre faveur. Heureusement que mon père était dans son commerce. C'est ce qui nous a sauvés ; sinon, on aurait été fusillés.

La maison a été réquisitionnée et fermée plusieurs mois. Nous n'avons pu la réoccuper que longtemps après. »

Pourquoi le repli en la maison de la rue de Paris ? Je tiens la réponse de ma défunte mère : cette maison servait de lieu de réunion. Les occupants étaient les parents de Ramdane, un compagnon de mon père, qui mourut en héros en sa compagnie. L'auteur évoque alors l'existence d'un serment qui liait les combattants.

Ma mère, dans ses colères ô combien légitimes, ravalant ses larmes, étouffant mal ses sanglots, me dit : « Quand je l'ai imploré de rester auprès de vous, vous étiez très jeunes, ta sœur aînée Titam n'avait que 7 ans, toi 3 ans, presque 4, et ton jeune frère Kaddour, né en mai 1954, à peine s'il venait de boucler sa première année. Il me fixa des yeux, remonta sa chemise et me montra un signe sur son avant-bras en disant : j'ai prêté serment et je ne peux reculer. » Ce serment gravé en son corps, il ne le montra qu'à sa femme. « Mon fils un vrai thour, révolutionnaire, doit avoir ça, sinon

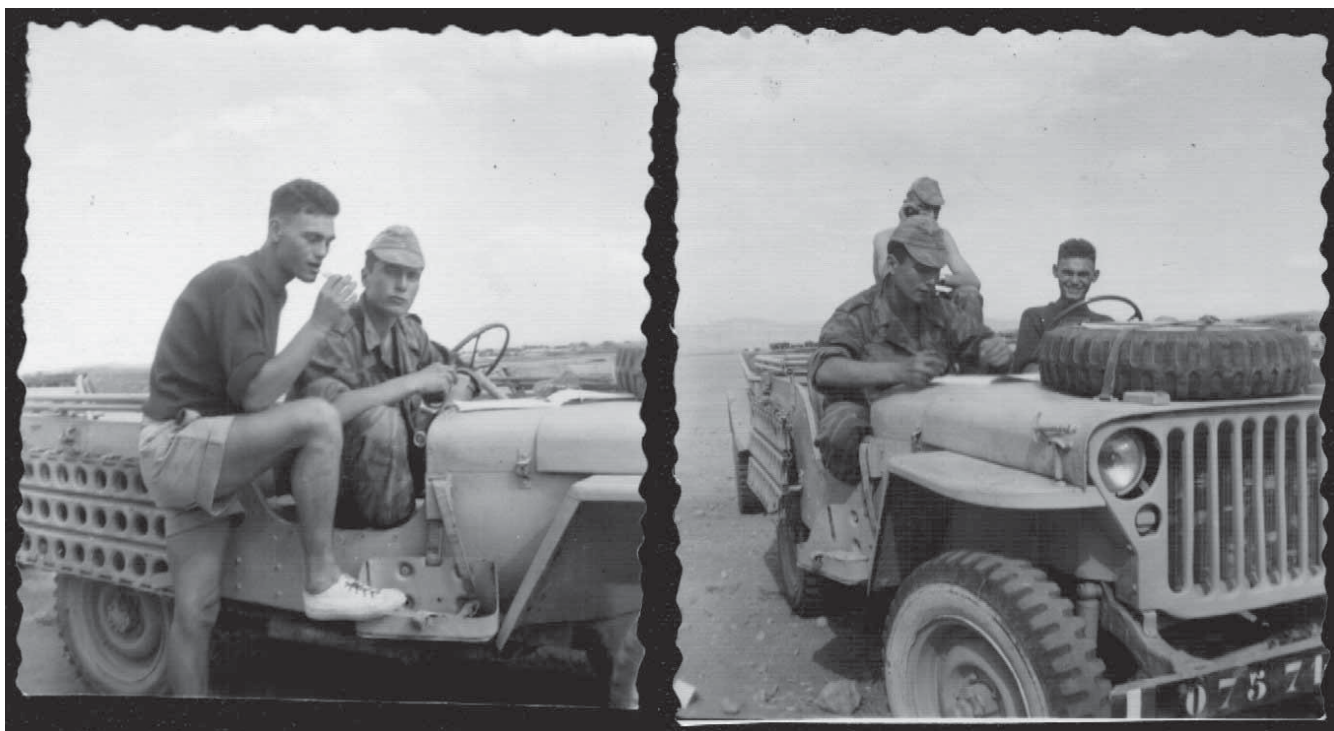
c'est un faux ou quelqu'un qui est arrivé bien après les premiers révolutionnaires. »

Porté par cette conviction nationale et religieuse, il tint avec son groupe de résistants, avant d'aborder la ville de Philippeville par le faubourg, une prière, demandant aux uns et aux autres de se pardonner. Encore, avec toute la ferveur imposée par le djihad, là où il passait à la tête de sa section, il demandait le pardon des populations riveraines ; en témoignage tous les habitants encore en vie des Beni Malek : « C'est Messaoud Ben Achour qui, à la tête des combattants qui sont rentrés par Beni Malek, nous demandait de leur pardonner. »

Nous comprenons pourquoi ni du côté de la France officielle, encore moins du côté des localitaires de la République algérienne dévoyée, personne n'a intérêt à ouvrir les archives et à laisser place à la recherche et à l'investigation historique, au lieu des légendes auxquelles presque personne ne croit.

Belgat Saci (chercheur universitaire)

Les raisins de la colère



Les soldats français de l'escadron des jeeps armées, membres du 3^e régiment des parachutistes coloniaux (F. Decker)

Les premières lueurs de l'aube commencent à blanchir l'horizon. Comme chaque lundi matin, un attroupement se forme devant la grille de la propriété foncière du colon. Qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il fasse soleil, nul ne ratait ce rendez-vous. C'étaient des hommes entre deux âges, aux faciès anguleux et anxieux, qui arrivaient à la ferme dans l'espoir de travailler ce jour-là.

ESPOIR

Car chacun savait qu'il n'était pas sûr d'arracher une place ; il fallait d'abord sacrifier au manège imaginé par le patron. Celui-ci s'amusa beaucoup en assistant à cette mêlée où même des frères se battaient pour gagner un emploi précaire. Et chaque début de semaine présidait cet éternel recommencement où les espoirs étaient tour à tour permis ou anéantis. Le colon fit un geste à un de ses domestiques qui se tenait debout, à une distance respectueuse. Celui-ci ouvrit la grille puis, dans un langage rude, intima l'ordre aux ouvriers de s'avancer dans la grande cour de la ferme avant de les aligner devant une douzaine de pioches, pelles et fourches entassées péle-mêle contre un mur. Une distance de dix mètres séparait le tas d'outils du groupe de manœuvres. A ce moment-là, le colon prit la

parole : « Cette semaine, j'ai besoin de douze ouvriers seulement et vous êtes trois fois plus nombreux. Seront donc retenus ce matin juste ceux qui s'empareront d'un outil. Alors, préparez-vous. A mon signal, que le meilleur gagne ! » Joignant le geste à la parole, le colon leva le bras droit et le rabattit brusquement, indiquant ainsi le départ de la course. Les pauvres hères s'élançèrent dans une bousculade féroce pour atteindre

l'outillage et saisir qui une pioche, qui une pelle, qui une fourche. Quelques-uns tombaient en chemin, d'autres se faisaient arracher l'outil des mains par les plus forts... A la fin de la course, les vainqueurs souriaient en serrant contre leur corps exténué le précieux outil tandis que les perdants, penauds, s'en allaient tête basse en pensant déjà à la prochaine semaine. Pendant toute la ruée, le colon et ses domestiques se tordaient de rire. Ce spectacle lamentable les ravissait...

STRATAGÈME DIABOLIQUE

Ensuite, les ouvriers devaient entreprendre une grosse et pénible besogne pendant une dizaine d'heures quotidiennement, et ce, pour un salaire grotesquement disproportionné avec la somme de travail effectué. Dans l'orangerie ou la plantation de vigne, le contremaître distribuait des paniers d'osier aux ouvriers pour faire la cueillette manuelle des agrumes ou du raisin. Mais avant, ils les faisait boire en leur enjoignant de garder l'eau dans la bouche durant le ramassage des fruits. Ils devaient recracher l'eau devant le contremaître au moment de vider les corbeilles dans des caisses. Puis une nouvelle gorgée d'eau dans la bouche, ils repartaient au travail. Et ainsi

de suite jusqu'à la fin de la récolte. Cette manœuvre diabolique avait été imaginée par le colon pour empêcher les ouvriers de manger des fruits en travaillant. Peu lui importait la difficulté de respirer et l'humiliation endurée par le pauvre ouvrier...

Un jour, ce colon assista à la célébration du mariage d'un caïd. Tout le village y était convié. Accroupis autour de larges assiettes creuses, les gens mangeaient de bon appétit le couscous au mouton ; ils remplissaient à ras bord les cuillers en bois et les engouffraient dans leurs bouches gourmandes. Leurs mines réjouies dénotaient le bonheur auquel ils goûtaient en ce moment béni. Le colon, auquel une affection de l'estomac interdisait de prendre des nourritures accommodées et copieuses, observait avec envie le plaisir avec lequel ces gens pauvres et humbles faisaient honneur au repas. Il poussa un soupir et s'adressa à son amphitryon : « Tu sais, je pourrais donner toute ma fortune pour goûter rien qu'un jour au plaisir de la table comme ces convives qui ne souffrent d'aucun ulcère. Certes, ils ne peuvent acheter ce que j'ai parce qu'ils sont pauvres ; mais moi, avec toutes mes richesses, comment pourrais-je acheter l'appétit qu'ils ont ? » Justice immanente...

Khaled Lemnouer

☞ *Il les faisait boire en leur enjoignant de garder l'eau dans la bouche durant le ramassage des fruits. Ils devaient recracher l'eau devant le contremaître au moment de vider les corbeilles dans des caisses.*

L'Oukil du marabout de Sidi Bouguemine

J'évoque ce souvenir qui est resté gravé dans ma mémoire à ce jour. C'est l'histoire d'un chahid, âgé à l'époque de 86 ans environ. En 1957, mon oncle, qui exerçait comme agent des eaux et forêts, était en congé ; il m'invita à l'accompagner pour faire une visite de courtoisie à ses beaux-parents, à 1,5 km de la ville de Miliana. A notre arrivée, il a dégainé une arme, un PM 9 mm, et il a tiré sur une cible à deux reprises, il m'a remis l'arme pour en faire autant. Brusquement, j'ai entendu plusieurs rafales de pistolet mitrailleur qui provenaient de la route communale d'Adelia Ain Turki. Je me suis rendu en courant vers le lieu de la fusillade. Et là, j'ai été surpris de

trouver le corps d'un vieil homme qui gisait dans une mare de sang ; près de sa tête, le sol était jonché d'oignons verts.

« C'ÉTAIENT LES SOLDATS »

A une cinquantaine de mètres, un convoi militaire de l'armée coloniale continuait sa route vers Adelia... L'homme était blessé ; il fallait l'emmenager à l'hôpital. Sur la route, un Renault 4 chevaux approchait ; je lui ai fait signe de s'arrêter. L'automobiliste m'a aidé et nous avons emmené le vieil homme à l'hôpital de Miliana où il a été admis. Le lendemain matin, je me suis rendu au centre hospitalier pour m'enquérir de son état, on

m'a annoncé qu'il était décédé. Ensuite, j'ai effectué des recherches pour tenter de retrouver la famille du vieil homme, en vain. Plus tard, j'ai appris qu'il s'agissait de l'Oukil du marabout de Sidi Bouguemine et que cet endroit servait de refuge aux éléments de l'ALN de passage dans la région. Quatre jours après, j'ai été convoqué à la gendarmerie, où je me suis présenté à l'adjudant-chef, qui m'a posé une seule question, en ces termes : « C'est les fellagas qui l'ont tué ? » J'ai répondu sans détour : « C'est les soldats. » Puis il m'a invité à partir.

Ali Chellal (membre de l'OCFLN)



La compagnie saharienne à Colomb Bèchar (F. Decker)

En ce mois d'août 1960



Parachutiste à la frontière marocaine (F. Decker)

Un jour du mois d'août 1960, Ameziane Slimane (intendant du Secteur IV), Si Ali Larabi (commissaire politique du même secteur), Si M'hidine (aspirant politique régional) et moi-même nous étions réfugiés dans la forêt de Boumahni. Ce jour-là et toute la nuit durant, une dent de sagesse me faisait très mal. Le lendemain matin, nous nous réveillâmes dans un calme relatif. Au milieu de la journée, nous entendimes des coups de feu tirés à l'intérieur de la même forêt, assez loin de nous. Un feu nourri, tiré par différentes armes automatiques, s'ensuivit, à tel point que nous entendimes le sifflements des balles au-dessus de nos têtes.

L'accrochage se déroulait entre l'ennemi et un groupe de moudjahidine composé, entre autres, de Si Mokrane Ait Mehdi (chef de région), Si Abdallah Sahnoun (aspirant

faisait en l'air, à quelques mètres du sol, répandant au-dessus de nos têtes une substance chimique liquide et huileuse.

Nous étions trois moudjahidine à avoir été touchés : moi-même, Si Ali Larabi et si Slimane Meziane (voir photo). Ce liquide à l'odeur nauséabonde s'était répandu sur nos têtes, cous, visages et mains. Enflammés, nous nous précipitâmes vers un ruisseau proche pour mouiller le reste de nos vêtements, que nous posions ensuite sur les parties brûlées de nos corps à l'effet d'éteindre le feu.

Les douleurs étaient atroces. Nous dégagions une odeur nauséabonde, une puanteur. Nos bras étaient devenus immobiles à tel point que nous étions incapables de tenir quoi que ce soit, y compris nos PA.

BRÛLÉS AU NAPALM

En raison des douleurs, auxquelles s'ajoutait la crainte d'être capturé vivant, je ne pouvais m'empêcher de pleurer. Pourtant, le courage ne me manquait pas : j'avais déjà connu des blessures par balles et par éclats d'obus à deux reprises avant ce jour. Le napalm répandu sur le sol brûlait jusqu'à la dernière goutte, n'épargnant ni la roche, ni le bois, ni l'eau, ni la terre. Le seul moyen de l'éteindre était de l'éteindre à l'aide d'un linge mouillé, de la terre ou du sable posés sur l'endroit touché.

Ce jour-là, c'était l'apocalypse. Nous avions perdu la notion du temps. Même si les bombardements avaient duré deux heures tout au plus, pour nous, ils avaient continué pendant toute la journée. Tout conscient que j'étais, je ne sais pas comment je suis sorti de cet enfer pour me retrouver avec mes camarades ailleurs, dans la même forêt de Boumahni. Des odeurs nauséabondes nous poursuivaient : c'était notre chair qui puait.

Salah Ouzrourou (officier de l'ALN)



De gauche à droite : Ameziane Slimane (intendant de secteur) Larabi Ali (chef de secteur), Ouzrourou Salah (intendant de région). Photo prise une semaine après les brûlures au napalm



Debout, de gauche à droite : Hachour Mohand-Ouramdane (membre zonal), Ait Mehdi Mokrane (chef de région) et Chihaoui Ahmed (responsable de la ville de Draâ El Mizan)

☞ *Enflammés, nous nous précipitâmes vers un ruisseau proche pour mouiller le reste de nos vêtements, que nous posions ensuite sur les parties brûlées de nos corps à l'effet d'éteindre le feu.*

sanitaire) et Si Moh Boussad. Peu de temps après, un avion Piper Cube (appelé aussi mouchard) a survolé la forêt, passant au-dessus de nos têtes, à basse altitude. Ce mouchard, qui avait certainement découvert notre présence, ne cessait pas de tourner au-dessus de nos têtes ; il fut rejoint par quatre bombardiers B29. Après avoir lancé près de nous une grenade fumigène, le mouchard disparut, laissant les B29 déverser sur nous des fûts de napalm. L'explosion des fûts, se

Souvenirs d'un

J'avais 16 ans à peine, en 1954, lorsque j'ai passé brillamment mon certificat d'études primaires et que nous avons entendu parler du déclenchement de la Révolution. Vers 1955, alors que notre village grouillait de monde, des gens armés circulaient discrètement. A la nuit tombée, les gens du village étaient tous invités à se rendre à la grande mosquée, qui devint un endroit historique par suite. Une nuit, mon père m'emmena avec lui ; aux alentours de la mosquée, je voyais sur le chemin des gens armés et cagoulés. J'avais très peur. Et puis, tous ces gens sont entrés dans la mosquée, où il y avait déjà du monde. Un homme assez instruit prit alors la parole ; il nous expliqua que le chemin de la Révolution sera peut-être long. A la fin de son discours il a demandé de nous organiser au sein du village, ce qui fut fait. Mon père et moi sommes rentrés heureux à la maison ; tous les gens prenaient leurs responsabilités. Il en fut ainsi pendant deux ans ; tout marchait bien dans les maquis avoisinants, qui étaient régulièrement approvisionnés en tout ce qui était nécessaire aux maquisards.

Un jour, un convoi de l'armée française arriva sur la place du marché ; les militaires furent accueillis par le chef de la djemaâ. Le capitaine voulait s'enquérir de la situation dans la région. Mais rien n'a filtré dans le village ; personne n'a voulu raconter quoi que ce soit. L'officier voulait créer un goum, mais les villageois leur ont dit que tout était calme alentour. Ce capitaine et ses soldats avaient sûrement eu des renseignements sur ce qui se passait au village, mais ils n'ont rien eu et sont repartis, au grand soulagement de la population. Quelques jours plus tard, ils envoyèrent des petits avions jaunes qu'on appelait «safra» ; ils tournoyèrent mais sans faire de mal. Puis vint un vendredi dont tous les vieux comme moi qui sont encore en vie se souviennent car ces souvenirs pleureront toujours nos mémoires.



Alger en 1960 (AFP)

☞ *C'était comme une étincelle. Le mouvement a pris une ampleur incroyable à Alger et ses environs, puis s'est étendu sur tout le territoire national. Ce serait trop long à écrire.*

Alors que les petits avions tournoyaient dans le ciel, quatre bombardiers B26 sont apparus à basse altitude et lâchaient quatre bombes de 400 kilos à chaque fois ; on était affolés et effrayés ; on se mettait à l'abri comme on pouvait. A la fin du bombardement, tout le monde courait dans tous les sens à la recherche de ce qui restait. Un carnage avait été commis. Des gens étaient ensevelis sous les décombres de leurs maisons. C'était vraiment un génocide. De la chair humaine était collée sur les murs. Il y avait des dizaines de morts, des centaines de blessés. Chaque jour, des avions de reconnaissance survolaient la région et la nuit, c'était à partir d'un camp militaire installé près du village qu'on nous pilonnait avec des mortiers... Voyant que ce manège ne se terminait pas, on a creusé des tunnels et des casemates dans les champs, chacun pour sa famille. Mon père, épuisé par cette situation, a demandé l'accord de la djemaâ pour se rendre à Alger.

NOUVELLE VIE

Arrivés à Alger, nous avons loué un appartement. J'étais jeune, mais

révolutionnaire dans le sang. A Alger, j'ai commencé à fouiner dans les journaux, j'ai passé un concours en électromécanique, puis en électricité et radio. J'ai suivi, dans un centre d'apprentissage, une formation de peintre décorateur. J'ai beaucoup travaillé dans toutes ces branches. Un jour un ami m'a contacté, me proposant d'adhérer comme chef de groupe politique à La Casbah, sous le contrôle de la Wilaya IV, Zone 6. Il m'envoya rencontrer quelqu'un aux abattoirs, près de Hussein-Dey. Les directives étaient strictes : le groupe politique était chargé de la collecte d'argent, de la distribution de tracts... Nous faisons de notre mieux pour ne pas nous faire attraper et tout marchait très bien.

DÉCEMBRE 1960 À LA CASBAH

Puis vint la fin de l'année 1960. Le chef nous réunit le 9 décembre dans notre refuge pour nous expliquer que nous allions faire du 11 décembre un soulèvement populaire qui aurait des répercussions positives pour notre Révolution. Puis, le responsable que je connaissais très bien m'expliqua qu'une femme viendrait de Birkhadem. Nous avions rendez-vous vers 18h, dans la Haute Casbah, rue Randon (rue Amara Ali maintenant) près d'un bureau de tabac. Elle m'a remis un couffin plein de drapeaux qui devaient être distribués sur toute l'étendue de La Casbah. J'ai planqué le couffin dans un magasin de la rue Médée et à la nuit tombée, comme prévu, j'ai distribué à chaque chef de groupe une dizaine de drapeaux. Puis nous avons sillonné toute La Casbah en distribuant les drapeaux dans quelques maisons et cafés en expliquant à nos contacts que le 11 décembre à 8h du matin, ils devaient descendre dans les rues pacifiquement en arborant l'emblème national à la tête de chaque rassemblement. Je défie quiconque de dire le contraire : avec quatre drapeaux, de la Haute Casbah jusqu'à Bab J'did, j'ai

commencé à crier «Algérie algérienne, Algérie musulmane». Peu à peu, une foule s'était massée derrière moi. J'ai donné un drapeau à un jeune homme tout en avançant vers un cantonnement, en bas, qui était une SAS. C'est là qu'on a essuyé quelques rafales de mitrailleuse ; puis, le fusil mitrailleur a touché plusieurs manifestants ; moi j'ai été atteint par deux balles qui ont ricoché dans ma jambe, mais sans gravité.

Nous avons continué vers la rue Marengo, jusqu'au jardin où nous nous sommes rassemblés. J'ai refait la même chose et avec tout le monde qui s'était réuni derrière moi, nous sommes descendus vers la rue Randon.

C'est là qu'une véritable marée humaine a envahi la rue, face au marché de la Lyre, où s'était amassée une armada militaire. J'ai donné à quelques jeunes des drapeaux, ce qui a excité les militaires, qui ont commencé à mitrailler dans tous les sens. Partout, des morts et des blessés étaient emportés en urgence vers La Casbah, où un médecin, qui était un militant de la cause, s'empressait à donner des soins. Puis tout le monde a convergé vers la place des Martyrs. Certains manifestants se sentaient très fatigués et sont rentrés chez eux. Je suis rentré à la maison non loin de là.

C'était comme une étincelle. Le mouvement a pris une ampleur incroyable à Alger et ses environs, puis s'est étendu sur tout le territoire national. Ce serait trop long à écrire. Si je me rappelle bien, trois jours plus tard le calme est revenu. Mais je jure que c'était le 11 Décembre qui a redonné de l'espérance à tout un peuple vaillant. Puis le travail a recommencé, avec la confiance de toute la population.

FUIR ALGER

Un jour, on nous annonça que le chef de secteur avait été capturé. Notre chef aussi était recherché. Tous les contacts étaient

coups ; nous étions en plein désarroi, il fallait fuir Alger. Avec mon chef et un fidai, on est allés à Blida chez mon frère, où on est restés enfermés dans son appartement pendant quelques jours. J'y laissais le chef et le fidai pour revenir à Alger m'enquérir de la situation. J'ai appris que seul le chef était recherché. Je suis alors remonté à Blida pour trouver un contact afin d'envoyer au maquis mon ami ; j'ai fouiné et j'ai trouvé un élément très actif qui nous a fait rencontrer un responsable du secteur de Bou Arfa qui nous a confirmé qu'il ferait le nécessaire dans quelque jours. Ce qui fut fait : il m'envoya dans les environs de Ksar El Bokhari arriver la-bas il fallait quelqu'un pour donner des renseignements sur lui afin qu'il entre dans un katiba.

Le contact de Blida (que Dieu aie son âme) m'a fait appeler pour qu'on aille à Bokhari. On s'est donné rendez-vous sur la place Et-Tout. Je l'ai trouvé dans une vieille Dauphine, avec une machine à écrire. J'avais tous les renseignements et une somme de 7000 francs, de l'argent collecté. Nous sommes arrivés à Ksar El Bokhari dans la soirée ; un agent de liaison nous a conduits le long d'un oued, puis on est montés au maquis, près d'un camp militaire colonial. Dans une maison (un taudis) près de l'oued nous attendait le lieutenant du secteur et quelque djounoud. Nous avons mangé et discuté un peu puis on a dormi jusqu'à l'aube. Nous nous sommes séparés avec des embrassades puis on est redescendus en suivant un oued, avec un petit troupeau, jusqu'à arriver près de la ville de Ksar El Bokhari. Nous avons laissé la Dauphine chez quelqu'un, dans la ville, puis on est descendu vers Blida où j'ai continué mon chemin vers Alger. J'avais perdu tout contact à Alger, où j'habitais, avec la Wilaya 4. J'ai alors commencé une autre manche de la glorieuse Révolution avec la Wilaya 3 Zone 2, au centre-ville. Quelque souvenirs sont encore inscrits dans ma mémoire car c'est là qu'a commencé

honnête combattant

la rude épreuve dont je vous divulgue quelques actions.

La Wilaya 3 Zone 2 m'a contacté lorsqu'ils ont appris que j'étais dynamique. J'ai été approché par un monsieur de Bordj Bou Arreridj qui m'a donné rendez-vous dans un restaurant, près du square Port-Saïd, avec un certain Si Hache qui était responsable politique et militaire de la ville d'Alger. Il me confia la réorganisation du secteur politique et militaire d'Alger-Centre. C'était vraiment dur. J'ai partagé La Casbah en 5 sous-secteurs : j'ai confié le politique à un nommé Graba et le militaire à un nommé Benkanoun, qui ont créé des cellules.

GUÉRILLA URBAINE

Un jour, nous avions rendez-vous avec le capitaine de zone, le chef du secteur Salembier et moi pour aller remettre des documents importants à Birkhadem. Nous étions, je me rappelle, dans une Simca Aronde. Nous sommes tombés nez à nez avec un barrage de CRS, près de Ruisseau. Nous étions armés. Nous sentant en danger, arrivés au barrage, on a pointé nos pistolets vers les deux CRS, qui nous ont dit de passer. Moi qui étais à l'arrière, j'avais le dos en sueur : j'attendais la rafale... Mais rien ne s'est passé !

Arrivés à Birkhadem, on a remis les documents comme convenu, dans une villa et de là on est revenus à Salembier. En descendant de voiture, j'ai regardé autour de moi et j'ai repéré quelqu'un, la quarantaine dépassée, qui nous suivait des yeux. Je l'ai soupçonné d'être un collaborateur de l'ennemi, ce qui se confirma.

Avec mon ami qui était aussi armé, nous avons décidé de prendre le bus sinon on serait coincés. Mais l'alerte avait été donnée par l'homme que je soupçonnais. Arrivés au carrefour qui descendait vers la place du 1^{er} Mai et l'autre vers la radio, on était juste sorti du rond point que tout était encerclé. J'avais sur moi deux pistolets automatiques 7 et 9 Beretta et mon ami avait un 6-35 à barillet. Nous avons pu atteindre la place des Martyrs sans encombre. Je suis monté chez moi épuisé par la tension nerveuse.

Un autre jour, j'étais allé à la cité La Montagne avec deux pistolets pour renforcer les fidayine de notre secteur du Grand-Alger. Au retour, nous avions pris un taxi clandestin pour nous ramener. Sur la route Moutonnaire, le chauffeur, je m'en souviens toujours, faisait démarrer le moteur de la voiture en groupant les fils avec une pince à linge ; j'en riais ! Près du port, on est tombés sur un barrage où on nous a fait signe de s'arrêter. Je me suis dit que c'était notre fin. Le chauffeur ne savait pas qu'on était armés. Je lui ai pointé le canon d'un pistolet sur les côtes en lui disant d'accélérer au maximum sous peine de mourir avec nous. J'ai

prononcé la Chahada et on a forcé le barrage. Aucun d'entre nous n'a été touché. Nous sommes descendus au galop, en tirant vers le barrage ; aucune balle ne nous touchés. On est montés en courant par des escaliers, puis vers la place des Martyrs. Nous n'avions même pas eu le temps de payer le taxi...

Nous sommes rentrés à La Casbah, dans un magasin de la rue de la Lyre qui était une boîte aux lettres, où on a déposé notre arsenal. Je me souviens aussi qu'une fois, un agent de liaison est arrivé du maquis, m'annonçant l'arrivée d'un sac de grenades par train. J'ai dépêché deux jeunes filles de type européen, bien habillées - j'ai su par la suite, par le chef politique, que l'une d'elles était la fille d'un grand artiste, cheikh Noureddine. Elles nous ont ramené le sac contenant 10 grenades offensives, que nous avons remises à la boîte aux lettres de la rue de la Lyre et des tracts à affiché et à distribuer. Ce qui fut fait dès le lendemain avec les groupes politiques.

Un jour un fidai originaire de Biskra me supplia de lui donner une grenade ; son chef l'a fait venir à notre point de rencontre où je lui ai remis la grenade en lui expliquant son utilisation : la tenir dans la main droite, la serrer puis enlever la goupille. Elle avait été utilisée pour cibler une épicerie pleine pieds-noirs.

Rue Randon, notre point de rencontre parmi d'autres. Je propose au chef fidai d'abattre un juif signalé comme indicateur, qui était en même temps commerçant et près d'un barrage fixe des zouaves. Il fallait l'abattre avec un poignard. D'après les renseignements que j'avais, il baissait le rideau de son magasin à midi. Le chef fidai choisit deux hommes : un guetteur et un élément chargé de la « mission ». Ce qui fut fait : le juif reçut un coup de poignard dans le dos ; il s'affaissa et toute la rue se vida d'un seul coup... Nous étions déjà hors de portée.

COMMANDO

Un jour vint un infirmier qui travaillait à l'hôpital El Kettar, pour nous signaler que deux infirmières pieds-noirs insultaient et bâlaient le service des malades arabes. Le renseignement a été diffusé ; deux éléments ont suivi les infirmières. J'ai ensuite décidé de faire venir deux fidayine et un voltigeur. Le piège fut mis en place. Les deux infirmières de l'hôpital sont arrivées à hauteur du jardin Marengo ; elles ont été abattues près du rond-point menant vers Bab El Oued. Le frère qui travaillait à l'hôpital était très content...

Et puis une autre fois, une grenade a été donnée à un fidai qui l'a lancée dans un bar de la rue Meissonnier, près du marché. Je crois qu'il y a eu un mort et une dizaine de blessés.

Je me rappelle aussi de cet inspecteur de police qui nous était très utile pour les déplacements d'armes pour le compte de l'ALN. Il nous donnait des renseignements. Il était toujours très élégant, teint européen...

Et puis il y avait ce commando de zone, blessé dans la région de Bouira, qui a été pris par les soldats français qui l'ont soigné et ramené à Alger. C'était un intellectuel très instruit ; il fut enrôlé de force dans un camp où étudiaient des fils d'officiers français, près de Sidi Fredj. Ils lui avaient donné un appartement. Un jour, un agent de liaison de la Wilaya 3 Zone 2 nous amena une lettre transmise par l'intermédiaire du chef de zone de la ville d'Alger, nous disant d'abattre cet homme le plus vite possible parce qu'il détenait beaucoup de renseignements sur la Wilaya 3. J'ai enquêté, fait des recherches sur son habitation avec l'organisation du Grand-Alger. Il s'appelait Si Abdellah ; on a retrouvé sa trace près de Bab El Oued. J'ai repéré son domicile où j'ai placé deux fidayine qui l'ont guetté toute la journée. Le troisième jour, un autre message m'est parvenu pour me dire de laisser tomber ce commandant, et de ne rien lui faire. Je me suis alors dit que si je l'avais abattu, sa mort

Des gens étaient ensevelis sous les décombres de leurs maisons. C'était vraiment un génocide. De la chair humaine était collée sur les murs. Il y avait des dizaines de morts, des centaines de blessés.

serait toujours sur ma conscience ! Et puis un jour, alors qu'on était en réunion rue d'Isly, au café des Tanneurs, dont le patron était dans les groupes politiques, un fidai m'a demandé de faire le nécessaire afin qu'il rejoigne le maquis ; je lui ai expliqué que c'était pénible, mais il insistait. J'ai alors demandé à un agent de liaison de l'aider à rejoindre le maquis dans la région de Ait Abbès, ce qui fut fait. C'était Remiaou, chef de secteur, qui l'a mis pendant 4 ou 5 mois comme secrétaire étant donné qu'il très instruit.

Un soir le chef des fidayine est venu me voir, me disant que Karim était revenu en tenue militaire et qu'il me cherchait. Il m'expliqua les raisons de son retour, me disant qu'il ne supportait pas le maquis et qu'il voulait rejoindre son groupe de fidayine. Je l'ai mis en confiance ; le lendemain une liaison urgente m'a été envoyée du djebel, me disant de l'exécuter... La sentence est tombée à Salembier.

Je voudrais écrire mes mémoires avec quelques chefs des secteurs qui étaient des universitaires. Etant d'un âge avancé, je ne peux me rappeler de tout...

Et puis je me rappelle aussi de cet attentat qu'on a voulu perpétrer sur un officier zouave qui descendait toujours par les escaliers à une rue près de la mosquée Sidi Abderrahmane. Un fidai nommé Barboucha fut armé d'un pistolet 6-35 à barillet. On lui a montré l'officier et, épaulé par deux fidayine, il a attendu que l'officier descende dans une rue commerçante ; le fidai s'approcha de lui, par derrière, et a pointé l'arme sur sa nuque. Malheureusement, le pistolet s'est enrayé ! Il essaya de tirer plusieurs fois, puis il

nous a regardé ; je lui ai fait signe de s'éloigner... Des commerçants, voyant l'action qui se déroulait là, ont baissé rideau. L'officier était seul dans la rue, hébété... On est parti sans le moindre soupçon.

Et puis beaucoup de choses dont je ne peux me rappeler... Vinrent les négociations d'Evian avec la France ; c'est alors que fut créée l'organisation raciste OAS. Là, on suait sur plusieurs fronts : organiser le peuple, le protéger, lutter toujours politiquement et militairement. Bab El Oued a donné des sacrifices énormes avec cette organisation.

LE CESSEZ-LE-FEU

Puis vint le 19 mars 1962. Un appel avait été fait depuis Tunis pour un cessez-le-feu à midi. Je me rappelle très bien que ce jour-là, à 11h, quelqu'un a profité de cette dernière heure pour abattre, à la rue Randon, un méchant indicateur qu'on recherchait depuis longtemps. C'était la fin de la guerre, mais pas la fin du sacrifice avec cette organisation OAS qui était toujours active. Nous aussi, nous répondions par des contre-attaques.

Un soir, c'était infernal on nous bombardait de Bab El Oued avec des mortiers et des obus. Certains sont tombés dans la Casbah. Heureusement, il n'y avait que quelques blessés, qu'on a fait soigner. Il fallait aussi reconforter les gens, surtout les femmes et les enfants.

C'est ensuite que, avec l'autorisation du chef de zone, j'ai donné ordre à tous les fidayine d'abattre tous les Européens, sauf les enfants, les femmes et les vieillards. J'ai juré que je ferais de mon mieux dans les environs de La Casbah. La chasse à l'Européen a alors commencé. Il y avait un sourd-muet qui semait la terreur chez les musulmans de Bab El Oued ; il en avait même étranglé certains ! On a fait l'impossible pour le capturer vivant, aux Quatre-Horloges et là, on a fait de lui ce qu'on a pu jusqu'à sa mort...

Je me rappelle aussi d'un pied-noir qu'on m'a amené vivant à la rue de la Grenade. Je lui ai fait passer un interrogatoire ; il m'a donné quelques noms que je ne connaissais pas et il m'a juré de n'avoir fait aucun. Il avait des gosses, il pleurerait à chaudes larmes... Je l'ai relâché pour lui montrer que nous n'étions pas des sauvages, comme ils le croyaient. On l'a accompagné près du lycée Bugeaud, puis il est parti.

Et puis vint le 4 juillet 1962. Je me rappelle que tout le monde préparait le vote, qui s'est passé sans incident majeur. La participation a été de 99,99% de «oui» pour l'indépendance ! Le 5 juillet, la fête a commencé, tout le monde est sorti dans les rues, femmes, enfants, vieillards, tout le monde ! Les rues et ruelles étaient propres, pavoisées aux couleurs nationales. Les klaxons fusaient de partout...

Mais ma mission n'était pas complète. Nous avions décidé de recaser les nécessiteux et les gens qui vivaient dans les bidonvilles de la Haute-Casbah dans les appartements vides, sur les grandes artères, avec un document portant ma signature, Si Arezki. C'est alors que le gouvernement provisoire est rentré de Tunis et tout a commencé à changer. Un nuage noir est apparu de l'ouest.

Le 15 juillet 1962, j'ai décidé de quitter les rangs. Je suis parti pour Blida où j'ai commencé à travailler avec mon beau-frère. Jusqu'à ce jour, aucune reconnaissance ne m'a été accordée en espérant qu'à titre posthume, je l'aurais...

Je ne peux vous raconter tout, il faudrait des centaines de jours. J'ai simplement raccourci mon parcours d'honnête combattant. Vive l'Algérie, gloire à nos martyrs et reconfort à ceux qui sont toujours en vie.

Arezki Adjout




Alger en 1962 (AFP)

« Plus que jamais,

GOVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE
Wilaya IV




ARMÉE DE LIBÉRATION NATIONALE
ZONE II

L A I S S E Z - P A S S E R


Le Frère CHATAIN Auguste ^{ancien détenu puis au maquis}
est autorisé à se rendre à en route à Boudia
pour une permission de _____
de lui faciliter le passage.

Prière à tous les responsables de l'Organisation F.L.N. - A.L.N.

Une somme de _____
Lui a été remise _____

FAIT LE 8 juillet 1962
POUR LE CONSEIL DE LA ZONE II
LE Secrétaire 

Observation : détenu à la prison de Maison-Cave pour participation à la lutte armée.



Je suis né le 10 juillet 1940 à Guelma. Ma famille, d'origine maltaise, s'était installée en Algérie dès 1839. Les Mallea étaient presque tous bouchers. Mon père tenait un petit magasin près du marché couvert de Guelma. Pendant ma scolarité, j'ai côtoyé des musulmans. Mon père travaillait beaucoup avec les bouchers musulmans. Il nous avait inculqué le respect des autres, nous ne faisons pas de différence.

Au début des «événements», je ne comprenais pas la situation. J'avais 14 ans. Comme pour beaucoup, les fellagas étaient des rebelles. Puis le temps passant, j'ai été confronté aux enterrements de militaires. J'avais un ami intime qui a été tué en 1959, à la tête d'une compagnie en opération. Je ne comprenais toujours pas. Nous vivions à trois familles réunies. Deux oncles avaient été fortement impliqués dans la répression du 8 Mai 1945. Souvent, à table, ils évoquaient cette période en donnant divers détails d'exécutions. Mon père n'en parlait pas et nous demandait fortement de ne pas prendre position.

RISÉE DES MILITAIRES

A 19 ans, avec un copain juif, nous posions la question de savoir ce que nous devions faire quant au service militaire. Sans aucune conviction politique, il ne nous semblait pas logique de nous retrouver à combattre des personnes qui étaient nées et vivaient sur le même sol que nous. Un jour, mon copain juif m'annonça qu'il avait entendu parler d'un nouveau corps créé par le général de Gaulle, les Moniteurs de la jeunesse algérienne. Il fallait s'engager pour deux ans. J'ai pris la décision. J'ai quitté mon travail et nous nous sommes engagés.

Fin 1959, direction Isoire ; je découvrais la France. Après six mois de classe, j'étais affecté à El Madher, dans les Aurès. Rattaché à une compagnie, souvent en civil, j'essayais de récupérer les jeunes dans les rues en les

regroupant dans un foyer, où nous faisons des activités sportives. C'est là que je commence à comprendre le problème algérien. Je suis en contact avec des gens pauvres, trimant pour nourrir une famille. Je vois des jeunes travaillant pour aider le père sans pouvoir aller à l'école. En 1961, une mutation m'amène à Khenchela, dans un centre permanent. Les jeunes apprennent un métier et sont en pension complète. A

« A la réflexion, un souhait se fait en moi : pourquoi pas l'Algérie indépendante avec, aux commandes, des pieds-noirs et des musulmans, bref des Algériens ?

l'armée, on commence à entendre parler d'indépendance. Je suis pied-noir et me retrouve la risée des militaires du contingent.

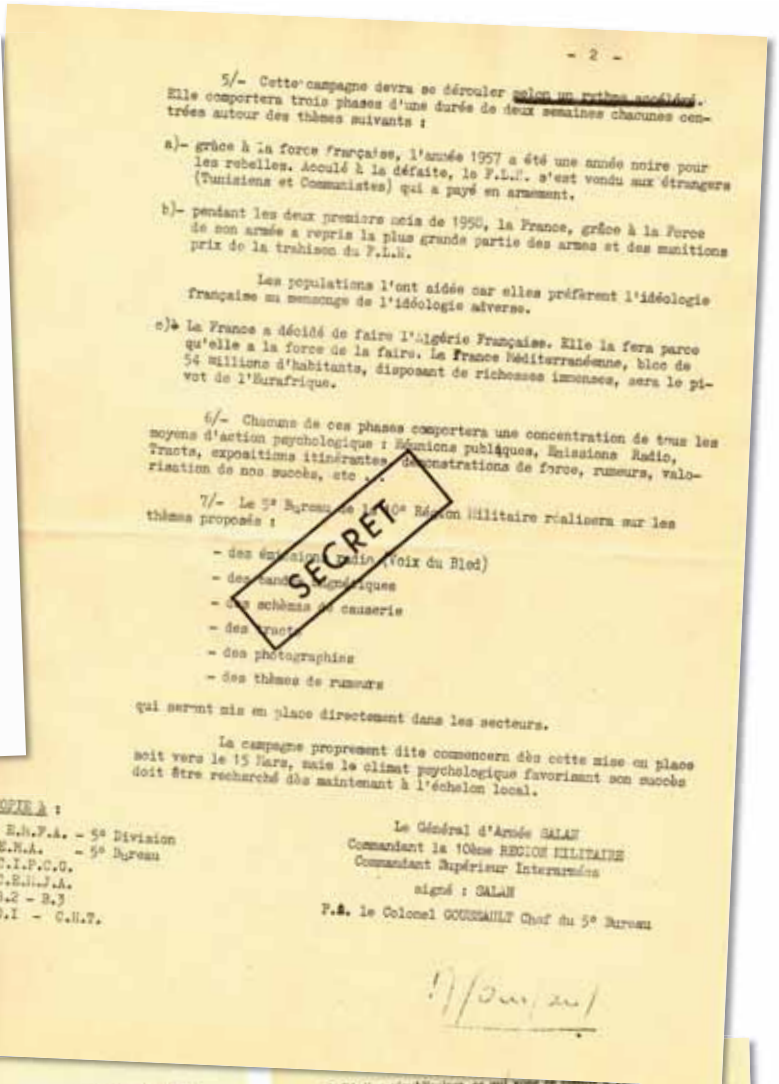
A la réflexion, un souhait se fait en moi : pourquoi pas l'Algérie indépendante avec, aux commandes, des pieds-noirs et des musulmans, bref des Algériens ? Je quitte l'armée en mars 1962, juste après le cessez-le-feu. Je rentre à Guelma et je commence à me préoccuper de mon avenir. Je suis prêt, avec l'aide d'un copain, à créer une agence d'assurance. Alors que j'installe une plaque

**الناس الكل يتكلموا
والعجم يحط سلاحه**



**TOUT LE MONDE PARLE
LE REBELLE
ABANDONNE**

je me sens Algérien



sur la devanture de ma maison, un copain musulman me conseille de partir quelque temps car, me dit-il, «on ne sait jamais ce qui peut arriver». Ma fiancée étant déjà en France, je fais mes valises et je la rejoins.

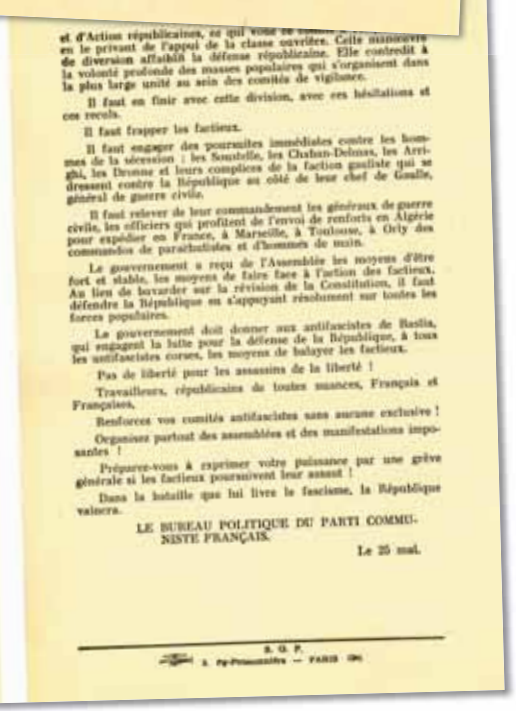
Vivant en montagne jusqu'en 1980, je me retrouve loin de toute mouvance pieds-noirs. Fin 1980, je suis affecté dans les Pyrénées orientales. Là vit une forte concentration de pieds-noirs.

Suite à la rencontre de quelques Guelmois chez moi, je décide de créer une association, mais avec d'autres objectifs que de ressasser les «nous étions bien là-bas», «nous avons tout fait», «les Arabes sont des fainéants», etc. Mon but premier était de renouer avec ma ville et, pourquoi pas, établir des échanges. La première rencontre rassemble 200 personnes. L'association Guelma 89 me nomma président. Dans la foulée, je me rendis à Guelma pour organiser un premier voyage. Là je rencontrais des gens qui nous accueillait comme des amis.

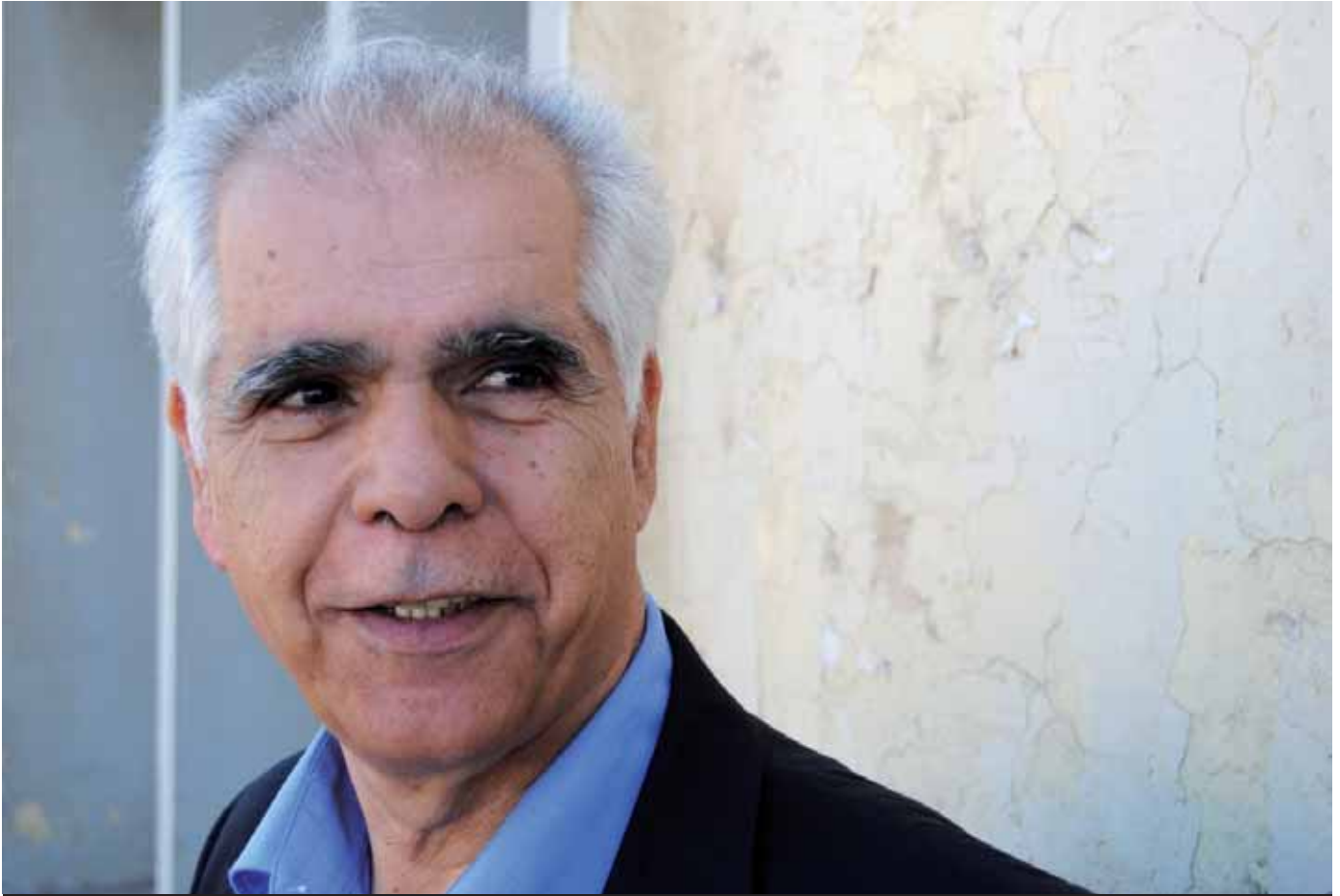
UNE STÈLE À PERPIGNAN
En 2000, la municipalité de Perpignan accorde l'érection d'une stèle à la gloire d'assassins de l'OAS condamnés par la justice française. Nous créons un collectif d'associations et décidons des actions contre ce procédé. Cette municipalité a décidé l'ouverture d'un centre de documentation à la gloire de l'Algérie française. Nous militons contre ce projet et demandons la création d'un centre de documentation sur l'histoire franco-algérienne.

Pour finir, nous venons de créer une association de pieds-noirs progressistes qui commence, sur le plan national, à faire parler d'elle. Un réalisateur, Mehdi Lallaoui, a tourné un film sur ma vie, *Les Parfums de ma terre*. A chaque projection, j'anime un débat sur cette période. Plus que jamais, je me sens Algérien.

P 22, en haut: document GPRA.
En bas: tract de propagande.
P 23, en haut à droite: tract de propagande.
En haut à gauche: note secrète de la 10^e région militaire.
En bas: tract du PCF (J. Malléa)



Jacky Malléa



CHÉRI FTIRACHE. Béjaïa
Aï de à l'approvisionnement du maquis alors qu'il n'a que 8 ans

Tous les enfants participaient >>>

Vous n'aviez que quatre ans au commencement de la guerre. Quels souvenirs en avez-vous ?

Je suis né en octobre 1950. Je vivais près de Tifra avec mes parents, mes deux frères et mes deux sœurs. C'était une région reculée, montagneuse, nous n'avions pas d'école. Mon premier souvenir de la guerre date de 1956. J'ai compris que quelque chose se passait quand des soldats français sont entrés dans la cour. Nous jouions au ballon avec mes cousins. Ma famille était réunie, pour une fête, autour d'un couscous. Soudain, nous avons vu des casques de militaires au dessus du mur de la cour. De grands hommes noirs sont entrés, habillés d'uniformes de l'armée française. On nous dira plus tard que c'était des Sénégalais. A l'époque, personne ne prenait le temps de nous raconter ce qu'il se passait. Nos parents étaient trop occupés par la pitance. Mon père était décédé en 1954 et ma mère nous avait seule à charge. Je me souviens également que les Français rassemblaient tout le village dehors pour nous montrer les corps de moudjahidine tués lors d'une descente dans le village voisin. Il y avait 30, 40, 50 soldats. De notre côté, nous étions surtout des femmes et des enfants, presque tous les hommes étaient au maquis. Les soldats fouillaient tout, causaient tout et jetaient tout à terre, y compris notre réserve d'huile. L'armée nous demandait des informations pour identifier

ces corps. Mais les villageois ne coopéraient pas, sauf s'il y avait des contraintes. La région est très rebelle. Je me souviens aussi que les soldats se servaient des villageois pour porter leurs appareils de transmission dans la montagne. C'était très lourd et les chemins étaient escarpés. Les soldats se fatiguaient moins et ils emmenaient des jeunes du village avec eux. Enfin, on voyait passer des avions à réaction jaunes. Ils volaient tellement bas qu'on voyait les pilotes. On se bouchait les oreilles tellement les avions étaient proches. Ils avaient bombardé le village plus haut, au bord de la forêt. Il y avait aussi des hélicoptères. On les appelait les bananes. Des dizaines de militaires sautaient de ces hélicoptères.

Vous habitez dans les montagnes de Kabylie ; quelles étaient vos conditions de vie ?

Nous avons vécu la misère ces années-là. On avait faim. Nos mères allaient en ville pour s'approvisionner. C'est là que j'ai appris les mots « marché noir ». Elles ramenaient du blé, de l'orge ou du son. Dans les villages, il n'y avait rien. Tout était transporté sur le dos des femmes, parfois sur des mulets. Nous n'avions pas de cultures. On appelait ça les « années du désespoir ». Les hommes n'allaient plus cultiver leurs terres, ils ne savaient pas de quoi le lendemain serait fait. Et puis, de toute façon, il n'y avait presque plus d'hommes,

donc plus de bras.

En 1957, l'armée nous a ordonné d'évacuer le village en 24 heures car ensuite, la région serait bombardée. Mais les moudjahidine sont venus : « Personne ne se déplacera. » Ils menaçaient d'égorger ceux qui participaient. Je vous assure qu'on a pris notre ballot d'affaires en l'espace d'une demi-journée, on avait peur des bombardements. Nous n'avons pas pris nos affaires importantes. Des vêtements, pas d'assiettes. Ma mère était l'un des très rares couturières de la maison, mon père lui avait acheté une machine à coudre Singer. Le jour du déplacement, nous n'avons pas pu prendre cette machine à coudre, nous l'avons cachée au bord de la rivière. Nous ne l'avons jamais retrouvée. Tous les habitants du village sont partis à pied et nous étions très nombreux. L'un avait une casserole, l'autre un ustensile... C'était vraiment une caravane d'une tristesse indescriptible. Mais il y a eu une solidarité extraordinaire : quelques kilomètres plus loin, des villageois nous ont aidé à nous loger. Ma famille a atterri dans une maison vide. Nous avions beaucoup d'espace. Elle était moderne,

avec des persiennes, du carrelage et de la brique rouge. Nous l'avons partagé avec une dizaine de familles et c'est là que nous avons reçu les moudjahidine.

Vous avez fini par participer à la résistance. Quel était votre rôle ?

Tous les enfants participaient. Nous étions mûrs, conscients que nous devions être discrets. Nous avions des missions secrètes. Ma mère me chargeait de transmettre du courrier ou de remettre de l'argent à des prisonnières. Nous participions également au ravitaillement en faisant passer du pain ou des vêtements chauds. La nuit, les moudjahidine descendaient du maquis pour venir récupérer ces affaires chez nous. En dehors de ces quelques actions, notre quotidien était monotone. Nous n'avions pas de quoi manger ni de quoi nous vêtir. J'allais pieds-nus, sans chaussures.

Vous n'alliez pas à l'école ?

Un jour, les soldats sont venus nous chercher pour nous emmener à l'école de force. Ma mère a refusé que nous y allions parce que c'était l'école du colon. A partir de ce moment-là, on passait nos journées cachés à l'extérieur du village, pour éviter d'être emmenés. On traversait les barbelés, après avoir vérifié que les grenades qui y étaient posées étaient fausses.

Yasmine Said

« Ces années là, nous avons vécu la misère. »

1962
2012

Mémoires d'Algérie

El Watan / OWNI

Photo : Bahia Ait Tale, Ighil Bouhama / C. Borrel

2706

Une seule **histoire**,
la vôtre

#3

EDI TO

La fable du traître et du martyr

Malika Rahal

Historienne à l'Institut d'histoire du temps présent



Concernant la guerre d'indépendance, les récits à la première personne ont été longtemps inexistant. Cependant, depuis plus d'une dizaine d'années – sans doute en fait depuis que 1988 a fait sauter le verrou du parti unique – les mémoires individuelles se sont ouvertes pour être rendues publiques.

Les témoignages de combattants sont omniprésents dans les librairies sous la forme d'autobiographies et de mémoires et une initiative comme le site Mémoires d'Algérie, lancé par *El Watan* et OWNI, recueille des centaines de réponses.

Fatalement, ces témoignages écornent ou contestent le récit dominant fondé sur une sacralisation de la lutte armée et s'appuyant sur l'incontournable diptyque du

☞ *Ce passage de l'unique au pluriel est aussi celui du sacré au plus trivial : la Révolution risque de se morceler à force de répétitions et, à trop dire, sans doute banalise-t-on ce dont on veut témoigner.*

traître et du martyr. Histoire dominante donc, et pas seulement officielle, car produite à la fois par un Etat en quête de légitimité et par une société en quête de récits pour donner sens à la tragédie. Au pays d'un seul héros (et d'un seul parti), le sens fut bien souvent sens unique qui niait la diversité du mouvement national, disqualifiait la variété des formes d'engagement pour l'indépendance et gommait les nuances des pratiques de lutte. Les témoignages qui, aujourd'hui, s'accroissent viennent enrichir et complexifier la connaissance de la grande guerre fondatrice. On y lit la multiplicité des parcours, l'évocation des conflits interalgériens longtemps

tus ; on y (re)découvre l'engagement au combat des communistes, des messalistes et des militants de l'UDMA.

Ce passage de l'unique au pluriel est aussi celui du sacré au plus trivial : la Révolution risque de se morceler à force de répétitions et, à trop dire, sans doute banalise-t-on ce dont on veut témoigner.

Mais cette saturation de récits indique deux choses : d'abord qu'il existe aujourd'hui des sources plus variées pour les historiens – et pas seulement pour eux. Les journalistes, les poètes, les cinéastes et d'autres y puiseront peut-être pour inventer d'autres relations à la guerre.

Elle dit aussi que l'événement lui-même perd de son intensité, qu'il devient moins brûlant et entre dans le passé. Cette mise à distance est de l'ordre de la perte, elle est douloureuse – inacceptable sans doute pour certains.

Mais elle est inexorable et nécessaire aujourd'hui pour que la génération du présent construise son propre passé et s'imagine un avenir.

Les cris dans la nuit

Mohammed Larbi
El Watan

Quand on n'a pas encore franchi l'âge de l'enfance, il est difficile de parler de la guerre. Même pas dix ans, tout juste pour se rendre compte que tous ceux qui faisaient la loi n'étaient pas

comme les autres. Eux, c'était la France, finira-t-on par apprendre. Et nous alors ? On n'était pas la France, diront des adultes, et de nous le faire comprendre surtout dans la période qui a suivi la conclusion des accords de cessez-le-feu. A Climat de France, non loin de La Casbah, à Alger, et juste au-dessus de Bab El Oued, trois quartiers séparés par de véritables no man's land, les écoles étaient fermées, d'autres ont pris leur relève. Tout y était enseigné. Le nationalisme, nous le découvrions, et l'on nous préparait même au défilé le jour de l'indépendance. Encore fallait-il savoir ce que cela signifiait. Une affaire d'adulte, mais on en avait quand même plein les oreilles. Les plus âgés se racontaient des choses et tout, pouvait-on constater, laissait comprendre que la situation que nous vivions n'était pas normale. Et les yeux aussi, quand des fidayine – une expression que l'on finira par retenir – liquidaient les traîtres. Deux en l'espace de quelques jours. Une balle chaque fois, pas une de plus. Des tireurs redoutables. C'était cela, durant les derniers mois de la guerre. Cela ne nous empêchait pas de la vivre, tandis que d'autres l'ont faite aux côtés des adultes. Car l'Algérie était en guerre et cette guerre, chacun la vivait de manière très personnelle, sans jamais révéler quoi que ce soit.

☞ *Fabuleux Algériens qui avaient pensé à tout, jusqu'au plus petit détail dans cette chaîne d'entraide.*

Une histoire d'hommes

C'est une histoire d'hommes. D'une rencontre. Des deux côtés de la Méditerranée.

Une rencontre entre deux porteurs de projets, en Algérie et en France. C'est une histoire dans la grande Histoire qui nous inscrit pleinement dans l'humanité, ses défis et ses douleurs, ses désirs aussi d'accéder à son histoire librement, sans les entraves des versions officielles et des coffres-forts du secret d'Etat.

C'est ainsi qu'à l'occasion du 50^e anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie, *El Watan* et le site d'information français OWNI se sont associés pour lancer, le 19 mars 2012, Mémoires d'Algérie*, le premier musée numérique sur la Guerre de Libération nationale.

Après un an de collecte de témoignages, photos, pièces administratives... auprès de vous, lecteurs d'*El Watan*, nous avons pu réunir plusieurs centaines de documents inédits grâce à votre confiance. Car, face aux manipulations et

aux occultations officielles, nous centaines de contributeurs des quatre coins d'Algérie, mais aussi de France, ont répondu à notre appel : «La guerre de Libération, c'est vous !» Une manière de détourner le slogan officiel «Un seul héros, le peuple !» et de le prendre au pied de la lettre.

L'initiative d'*El Watan Week-end* a croisé un autre projet, celui de l'équipe d'OWNI, qui a, de son côté, compilé et numérisé des milliers de documents classifiés des archives

françaises concernant la Guerre de Libération et qui seront mis en ligne à partir du 50^e anniversaire des Accords d'Evian, dans un souci de casser les tabous et de briser le silence, côté français, autour de cette période charnière de l'histoire.

Le projet prendra la forme d'un site internet qui sera enrichi en témoignages, photos, documents... jusqu'au 5 juillet, jour de l'Indépendance de l'Algérie, pour devenir, à partir de cette date, un véritable musée numérique dédié à la mémoire, mis à la disposition du public avec une liberté totale d'accéder aux documents, pour naviguer dans le temps, l'espace et les thématiques, mais aussi la possibilité de participer en

☞ *Un espace de mémoire, pour que les peuples mesurent en toute indépendance la part de cynisme et d'incompréhension qui les a précipités dans la même tragédie.*

commentant ou en soumettant d'autres archives. Notre démarche, grâce à la formidable plateforme imaginée par les ingénieurs data d'OWNI, permet une accumulation et une organisation inédite des données sur la Guerre de Libération. La direction éditoriale est assurée par les deux médias, en partenariat avec des historiens spécialistes

de cette période.

L'application vous permettra donc de vous emparer, de vous saisir de ce vécu commun, de l'histoire écrite par ceux qui l'ont vécue et non par les Etats, mais par des hommes des deux côtés de la Méditerranée. L'histoire écrite par vous.

El Watan et OWNI

* www.memoires-algerie.org

On craignait les traîtres et les bouchkara, même si rien ne distinguait les uns des autres. Tenez par exemple, il fallait signaler au poste militaire du quartier tout nouveau venu dans la maison, à quelque titre que ce soit. Mais l'ambiance changeait chaque fois que des personnes venaient à la maison, et même dans le quartier, chargées d'effets personnels. Rien ne les interdisait, mais ce n'était pas le temps des visites. Cela se lisait dans les regards. Quelques couvertures étaient mauvais signe. Ce n'était plus une visite ordinaire et la raison n'en était pas réjouissante. A double titre. Des charges pour ceux qui recevaient, eux-mêmes généralement à l'étroit et aux ressources limitées, une question surmontable, et ceux qui s'y invitaient ne le faisaient pas de gaieté de cœur. Ceux-là fuyaient les attaques de l'armée française et encore, finissaient-ils pas s'interroger, était-ce le bon choix, sachant que ceux qui en ont ainsi décidé devenaient eux-mêmes suspects.

Ainsi donc, des quartiers et des villes se vidaient et d'autres se remplissaient. Comme le mien. Climat de France, même si, comme partout ailleurs, le danger était réel. Lorsque par exemple la sinistre OAS se lançait contre tout ce qui était algérien, la prudence s'imposait. La vigilance

aussi, avec ces cris dans la nuit pour alerter les habitants sur tout danger. Les adultes échangeaient des informations, attentifs aux clameurs qui s'élevaient de Bab El Oued, aux mains d'irréductibles qui refusaient la perspective de la fin de la guerre et inévitablement celle de l'indépendance de l'Algérie. Tout était fait pour terroriser la population musulmane, c'est ainsi qu'elle était qualifiée, et celle-ci répliquait par des «taha El Djazaïr». Bruits de casseroles, rafales d'armes automatiques qui déchiraient le silence de la nuit. Et aussi explosions. Le plasticage d'édifices se poursuivait. C'était la politique de la terre brûlée. Voilà donc qui explique le déplacement de populations entières. L'on apprendra alors que des villages avaient été rasés par la colonisation et leurs populations parquées dans des camps. Le quartier de mon enfance, c'est aussi cet élan de solidarité spontanée avec les dockers victimes de l'attentat à la bombe perpétré par l'OAS. C'était le 2 mai 1962, et les blessés y étaient acheminés afin d'être soignés, leur transfert vers les hôpitaux signifiant la mort. Fabuleux Algériens qui avaient pensé à tout, jusqu'au plus petit détail dans cette chaîne d'entraide.

1962 Mémoires
2012 d'Algérie

1962-2012 Mémoires d'Algérie. Supplément édité par la SPA "El Watan Presse" au capital social de 61 008 000 DA. <http://memoires-algerie.org>. Directeur de la publication: Omar Belhouche. Pilotage éditorial D'Alger: Adlène Meddi, Mélanie Matarese avec Yasmine Saïd et Tristan Lesage de La Haye (El Watan Week-end). De Paris: Guillaume Dasquier, Pierre Alonso, Julien Goetz, Rodolphe Baron, Marie Coussin, Lila Hadi (OWNI). Conception et réalisation graphiques: Ammar Bouras. Iconographie: Fonds privés, Ahmed Moussa, AFP. Coordination et correction des documents: Fatima Meziani

Direction - Rédaction - Administration: Maison de la Presse Tahar Djaout - 1, rue Bachir Attar 16 016 Alger, Place du 1^{er} Mai: Tél: 021 65 33 17 - 021 68 21 83 - Fax: 021 65 33 17-021 68 21 87: Sites web: <http://www.elwatan.com> et www.memoires-algerie.org. E-mail: temoignages@memoires-algerie.org PAO/Photogravure: El Watan: Impression: ALDP - Imprimerie Centre; Simprex - Imprimerie Est; Enimpor - Imprimerie Ouest. Diffusion: Centre ALDP. Tél/Fax: 021 30 89 09 - Est Société de distribution El Khabar. Tél: 031 66 43 67 - Fax: 031 66 49 35 - Ouest SPA El Watan Diffusion. 38, Bd Benzerdjeb (Oran) Tél: 041 41 23 62 Fax: 041 40 91 66

Nos sincères remerciements aux éditorialistes et à tous les contributeurs qui nous ont fait confiance en mettant à notre disposition leurs documents.

Dessine-moi un prisonnier

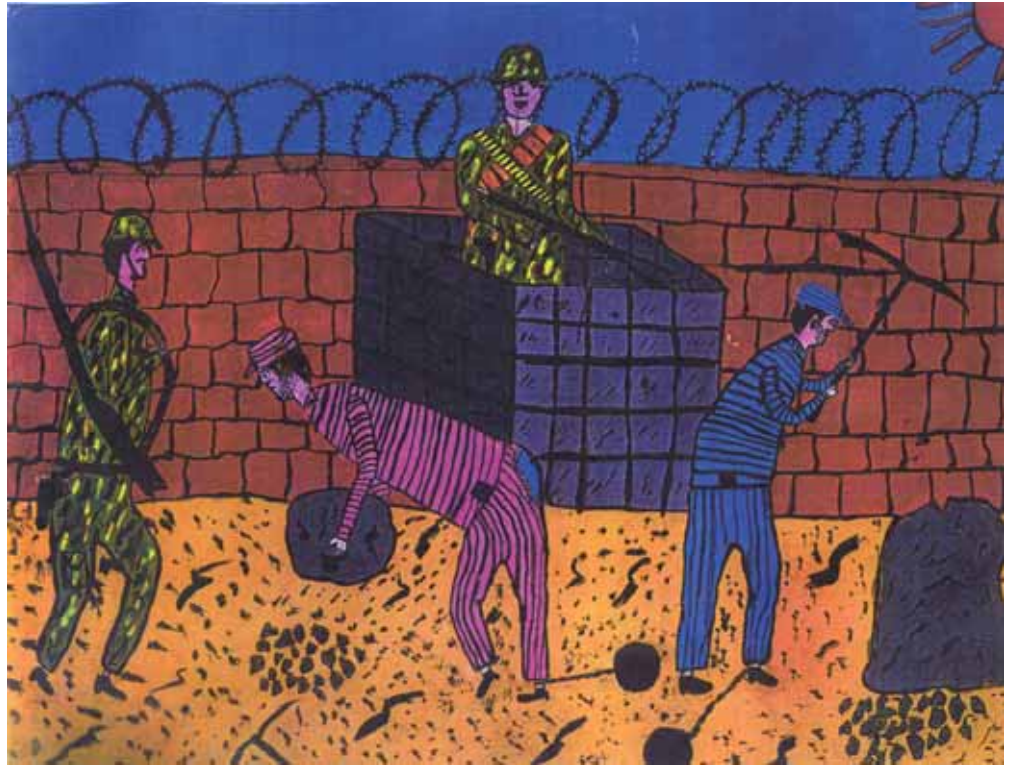
«L'enfant en sécurité n'hésite pas à communiquer ses idées, ses sentiments sans retenue, sans timidité.» C'est ainsi que Mohamed Bencharif, auteur du *Livre de notre Vie*, explique la sincérité, l'émotion, mais aussi la maturité qui se dégage des textes et des dessins produits pendant la

guerre par ses élèves de l'école Freinet de Hussein Dey. Publié une première fois en 1967, le recueil est peu à peu oublié. Aujourd'hui, Mohamed Bencharif souhaite le faire rééditer, avec le soutien de l'Algérie, de l'Unesco et des éditions Dalimen.

A tous les prisonniers

O prisonniers qui avez souffert
Pendant plus de sept ans de
guerre
Et avez moiisi dans les cellules
sombres
En pleurant et en pensant
A vos familles, à vos enfants, à
vos frères,
Nous vous disons courage
encore !
O prisonniers qui ne pouvaient
Combattre l'ennemi cruel
Qui tue et assassine sans merci
Vos pères, vos femmes et vos
frères
Sur leur propre terre devant
leurs enfants,
Nous vous disons courage encore.
Mais bientôt la paix et la
fraternité,
Sur notre chère et belle terre
Que nous ont laissé nos ancêtres,
Car sur cette terre où ont
souffert beaucoup d'hommes,
Bientôt apparaîtra la paix et
l'indépendance.

Bounaz et Fadli




1 QUESTION À... MOHAMED BENCHARIF

Comment le *Livre de notre Vie* a-t-il vu le jour et où en est votre projet de réédition ?



Les dessins et les textes publiés ici ont été réalisés entre 1958 et 1962. En 1961, je me suis dit qu'il fallait diffuser ce travail auprès du plus grand nombre. J'ai écrit une lettre à la zone autonome d'Alger mais les documents se sont perdus. Finalement, c'est un colonel qui les a retrouvés alors qu'il brûlait les documents de la Wilaya IV. J'ai donc pu les récupérer en 1965. Aujourd'hui, à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance, je

souhaite que le *Livre de notre Vie* soit réédité, dans une version améliorée, en trois langues (arabe, français et tamazigh), incluant les textes manuscrits originaux que j'ai retrouvés. Dans l'idéal, j'aimerais même que soit réalisé un DVD. Les dessins seraient animés et les textes lus par des enfants. J'ai donc téléphoné peut-être cinquante fois aux ministères de la Culture et des Moudjahidine, en vain dans un premier temps. Finalement,

dernièrement, le directeur du patrimoine au ministère des Moudjahidine m'a rappelé. Il est emballé par le projet. Dès que j'aurai fini de préparer l'avant-projet avec la dame quim'aide, j'irai le lui présenter. La réédition est donc sur la bonne voie, avec le soutien de l'Algérie, de l'Unesco et des éditions Dalimen. 

Contact : mohamed.bencharif@gmail.com

Une combattante sauvée de la mort

Un jour, il y eut un accrochage entre combattants de l'ALN et militaires français. Alors que les rafales et les grenades fusaient dans le ciel en tous sens, les militaires virent qu'une grosse boule enveloppée dans un burnous dévalait la pente et venait droit sur eux. Ils se cachèrent, parce qu'ils croyaient que c'était une charge de plastic ou une bombe à retardement. Après un quart d'heure, ils allèrent en rampant vers ce burnous. Dès qu'ils furent à quelques mètres, une combattante en sortit et tira cinq rafales : elle abattit plus d'une dizaine de soldats. La jeune fille, capturée et attachée, fut emmenée au camp militaire. Il faisait déjà nuit. Les sentinelles faisaient la garde à tour de rôle. Le chef des combattants avait peur que la jeune fille soit fusillée. Avec cinq de ses meilleurs hommes, ils entrèrent à pas feutrés dans la caserne. Ils se cachèrent dans l'ombre et jetèrent des cailloux sur les toits où les militaires dormaient. Quelques instants après, on entendit : «Alerte ! Le FLN est dans la caserne !» Alors, les militaires commencèrent à sortir. Celui qui passait la porte tombait raide mort. Lorsque le calme revint, tous les soldats avaient les mains en l'air et ne faisaient que regarder ce que faisaient les combattants de l'ALN. Le chef leur ordonna qu'on lui donne la clef de la prison. Un moment plus tard, la jeune fille, libérée, retourna avec ses compagnons dans le djebel.

Terrai Rachid - 12 ans / Brahimi Lazazi, 13 ans



«A l'indépendance j'avais 22 ans. J'ai eu l'honneur de participer à la Révolution, même de façon très modeste. Voici quelques souvenirs de jeunesse.»

Mohamed Tab

Bien sûr, enfant de Bidon II, Si Bouréah me connaissait bien ainsi que toute ma famille. A Bidon II, tout le monde connaissait tout le monde. Nous formions une grande famille. En particulier, il connaissait mon père pour avoir milité avec lui, ensemble durant de longues années pour la libération de l'Algérie et aussi pour celles de la Tunisie et du Maroc. Le Maghreb uni existait bel et bien, concrètement, dans les faits, sans discours creux. Si Bouréah me rassura, me disant de ne pas avoir peur et qu'ils ne peuvent rien nous faire ; Dieu Tout Puissant était au dessus d'eux et de leur pouvoir éphémère. Un moment plus tard, la lucarne de la porte s'ouvrit avec fracas et un gendarme lança : «Ça sent mauvais ici ! - Oui ça sent mauvais ici, et ici c'est chez vous», rétorqua Si Bouréah, un ton plus fort que celui du gendarme. A 15 heures, on nous sortit de la cellule pour nous mettre dans un véhicule 6x6. A l'arrière étaient déjà installés trois autres habitants de Bidon II : les deux frères Gerdine Mohamed et Abdeslem) et Mébarki Mohammed. Avec mes 20 ans, j'étais le plus jeune. Si Bouréah avait la cinquantaine et les trois autres tous plus de 25 ans. Ma mère et ma sœur étaient là aussi. Ma mère tenait les ridelles du véhicule, pleurant, implorant. Le véhicule démarra en trombe, l'obligeant à lâcher prise. Je n'oublierai jamais cette image de ma mère au sol, recroquevillée sur elle-même, se tordant de douleur, devant plusieurs gendarmes menaçants.

☞ *Je n'oublierai jamais cette image de ma mère au sol, recroquevillée sur elle-même, se tordant de douleur, devant plusieurs gendarmes menaçants.*

Ounif (110 km au nord de Bêchar) à la tombée de la nuit. A la sortie de Beni Ounif, nous fûmes débarqués et les gendarmes nous intimèrent l'ordre de continuer à pied notre chemin vers le Nord, où bon nous semblerait, mais sans jamais remettre les pieds sur le sol de la Saoura. Si Bouréah protesta énergiquement, disant que nous n'étions pas des assassins pour être chassés de la sorte et demanda que nous passions la nuit en ville pour partir le lendemain. Les gendarmes refusèrent catégoriquement. Par bonheur, un semi-remorque arriva de Bêchar, se dirigeant vers le Nord. Si Bouréah demanda aux gendarmes la permission de négocier avec le chauffeur. Ils acceptèrent avec un haussement d'épaules. Après une brève discussion, nous embarquâmes sur le camion, Si Bouréah en cabine avec le chauffeur, nous quatre sur le plateau vide du semi-remorque.

Suite page 6

Dans les tourbillons de la guerre



Photo de classe (J.C. Borrel)

Un jour alors qu'il s'affairait à servir un groupe de combattants qui venait d'arriver au douar, exténués par une nuit de combat et de marche, une ombre menaçante submergea Omar. Des sabots frôlèrent sa tête, le souffle puissant et le hennissement d'une bête cabrée emportèrent au loin sa chéchia. Il leva la tête. Il n'en crut pas ses yeux et évita de peu d'être écorché par le harnachement d'un cheval à la robe alezan, monté par un officier des spahis français. L'escadron de cavaliers, dont les chevaux étaient certainement dressés à se déplacer dans le plus grand silence, avait auparavant pris position sur toutes les collines environnantes et commença les fouilles des maisons et jardins. Les recherches progressaient avec beaucoup de brutalité vers le centre. Les femmes en haillons, dont les plus jeunes s'étaient barbouillé le visage de suie et saupoudré les cheveux de terre pour paraître le plus rebutantes possible et écœurer les velléités de viol des soldats, les enfants et les vieillards étaient conduits à coup de fouet et d'insultes vers une colline qui surplombe le hameau. Les hommes valides étaient ligotés et entraînés par une corde commune accrochée au pommeau d'une selle vers un ravin où quelques spécialistes de l'interrogatoire musclé avaient délimité l'arène et se préparaient au sale boulot.

Les habitants du hameau d'Ath A. étaient encerclés hermétiquement sans aucune possibilité de s'échapper, avec un groupe de moudjahidine parmi eux ! La vigie, chargée de surveiller les mouvements suspects et les signaler rapidement afin de ne pas être pris au dépourvu, s'était assoupie un moment, c'est ce qu'on apprendra plus tard. Les chiens, qui auraient pu avertir du danger, avaient été éliminés, dès le début de la Révolution, sur ordre de la résistance. La peur le paralysa. Il allait servir le café aux moudjahidine, il se retrouva nez à nez avec un officier ennemi ! Il lâcha le plateau avec la cafetière et les tasses de café, qui se fracassèrent sur le sol.

Le gradé, intrigué par le début de panique qui saisissait l'enfant le regardait d'un air soupçonneux. Son père qui, au même

moment, sortait du gourbi situé plus bas, dans lequel un groupe de moudjahidine achevait de soigner un blessé et attendait le café, avait saisi la scène et mesuré ses conséquences tragiques. Alerté par la situation inconfortable dans laquelle allait s'empêtrer son fils il reprit son sang-froid et accourut en criant très fort : «Je t'ai dit, espèce d'âne, de commencer à servir le café en voyant arriver messieurs les officiers de l'armée française. Dépêche-toi de ramener un autre café et ne le renverse pas cette fois-ci ! Arrivé à hauteur de l'officier, responsable de son effroi, il se met dans un garde-à-vous impeccable et déclama : «Sergent Belkheir 2^e compagnie, 7^e régiment de tirailleurs algériens, à vos ordres mon lieutenant !» Ce dernier rendit le salut et posa l'inévitable question à cet indigène qui baragouinait un français approximatif au lieu d'appeler l'un de ses traducteurs occupés pour le moment ailleurs : «Où sont les fellagas ? On m'a informé qu'ils passent souvent ici pour se reposer et se restaurer.»

FAITS D'ARMES

Le vieux jura impudemment sur tous les saints connus et inconnus qu'il n'a jamais vu ces bandits. D'ailleurs, si jamais il les voyait, il n'hésiterait pas un seul instant pour aller directement informer et demander secours à l'armée française. «Parole d'ancien combattant !» lui rétorque-t-il. Il insista ostensiblement pour leur rappeler que lui-même était menacé par ces fellagas en tant que fidèle serviteur de la patrie.+

A-t-il été convaincu par cette profession de foi ? On ne sait cependant par quelle magie il le descendit de cheval et l'entraîna vers le nord de la chaumière, au centre d'une large excavation peu profonde creusée sur le flanc d'un petit monticule d'où les vieilles du hameau extrayaient l'argile pour la fabrication des ustensiles de cuisine. Elle servait aussi de plateforme de bantage pour les moissons. Les garnements du hameau l'utilisaient comme terrain de jeu de *chara*. C'est aussi l'agora pour les adultes où, par beau temps, les sages du hameau venaient débattre les problèmes de la tribu ou jouaient au *sig*. Elle se transformait quelquefois en piste de danse pour les nombreuses fêtes

qu'on organisait sous n'importe quel prétexte. C'était la place centrale.

Le lieutenant siffla, quelques militaires les rejoignirent ; tout le monde prit place sur les pierres disposées en cercle et la discussion s'engagea. Il fut question de Monte-Cassino, d'Alsace et d'autres batailles ainsi que de l'évocation des noms des grands officiers sous les ordres desquels le père avait servi la patrie. Il n'est pas insensé d'espérer retrouver parmi eux quelque ascendant au moins à l'un d'eux et ainsi amadouer leur ardeur guerrière ! La maman avait tout de suite compris et finissait de préparer un autre café dans un nuage de fumée qui assombrissait l'intérieur du logis et rendait la respiration suffocante. Omar, comme convenu antérieurement, avait couru jusqu'à la petite valise en carton où étaient soigneusement rangés les papiers personnels, les effets de toilettes et les médailles militaires arrachées de haute lutte sur les champs de bataille du Moyen-Orient et d'Europe qu'il ramena et que son père exposa ostensiblement avec une profusion de détails devant la curiosité morbide des sous-officiers.

Le papa le regarda profondément dans les yeux et lui dit : «Dépêche-toi de conduire les chèvres chez le père et ramène le café !» Omar allait lui répondre que les bêtes étaient déjà au pâturage, puis se ravisa tellement l'ordre lui paraissait insolite et comprit qu'il s'agissait plutôt de trouver une solution pour sortir le groupe de moudjahidine de l'encercllement. Implicitement, ils s'étaient partagé les rôles : son père devrait attirer et occuper le maximum de soldats au nord de l'habitation avec ses histoires guerrières et l'exposition de ses médailles. Quant à lui, il devrait conduire les moudjahidine hors de vue des soldats, c'est-à-dire les sortir de l'encercllement.

MANŒUVRES

A côté du gourbi où ces derniers étaient déjà en position de combat, le doigt sur la gâchette, il y avait une séguia qui descendait vers le sud jusqu'à l'oued en passant au milieu de quelques figuiers rabougris et de cactus, mais elle n'était pas assez profonde pour cacher entièrement un être humain, même en position allongée. Omar remarqua,

Avec la vitesse, il faisait très froid et, à Mogharrar, me voyant mal en point (j'étais très peu habillé), Mébarki Mohamed et Gerdine Mohamed arrêterent le camion pour demander au chauffeur de me mettre en cabine. Depuis ce voyage, j'ai contracté une forte bronchite qui, mal soignée, est devenue chronique avec deux à trois crises annuellement, à ce jour. Arrivés à Ain Sefra vers 22 heures, nous nous dirigeâmes directement vers le poste des légionnaires pour l'autorisation de passer la nuit. Après examen de nos décisions d'expulsion, ils nous autorisèrent à dormir à Ain Sefra à la condition de quitter les lieux en prenant le train qui passe à 4 heures du matin en direction du nord. Je fus gardé au poste des légionnaires pour subir un questionnaire particulier. Ils voulaient savoir pourquoi nous avions été expulsés et j'ai du jurer, par Dieu et tous les saints, que je n'en savais absolument rien aussi bien à mon sujet qu'à celui de mes quatre compagnons d'infortune. Ils essayèrent en vain de me faire boire du vin pour me délier la langue. Je fus relâché au bout d'une heure environ. Arrivé au bain maure, je trouvais Si Bouréah qui m'attendait, inquiet pour mon sort. Les autres dormaient à poings fermés. Le lendemain, vers 3h du matin, nous fûmes réveillés à coups de pied par les légionnaires pour aller prendre le train. Les frères Gerdine et Mébarki décidèrent de rejoindre Tlemcen, Si Bouréah me proposa de m'emmener avec lui à El Bayadh. J'acceptais volontiers car je ne savais où aller. J'ai passé 12 jours à El Bayadh, totalement pris en charge par Si Bouréah qui avait de la famille et des biens dans sa ville natale. Avant de poursuivre mon récit, je tiens à rendre un vibrant hommage à Si Bouréah pour m'avoir assuré, dès les premiers instants de cette aventure, à la brigade de gendarmerie à Béchar, de son soutien indéfectible. Soutien moral et matériel. Je me sentais vraiment

☞ *Ils essayèrent en vain de me faire boire du vin pour me délier la langue. Je fus relâché au bout d'une heure environ.*

protégé par ce quinquagénaire qui inspirait tellement d'assurance et de confiance. Il n'a pas cessé de me reconforter tant durant le voyage, qu'à Ain Sefra, devant les gendarmes et les légionnaires. Durant les 12 jours que j'ai passé chez lui, je n'ai jamais manqué de quoi que ce soit. Même les contacts avec le receveur des contributions de Béchar ont pu être effectués grâce à son concours. C'est lui qui a téléphoné, en donnant son adresse pour l'envoi de l'ordre de mission. Je témoigne de ce que Si Bouréah Mohamed était un nationaliste convaincu, qu'il a dépensé sa fortune et donné tout son temps pour la Révolution. Dieu le récompensera beaucoup mieux que les hommes et l'acceptera certainement dans Son Vaste Paradis.

Suite vendredi



Villageois algériens au repos (F. Decker)

à son grand désarroi un adjudant que la réputation de cruauté et de haine avait déjà précédé dans les hameaux environnants vociférer, insulter et rudoyer avec une rare violence tout ce qui passait devant lui, se diriger dangereusement vers le gourbi. Il était presque sur le seuil et Omar, paralysé par la peur, allait mettre ses mains sur les yeux pour ne pas voir le début du déluge, quand le miracle se produisit : le lieutenant le héla avec une pointe d'agacement et lui intima l'ordre de le rejoindre tout de suite... Ce qu'il fit manifestement à contrecœur comme s'il avait senti qu'on venait de lui arracher des mains quelque chose de très important. Le danger n'était pas totalement écarté pour autant et il devenait donc impérieux de détourner par un quelconque subterfuge l'attention des soldats qui étaient de garde aux alentours du gourbi pendant que les moudjahidine se faufilaient l'un derrière l'autre en rampant dans la séguia, bien plaqués contre le sol, avec une chance sur mille de passer inaperçus.

Omar se rappela que dans l'enclos, il y avait des chevreaux. Et s'il les sortait et les lâchait dans la nature en les orientant vers le nord ? Il joua le tout pour le tout et tenta la combine tout en suppliant Dieu de faire comprendre la manœuvre aux moudjahidine. Les bêtes s'égaillèrent dans une totale confusion et il se mit à courir et à crier pour les pousser vers la direction opposée à la séguia, en faisant semblant de vouloir les rattraper et de trébucher plusieurs fois. Quelques soldats, dérangés dans leur travail ou peut-être même apitoyés par sa balourdise, l'aiderent à récupérer, après une véritable chasse à courre, les chevreaux pendant que d'autres lui jetaient des pierres. Il jeta un coup d'œil furtif vers le point le plus éloigné de la séguia, là où elle atteignait l'oued. A son grand soulagement, il vit la dernière silhouette disparaître derrière le bosquet de lauriers-roses entre des soldats qui s'esclaffaient en suivant le spectacle des mésaventures d'Omar avec ses caprins. On l'aida même à

ramener les chevreaux récalcitrants à la bergerie. Sa mère, qui avait suivi toute la scène grâce aux trous d'observation pratiqués discrètement dans les murs de torchis que seules les campagnardes savaient positionner aux points stratégiques, le happa à la porte, le serra un moment en silence contre elle et le regarda longuement, pendant que les soldats mettaient sens dessus-dessous l'intérieur de l'habitation en éparpillant sans ménagement les maigres objets qui s'y trouvaient. Ses beaux yeux étaient embués et sur ses joues ravinées par le froid et la misère, quelques larmes ruisselaient. Omar ne sait si ces larmes exprimaient la délivrance de savoir que les djounoud s'étaient échappés ou la peur toujours présente pour le sort des siens, ou bien simplement à cause de la fumée acre qui remplissait le gourbi dès que le feu était allumé pour préparer les repas. Le gaz butane n'existait pas encore pour les indigènes, on se contentait de feu de bois vert qu'on ramenait en cachette de la forêt.

Le plateau de café bien serré entre les mains, il se dirigea vers le lieutenant et son groupe devant lesquels il le déposa et commença à servir tout en jetant un coup d'œil complice à son père qui avait deviné qu'il y avait un espoir de salut pour cette fois-ci.

SAUVEURS

Tout en prenant une tasse de café, le lieutenant le regarda et lui dit : « Est-ce que tu vas à l'école ? Quel âge as-tu ? »

« Onze ans Monsieur, et je vais à l'école mixte de B. », lui répondit-il.

L'officier était visiblement surpris et son visage se détendit en lui disant de s'approcher de lui pendant qu'il ouvrait sa boîte de ration de combat et lui tendit une barre de chocolat, au grand dam de l'adjudant qui fulminait de rage intérieure et les fusillait du regard.

Comment appeler un moment pareil ? Peut-être que ce jour-là le bon Dieu, dans Son immense miséricorde, lui a permis d'être celui qui a peut-être sauvé des vies humaines

par de simples gestes dictés par le prodigieux instinct de survie. Après avoir longuement discuté, le lieutenant manifesta un intérêt pour les capacités intellectuelles de l'enfant et lui conseilla de poursuivre sa scolarité à l'école des enfants de troupe pour embrasser une carrière militaire qui lui conviendrait parfaitement ; il l'invita à passer au cantonnement avec son père pour prendre des denrées alimentaires et des couvertures. Les fouilles du hameau avaient été, paraît-il, infructueuses. Le lieutenant donna l'ordre de rassembler la population et lui fit un petit discours pendant que son médecin auscultait les gens, surtout les enfants ; il leur promit de revenir avec le maximum de choses dont il avait constaté le besoin.

On relâcha tout le monde, l'encerclement fut levé et les spahis prirent la direction de leur campement. A part quelques taloches servies aux moins chanceux, personne n'a été à proprement parler, secoué outre mesure, ce jour-là.

Ce soir-là, Omar et son père étaient devenus les sauveurs du hameau et ils en étaient fiers ! Tous les voisins reconnurent que sans leur présence d'esprit le douar aurait été rasé à l'heure qu'il est !

Le lendemain, montés sur leur cheval blanc ils prirent la direction du cantonnement de spahis situé à une demi-douzaine de kilomètres au pied de djebel M. Il était aménagé près d'une ancienne maison forestière. Les spahis s'affairaient chacun à sa besogne de l'entretien des lieux au nettoyage et graissage des armes. L'odeur de la cuisine et le hennissement des chevaux emplissaient l'air. On les conduisit jusqu'à une petite bâtisse qui servait de bureau et de chambre à coucher pour le lieutenant. Il sourit à leur vue et les accueillit avec beaucoup de gentillesse. On parla de tout, de

☞ *Ses beaux yeux étaient embués et sur ses joues ravinées par le froid et la misère, quelques larmes ruisselaient.*

Saint Cyr, de Saumur, de ses enfants restés en France qui lui manquaient terriblement et bien sûr de la guerre et des souffrances des deux côtés.

Omar était éberlué : même les lieutenants avaient donc des enfants, comme tout le monde, lui qui croyait que les militaires étaient une espèce insensible qu'il fallait éviter de rencontrer ! Ils prirent le café et on les invita à partager le déjeuner.

DÉMASQUÉ

Après le repas, un sergent arabe avec un accent prononcé de l'Ouest, nommé Kada, vint les voir et les conduisit vers la cambuse pour leur donner les denrées alimentaires et les couvertures ; en chemin ils furent rejoint par un caporal, un Arabe lui aussi, qui aborda le père en lui lançant : « Hier, pendant que ton fils nous embarquait dans la course-poursuite après les chevreaux, j'ai vu avec Kada quelques chèvres prendre la séguia et disparaître dans l'oued au sud de ton gourbi, nous en avons compté huit il y avait même deux chèvres trainant une autre chèvre qui paraissait en mauvais état, a-t-elle survécu ? On pourrait t'aider, on aimerait bien la soigner ! » Le père accusa le coup. Il comprit l'allusion et était estomaqué par tant d'audace, il ne savait quoi répondre, le terrain pourrait être miné et la question devait être carrément éludée pour le moment. L'autre n'insista pas. On se sépara dans un silence pesant.

Arrivés à la sortie, Omar retrouva le lieutenant avec la photo de ses enfants dans la main : une fille et un garçon. Ils étaient très beaux et le lieutenant lui donna leurs prénoms : la fille s'appelait Jocelyne, une grande fille de quinze ans, bien portante, et Daniel, un garçon qui était lui aussi au CM1 comme Omar. Il lui remit un paquet où il y avait



Parachutistes en exercice à Alger (F. Decker)

quelques friandises et des fournitures scolaires rangées dans un joli cartable en cuir naturel, qu'Omar a gardé toute sa scolarité. Il rejoignit son père et ils reprirent le chemin de retour. Ce dernier était soucieux et la situation semblait le préoccuper, il ne desserra pas les lèvres tout le long du voyage.

Sitôt arrivés au gourbi, il ne descendit même pas de cheval, il prit un morceau de galette et un peu d'eau et continua son chemin. On ne le revit que deux jours plus tard, il était bien fatigué mais paraissait moins bouleversé. Il lui remit un petit paquet enveloppé dans un morceau de toile de chèvre vert, c'était un joli dictionnaire, le premier qu'il avait entre les mains. Il comprit que son père était repassé par le cantonnement des spahis.

Quelque temps plus tard, juste après le coucher du soleil, un groupe de moudjahidine arriva au gourbi. Omar s'affairait à servir le dîner que sa mère, véritable magicienne des fourneaux avec des moyens rudimentaires et l'aide de sa voisine, avait déjà préparé. Il faisait très sombre et la lumière blafarde de la lampe à pétrole n'éclairait pas suffisamment pour bien distinguer les visages. Après le

repas, comme toujours, Omar aimait plaisanter avec les moudjahidine qui passaient souvent chez eux et dont certains l'appelaient familièrement Bézouiche. Il était fasciné par les armes, d'ailleurs il pouvait vous citer en donnant des détails tous les modèles qui ont servi pendant la Guerre d'indépendance. Alors qu'il ramassait les cuillères à la fin du repas, un moudjahid l'attrapa par le bras, le fit asseoir près de lui et lui demanda : «Alors tu as attrapé tes

Les spahis
s'affairaient chacun à
sa besogne, de
l'entretien des lieux au
nettoyage et graissage
des armes. L'odeur de la
cuisine et le
hennissement des
chevaux emplissaient
l'air.

chevaux ! Ils ont du grandir depuis ce temps où tu courrais après !» Il était sidéré quand il reconnut la voix : c'était Kada le spahi. Omar sut, bien après, que Kada et quelques uns de ses compagnons avaient déserté l'armée française avec armes et bagages, et rejoint l'ALN. Du fond d'une des poches de sa vareuse il sorti quelques bonbons qu'il remit à Omar avant de disparaître avec son groupe dans la nuit. Ce fut un moment pathétique.

DOUBLE JEU

L'objectif de ce départ avant lequel chaque moudjahid avait vérifié et graissé son arme était facile à deviner. Une attaque était prévue pour cette nuit ! Quelques heures plus tard, le ciel s'embrasa au dessus du cantonnement des spahis. De temps en temps, une fusée éclairante inondait le paysage de lumière comme en plein jour, les rafales d'armes automatiques et des détonations durèrent une bonne partie de la nuit. Vers l'aube le calme retomba, c'était fini ! Au petit matin, on apercevait encore des volutes de fumée monter vers le ciel, un avion d'observation survolait longuement les lieux, suivi par des hélicoptères et un long

convoi de camions. On apprit plus tard que le cantonnement avait subi une attaque sévère et qu'il y avait beaucoup de morts et de blessés.

Paradoxalement, Omar s'était retrouvé partagé entre deux sentiments contradictoires : la fierté d'apprendre la destruction d'un camp ennemi et peut-être l'élimination des monstres, tels que l'odieux adjudant, d'un côté, et de l'autre, l'espoir que ce lieutenant, dont le comportement humain était empreint de grandeur d'âme et de noblesse, et ses semblables fussent épargnés et qu'ils puissent aller en paix retrouver leurs enfants. Omar ne saura jamais ce qu'était devenu le sympathique lieutenant pour lequel il garde un profond sentiment de respect, voire d'amitié presque, malgré l'antagonisme des camps auxquels ils appartenaient. Personne n'avait échappé aux souffrances. Même le père, qui a côtoyé sur les différents fronts de guerre plusieurs genres de personnes disait, en l'invokant, que les Français de souche évitaient souvent de faire le mal pour le mal.

Le cantonnement de spahis de M. fut démantelé et abandonné à jamais ; sa position géographique rendait sa défense aléatoire et personne n'y remit les pieds jusqu'à l'indépendance. Quant à Kada, il le revit encore deux ou trois fois, toujours plaisantant sur tout et boute-en-train parmi ses compagnons. Un jour, il disparut et Omar fut très affligé d'apprendre plus tard qu'il était tombé au champ d'honneur lors d'une des nombreuses batailles de M. Les matinées de cet automne de l'année 1956 devenaient de plus en plus fraîches et annonçaient l'approche de la rentrée scolaire. Omar, que le dernier événement avait armé de quelques expériences supplémentaires, a gagné en maturité pour affronter l'adolescence et la redoutable année du CMF. C'est-à-dire celle de l'examen de 6^e !

Rahal Akami

Mohamed S.

Souvenirs d'un enfant révolté

Etant gamin à Hussein Dey, j'étais écolier à Paul Langevis. Un jour, j'ai écrit «vive FLN» sur le mur du magasin d'un commerçant français, Monsieur Mol ; il m'a obligé à l'effacer avec une raclette. Une voisine française est intervenue, lui disant «c'est un gamin». Les militaires nous apportaient du lait à l'école ; je disais à mes camarades «faut pas le boire, il est empoisonné». Un militaire m'a repéré et m'a couru après ; j'ai été secouru par un Français, un commerçant voisin, Vincent Berenger, et par M^{me} Ferres Dolores, qui lui ont dit «laissez-le, c'est un gosse». Ce sont des souvenirs qui restent gravés dans ma mémoire. Cela ne veut pas dire que j'ai participé à la Révolution, mais j'ai été marqué par ce que j'entendais dans ma

famille. Mais ce qui m'a marqué à jamais c'est l'assassinat de mon père, en 1956, par le MNA de Messali Hadj en raison de sa prise de position pour l'OCFLN. L'écriture de l'histoire de notre Révolution est faussé par la réalité des faits que le MNA de Messali, le «zaim» aveuglé par le «pouvoir absolu» a collaboré (en avril 1953) avec la colonisation : Bellounis 4000 hommes, Belhadj Djillali (Cobus)... Les membres du MNA en France ont collaboré avec Papon en dénonçant les Algériens qui cotisaient pour le FLN de l'époque. Tous ces faits sont occultés par le système pourri qui nous gouverne et beaucoup de journalistes passent sous silence ces trahisons de la Révolution. Messali a voulu être homme en 1936, mais il n'est pas

resté homme par zaimisme. Arrêtons le maquillage de notre Révolution pour plaire aux «maîtres des lieux», le clan d'Oujda. Mon oncle a «disparu» après avoir été reconnu ; il conduisait une Traction qui a mitraillé un bar de la rue de la République, à Hussein Dey. Ma mère a été emmenée à la caserne du génie pour dénoncer son frère. Elle a continué à cotiser jusqu'à l'indépendance. En récompense, l'inspecteur principal du ministère des Moudjahidine (plus jeune que moi) use de son pouvoir et persiste à ne pas reconnaître les victimes du MNA. Tous ces faits faussent notre histoire. Les héros meurent et les lâches en profitent.

Fatima, la collégienne martyre du 17 Octobre 1961

On a beau noyer l'histoire de l'immigration algérienne dans les profondeurs de la Seine, elle finira bien un jour par remonter à la surface tel le corps de Fatima Bedar, jeune collégienne retrouvée quinze jours après son décès dans le canal de Saint-Denis. C'était le 17 octobre 1961. Les Français musulmans algériens (FMA) avaient occupé Paris le temps de dire au préfet de police, Maurice Papon, qu'ils étaient des Algériens ; que comme leurs frères, pères, sœurs et mères de la colonie en guerre, ils étaient avec le Front de libération nationale et pour la libération de leur pays du joug du colonialisme français. Pour eux aussi, l'indépendance de l'Algérie n'avait pas de prix. Les ouvriers algériens étaient sortis manifester pacifiquement contre le couvre-feu raciste imposé par Papon aux seuls Algériens à l'exclusion de toutes les autres populations vivant à Paris et sa banlieue. Plus qu'une commémoration, ce 45^e anniversaire de la chasse au faciès, ordonnée par les plus hautes autorités de Paris, est celui d'un retour, celui du transfert de la France vers l'Algérie, des restes post-mortem de la jeune chahida Fatima Bedar.

Née le 5 août 1946 à Béjaïa, elle n'a que cinq ans quand elle rejoint, avec sa mère et sa sœur, son père à Sarcelles. Fatima était l'aînée de quatre sœurs et deux frères auxquels s'ajouteront ultérieurement deux autres sœurs. Fatima ne les verra pas, car entre elle et eux des mains criminelles se sont interposées pour mettre fin à sa vie. Comme tous les Algériens qui vivaient dans la banlieue parisienne, son père Hocine, employé à Gaz de France, domicilié à Stains en Seine-St-Denis, avait tenu à répondre présent à l'appel de la Fédération de France du FLN.

COUFFIN À LA MAIN

Cette chahida de 15 ans passés de 2 mois et 12 jours, ne constitue qu'une pièce d'un puzzle éclaté en mille morceaux dont la reconstitution exige des moyens appropriés et des sacrifices humains à la mesure des objectifs que s'assigne tout chercheur. C'est dans cet esprit que nous avons organisé, entre autres, deux tables rondes. L'une le 17 juin 2002 en hommage à la moudjahida Baya Hocine décédée le 1^{er} mai 2000, l'autre le 16 octobre de la même année en hommage précisément à Fatima Bedar. Mais qui est Fatima Bedar ? Réponse courte à une question courte : une élève du collège commercial et industriel féminin sis rue des Boucheries, à Saint-Denis. Comment devient-on chahida quand on n'a que 15 ans et qu'on réside en France ? Y a-t-il d'abord un âge à cela ? Il faut inverser la question et se demander comment cette adolescente au regard doux, à la coiffure soignée, au sourire angélique, au visage serein, malgré des sourcils prononcés et une tenue vestimentaire simple mais de bon goût, a pu se retrouver le soir du 17 octobre 1961 au fond des eaux mortelles de la Seine ? Elle n'avait pourtant pas l'air d'une enfant rêvêche, elle n'était pas rebelle à l'autorité paternelle. Elle ne portait pas non plus en elle les signes d'une enfant travaillée par le militantisme et l'engagement jusqu'au sacrifice suprême. Pour répondre à ces questions et à d'autres qui se poseront par la suite, tout un travail d'enquête s'impose. On ne vient pas au militantisme comme on va faire ses emplettes un couffin à la main. Les dures conditions de vie et de travail imposées de fait à l'émigration maghrébine en France, particulièrement ceux vivant dans la banlieue parisienne, renvoyaient les ouvriers algériens de Renault-Billancourt, de Peugeot, du bâtiment, des mines... à un passé qu'ils avaient laissé loin derrière eux en Algérie. Saint-Denis n'était pas le ghetto de Nanterre,

mais la misère humaine de ces ouvriers des colonies qui était partout la même. C'est dans ces foyers, parmi les ouvriers maghrébins qu'est née l'Étoile nord-africaine. Le nom, les idées du père du nationalisme algérien, Hadj Messali, faisaient partie des rudiments de la culture militante de chaque ouvrier. La photo du zaim constituait un élément du mobilier familial, aussi modeste était-il.

ÉCOLE MATERNELLE

L'histoire mouvementée de l'ENA, du PPA et du PPA-MTL, les incarcérations répétées du zaim, les interdits en tous genres qui le frappaient et son exil faisaient partie de la culture historique diffuse des ouvriers perquisitionnés de nuit dans les meubles, dans les foyers nord-africains, dans les bidonvilles et autres espaces de regroupement de l'immigration algérienne. Vint le 1^{er} novembre 1954, les premières cellules FLN en France, les attaques contre les harkis, l'incendie dans la nuit du 24 au 25 août 1958 par les commandos de la Fédération de France du FLN des raffineries

Comment cette adolescente au regard doux, à la coiffure soignée, au sourire angélique a pu se retrouver le soir du 17 octobre 1961 au fond des eaux mortelles de la Seine ?

de Mourepiane près de Marseille. La guerre d'Algérie avait franchi les portes de Paris et de la métropole. Le sigle FLN éclipse, non sans peine, le MNA qui livre une autre guerre à son rival. Les autorités françaises multiplient les contrôles d'identité, les rafles, les séquestrations, la torture des Algériens. Les disparitions par noyade, les pendaisons sauvages au Bois de Boulogne qui avaient commencé bien avant le 17 Octobre, suscitaient l'inquiétude de certains journaux comme Le Monde ou Témoignage chrétien. Fatima a baigné dans ce climat d'angoisse, de terreur et de lendemains incertains, celui de ne pas voir revenir son père la nuit tombée. Fatima avait 8 ans en novembre 1954, 15 en 1961, un âge où la curiosité est la mère des écoles. Mais Fatima était connue pour son sens des responsabilités. Elle



Yamina Ghorzi et sa mère (Y. Ghorzi)

secondait sa mère dans les travaux ménagers en même temps qu'elle assurait le suivi scolaire de sa jeune sœur Louisa qui voyait en elle une seconde maman et accompagnait le petit Djoudi à l'école maternelle. Bref, c'était jusque-là une fille modèle avec en plus des responsabilités d'une jeune fille moderne. L'annonce du 17 Octobre brouillera toutes les cartes. Tout change brusquement. En décryptant à partir de l'une de ses dernières photos les traits de cette collégienne tout à fait comme les autres, on découvre une autre Fatima. Elle paraît grave et surtout déterminée. Les Bedar gardent en mémoire deux 17 Octobre.

CARTABLE

Celui d'une discussion animée entre Djida, la mère et sa fille et celui de la disparition de Fatima. Les parents ne voulaient pas que leur fille prenne part à la manifestation prévue le soir-même. Sa mère l'avait chargée de garder ses frères et sœurs. La détermination de Fatima était telle, qu'elle sortira en courant du domicile familial qu'elle quitta à jamais. Dans sa course vers l'inconnu et malgré la tension entre elle et sa mère, Fatima n'avait pas oublié de prendre avec elle son cartable. C'était mardi et elle avait classe. Le 18 octobre, son père signale sa disparition au commissariat de Saint-Denis Banlieue. Un procès-verbal daté du même jour en fait foi. Hocine et son épouse que suivait le petit Djoudi, la chercheront en vain jour après jour dans les rues de Stains. Les recherches prendront fin le 31 octobre avec la découverte par les pompiers, à la 7^e écluse du canal de Saint-Denis de la dépouille d'une jeune fille qu'ils venaient de repêcher. Le corps était dans un état de décomposition avancé. Il était méconnaissable. Les Bedar ne l'identifièrent que grâce aux longues et épaisses nattes châtain foncé de leur fille disparue la nuit du 17 au 18. Quant au cartable, il sera remis le 1^{er} novembre au père par le commissariat de police de Saint-Denis. Une porte venait de se fermer sur les Bedar et une autre allait s'ouvrir, celle du silence et

Le corps était dans un état de décomposition avancé. Il était méconnaissable. Les Bedar ne l'identifièrent que grâce aux longues et épaisses nattes châtain foncé de leur fille.

le refus de dire. Djida rendra l'âme le 3 avril 2003 dans la douleur de la perte cruelle de sa fille aînée. Hocine Bedar, aujourd'hui malade, sa sœur Louisa et son frère Djoudi se souviennent des derniers moments qui opposèrent Fatima à sa mère. Ils gardent en mémoire le cartable restitué par la police, les recherches sans succès dans les rues de Stains dans l'espoir de trouver Fatima. Ils se souviennent du corps tuméfié découvert quatorze jours après sa sortie du domicile. Ils se souviennent de l'inhumation le 4 novembre 1961 de la chahida Fatima Bedar au cimetière communal de Stains. Ils se souviennent de tant et tant de choses. « Mais qui a tué Fatima Bedar ? », s'est interrogé Jean-Luc Einaudi. On ne le saura jamais. Mais ce que l'on sait, c'est qu'au commissariat de Saint-Denis et au poste de police de Stains, dépendant de Saint-Denis, des policiers avaient, depuis des semaines, pris l'habitude de jeter des gens dans le canal et dans la Seine. Sans commentaire.



Fatima Bedar

Références

- 1- Jean-Luc Einaudi : *La bataille de Paris*. Seuil, Paris, 1991.
- 2- Idem. : *Octobre 1961, un massacre à Paris*. Fayard, Paris, 2001, 385p.
- 3- Malika El Korso (sous la direction de) : *Femmes au combat : hommage à Baya Hocine*. Table ronde organisée par le laboratoire Encyclopédie des Figures historiques de la révolution algérienne (1954-1962) ; Centre national d'étude et de recherche sur le Mouvement national et la révolution du 1^{er} Novembre 1954 ; 17 juin 2002.
- 4- Idem : Militants et militantes de la Fédération de France du FLN et le 17 octobre 1961 : hommage à Fatima Bedar ; idem : 16 octobre 2002.
- 5- Fédération de France du FLN, section femmes : Les manifestations des femmes algériennes en France brochure octobre-novembre 1961, 63p.
- 6- Linda Amiri : *La Bataille de France. La guerre d'Algérie en métropole*. Laffont ; Paris 2004. 235p.

Voire également

- 1- Ali Haroun : *La 7e Wilaya, la guerre du FLN en France 1954-1962*, Seuil, Paris, 1986 ; Ed : Rahma, Alger, 1992, 522p.
 - 2- Olivier Le Cour Grandmaison : *Le 17 Octobre 1961, un crime d'Etat à Paris*. Ed. La Dispute, Paris, 2001, 282p.
- Aujourd'hui, grâce à un travail de défrichage scientifique, grâce à la volonté à toute épreuve d'un militant de la Fédération de France du FLN, en l'occurrence Mohamed Ghafir dit Moh Clichy, grâce à la mairie de Stains, grâce aux autorités locales de la mairie de Tichy, grâce enfin au ministère des Moudjahidine, les restes post-mortem de la chahida Fatima Bedar, dont la dépouille reposait jusqu'à ce jour au cimetière de Saint-Denis, seront réinhumés, après 45 années jour pour jour, au cimetière des martyrs de son village natal Tichy. Voilà pour quoi la commémoration du 45^e anniversaire des massacres du 17 Octobre 1961 est d'une spécificité toute particulière.

Malika El Korso, Maître de conférence - Département d'histoire Bouzaréah, Alger

Texte publié le 16 octobre 2006 dans *El Watan*

Assassins, on veut les fatmas ! >>>

Perle dans un écrin, princesse courtisée faisant face avec dignité aux vicissitudes de l'histoire, Alger la Blanche brillait sous les rayons d'un soleil printanier en ce dimanche de ces années cinquante, années des zazous aux cheveux gominés et surtout années noires pour notre peuple. Avec mes petits copains du quartier nous nous aventurâmes, des ruelles étroites et tortueuses de notre Casbah bien-aimée, jusqu'à «Bab El Oued l'interdit», ne nous doutant pas que cette journée ensoleillée allait marquer notre vie à jamais. Hauts comme trois pommes, prenant notre courage à deux mains et notre candeur aidant, nous dévalâmes la pente de la Rampe Valée qui longe le magnifique jardin Marengo, jusqu'à ce fameux quartier, repaire des pieds-noirs, juste pour admirer cette chose magique, pour nous, petits «Arabes» : une télévision allumée exposée dans une vitrine. C'était grâce au «téléphone arabe» que nous faisons cette virée. Cette journée dominicale était l'occasion, pour les plus pieux, d'aller prier là haut sur la colline dans la basilique Notre-Dame d'Afrique où le panorama était magnifique, pour certains de faire leurs emplettes au marché des Trois-Horloges ou au marché Nelson aux étals biens achalandés et aux odeurs méditerranéennes, pour d'autres de déambuler sur le front de mer d'El Kettani, profitant de cette chaude matinée qui appelait au fanier. Les plus âgés, en bras de chemise, bérêt basque sur la tête, jouaient à la pétanque à l'ombre des arbres

☞ *Journée magnifique et calme où le pastis et l'anisette coulaient à flots dans les bars et où la gouaille s'entendait jusque dans la rue.*

tout en commentant le tiercé de la journée. Bab El Oued, ou Cantera comme l'appelaient les Algérois, Bab El Oued de nos jeunes années, Bab El Oued le frondeur, respirait la Méditerranée par ses odeurs, son ciel azur, ses belles filles aux yeux de feu et cet inimitable accent propre aux pieds-noirs, le «pataouète». Journée magnifique et calme où le pastis et l'anisette coulaient à flots dans les bars et où la gouaille s'entendait jusque dans la rue. Image d'Epinal ! Soudain, un bruit sourd, des cris, des gens apeurés et affolés courant dans tous les sens en criant. Une bombe venait d'éclater à l'arrêt de bus des Trois Horloges, en plein centre de Bab El Oued. Attirés par les cris et curieux comme pas un, nous nous précipitâmes vers les arrêts de bus et là, au milieu de cette foule dense qui gesticulait, nos yeux innocents virent une chose atroce : des corps mutilés gisant sur le trottoir, du sang, des gémissements, des pleurs : deux femmes voilées, blessées aux mains et aux bras, étaient allongées par terre.

CAUCHEMAR OU RÉALITÉ ?

En quelques instants la police fut sur les lieux. Son premier geste fut d'évacuer les deux femmes vers le commissariat qui se trouvait à quelques dizaines de mètres de là, suivi par cette foule qui grossissait à vue d'œil et qui devenait de plus en plus menaçante. Nous fauflant au milieu de ces hommes et femmes de tous âges, nous nous retrouvâmes face au commissariat du 5^e arrondissement où de nombreux policiers, venus en renfort, montaient la garde face à ce flot qui devenait de plus en plus agressif. Une émeute se préparait. Les esprits échauffés par ce spectacle macabre, les uns encourageant les autres, agglutinés face au commissariat, les pieds-noirs appelaient au meurtre des deux femmes arabes. Pourquoi, nous demandions-nous, puisque ce sont des victimes, blessées aussi et nécessitant d'être soignées en toute urgence ? «Assassins, assassins, on veut les fatmas !» vociférait la foule en délire tout en avançant vers l'entrée du commissariat.



Algériennes à La Casbah (AFP)



La Casbah (AFP)

Soudain, les policiers furent débordés et quelques «gros bras» réussirent à entrer dans le poste de police. Image gravée à jamais dans nos jeunes esprits : les «gros bras» ressortirent, traînant par les cheveux les deux femmes blessées. Nos cœurs se serrèrent et nos yeux s'emplirent de larmes à la vue de ce spectacle inhumain. Sourds aux supplications et aux lamentations de ces deux malheureuses femmes aux vêtements en lambeaux et au visage tuméfié, ils les jetèrent en pâture à cette masse ivre de folie qui rend l'homme plus féroce qu'un animal sauvage et plus vil que jamais. Nous assistions à un lynchage en bonne et due forme, digne du Ku Klux Klan qui sévissait dans le sud des Etats Unis ! La foule, devenue incontrôlable, criait : «A mort, à mort

☞ *«Assassins, assassins, on veut les fatmas !» vociférait la foule en délire tout en avançant vers l'entrée du commissariat.*

les fatmas !» Tel des sables mouvants, cette ignoble masse humaine engloutit ces pauvres femmes à jamais, elles disparurent de notre vue : lambeaux de chairs humaines. Pétrifiés, nous restions là, terrassés par cette atrocité commise sous nos yeux d'enfants, terrible scène qui hanta nos nuits et nos rêves innocents devenus cauchemars. Subitement, nous rendant compte que nous aussi étions des «petits mokhameds», nous primes nos jambes à notre cou jusqu'à notre fief, notre Casbah où nous nous sentions en sécurité. En fait, c'étaient deux moudjahidates victimes de leur propre bombe artisanale dont le détonateur avait été mal réglé. Combien furent-elles à sacrifier leur jeunesse pour cette noble cause qu'on appelle liberté ? Cinquante ans après je revois, dans le détail, cette atrocité commise sous mes yeux. C'est le cœur déchiré que je me permets aujourd'hui de rendre hommage à ces deux Algériennes que je considère, avec fierté, comme mes sœurs. Valeureuses femmes !

Salah Morsely

D'Alger à Paris, le parcours de "Kaddour"

Amar Ladlani, plus connu durant la lutte d'indépendance sous le nom de «Kaddour», vient de décéder. Dès 1945, Ladlani est membre d'une cellule MTLD du Ruisseau (aujourd'hui Les Annessers) à Alger et gravit bientôt l'échelon de chef de groupe des Tanneries. Quatre ans plus tard, comme beaucoup de jeunes à l'époque, il émigre en France et se retrouve à Liévin, dans le Pas-de-Calais, comme membre du comité de kasma, spécialement chargé des finances.

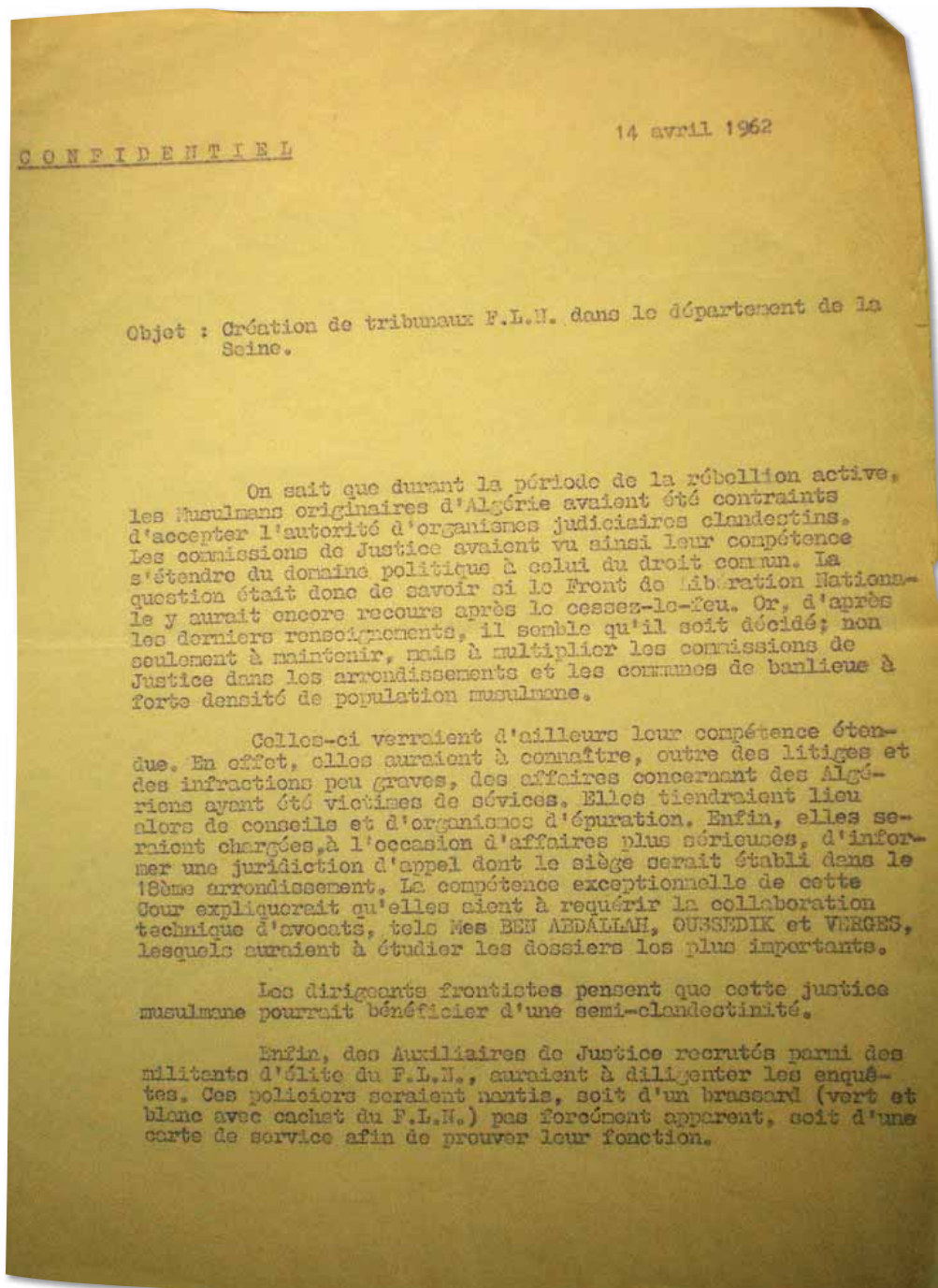
Début 1950, la Fédération de France du MTLD fait passer à certains militants un test d'aptitude aux fonctions de permanent. Kaddour subit avec succès l'épreuve. Aussitôt après, il est désigné comme «régional» du Centre, territoire s'étendant de la frontière suisse à Annemasse, jusqu'à l'Atlantique à l'ouest, et comprenant en particulier les fortes concentrations maghrébines de Lyon, Clermont-Ferrand, Roanne et Montluçon. Deux ans plus tard, une permutation des cadres affecte Ladlani dans le Nord, aux lieux et place de Benferhat muté dans le Midi. Quant à la région Centre, elle échoit à Abderrahmane Guerras. Ainsi, Ladlani va-t-il occuper son poste de 1952 à 1954. Eclate alors au grand jour la scission du MTLD, enfin portée à la connaissance de la

« Le 1^{er} Novembre surprend Ladlani dans cette situation de «permanent libéré». Comme la plupart des militants MTLD qui n'avaient pas été mis «au parfum» des choses du CRUA et du FLN, il se pose la question : «Qui a bien pu faire ça ?»

base, lors de la conférence annuelle de février, salle de la Grange-aux-Belles, à Paris. A ce moment Boudiaf, qui occupe la fonction de responsable d'organisation au niveau fédéral, et Mourad Didouche son adjoint, vont quitter la France et se rendre à Alger pour se lancer corps et âme dans la constitution du CRUA. Dès lors, le comité fédéral se disloque et ses membres, dans leur ensemble, vont s'opposer à Messali. Tous les permanents sont alors libérés de leurs fonctions.

«QUI A BIEN PU FAIRE ÇA ?»

Le 1^{er} Novembre surprend Ladlani dans cette situation de «permanent libéré». Comme la plupart des militants MTLD non «au parfum» des choses du CRUA et du FLN, il se pose la question : «Qui a bien pu faire ça ?» Les anciens cadres essaient de se positionner par rapport à l'événement. Il agit de même. Aussi après quelques mois, le contact est-il établi avec Terbouche, Guerras et Bensalem. Et voilà l'ancien chef de région MTLD qui reprend du service comme militant de base du FLN. Mais aujourd'hui les choses revêtent une autre tournure : la guerre de Libération a effectivement commencé. Guerras qui, l'année précédente, était son collègue «régional», se trouve appartenir à «la direction des Quatre». Avec l'accord des trois autres, il désigne, en juillet 1955, Ladlani comme son adjoint pour le Centre et l'envoie à Saint-Etienne. Six mois plus tard, Ladlani est muté à Lyon comme responsable d'une zone Centre-Sud comprenant les agglomérations algériennes de Lyon,



Note de renseignement du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) faisant état de l'extension des tribunaux clandestins du FLN après le cessez-le-feu entre la France et les rebelles algériens (OWNL, memoires-algerie.org)

Marseille et Côte d'Azur, ainsi que toute la région du centre de la France, s'étendant d'Annecy jusqu'à la côte Atlantique. C'est en cette qualité de «zonal» qu'il est invité par Mohamed Lebjaoui, nouveau responsable fédéral à la réunion de fin décembre 1956 à Paris, où il lui annonce sa nomination comme responsable d'organisation au niveau de la Fédération de France. Juste après la réunion, il retourne à Lyon pour y superviser le déroulement de la «grève des huit jours». Lorsqu'il revient à Paris, fin février, pour exercer sa nouvelle fonction, la DST a déjà

lancé le vaste coup de filet du 26, qui a réduit le comité fédéral de plusieurs de ses membres. Il n'y retrouvera que Boulahrouf, assisté de Boumendjel, Moundji et Soussi ; tous les autres sont arrêtés. Ladlani assurera dans le dernier comité fédéral de 1957 à 1962 la fonction, combien lourde et primordiale, de responsable à l'organisation. Depuis, tous les cadres, du chef de cellule jusqu'au chef de wilaya lui ont voué estime, respect, et, pour ceux qui l'ont connu de près, une amitié qui ne s'est jamais démentie. Avec le décès de Ladlani, responsable important de la

Fédération de France du FLN et depuis 1959 membre du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA), c'est un pan entier, et peu connu de notre histoire de la guerre d'indépendance, qui s'en va. Adieu ! Adieu Kaddour notre frère, ton apport à la lutte de Libération restera dans le souvenir de tes compagnons pour toujours comme une contribution de premier ordre à l'édification de l'Algérie indépendante.

Ali Haroun

Publié le 3 juillet 2004 dans *El Watan*

Militer des deux rives de la Méditerranée



J'ai commencé à militer chez les scouts musulmans à 14 ans, près de Maison Carrée. J'assurais la permanence avec un jeune de la CGT et du MTLD. J'ai participé à la distribution de tracts et à des manifestations jusqu'en 1946. Après une altercation armée avec quelqu'un de mon village, j'ai été expulsé vers la France. Je suis allé directement dans le Nord, où j'ai travaillé dans les mines. J'allais à l'école à Lens, en même temps, je faisais des traductions pour les Algériens qui ne savaient pas parler français. En 1949, je suis venu en congé à Paris. En trois jours, j'ai trouvé du travail à l'Union de maçonnerie. Le soir, je retrouvais les camarades du PPA à la salle Wagram. J'ai participé à toutes les manifestations à Paris entre 1949 et 1953. Avant la Révolution, il n'y avait pas d'arrestation. Dès la mise en place de la Fédération de France, j'ai commencé à militer. A partir de ce moment-là, plus personne ne manifestait. Pourtant, on nous

arrêtait pour un oui, pour un non. Lorsque j'ai été arrêté pour la première fois, j'ai été conduit à la Villette. Il faisait très chaud. Nous étions nombreux, des personnes de toute la région parisienne avaient été arrêtées ; tous les stades parisiens étaient pleins. Les gens tombaient par terre de fatigue. Nous devions être imaginatifs pour nous en sortir. Ce jour-là, nous avons fait en sorte que 4 ou 5 personnes puissent s'asseoir côte à côte ; sur leurs jambes une autre pouvait s'allonger. Au camp de concentration, je n'ai jamais pris mon repas dans les premiers pour éviter d'être repéré par les policiers. C'est souvent ce qui m'a sauvé.

NUITS ENTIÈRES AU CINÉMA

Je suis rentré en Algérie en 1956 et j'ai pu assister au Congrès de la Soummam. Je n'ai jamais posé de question, je n'ai jamais demandé qui était présent ; en cas d'arrestation, je n'avait rien à donner. J'ai fini par aller au maquis. Des agents de liaison s'étaient sauvés, je les ai remplacés. J'ai aussi été chargé de représenter l'ALN à l'organisation des douars. En même temps, je faisais office d'administrateur et de procureur. Mais l'ALN avait besoin de nouveaux financements. Fin 1956, les caisses étaient vides ; alors ils m'ont renvoyé à Paris. Comme j'étais connu des services de police français, j'ai fait de faux papiers. J'ai trouvé du travail sans problème. Mais par peur d'une arrestation, je ne dormais jamais chez moi. J'allais dans les cinémas des grands boulevards. A l'époque, la séance coûtait

7,50 francs. J'y restais toute la nuit. Je suis rentré en Algérie parce que je n'en pouvais plus. Le rythme était intenable. Je me suis dit qu'en rentrant, je monterais à nouveau au maquis. Et si j'y perdais la vie, tant pis. J'ai à nouveau fait faire des faux papiers, puis j'ai retrouvé du travail chez mon ancien employeur. L'armée m'a arrêté puis enfermé dans un camp. J'ai été libéré au moment du cessez-le-feu.

Ali Hassani

Manifestants à Paris le
17 octobre 1961 (AFP)

Manifestants algériens arrêtés
le 17 Octobre 1961 (AFP)



☞ *Ce jour-là, nous avons fait en sorte que 4 ou 5 personnes puissent s'asseoir côte à côte ; sur leurs jambes, une autre pouvait s'allonger.*

Des photos inédites de la base de l'Est, où se trouvait l'état-major de l'ALN, nous ont été confiées par la famille d'Ahmed Moussa. Ce dernier y fut, entre autres, responsable du service communication et propagande. Ses enfants, pour perpétuer la mémoire de leur père, souhaitent que les personnes qui se reconnaissent sur les clichés - ou qui en reconnaissent d'autres - apportent leur témoignage en écrivant à : taarif54@yahoo.fr

Un album unique et précieux à feuilleter toute la semaine.



L'école au temps de la Révolution



L'artillerie lourde de l'ALN

Jeune de l'ALN ex
personnalités di
ce.

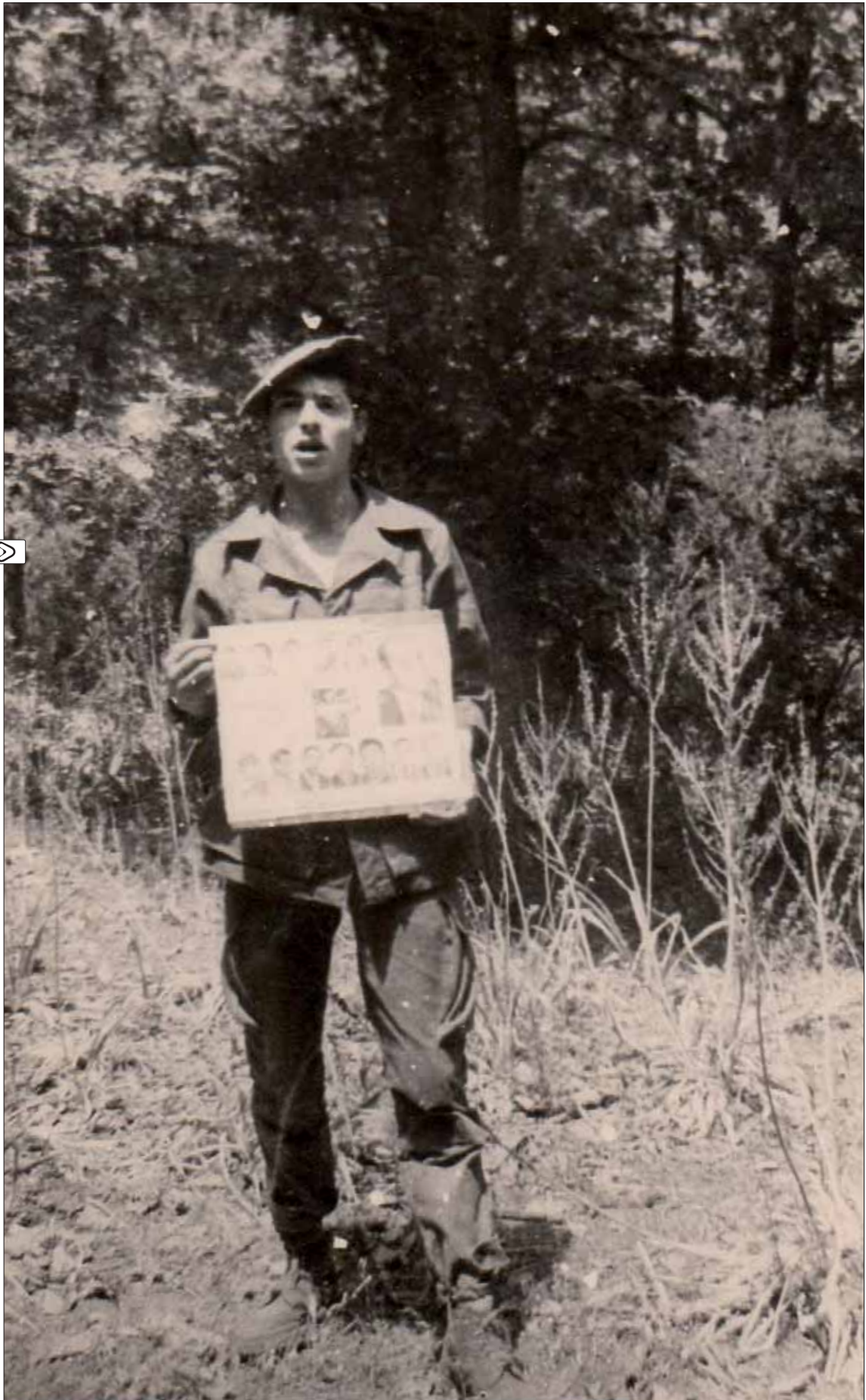
Réunion de responsables de l'ALN, probablement au domicile d'Ahmed Moussa






LN


hibant des photos de
issidentes. On devine
lle de Abane Ramdane






 Groupe de combattants




 Deux combattants avec un nourrisson




 Rassemblement de militaires en cours d'instruction. L'homme aux lunettes de soleil est peut-être Abbas Ghezaiel



 L'artillerie lourde de l'ALN



 Jeunes devant un mur sur lequel sont dessinés des militaires en graffitis



 Fillette en détresse

 Famille de réfugiés



Des armes pour les moudjahidine



Un parachutiste en opération en Kabylie (F. Decker)

J'avais 7 ans lorsque la flamme du 1^{er} Novembre a jailli. Je suis issu d'une famille qui a payé un lourd tribut à la Révolution algérienne, aussi bien humain que matériel. Certains de mes proches, qui ont tant donné

pour la libération de mon pays, ont survécu à la guerre mais se sont éteints dans l'anonymat le plus complet. A Lambèse (Tazoult aujourd'hui) mes parents ont caché tant d'hommes et d'armes destinés au

maquis des Aurès. A l'indépendance, nous nous sommes interdit toute demande de reconnaissance ou de rétribution. Mon père, le patriarche, décédé en 1977 à l'âge de 89 ans, avait toujours dit que c'était un honneur pour la famille d'avoir participé à la lutte du peuple algérien.

Un jour de 1958, nous avons reçu des armes, des munitions, des cartouchières, des sacs à dos et autres équipements destinés aux moudjahidine. Nous les avons entreposés dans notre réserve de céréales, cachés sous

confiance. Les soldats de la coloniale sont repartis bredouille.

Le lendemain, mon père a décidé de tout jeter dans la fosse septique, de détruire les WC et de construire une chape à cet endroit, puis une petite pièce dessus. Depuis, tout est resté en l'état. Il faudrait peut-être, pour la mémoire de Messaoud, Abdelkader et des deux Ahmed, tous quatre membres de ma famille tombés au champ d'honneur, déterrer ce petit arsenal.

MORT SANS UN DINAR

Le dernier membre de ma famille à avoir participé à la guerre est Ali, convoyeur d'armes depuis la Tunisie jusqu'aux maquis des Aurès; il est mort en 2008, à 80 ans, dans une sombre misère. Je peux même dire que ce dernier n'a jamais connu l'indépendance de notre pays ! La guerre m'a beaucoup marqué, j'en ai horriblement souffert, j'en porte les stigmates : blessé au cours d'un attentat à la grenade le 14 juillet 1958, j'ai été touché par 5 éclats, 4 m'ont été retirés le cinquième est toujours logé derrière mon oreille droite. Je ne suis pas non plus reconnu comme victime civile de la guerre.

Nombreux sont les Algériens qui ont tout donné pour l'indépendance de l'Algérie et qui ne se sont jamais fait connaître. Plus nombreux sont ceux qui se réclament de cette honorable Révolution alors qu'ils n'y ont nullement participé.

J'ai connu cette guerre, elle m'a marqué à tout jamais parce que, enfant, elle m'a traumatisé. J'ai des souvenirs plein la tête. Vive l'Algérie ! Vive la liberté pour laquelle des hommes et des femmes ont donné leur vie. Nous n'avons pas le droit de les trahir.

Cherif Bouthegmes

☞ *Le lendemain, mon père a décidé de tout jeter dans la fosse septique, de détruire les WC et de construire une petite pièce dessus.*

une montagne de blé. Vers 3h du matin, des soldats accompagnés de gendarmes ont débarqué chez nous ; ils ont réveillé tout le monde. Pour mes parents ce fut une nuit cauchemardesque. Après avoir fouillé tous les recoins de notre vaste maison, aveuglés par je ne sais quel miracle, ils n'ont pas cherché dans le blé. J'étais le dernier à être réveillé, je me souviens de ce sergent qui m'a mis dos au mur et m'a mis en joue avec sa carabine US ; il me demandait de lui dire où était la cachette et qui nous avait rendu visite ce jour-là. Mes parents étaient persuadés que j'allais craquer, je n'ai rien dit parce que ma famille ne m'avait pas mis dans la

Rachid Haddad, le martyr oublié



Réunion d'explication de l'accord de cessez-le-feu entre commissaires politiques de l'ALN et des colons de la région de Tissemsilt. Mars 1962 (A. Refine)

Natif d'Alger, Haddad Rachid, moudjahid avéré, a grandi dans l'hippodrome d'El Kerma (Le Figuier). Il a connu une fin tragique durant les réjouissances des premiers jours de l'indépendance, à Oran, dans des circonstances restées inexplicables à ce jour. El Kerma a largement contribué à la lutte armée ; ses martyrs sont nombreux, mais parfois oubliés, comme le brave Haddad Rachid Ould Amar ! Militant dès son jeune âge (20 ans) au sein du groupe de fidayine d'El Kerma, il était connu des services d'information et de propagande des réseaux de renseignement du FLN dans les années 1959 à 1962, pour ses activités de maintenance des appareils de radio et de transmission et la collecte de renseignement militaire (activités, positions et circulation des troupes de l'armée coloniale) grâce à sa position stratégique, juste en face de l'ancien aérodrome, au nez et à la barbe des

barbouzes du bureau du DST, les services de renseignement français, qui avaient leur siège au niveau de cette structure (ancienne base américaine abandonnée aux Français vers la fin des années 1940).

Haddad Rachid était aussi un excellent culturiste qui avait une belle stature athlétique ; il ne manquait jamais d'encourager ses compagnons de lutte d'El Kerma à pratiquer l'haltérophilie. Ce fut d'ailleurs un excellent stratagème pour se retrouver en même temps et échanger des renseignements sur les positions l'armée coloniale ou s'enquérir des cotisations ou dons pour le compte de la lutte armée.

Haddad Rachid, oublié par ses compagnons de lutte, attends toujours que son nom soit donné à une place, une rue ou un lieu public respectable à El Kerma...

Mohamed Benyamina (retraité SIO)

Petite histoire de la Révolution algérienne



Combattants algériens en mai 1955 (AFP)

Il ne s'agit pas de mon histoire, mais d'une anecdote que ma mère nous a racontée à propos de son père. Il y a des histoires plus sombres, mais celle-là est peut-être l'une des seules à faire sourire. L'histoire se passe dans la wilaya de Ain Témouchent, aux environs de la ville de Hammam Bouhadjar, dans l'ouest du pays.

Au début de la Guerre d'Algérie, mon grand-père Abdelkader K. avait déjà plus de 55 ans et 9 enfants à nourrir. Il ne pouvait matériellement prendre les armes pour rejoindre le maquis, mais a essayé à sa manière de défendre la juste cause des Algériens. Agriculteur, il avait alors l'habitude de recevoir les combattants chez lui, de les nourrir, de les cacher ou de cacher leurs armes. Parfois, la nuit avec un voisin, il faisait le guet. Un jour, lui et son ami ont convenu de faire le guet la nuit sans fixer l'heure de

leur rendez-vous. Arrive le soir, mon grand-père va se positionner et commence à s'énerver contre son ami qui n'est pas venu avec lui. Toutefois, il n'osait bouger, car il avait entendu du bruit dans le coin, craignant de voir apparaître un soldat français, il décida de conserver son poste. Il passa la nuit durant à faire le guet et à essayer de faire le moindre bruit possible apeuré à l'idée de se faire attraper, mais au lever du jour, il se rendit compte que c'était son ami qu'il avait entendu toute la nuit et qui avait les mêmes sentiments.

L'histoire de la Révolution est celle aussi des petites gens qui n'ont pas pris le maquis, mais qui ont soutenu à leur façon, avec certes beaucoup d'amateurisme, leurs frères algériens.

Fouzia B.

Souvenirs du cessez-le-feu

Selon des informations qui nous étaient parvenues des frontières, des unités de l'état-major de l'Est se préparaient à marcher sur Alger. En effet, en violation des Accords d'Evian, ces unités faisaient mouvement vers la capitale. Il s'agissait des bataillons formés aux centres d'instructions de Mellag et de Ghardimaou, en sol tunisien, leurs instructeurs étant des officiers de l'armée française d'origine algérienne qui disposait d'un matériel de guerre moderne, en armement et en moyens de transport. Ils avaient forcé la porte de la Wilaya II, qui a faiblement résisté. Dans leur avancée donc vers la capitale, les unités de la Wilaya III leur ont affiché une sérieuse opposition. Sur le sol de la Wilaya III, toutes les routes menant vers le Nord étaient barricadées et gardées par nos unités. En certains endroits, le pire a été évité grâce aux pourparlers engagés entre les deux parties. Par contre, des combats violents ont été enregistrés à Ain Lehdjel, du côté de Sidi Aïssa, à la limite de la Wilaya III. C'était là que des foules impressionnantes venues de partout, bravant la mort, se mettaient entre les deux camps pour les séparer en scandant le fameux «sebaâ snin barakat» (sept ans ça suffit). Des pertes en hommes étaient

djounoud positionnés aux premiers rangs entreprirent de s'embrasser affectivement, les larmes aux yeux. Pourtant, les djounoud des frontières appartenaient tous au même peuple. Ils étaient originaires de différentes régions du pays : Kabyles, Chaouïas, Oranais, Constantinois, de l'Ouarsenis, des Hauts-Plateaux, du Sahara. C'étaient des Algériens tout court. Ces mêmes djounoud étaient persuadés que les hommes qu'ils avaient

trouvés devant eux n'étaient pas de la force locale, contrairement à la propagande répandue dans leur milieu, mais il s'agissait de moudjahidine de l'intérieur, dont la plupart avaient reçu des blessures de guerre non encore cicatrisées, ou portaient des traces des tortures subies dans des camps ennemis. Cette heureuse rencontre, qui avait failli faire couler de nouveau le sang des Algériens, dans la région de Béjaïa, à démenti la propagande des politicards défaitistes qui voulaient semer la division entre les enfants du même peuple, vivant sur le même territoire. D'autres troupes des frontières avaient préféré rentrer sur Alger par le Sud, en traversant les Wilayas I, V et VI. La Wilaya IV étant renforcée par des unités de la Wilaya III, elle avait elle aussi résisté.

S'OCCUPER DE TOUT...

De retour de Béjaïa, ma compagnie fut désignée pour assurer la sécurité dans la sous-préfecture de Bordj Menaïel. Il faut préciser que les forces de sécurité publiques françaises (policiers, gendarmes ou autres agents de renseignement) avaient fui leurs postes ou avaient été retirés par les responsables de leurs corps respectifs. Toutes les infrastructures et institutions

dans des fermes abandonnées par leurs propriétaires européens, l'une à Felix Faure (Si Mustapha aujourd'hui) et l'autre aux Issers, pour assurer le contrôle routier, sur l'axe Alger-Tizi Ouzou. D'autres unités de la Wilaya III furent elles aussi installées dans la capitale, notamment à la caserne Ali Khodja, pour les mêmes raisons et les mêmes tâches.

La situation sécuritaire était critique à Alger ; les bombes de l'OAS continuaient d'exploser. Aussi, un climat de méfiance et de suspicion s'y était installé après la circulation de rumeurs selon lesquelles l'armée des frontières avançait sur la capitale. La peur d'un affrontement prévisible entre cette dernière et les unités des Wilayas III et IV, stationnées à Alger, se lisait sur tous les visages des Algérois. Par ailleurs, des individus de l'armée des frontières qui s'étaient infiltrés au sein des populations avaient répandu une autre rumeur selon laquelle les unités des Wilaya III et IV n'étaient que des éléments de la force locale (harkis et goumiers) léguée par l'armée française et que les vrais combattants de l'ALN étaient tous morts. Un mensonge qui ne tenait la route. Car l'armée des frontières, qui vivait sur le sol tunisien à l'abri du danger,

☞ *Les djounoud des frontières appartenaient tous au même peuple. Ils étaient originaires de différentes régions du pays : Kabyles, Chaouïas, Oranais, Constantinois, de l'Ouarsenis, des Hauts-Plateaux, du Sahara. C'étaient des Algériens tout court.*



Alger le 19 mars 1962 (AFP)

déplorées des deux côtés, y compris des civils. Ces informations m'ont été rapportées par des compagnons d'armes ayant vécu ces événements regrettables.

L'AFFRONTEMENT ÉVITÉ

Pour exprimer la désapprobation des affrontements entre les frères de l'intérieur et ceux de l'extérieur, le même mot d'ordre fut porté par les populations et répandu à travers les rues, les champs, les villes et les villages lors d'interminables manifestations.

Pendant ce temps, le bataillon dont faisait partie ma compagnie se dirigeait vers Bougie (Béjaïa) pour barrer la route à cette armée des frontières, du côté nord-est de la Wilaya III. Dieu merci, la rencontre eut lieu sans heurts. En effet, après un entretien cordial entre les dirigeants des deux parties, l'affrontement, qui était imminent, s'est transformé en un accueil chaleureux. Les

☞ *La peur d'un affrontement prévisible avec les unités des Wilayas III et IV, stationnées à Alger, se lisait sur tous les visages des Algérois.*

publics étaient abandonnées à leur sort et exposées à toutes sortes de convoitises. Ce vide ne devait être comblé que par des unités de l'ALN. Le sous-préfet étant originaire de cette localité, il avait failli être lynché par la population, si ce n'était notre intervention pour calmer les esprits. Ses concitoyens lui reprochaient d'avoir collaboré avec l'ennemi durant la Guerre de Libération. De notre point de vue, nous n'avions aucune preuve de son implication dans des actions liées à la contre-révolution. D'ailleurs, la confiance dont nous jouissions auprès des populations étant intacte, le sous-préfet ne tarda pas à reprendre ses fonctions en toute sécurité. Plusieurs années plus tard, il fut promu au poste de wali. Il fallait également prendre en charge le contrôle de la circulation routière. Ainsi, outre le gardiennage des institutions publiques, j'ai dû faire installer deux sections

du froid et de la faim, ne savait rien des combattants de l'ALN qui vivaient toujours au sein des populations avec lesquelles ils partageaient leurs souffrances. Savaient-ils seulement que ces combattants n'étaient autres que les rescapés de l'opération Jumelle qui avait sévi dans la Wilaya III du 1^{er} juillet 1959 au 19 mars 1962, date du cessez-le-feu ?

A propos de la force locale, il y a lieu de préciser que tous les éléments qui la composaient avaient été désarmés et libérés par nos soins, une semaine seulement après que nous les ayons comptés dans nos effectifs. Leurs armes avaient été affectées aux nouvelles recrues volontaires, choisies parmi les enfants de familles connues pour leur engagement dans la Révolution.

Salah Ouzrourou (officier de l'ALN)

Des dizaines de paras emportés par l'oued Guergour

Vers le début de l'année 1957, j'ai connu le chahid Benzahra Ahmed, dit Rouget ; il était artisan-peintre et commerçant en droguerie. C'était dans le cadre du travail sans au préalable m'intéresser à ses relations personnelles, car j'étais au sein de la cellule FLN. Si Ahmed m'a un jour chargé d'une tâche de confiance : porter un jerricane d'essence et le déposer à l'intérieur de son véhicule en stationnement à la sortie de la ville de Miliana, sans autres précisions. Un moment après se sont présentés ses deux compagnons, que je connaissais, en l'occurrence Abdelouahab Tadjedine et Kouache Youcef. Tous deux sont tombés en martyrs. Ils ont alors décidé de partir. J'ai tenté de me joindre à eux, mais Si Ahmed m'a donné brièvement leur destination – Margueritte (Aïn Torki) – ajoutant que la tâche qu'ils avaient à accomplir ne me

☞ *Les corps des paras ont été récupérés puis évacués, à la tombée de la nuit, par des hélicoptères sur Alger.*

concernait pas car j'étais encore trop jeune.

Le lendemain matin, j'ai appris qu'ils avaient incendié la ferme d'un colon, connu sous le nom de Bouryoug, et qu'ils étaient recherchés par l'armée coloniale et les gendarmes. Sans moindre hésitation j'ai informé Si Ahmed. Il m'a invité à l'accompagner à son domicile situé au quartier des Annassers ; à notre arrivée il est rentré puis revenu avec un carton et m'a demandé de l'aider à vider son contenu dans l'oued mitoyen Saguia ; là j'ai remarqué qu'il s'agissait des bâtons de dynamite. Il m'a alors quitté pour rejoindre le maquis Z4 S4. Quant à moi, j'ai continué à être actif au sein de la cellule FLN jusqu'à l'arrivée des paras, conduits par le colonel Bigeard.

MON AMI DES RG

Le 27 novembre 1957 à l'aube, dans le département d'Orléanville (Chef) dans l'arrondissement de Miliana, une opération de grande envergure a été déclenchée par les paras du colonel Bigeard. Il y a eu des arrestations massives de la population ; les personnes arrêtées ont été acheminées à bord des camions militaires à la caserne du 9^e régiment des tirailleurs algériens pour y être soumis à un contrôle systématique



Le colonel Bigeard (à droite) est à la tête du 3^e régiment des parachutistes coloniaux (F. Decker)

d'identité. Personnellement, j'ai été relâché par un agent des renseignements généraux car à une certaine époque (les années 1945 à 1947) c'était un voisin et un ami d'enfance.

Mais le lendemain matin, j'étais activement recherché par les paras. J'ignorais que le responsable de la cellule FLN et ses membres avaient été arrêtés et exécutés. Le chahid Meziane Mohamed, dit Si El Mekki, a été atrocement torturé puis exécuté à Aïn N'sour (Miliana). J'étais le seul rescapé car le sort en avait décidé ainsi. Et ce suite à un groupe de l'Armée de libération nationale qui s'était rendu à Oued Guergour, situé à la pointe des Blagueurs (actuellement Ali Amar), avec pour mission de s'introduire par

un endroit précis à la caserne où étaient cantonnés les paras. Mais l'opération n'a pas réussi, suite à une dénonciation, par un traître, à l'armée coloniale. Ce qui a provoqué un violent accrochage avec les paras aux abords de la pointe, tandis que le colonel Bigeard dirigeait l'opération. Ils ont utilisé divers armements : lance VB, napalm, etc. Cela s'est terminé par un combat corps à corps. Etant recherché, j'ai pris le risque de me rendre sur l'esplanade, à proximité des lieux, et je me suis approché de quelques mètres auprès de ce fameux colonel. Il ne s'est même pas intéressé de ma présence, puis à la fin du combat, je l'ai entendu dire, en ces termes : *«Je félicite le FLN.»*

Par la suite, j'ai appris que des dizaines de paras avaient été tués et emportés par l'oued Guergour (qui recueille les eaux d'égout de la caserne et de l'hôpital). Les corps des paras ont été récupérés puis évacués, à la tombée de la nuit, par des hélicoptères sur Alger.

VENGEANCE

Le lendemain matin, pour ne pas reconnaître la leçon de la défaite, les corps de 11 chouhada ont été déposés au centre-ville de Miliana. Je me suis rendu sur les lieux ; je me suis approché de chaque corps ; à première vue, j'ai remarqué que les corps avaient été habillés à la hâte de tenues militaires de combat ; aucun ne portait de ceinture ; leurs corps étaient perforés de balles de gros calibre, tous au même endroit, au niveau du cœur. Suite à l'opération déclenchée par les paras, les personnes arrêtées ont été soumises à des tortures à la caserne de Miliana. De même, des exécutions sommaires ont eu lieu à l'extérieur des personnes interpellées dans la région ont été portées disparues. Après l'élimination des membres

de la cellule FLN, à leur tête le chahid Si El Mekki, j'étais le seul rescapé. Une semaine après, j'ai été contacté. Après le départ des paras avec leur palmarès des crimes, j'ai été surpris par la situation, le contact avec Si Mohamed, commissaire politique du Secteur 4, était en compagnie de Raoui Ali. Il m'a demandé de lui remettre un sac marin qui contenait divers objets (pataugas, etc.) que d'ailleurs j'avais dissimulé à l'arrivée des paras. Puis le contact est demeuré continu pour diverses activités.

Quant à Raoui Ali, le domicile de ses parents et celui de Abdesmed servaient de refuge au groupe de l'ALN, en particulier Si Tayeb (en vie), Si Mohamed (chahid), Si Djelloul (chahid), Si Benyoucef (chahid), Si Rachid (chahid), Si Djamel et d'autres. Au cours du repas, Djamel, qui était assis à côté de Si Tayeb et en face de moi, détenait un fusil Garand USA. J'ai remarqué son comportement bizarre quand madame nous a servi le repas puis le thé ; j'ai cru qu'il s'agissait des défauts.

À notre départ, je me suis rapproché de Si Mohamed pour lui dire en ces termes : *«J'évite la connaissance avec ce genre de moudjahidine comme Djamel.»* Sans aucune explication il m'a répondu brièvement *«Tu en doutes»* et il a insisté sur les mêmes propos : *«Tu as des doutes.»*

Après mon arrestation, il a commis l'irréparable dans un refuge situé au mont du Zaccar ; il s'est rallié à l'armée coloniale, au 2^e Bureau de la caserne de Miliana, et il a donné toutes les coordonnées : les refuges, les itinéraires du groupe de l'ALN, ainsi que les personnes à partir du collecteur de fonds, etc. La razzia.

Ali Chellal. Membre de l'OCFLN



Les parachutistes du colonel Bigeard interrogent, le 14 mars 1957, Omar Merouane, soupçonné d'avoir commis de nombreux attentats (AFP)

L'opération Rachel

C'est en décembre 1961 que le réseau Rachel a pu réceptionner, acheminer et livrer un lot d'armement aux officiers de la Wilaya IV en charge de la zone autonome d'Alger 2 (ZAA2).

Il est nécessaire d'indiquer les différentes phases qui ont concouru à la création du réseau Rachel, vers la fin de l'année 1960, à Alger. L'objectif du réseau était de réceptionner et de livrer des meubles bourrés d'armes et d'explosifs en provenance de Casablanca, lequel armement était destiné aux commandos de la ZAA2. Les armes faisaient cruellement défaut en cette période, alors que les hordes de l'OAS étaient puissamment pourvues et exécutaient chaque jour des civils musulmans dans Alger et sa banlieue.

À l'époque, j'étais agent de liaison au sein du MALG (*ministère de l'Armement et des Liaisons générales*) et travaillais comme steward (PNC) dans une compagnie aérienne. C'est au cours d'une mission de liaison à Tunis, lors d'une escale, qu'il me fut demandé par les frères Ferhat (Zerhouni Sid Ahmed) et Fewzi (Lounis Abdelkader) s'il était possible d'introduire des armes en quantité par avion de Tunis vers Alger via Bône. Après étude, la faisabilité de cette opération s'avéra risquée à entreprendre du fait de l'inexistence de fret sur cette ligne, en dehors de quelques casiers de poissons à destination d'Alger, et aussi en raison des contrôles multiples effectués par les services de sécurité dans les deux aéroports desservis.

DES ARMES PAR LA MER

Lors d'une autre liaison sur Tunis, j'exposais mon rapport aux frères Ferhat et Fewzi et c'est durant cet entretien que j'eus l'idée de proposer une solution de rechange : la voie maritime ! Mes interlocuteurs étaient surpris de cette suggestion de quelqu'un venant de l'aérien... Je leur expliquai que cette alternative pouvait se réaliser grâce à

↳ *Le lot d'armement était constitué de 209 revolvers 9mm Astra ; 7 caisses de grenades ; 5 sacs de cartouches en vrac ; 148 mitraillettes ; 1 caisse de 40 kg d'explosifs ; 1 caisse de détonateurs.*

l'intervention d'un ami d'enfance, Benferhat Abdelkrim, clerc de notaire à Alger. J'avais remarqué, lors de mes visites à cet ami, qu'il était souvent entouré de gens exerçant la fonction de douanier au port d'Alger ; il régnait chez lui une ambiance amicale et chaleureuse. C'est en considérant l'importance stratégique représentée par ce groupe que je suggérai à mes collègues des services, responsables de l'opération « introduction d'armes » l'exploitation de cette filière comme alternative à la voie aérienne. Cette idée fut rapidement retenue par les services et j'eus donc la charge de faire les démarches délicates de recrutement de mon ami en premier lieu, lequel n'était pas dans le secret quant à mon engagement au service de la lutte de libération. Il fut chargé de poser la question de confiance à ses amis douaniers afin de constituer un réseau susceptible de remplir une mission d'intervention pour réceptionner un déménagement en provenance de Casablanca, sans évidemment attirer l'attention de leurs collègues européens, majoritaires dans l'effectif du port d'Alger.



Groupe de l'ALN après le cessez-le-feu. 1962 (A. Refi ne)



Retour au village de maqui sards. 1962 (A. Refi ne)

Les conditions réunies, les douaniers furent volontaires pour cette mission, avec les diverses précautions de rigueur en pareille situation. Je proposais mon ami Benferhat Abdelkrim comme chef de réseau. Les services acceptèrent cette proposition compte tenu de sa position déterminante auprès du groupe de douaniers. Le nom de code Rachel fut attribué à cette opération.

DOUZE MOIS DE PRÉPARATION

Pour les passations de consignes, la mise en relation avec les services, l'adresse postale à Tunis, la fabrication de l'encre sympathique pour les correspondances avec les services, etc., il fallut presque une année de

préparation pour rendre opérationnel ce réseau. En décembre 1961, le réseau Rachel put accomplir sa mission en réceptionnant et en livrant les armes et explosifs contenus dans les meubles aux responsables de la ZAA2, au 46, rue de la Lyre, à Alger. Le soir même de la livraison de l'armement, les commandos de la ZAA2 donnèrent la réplique à l'OAS à travers une opération de représailles.

Cette mission du réseau Rachel a été dirigée par le regretté Tewfik Hadj Rouai, dit El Berego, responsable du service spécial S4 au MALG.

Rendons hommage à ces « hommes de l'ombre » du réseau Rachel qui ont contribué efficacement à armer les combattants de la

ZAA2 : Hirèche Makhlof, Debbab Djillali, Bouchar Noureddine, Nouaz Mohamed, Guella Ahmed, Moulay Mehdi... Le lot d'armement était constitué de 209 revolvers 9mm Astra ; 7 caisses de grenades ; 5 sacs de cartouches en vrac ; 148 mitraillettes ; 1 caisse de 40 kg d'explosifs ; 1 caisse de détonateurs.

À la suite de cette livraison d'armes aux commandos de la ZAA2, qui pouvaient ainsi répondre aux assassins de l'OAS, il fut instauré par ces derniers un cessez-le-feu de facto qui évita de nombreuses victimes parmi la population musulmane.

Eddine Lakhdar-Toumi

Mon père, ce héros

Voici le témoignage posthume de mon père, qui a laissé un manuscrit de plusieurs centaines de pages, un journal où il transcrivait sa lutte armée. Un témoignage extraordinaire, captivant, que je voudrais un jour publier.

Depuis ma plus tendre enfance il m'a toujours relaté la guerre qu'il a faite, cette guerre qui l'a profondément marqué, surtout psychologiquement. J'ai toujours de la peine quand je pense à lui, à cet homme qui a dû manger de l'herbe dans le maquis pour subsister, qui a marché des kilomètres et des kilomètres pieds nus dans les montagnes, qui à 24 ans a perdu toutes ses dents sous la torture, lui qui a été tabassé dans des commissariats... Mais ce qui l'a profondément marqué c'est cette peur obsessionnelle de la guillotine, à laquelle il a échappé heureusement. Lui qui voulait mourir au champ d'honneur, les armes à la main, pas décapité comme une bête. De son vivant, il m'a souvent raconté comment les gardiens se jouaient de ses nerfs et venaient (après s'être déchaussés pour ne pas faire de bruit) dans sa cellule avant le lever du jour, l'heure où généralement on emmenait les condamnés à mort à l'échafaud ; chaque fois mon père se disait : ça y est, c'est mon dernier jour... Cette peur de la guillotine l'a hanté jusqu'à la fin de ses jours.

« Déjà à 12 ans, l'âge de l'innocence, Sifi Loucif est renvoyé de l'école pour un acte de revendication national après avoir écrit innocemment sur son cahier de dessin : «Vive l'Algérie libre et indépendante.»

Mon père, Sifi Loucif est né le 11 octobre 1934 à Skikda, dans une famille militante et pauvre. Son histoire est celle d'un ancien maquisard. Un ancien fidai. Un ancien condamné à mort : il a été cinq fois condamné à mort par la France coloniale, ce qui est un cas rare. Un ancien prisonnier de guerre qui s'est évadé de la maison d'arrêt de Saint-Etienne avec un pistolet en bois. Un ancien membre de l'ALN à la frontière algéro-tunisienne...

Dès son jeune âge, il s'implique dans le nationalisme algérien. En fait, c'est son père Ali dit Salah qui l'entraînera dans le militantisme, lui-même militant du PPA-MTLD et membre actif au sein l'OS dans la région de l'Est regroupant Constantine, Skikda, Annaba. Au cours de leur parcours révolutionnaire, père et fils ont côtoyé des figures célèbres, nationales et locales de la Révolution algérienne : Didouche Mourad, Zighoud Youcef, Ali Abdenour, Salah Boulkeroua, Hamadi Kouroua...

Sifi Ali, boulanger de son état, a été l'un des commanditaires du premier attentat commis à Skikda, après le déclenchement de la Guerre d'Algérie, le 24 décembre 1954, contre un agent des renseignements généraux. Il fut appréhendé et condamné à mort. Ses complices étaient Salah Boulkeroua, Mallem Ramdane, Laifa Mohamed, Amri Amar.

Déjà à 12 ans, l'âge de l'innocence, Sifi Loucif est renvoyé de l'école pour un acte de

revendication national après avoir écrit innocemment sur son cahier de dessin : «Vive l'Algérie libre et indépendante.» Un slogan qu'il avait l'habitude d'inscrire à la peinture noire, la nuit, sur les murs de la ville, en compagnie et sous les ordres de son père. A un âge précoce, il trime comme un adulte afin de subvenir aux besoins de la famille comme commisboulanger tout en participant aux activités militantes avec son père. Des réunions clandestines étaient organisées parfois au foyer familial sis, porte des Aurès. Des réunions auxquelles participait parfois Didouche Moura, alias Si Abdelkader.

CHEF DE COMMANDO

Avril 1955. Sifi Loucif monte au maquis avec un ami, un certain Chaïbout, ayant partagé la cellule de son père en prison, qui leur propose d'aller rejoindre les frères dans les montagnes. Le 18 juin 1955, Loucif et son groupe de maquisards sont les auteurs d'une série d'attentats à la bombe en différents endroits de la ville pour dire non au colonialisme. Ils commettent également, dans la région, des actions de sabotage contre les biens appartenant aux colons. En juillet de la même année, il se rend à Alger où il y séjourne quelques mois. Recherché par la police, il décide de fuir en France.

Après plusieurs tentatives, il établit enfin des contacts avec des activistes du FLN à Grenoble. Il active sous les ordres de Omar Haraïgue et a pour nom de guerre Si Saïd. Il sera désigné comme chef d'un commando de choc qui commettra plusieurs actions armées dans la région stéphanoise et la vallée du Gier et de l'Ondaine. Il est finalement arrêté le 25 août 1957 et incarcéré à la maison d'arrêt de Saint Etienne d'où il s'évadera, six mois plus tard, le 23 février 1958 avec un pistolet en bois et en compagnie d'un détenu de droit commun, Jean-Baptiste Chometon. Grâce aux filières secrètes de la Fédération de France, Sifi Loucif est exfiltré vers la Tunisie sur le bateau *Ville d'Oran*. Il rejoint d'abord les rangs de l'ALN à Garn El Halfaya où il est responsable du service cartographie, sous les ordres de Safi Boudina et Ammour Abdelkader, puis fait partie d'un commando spécial (police militaire) ALN-GPRA à Tunis, sous la responsabilité du colonel Lakhdar Bentobal. Après le sabotage spectaculaire du Maurepianne, Omar Haraïgue rejoint le commando.

Sifi Loucif connaîtra dans des circonstances particulières le cinéaste René Vautier, le président provisoire du GPRA Ferhat Abbas et bien d'autres personnalités qui ont marqué la guerre d'Algérie.

Le manuscrit de mon père est un récit fleuve, haletant, qui se lit d'un trait : plusieurs centaines de pages de témoignages transcrits par celui qui les a vécus. Une histoire choquante, à l'odeur de poudre et sang, relatant un vécu incroyable qui débute au cœur du colonialisme par le militantisme en passant par le maquis puis la lutte armée en France et se prolonge jusqu'à la frontière algéro-tunisienne. Un récit qui mérite d'être diffusé car agrémenté de documents, de coupures de journaux d'époque et de photographies exceptionnelles sur la Guerre de Libération.

Yacine Sifi

Photo 1 : à l'a gauche devant un camp de l'ALN, l'installe une carte (à droite) sur la photo

Photo 2 : Sifi Loucif avec un groupe de djounoud de l'ALN (au milieu), agenouillé

Photo 3 : coupure de journal relatant son évasion.



Le maire qui m'a sauvé la vie

Vers la fin des années cinquante, je faisais partie des moussebilline, un réseau civil de soutien secret au FLN. J'étais un agent de liaison entre les différents chefs de zone du FLN à qui je transmettais leurs messages tout en les renseignant sur ce qu'ils voulaient savoir sur telle personne ou tel événement. Un jour, j'ai pris le train à la gare de Barraca (Rocher de sel) pour me rendre à Hassi Bahbah. Mais à la gare de Mesrane, je fus pris de stupeur quand un détachement important de soldats français monta à bord du train et se mit à contrôler l'identité des passagers. Quand mon tour arriva, je fus tout de suite suspecté d'actes subversifs par ces militaires rompus à la guerre qui ne se fiaient qu'à leur instinct. Donc, je fus arrêté et conduit, après notre arrivée à la gare de Hassi Bahbah, au poste militaire de ce village.

☞ *Cette gifle me fit tourner vers la porte de sortie du bâtiment militaire. Un grand coup de pied dans le derrière de sa part finit par m'expulser hors des locaux de mes pires ennemis.*

J'avais vingt ans à peine et j'avais aussi la peur au ventre. Non pas la peur de mourir, mais la peur d'être torturé, de ne pas supporter la torture et de finir par avouer mes faits et gestes quant à ma liaison avec le FLN. J'avais peur de trahir et de donner des noms de djounoud et de contribuer ainsi à la défaite de la Révolution. Je me voyais déjà humilié et déshonoré en pénétrant sous bonne escorte dans les locaux de la caserne militaire. Dans un bureau, un capitaine entama mon interrogatoire : «Pourquoi tu as pris le train ?» «Où allais-tu ?» «Où travaillais-tu ?»

Devant mon silence, le capitaine s'approcha de moi en s'apprêtant à me gifler, mais comme inspiré par la naïveté de ma jeunesse, une réponse providentielle sortit de ma bouche : «Je travaille à la ferme de Monsieur le maire Ben Cherif Mouaouia !»

«C'est vrai ça ! dit le capitaine. Nous allons voir ! Mais gare à toi si tu as menti ! Va t'asseoir sur ce banc devant mon bureau et ne bouge pas !» Le capitaine prit son téléphone et appela le maire de la ville de Hassi Bahbah qui lui répondit qu'il allait venir le rejoindre dans un moment.

Pour moi, ce moment fut une éternité, parce que je venais de mentir pour essayer de me tirer d'affaire. Je n'ai jamais travaillé chez Monsieur le maire Ben Cherif Mouaouia. Ma seule relation avec ce personnage est qu'il venait, quand il passait devant notre maison de temps à autre, rendre visite à mon vieux père et que c'était moi qui lui ramenais le café ! Donc, je le connaissais que de vue !

MENSONGE

Le maire Ben Cherif Mouaouia fit soudain irruption dans le couloir où, la mort dans l'âme, j'attendais un destin funeste. En me voyant au bout du couloir, ce dernier, de son regard d'aigle, me reconnut comme étant effectivement le fils de son vieil ami et voisin Chouiha et il se mit alors à me réprimander à très haute voix, d'un air très furieux, tout en venant vers moi : «Ah, te voilà toi, espèce de fainéant ! Que fais-tu à Hassi Bahbah ? Pourquoi as-tu délaissé ton travail à la ferme, paresseux, vagabond ! Qui t'as permis de désertir ton travail ? Viens ici !»

Tout en continuant ses cris de forcené qui firent sortir tous les occupants ainsi que le capitaine français des bureaux, le maire Ben Cherif m'asséna une gifle magistrale dès que je fus à sa portée ! Cette gifle me fit tourner vers la porte de sortie du bâtiment militaire. Un grand coup de pied dans le derrière de sa part finit par m'expulser hors des locaux de mes pires ennemis. En sortant dans la rue, enfin libre et content, tout en remerciant Dieu et Mouaouia Ben Cherif de m'avoir sauvé d'une mort certaine, j'entendais encore sa voix rugissante qui vociférait : «Dégage et ne revient plus roder à Hassi Bahbah !»

M. Chouiha (membre de l'OCFLN)



Le chahi d commandant Bachene Mahmoud, avec le chahi d colonel Si Tayeb Bougasmî et le Djournali, morts en 1959 près de Bou Saâda

Trahison et exécutions

Suite à l'opération déclenchée par les paras, les personnes arrêtées ont été soumises à des tortures à la caserne de Miliana. De même, des exécutions sommaires ont eu lieu à l'extérieur des personnes interpellées dans la région ont été portées disparues.

Après l'élimination des membres de la cellule FLN, à leur tête le chahid Si El Mekki, j'étais le seul rescapé. Une semaine après, j'ai été contacté. Après le départ des paras avec leur palmarès de crimes, j'ai été surpris par la situation, le contact avec Si Mohamed, commissaire politique du Secteur 4, était en compagnie de Raoui Ali. Il m'a demandé de lui remettre un sac marin qui contenait divers objets (pataugas, etc.) que d'ailleurs j'avais dissimulé à l'arrivée des paras. Puis le contact est demeuré continu pour diverses

activités. Quant à Raoui Ali, le domicile de ses parents et celui de Abdesmed servaient de refuge au groupe de l'ALN, en particulier Si Tayeb (en vie), Si Mohamed (chahid), Si Djelloul (chahid), Si Benyoucef (chahid), Si Rachid (chahid), Si Djamel et d'autres.

Au cours du repas, Djamel, qui était assis à côté de Si Tayeb et en face de moi, détenait un fusil Garand USA. J'ai remarqué son comportement bizarre quand madame nous a servi le repas puis le thé. J'ai cru qu'il s'agissait des défauts. A notre départ, je me suis rapproché de Si Mohamed pour lui dire en ces termes : «J'évite la connaissance avec ce genre de moudjahidine comme Djamel.» Sans aucune explication il m'a répondu brièvement «Tu en doutes» et il a insisté sur les mêmes propos : «Tu a des doutes.» Après

mon arrestation, il a commis l'irréparable dans un refuge situé au mont du Zaccar ; il s'est rallié à l'armée coloniale, au 2^e Bureau de la caserne de Miliana, et il a donné toutes les coordonnées : les refuges, les itinéraires du groupe de l'ALN, ainsi que les personnes à partir du collecteur de fonds, etc. La razzia.

Ali Chellal (membre de l'OCFLN)



Le chahi d Hel l al Ameur, dit si Hamdane, mort avec le docteur Yahi a Fares près de Médéa en 1961

Lettres d'un appelé à ses parents



Exercice militaire des parachutistes (F. Decker)



Des parachutistes transmettent des informations militaires à leur base (F. Decker)

Exercice «Algérie», étude sur la pacification, secteur de Géryville. Ecole de guerre. Courrier du docteur Xavier Jacquey.

1960

Papa, maman, merci pour la *Sélection hebdomadaire du Monde*, ça va me permettre de ne pas être trop coupé. Je me fais un peu à l'arabe médical, mais voudrais bien me faire à l'arabe courant. Maintenant nous n'avons plus qu'un mort tous les 2 ou 3 jours au lieu de 4 par jour comme il y a 2 semaines. Mais ce n'est qu'à moitié rigolo pour les nomades. Leurs troupeaux sont de 10 à 50 km du poste, ils ne peuvent être traités, donc pas de lait pour les kheimas ; en plus, l'épicier qui venait de Saïda a été arrêté et son camion saisi : plus de sucre, plus de café, plus de thé... il ne reste que le couscous, c'est peu ! A côté de cela, depuis 15 jours j'ai eu connaissance d'au moins 30 arrestations et de 5 interrogatoires au poste même. J'ai eu à soigner deux des gars : électricité ; arcades sourcilières et cuir chevelu fendus ; joue arrachée, coups de couteau dans la poitrine, brûlures avec phlyctènes, etc. L'un des deux était resté à coucher nu dehors toute la nuit et il y a de la gelée blanche tous les matins.

Tout cela empeste l'atmosphère du poste et fout la trouille aux nomades. On se demande où on va. Mon médecin-chef et son remplaçant, un toubib d'active, étaient en rage, ils parlaient de n'avoir plus de contact avec le poste. Le sergent auquel je rappelais, en soignant mes types, que notre

commandant avait formellement interdit qu'on touche à un prisonnier (dans les postes évidemment !) m'a dit qu'ils avaient reçu l'ordre du 2^e Bureau de faire les interrogatoires sur place pour pouvoir les exploiter illico et d'achever d'une balle les gars trop esquinés. C'est une des raisons pour lesquelles j'essaie de les soigner. Alors on m'appelle — en se foutant de ma poire, mais après tout j'en suis heureux — «le bon Samaritain». C'est d'autant plus étonnant que le chef de poste est un jeune sous-lieutenant appelé, chrétien pratiquant, et qu'il y a un religieux parmi les appelés. En fait, 15 jours plus tard, la position des hommes de troupe appelés du poste avait complètement viré. Mon attitude y avait-elle été pour quelque chose ?... Entre-temps, je me souviens d'avoir ressenti un soir, à propos de ce sous-lieutenant un mouvement de colère intense : «*Mais qu'on le passe à la gégène ce sous-bite qui aime tant le renseignement !*» Et, devant l'incohérence de ce mouvement — moi qui lutte contre la torture je voudrais que ce sous-lieutenant on le torture — je me suis repris : «*Attention, Xavier, tu te fais contaminer.*»

JUIN 1959

Mon vieux papa, décidément je suis assez écoeuré par ce que je vois depuis mon arrivée en Afrique. Vrai, pas joli, joli. Actuellement il y a un gars qui est en train de gueuler, les paras l'«interrogent». Bientôt 48 h qu'ils sont sous de la tôle sans boire ni manger. J'ai demandé ce matin au chef de poste qui s'occupait de

leur graille. Il m'a répondu qu'ils étaient encore à la diète. Et lui n'y peut rien, nous sommes sous les ordres d'un commandant parachutiste ! Tous ces jours-ci il y a dans la région des opérations de grande envergure, mais ça ne donne rien : 6 prisonniers en deux jours je crois ; alors on se reporte sur les villages. Les copains du poste ont été employés pour le bouclage du ksar et ont un peu participé au début de pillage. C'est étrange comme certains se laissent facilement prendre à l'atmosphère, quitte à le regretter ou à reconnaître que c'est moche ensuite. Mais l'ennui, le climat, l'ambiance, tout pousse à regarder cela comme pas très important. Je vous ai dit que nous avions 45 kheimas, on vient hier de les faire redéménager pour la troisième fois en dix

escadrille d'hélicoptères, ils voulaient emmener notre aspi au spectacle, leur capitaine est allé y passer un petit moment. Les gens du village eux aussi entendent le gars gueuler même s'ils ne le voient pas ; ça dure déjà depuis plus de 24 heures, on pense qu'il y en a pour au moins 8 jours. A Géryville aussi, ce n'est pas drôle actuellement, il vient d'y avoir 150 arrestations, dont le maire. Pardonne-moi, papa, de t'écrire tout cela brutalement ; mais un officier me le disait hier soir : devant tout cela on se demande si nous sommes vraiment civilisés. Les archives militaires m'ont appris qu'en ces seuls 15 premiers jours de juin 1959 à Géryville, ce furent en fait, je les cite, «300 suspects qui furent fortement interrogés au cours d'une période d'intimidation». 300, c'était un homme sur 10...

☞ *Je suis assez écoeuré par ce que je vois depuis mon arrivée en Afrique.*

jours. Ils étaient à environ 500 mètres du poste, on les a amenés à 20 ou 30 mètres des barbelés, en ligne ; pas mauvais comme protection, ça vaut un champ de mines, en cas d'attaque on serait obligé de tirer dedans. Bien sûr, les paras ont déjà tué deux des prisonniers qu'ils ont torturés, ils comptent en tuer encore deux autres. C'est exact d'ailleurs, vu l'état dans lequel ils les mettent, c'est aussi bien.

Ca ne m'a guère fait plaisir et je ne l'ai pas caché ; les gars de leur 2^e Bureau voulaient me casser la gueule, heureusement notre aspi-chef de poste est intervenu. Ce qui frappe, c'est l'engouement d'un certain nombre pour ça ; depuis les deuxièmes pompes jusqu'aux officiers ; il y a une

NOVEMBRE 1958

Une intervention d'un de nos commandants, la semaine dernière, m'a effrayé. On faisait un exercice de bouclage-ratissage et un margis gardait les quelques «faisant fonction» de fellagas, les mains sur la tête, fusil dans le dos. Le commandant approche : «Vous les avez interrogés ?

—Oui, mon commandant, mais ils n'ont pas voulu parler.

—Mais, vous ne savez pas qu'un prisonnier, ça se torture ? Et il prend un «prisonnier», le jette par terre et fait mine de lui donner des coups de pied dans la figure et dans le ventre.

Quand c'est un margis ou un chef qui dit des choses comme ça, on n'y fait plus grand cas, c'est normal, ils l'ont fait, ils l'ont vu faire et ne s'inquiètent pas de la portée de cet acte, d'autant qu'ils ont aussi vu leurs copains égorgés. Mais un officier, et un officier supérieur ! C'était la troisième fois pendant

les manœuvres qu'on nous le disait en instruction : «*Quand vous attaquez une mechta, que vous faites un coup de main, les gens sans importance vous les tuez ; les 'légumes' vous les faites prisonniers et quand on les a fait parler, on les fait rejoindre leurs collègues au jardin d'Allah.*» Le plus terrible c'est qu'ils étaient de bonne foi et en toute conscience, croyaient que leur devoir était d'agir comme cela. Ils portent la responsabilité de toute une section, de toute une compagnie, il faut le renseignement ! Notre lieutenant de compagnie, lui, nous a dit : «*S'il faut tuer 2 ou 3 millions de ces bougnoules, on en tuera 2 ou 3 millions.*» En tant qu'appelés, notre réaction la plus commune à ces interventions était, en Allemagne, du style «*cause toujours, ce n'est pas pour nous*». Et je m'étonnais que notre encadrement semble s'en inquiéter aussi peu alors qu'il n'avait pas pu ne pas le saisir. Je compris mieux une fois arrivé en Algérie. Au bout de trois mois et de

quelques accrochages meurtriers, une grande partie de mes camarades avait changé d'opinion. En arrivant dans le sud de l'Oranie en janvier 1959, j'ai été infirmier d'abord dans un rassemblement de 4000 nomades, dont les quelque 650 tentes (les kheimas) avaient été regroupées autour d'un petit poste d'une trentaine d'hommes, à Kef Lahmar, sur les Hauts-Plateaux couverts d'alfa. A l'époque, en Algérie, deux millions d'autochtones avaient été ainsi regroupés, de gré ou le plus souvent de force, dans des camps, soit le quart de la population musulmane totale. Dans le secteur de Géryville (El Bayadh depuis l'Indépendance) c'étaient 30 000 des 40 000 nomades du pays ; les trois-quarts !

FEVRIER 1959

Ce vaste secteur, grand comme quatre départements métropolitains, seule zone interdite de l'Oranais, était fait de hauts-plateaux semi-désertiques et de djebels rocailleux. Nous y étions 1800 soldats français à demeure (chasseurs, légionnaires et supplétifs) et il y avait en face environ 400 combattants de l'ALN sur les 700 que comptait la région. Les actions des forces rebelles étaient dirigées avant tout contre les forces de l'ordre. Pour la seule année 1959, chez nous, 150 morts, blessés ou disparus, plus de 8% de notre effectif ; des pertes nettement plus importantes que les leurs. Et un seul acte de terrorisme, du moins de la part du FLN. Un de trop. Mais un seul. Sur ces données, mes lettres, mes souvenirs et les archives militaires – notamment une très intéressante «Etude sur la pacification» rédigée en mai 1960 par cinq commandants, stagiaires de l'Ecole de guerre – concordent.

Textes envoyés par
Mohamed Kerkeb

☞ *Quand vous attaquez une mechta, que vous faites un coup de main, les gens sans importance vous les tuez ; les 'légumes' vous les faites prisonniers et quand on les a fait parler, on les fait rejoindre leurs collègues au jardin d'Allah.*

J'étais Algérien jusqu'à l'indépendance

Condamné par contumace par les autorités militaires françaises, les Accords d'Evian me sauvèrent la peau

Né à Alger, en haut de la rue Michelet en avril 1933 dans une famille française de la classe moyenne, j'ai absorbé la culture et la vie algérienne dès mon jeune âge en vivant à Bône, Sidi-Bel-Abbès, Oran et Alger. Cette profonde influence eut pour résultat de me donner l'occasion d'éveiller en moi et de permettre de cultiver un sens intime de mon algérianité, en ressentant, en comprenant et en vivant les profondes évolutions de l'époque (Messali Hadj, MNA, MTL, OS) au cours de discussions avec mes copains algériens. Amitiés algériennes immédiatement contrebalancées par les ostracismes français. Né en Algérie, j'étais Algérien.

Après 4 ans à l'EN Bouzareah, bac, année de prép à l'ENSET en France, je décidai d'écourter mes études après avoir lu les nouvelles du 1^{er} Novembre 1954... à Genève ; je voulais être en Algérie car il était clair qu'un choc immense était en train de se préparer. Je choisis Orléansville (El Asnam, puis Chlef) pour mon premier poste d'instituteur et pour y retrouver beaucoup de mes copains algériens qui y étaient déjà. Les pères de certains de mes camarades étaient actifs dans l'OS de l'époque, puis dans le FLN en formation. De fil en aiguille, ils me suggèrent de prendre un poste à Molière, pour les besoins de l'organisation, mais sans me le faire savoir. Là aussi, je fus accueilli par la famille activement militante du directeur de l'école. C'était l'époque du début des accrochages dans la Wilaya 4 et le début de mon engagement actif. Mon rôle était de passer des messages entre El Asnam et Molière. Je réussis à acquérir un revolver

et à le passer au maquis. La guerre faisant rage, je fus témoin des exactions françaises. La gendarmerie commença à me soupçonner et me conseilla fermement de me «mettre au pas». L'organisation me fit plier bagages, me cacha dans une famille à El Asnam et me donna des faux papiers français et un laissez-passer FLN pour aller me réfugier à Oujda via Tunis, Rome, Madrid et Tanger. Du point de vue français, j'étais un «insoumis» condamné par contumace. Cela valut beaucoup d'ennuis à mon père, ma mère, mes sœurs et mon frère. Arrivé à Oujda, je n'avais qu'un seul désir : être admis dans l'ALN. Mes amis et chefs de cellule FLN militaient en ma faveur, mais sans que je puisse obtenir gain de cause. Ayant appris qu'un corps de radio-transmission était en formation, je pris des cours de radio par correspondance pendant un an et je devins un «self-made» ingénieur radio-électronique. Avec ces connaissances en poche et après une grève de la faim d'une

☞ *Je voulais être en Algérie, car il était clair qu'un choc immense était en train de se préparer.*

semaine pour éliminer les derniers obstacles, je réussis à entrer dans l'ALN. Je me mis immédiatement au travail comme dépanneur de matériel américain. Puis je fus envoyé à Nador comme technicien à Sawt El Djazair, avant d'être réplé sur la base Ben M'hidi et de là sur Alger. Après l'Indépendance, j'appris qu'on m'offrait une possibilité de bourse soit en URSS, soit aux USA. Le commandant Si Omar me conseilla d'accepter la bourse au lieu de rester dans



Des parachutistes déposés par hélicoptère (F. Decker)

l'armée ou dans le civil. Je choisis les USA parce que je maîtrisais l'anglais. Je reçus un billet d'avion pour New York, un passeport de l'Etat algérien et une feuille de route au nom de la Commission nationale des transmissions du Bureau Politique du FLN. Me voilà en mission d'études aux USA, bien reçus mais fichés. Après le 19 juin 1965 l'ambassade à Washington demanda à tous les étudiants de restituer leurs passeports pour renouvellement. Je ne reçus pas mon nouveau passeport. Appels, démarches, visites, lettres, intercessions, rien n'y fit... je suis renié par l'Algérie politico-bureaucratique. Je deviens un «sans-papiers», un apatride administratif, sans bourse, perdu dans la masse new-yorkaise. Cette situation pénible, dégradante et

déprimante perdure huit ans. Condamné par contumace par les autorités militaires françaises, poursuivi, je dus passer en jugement après m'être rendu en 1981. Les Accords d'Evian me sauvèrent la peau. Je continue à faire des démarches auprès de l'ambassade d'Algérie à Washington et j'obtiens finalement gain de cause, mais seulement en 2004... A l'occasion du 50^e anniversaire du déclenchement de la Guerre de Libération, j'obtiens la reconnaissance officielle de ma contribution à la lutte pour l'indépendance ainsi que ma citoyenneté et enfin (après 39 ans d'attente!) mon passeport algérien. Le ministère des Moudjahidine continue de m'ignorer jusqu'à ce jour.

Ali Vérin



Photo : El Watan Week-end

FARI DA BEDJ. Chi ef
Arrêtée au début de la guerre, elle perd deux sœurs au maquis

Les parachutistes sont venus me chercher à la maison >>>

Comment avez-vous commencé à militer pour le FLN ?

Toute ma famille militait, chacun avait son rôle. Mon père était dans la police ; il fournissait les armes, il faisait des quêtes d'argent et tout cela partait au maquis grâce à lui. Il a été arrêté plusieurs fois. Ma mère tricotait énormément et ma sœur Talah cousait, principalement des drapeaux et des brassards. Mon petit frère était étudiant à Sidi Bel Abbès, il nous ramenait des pataugas, des chaussures très utiles aux moudjahidines. Quant à moi, j'achetais des fournitures de bureau : des stylos, des crayons, du scotch, du papier à lettres ou encore du correcteur.

Vous avez été arrêtée en 1958, alors que vous étiez très jeune. Comment s'est passée l'arrestation ?

Des parachutistes et des policiers ont frappé à la porte un soir de Ramadhan. En fouillant la maison, ils ont trouvé une lettre que j'avais écrite à une correspondante tunisienne. Ils m'ont arrêtée. Ils étaient suffisamment nombreux pour remplir deux jeeps. Tout ça pour une gamine toute menue ! Ils m'ont emmenée au commissariat. Mais avant, sur la route, ils m'ont donné des claques, des coups, ils m'ont pincé le bout des seins, ils se mettaient debout sur mes pieds... Ils ont fini par me déboîter la mâchoire. Evidemment, ils m'ont

torturée. La première nuit, ils m'ont laissée dans un WC turc. Un policier m'a dit : «N'aie pas peur, je vais pas te violer.» Il m'a donné un carton pour faire un matelas et un autre pour me servir de couverture. J'ai passé une nuit horrible. L'odeur était insupportable, il n'y avait qu'une toute petite ouverture en haut du mur. J'ai passé une nuit blanche, dans le noir. Le lendemain, ils m'ont emmenée dans un camp de concentration pour hommes. J'étais la seule femme. Dans la cellule, il y avait un lit de camp, deux seaux et des couvertures. Le soldat chargé de la surveillance, au dessus de ma cellule, me lançait : «Montre-toi Brigitte Bardot. Danse, danse !» Il y avait aussi des soldats très gentils comme le jeune Simon. Il venait de Metz. Il aimait me lire les lettres qu'il recevait de sa mère et de sa fiancée. Simon m'a rendu de grands services. Il emmenait mon linge chez mes parents. J'écrivais des lettres, il les prenait et me rapportait les réponses. Un jour, l'armée m'a transférée à la prison centrale pour femmes. Les détenues politiques et de droit commun étaient mélangées. C'est là que j'ai rencontré Evelyne Lavalette. Sur onze femmes, nous n'étions que quatre militantes. Au début, je me demandais comment vivre avec des criminelles, surtout que la plupart d'entre elles avaient commis des crimes violents. Je n'avais pas 20 ans, c'est tout juste si

je ne jouais pas encore à la poupée ! J'ai découvert brutalement que la vie était parfois pleine d'horreurs. Mais j'ai sympathisé très vite avec mes codétenues. Elles m'ont protégée. Je prenais mon bain seule et elles refusaient que je participe à la corvée de sardines. J'ai pu garder ma coquetterie dans cette cellule. Comme les miroirs étaient interdits, nous remplissions un petit bassin de terre d'eau et nous faisons avec notre reflet. Je suis restée deux mois dans cette prison avant d'être acquittée. En sortant de prison, j'ai voulu reprendre mes études, mais j'ai été renvoyée. Sur le bulletin, le lycée avait marqué «perturbatrice».

Quel a été le rôle de vos sœurs dans la guerre ?

Messaouda et Fatouma sont mortes au maquis. Elles faisaient de l'assistance médicale. La première n'a pas supporté la hogra, le racisme ; nous, les «indigènes», nous ne valions rien du tout. Elle est partie en 1957. Fatouma l'a

rejointe quelque temps après. Un jour, nous avons revu Fatouma clandestinement. Elle nous a raconté ses conditions de vie difficiles, la misère des gens des douars, leur liesse quand ils recevaient les combattants, les difficultés d'approvisionnement en denrées alimentaires et en médicaments, celles des soins pour les blessés et les malades qui leur étaient confiés, car elle était infirmière. Les nuits blanches, les guets, la fraternité et le sacrifice. Nous buvions ses paroles. Je la dévorais du regard : son visage basané, presque brûlé par le soleil et la neige, la peau rêche de ses petites mains aux ongles rongés me ramenaient au temps où elles étaient si bien traitées avec les crèmes et les vernis. De temps en temps, elle les portait à sa tête pour se gratter. Je découvrais la couleur naturelle de ses cheveux pour la première fois. Ils étaient toujours teints au henné. Un pou, dérangé, est tombé sur son épaule. Elle le prit entre les ongles des pouces et nous avons entendu un crac ! Elle a lancé : «Ouf ! Un de moins !» Elle nous a expliqué qu'elle passait des jours sans se servir d'un peigne ! Je retenais mes larmes devant ce petit bout de femme qui, autrefois, était une maniaque de l'hygiène et adorait le hammam. C'était la dernière fois que je la voyais. Elle est morte dans un bombardement.

« Les détenues politiques et de droit commun étaient mélangées. »

Yasmine Said

1962 Mémoires
2012 d'Algérie

El Watan / OWNI

Photo : Un combattant de l'ALN et sa fille/Fonds privé de la famille Moussa.

Une seule **histoire**,
la yōtté

#4

EDI TO

Question de majuscule

Ameziane Ferhani
Journaliste

On a coutume, à propos de l'histoire, de distinguer celle avec une majuscule à sa lettre initiale et celle avec une minuscule. L'Histoire avec un grand «H» est bien sûr celle des nations, des époques et des grands mouvements de l'humanité. Avec un petit «h», elle devient celle des hommes, des petits groupes, des familles, etc. Cette petite histoire est donc la manière dont les personnes vivent la grande Histoire, avec son lot de souvenirs, d'anecdotes et de récits qui, naturellement, mêlent faits et émotions. Nichée dans les mémoires, parfois aussi dans des notes, lettres et journaux personnels, la cadette de l'histoire vient des acteurs et témoins d'événements divers.

Quant à l'aînée, elle est le produit des historiens mais aussi, dans nombre de nations, des Etats et gouvernements.

C'est le cas dans notre pays où, depuis l'indépendance, une historiographie officielle s'est développée à travers le discours politique et le système éducatif. Il a fallu attendre

Il a fallu attendre les années 1990 pour voir l'édition privée se développer et commencer à publier des essais historiques et des témoignages indépendants.

les années 1990 pour voir l'édition privée se développer et commencer à publier des essais historiques et des témoignages indépendants.

De qualités inégales, ces ouvrages ont produit cependant une véritable bouffée d'air, dévoilant des pans occultés de notre histoire, apportant des éclairages nouveaux, mettant en valeur des périodes ou faits mal ou méconnus. Mais ils ont surtout révélé l'extraordinaire soif des Algériens envers leur passé. Tous les libraires sont formels : exclu l'art culinaire (!), l'histoire est en tête des demandes. Et dans cette catégorie, la petite histoire passionnée, celle des récits, autobiographies, témoignages et mêmes romans inspirés de faits réels.

L'histoire serait-elle donc plus attirante que

l'Histoire ? Certes oui, car plus facile et plus agréable à lire. De plus, elle devient un refuge quand l'Histoire scientifique est difficile à aborder et que l'Histoire officielle rend méfiant. Mais au-delà de ces considérations, il faut souligner que la petite histoire constitue un pan important des sources de la grande. Elle fait partie de la matière première de l'écriture historique et assure une fonction socioculturelle d'appartenance et de reconnaissance des individus envers leur pays.

Les histoires personnelles vécues dans la grande Histoire nous émeuvent mais nous édifient aussi. Et même si elles sont nécessairement subjectives, elles nous apportent, de manière vivante, ce que les histoires scientifiques et officielles ne peuvent avoir : des valeurs et une possibilité d'identification directe. L'expression populaire et citoyenne de l'Histoire est un formidable tremplin d'équilibre identitaire, de projection de soi et de diffusion de qualités humaines, sociales et patriotiques. Témoigner, c'est participer au nouveau à l'histoire et nourrir la recherche historique de pistes et d'éléments, loin de tout formatage ou falsification.

La chose est d'une importance capitale dans notre chère Algérie où, si nous devons préparer notre futur, nous avons aussi à construire notre passé.

Un certain soir de 1955

Tayeb Belghiche
El Watan

C'était un dimanche après-midi. Avec ma grand-mère Zaâra, on se rend chez ma tante qui habite ce qu'on appelait à l'époque la Cité indigène. Je m'en rappelle très bien, comme si c'était aujourd'hui. Je n'avais pas encore 10 ans. Après une dizaine de minutes de repos, tante Kamir me demande de lui acheter des spaghettis pour le dîner. Je n'ai pas mis le nez dehors que, brusquement, on entend des coups de feu qui durent un bon moment. On voit un voisin, un ancien de la Seconde Guerre mondiale, en train de s'installer sur le toit avec son fusil de chasse. Il s'était entouré la tête de feuilles de vigne, sans doute pour se dissimuler. On avait peur de lui, surtout que c'était un solitaire qui ne communiquait avec personne. Il vivait avec une jeune fille qu'on disait sa nièce. Elle se suicidera une année plus tard avec une arme à feu. Nous nous réfugiâmes à l'intérieur des chambres, la peur au ventre.

Le souvenir des massacres du 8 mai 1945 est encore vivace chez les adultes. On en parle à voix basse. Ma grand-mère s'empare d'une lettre qu'elle a sur elle et la déchire en mille morceaux. Elle lui a été envoyée par son fils Mohamed, qui vit à Paris ; elle estimait qu'elle pouvait nous porter préjudice. Nous nous endormions la peur au ventre, sans avoir mangé. Le couvre-feu

Le couvre-feu était imposé dans toute la ville de Guelma, du moins pour les indigènes.

Une histoire d'hommes

C'est une histoire d'hommes. D'une rencontre. Des deux côtés de la Méditerranée.

Une rencontre entre deux porteurs de projets, en Algérie et en France. C'est une histoire dans la grande Histoire qui nous inscrit pleinement dans l'humanité, ses défis et ses douleurs, ses désirs aussi d'accéder à son histoire librement, sans les entraves des versions officielles et des coffres-forts du secret d'Etat.

C'est ainsi qu'à l'occasion du 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, *El Watan* et le site d'information français Owndi se sont associés pour lancer, le 19 mars 2012, Mémoires d'Algérie*, le premier musée numérique sur la Guerre de Libération nationale.

Après un an de collecte de témoignages, photos, pièces administratives... auprès de vous, lecteurs d'*El Watan*, nous avons pu réunir plusieurs centaines de documents inédits grâce à votre confiance. Car, face aux manipulations et

aux occultations officielles, nos centaines de contributeurs des quatre coins d'Algérie, mais aussi de France, ont répondu à notre appel : «La guerre de Libération, c'est vous !»

Une manière de détourner le slogan officiel «Un seul héros, le peuple !» et de le prendre au pied de la lettre.

L'initiative de *El Watan Week-end* a croisé un autre projet, celui de l'équipe d'OWNI, qui a, de son côté, compilé et numérisé des milliers

Un espace de mémoire, pour que les peuples mesurent en toute indépendance la part de cynisme et d'incompréhension qui les a précipités dans la même tragédie.

de documents classifiés des archives françaises concernant la Guerre de Libération et qui seront mis en ligne à partir du 50^e anniversaire des Accords d'Evian, dans un souci de casser les tabous et de briser le silence, côté français, autour de cette période charnière de l'histoire.

Le projet prendra la forme d'un site internet qui sera enrichi en témoignages, photos, documents... jusqu'au 5 juillet, jour de l'indépendance de l'Algérie, pour devenir, à partir de cette date, un véritable musée numérique dédié à la mémoire, mis à la disposition du public avec une liberté totale d'accéder aux documents, pour naviguer dans le temps, l'espace et les thématiques,

mais aussi la possibilité de participer en commentant ou en soumettant d'autres archives.

Notre démarche, grâce à la formidable plateforme imaginée par les ingénieurs data d'OWNI, permet une accumulation et une organisation inédite des données sur la Guerre de Libération. La direction éditoriale est assurée par les deux médias, en

partenariat avec des historiens spécialistes de cette période. L'application vous permettra donc de vous emparer, de vous saisir de ce vécu commun, de l'histoire écrite par ceux qui l'ont vécue et non par les Etats, mais par des hommes des deux côtés de la Méditerranée. L'histoire écrite par vous.

El Watan et Owndi

* www.memoires-algerie.org

était imposé dans toute la ville de Guelma, du moins pour les indigènes. Le lendemain, la population est autorisée à sortir pendant une heure, le temps de s'approvisionner. Je profite de l'occasion pour aller chez ma mère. Nous habitons la rue Scipion, à la maison Capertini, une maison d'une soixantaine de chambres où cohabitaient juifs et musulmans en bonne harmonie. Même le rabbin de la ville a été, à une époque, un de nos voisins.

Que s'est-il passé ? Et là, les informations les plus fantaisistes se donnent libre cours. Les fellagas avaient attaqué la ville. Jeune, c'était la première fois que j'entendais parler de nos maquisards. «Ils sont insaisissables.» «Ce sont des fantômes, les balles ne les tuent pas.» Au-delà des fantasmes, quel'un venait d'entrer de plain pied dans la guerre, dans nos esprits. Durant trois jours, nous subissons le couvre-feu. Dimanche était jour de marché. Et les paysans qui étaient en ville, ce jour-là, se sont retrouvés pris au piège. Beaucoup d'entre eux ont été massacrés par l'armée et la police durant la répression déclenchée après l'incursion des éléments de l'ALN. On parle de plusieurs dizaines de morts qui ont été enterrés dans des fosses communes.

A partir d'un balcon, j'ai vu Garrivet, le maire de Guelma, à bord d'une jeep et armé, bien sûr, en train de circuler dans la ville déserte. Il a été mon instituteur au cours préparatoire première année. Instituteur pour la ville. Quand il se présentait en classe, car

c'était un grand absentéiste, il nous demandait, le matin, d'écrire sur l'ardoise de 1 à 100 et l'après-midi de faire le contraire... C'est tout ce qu'il nous a appris. En classe, il passait son temps à chasser les mouches avec une règle. Il estimait sans doute que les «moutons» ne méritaient pas d'être éduqués. Hypothèse qui tient la route si l'on sait qu'il a participé aux massacres de Guelma, le 8 mai 1945, à la tête de milices européennes. Plus tard, nous apprenions que ce qui s'était passé dimanche soir à Guelma n'était que le prolongement d'événements qui avaient eu lieu la veille à Phillipeville (aujourd'hui Skikda), c'est-à-dire le 20 août 1955. A partir de cette date, je vivais, comme tous les Algériens, au rythme de la Guerre de Libération avec ferveur.

Dessine-moi des moudjahidine

«L'enfant en sécurité n'hésite pas à communiquer ses idées, ses sentiments sans retenue, sans timidité.» C'est ainsi que Mohamed Bencharif, auteur du *Livre de notre Vie*, explique la sincérité, l'émotion, mais aussi la maturité qui se dégage des textes et des dessins produits pendant la

guerre par ses élèves de l'école Freinet de Hussein Dey. Publié une première fois en 1967, le recueil est peu à peu oublié. Aujourd'hui, Mohamed Bencharif souhaite le faire rééditer, avec le soutien de l'Algérie, de l'Unesco et des éditions Dalimen.

Les moudjahidine

C'est vous qui avez rendu notre Algérie libre.
C'est vous qui avez conquis notre indépendance.
C'est vous qui avez combattu l'ennemi.
C'est vous qui avez vaincu les paras français.
Pendant plus de sept ans de guerre, l'Algérie a souffert.
L'Algérie a pleuré ses misères et ses deuils.
Mais grâce à vous, l'Algérie va être indépendante.
Avant, les colonisateurs nous considéraient comme des chiens.
Ils nous commandaient et nous exécutaient leurs ordres sans rien dire.
Ils arrêtaient les braves gens et les enfermaient dans leurs prisons.
Pour les torturer horriblement.
Combien sont-ils morts à la suite de ces tortures !
Mais la victoire est proche.
Souhaitons longue vie à tous nos combattants de l'ALN
Et que l'Algérie soit libre et prospère à jamais.

Roumane Mustapha - 12 ans



1 QUESTION À... MOHAMED BENCHARIF

Vous souhaitez aujourd'hui dédier votre livre à deux hommes disparus, Max Marchand et Abderrahmane Benhamida. Que représentent-ils pour vous ?



Max Marchand était un homme admirable, un humaniste. Il fut assassiné par un commando de l'OAS le 15 mars 1962, avec ses amis et collègues Mouloud Feraoun, Ali Hamoutène, Salah Ould Aoudia, Robert Eymard et Marcel Basset. A l'époque où il était inspecteur d'académie à Orléansville, j'étais en poste dans cette ville. Un jour, le directeur m'annonce, inquiet : «L'inspecteur d'académie est dans votre classe.» Il faut

préciser qu'un inspecteur d'académie n'inspecte pas directement. Mais ses supérieurs, l'administration, avaient appris que mes élèves dessinaient et écrivaient sur les militaires, sur les exactions, etc. Il a donc assisté à la séance du matin de choix et de commentaire des textes des enfants. Il a demandé les dossiers personnels des élèves, a épluché les travaux, et finalement a envoyé ses félicitations aux élèves et à l'enseignant !

Il m'a offert son propre livre, *Liberté*, un recueil de poèmes qu'il avait écrits en prison en Allemagne. Je voudrais aussi dédier cette réédition à Abderrahmane Benhamida, premier ministre de l'Education de l'Algérie indépendante. Pour sa première visite officielle, il s'est rendu à une rencontre où les dessins des enfants étaient exposés. >>>
Contact : mohamed.bencharif@gmail.com

La lutte contre l'ennemi

Une fois, des combattants de l'ALN sont venus dans mon village de Kabylie. La foule les accueillit joyeusement. Les enfants hurlaient de plaisir et tout le monde était heureux.
Après un bon festin que leur avaient préparé les villageois, ils se dirigèrent vers le poste militaire voisin. Ils étaient une dizaine. Camouflés dans le feuillage, dans des crevasses, derrière les rochers, ils approchèrent du poste à pas feutrés. Tout à coup, des déflagrations et des rafales déchirèrent le silence. Les soldats, surpris par cette attaque inattendue, sortirent, mais tombèrent comme des mouches sous le feu nourri des valeureux combattants de l'ALN.

Admane Nourredine



«Al'indépendance, j'avais 22 ans. J'ai eu l'honneur de participer à la Révolution, même de façon très modeste. Voici quelques souvenirs de jeunesse.»

Mohamed Tâb

Durant ces douze jours passés à El Bayadh, le receveur des contributions de Béchar avait tout essayé pour me venir en aide. Il m'envoya de sa poche la somme de 300 francs (l'équivalent d'un salaire mensuel) et un faux ordre de mission, établi discrètement sous sa responsabilité m'affectant à la direction régionale de Laghouat. Il avait appelé le directeur de cette structure et m'avait recommandé auprès de lui. Il écrivit au préfet pour intervenir en ma faveur. Cette démarche s'était avérée infructueuse. Avec l'ordre de mission, document sans lequel je ne pouvais entrer dans la ville de Laghouat et les 300 FF en poche, je remerciais infiniment Si Bouréah pour son hospitalité et toute l'aide qu'il m'avait prodiguée. Je suis arrivé à Laghouat le 21 janvier 1962, un dimanche, après un périple par bus par Tiaret et Aflou (la route nationale 47, entre El Bayadh et Aflou n'existait pas encore). Le lendemain, à la première heure, je m'étais présenté à la direction régionale des contributions diverses de Laghouat. De petite taille, la cinquantaine, le directeur me reçut avec amabilité à peu près dans ces termes : «Jeune homme, M. Mathieu, le receveur de Béchar, m'a parlé de votre dévouement au travail et de votre conduite respectueuse. Continuez à vous comporter de la sorte et vous n'aurez aucun problème, nous ne nous occupons pas de politique. Soyez donc le bienvenu et je vous souhaite un bon séjour parmi nous ». Et il m'envoya chez le sous-directeur pour l'affectation de bureau et la définition de la tâche à effectuer. Ce sous-directeur, par contre, m'avait reçu avec froideur et avec un ton de menace à peine déguisé : «Vous avez intérêt à vous tenir tranquille et à ne pas vous mêler de choses en dehors de votre travail comme ce fut le cas à

L'enfant héros



Convoi militaire à Tizi Ouzou (J.C. Borrel)

La Révolution algérienne fut portée par tout un peuple, guerrier et fier, qui ne recula devant aucun sacrifice pour arracher son indépendance et sa liberté. Hommes et femmes, vieux et jeunes, garçons et filles, tous adhéraient au même idéal : la souveraineté de l'Algérie. Même les enfants, avec leur innocente pureté, comprirent assez tôt qu'il fallait résister à l'occupant. Et tout naturellement, ils suivirent les pas de leurs aînés, ces traces qui conduisirent la nation algérienne hors de la nuit, vers le jour et le soleil.

Bellouze Essaid né le 17 février 1944, avait seulement treize ans et huit mois, au seuil de l'adolescence, quand il répondit par un acte de courage à l'appel du patriotisme. Il quitta l'école indigène à la fin de l'année scolaire

Goléa. Instruit de cette intention, M. Becker opposa une fin de non recevoir au capitaine en refusant de se substituer aux parents du petit garçon.

CAFÉ MAURE

Un jour, l'enfant surprit une conversation animée entre quelques soldats et le chef cuisinier, regroupés dans la cour de la ferme. Les propos particulièrement virulents du cuisinier choquèrent le petit Bellouze : «Les fellagas sont des égorgés et des assassins ! Ils ne méritent aucune indulgence ! Ce sont des vermines qu'il faut éliminer sans vergogne !» Soudain, son second, premier jus (soldat de 1^{re} classe), tenant une louche géante posée sur l'épaule comme un fusil, se précipita vers le petit groupe et s'adressa au gosse en montrant le chef avec la grande cuiller : «Petit, n'écoute pas ce vieux fou, il radote !» Puis, se tournant vers le cuisinier, il lui lança : «Mais qu'est-ce que tu racontes ? Ces fellagas comme tu les appelles, ce sont des soldats. D'après toi, qui a commencé à emmerder l'autre ?» Au mois d'août 1956, le corps de troupes fut relayé par une compagnie d'infanterie. Dans l'appartement des colons, M. Becker lisait son journal pendant que sa femme faisait la vaisselle. Ils firent venir le petit commis Bellouze pour lui faire ces prudentes recommandations : «Écoute, Essaid. Sache que ces soldats sont venus pour s'occuper des fellagas. Si on te pose des questions, tu réponds toujours que tu n'a rien vu et rien entendu.» Un jour de l'été suivant, le petit Bellouze se trouvait dans son douar d'Aliouène, au café maure Topal quand un maquisard connu, Kasmi M'hamed, vint s'asseoir sur un banc, appuyant son fusil automatique contre un mur. Sur l'insistance de quelques gamins, le moudjahid entreprit de leur montrer le maniement de l'arme à feu en faisant glisser la culasse pour mettre la balle au canon.

BOISSONS ALCOOLISÉES

En suivant avec curiosité cette démonstration, le petit Bellouze songea que son patron avait la même arme et qu'il pourrait peut-être un jour s'en saisir. A partir de ce moment-là, ce projet insensé ne quitta plus les pensées de l'enfant de treize ans. L'occasion ne tarda pas à se présenter le jour où les Becker s'absentèrent pour se rendre à une fête annuelle, à Bougie, laissant le petit Bellouze seul à la ferme. C'était un mercredi. Comme d'habitude, le grand panier d'osier sous le bras, il alla détacher quelques

rameaux de mûriers destinés au cochon de la ferme. Mais au lieu de se rendre à la porcherie, Bellouze Essaid monta à l'appartement et là, avec mille précautions, entreprit de dissimuler le fusil à cinq coups dans le grand couffin, parmi les branches feuillues. Il agissait avec un calme confiant, comme s'il venait de s'approprier un objet légitime. Ou comme s'il s'adonnait à un nouveau jeu, innocent et sans danger. En sortant dans la cour pour se diriger vers la soue, quelques soldats un peu éméchés le hélèrent en agitant des bouteilles de boisson alcoolisée : «Hé, petit ! Bière, bière !» Bellouze Essaid sourit et pressa le pas tout en agitant son index en signe de refus : «Non, non. C'est péché !»

SOLEIL DE PLOMB

Les soldats partirent d'un éclat de rire et poursuivirent leurs libations. Pendant ce temps, le petit garçon arriva au pied d'une clôture à claire-voie par-dessus laquelle il balançait son couffin avant d'enjamber à son tour le grillage. Le relâchement de la vigilance des sentinelles, probablement occupées elles aussi à boire à l'occasion de ce jour férié, arrangea les affaires de Bellouze Essaid qui grimpa un talus et se perdit dans la nature sous un soleil de plomb. Un peu plus loin, il s'arrêta à l'ombre d'un figuier, suspendit le fusil à une branche et s'employa en toute quiétude à cueillir les fruits charnus et sucrés. Oui, Bellouze Essaid pouvait se glorifier de cet exploit. Mais courir un pareil risque à l'âge de treize ans et demi ne relevait-il pas de l'inconscience ? Non, assurément non ; car le geste de Bellouze Essaid était dicté par un sentiment de patriotisme qui baignait son foyer et tout son douar. Précocement, dès son jeune âge, il avait pris conscience que la Révolution ne pouvait triompher sans l'appui conditionnel d'un peuple uni. Désormais, le petit commis de ferme serait un combattant de la liberté. Le soir même, le jeune garçon, à peine entré dans l'adolescence, s'en alla remettre l'arme au chef des moussébiline, Khalfaoui Ahmed. Celui-ci le présenta à un homme, gros et grand, portant des lunettes de vue. Le commissaire politique prit dans ses bras le jeune homme, lui donna quelques tapes sur la tête et proclama avec un tremblement d'émotion dans la voix : «Tu es notre zaim, mon fils !»

Le mnouer Khaled

«D'abord, ils m'ont appris que l'hôtel où je logeais appartenait à un pied-noir et que j'y risquais ma vie.



Bellouze Essaid adulte

Béchar. Je vous tiendrais personnellement à l'œil et au moindre faux pas, vous serez également chassé de Laghouat. » Je pris mes fonctions sur le champ et fus logé dans un hôtel. Au bout de quelques jours, dès que l'on sut que j'avais été expulsé de la Saoura, mes nouveaux collègues arabes me prirent en charge. D'abord ils m'ont appris que l'hôtel où je logeais appartenait à un pied-noir et que j'y risquais ma vie. Ils me conseillèrent l'hôtel de l'Hadj Lakhdar, tout proche de la recette des impôts (critère à avancer en cas où l'on me demanderait pourquoi avoir changé d'hôtel). Dans cet hôtel, je fus très bien accueilli, en particulier par le réceptionniste Mohamed qui m'avait pris en sympathie.

Suite en page 6

Un moudjahid lynché sous mes yeux

Un soir, le réceptionniste Mohamed me demanda de ne pas quitter l'hôtel et m'apprirent l'arrestation par des djounoud de l'ALN d'un individu ayant commis un délit d'escroquerie ou tenté de le faire auprès de commerçants militants de la ville. Cet individu, expulsé lui aussi de la Saoura, résidait dans le même hôtel. Ces mêmes djounoud vinrent me rendre visite à 3 heures du matin, en plein couvre-feu. Ils m'apprirent que l'ALN avait enquêté à mon sujet et avait appris que mon frère aîné était au front, que je militais au sein du FLN et que je subvenais aux besoins de ma mère veuve et de mes frères et sœurs tous plus jeunes que moi. Ils m'ont assuré du soutien de l'ALN et du FLN et que j'étais le bienvenu à Laghouat. Ils me quittèrent vers 5 heures du matin, juste avant la levée du couvre-feu. Bien entendu, durant tout mon séjour, je continuais à subvenir aux besoins de ma famille en envoyant mensuellement de l'argent à la maman à Bidon II, ne gardant que le strict minimum pour vivre. Vers la fin du mois de mai, je fus convoqué par la police et on me demanda de m'approprier à rejoindre l'armée pour faire le service militaire. Mes amis de Laghouat m'ont conseillé de répondre aux policiers par l'affirmative mais de tergiverser, car les pourparlers entre le colonisateur et le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) allaient bon train à Evian et que l'indépendance n'était plus très loin ; le cessez le feu ayant déjà eu lieu le 19 mars 1962. Effectivement j'ai eu la chance d'éviter le service militaire, quelque 18 mois qui auraient posé un sérieux problème de subsistance à la famille. De mon séjour de Laghouat qui a duré quelques cinq mois, je garde de merveilleux souvenirs. Cette partie est relatée par Naimi Abdelmalek, un ami depuis les

☞ *Je croise mon père qui s'en va, normalement, comme à son habitude, assurer le service de garde à la caserne Belhadi de Kenadza.*

années cinquante, qui a fini sa carrière comme sous-préfet. Il est retraité et installé avec sa famille dans sa ville natale d'El Bayadh. Flash-back : je rentre à la maison après une petite promenade au vieux ksar de Kenadza, avec mon ami Khalif. Je croise mon père qui s'en va, normalement comme à son habitude, assurer le service de garde à la caserne de Belhadi de Kenadza. Nous échangeons un salut et rien d'autre, sauf un au-revoir. Je ne me doutais nullement que cet au-revoir était plutôt un adieu. C'était le lundi 13 novembre 1956. Fin

Je suis né en 1947 dans une ferme aux environs d'Aouebellil, dans la wilaya d'Oran. Notre ferme était située sur une colline, dominant tout le paysage avoisinant. Quand la Révolution éclata, j'avais 7 ans. Je me souviens de ma première rencontre avec l'armée française, dans les années 1955. Nous vivions encore à la ferme. Du palier du préau, ma mère et moi aperçûmes un groupe de militaire qui avançait vers notre ferme. Ma mère intriguée, me lança d'une voix pleine d'inquiétude : « Regarde mon enfant, cette monstrueuse colonne de soldats verts qui viennent vers nous. Prions le ciel de nous en protéger. » Et elle entra précipitamment pour avertir les hommes.

Notre clan familial se résumait en mon oncle Mohamed, mon neveu Otman et mon père. Ils arrivèrent et s'entretinrent avec mon père, qui était l'aîné de la famille. Je ne compris pas très bien ce qui s'ensuivit mais mon oncle Mohamed fut embarqué. Mon

☞ *Dans la rue principale, dans les années 1957, un homme mort, les vêtements déchirés et sales, était adossé au mur de la devanture d'un bar géré par un pied-noir.*

oncle était tuberculeux et crachait du sang. Le lendemain, nous primes nos petites affaires et nous nous sommes installés chez ma grand-mère, à De Malherbe, alors que la famille d'Otman fut hébergée à Aouebellil chez des proches et celle de mon oncle Mohamed à Ain Témouchent.

FERME ABANDONNÉE

Le verdict venait de tomber sur notre ferme comme un jugement de déracinement effectif. Les soldats français nous avaient donné 24 heures pour vider les lieux sinon ils brûlaient notre ferme et nous avec. Notre bétail et nos biens furent vendus, dans un contexte précipité, à des prix dérisoires.

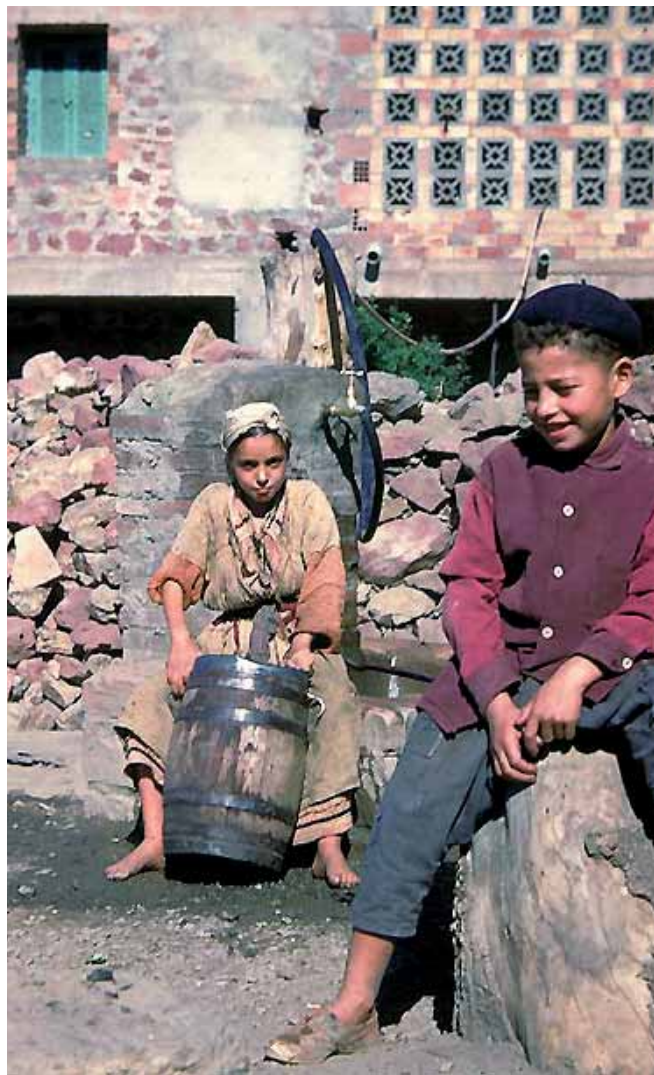
Mon oncle séjourna pendant plus de 6 mois en prison, malgré son état de santé déplorable. Quand on le libéra, après maints recours et supplications de mon père, il était méconnaissable. Il mourut quelques mois plus tard, auprès de la famille de sa femme qui les avait recueillis.

Finis les temps des labours, des récoltes de blé et des vignobles. La ferme était abandonnée et personne ne songea à s'y rendre par peur de représailles.

Je me souviens qu'avant cet événement, une nuit, des moudjahidine étaient venus chez nous. Ils avaient pris du blé et le mulet pour se ravitailler. Les Français avaient certainement eu vent de cela, que nous

Souvenirs traumatisants

Née en 1951 en Algérie, j'y ai vécu pendant 18 ans ; je suis arrivée en France en 1969 mais je retourne régulièrement dans mon cher pays. Parler des années 1958 à 1962 m'est très douloureux ; dans ma petite enfance, je n'ai connu que la colonisation. Dès que je vois les enfants palestiniens, c'est inévitable, ça me renvoie à mon passé. Des parents âgés, maltraités, la terreur des soldats sur notre terre, la torture... Mon frère a été torturé pour rien ; ma maman a été blessée dans son âme, elle qui ne connaissait rien à la politique. Elle aimait ses enfants, son pays et ne comprenait pas pourquoi cette haine, cette ségrégation, ces horreurs de la colonisation. Les soldats français semaient la terreur sur notre sol.



Corvée de fontaine à Bou Adnenane (J.C. Borrel)

entretenions les fellaga comme ils les surnommaient à l'époque. Peut-être que c'est cela qui a amené l'armée colonialiste à agir de la sorte.

MACULÉS DE BOUE

A Aghal (ex-De Malherbe), nous vivions misérablement dans un réduit d'une pièce pour une famille de cinq personnes. J'entraî à l'école primaire du village, qui s'appelait alors De Malherbe.

J'ai encore en mémoire le souvenir de cette image qui ne cesse de m'interpeller depuis, jusqu'à ce jour. Dans la rue principale, dans les années 1957, un homme mort, les vêtements déchirés et sales, était adossé au mur de la devanture d'un bar géré par un

pied-noir. Il avait la figure blême, les lèvres enflées, les yeux grands ouverts, la bouche béante. Ses cheveux étaient maculés de boue. Sa tête pendait sur le côté. Ses parties intimes étaient mises à nu car son pantalon était déchiré. Les Français riaient ; ils semblaient ravis de voir cet homme mort, exposé misérablement.

Cet homme était un jeune du village, de la famille Aladaoui. Il avait rejoint le maquis et il avait été capturé dans les montagnes avoisinantes. Je crois qu'il n'avait pas encore pu entrer en contact avec les moudjahidine. Il devait se battre en solitaire, juste avec son fusil de chasse. L'image de cet homme mort, exposé de la sorte, reste gravée à tout jamais dans ma mémoire.

En retournant à la maison, ce jour-là, je me suis mis à pleurer en silence. Ma mère, s'apercevant de mon état, me demanda, inquiète :

« Qu'est ce qui ne va pas petit ? T'es-tu encore battu avec tes camarades ? » « Non pas ça ! » « Quoi alors ? » « Maman, ils ont tué un moudjahid. Et si tu savais dans quel état, ils l'ont mis ! En plus ils riaient et s'amusait en lui crachant dessus... » Et je me remis à pleurer à chaudes larmes.

Ma mère me prit dans ses bras et essaya de me consoler en me disant bien plus que des mots : « Il est maintenant au ciel, mon enfant. Il est au paradis ! C'est un vrai martyr... un vrai martyr », me chuchotait-elle en me caressant tendrement les cheveux.

Raho Abdelkader

Oulmi Rafia

L'affaire des trois garçons disparus dans la région de Aïn Beïda

Depuis longtemps que les faits se sont déroulés, il me semble que l'histoire s'estompe. Mais certains événements de la Guerre de Libération resteront toujours gravés dans ma mémoire. En effet, le 5 mai 1956, la *Dépêche de Constantine* faisait paraître en première page, la nouvelle suivante : « *Partis en fin d'après-midi se promener bicyclette, trois jeunes garçons de Aïn Beïda, Jean-Paul Morio, Gilbert Bousquet, et André Almiras, ont été enlevés par les rebelles.* » Ils étaient âgés de quatorze et quinze ans. A l'époque, j'avais sensiblement le même âge. Je ne les connaissais pas personnellement. Pourtant, leurs maisons se trouvaient non loin du domicile de mes parents. Plus particulièrement, celle de Jean-Paul Morio, le fils de l'horloger bien connu de Aïn Beïda. Le jour de la disparition de ces trois Européens, il faisait un temps splendide. C'était le printemps. Partout, les champs de blé ondulaient sous la brise légère soufflant du nord. C'est à peine si on voyait à l'horizon quelques nuages épars que la lumière du soleil rendait presque invisibles dans un ciel d'un bleu éclatant. Cependant, l'atmosphère était loin d'être gaie pour les paysans des douars environnants. Une tension extrême régnait dans les campagnes à cause de cette situation dramatique. De gros amas nébuleux s'amoncelaient au dessus de toutes les têtes et ne permettaient à personne de profiter de

malgré mon jeune âge, je découvrais de quelle façon la presse et ce qu'on appelle aujourd'hui les médias peuvent manipuler les esprits, déformer la réalité et colporter de fausses nouvelles, pour brouiller les pistes et orienter les opinions dans le seul intérêt des partisans de l'Algérie française. Mais la puissance des armes n'est jamais parvenue à venir à bout des résistances authentiquement populaires et des volontés inexpugnables des hommes déterminés et assoiffés de liberté. Toujours est-il que selon les thèses des journaux coloniaux en ces temps troublés, ce serait un soldat d'un détachement de l'armée française qui aurait, lors de recherches au douar d'Oulmen, découvert les corps des trois jeunes européens, en donnant un coup de croasse dans un tas de fumier. On imagine aisément la suite : Il s'ensuivit de terribles représailles contre cette population complètement désarmée : exécutions sommaires et massacres de tout ce qui bougeait dans la mechta. Un déchaînement de violence inouïe. Une furie vengeresse sans aucune limite.

VÉRITABLES BOUCHERS

A l'issue de cette opération dévastatrice, il ne restait que gorbis en ruines avec, tout autour, un amoncellement de cadavres de vieillards, de femmes et d'enfants. Seuls quelques hommes et quelques femmes qui avaient pu fuir ou se cacher dans des endroits retirés, avaient survécu au carnage. Il est vrai que certains gradés militaires étaient choqués par la brutalité de leurs subordonnés. Au fond d'eux-mêmes, ils gardaient un sentiment humaniste. En ce qui les concernait, leur pays, la France, patrie des droits de l'homme et du siècle des Lumières, agissait de manière barbare, en punissant de soi-disant « hors-la-loi », de la façon la plus atroce qui soit. Elle ternissait ainsi gravement sa réputation. Mais les autres soldats, dans leur majorité, sourds à tous les appels de la raison, s'étaient



Les parachutistes français dans un accrochage (F. Decker)

bonne guerre, compte tenu du contexte de l'époque, de mettre tout sur le dos des fellagas. Psychologiquement, les colons espéraient déprécier davantage le soulèvement légitime mené par les Algériens et justifier leurs actions contre la population « indigène ». Alors, malgré l'évidence, malgré les combats acharnés, presque quotidiens qui avaient lieu, surtout dans les montagnes, opposant les moudjahidine aux troupes aguerris des légionnaires et des parachutistes, et aux divisions blindées du général Chérière, les autorités françaises continuaient à ignorer l'atmosphère de guerre dans laquelle baignait toute l'Algérie et plus particulièrement les Aurès-Nemenchas. Pour eux, il ne s'agissait que de événements passagers. En quadrillant le territoire, en menant des actions de « pacification » grâce aux effectifs d'une armée nombreuse et suréquipée par l'OTAN, ils étaient persuadés qu'ils viendraient facilement à bout de la rébellion.

SCÈNE FÉRIQUE

Vers la fin du mois de mai 1956, Si H., un chef de l'ALN, chargé du secteur 3 dans la Zone 1 (future Wilaya 1) décida de faire une tournée d'explication au niveau des douars environnants. Accompagné d'une escouade de djounoud devenus déjà des vétérans, son travail consistait à remettre les pendules à l'heure, au moment où les partisans de l'Algérie française se livraient à une intense propagande tentant à diaboliser au maximum ce qu'ils appelaient les bandits du FLN. Presque partout, ils avaient placardé des affiches portant la mention « La France construit, le FLN détruit ». Si H. se proposait de donner un nouveau souffle à la Révolution et d'expliquer en même temps les derniers événements tragiques ayant suivi la mort des trois adolescents européens. Je le vis arriver au crépuscule, lui et ses hommes, montés à cheval. Le soleil couchant donnait à leurs silhouettes, un halo particulier et irréel. Le rouge, l'orange, le jaune et le bleu de l'horizon se mélangeaient et rendaient la scène féérique. L'air de cette soirée était limpide. Le calme et la paix régnant aux alentours contrastaient avec les tragédies qui se déroulaient un peu partout. Quiconque étranger à la région, n'aurait jamais cru que la guerre régnait en maître dans la contrée. Si H. était un de ces hommes d'une audace et d'un

courage inouï. Ayant milité au MTLD, il avait ensuite pris le maquis, tel un preux chevalier des temps anciens, mu par un patriotisme sans faille et une détermination dure comme l'acier. Je faisais partie de l'assemblée qu'il avait réunie dans notre ferme pour assister à son discours : « Nous luttons pour une juste cause, leur dit-il. Nous avons eu la possibilité de tuer de nombreux soldats français. Mais la n'est pas notre objectif principal. Nous devons éviter à la population, les représailles qui en découleraient. Vous devez aussi être très prudents et ne jamais vous attaquer aux civils français ou autres, sauf ordre express du Front. Si j'avais pu mettre la main sur le berger qui a assassiné les trois garçons européens, je l'aurais puni moi-même. »

IMAGES DES HÉROS

Si H. continua son intervention verbale pendant plus d'une heure. Son art oratoire laissait apparaître un caractère trempé dans les épreuves et une aisance particulière dans l'expression de ses idées. Ce n'était pas vraiment un idéaliste mais c'était plutôt un pragmatique qui savait que d'innombrables sacrifices attendaient le peuple algérien, avant la fin de son calvaire et de sa délivrance. Je venais ainsi de faire la connaissance d'un guerrier d'une générosité renversante, d'une épaisseur hors normes et en même très ferme dans ses convictions. Ses hommes, sans être des personnages comparables, savaient créer une ambiance insouciance, sachant toutefois que la mort pouvait les attendre à chaque détour du chemin. Je me suis demandé longtemps après, s'ils ne figuraient les images des héros qu'on découvre lorsqu'on lit des romans d'aventures. Après avoir diné avec sa troupe, ramassé les cotisations exigées par le Front, Si H. repartit vers minuit. Je ne pus jamais le revoir car il tomba les armes à la main, avec d'autres moudjahidine, au djebel Tarf, suite à la dénonciation d'un traître. Je garde de lui le souvenir d'un homme de haute stature, capable de manipuler deux mitraillettes à la fois et de porter sur son dos une quantité incroyable de munitions. L'odyssée ne se termina pas pourtant pour les fellagas du pourtour « harkati ». Ils eurent à subir, pendant plusieurs mois, les exactions et les persécutions des Unités territoriales armées, composées essentiellement d'Européens. Ceux-ci procédaient à des expéditions punitives dans les douars. Surtout le propriétaire de l'horlogerie, le père de Jean-Paul Morio. Ce dernier ne ratait pas une occasion de donner la chasse aux Arabes. Dès qu'il sortait de la ville, il tirait sur tout ce qui bougeait. Des volontaires de l'ALN (moussebilline) tentèrent à plusieurs reprises de le mettre hors d'état de nuire, en jetant des grenades dans sa boutique. Il eut un bras et une jambe arrachés. Mais il était écrit qu'il s'en sortirait chaque fois vivant, avec des séquelles physiques durables.

Khalfi Yacine

☞ Une tension extrême régnait dans les campagnes à cause de cette situation dramatique.

la nature en pleine mutation, de la verdure et de la beauté des prés en fleurs. Personne n'écoutait le chant des oiseaux et le vol des abeilles butinant dans les champs. Et pour cause. Au petit matin du jour suivant, de fortes patrouilles du 16^e régiment de Dragons, stationné dans une caserne de la ville, avaient été envoyées dans les directions pour retrouver les trois jeunes disparus. C'était de jeunes appelés du contingent assez inexpérimentés mais décidés à en découdre avec les fellagas qu'on accusait d'être à la source de cet enlèvement.

CRUAUTÉ INUTILE

Sur la route de Khenchela, à 8 kilomètres de Aïn Beïda, juste en face du douar d'Oulmen, mon grand-père possède une ferme où je me rendais à vélo ou à cheval, presque chaque soir, après mes cours au Collège complémentaire de la ville. J'y étais scolarisé en classe de cinquième. J'observais alors le mouvement incessant des troupes françaises, lesquelles avec leurs jeeps, leurs half-tracks et leurs camions GMC, sillonnaient la région, faisant irruption dans les mechtas, questionnaient rudement les paysans et les terrorisaient. Dans leur esprit, ils se figuraient être « le bien » et les Arabes représentaient « le mal ». Ils oubliaient que tout est relatif et que la méchanceté peut être partout. Il faut se souvenir de cette période tourmentée où on confondait les individus avec les situations, où les Algériens devenaient étrangers sur leurs propres terres, où ils étaient soumis à la discrétion totale des Européens qui avaient droit de vie ou de mort sur les autochtones. Les soldats français croyaient qu'ils étaient les seuls à avoir droit de supprimer les méchants, de provoquer la douleur. Bien au contraire, en agissant aussi inconsciemment, ils ne se rendaient pas compte combien leurs actions de représailles et de vengeance apportaient aux habitants d'Oulmen, d'El Zorg, de Fkirina, de Oued Nini et d'El Tarf, un poids incommensurable de peines, de douleurs et de cruauté inutile. Et de haine. Surtout quand le mensonge masque la vérité et tend à s'ériger en postulat immuable. De mon côté,

☞ Dans leur esprit, ils se figuraient être « le bien » et les Arabes représentaient « le mal ».

transformés en véritables bouchers que la colère rendait complètement aveugles. En tout état de cause, la version donnée par les autorités coloniales selon laquelle c'étaient les fellagas qui étaient à l'origine de la mort des trois garçons européens était complètement fautive. La réalité était tout autre. Le jour de leur promenade à vélo, ils avaient accosté un berger afin de lui demander des renseignements. Ce berger ne trouva mieux que de les attirer dans un guet-apens et de les tuer froidement, croyant faire œuvre utile. Il ne savait pas combien son action était ignoble et nuisible à la Révolution algérienne. L'ALN étant fortement implantée dans le secteur, elle interdisait formellement de s'en prendre aux civils européens, sauf en cas d'absolue nécessité.

GUILLOTINÉ

Lors du déclenchement de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, Mustapha Ben Boulaid, le chef mythique des Aurès-Nemenchas, avait donné des instructions fermes pour éviter de pareils dépassements. Les Français étaient parfaitement au courant de tout cela. D'ailleurs, c'est grâce au flair d'un chien berger allemand qu'ils avaient réussi à localiser l'endroit où avaient été enterrés les trois enfants, Jean-Paul Morio, Gilbert Bousquet et André Almiras. Dans la foulée, ils avaient réussi à identifier le berger, à l'arrêter et à le faire guillotiner à la prison El Coudiat de Constantine, après sa condamnation à mort par un tribunal d'exception. Mais il était de

☞ On imagine aisément la suite : Il s'ensuivit de terribles représailles contre cette population complètement désarmée.

BAYA EL KAHLA. Première maquisarde de la Région 1, Zone 1, Secteur 1 de la Wilaya IV.

« J'avais des copines juives, qui, à plusieurs reprises, m'ont sauvée »

Pour la révoltée que vous étiez, le 1^{er} Novembre 1954 a dû être inoubliable. Comment l'aviez-vous vécu ?

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, je m'en souviens vaguement. Mais je sais que c'était un jour de joie. Je me rappelle mon père qui est entré avec un large sourire qui lui barrait le visage et qui m'avait dit : « Ça y est, nous avons démarré ! » Je tiens de lui l'idée de l'inéluctabilité de l'indépendance nationale. Je ne sais pas pourquoi mais il me semble qu'il m'en parlait beaucoup plus qu'il n'en parlait aux garçons car j'avais de grands frères. Notre père nous a appris le sens de l'égalité entre garçons et filles que ce soit au niveau familial ou celui de l'instruction qu'il voulait pour toutes et pour tous avec un égal intérêt. Cela malgré les remontrances de ma mère, plus traditionaliste si je puis dire.

Aviez-vous pris conscience dès le déclenchement de la Révolution que vous deviez vous engager et donc que vous aviez un rôle à jouer ? A quand remontent vos premiers contacts avec l'Organisation ?

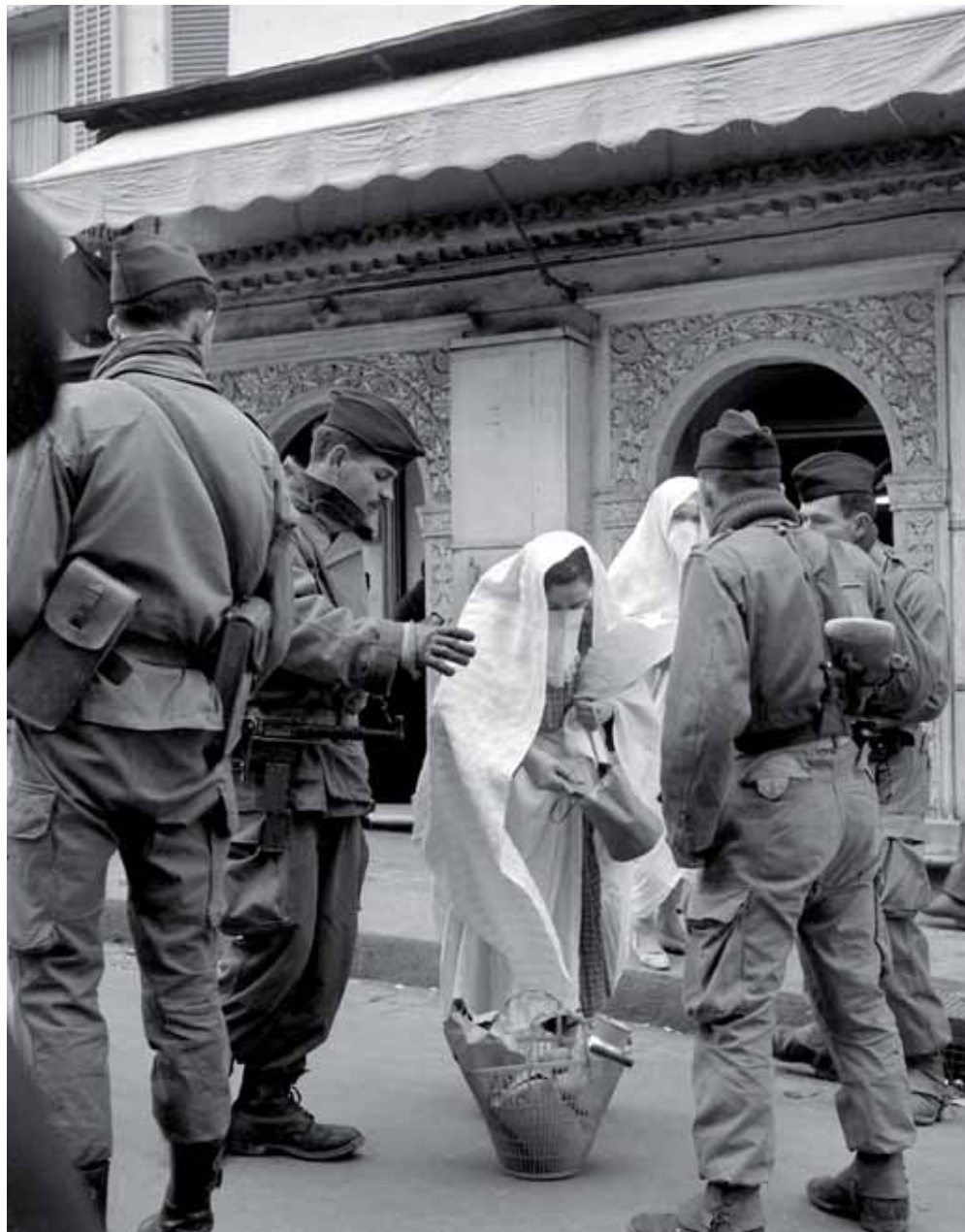
Absolument. J'avais compris que mon heure était arrivée et que je devais passer à l'action. Restait à savoir où, quand et comment. C'est à l'école d'Infirmières, que j'ai été approchée par les frères du réseau d'Alger. Cela doit dater de 1955 environ, je n'ai pas la date exacte. J'ai commencé par faucher des médicaments, puis je suis passée

« J'ai commencé par faucher des médicaments, puis je suis passée à la distribution de tracts et enfin au transport d'armes et de munitions. »

à la distribution des tracts et enfin au transport d'armes et de munitions. Tout dépendait des missions que l'on me confiait. A ce propos, il me vient à l'esprit que j'avais des copines juives qui, à plusieurs reprises, m'ont sauvé la mise, lorsque je me réfugiais chez elles, quand je me sentais suivie. Elles étaient des filles de mon quartier, beaucoup étaient dans un grand dénuement. Elles vivaient dans des baraquements. Eh bien ! Il leur arrivait souvent de m'assister et de cacher des objets ou des effets que je destinais aux frères ou à l'Organisation. Que s'est-il passé ensuite ? Pourquoi ont-elles rejoint le camp ennemi ? Je ne le saurais jamais.

Vos parents étaient-ils au courant de vos activités patriotiques ?

Pas du tout ! Pas même mon père. Mais avec le recul et plus j'y pense, plus je me dis qu'il soupçonnait quelque chose. Quant à ma mère, elle n'y pensait même pas. Lorsque j'ai pris la résolution, le jour de mon départ au maquis de l'en informer, elle m'a envoyé le fer à repasser qu'elle tenait au visage. Vous voyez d'ici sa surprise. La peur de mourir loin d'elle m'avait, en effet, incitée à lui faire part de la décision des responsables de l'Organisation de m'évacuer d'urgence. Mal m'en a pris. Sa réaction était compréhensible par-delà toute considération patriotique ou politique. J'étais une fille, sa



Opération de contrôle des couffins à Alger (AFP)

filles de surcroît. La perspective de m'imaginer au maquis parmi des hommes... En revanche, lorsque j'en ai parlé à mon père, je lui ai dit que j'étais recherchée et que si on me capturait, je risquais de ne pas résister aux tortures et que je mettrais en danger la vie de mes compagnons, il a vite compris. Certainement pas de gaieté de cœur, puisqu'il a pleuré, mais il s'est résolu à la nécessité de mon départ et il m'a donné sa bénédiction.

Et vous aviez quel âge ?

Moins de vingt ans.

Quelle a été votre réaction lors de votre premier contact avec le maquis et les moudjahidine ?

Les premières personnes que j'ai rencontrées étaient Ali Khodja et ses hommes. J'étais impressionnée, ahurie devant ces combattants en battle-dress impeccables. Bien armés. Il me semblait qu'ils n'étaient pas nombreux, une soixantaine environ ou, peut-être, un peu plus.

C'était un commando zonal ?

Oui, le commando de la Zone 1, une unité d'élite, qui allait après sa mort, devenir le prestigieux commando Ali Khodja.

Est-ce à cette occasion que vous avez reçu votre nom de guerre « Baya El Kahla » ?

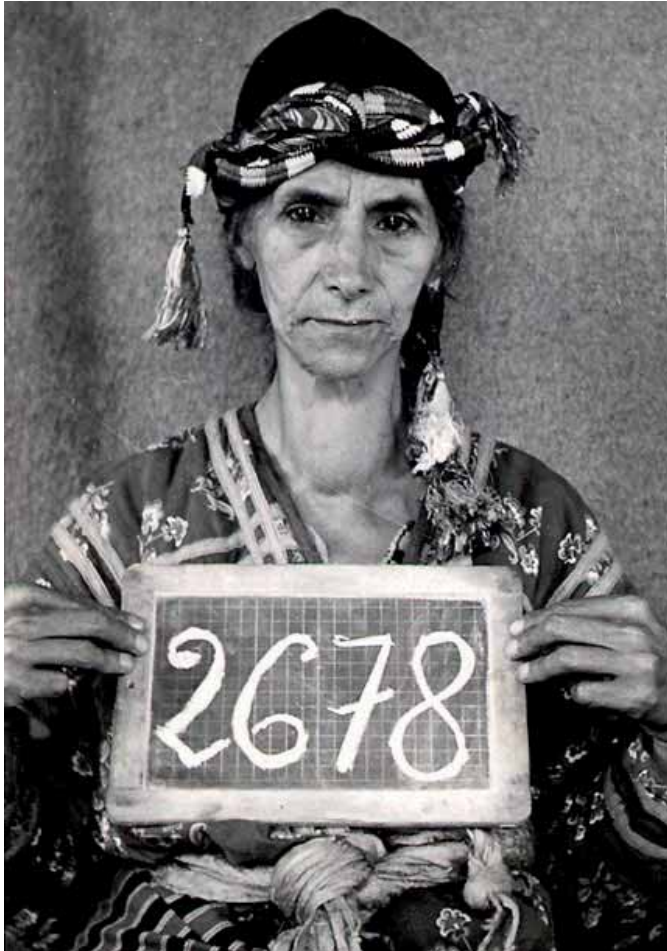
Non, c'est le capitaine Si Abdallah, que Dieu ait son âme, qui m'a donné ce nom. A

mon arrivée comme c'était d'usage, il m'a demandé de choisir mon nom de guerre. J'avais déjà, en famille, un petit problème de prénom. Mon père, pour l'état civil, m'avait appelée Toumya, ma mère trouvant ce prénom désuet et trop campagnard, m'appelaït Baya, ça faisait plus citadin. « Vous voulez m'en ajouter un autre ? » ai-je dit au capitaine. Il m'a observé un bon moment puis m'a dit : « Serais-tu offensée si nous t'appelions Baya el Kahla » (Baya la noire). Et depuis... Même dans les tracts de l'armée française, on m'appelait ainsi.

Boukhalfa Amazit

Paru le 5 août 2004 dans *El Watan*
Lire en intégralité sur www.elwatan.com

Laraf



Sadia Oulaceb (à gauche) et Bahia Ait Tale, à Ighil Bouhamas (J. C. Borrel)

C'était une journée de Ramadhan en plein été, le soleil brûlait déjà. Tout près, les bureaux de la police judiciaire, qui servaient à leurs heures d'autres de Dracula tant les militants de la cause nationale y étaient torturés de jour comme de nuit, ouvraient leurs portes. C'était une action de routine mais elle devait se faire sans regards insistant des passants sous peine de brimades et autres sévices des barbouzes de service. Un policier à moto arrive pour prendre son service ; il arrête le moteur de sa rutilante motobécane, descend et, tranquillement, entre dans la sinistre bâtisse et referme la porte derrière lui. A cet instant, un homme sorti d'on ne sait où, la trentaine, l'allure altière, arrive, s'approche de cette porte comme pour demander un renseignement, frappe ; quelqu'un ouvre. L'homme sort une arme à feu et tire à bout portant sur le policier de service. L'attaque n'a duré que quelques secondes. On croyait vivre une séquence de film. Encore sous le choc, des policiers en civil ameutent leurs collègues des autres brigades et l'encerclent du bureau de la police judiciaire commença à se faire. Pétrifiés, les résidents de Dhala ferment leurs portes et se cloïtrent dans un bruyant silence.

REPRÉSAILLES

Un quart d'heure à peine après la mort du fonctionnaire de police, les rues du quartier grouillent de paras. Barrages, contrôles musclés, toutes les démonstrations de force sont utilisées par la soldatesque française pour marquer son mépris envers ce peuple qui n'a jamais invité la France à le «civiliser». Et comme pour punir encore plus ce peuple, l'arabe de service, répondant au nom de Hamma, la soixantaine, coiffé d'une chéchia tunisienne, sillonne les rues du quartier, un

☞ *Soudain, comme commandées par un maestro, toutes les femmes déclenchèrent des youyous à vous donner la chair de poule.*

porte-voix à la main, fièrement perché sur une Jeep exigeant la sortie des demeures de tous hommes, femmes, enfants et même les bébés qualifiant la population de «tueurs» de «bandits», de «criminels»... C'était une raffe ; *laraf* comme disaient les vieilles personnes. A coups de crosse, les femmes, les enfants et les hommes valides seront expulsés de leurs modestes logis par des soldats en furie. Les handicapés et autres malades nécessitant une présence sont laissés seuls, isolés, dépourvu de toute assistance. A l'école coloniale on ne cessait pourtant de nous ressasser que «la non-assistance à personne en danger était un crime».

Portes ouvertes, les demeures vides étaient laissées au pillage en règle qu'opéraient les soldats français. Petits bijoux en or, postes de radio, bibelots, réveils... tout ce qui était à portée de main était embarqué et caché dans des treillis devenus, par la force des choses, la caverne d'Ali Baba. Le temps passait et aucune solution ne se profilait à l'horizon. Le soleil commençait à monter au zénith et tapait dur sur les crânes dénudés des habitants du quartier. Pas le moindre

coin d'ombre. Au fil des heures, insolation et déshydratation font tomber sur les genoux quelques uns des hommes contraints par les soldats à se mettre bras levés, face au mur, sous le soleil. Du sang coulait de leurs nez ; les coups de crosse et les insultes pleuvaient de toutes parts sur ces malheureux.

LALLA SAHRA

A ce moment-là, une dame d'un âge certain se lève, descend de la montagne en dépit des sommations des soldats ; elle pénètre dans son logis, sort une *guerba* (outre en peau de chèvre) pleine d'eau fraîche et asperge la tête de ces innocentes victimes, sous l'œil médusé des canailles de service. Soudain, comme commandées par un maestro, toutes les femmes déclenchèrent des youyous à vous donner la chair de poule pour saluer la témérité de cette valeureuse dame. Lalla Sahara sera quand même molestée malgré son âge avancé. Cela ne fait pas reculer les

défenseurs des droits de l'homme qui jettent l'outre et remettent les hommes debout, toujours sous le soleil. Vers 18 heures, l'homme au haut-parleur annonce enfin à la centaine de femmes et d'hommes opprimés, réduits à l'état des loques, de rejoindre leurs logements. C'était la fin de *laraf*. Les yeux hagards, épuisés, mutilés jusqu'au plus profond de leur âme, les vaillants habitants de Dhala regagnent leurs habitations à l'heure du *f'tour*. Des enfants venus des quartiers environnants déposaient sur le pas de la porte, sans poser aucune question, des paniers garnis de victuailles encore chaudes ; même le dessert y était. Le *f'tour* avait été préparé par les résidents des autres quartiers pour les résistants.

Hocine Lemoui



Fête traditionnelle (M. Naoui)

Sorti du tribunal par les policiers

Je m'appelle Mohamed Ghafir, dit Mohamed Clichy. Au moment des faits, en 1958, j'étais âgé de 24 ans. Je suis un ancien militant et responsable au sein de la fédération de France du FLN, chargé de la banlieue nord de Paris, y compris le 17^e arrondissement. Arrêté le mercredi 8 janvier 1958 par la DST, mon nom a été cité dans toute la presse de l'époque. En octobre, je devais comparaître devant le tribunal pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat (Asee). Lors de la création du GPRA, le 19 septembre 1958, je me trouvais à la prison de Fresnes (écrou 26216 - cellule 182) la plus grande prison de France où se trouvaient la majorité des cadres de l'organisation FLN... Membre du comité de détention chargé de la commission socioculturelle, parmi d'autres membres, les frères Bachir Boumaâza, Kebaili Moussa dit Derradji, Hadj Ali Ahmed, Benaïssa Mohamed, Mustapha Francis et Belhadj Abdelkader, chacun responsable d'une commission. Ces droits politiques ont été obtenus après plusieurs grèves de la faim. Les cinq ministres du GPRA - les frères Ait Ahmed, Ben Bella, Bitat, Boudiaf et Khider - qui se trouvaient à l'infirmerie de l'hôpital central de Fresnes, ont donné des instructions au comité de détention par l'intermédiaire des avocats du collectif du FLN, Mourad Oussedik et Abdesmad Benabdallah. La consigne était de charger les responsables qui devaient comparaître devant la juridiction française de faire une déclaration politique déniait à la justice colonialiste de nous juger.

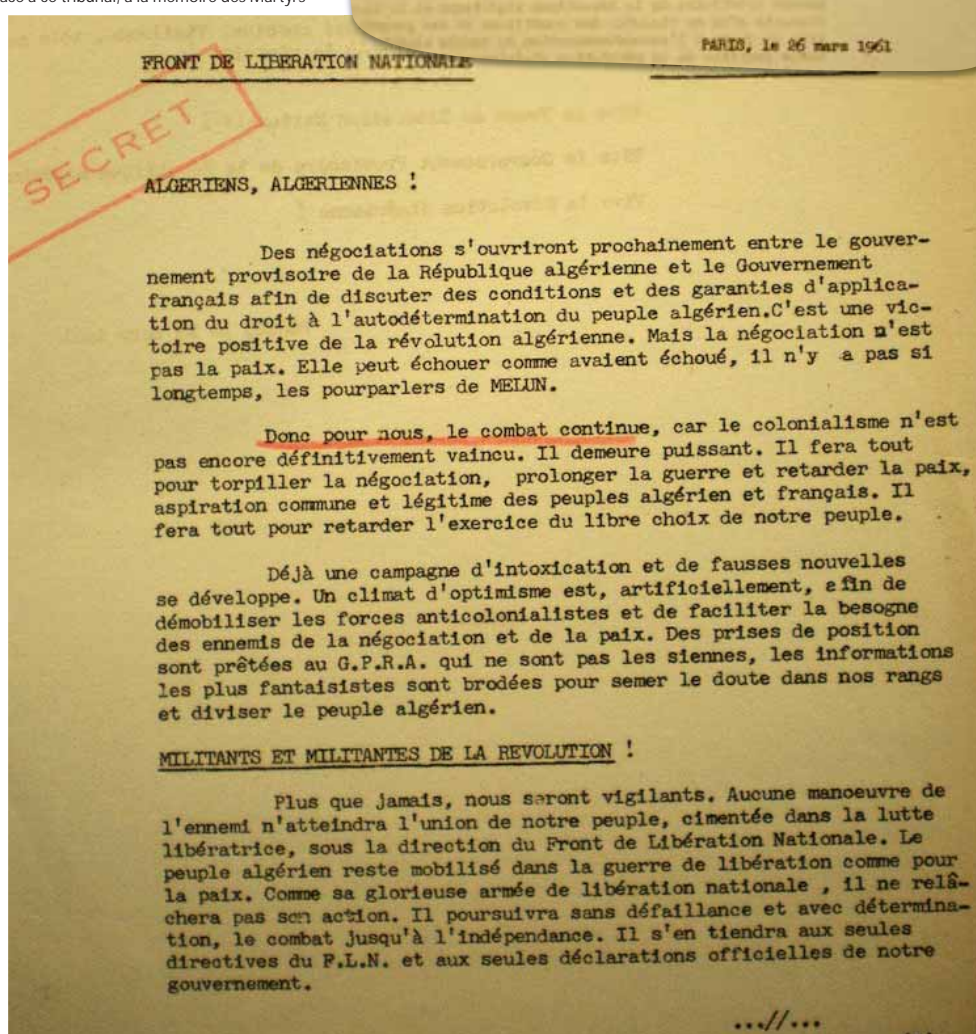
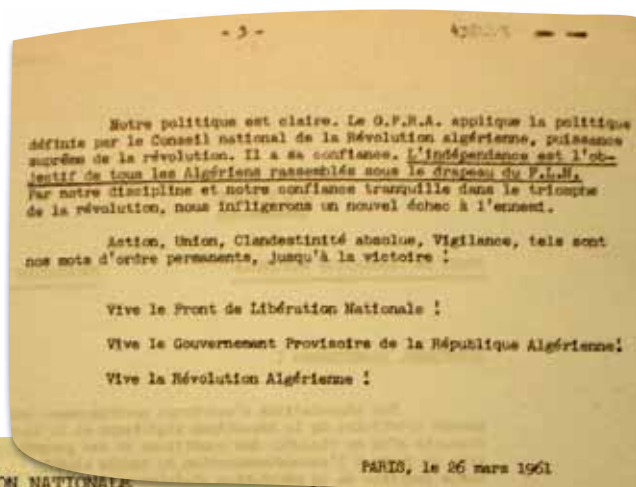
GROSSES LUNETTES

Vu que «le peuple algérien a son gouvernement depuis le 19 septembre, lui seul est apte à lui administrer sa justice». Le hasard a voulu que je compare le 8 octobre 1958 devant la 10^e chambre d'appel, car ayant été condamné à trois ans de prison ferme le 30 juillet 1958 par la 16^e chambre correctionnelle de la Seine. Un texte avait été rédigé communément par les cinq ministres du GPRA, le comité de détention et le collectif des avocats. Je l'avais donc appris par cœur du fait qu'il était interdit aux détenus d'avoir un papier sur soi lors de la comparution. Le frère Oussedik m'avait fait répéter le texte dans le parloir de la prison, tout en me donnant des consignes sur l'attitude à prendre face au tribunal. Le jour J, sur le banc des accusés en compagnie d'autres détenus, le président du tribunal m'a appelé en me disant : «Inculpé levez-vous !» Vint ensuite la lecture d'usage des chefs d'inculpation, la qualification des délits pour lesquels j'étais poursuivi (atteinte à la

l'Armée de libération nationale. Nous avons des chefs à qui nous devons obéissance. Nous avons un gouvernement, le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), que nous reconnaissons seul capable de nous administrer sa justice.» De temps en temps je jetais un coup d'œil sur l'avocat Oussedik, qui ne me quittait pas du regard à travers ses grosses lunettes, me faisant des signes d'encouragement avec ses sourcils et les ridules de son front.

SACRIFICES

Je poursuivais la récitation du texte appris comme une table de multiplication : «Nous déclinons ainsi la compétence des tribunaux français. Quel que soit votre verdict, nous demeurons convaincus que notre cause triomphera, parce qu'elle est juste et parce qu'elle répond aux impératifs de l'histoire. Face à ce tribunal, à la mémoire des Martyrs



Note de renseignement du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) à laquelle est attaché un tract du FLN appelant à la poursuite de la lutte malgré l'ouverture prochaine des négociations (OWNL/memoires-algerie.org)

☞ *De temps en temps je jetais un coup d'œil sur l'avocat Oussedik, qui ne me quittait pas du regard à travers ses grosses lunettes, me faisant des signes d'encouragement avec ses sourcils et les ridules de son front.*

sûreté extérieur de l'Etat»). Le président de la cour m'a posé la question : «Avez-vous quelque chose à répondre ?» Je me suis levé, en me mettant dans une position digne d'un djoundi, et en fixant le président, j'ai récité mon texte calmement et posément, en martelant chaque mot, suivant les consignes reçues : «Monsieur le président, nous sommes des Algériens. A ce titre, nous n'avons fait que notre devoir au service de la Révolution de notre peuple. Nous nous considérons comme des soldats qui se battent et savent mourir pour leur idéal. Ainsi, nous faisons partie intégrante de

algériens morts pour la libération de leur patrie, nous observons une minute de recueillement.» Sans me démonter, je conclus à haute et intelligible voix : «Garde-à-vous ! Vive l'Algérie libre et indépendante ! Vive le Front de libération nationale et son Armée de libération nationale ! Vive la République algérienne ! Vive la Révolution algérienne !»

Le président a, bien évidemment ordonné de procéder sur le champ à mon expulsion du box. Maître Oussedik s'est levé pour demander au président de «laisser mon client

terminer ce qu'il doit dire et répondre ainsi à votre question». J'ai continué ma déclaration jusqu'à la fin, malgré les policiers qui me bousculaient pour me faire sortir. J'ai appris plus tard que devant d'autres tribunaux de France, d'autres protestations de ce genre avaient été faites. Je n'en connais pas hélas les auteurs ni le contenu. Cette manifestation devant le tribunal à l'âge de 24 ans, que j'évoque à l'occasion du 50^e anniversaire de la création du GPRA, je la dédie à notre jeunesse pour qu'elle prenne conscience des sacrifices consentis par tout le peuple algérien pour que vive l'Algérie libre et indépendante. Pour

la petite histoire, le procès a confirmé la sentence du premier jugement, à savoir trois ans ferme. Déclaration faite devant le tribunal de la Seine (Paris) le 8 octobre 1958, 20 jours après la constitution du GPRA le 19 septembre 1958.

Ghafir Mohamed dit Mohamed Clichy, responsable de la super-zone (2 zones) Wilaya 1, Paris Rive-Gauche. Fédération de France du FLN
Article publié le 18 septembre 2008 dans *El Watan*

L'ami Jeanson

Au début de ce mois d'août nous quittait Francis Jeanson. Durant la guerre d'Algérie, au risque de sa liberté et au péril de sa vie, le philosophe allait nous montrer comment serait bien vaine la pensée qui refuse l'action. Engagé dès son jeune âge dans la résistance à l'occupant nazi, il comprit d'emblée que la liberté n'a pas de frontière et la dignité pas de limite.

Dès 1955, dans son ouvrage L'Algérie hors la loi, il se rangeait à nos côtés car, pour lui, est légitime tout combat contre l'oppression des hommes ou la domination des peuples. Traduisant sa conviction dans ses actes, il allait, au cours de nombreuses années, mettre quotidiennement à la disposition de la Fédération de France du FLN son autorité d'écrivain, sa réputation de philosophe et le poids de la revue de Jean-Paul Sartre les Temps modernes.

Il ne pouvait admettre que son pays, la France, dont il entendait défendre les grands principes humanitaires, puisse au XX^e siècle traîner encore ses citoyens dans une guerre anachronique de reconquête coloniale, sans que des voix autorisées s'y opposent publiquement.

Recherché par tous les services de police et de la DST, il ose les défier en tenant une conférence de presse clandestine en plein Paris pour témoigner de son refus et d'une certaine idée de la France. Condamné à dix ans de prison comme responsable des «Porteurs de valises» et du «Réseau de soutien» au FLN, il vivra dans la clandestinité quatre années après l'indépendance, alors que nous-mêmes étions libérés du carcan colonial.

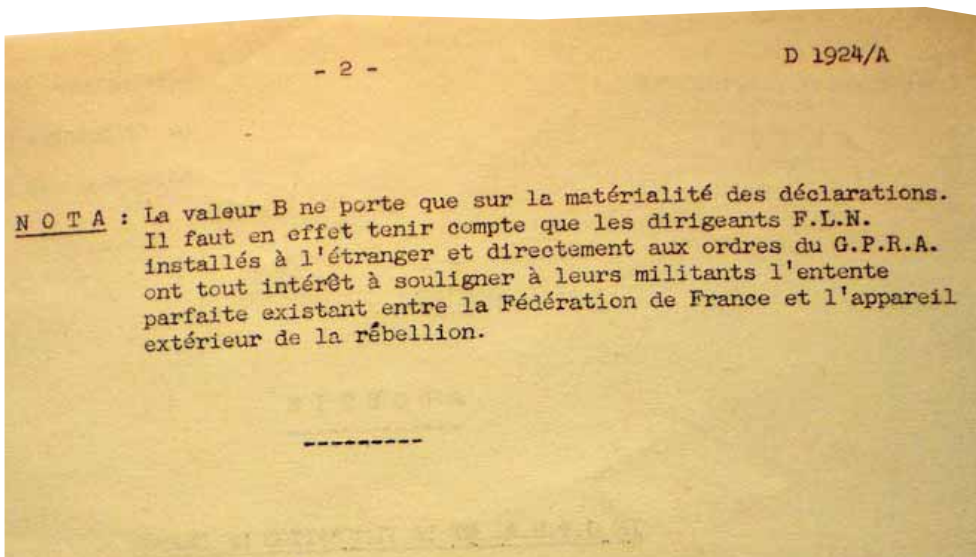
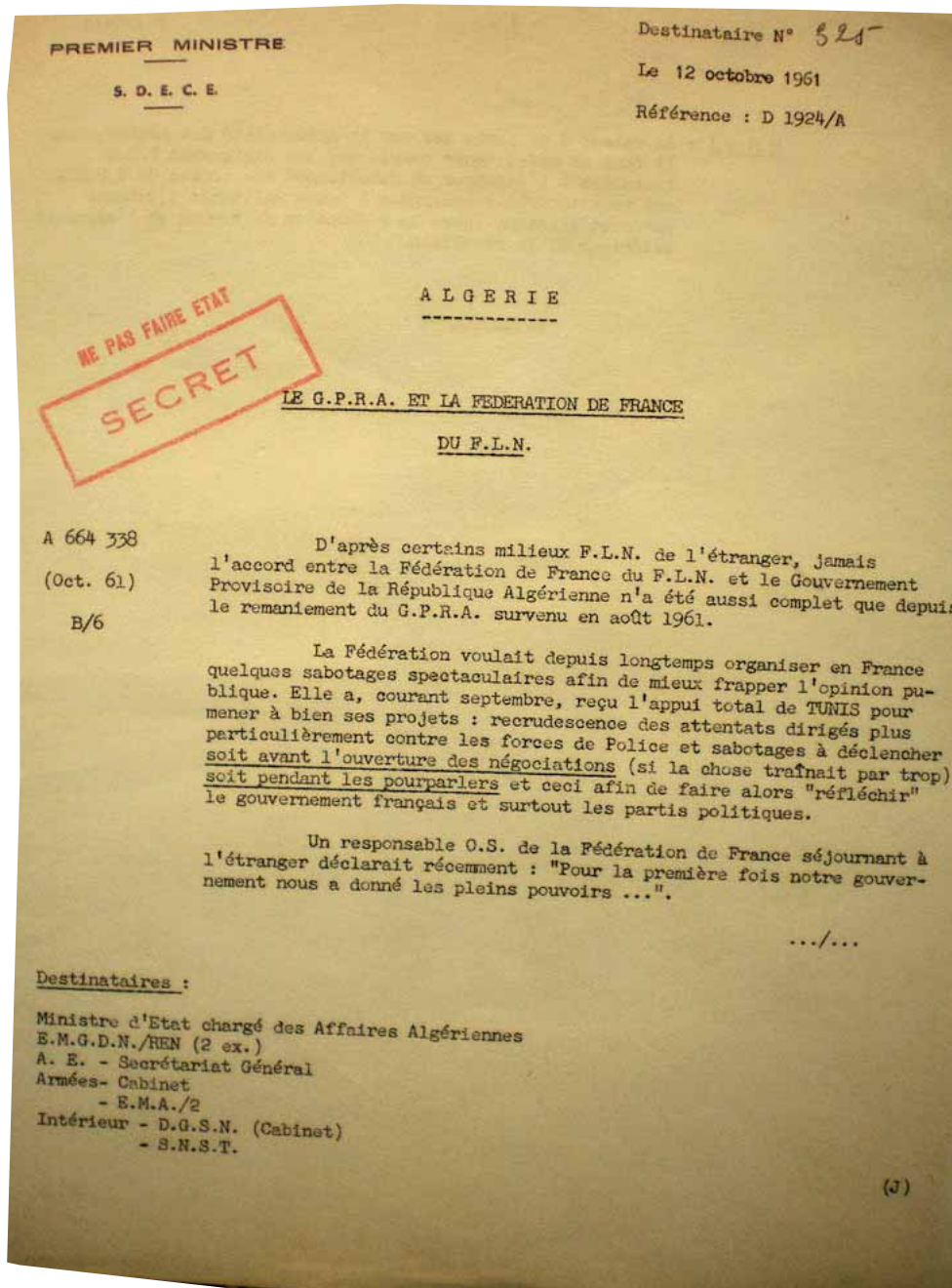
L'homme ne fut pas un militant du FLN, il fut davantage défenseur de la personne humaine, de son intégrité, de sa liberté et de sa dignité, en fait, un défenseur des droits de l'homme. A nos côtés, Jeanson fut d'un précieux apport et d'une efficacité sans bornes. L'histoire ne manquera sans doute pas de le dévoiler lorsqu'elle pourra s'écrire, sans passion pour les uns ni amertume pour

Note de renseignement rapportant que la fédération de France du FLN et le GPRA n'ont jamais aussi bien agi ensemble que depuis le remaniement du GPRA en août 1961. Ils sont d'accord pour intensifier la lutte terroriste (OWNI, memoires-algerie.org)

les autres. «Francis, tu demeures toujours présent au cœur de tes amis, ceux avec lesquels tu as partagé six années de vie clandestine d'une intensité que seuls peuvent ressentir ceux qui l'auront vécue. Ils formulent l'espoir que l'Algérie honorera ta mémoire comme tu as su participer à son juste combat. Francis, il n'est pas dans nos habitudes de pleurer. Mais il nous faudra beaucoup pour retenir nos larmes.» Merci l'ami. Adieu frère.

Les membres du comité fédéral de la Fédération de France du FLN
Ali Haroun, Omar Boudaoud, Saïd Bouaziz
Alger, le 19 août 2009

Article publié le 14 août 2009 dans *El Watan*



Des photos inédites de la base de l'Est, où se trouvait l'état-major de l'ALN, nous ont été confiées par la famille d'Ahmed Moussa. Ce dernier y fut, entre autres, responsable du service communication et propagande. Ses enfants, pour perpétuer la mémoire de leur père, souhaitent que les personnes qui se reconnaissent sur les clichés - ou qui en reconnaissent d'autres - apportent leur témoignage en écrivant à : taarif54@yahoo.fr

Un album unique et précieux à feuilleter toute la semaine.




Le 19 mars 1962. Sur l'estrade en partant de la gauche : Rabah Bitat, Mohamed Khider, Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf, Hocine Ait Ahmed, Houari Boumediène, peut-être Abderrahmane Bensalem. Au premier plan, des officiers tunisiens



Groupe de combattants proche de l'état-major général (Ghardimaou)



 Les transmissions




 Rassemblement de militaires de l'ALN




 Combattant montrant une radio, peut-être du service des transmissions



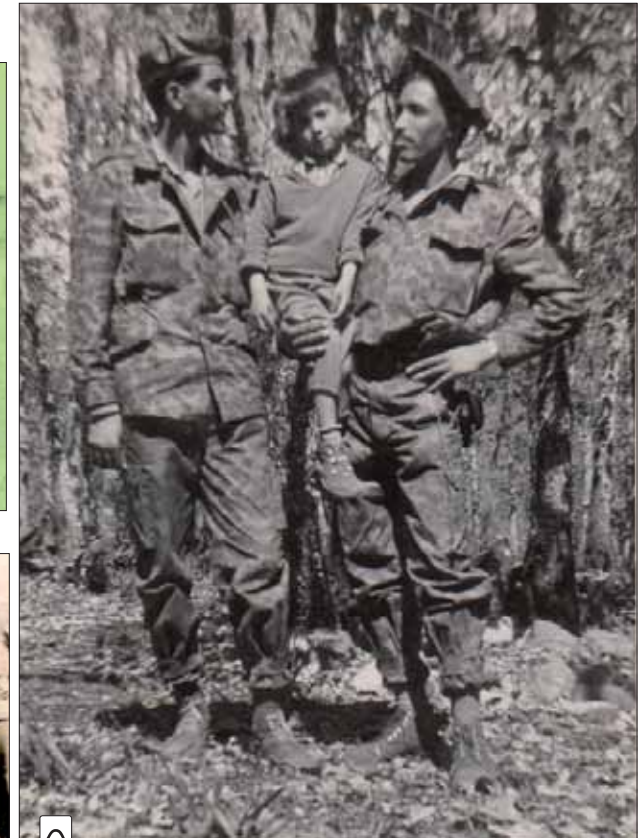
 Camion de l'ALN



 Le soutien indéfectible de la femme, aux côtés des combattants



 Combattants devant un camion



 Petit garçon avec deux militaires



 Infirmerie de l'ALN



 Alger, le 11 décembre 1960

La grève des 8 jours à Guenzet

Les événements se sont déroulés dans le village de Guenzet, près d'Ighil Ali, Zone 1 de la Wilaya III, durant la Guerre de Libération. La femme dont je tiens ce récit a été mariée au début de la guerre à Mohand Seddik, fils de Ameer Badache.

Dans les villages kabyles, la grève consistait à ne pas aller dans les champs surtout qu'elle coïncidait avec la cueillette des olives. Les gens de la région de Guenzet l'ont suivie avec rigueur parce qu'elle avait été décrétée par l'ALN.

Au septième jour de cette grève, un messager, ami de Ameer Badache, lui rapporta que le camp militaire de Taourirth, situé sur une colline au nord de Guenzet, préparait une descente punitive sur notre village. Les Français avaient décidé de punir la population pour que la grève ne se reproduise plus.

Ameer se retrouve dans une situation des plus graves. S'il maintient la grève, il sait qu'un malheur va se produire : s'il ordonne de casser la grève, il aura affaire à l'ALN et le paiera sûrement de sa vie. Il était trop tard pour évacuer les villageois et puis, pour aller où ? Trop tard pour consulter la hiérarchie du djihad, le temps pressait.

Dans la nuit, il réunit ses hommes de confiance dans le village et leur dit : « Demain matin si vous entendez le berrah, vous devez immédiatement faire sortir tout le monde. Chaque famille dans son champ ! » Etonnés ils lui demandent : « Que faire avec les frères ? » Il répond : « Ce sera mon affaire à moi et à moi seul. Il place un observateur pour guetter le départ des militaires du camp. Il n'y avait, à l'époque qu'un seul chemin pour rejoindre Guenzet : descendre la colline et ensuite remonter jusqu'au village.

Au lever du jour, l'observateur aperçoit la colonne de soldats, sur la colline d'en face, se diriger vers Guenzet. Il n'y a pas une minute à perdre. Ameer ordonne au berrah de faire un appel et, en moins d'une demi-heure, tout le monde est dans les champs.

RUSE

Ameer, lui, descend vers son moulin à huile et met en marche le pressoir. Peu après, les soldats arrivent au village, décidés à faire un carnage. Ils défoncent quelques portes et se rendent vite compte que, curieusement, Guenzet ne fait pas grève. Ils passent devant la « maâçara » de Ameer. Un harki lance en kabyle à Ameer : « Alors vieux renard, tu ne



Le 3 février 1957 à Alger, un parachutiste du 1^{er} REP surveillant le marché Clauzel pendant la grève (AFP)

« Un harki lance en kabyle à Ameer : « Alors vieux renard, tu ne fais pas grève, tu ne crains pas tes maîtres ? Tu risques de te faire égorger ! »

fais pas grève, tu ne crains pas tes maîtres. Tu risques de te faire égorger ! » Avec un sang-froid exemplaire, Ameer répond : « La grève c'est fait pour ceux qui encaissent des billets. Nous nous n'avons que nos olives, si on ne les cueille pas, on n'aura rien à manger durant toute l'année. » Le bruit des pas des militaires s'éloigne peu à peu jusqu'à

disparaître. Les gens sont fous de joie. Dieu merci, le pire a été évité. Ameer sait que, pour lui, les ennuis ne font que commencer. Effectivement, les habitants de Ouizrane, un village situé juste en face de Guenzet, ont tout vu. Ils rapportent les faits à un lieutenant de l'ALN présent dans leur village en poste avancé avec quelques moudjahidine.

Le lieutenant, s'ennuyant à longueur de journée à ne rien faire, croit tenir un affaire qui fera parler de lui. Il crie au scandale et, à la nuit tombée, il décide de faire une descente sur Guenzet où il s'installe dans une maison, dans le bas du village. Il ordonne à ses accompagnateurs d'aller chercher Badache Ameer. Deux hommes armés se présentent devant la porte des Badache, appellent Ameer, lui confisquent son pistolet et l'emmenent comme un prisonnier pour être jugé et probablement exécuté.

Pendant ce temps, la djemaâ, au centre du

village, s'emplit de gens désespérés ; ils ne savent pas quoi faire jusqu'à ce que l'un d'eux se lève et dit : « Si nous laissons Badache Ameer entre les mains de ces gens-là on va le regretter toute notre vie et on terminera nos jours en lâches. »

Les villageois encerclent la maison où se trouvent les moudjahidine et Ameer : « Si vous voulez emmener Ameer, alors il fut tous nous emmener, nous voulons tous y aller. Si vous décidez de l'exécuter, alors il va falloir tous nous exécuter ! » Le lieutenant essaya de les intimider en braquant des armes sur eux, mais rien, les villageois ne se découragent pas. Le lieutenant est obligé de céder ; il libère Ameer mais promet aux villageois de Guenzet de faire parvenir son rapport aux hautes autorités territoriales et qu'ils paieront cher leur action.

Rachid Badache

D'Indochine aux montagnes de Kabylie

« Un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre » (Winston Churchill)

En 1950, Jakal Bayzid est envoyé, comme beaucoup d'autres Algériens, en Indochine, qui était en pleine guerre insurrectionnelle. A l'été 1955, de retour de cette malencontreuse et bénéfique expérience, il fait partie du contingent de soldats de l'armée coloniale affecté à la caserne de Bordj Bou Arréridj ; ce retour coïncide avec la généralisation de la lutte armée à travers le territoire national par l'intensification des combats sous différentes formes, de la guérilla au combat classique.

Après avoir bénéficié d'une permission de longue durée de fin de campagne, le 19 janvier 1956, le brigadier Jakal Bayzid et le sergent-chef Yousfi Hocine, réalisent une opération spectaculaire de prise sur l'ennemi d'un lot d'armes de guerre, dont un FM-24/29 et des munitions dérobé à la caserne où ils étaient stationnés. C'est à bord d'un camion Renault détourné pour la circonstance que ce butin de guerre fut chargé et dirigé vers les maquis du Nord d'où était originaire le sergent-chef Yousfi ; le relief de cette région de Kabylie n'avait aucun secret pour lui.

Ils rencontrèrent un groupe de moudjahidine qui, après le contrôle d'usage dévoilant les intentions de ralliement de nos héros et le succès de l'opération, se firent un plaisir de les accompagner pour emmener le matériel pris à l'ennemi jusqu'à Akfadou, au PC de la Wilaya 3. Nos deux héros et le groupe de moudjahidine qui les accompagnait furent amenés à prendre part activement à la bataille d'Amacine que livra, au matin du 20 janvier 1956 la compagnie du lieutenant Arezki Bairi, plus connu sous le nom d'Arezki Lourassi. Dotés d'armes de guerre et disposant de munitions, ils n'eurent aucune difficulté à faire face avec bravoure à l'ennemi, démontrant ainsi leur connaissance du métier des armes et leur aptitude pratique sur le champ de bataille découlant de l'expérience acquise en Indochine. La bataille se termina par le repli des forces ennemies et la victoire de l'ALN.

Après avoir parcouru quelques kilomètres, toujours sous bonne escorte, ils arrivèrent au PC de la Wilaya 3 où ils furent accueillis chaleureusement par le colonel Amirouche qui les félicita pour ce qu'ils avaient entrepris

au profit de la Révolution. Le moudjahid Si Jakal, tireur d'élite et spécialiste du maniement du FM24/29 n'a aucune peine à s'intégrer en Région 4, Zone 2, parmi ses frères de combat. Sans tarder, il est désigné à la tête d'un groupe de moudjahidine, prouvant sur le terrain ses capacités de baroudeur et de meneur d'hommes ; par temps de répit, il se convertissait en instructeur interarmes des jeunes recrues de l'ALN.

TOMBÉ AU CHAMP D'HONNEUR

Les préparatifs du Congrès de la Soummam allaient bon train, en ce mois d'août 1956, à Ifri-Ouzellaguen et c'est en toute logique que les formations de l'ALN, entre autres celle de si Jakal, activant dans la vallée de la Soummam, se virent attribuer la mission de protection et de sécurisation des congressistes jusqu'à la fin de ce conclave de politiques et de chefs militaires de la Révolution.

Tout au long de son parcours de maquisard, si Jakal n'a eu de cesse de mener vaillamment

des actions à la tête de son groupe puis de sa section. Son combat fut écourté à la fin de l'année 1957, lorsqu'il tomba en martyr au champ d'honneur, les armes à la main, dans une embuscade tendue à l'ennemi par sa section au lieudit Assama, à 10 km de la ville de Béjaïa, sur la route menant vers Tizi Ouzou.

Quelle que soit la diversité de sa population, l'Algérie est indivisible. Le choix de Si Jakal Bayzid et de Si Zernouh Mohamed El Hourani – un autre enfant de Djelfa, artisan de la prise du poste d'El Horane – de rejoindre leurs frères maquisards en Kabylie pour combattre sans relâche l'armée coloniale jusqu'à leur mort héroïque en martyrs, consolide de fait, par le sang versé, les liens de fraternité entre populations de régions aussi éloignées, justifiant de manière indiscutable l'intégrité territoriale du pays, imitant en ce sens les combattants de la Wilaya 3 qui se sont portés volontaires pour renforcer, dès le début de la Révolution, des régions de l'intérieur.

Chahta Abdelbaki

Dans les maquis de Kabylie



Femmes en Kabylie (AFP)

Avec si Rabah Nia, nouveau chef de la Région I, nous avions pris la route de Ain El Hammam en compagnie d'un agent de liaison pour rejoindre Ait Ouabane, localité que le colonel Amirouche avait choisie pour y installer son premier PC de Wilaya. Nous avons trouvé ce village complètement rasé par l'aviation ennemie. Le chemin y menant

« Quand j'entamais une pente, c'était facile pour moi de dégringoler. Cette nuit-là, j'avais de la chance, car la neige qui ne cessait de tomber faisait disparaître mes traces.

était le même que celui que j'avais emprunté lors de mon affectation dans la Région III, une année auparavant. Nous y arrivâmes au bout d'une semaine, après avoir enduré tant de difficultés. Dès que nous mettions les pieds sur le territoire d'un secteur, nous étions accueillis par les responsables avec lesquels le chef de Région passait en revue la situation qui y prévalait.

Les effets de l'opération Jumelle en cours s'étaient traduits par la réduction des activités à tous les niveaux. Comment pouvait-il en être autrement sachant que tous les villages non déplacés étaient occupés par l'ennemi et entourés de barbelés ? Malgré cela, le moral des moudjahidine était intact et leur détermination à lutter jusqu'à la dernière goutte de leur sang était sans pareille. Aussi,

les relations organiques avec les populations n'ont jamais été coupées. Au cours des réunions, Si Rabah Nia donnait des directives aux responsables des secteurs concernés.

Arrivés à Ait Ouabane, nous rencontrâmes les responsables du Secteur I pour une réunion de travail. C'est là qu'il fut fait état de l'enlèvement de deux présumés traitres, originaires des villages d'Ait Laaziz et d'Ait Ouagour, qui devaient passer devant un tribunal pour être jugés. L'un d'eux a trouvé la mort par accident, en glissant sur un rocher.

MAUVAISE REPUTATION

Le chef de région, me connaissant natif de la région, prit soin de me consulter sur le deuxième cas en cours de discussion. Connaissant personnellement ce dernier, j'avais témoigné qu'il avait mauvaise réputation, mais qu'il ne pouvait pas être un traître. La première décision délicate à prendre par si Rabah Nia, pour sa prise de fonctions dans la région, était de libérer le suspect sur le champ. Après avoir pris connaissance de la situation qui prévalait dans ce Secteur I de Ain El Hammam, où il a passé plus d'une semaine, Si Rabah Nia devait continuer sa prise de contact avec les autres secteurs de la région. Nous prenons la route pour le Secteur II des Ouacifs, en compagnie de Si Saadi (de son vrai nom Ibrahim Djaafar), chef de secteur. Arrivés aux Ouacifs, nous primes refuge au village d'Ait Sidi Athman, situé à quelques encablures de Tiguemouline où les forces ennemies avaient installé leur campement. Les rares villages des Ouacifs non occupés par les soldats français recevaient sans cesse la visite de ces derniers en patrouille, notamment la nuit. Le groupe commando nous rejoignit dans ce refuge. On nous offrit

« Après un profond silence, un feu nourri tiré par les soldats embrasa la maison. Nous ripostâmes pour essayer de sortir du guépier.

un repas comme on n'en avait rarement eu au cours de notre vie de maquis. Nous étions enthousiasmés par l'accueil qui nous a été réservé. Notre insouciance n'a duré qu'un instant. Une patrouille ennemie de passage devant le refuge avait compris que nous étions à l'intérieur ; c'était précisément le moment où nous nous apprêtions à sortir. Après un profond silence, un feu nourri tiré par les soldats, embrasa la maison. Nous ripostâmes pour essayer de sortir du guépier. Certains djounoud essayaient de défoncer la porte car il fallait sortir avant l'arrivée des renforts. Si Saadi était le premier à sortir en tirant deux rafales, suivi par moi-même blessé, puis Si Rabah Nia. Ce dernier, mortellement blessé, tomba sur le champ. Quand à moi, j'étais touché par une balle au bras gauche et des éclats de grenade sur le côté gauche, du bras jusqu'à la plante du pied. Malgré tout, j'ai réussi à sortir du guépier avec beaucoup de chance vu mes blessures.

RAMPER POUR AVANCER

J'ai retrouvé Si Saadi à quelques centaines de mètres, en dehors du village. Je l'ai informé de la mort de Si Rabah Nia et nous nous retirâmes avec prudence avant l'arrivée des renforts. Les autres djounoud ont résisté jusqu'à la dernière cartouche. On a

dénombré, de notre côté, la mort de cinq djounoud ; la femme qui tenait le refuge avait été touchée d'une rafale au ventre et succomba à ses blessures. Du côté ennemi, deux soldats furent tués, selon nos informations. Je ne pouvais pas marcher et j'avais perdu beaucoup de sang. Si Saadi essaya de me porter, en vain. Il me quitta pour alerter au plus vite les autres responsables du secteur, tout en me fixant un rendez-vous chez Ait Oukaci Arab, gardien de la centrale électrique d'Imeghras, située à quelques encablures de Souk El Djemaâ, daira de Ain El Hammam. A l'arrivée des renforts, la maison refuge fut fouillée de fond en comble ; les soldats français découvrirent la cache, qu'ils ont détruite à coups de grenades alors qu'ils brûlèrent la maison. Quant à moi, je continuais mon chemin vers le lieu du rendez-vous. En cette nuit de décembre 1959, il faisait froid, il neigeait. Je ne pouvais pas me tenir sur les jambes à cause de mes blessures. Cependant, je devais m'éloigner du lieu de l'accrochage pour échapper au ratissage qui s'ensuivra automatiquement. Je me traînais à plat ventre en m'appuyant sur la pointe du pied droit lorsque j'affrontais une côte ; quand j'entamais une pente c'était facile pour moi de dégringoler. Cette nuit-là, j'avais de la chance car la neige qui ne cessait de tomber faisait disparaître mes traces. J'arrivai à proximité du village de Tassaf Ouguemoun au petit matin. Je me suis camouflé sous un buisson et j'ai recouvert mon corps de neige. Les chutes de neige étaient si fortes que toute trace fut dissimulée. Le choix de me réfugier près de ce village était dicté par le fait que cette localité était occupée par l'ennemi ; on n'y soupçonnerait pas ma présence.

BOL DE LAIT CHAUD

Au lever du jour, j'aperçus les soldats ennemis en position sur les crêtes. C'était probablement une opération de ratissage déclenchée suite à l'accrochage survenu la veille. Vers la fin de l'après-midi, le calme régnait autour de moi ; c'était sans doute la fin du ratissage. Une fois la nuit tombée, je recommençais à me trainer par terre pour rejoindre le lieu du rendez-vous. Au prix de grands efforts, je parvins enfin à la maison du rendez-vous. Je frappais à la porte et un homme très méfiant sortit pour me poser plusieurs questions du genre : qui suis-je, qu'est-ce que je cherchais, d'où je venais, etc. Au terme de mille et une explications, je fus introduit à l'intérieur. On m'installa devant la cheminée flamboyante pour sécher mes vêtements mouillés et pleins de boue. C'était pour moi la meilleure offrande après le froid glacial de ces derniers jours. Quoique j'étais accoutumé à ce genre de situation pour être resté mouillé de jour comme de nuit tout au long de l'hiver. On m'offrit un bol de lait chaud avant de me conduire dans une chaumière remplie de foin, où m'attendait Si Saadi. Nous y avons pris un diner copieux avant de continuer notre route vers la «boîte» du Secteur I. Arrivés au refuge, nous fumes contraints de nous diriger vers Ait Mislain, un village en ruines dont la population avait été évacuée depuis déjà plus d'une année. J'y restais quelques jours, le temps de me remettre de mes blessures ; faute de moyens, je n'avais reçu aucun soin médical. Dans ce secteur, la situation était aussi critique que le reste de la Zone IV que j'avais parcourue. Parmi les responsables que j'y ai rencontrés figuraient Si Mohand Ouramdane, de son vrai nom Hachour Mohand Ouramdane, qui venait d'être désigné à la tête de la Région I. Il me cherchait justement pour me remettre ma nomination en qualité de sergent-chef liaisons et renseignement dans le Secteur II de Boghni Boumahni.

Salah Ouzrourou (fficier de l'ALN)

Mémoires d'un moudjahid clandestin



Combattants prenant la pose (A. Refine)



Combattant de l'ALN de la région de Tissemsilt. 1962. (A. Refine)

En 1957, comme j'exerçais la profession de photographe, on m'a contacté pour développer des pellicules du FLN, tout en me disant que les photos étaient destinées à être envoyées à l'ONU pour faire reconnaître notre cause. Pour cela, j'utilisais du papier de premier choix, sans contrepartie.

En 1958, je fus appelé sous les drapeaux pour faire mon service militaire à Orléansville (aujourd'hui Chlef). Libéré en 1960, je continuais à participer à la révolution. C'est ainsi que Metahri Laouni, frère de la personne avec qui je travaillais, m'apporta trois pellicules de moudjahidine de Vialar, me demanda de les développer, ce que j'ai fait. Je lui ai remis les photos et, deux jours après, la personne qui lui avait remis les pellicules a été arrêtée et, sous la torture, m'a dénoncé.

Les services du 2^e bureau de Vialar où cette personne a été arrêtée ont projeté de venir perquisitionner chez moi où ils auraient pu trouver non seulement les trois pellicules de l'intéressé, mais une dizaine d'autres que je devais développer pour le FLN. Servoles Gaston, capitaine de l'unité territoriale de Bourbaki dont il est originaire et où il est colon, qui connaissait ma famille, a pris l'affaire en main. Il est venu me trouver, devant l'épicerie de mon père, et m'a invité à monter dans sa Jeep. Tout juste installé, je lui dis : « Ça va Monsieur Gaston ? » D'un air sévère, il me répliqua : « Non, ça va pas ! » « Pourquoi ? » Il me répondit : « Parce que tu as fait le con. »

« J'ai été torturé à la gégène dans les parties intimes, aux oreilles. Le plus insupportable était l'eau mélangée à du sel. J'ai fini par perdre connaissance. »

Puis me raconta, dans le détail, l'affaire des trois pellicules. Réflexion faite, je n'avais pas d'autre choix que de reconnaître les faits car craignant une perquisition qui aurait été catastrophique. Après avoir récupéré les photos, il me conduisit au 2^e bureau où j'ai été fixé en compagnie de la personne qui m'a ramené les pellicules et comme consigne : interdiction de quitter le village.

Le 5 septembre 1961, j'ai été arrêté avec deux autres moudjahidine, les frères Tchikou M'hamed et Abdelkader. Détenus dans la cave du PC militaire de Bourbaki, le soir nous fûmes transférés au 2^e bureau de Vialar (la Remonte) qui était un centre de torture. A peine arrivés, on nous sépara. On m'emmena dans la salle de l'horreur où on me déshabilla. Une fois tout nu, ils commencèrent les séances de torture sans répit. J'ai été torturé à la gégène dans les parties intimes, aux oreilles. Le plus insupportable était l'eau mélangée à du sel. Lorsqu'ils me plongeaient



Retour au village de maquisards. 1962 (A. Refine)

la tête et le tronc dedans, c'était écoeurant et insupportable. J'ai fini par perdre connaissance. Ceux qui me torturaient étaient deux militaires, dont un sergent-chef du nom de Mistral qui parlait couramment l'arabe.

LE SACRIFICE D'UNE AMIE

En présence du capitaine chargé de la torture, celui-ci ne cessait de me rappeler : «L'autre jour c'étaient des photos, mais aujourd'hui ce sont les armes disparues», faisant référence aux membres du groupe d'autodéfense qui avaient déserté.

Vingt jours après, on m'emmena dans une salle où il y avait deux lieutenants ; je connaissais l'un d'eux, qui était originaire de Bourbaki ; on était à la même école et son père avait été tué par le FLN. Ce dernier me dit qu'il ne s'était pas occupé de mon affaire me conseilla de tout dire pour être laissé tranquille. Je lui ai répondu par la négative. Le lieutenant qui l'accompagnait, chargé de mon interrogatoire, m'invita à m'asseoir devant une table et me remit un stylo et une feuille blanche, tout en me dictant un sujet pour comparer mon écriture avec une lettre du FLN. Durant ma détention, une amie, Française de souche, avec laquelle j'étais lié depuis notre enfance, est intervenue auprès d'un membre du 2^e bureau, Plantier Max, qui était son voisin, pour obtenir ma libération en contrepartie d'un chantage. La personne arrêtée pouvait être violée et exécutée, mais elle pouvait s'en sortir à une condition ; donner son honneur. Sans hésitation, elle a accepté. Deux jours après, j'ai été libéré. Ce n'est qu'en 1966 que j'ai eu connaissance de ces faits, lors d'une visite à Toulouse, en France. Elle me dit avec un soupir « Tu sais Aïssa, tu m'as coûté très cher ! »

Aïssa Reffine



Saisie d'armes et de munitions (A. Refine)

J' ai volé le fusil de chasse de mon père



Après les combats dans la région des Aurès, le 30 novembre 1954. Les parachutistes de l'armée française ont capturé 18 combattants algériens emmenés

Ancien membre de l'ALN, je suis né en 1942 à Tizi Ouzou. En 1959, j'étais garçon d'épicerie chez mon père, qui avait un magasin d'alimentation générale et chaussures, mitoyen de notre maison, à Bérard (aujourd'hui Ain Tagourait).

C'est là que j'ai été approché par des membres du FLN ; ils me demandaient de travailler avec eux. Je leur fournissais de la nourriture en cachette et je trafiquais les bons d'achat de chaussures pataugas délivrés par la SAS jusqu'en 1960. C'est alors que j'ai été appelé par la France à passer mon service militaire dans l'armée française. Après l'examen du service armé, l'ALN m'a contacté, me demandant de rejoindre le maquis et non la caserne française. J'ai accepté...

Pour faire un attentat, j'ai volé le fusil de chasse de mon père et des munitions, après une réunion avec les membres de l'ALN. J'en profitais aussi pour leur prendre quelques cartouches de cigarettes Bastos, alors que mon père s'occupait de ses clients et ma mère de sa cuisine. Je plaçais le fusil et les cigarettes dans un sac de pomme de terre et je sortis discrètement, sans faire de bruit, par la porte de la cour qui donnait sur la rue. J'ai ensuite couru jusqu'au lieu de rendez-vous où j'ai trouvé trois membres de l'ALN qui m'attendaient.

DJEBEL TAMESGUIDA

Tous les quatre, nous sommes repartis en courant jusqu'à la maison d'un militant qui nous a donné à manger. Je me rappelle avoir mangé des pommes de terre frites et des œufs. A la nuit tombée, nous sommes repartis ; nous avons marché toute la nuit jusque dans un champ d'artichauts où nous sommes restés cachés toute la journée un militant nous a ramener à manger dans le champ d'artichaut. A la faveur de la nuit, nous avons rejoint djebel Tamesguida, entre El Afroun et Mouzaia où se trouvait un groupe de moudjahidine qui m'ont félicité. Après une semaine de repos, je fus chargé de



10 octobre 1956. Visite dans le Constantinois de l'inspecteur général de l'administration Maurice Papon (AFP)

☞ *Je plaçais le fusil et les cigarettes dans un sac de pommes de terre et je sortis discrètement, sans faire de bruit.*

faire le coiffeur, mais je n'étais pas doué : à chaque rasage je blessais mes compagnons... On me confia alors un sac de médicaments et j'accompagnais l'infirmier pour soigner les blessés. Au bout de quelques mois, je fus affecté à un groupe de fidayine. Nous étions chargés de tendre des embuscades aux militaires français. On a saboté les rails de chemin de fer, on a coupé des poteaux téléphoniques et électriques... J'ai été blessé à deux reprises, j'en garde toujours les séquelles.

Après le cessez-le-feu, en avril-mai 1962, mon père et ma mère sont venus me voir à Tamesguida et nous avons pris des photos avec eux et la compagnie... J'ai quitté l'armée en 1963 pour reprendre le commerce à Ain Tagourait. Aujourd'hui, je suis à la retraite et je souffre d'une maladie chronique.

Rouas Ramdane

Attentat à Fréjaville

Au cours d'une de nos promenades crépusculaires nous conduisant à la fontaine du village, mon ami Lahcène me confia un secret qui me bouleversera toute la nuit et le jour suivant :

«Ecoute, Ménouar, je vais te révéler un secret d'une grande importance, et je compte sur toi pour le garder jalousement.» Sans attendre ma réponse, il continua en tapotant le sol avec ses espadrilles : «Hamid, le fils du garde forestier et moi-même allons commettre demain soir un attentat à la grenade au magasin de Fréjaville avant de prendre le maquis pour toujours. Tu sais, pour être admis chez les frères, il faut d'abord accomplir un acte de bravoure. Ce soir, nous nous quitterons donc pour longtemps, et si Dieu le veut, nous nous reverrons après l'indépendance du pays.» D'habitude, nos conversations tournaient autour d'histoires drôles, de l'école et du sport, le football ; voilà que nous étions

« Le crépitement d'une mitraillette se fit entendre suivi de coups de feu de plus en plus espacés.

devenus brusquement des adultes avant la lettre. Je crois que je n'ai pas beaucoup dormi cette nuit-là. Le lendemain, Lahcène fut naturellement introuvable. Devant les autres copains, je goûtais in petto le sel d'un orqueuil indomptable ; un sentiment patriotique transcendant s'empara de tout mon être, et je me sentis tout à coup supérieur à tous mes camarades...

RECROQUEVILLÉS

Je passais toute la journée dans l'angoissante attente de la nuit qui arriva soudainement. A la maison, à l'heure du dîner, ma mère, mon petit frère Nabil, mes deux sœurs – Lalla et Khalida – et moi-même étions réunis dans la cuisine autour de la table basse, la meïda. Au milieu du repas, l'imminence de l'événement exerçait une pression insoutenable sur ma volonté ; et subitement, je m'entendis dire à haute voix : «Cette nuit, une bombe explosera dans le village.» D'abord surprise par cette déclaration imprévue, ma mère se ressaisit en m'intimant de manger et de



Défilé (M. Naoui)

ne plus dire ce genre de bêtise. Le tic-tac du réveil trônant sur le buffet de la cuisine se confondait dans ma tête avec le tic-tac d'une bombe ; je revis Tintin, le fameux reporter créé par Hergé, échappant de justesse à l'explosion de l'engin de mort dans un épisode de la célèbre bande dessinée. J'en étais là à laisser vagabonder mon imagination quand une terrible déflagration déchira le silence de la nuit. Il sembla que tout le village tremblait sur ses bases. Presque aussitôt, ma mère et ma sœur éteignirent les lumières, et nous nous retrouvâmes recroquevillés de peur sous une fenêtre. Le crépitement d'une mitraillette se fit entendre suivi de coups de feu de plus en plus espacés. Notre maison étant située à une encablure du magasin de Fréjaville, des voix indistinctes et des bruits confus parvenaient jusqu'à nos oreilles. Quelques minutes après, on entendit le vrombissement des véhicules militaires

roulant à vive allure. Puis un silence, un silence qui paraissait une éternité, s'installa dans la pièce plongée dans le noir. Le lendemain, l'attentat avait mis tout le village en effervescence. Les interrogations allaient bon train, et chacun donnait à l'événement une version différente de celle de son voisin.

RECALÉ

La devanture vitrée du magasin de Fréjaville était endommagée, et des ouvriers s'affairaient autour pour la remettre en état. Le propriétaire de l'établissement commercial, Robert, arborait un pansement sur la joue gauche. L'information la plus crédible circulant de bouche à oreille faisait état d'un attentat commis par «des frères» non identifiés qui avaient disparu après l'audacieuse opération. Lahcène et Hamid étaient donc sains et saufs. Je les imaginais, en compagnie des autres frères, la

kalachnikov en bandoulière, arpentant les chemins rocailleux et escarpés de la montagne en entonnant l'hymne *Min Djibalna*, synonyme de victoire et de liberté. Or, l'après-midi, j'eus la surprise de ma vie quand je sortis de la maison pour répondre à l'appel d'une personne. C'était Lahcène ! «A la dernière minute, un responsable de l'ALN m'a signifié qu'il ne pouvait pas, vu mon jeune âge, m'autoriser à participer à la dangereuse opération. En revanche, il me félicita pour avoir aidé Hamid à la préparer. Il m'a dit que le moment venu, il fera encore appel à moi pour remplir d'autres missions.»

Je ressentis un mélange de soulagement et de déception : j'étais à la fois content de retrouver mon ami bien vivant, et contrarié de ne pas compter parmi les «frères» un héros de ma connaissance...

Khaled Lemnouer

Une vie sous les bombes

Nous venions d'entrer de plain pied dans la Guerre de Libération nationale. C'était le deuxième village de la région, après Tachouaft, à être la cible de la quatrième puissance mondiale. Une manière de dire aux villages avoisinants : gare à vous, le châtiement sera sévère.

Des officiels de l'organisation et pas des moindres – le colonel Amirouche, le commandant Fedhal (dit Si Ahmimi) et Omar Ben Boulaid (qui a prononcé un discours de condoléances et d'encouragements à la population) et plus tard Krim Belkacem – nous avaient rendu visite à cette triste occasion. Le bombardement du chef-lieu de la commune d'El Main (Bordj Bou Arréridj) avait servi de leçon aux autres douars qui avaient pris la mesure et tiré les conséquences ; ils désertaient leur village, le jour, pour aller s'abriter dans des abris creusés dans des endroits moins exposés, difficiles à repérer pour un aviateur et parfois même pour un soldat.

UNE VIE DE POURCHASSÉS

Cette précaution a été payante, comme en témoignent les nombreux bombardements qui ont suivi et qui visaient d'autres villages, sans pertes humaines importantes. Désormais, le moindre bruit d'un avion

faisait détalier les gens et créait un no man's land instantané. Depuis ce jour, notre vie quotidienne avait pris une autre tournure ; nous nous étions adaptés à un nouveau mode de vie de pourchassés. Nous devions travailler la terre pour survivre, lutter pour notre libération et rester en vie. Nous avons la preuve que l'ennemi employait tous les moyens sans discernement et ne faisait aucune distinction pour arriver à ses fins.

COMBINES

Dès l'aube, femmes et enfants quittaient le village et allaient vers les champs pour se cacher ; le soir venu, ils regagnaient la maison et procédaient aux corvées de ménage, à l'approvisionnement en eau et à la préparation du repas du lendemain.

Comme si la nuit avait peur du soleil, les hommes en profitaient pour faire les emplettes, se retrouver entre voisins et amis, participer aux corvées collectives, effectuer des missions de reconnaissance ou encore servir d'éclaireur pour les moudjahidine ou accomplir leur tour de garde ; chaque crête et voie de passage étaient surveillés, dans une atmosphère de vigilance accrue.

Le 26 mai 1956, le village de Ouled Sidi Idr était bombardé par les mêmes avions que



Combattants algériens capturés par les parachutistes (M. Naoui)

ceux d'El Main, occasionnant des pertes en vies humaines et la destruction de plusieurs maisons. Au nombre des victimes on dénombre 7 femmes : Bendjoudi Zineb, Zamit Djouhra, Bouchemou Keltoum, les trois sœurs Daou Ménana, Aldjia et Kheira, Benyahia H'mama, ainsi que Daou Mohamed Lahlou, les trois frères Zamit Abdelhamid,

Mohamed et Mouloud. En outre, 17 maisons ont été détruites, celles des familles Benchikh, Benmammar, Daou, Khari (2), Bouremane, Chadi, Daou, Karkache, Medagh, Riah, Souahlan (2), Zamit, Mellah, Ouilali et Sadoune.

Brahim Chahal

Carnet de guerre



Stridences du moteur, vent des pales (JLLG)



Le vieil homme et sa fille (J. C. Borrel)

Je suis la plupart du temps dans l'ignorance des activités de la compagnie. Je sais que les sections ne cessent de tourner autour d'Aït Ouabane et de 1501. Se terrent le jour dans les éboulis du massif après des déplacements nocturnes dans les zones interdites. Mais cette fois-ci, ce n'est pas le ronronnement du Piper lanceur du courrier, mais les battements des pales d'hélicos qui nous font lever la tête. Jean-Louis embarque à l'aube dans ces machines sur la DZ de la compagnie. Toujours ces grottes, ces refuges d'où il faut déloger les combattants nationalistes de l'ALN ! Jean-Louis sait que l'opération est importante, Elle se déroule en face de 1501 à l'aplomb de la prise d'eau (carte Aït Ouabane). Saut de l'hélico en stationnaire avec tout le barda. Quelques tirs les accueillent. Le commandant de compagnie est informé de la présence dans la grotte d'un important responsable de la résistance qu'il conviendrait de capture et/ou de tuer. Peut-être s'agit-il de Si Ahmed, chef local du FLN. L'adjudant-chef, qui commande la section de Jean-Louis, subodore une engagement éventuellement gratifiant, se porte volontaire et s'introduit dans la grotte avec quelques éléments du groupe. Jean-Louis est prié de demeurer en couverture, à l'entrée, avec l'autre moitié. Voyant ressortir quelque temps après son «patron» seul et silencieux il s'inquiète, prend l'initiative d'aller rechercher ses hommes et s'engage dans la grotte. Boyaux, échelles, puits, le conduisent à une extrémité du repaire où il retrouve ses compagnons, à l'affût, en attente, tétanisés. Il s'aventure aussi loin que possible, puis décide du repli de son groupe et sortira le dernier du labyrinthe, au grand soulagement du commandant de compagnie. Celle-ci a laissé place aux équipes chargées de diffuser dans la grotte, à haute dose, des gaz lacrymogènes. Des armes ont été saisies, comme à l'accoutumée. L'homme de métier rate les honneurs, Jean-Louis raffe la citation ! C'est que le comportement de l'adjudant-chef est demeuré tout à fait énigmatique, mais le personnage, que j'avais côtoyé durant les quelques jours passés à Aït Ali,

n'inspirait guère la confiance ! Je dois sans doute à ce caractère instable mon affectation, à sa place, comme chef de poste à Bou Adenane. Mon ami devra se le «coltiner» durant tout notre séjour. Dans la nuit, Jean-Louis entend du bruit au fond de l'oued : Il pense que les rebelles avaient un itinéraire de repli et une sortie discrète ... Le général Challe a perdu son absurde pari puisqu'il faut sans cesse occuper et débusquer. Je suis inquiet. J'ai peur.

LES FEMMES ET LA VIE QUOTIDIENNE

La fontaine située sur le flanc ouest du village est aussi, et peut-être surtout, le lieu de rencontre des femmes. Loin du poste, loin des lieux de réunion des hommes, au demeurant peu nombreux. Personne ne sait ce qui s'y dit, ce qui s'y élabore ou ce qui s'y décide. Tout laisse à penser qu'il ne s'y échange pas seulement des recettes, mais aussi des informations et aussi sans doute des consignes, voire des ordres. Quelques hommes vivent au village. Vieux pour la plupart. Quelques jeunes handicapés. Quelques-uns de passage. Tous figés. En attente. La vie du village est portée, assumée et signifiée par ces femmes sans cesse en mouvement. Infatigables. Obligatoirement infatigables. Elles doivent occuper la place des hommes. Effectuer les travaux des hommes. Eux sont dans la rébellion ou travaillent en métropole pour nourrir chichement la famille et financer, volontairement ou non, le FLN. On retrouve des images dont nous avons le souvenir. Des femmes au travail dans les champs et les usines en 1914 et en 1939... Mais, outre ce quotidien épuisant, elles sont aussi dans la guerre. Et pas «à l'arrière». Ce lieu ne figure nulle part dans la géographie des guerres révolutionnaires. Convaincues ou non, elles ne peuvent qu'être impliquées. Depuis la présence dans le maquis, jusqu'aux soucis d'intendance en passant par les liaisons, elles sont en première ligne, au contact

permanent avec l'occupant inquisiteur, continuellement menacées d'être victimes de toutes les violences possibles, y compris le viol et la torture. Les femmes vont souvent pieds nus en toute saison. Elles portent. Il y avait encore quelques bêtes de somme à Ighil Bouamas. Je n'ai pas le souvenir d'en avoir vu à Bou Adenane. Ce sont les femmes qui portent.

LE RÉFÉRENDUM

Il reste quelques moutons et quelques chèvres. Faute de pouvoir les laisser pâturer en liberté, les femmes, pour les nourrir, vont recueillir aux limites des zones interdites des branches de frêne rassemblées en lourds fagots liés par des cordes qui blessent épaules et poitrine.

Pour l'essentiel, les travaux les plus durs sont assurés par les femmes plus âgées. On peut voir peut-être dans ce choix les effets conjugués des traditions, contraignantes pour les jeunes femmes, et des craintes qu'inspire l'occupant tout puissant. Ces femmes, que je n'ai rencontrées que dans le cadre de leur travail devant d'antiques métiers à tisser ou dans les quelques maisons où nous étions invités à boire un café, demeurent dans le silence. J'ai le souvenir des échos de disputes et de cris. Je n'ai aucun souvenir d'une parole de femme qui me soit adressée, même dans le soin, même dans le négoce de leurs travaux comme lorsque j'ai acheté cette immense couverture aux couleurs vives. Le courage et l'abnégation de ces femmes imposent la reconnaissance. Silencieuses, rien ne leur a été épargné. Pas même l'oubli. Le 8 janvier, j'ai participé à l'organisation du référendum. Le bureau de vote est installé dans l'école. La



Entre CRS et manifestants algériens (JLLG)

sommes retrouvés aux arrivées de la gare Montparnasse. Il m'a reçu chez lui et fait découvrir ces photos. C'est stupéfiant de se voir figurer dans une scène à laquelle la mémoire ne donne plus accès. Plus surprenant encore le fait de me retrouver à table aux côtés de ce camarade barbu dont je viens d'évoquer l'histoire. Les compétences de Jean-Louis ont été sollicitées pour la décoration de cette impressionnante quille.

DERNIERS JOURS

Nous sommes à deux ou trois mois de notre libération. La guerre va se poursuivre encore 15 mois avant le cessez-le-feu. Le «manifeste des 121» vient d'être publié et la revue immédiatement saisie. Avons-nous eu quelques échos de cet appel ? Ce qui est stupéfiant de constater aujourd'hui, c'est qu'il a fallu plus de six ans de guerre pour que, en France, s'élabore et se formule la conviction que «la cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres.» Je retrouve, avec cette échéance qui se rapproche, la peur sourde des débuts. Des généraux osent aujourd'hui soutenir «que la guerre était quasiment gagnée» ! Pourtant durant mon séjour au 7^e BCA, deux officiers, l'un de réserve et l'autre d'active, ont été tués sur la courte crête qui va des Beni Yenni à Tala n'Tazert ! Ainsi non seulement cette affirmation est un mensonge, mais, plus encore, une stupidité qui consiste à envisager, comme en Palestine encore une fois, une vie qui puisse s'épanouir paisiblement, et durablement, à l'ombre des miradors, des postes militaires et des chars ! La peur s'insinue en moi au point de refuser de m'exposer un soir dans une patrouille sans doute exigée par la compagnie, qui soupçonne des mouvements aux abords du village. Je décide d'envoyer les harkis, seuls, «faire du bruit» avec la consigne de ne pas s'aventurer à plus de cinquante mètres du poste et de ne pas s'engager dans le cœur du village. Malgré ce luxe de précautions, je les ai exposés aux risques de ces «rencontres inopportunes» que nous redoutions tous.

Avec le temps, je ne suis pas parvenu à me défaire d'un sentiment de honte pour cette «désertion». Le courage physique ne fait pas partie de mon paquetage et cette carence me pèse. Je ne parviens pas à m'en accommoder. Encore un avatar, peut-être de cette difficulté à soutenir des choix ? Pourquoi ne se souvenir que des défaites ?

Jean-Claude Borrel



Il est difficile de résister à la séduction redoutable des fonds d'oued (Jean-Claude Borrel)

☞ *La vie du village est portée, assumée et signifiée par ces femmes sans cesse en mouvement. Infatigables. Obligatoirement infatigables.*

présence militaire est pesante. J'ai voté «oui». J'ajoute dans une lettre cette étrange formule : «A cause de Bourguiba» (sic). Il semble que ce dernier ait publiquement souhaité une large adhésion des électeurs, en métropole et en Algérie, à la politique du général de Gaulle. Je suis en désaccord avec la gauche métropolitaine. Et donc avec tous mes amis ! A mes yeux, le jour se lève sur l'Algérie. Et nous n'avons aucun droit de retarder la fin d'un conflit dont j'ai mesuré les effets terrifiants, pour des raisons de politique intérieure. J'ai un «adjoint opérationnel» depuis le début de l'année et j'exerce exclusivement des fonctions administratives. Nous avons constitué un conseil de village pour gérer les problèmes posés par le regroupement des villages. Nous préparons avec les habitants des échéances dont nous ignorons tout, mais dont nous espérons tout. Le jour se lève. Pourtant, l'aube va être terriblement longue. A la demande de son auteur, voici des extraits de *Petite chronique subjective*, le site que Jean-Claude Borrel a dédié aux habitants des villages d'Ighil Bouamas et de Bou Adenane, ainsi qu'à sa famille. A la fin de l'automne. Les premières neiges sont tombées. Ce repas qui réunissait quelques libérables de la classe 58 2 B, chez moi, à Bou Adenane, je n'en avais aucun souvenir ! C'est en janvier 2001 que Jean-Louis et moi nous



Photo : El Watan Week-end

JEAN KERSEO. En Algérie pour maintenir la paix, il filme les fêtes du 5 juillet 1962 à Sétif

J'ai choisi d'aller en Algérie pour montrer qu'il était possible de faire la paix >>>

Quel était votre but en arrivant en Algérie ?

J'étais officier des affaires algériennes. Volontairement. J'ai choisi d'aller en Algérie pour montrer qu'il était possible de faire la paix. Dans un premier temps, je suis parti faire un stage de fin d'études de deux mois. J'ai très vite compris que nous nous dirigeons vers une Algérie indépendante. Je suis retourné dans les SAS. Nous étions rattachés à la sous-préfecture. J'ai choisi Sétif comme zone d'affectation. Je fus alors nommé adjoint à la SAS de Beni Fodda.

A mon arrivée, la première question que je me pose est la suivante : dois-je tutoyer ou vouvoyer mes interlocuteurs ? Je décide de vouvoyer tout le monde, sauf les enfants du centre sportif et mes hommes. Il ne s'agit pas de faire la guerre ou des fouilles. Nous devons entraîner la population dans des choses positives : les enfants grâce au foyer sportif, les femmes et les jeunes filles grâce à un ouvroir où elles apprenaient aussi bien à coudre qu'à soigner. Nous organisons des tournées médicales dans les villages, des chantiers de piste étaient ouverts pour faire travailler les gens et pour désenclaver les hameaux. Notre objectif était de préparer la

fin de la guerre et surtout en trouvant des emplois aux jeunes.

Certains jours, il fallait prendre des décisions compliquées. En juillet 1961, le FLN voulait peser sur les négociations et avait décrété une grève générale. Je venais d'arriver dans la SAS, j'avais ouvert un chantier. Mais je considérais que je n'avais pas à m'occuper de politique. Alors, j'ai refusé les arrêts de travail de mes ouvriers sans justificatif. Ceux qui voulaient aller manifester pouvaient le faire, à condition qu'ils trouvent un remplaçant.

Français, vous travailliez pour l'armée. La population ne vous était-elle pas hostile ?

Pas du tout. Le village était calme. A la caserne, nous ne faisons même pas de ronde de garde, la nuit. Ce qui m'étonne, c'est qu'il y ait eu la guerre. Dans les grandes villes, il y avait l'OAS. Mais dans ce village, il n'y avait plus de pieds-noirs. Je n'ai jamais vu de violences.

A la fin de la guerre, vous avez pu filmer les fêtes de l'indépendance à Sétif...

J'avais fait le mur pour filmer. Le jour de l'indépendance, j'étais en civil. J'ai suivi la foule, je me suis retrouvé par hasard au grand

meeting qui avait lieu au stade de Sétif. J'étais placé très haut, accroché à un grillage, les gens me soutenaient. J'ai filmé le meeting : il y avait Ferhat Abbas, que je ne connaissais pas à l'époque.

D'un point de vue technique, il fallait remonter la caméra comme un réveil et les bobines de film devaient être changées toutes les 2 minutes. Enfin, il y avait la lentille pour mesurer la lumière. J'étais occupé à tous les instants. J'avais des boîtes de films neufs et usagés plein les poches. J'ai utilisé tous mes rushs pour en faire un documentaire de 15 minutes.

Quelle était l'ambiance dans les rues de Sétif pendant ces deux jours de juillet 1962 ?

Le premier jour, la fête se passait dans le stade. Les gens assistaient aux discours. Mais le lendemain, la foule a envahi les rues. La population était très joyeuse et très bon enfant, absolument rien à voir avec ce qu'il s'est passé à Oran, par exemple. C'était une joyeuse pagaille, il y avait des gens dans tous les sens, à pied, à cheval, en voiture, en camionnette. Les drapeaux étaient partout. Il n'y avait aucun militaire. Mais on voyait beaucoup de femmes et de jeunes filles habillées d'une jupe verte, un chemisier blanc, un foulard rouge. Cela a duré pendant toute une journée. Je n'ai vu aucune manifestation vindicative ou agressive, c'était très étonnant. J'ai été arrêté par un couple avec un petit garçon. Ils voulaient que je les filme, ils m'ont dit : «Vive l'amitié franco-algérienne.» Les gens étaient heureux de cette indépendance. Le soir de l'indépendance, il y a eu un grand rassemblement, les femmes d'un côté et les hommes de l'autre.

Yasmine Said

« Notre objectif était de préparer la fin de la guerre et de trouver des emplois aux jeunes. »

1962 Mémoires
2012 d'Algérie

El Watan / OWNI

Photo : Réfugiés/Fonds privé de la famille Moussa.

Une seule **histoire**,
la vôtre

#5

VOUS AVEZ DES DOCUMENTS À NOUS FAIRE PARVENIR ?
 Une seule adresse : temoignages@memoires-algerie.org

Statistiques

Jusqu'au 1er juillet 2012

Nombre d'internautes ayant visité ce site : 11 823

- Visites: 14 216
- Visiteurs uniques: 11 823
- Pages vues: 70 668
- Pages/visite: 4,97
- Durée moy. de la visite: 00:04:57
- Taux de rebond: 28,21 %
- Nouvelles visites (en %): 74,49 %



Comment ça marche

Mémoires d'Algérie est un musée numérique en devenir, lancé le 19 mars 2012 par *El Watan* et *OWNI*. Des témoignages et archives personnelles inédites sont rassemblés, ainsi que des archives de l'armée française et des notes de renseignement des services français. De nouveaux documents seront régulièrement ajoutés jusqu'au 5 juillet, date de l'Indépendance algérienne. Dans les archives publiées, nous avons décidé d'anonymiser certains noms dans les documents, principalement dans les comptes-rendus d'interrogatoires. L'utilisation très répandue de la torture doit pousser à la plus grande prudence quant aux faits rapportés dans ce cadre. Les "aveux" ne constituent pas des faits, encore moins des preuves. De même, les comptes-rendus d'opération et les notes de renseignement doivent être lus en gardant en tête qu'ils sont produits par l'une des parties dans un contexte de guerre. Pour continuer à se développer, pour permettre à chacun d'explorer sa guerre d'indépendance, Mémoires d'Algérie a besoin

de votre soutien. Vous pouvez nous envoyer vos témoignages et archives personnelles. Pour plus d'informations, contactez-nous. Mémoire d'Algérie vous permet de naviguer au cœur des documents via deux entrées principales : "carte" et "timeline". Elles ont en commun une frise chronologique divisant les huit années de la guerre en six grandes périodes historiques et permettant de filtrer les documents par période. Sur l'entrée "carte", en cliquant sur un point lié à une ville, le nombre précis de documents s'affiche et vous avez la possibilité d'y accéder. Vous basculez alors sur le mode "timeline". Sur le mode "timeline", des informations plus précises relatives à chaque document s'affichent : thèmes, dates, noms ou villes cités. En un clic, vous pouvez consulter individuellement chacun de ces documents ainsi que les médias qui y sont associés (images, sons). Utilisez la borne Facebook, sous chaque document, pour commenter et les partager sur les réseaux.

EDI TO

Les Algériens se réapproprient leur histoire

Boukhalfa Amazit

Journaliste, spécialiste des questions d'histoire



Quelle est la part de vérité dans *L'Illiade* et *L'Odyssee*? C'est un récit fabuleux. Eblouissant d'imagination, dont la construction de toutes pièces est attribuée à Homère. Et pourtant, le poème s'est révélé une source intarissable d'informations et d'enseignements sur une période fort reculée (entre 1300 et 1100 av. J.-C.) de l'histoire de la Grèce antique. Homère, s'il n'est pas une identité fabriquée, comme certains spécialistes le supposent, aurait vécu à la fin du VIII^e siècle (av. J.-C.). Et pourtant, si l'on s'en tient à la seule partie qui concerne La Guerre de Troie, la narration qui en a été faite par l'aède ionien a permis à l'archéologue Heinrich Schliemann de découvrir, en 1870, les ruines de la cité antique. La comparaison peut paraître incongrue dès lors qu'on met en équation des événements qui se sont déroulés il y a plusieurs siècles avec d'autres qui nous sont proches et qui se sont passés à l'ère de la télévision et du cinéma, c'est-à-dire des instruments qui ont enlevé son caractère absolu à la mort elle-même. La source demeure identique : le témoin : le vecteur en est la parole. La crédibilité, elle, peut donner sujet à l'incertitude

Il est vrai que les historiens auront fort à faire, à l'avenir, pour passer au crible tous les témoignages qui sont en train de s'exprimer de façons diverses.

ou, en tout cas, à une forme de scepticisme. Toutefois, au regard de ce qui se passe, notamment dans le domaine de l'édition et du journalisme, les Algériens, confrontés au silence des pouvoirs publics en charge de la reconstruction mémorielle, sont en train de se réapproprier leur Histoire. Il est vrai que les historiens auront fort à faire, à l'avenir, pour passer au crible tous les témoignages qui sont en train de s'exprimer de façons diverses ; mais tout ce qui s'écrit et se dit est bon à prendre. Rien n'est à dédaigner. Tous les témoignages doivent être récoltés, consignés, filmés, enregistrés, non pour attribuer des satisfecit ou distribuer des mérites, mais pour constituer une véritable banque de données. Dès le lendemain de l'indépendance nationale, les premiers ukases ont frappé l'histoire. Les autorités ont commencé par en extraire des personnages, puis des dates et des événements. Il aura fallu attendre la fin des

années 1970 pour que la presse puisse parler du Congrès de la Soummam et que les officiels le célèbrent. On a assisté au jumelage des dates importantes comme le 5 Juillet qui a été couplé avec la Fête de la jeunesse et, plus tard, du FLN (le parti et non l'artisan de la Libération). Le 19 juin était commémoré et fêté, mais pas le 19 mars, par exemple. L'histoire de l'Algérie était prisonnière « des fonctionnaires de la Vérité » ainsi que Ben Khedda désignait les cerbères de l'Histoire. Ce dernier rapporte qu'en 1976, le président Houari Boumediène avait demandé aux historiens et aux chercheurs du Centre national des études historiques (CNEH) d'écrire l'histoire de l'Algérie et de sa Révolution en insistant sur la nécessité de ne pas citer de noms dans la phase contemporaine. Le deuxième président du GPRA poursuit : « A un historien qui s'étonne qu'on puisse écrire cette histoire sans citer les noms de Abdelkader, Ben Badis, Messali, Ferhat Abbas... Le Président estima que ce qui a été fait par la Révolution algérienne dépassait de loin leurs actions... » No comment.

Une histoire d'hommes

C'est une histoire d'hommes. D'une rencontre. Des deux côtés de la Méditerranée.

Une rencontre entre deux porteurs de projets, en Algérie et en France. C'est une histoire dans la grande Histoire qui nous inscrit pleinement dans l'humanité, ses défis et ses douleurs, ses désirs aussi d'accéder à son histoire librement, sans les entraves des versions officielles et des coffres-forts du secret d'Etat.

C'est ainsi qu'à l'occasion du 50^e anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie, *El Watan* et le site d'information français OOWNI se sont associés pour lancer, le 19 mars 2012, Mémoires d'Algérie*, le premier musée numérique sur la Guerre de Libération nationale.

Après un an de collecte de témoignages, photos, pièces administratives... auprès de vous, lecteurs d'*El Watan*, nous avons pu réunir plusieurs centaines de documents inédits grâce à votre confiance. Car, face aux manipulations et aux occultations officielles, nos centaines de contributeurs des quatre coins d'Algérie, mais aussi de France, ont répondu à notre appel : « La guerre de Libération, c'est vous ! »

Une manière de détourner le slogan officiel « Un seul héros, le peuple ! » et de le prendre au pied de la lettre.

L'initiative de *El Watan Week-end* a croisé un autre projet, celui de l'équipe d'OOWNI, qui a, de son côté, compilé et numérisé des milliers de documents classifiés des archives

françaises concernant la Guerre de Libération et qui seront mis en ligne à partir du 50^e anniversaire des Accords d'Evian, dans un souci de casser les tabous et de briser le silence, côté français, autour de cette période charnière de l'histoire.

Le projet prendra la forme d'un site internet qui sera enrichi en témoignages, photos, documents... jusqu'au 5 juillet, jour de l'Indépendance de l'Algérie, pour devenir, à partir de cette date, un véritable musée numérique dédié à la mémoire, mis à la disposition du public avec une liberté totale d'accéder aux documents, pour naviguer dans le temps, l'espace et les thématiques, mais aussi la possibilité de participer en commentant ou en soumettant d'autres archives.

Un espace de mémoire, pour que les peuples mesurent en toute indépendance la part de cynisme et d'incompréhension qui les a précipités dans la même tragédie.

Notre démarche, grâce à la formidable plateforme imaginée par les ingénieurs data d'OOWNI, permet une accumulation et une organisation inédite des données sur la Guerre de Libération. La direction éditoriale est assurée par les deux médias, en partenariat avec des historiens spécialistes

de cette période.

L'application vous permettra donc de vous emparer, de vous saisir de ce vécu commun, de l'histoire écrite par ceux qui l'ont vécue et non par les Etats, mais par des hommes des deux côtés de la Méditerranée. L'histoire écrite par vous.

El Watan et OOWNI

* www.memoires-algerie.org

Ma guerre à moi

Hamid Tahri
El Watan



Mon enfance a été marquée deux blessures. En effet, deux événements restent enfouis en moi comme des cicatrices mémorielles. L'un, à l'entame de la guerre ou presque ; l'autre survenu alors que se dessinaient les prémices d'une indépendance laborieusement arrachée, au prix du sang et des larmes.

Le premier événement saillant se produisit lorsque mon père, que Dieu ait son âme, officiait en qualité de représentant des oulémas, prodiguant des cours d'arabe à des jeunes, de condition modeste mais assoiffés de savoir, qui considéraient que l'acquisition des connaissances était un formidable moyen pour se hisser dans l'échelle sociale. La mission du paternel était aussi d'éveiller les consciences. Mon père répétait souvent, en faisant allusion au joug colonial, que la liberté ne consiste pas à avoir un bon maître, mais à n'en point avoir ! L'idée prônée par l'enseignant qu'il était consistait à dire que l'homme a beaucoup à savoir et peu à vivre et il ne vit pas s'il ne sait rien !

Un jour, un de ceux qu'on appelait les « bellouinistes » au service du tristement célèbre colonel

Mon père survécut à cette tentative d'assassinat. Digne et pudique, il n'évoquera jamais plus ce fait, jusqu'à sa mort.

félon, avait tenté d'attenter à la vie de mon père. Armé, il lui tendit un piège en l'accostant à la sortie de la médersa, pointant l'arme à feu sur son visage... Mon père s'en sortit miraculeusement en se jetant sur son assaillant. Sa forte corpulence l'aïda à maîtriser son adversaire, à le rouler par terre et à lui subtiliser l'arme. Mais dans la bagarre, une balle fusa et alla se nicher dans son pouce. La main ensanglantée, déstabilisé, mon père rentra à la maison en essayant de dissimuler sa blessure.

Enfant, cette séquence m'avait bouleversé. Le lendemain, mon père nous signifia qu'on allait vite quitter les lieux. Ce qu'on fit dans un long et éprouvant exil qui nous mit à l'abri pendant quelque temps pour ensuite reprendre une autre destination. Mon père survécut à cette tentative d'assassinat. Digne et pudique, il n'évoquera jamais plus ce fait, jusqu'à sa mort, en 1996.

L'autre fait qui s'est invité dans mon enfance a eu lieu à la fin des années soixante. J'avais pris part, sans en connaître les tenants et les aboutissants, à des manifestations à Kouba contre l'ordre colonial. Insouciant et/ou inconscient, je me retrouvais au milieu des protestataires dans une posture qui, pour moi, participait moins d'une action politique revendicatrice que d'un mouvement de masse presque festif... J'ai souvenir que la soldatesque coloniale avait barricadé la route principale et lançait des grenades dans notre direction. En retrait, j'observais les opérations avec une certaine jouissance jusqu'au moment où, battant en retraite, la foule se disloqua, prise de panique et courant dans tous les sens. J'avais pris la poudre d'escampette, mais dans la mêlée, je m'étais foulé la cheville. J'ai eu du mal à rejoindre le domicile familial, heureusement à quelques dizaines de mètres seulement du lieu des hostilités. Cette « blessure » m'attira les foudres de mes parents, auxquels j'avais promis de ne plus jamais refaire cela.

Dessine-moi l'indépendance

«L'enfant en sécurité n'hésite pas à communiquer ses idées, ses sentiments sans retenue, sans timidité.» C'est ainsi que Mohamed Bencharif, auteur du *Livre de notre Vie*, explique la sincérité, l'émotion, mais aussi la maturité qui se dégage des textes et des dessins produits pendant la

guerre par ses élèves de l'école Freinet de Hussein Dey. Publié une première fois en 1967, le recueil est peu à peu oublié. Aujourd'hui, Mohamed Bencharif souhaite le faire rééditer, avec le soutien de l'Algérie, de l'Unesco et des éditions Dalimen.

L'indépendance

Ô combattant sacré,
Valeureux héros de notre pays,
Tu as laissé tes enfants et ta famille
Et tu es allé pourchasser
l'ennemi
De la terre d'Algérie
Occupée par le colonialisme
depuis 130 ans.
Mais après sept longues années
de guerre
L'indépendance apparaît toute
fière
Et avec joie et allégresse,
Tout le peuple prépare sa grande
fête.

Ô combattant sacré,
Tu n'as eu peur ni du soldat
français,
Ni de la faim ni du froid qui
souffle,
Qui souffle entre tes doigts.
Dès que tu voyais les soldats
à la casquette
Tu te hâtais de prendre la
mitrailleuse.

Ô combattant sacré,
Tu resteras au fond de moi
l'exemple le plus beau
le plus cher de ma vie.

Gaci Ali - 12 ans



1 QUESTION À... MOHAMED BENCHARIF

Que pensez-vous du système
éducatif algérien aujourd'hui?



Il n'y a pas de système éducatif du tout. Plein d'enseignants ont passé toute leur carrière, à tous les niveaux, sans jamais lire une revue pédagogique ni assister à un colloque sur l'éducation. Après l'indépendance, j'étais à l'Institut pédagogique national (aujourd'hui Institut national de recherche en éducation, INRE). Nous accueillions des consultants internationaux, en particulier de la francophonie, et nous-mêmes, les Algériens,

étions une référence en matière de pédagogie. Je me suis rendu à l'INRE en 2011 pour présenter le *Livre de notre Vie*. J'ai été reçu par le directeur adjoint. Il m'a expliqué qu'il ne pouvait prendre aucune décision, que son rôle était de chapeauter et de convoquer une commission chargée de valider les nouveaux contenus éducatifs. Or, la commission n'avait pas été réunie depuis deux ans, faute de budget. Ce manque d'investissement dans la

pédagogie a encouragé la prolifération du «par cœur», une vraie plaie pour la jeunesse algérienne. On décourage la créativité de l'enfant alors que celui-ci a des capacités d'analyse, de critique et d'imagination souvent supérieures à l'adulte. Si j'étais ministre, j'obligerais tous les établissements à exposer les travaux des élèves. Il faut encourager les travaux manuels, le théâtre, etc. >>>
Contact : mohamed.bencharif@gmail.com

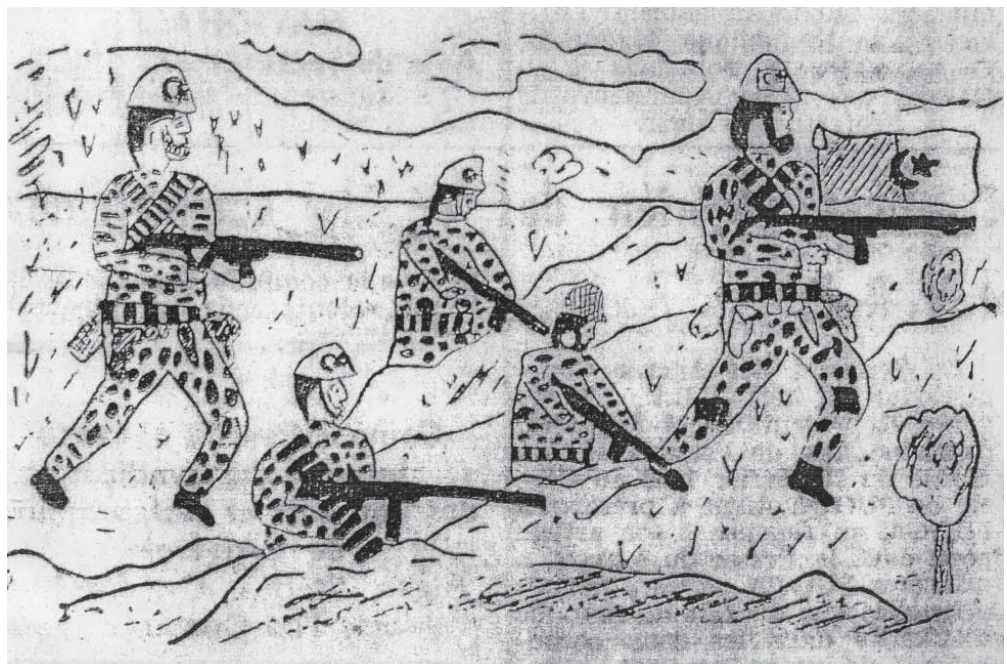
Ô combattant sacré

Ô combattant sacré,
Valeureux héros de notre pays,
Tu as laissé tes enfants et ta famille
Et tu es allé pourchasser
l'ennemi
De la terre d'Algérie
Occupée par le colonialisme
depuis
130 ans.
Mais après sept longues années
de guerre
L'indépendance apparaît toute
fière
Et avec une joie d'allégresse,
Tout le peuple prépare sa grande
fête.

Ô combattant sacré,
Tu n'as eu peur ni du soldat
français,
Ni de la faim, ni du froid qui
souffle,
Qui souffle entre tes doigts.
Dès que tu voyais les soldats
à la casquette
Tu te hâtais de prendre la
mitrailleuse.

Ô combattant sacré,
Tu resteras au fond de moi
l'exemple le plus beau
le plus cher de ma vie.

Iafri Khaled - 12 ans



Constantine 1954-1962

Un enfant raconte la guerre

1953. MÉDERSA ETTARBA WA ETTAALIM, ZENKET ARBAINE CHERIF, 19H, COURS D'ÉDUCATION ISLAMIQUE.

«Bon, maintenant nous allons réviser certaines sourates du Coran. Un volontaire... Voyons, Badjadja passe au tableau.»

«Oui, sidi.» Mais je ne suis pas du tout volontaire ! Je suis effrayé, notre maître a une sacrée réputation de terreur à la médersa. Un véritable volcan en éruption permanente : il est le seul en mesure de calmer toute l'école si d'aventure nous prenait un vent de fronde. Il lui suffisait de frapper violemment du pied, et de hurler «la ferme tout le monde», pour que aussitôt un silence de mort fige sur place toute la médersa, aussi bien les élèves que les enseignants ! Et voilà que je suis convoqué au tableau... Dieu me protège !

«Allez, récite-nous le Coran à partir de la sourate du prophète Noh.»

«...» Je n'arrive pas à ouvrir la bouche.

«Alors, qu'est-ce que tu attends, Leilet el Kadr ? Badjadja, j'attends la sourate, on ne va pas y passer la soirée...»

Les cours commencent à 18h et s'achèvent à 20h ; dans la journée, nous sommes tenus par les lois coloniales de ne fréquenter que les écoles françaises.

«Ah, je comprends, tu n'as pas révisé le Coran !»

Si, j'ai bien révisé les sourates, mais je n'arrive pas à ouvrir la bouche...

«Je parie que tu ne peux même pas réciter la Fatiha, la première sourate du Coran que l'on vous a enseignée en première année !»

Comment ? Je l'ai apprise voilà trois ans, mais aucun son ne sort de ma bouche, je suis totalement paralysé face à cette boule de nerfs.

«J'attends au moins la sourate El Fatiha...»

«...» Rien ne se passe. Vlan ! Un violent coup de poing me propulse sous les tables du premier rang, où je heurte les jambes des filles qui les occupent... Je n'ai gardé aucune rancune pour ce maître. Cheikh Salah Boudraâ a rejoint les rangs de la Révolution dès le début ; il est tombé au champ d'honneur en 1961, aux côtés de Messaoud Boudjeriou.

8 NOVEMBRE 1954. DJEBEL EL OUAHCH, HAUTEURS DE CONSTANTINE. Messaoud Boudjeriou conduit au maquis le premier groupe de huit maquisards de Constantine et les confie aux représentants de Zighout Youcef. Mon oncle Kamel Bentalha, 22 ans, a décidé de prendre le maquis avec sept autres militants, pour rejoindre une Révolution qui s'était déclenchée sans eux une semaine auparavant. Pourtant, ils avaient suivi, dans cette perspective, une préparation militaire dans l'Organisation spéciale (OS). Ils ne comprennent pas pourquoi leurs chefs ne les avaient pas informés ; plus tard, ils sauront qu'une divergence de leadership était à

« Un violent coup de poing me propulse sous les tables.

l'origine de l'absence de Constantine, le premier jour de la Révolution... Plusieurs mois à crapahuter dans les djebels en subissant les rigueurs de l'hiver, sans moyens et sans ressources. Mon oncle, cardiaque, est invité à retourner à Constantine pour «travailler» en ville... Etant déjà fiché comme suspect, mon oncle est arrêté, puis assigné à résidence. Il fait partie du premier groupe de déportés de Constantine, en avril 1955 ; ils sont d'abord dirigés sur le centre d'hébergement de Djorf, près de M'sila, un camp de toile qui sera rapidement dispersé par un vent de sable ; puis ils sont déportés à l'ouest, à Bossuet, au sud de Sidi Bel Abbès.



Le 3^e régiment de parachutistes coloniaux sur sa base de Sidi Ferruch (F. Decker)

CONSTANTINE, SAMEDI 20 AOÛT 1955, MIDI. Je me trouve Zenkat Sidi Affane, à l'entrée du passage voûté qui débouche sur la place Kouchet Ezziat, du nom de la boulangerie qui s'y trouve. Tout à coup, la sirène se met à hurler. Les gens s'interrogent : «Que se passe-t-il ? Nous sommes samedi, ce n'est pas le jour habituel de la sirène ? La sirène n'est déclenchée que le dimanche à 12 heures précises !

–Peut-être s'agit-il d'une maison qui s'est effondrée ?

–Oui, mais dans ces cas-là la sirène siffle trois fois, or là, elle ne s'arrête pas...»

Tout à coup, déferle du haut de la rue une foule agitée qui cherche à fuir un danger invisible : «C'est grave, c'est grave, rentrez chez vous... Des bombes et des coups de feu un peu partout...»

–Ils ont crié El Djihad fi Sabil Allah, du côté de Rahbat El Djamel...»

–Il y a des morts et des blessés, c'est très grave...»

Je suis coincé à l'entrée du passage voûté, ma maison se trouve plus haut, mais je ne peux remonter la rue, je ne peux même pas arriver jusqu'à la mosquée Sidi Affane, qui ne se trouve pourtant qu'à quelques mètres ! J'ai peur d'être écrasé par la foule qui continue de descendre la rue en courant. Je n'ai pas d'autre choix que d'attendre le passage des gens qui fuient avant de rentrer chez moi. Je n'ai que dix ans et je viens de faire connaissance avec la révolution armée !

ÉTÉ 1956. Je suis accoudé au Comptoir, où mes oncles fabriquent et vendent des glaces depuis les années 1946-1947.

Tout à coup, une explosion. Un pneu éclaté ? A cette époque, tout le monde ne pensait qu'à une seule chose : une grenade ! Je ressens une vive brûlure à l'avant-bras, du sang, pas beaucoup, mais du sang quand même. Je m'enfuis immédiatement, ayant déjà compris à 11 ans que du sang sur quelqu'un à la suite d'un attentat fait de lui automatiquement le premier suspect. Pas question de soins au dispensaire ! Je rentre à la maison située Zenket Sidi Affane. Inutile d'alerter ma mère, la blessure est superficielle.

1956. ZENKET SIDI AFFANE. Nous jouons devant notre maison, Dar El Kellal, lorsque

« Une balle a traversé la porte en contreplaqué de la baraque où je me trouvais un moment auparavant et perforé la tête du pauvre Hocine.

nous voyons s'engouffrer dans notre rue un groupe de roumis ! Spectacle inhabituel. Un agent, roumi ou juif, pour relever les compteurs d'électricité, oui de temps en temps, mais pas tout un groupe, armé en plus. Un géant déboule devant moi, un pistolet à la main. Des policiers en uniforme accompagnent les civils. Un peu plus tard, nous les revoyons remonter la rue, les armes ne sont plus visibles. Ils tournent à gauche vers Bab El Djabia. Nous reprenons possession de notre quartier et, à notre tour, nous dévalons la rue en direction du local des Scouts musulmans algériens. Instinctivement, nous avons compris que les roumis en voulaient au local des SMA, situé sous le pont de Sidi Rached ; nous l'avons trouvé fermé, définitivement. Comme notre médersa. Plus d'activités scoutistes, plus de rencontres avec de mystérieux visiteurs, des «invités» qui nous parlaient de l'Algérie, de son histoire, de la politique, avant de terminer leur visite en participant à nos jeux et nos chants.

1956. A l'entrée de notre rue, près de la fontaine publique, des gens entourent un homme qui vient de tomber sous les balles tirées à bout portant par un inconnu. Je me faufile au premier rang. L'homme est mourant ; quelqu'un tente de lui faire prononcer la Shahada en lui tenant l'index droit pointé vers le ciel. C'est la première fois de ma vie que je vois quelqu'un mourir sous mes yeux, habituellement les enfants sont interdits d'accès dans la chambre d'un mourant. Difficile à oublier !

MAI 1957. SOUIKA, ÉCOLE ARAGO, CLASSE DE CM2. Notre instituteur, M. Naït, nous prépare chaque matin à l'examen d'admission en

sixième des collèges : deux exercices de math, suivis d'une dictée. La classe, 31 élèves, travaille dur... lorsqu'une forte explosion secoue toute l'école. Notre maître se précipite aux nouvelles. Il s'agit d'une grenade lancée en plein milieu de la cour ! Heureusement, ce n'était pas la récréation de 10h ; par miracle, aucun enfant ne s'était rendu aux toilettes à cet instant fatidique. A la sortie de l'école, tous les parents étaient là à nous attendre. Plus question d'école pendant une semaine, puis reprise avec quelque inquiétude.

AVRIL 1958. CLINIQUE DE PHTISIOLOGIE MIMOUNI, FAUBOURG LAMY, CONSTANTINE. La moitié de la famille est hospitalisée dans cette clinique pour problèmes de poumons, à commencer par ma mère. Mon frère cadet Abdelkader, ma petite sœur Mérim et moi-même avons été sommés de quitter l'école pour risque de méningite. C'est alors que nous parvient une mauvaise nouvelle : mon père a été arrêté par les parachutistes sur son lieu de travail, rue Nationale (Tarik Djaidja pour les Constantinois). Tous ses collègues aussi, sauf le patron réfugié à Tunis. Ma petite sœur Aïcha, 5 ans, et notre bambino Abdelaziz, 3 ans, ont assisté à la scène sans rien comprendre. Mon père a juste eu le temps de les embrasser avant d'être saisi par le col et jeté dans un camion. Les enfants sont abandonnés sur le trottoir. Tous les employés, cinq ou six, sont conduits vers la sinistre cité Améziane, un centre de tri, ou plutôt de torture. Mon père sera menacé d'être dévoré par un chien-loup, une mitrailleuse pointée sur sa tête...

AVRIL 1958. CENTRE DE TORTURE DE LA CITÉ AMEZIANE. Mon père subit la question infligée par les paras, en attendant une éventuelle corvée de bois. Mon père est prêt à tout avouer, mais il n'a rien à dire en réalité. Il n'est ni membre du FLN, ni fidai, ni moussebel, rien de rien. Il est tout juste le fondé de pouvoir de son patron, qui est aussi son ami d'enfance, Mohamed Damak, négociant en alimentation en gros, réfugié à Tunis depuis le déclenchement de la Révolution.

« Alors, comme ça tu vires chaque mois de l'argent à Tunis qui va tout droit dans les caisses du FLN ?



La bande de garçons (I. Bouhamas)

☞ *Tu vois le chien-loup, là, il ne demande qu'à te dévorer.*

–Je ne fais qu'exécuter les ordres du patron, je ne suis que son fondé de pouvoir. J'arrête les comptes chaque mois et je lui viré l'argent dont il a besoin. Je ne suis pas responsable de ce qu'il en fait, répond mon père.

–On va voir ça ! Tu as délégation de pouvoir pour signer les chèques aussi ?

–Oui, bien sûr pour régler les fournisseurs...

–Bon écoute, tu vois le chien-loup là, il ne demande qu'à te dévorer, et la mitraillette pointée sur ta tête sera déchargée après son repas !

–Mais pourquoi vous me faites ça ? Je vous ai dit que j'ignore ce qu'il fait de son argent... se défend mon père.

–T'occupe pas de ton patron maintenant, il est à l'aise à Tunis. Pense à toi d'abord. Tu as des enfants non ?

–Oui, j'en ai six, et la moitié sont à la clinique avec leur mère...

–Alors, si tu veux éviter le chien-loup, la mitraillette et retrouver ta famille, tu vas signer un chèque là...

–Mais pour qui je dois signer un chèque ? Je n'ai pas le droit, ce n'est pas mon argent ! dit mon père.

–Ne recommence pas ! Signe ce chèque au porteur, le reste ne te regarde pas !

Mon père finit par céder et signe le chèque au porteur. Il sera libéré quelques jours après, en même temps que les autres employés du magasin, sauf Salah Damak, le neveu du patron, qui disparaîtra définitivement, coupable à leurs yeux de téléphoner chaque semaine à son oncle pour l'informer des événements à Constantine : «On a arrêté fien, on a tué felten...» Les communications internationales sont sous écoute ! Le chèque sera encaissé par x pour un montant de quatre millions de francs de l'époque. Une enquête fut déclenchée par la gendarmerie française suite à cette escroquerie, qui ne donne rien de toute façon, les loups ne se mangent pas entre eux. Mais aucune

enquête pour retrouver le neveu du patron ; il fera partie du million et demi de chouchada de la guerre 1954-1962.

1960, CONSTANTINE, RUE DE FRANCE. Je déambule en compagnie de mon copain Moussa, tout à coup, une explosion. Les gens s'interrogent : «C'est une grenade à coup sûr !

–Bien entendu, tu ne voudrais pas que ce soit un pneu de camion, non ?

–Mais, c'est où ?

–Probablement à Souk El Acer, en tout cas ça me semble venir de là...Tiens, voilà des gens qui viennent de cette direction, alors les gars c'est où ?

–Souk El Acer, il y a des morts et des blessés, tous des Arabes...»

Sans nous concerter, Moussa et moi prenons la direction de Souk El Acer. Au lieu de rentrer à la maison comme tout le monde dans ce genre de situation, nous nous lançons au devant des problèmes. Arrivés sur les lieux, nous nous mêlons à la foule affairée à s'occuper des corps étalés sur le sol. Des soldats arrivent, les bérets noirs de la «Centaine» stationnés place des Chameaux, au centre-ville.

Les gens se plaignent : «La grenade a sûrement été lancée de l'une des fenêtres là, et il n'y a que les juifs qui habitent ce quartier... (depuis 1775, à l'époque de Salah Bey qui avait fait aménager le quartier Charaâ pour rassembler les juifs)

–Comme par hasard, il n'y avait que des Arabes au marché, aucun juif, aucun Européen !

–Vous inquiétez pas, on va s'en occuper, restez tranquilles...»

En fait, les soldats étaient en train de s'occuper de nous. Mine de rien, ils quadrillaient la place et une fois le dispositif mis en place : «Allez, tout le monde se

rassemble ici, mettez-vous en rang l'un derrière l'autre, les mains sur la tête, fissa, fissa (vite, vite).»

Et nous nous retrouvons en plein milieu des problèmes que nous pouvions parfaitement éviter ! Dans la logique des soldats français, les musulmans sont toujours coupables, même si c'est eux les victimes ! La colonne est conduite sous bonne escorte vers la «Centaine» certainement. Nous traversons la rue de France, où nous nous trouvons libres quelques instants auparavant. Les gens nous

☞ *Dans la logique des soldats français, les musulmans sont toujours coupables.*

regardent, certains avec compassion, d'autres indifférents, les rafles étant quotidiennes. Quelques-uns, franchement goguenards : «Qu'est-ce qui vous arrive les gars ?»

À l'avant du cortège, un jeune homme proteste : «Mais enfin, qu'est ce qu'on a fait ? C'est nous les victimes, non ?

–On verra tout à l'heure, avance !

–Où allons-nous, ce n'est pas juste, les Arabes sont les victimes, les Arabes sont aussi les coupables ? insiste-t-il.

–Avance, on te dit», commence à s'énerver l'un des soldats...

Arrivée à la «Centaine», place des Chameaux, les bérets noirs nous disent : «Allez, tout le monde les mains contre le mur, regardez devant vous, fissa fissa... Hé toi le petit malin, viens là, on va t'apprendre à protester, tiens mon salaud, tiens !»

Les soldats tombent à bras raccourcis sur le pauvre malheureux, qui hurle de douleur.

«Ce n'est qu'un début mon salaud, on te réglera ton compte tout à l'heure ! Avance... Allez vous autres, entrez là-dedans, l'un derrière l'autre, descendez dans la cave.»

Le jeune homme tabassé à mort prend une autre direction ; quant à nous, nous devons

subir des coups de matraque sur la tête en guise de bienvenue avant d'accéder à la cave. Les gens commencent à s'interroger, d'autres à paniquer : «Qu'est-ce qu'ils vont nous faire ?

–Nous sommes trop nombreux dans cette cave, nous allons manquer d'air !

–Peut-être ont-ils l'intention de nous gazer ?

–A coup sûr, ils vont au moins nous torturer !

–Mais enfin, qu'est ce qu'on a fait, le jeune homme avait raison tout à l'heure, c'est nous les victimes, et c'est également nous les coupables !

–Tu rêves ou quoi, c'est ça Qamir (la France coloniale) tu es toujours perdant. Le pauvre malheureux, il ne s'en sortira pas...

–Et nous, allons-nous nous en sortir ?

–Allez, silence en bas ! Un premier groupe va monter, toi, toi, toi et les deux jeunots là, fissa, montez.»

Encore une fille, cette fois-ci devant un soldat aux lunettes qui tient un fichier.

«Allez toi, ta carte d'identité, attends voir... Au suivant...»

Vient notre tour, Moussa et moi avons décidé de rester ensemble quoiqu'il arrive.

«Quel âge as-tu toi ?

–Quinze ans... (maigre comme un clou, j'en paraissais moins)

–Et toi ?

–Quinze ans aussi... (Moussa triche un peu, en réalité il a 16 ans)

–Ah bon, on arrête même les enfants maintenant ! Eh, ces deux-là vous allez me les faire sortir tout de suite, hein !»

Nous nous retrouvons dehors, place Rahbat El Djemal. Une seule envie : rentrer immédiatement à la maison... pour cette fois-ci. D'autres imprudences seront commises plus tard, mais c'est la guerre, nous voulons y participer à notre façon...

DIMANCHE 11 DÉCEMBRE 1960, 11H 45. Je viens de quitter la maison à Rahbat Souf et j'emprunte le passage voûté en direction de la placette de R'cif, sans but précis. J'ai en poche deux billets de cinéma, achetés la veille avec le pécule hebdomadaire que me verse un commerçant en guise de salaire pour des calculs comptables. Tout à coup, j'entends l'inévitable refrain «tatata... tata...

tatata... tata...» venant cette fois de Tarik El Djadida. Quoi ? Mais non, ce n'est pas «Al... gé...rie fran...çaise» que j'entends, c'est deux fois trois coups, «tatata... tatata» ! Ou'est-ce que c'est que ce nouveau refrain ? Je tends l'oreille tout en changeant de direction, prenant un raccourci pour Tarik El Djadida. Ce n'est pas possible, je n'ose y croire ! Je débouche sur cette longue artère commerçante qui coupe la vieille ville en deux parties. Les slogans proviennent du bas de la rue, près du pont Bab El Kantara. C'est bien «Al...gè...rie mu...sul...mane» que j'entends distinctement maintenant. C'est la première fois que j'entends un slogan hurlé non pas par les Européens, mais bien par des Arabes ! Un groupe de jeunes, à leur tête Kamel Idir ; il avait été détenu en 1958 à la sinistre cité Améziène en dépit de son jeune

«Finalement, les bruits de bottes ne s'arrêtent pas chez nous, je les entends déjà ébranler les portes de l'étage au dessus.»

âge, en même temps que mon père qui était le plus vieux. Une jeune fille hurle à tue-tête au milieu des garçons. Sans hésiter un instant, je me mêle aux manifestants. Pour le cinéma, on verra après...

Toute la ville est en ébullition, ce groupe de manifestants a traversé une partie de la cité : R'sif, Rahbat Essouf, rue de France, Souk El Acer, rue du 26° de Ligne. Après avoir débordé les CRS à La Casbah, nous continuons vers le pont de Sidi M'cid, l'hôpital, l'avenue Forcioli, Bab El Kantara, ensuite par camions aux immatriculations camouflées jusqu'à la cité des Mûriers, d'où il est impossible d'aller plus loin, des soldats en joue barrant le pont de Sidi Mabrouk.

A 15h, je décide de quitter la manifestation pour traverser la voie ferrée et rejoindre le cinéma Versailles où la séance a commencé depuis une heure. Un copain avait gardé ma place, surpris de me voir débarquer en retard : je résume en quelques mots ce qui se passe dehors, quelques spectateurs écoutent avec attention, se détournant momentanément du film. A la sortie, mon copain donne son avis sur la manifestation : «Je veux bien avoir l'indépendance, mais assis dans un fauteuil !» Il sera plus tard chef de département à la présidence de la République durant le règne de Chadli Bendjedid !

CONSTANTINE, 1961. Je suis au milieu d'un cortège qui se dirige vers le cimetière central. Manifestation pacifique s'il en est, en cette période. Mais nous sommes obligés de passer par le quartier de la Pyramide, surnommé ainsi en souvenir d'une pyramide érigée à la mémoire du maréchal Comte de Damrémont, commandant de l'armée coloniale tombé sur place lors du deuxième siège de Constantine, le 12 octobre 1837.

Tout à coup, des balles sont tirées en direction de la tête du cortège. Certainement des tueurs de l'OAS ! La foule reflue vers Bab El Oued, du côté de la poste centrale, où elle est accueillie par des soldats français qui brandissent des matraques ! Il faut choisir entre les balles de l'OAS et les coups de matraques servis à tour de bras... Au milieu, une station de taxis dont les chauffeurs sont tous musulmans. Plusieurs manifestants essaient de s'engouffrer dans les taxis. Certains chauffeurs font le plein et démarrent aussitôt. Nous sommes deux ou trois à tenter d'ouvrir les portières d'un taxi, mais rien à

«Je veux bien avoir l'indépendance, mais assis dans un fauteuil !»

faire, le chauffeur a verrouillé son véhicule avant de quitter la station en trombe. La solidarité, ce sera pour une autre fois.

Tiens, une possibilité de fuite du côté du jardin El Mourkantia (les riches, c'est-à-dire les Européens). Nous dévalons l'escalier qui surplombe la caserne des pompiers pour nous réfugier dans notre chère Souika, la vieille ville.

CONSTANTINE 1961. Tous les lycéens musulmans de la ville se sont donné rendez-vous devant le lycée technique, à Bab El Kantara.

«Les internes en classe... les internes en classe... les internes en classe...»

«Que se passe-t-il mes enfants, pourquoi cette manifestation ?

–Cinq camarades, internes au lycée technique, ont été renvoyés de l'établissement, nous demandons leur réintégration...»

–Qu'est-ce qu'ils ont fait pour être renvoyés ? –L'administration prétend qu'ils avaient des canifs dans leur cartable, c'est faux, il s'agit seulement d'un prétexte.»

«En classe... les internes... en classe... les internes... en classe... les internes...»

–Allez les gars, nous sommes suffisamment nombreux maintenant, direction le siège de l'Académie au Coudiat...»

–On va passer par Tarik Djadida, c'est le chemin le plus court !»

«En classe les internes... en classe les internes... en classe les internes...»

On ne peut pas passer par Tarik Djadida, la police nous barre la route, nous allons du côté du pont de Sidi Rached.

«En classe les internes... en classe les internes... en classe les internes...»

«Attendez les gars, cette fois-ci c'est l'armée qui occupe le pont, faites attention, ils nous tiennent en joue...»

Nous nous engageons sur le pont, puis nous nous arrêtons. Un premier rang de soldats, genou à terre, nous vise ostensiblement : un deuxième rang se tient debout dans une même position menaçante. Nous voulons revenir en arrière, mais nous nous retrouvons face à des chars de l'armée française, sortis

«Qu'il est beau notre drapeau national : vert et blanc frappé d'un croissant et d'une étoile rouge !»

d'on ne sait où. Ils ont pris position derrière nous et pointent déjà leurs canons ! D'autres soldats apparaissent sur le flanc des tanks. Nous sommes coincés entre deux feux ! Les plus âgés d'entre nous, des élèves de terminale, quittent les rangs et tentent de négocier le passage en faisant valoir qu'il s'agit d'une manifestation pacifique qui n'a rien à voir avec la politique. On leur répond : «Rien à faire, vous troublez l'ordre public, il faut disperser la manifestation dans le calme.»

«Bon les gars, il vaut mieux nous disperser maintenant par petits groupes. Les uns vont se diriger calmement sans manifester du côté de Tarik Djadida, d'autres passeront par la passerelle de l'ascenseur, les derniers pourront passer par le pont de Sidi Rached, mais un par un... Rendez-vous tous à Coudiat, c'est là que nous poursuivrons notre manifestation !»

Nous nous dispersons dans le calme, puis nous nous dirigeons vers Coudiat où la manifestation reprend de plus belle devant l'Académie.

Les motards du commissariat central entrent en action. Ils nous poursuivent avec leurs motos jusque sur les trottoirs ! Gare aux coups de pied lancés à toute vitesse. Rachid se fait avoir, un beau coup de pied sur les fesses. Tout le monde en rit, sauf les motards...»

De retour à la maison, je suis brutalement pris à partie par mon oncle Kamel : «Qui vous a dit de manifester ? Qu'est-ce que c'est que

cette histoire ?

–C'était pour demander la réintégration de nos camarades renvoyés du lycée technique...»

–Je n'en ai rien à f... El Djemaâ (les responsables du FLN) ne sont pas du tout contents de cette manifestation que personne n'avait ordonnée. Des centaines d'enfants au milieu du pont de Sidi Rached, des fusils devant vous et des chars derrière vous ! Tu te rends compte ? Ils auraient fait de vous une boucherie !»

Effectivement, ce jour-là, Constantine a échappé de peu à un massacre de lycéens...»

CONSTANTINE, 5 JUILLET 1962, FÊTE DE L'INDEPENDANCE. Des chants et des danses partout, de nombreux drapeaux accrochés sur tous les édifices et toutes les maisons... Qu'il est beau notre drapeau national : vert et blanc frappé d'un croissant et d'une étoile de couleur rouge ! Et en avant la musique, il y en a pour tous les goûts, zendali malouf comme il se doit à Constantine, mais aussi chaâbi algérois et même... rock avec Bill Halley et

et étudiants à attendre au niveau du square. Le «nidham» arrive : «Voilà jeunes hommes, jeunes filles, vous allez vous mettre en rang pour une nouvelle manifestation. Vous prendrez la direction des quartiers européens en commençant par Saint Jean et la rue Pinget.»

Quoi ? Pourquoi passer par les quartiers européens en manifestant ? Nous sommes indépendants maintenant, le temps des manifestations anticoloniales est bien terminé, alors à quoi ça rime ?

«Vous allez scander les mots d'ordres suivants, et rien d'autre, compris ! Allez-y...»

Le cortège s'ébranle en silence d'abord. Nous traversons la première partie du boulevard Saint Jean, sous le regard interrogatif d'une foule de musulmans qui se demande où va ce cortège silencieux... Arrivés à la hauteur de la rue Pinget, nous quittons le boulevard pour nous engouffrer dans la rue où n'habitent que des familles européennes qui n'ont pas encore quitté l'Algérie.



Les enfants en rang avant la classe à Ighil Bouhamas (A. Branchard)

Elvis Presley, twist avec Johnny Hallyday et Richard Anthony ! Je fais partie des danseurs de twist...»

«Eh toi le danseur de twist, viens avec moi !» Qu'est-ce qu'il me veut celui-là, qui joue au «nidham» (service d'ordre) ? Je le suis, les copains sont derrière, prêts à parer à toute éventualité, c'est la fête de l'Indépendance, on a bien le droit de danser non ? «Mademoiselle, vous là, qui dansez le twist, venez par ici !»

Les gens se demandent ce qui se passe.

« Bon, arrêtez-moi toutes ces musiques. Faites un grand cercle. La sono, mettez-vous un twist endiable... Allez jeune homme et vous mademoiselle, vous allez danser ensemble ! Vous êtes les meilleurs sur la

«Vous allez scander les mots d'ordre suivants, et rien d'autre, compris !»

place, montrez-nous ce que vous savez faire...»

Ah, concours de twist, je veux bien, avec une demoiselle pour la première fois, réquisitionnée par le FLN en plus ! Et en avant twist again yéyé... Toute la foule est emballée et se déhanche sur place. La danse terminée, je commente l'événement avec les copains lorsqu'un autre «nidham» nous interpelle : «Vous êtes des étudiants ?

–Non, des lycéens, nous venons tout juste de décrocher le BEPC.

–Kif-kif ! Voilà vous allez vous rassembler à Djenane Zaoualia (le jardin des pauvres, c'est-à-dire les musulmans). Faites passer le mot d'ordre à tous ceux que vous connaissez, nous avons besoin de tous les étudiants et les lycéens. Je vous retrouve tout à l'heure.»

Nous sommes plusieurs dizaines de lycéens

«Etudiants avec nous... Etudiants avec nous... Etudiants avec nous...» Le message est reçu cinq sur cinq par les familles européennes. Tout le monde se précipite aux balcons. Nous invitons les lycéens et les étudiants français à se joindre à nous pour partager la fête. Le FLN visait en quelque sorte à rassurer ces familles, qui nous applaudissent au passage. Aucun étudiant français ne se joint à nous, mais le message a été transmis et bien accueilli... Ce qui encouragera certains à finir par sortir, ne serait-ce que par curiosité, aucune menace ne planant sur eux.

LE LENDEMAIN, 6 JUILLET 1962. Cette fois-ci, je fais partie du «nidham» (service d'ordre) placé à l'entrée du cinéma Cirta, en même temps que Rachid, celui-là même qui s'était fait botter les fesses par un motard ! Aujourd'hui Rachid est à son avantage, il arbore une belle tenue scout : short noir, chemise bleue, foulard et écusson, chapeau de brousse.

Tiens ! Qui approche en compagnie de son épouse ? Notre professeur de sciences naturelles, M. Muscat. Tout à fait à l'aise, il nous aborde, visiblement heureux de retrouver ses élèves. M. et Mme Muscat sont impressionnés par la belle tenue de Rachid, il n'y en a que pour lui. Je suis quelque peu jaloux... Nous les invitons à entrer dans la salle pour assister à l'un des nombreux spectacles qui sont organisés pour célébrer l'Indépendance. Nous nous assurons qu'ils sont bien installés ; ils ne risquent rien, sinon de devoir se mettre debout au moment où retentira l'hymne national, *Kassaman*, qui marque le début et la fin de chaque spectacle.

LE SURLENDEMAIN, 7 JUILLET 1962. Je rentre chez moi, Rahbat Souf. Encore le couple Muscat ! Décidément, ils ne veulent rien rater. Cette fois-ci, ils sont en plein quartier musulman, devant la vitrine d'un bijoutier...

Abdelkrim Badjadja

Elle devait tuer Amirouche !

Travaillant pour le colonel Ducourneau, cette femme explique que son activité "consistait à prendre des renseignements qu'elle remettait aux autorités, à tromper les gens par une fausse propagande et à distribuer des tracts. Puis elle s'est vue confier la mission de tuer Amirouche. Condamnée à la peine capitale par le tribunal zonal, elle fut exécutée. (OWNI/memoires-algerie.org)

Déclaration qu'elle a faite lors de son interrogatoire :

Je fus enrôlé dans l'organisation de noyautage (5^e colonne) par une certaine Horia venu chez nous dans le bâtiment où j'habitais sous prétexte de distribuer des secours aux familles des moudjahidines arrêtées ou tués. Ceci 2 mois avant la grève (Décembre 56). J'ai travaillé avec Farès Abderrahmane dit Saïd et ses adjoints : Boualem Frimicha, Fartouche et Aliilou fils d'Arezki Oubabas. Ainsi qu'avec le Colonel Ducourneau, Mesdames Salan et Massu. Mon activité consistait à prendre des renseignements que je remettait aux autorités, à tromper les gens par une fausse propagande, et à distribuer des tracts, et enfin inviter les jeunes filles et les femmes à assister aux conférences données par Massu, Salan et De Gaulle.

Pendant toute mon activité à Alger j'ai contribué à l'arrestation des personnes suivantes :

ABERKANE Saïd, confiseur, BAGHDADI dit " le Chinois " chef terroriste de la Casbah, MAINI Rachid (messaliste), TERFALAH Zaïa poseuse de bombes (radio Algerie) ceci en Mars 57, ainsi que MANSOUR Omar qui a fait un attentat sur un lieutenant. Pendant le mois d'avril j'ai dénoncé (avec des amies) un gardien de prison. Le 5 mai une infirmière de l'hôpital maillot nommée Tabouda Safia. Le 10 mai la bonne d'un dentiste, le 25 mai HADJAR Mustapha infirmier à l'hôpital Mustapha. Le 7 juin un nommé Saïd complice des deux poseuses de bombes Djohra et Baya du Stade municipal. Le 17 Juillet elles furent arrêtées. Le 1 Août un conducteur de Tram. Le mois de Octobre ce fut le tour de Horia (famille d'Arezki Oubabas). Le 18 dénoncé un messaliste lors d'une rafle.

Nous étions 6 filles à travailler parai lesquelles, Zahia, Fetouma et Fetouha anciennes F.L.N. qui ont se sont ralliées que sous la torture entre autre, elles ont déclarés avoir connu un nommé Abbès, Arezki, Djaafar, Khaled et Amirouche alors qu'elles étaient au maquis.

J'ai signalé mon courage et ma bonne volonté à maintes reprises. C'est ainsi qu'un jour je me rendis à minuit à la caserne d'Orléans auprès de Ducourneau sur ordre de Farès. Depuis lors je fus bien traité pendant 9 jours qui précédaient mon départ je mangerais bien, et était bien habillé, J'allais voir tous les jours Ducourneau chez qui nous restions jusqu'à minuit, entraîné de parler sur les événements actuels jusqu'au moment où nous séparions d'Amirouche. Ce n'est que pendant les 3 derniers jours que je voyais apparaître peut à peut le but des chaudes discussions que nous tenions ces derniers jours et ce n'est que le 4eme jours que j'ai connu le but de ma mission à savoir " Tuer Amirouche ".

Je résistais quelques instants mais je ne tardais à céder sous les instances du colonel Ducourneau qui m'a offert des propositions avantageuses : 1.000.000 frs en espèces, l'appartement et la libération de mon frère condamné à mort (en prison). Il me rappella aussi que je n'étais pas la première à être envoyée en mission, et que plusieurs jeunes gens de mon âge m'ont déjà devancés mais qui n'ont donné aucun dé-

tails, ni signe de vie. Il loua mon courage et mes capacités. Je dus être capté. Nous traçames le plan de ma mission : je devais prendre le car et descendre à la poste du Camp du Maréchal. De là je me rendrais au poste militaire où je demanderais après la maison de Boudjellouah. Quand je rencontrerais Tassadite Boudjellouah que je connaissait car elle a passé 10 jours chez moi. Quand je la rencontrerais j'essayerais par son intermédiaire de contacter les moudjahidines. Il était entendu que j'emmènerais avec moi son extrait de naissance, un drapeau algérien, pour ~~tromper~~ ne pas attirer l'attention. Ensuite quand je rencontrerais Amirouche j'essayerais par tous les moyens de lui inspirer confiance. Dans une semaine et au plus tard un mois je devais commettre l'attentat et en rendre compte. Je profiterais d'un accrochage pour le tuer, sinon je lui mettrais de l'amoniaque dans de l'eau. A

Avant mon départ il me furent maintes recommandations pour garder le secret et m'ont demandé si je connaissais le Lieutenant si EL-Hocine et Mechtkouh Saïd qui avaient collaborer avec eux et maintenant ont trahi.

Je pris donc le car comme convenu et descendit à Tadmaït (Camp du Maréchal) là je demandais après Tassadite Boudjellouah. Une de ses parentes nommée Fatima me déclara qu'elle était absente. Et lui ayant demandé s'il y avait des moudjahidines comme m'en avait parlé Tassadite lors de son séjour chez nous. Elle me recommanda de la suivre sans aucune autre réponse. Arrivées chez elle je trouvais un homme qui m'a remis entre les mains des responsables de l'A.L.N.

Condamnée à la peine capitale par le tribunal zonal, elle fut exécutée le 8/ Septembre 1958.

Ma grand-mère a eu raison des militaires français

Ma grand-mère maternelle s'appelait Hamidi M'barka bent Cheikh. Elle a eu une seule fille, ma mère, dont elle était peu fière d'ailleurs à cause de leur caractère opposé. Autant ma mère était douce et calme autant ma grand-mère était dure et entreprenante. Dans la famille, on la qualifiait d'homme. Elle a été mariée durant une bonne période à mon grand-père paternel. Elle a dû être pour beaucoup dans la décision de marier mon père avec sa fille (ma mère) qui était veuve et mère de quatre enfants, alors que mon père était jeune homme et encore jamais marié. Elle nous (ses dix petits enfants) a tous élevés et chéris. Son préféré était mon frère Cheikh chez qui elle a passé les dernières années de sa vie. C'était une femme de petite taille, claire de peau, avec plein de tatouages sur le visage, les bras et les jambes. Elle était très forte dans le tissage de la laine. Elle excellait en particulier dans la conception et la direction des dessins compliqués des tapis de la région d'El Bayadh (dessins de couleur rouge et noir séparés par des points repères blancs : *erragm*). Ses qualités principales étaient le courage, la bravoure et un franc-parler (elle possédait le tac au tac) qui en faisait un personnage redoutable. Elle était très écoutée dans la famille et ses conseils recherchés et suivis. Elle a réalisé de très beaux tapis en couleur sans utiliser de teinture.

COUPS DE POING

Les couleurs étaient choisies dans la laine elle-même (noire, marron, grise). Elle excellait dans la confection (à même le sol et non sur métier à tisser) des bandes en laine et poil de chèvre qu'on utilisait pour fabriquer les tentes. De même, les burnous et djellaba n'avaient aucun secret pour elle. Durant les années de disette (les années 1940), elle confectionnait aussi du tissu en laine pour confectionner des pantalons et des vestes. Avant d'habiter la ville, elle fabriquait des ustensiles de cuisine avec de la terre glaise. Pendant la Révolution, elle amenait aux



Un groupe de femmes au passage du défilé militaire, le 1^{er} novembre 1962 (AFP)

prisonniers, à Kenadza des vivres, des vêtements, du courrier... Devant l'intransigeance des gardiens (les militaires français) pour l'empêcher d'entrer, elle les travaillait en criant (en arabe bien sûr, elle ne connaissait pas un mot de français) et en leur donnant des coups de poing. Ils ont fini par la prendre pour une folle et la laissaient entrer quand elle voulait...

Mohamed Tab

Baya, Zohra, Fatma et les autres...

La Révolution algérienne de Novembre 1954 souleva tout un peuple valeureux et digne. Et ce, dans toutes ses composantes. Hormis les renégats qui avaient renié leur patrie par trahison, par intérêt ou par dépit, les autres, tous les autres s'étaient pleinement engagés dans la lutte pour la liberté, chacun selon l'âge, la force et les moyens. Dans cet affrontement sans merci, la femme occupa une place importante et mena sa Révolution avec un esprit de sacrifice sans égal. Et au même titre que les hommes, elles furent de farouches partisans. Guemat Baya, Lagha Zohra et Tahir Fatma, parmi bien d'autres, étaient de celles-là... Nous sommes en 1959. C'est un après-midi ensoleillé du mois d'août. L'opération Jumelle (opération de ratissage à grande échelle dont le but était la liquidation de la Révolution dans les wilayas I, II et IV) est lancée depuis quelques semaines déjà. Et ce jour-là, depuis plusieurs heures, un grand accrochage entre l'armée française et l'ALN fait rage dans la montagne d'Ait Aissa. Dans le feu de l'action, un combattant, Salah n'Tkitount, est touché. Il a reçu une balle dans la cuisse gauche. Le sang commence à couler abondamment et une vive douleur fait grimacer le blessé. Au prix d'un effort intolérable, il réussit à se trainer en clopinant jusqu'au refuge des Ait Aïdali, tandis que les bombardements et les

crépitements de mitraillettes emplissent l'espace alentour. A bout de forces, le moudjahid est sur le point de tomber et de perdre connaissance. Soudain, sorties de nulle part, trois femmes accourent vers le blessé. Hâtivement, deux d'entre elles le soutiennent par les aisselles. La troisième saisit le fusil, un mass 36, et défait la cartouchière. Entre deux souffles courts, la plus âgée rassure l'homme : «Courage, courage ! Nous allons te conduire en lieu sûr pour te faire soigner.»

PIMENT ROUGE

Les gestes rapides des trois femmes sont volontaires et parfaitement coordonnés, comme si elles répétaient cette action pour la énième fois. Dans leurs têtes, elles reviennent l'itinéraire détourné, plusieurs fois emprunté, menant vers Achrit massif montagneux assurant une complète sécurité. Pendant que deux des femmes remplissent la fonction de béquilles en aidant le blessé à marcher sur une seule jambe, l'autre part en éclairer en devançant le petit groupe de quelques dizaines de mètres. Ils marchent dans les fourrés de broussailles depuis plusieurs minutes quand, aux environs du lieu dit Tagoussimite, la femme de reconnaissance revient précipitamment sur ses pas pour alerter ses camarades. Une patrouille de



Section féminine de l'ALN (AFP)

soldats est dans les parages immédiats ! Avec une extraordinaire rapidité, insoupçonnable chez des êtres du sexe faible, les trois femmes s'affairent comme un seul homme. Un tas de bois coupé et rangé là par un bûcheron, dans l'attente d'être transporté dans un autre lieu, offre une cachette idéale pour le blessé. Quant à l'arme et à la cartouchière, elles sont enterrées en quelques secondes à quatre ou cinq mètres plus loin. En petites foulées, une des femmes fait le tour du périmètre en saupoudrant le sol avec du tabac à priser et du piment rouge en poudre, celui à saveur très forte qui brûle la bouche. Ce condiment a été préalablement mélangé à de la cendre grise pour ternir sa couleur écarlate qui pourrait éveiller l'attention des soldats. Ces substances pulvérisées que les partisans avaient toujours sur elles sont destinées à annihiler le flair des chiens de piste. Le détachement passe à une faible distance de la cachette sans soupçonner outre mesure la

présence des résistants qui retiennent leur souffle. Dix minutes plus tard, l'arme et les munitions récupérées, Salah n'Tkitount et les trois femmes reprennent le chemin caillouteux qui les conduit à une sorte de casemate où les premiers soins sont prodigués au blessé. A l'heure du crépuscule, des combattants transportent le blessé à dos de mulet vers les profondeurs du maquis, dans ce lieu inaccessible appelé Achrit. Fin de mission pour les trois valeureuses femmes.

Par leur bravoure et leur détermination, combien ces partisans ont-elles sauvé de vies ? Ces vies précieuses qui continueront, comme celle de Salah n'Tkitount, à intensifier la lutte pour l'indépendance. Sans ces créatures humaines, ces mères, épouses, sœurs, filles, ces femmes simples et admirables, pètries par le limon de la patrie, la Révolution pourrait-elle triompher ? Assurément non. Mais la Révolution a triomphé ! Un peu, beaucoup grâce à elles.

Khaled Lemnouer

« La place Tahrir me rappelle le Palais des sports

Je suis né en 1936 à Boghni. Un matin, à Bouira où je travaillais comme forgeron, on a vu des soldats noirs, des Sénégalais, débarquer dans le village. On a compris que quelque chose se passait. C'était le début de la guerre. Peu de temps après, le 19 mars 1955, je suis parti en France pour travailler. J'avais 19 ans. Je me suis installé à Boulogne Billancourt. On vivait dans des cafés dont les propriétaires étaient Algériens. Les forces de l'ordre françaises avaient l'habitude de contraindre les Algériens à se déplacer pour éviter que des cercles de connaissances ne se créent. Mais malgré tout, on se connaissait tous. En 1957, je deviens chef de groupe, puis chef de cellule, pour le FLN. Je suis chargé de recruter ceux qui vont relever les cotisations auprès des Algériens. En parallèle, je travaillais chez Air Liquide. C'est à ce moment-là que le FLN a lancé la grève des huit jours. Nous ne savions pas qui avait lancé la grève ni pourquoi, mais nous n'avons pas posé de question. Nous étions obligés de suivre le mot d'ordre, au risque de

« Les forces de l'ordre françaises avaient l'habitude de contraindre les Algériens à se déplacer pour éviter que des cercles de connaissances ne se créent. Mais malgré tout, on se connaissait tous.

nous faire tabasser. En 1959, à Paris, les membres du FLN sont en guerre avec les messalistes. C'était une période difficile, nous avions peur des problèmes tout le temps, de jour comme de nuit. Mal logés, entassés dans les cafés, nous n'étions jamais très joyeux. Et il y avait toujours des problèmes, nous n'étions jamais tranquilles. A l'époque, les informations sur ce qui se passait au pays nous parvenaient au compte-gouttes grâce à la radio ou aux amis qui arrivaient à Paris. Car en ce temps-là, l'Algérie c'était la France, on pouvait circuler entre les deux pays comme on voulait. J'ai reçu quelques lettres de ma mère et de mes deux sœurs, restées en Algérie à Boghni. Les journaux, eux, étaient globalement anti-algériens : quand il y avait 10 morts, ils en annonçaient 20. C'était pour nous démoraliser.

COUPS DE CROSSE

Mais les Français étaient solidaires avec nous. Beaucoup de gens ont soutenu le FLN. Nous n'aurions jamais tenu aussi longtemps dans la clandestinité sans cela. Certains nous prévenaient des patrouilles, des descentes de police. Certains policiers fermaient les yeux, parce qu'ils savaient ce qui nous attendait.

Durant toute la guerre, j'ai été arrêté deux fois. La première fois, j'ai passé 18 jours en prison. La deuxième, c'était le fameux 17 octobre 1961. J'étais monté dans le bus pour aller jusque dans le centre de Paris, avenue de Wagram. Et c'est là que la police française m'a arrêté. J'ai reçu des coups de crosse. J'ai encore des trous dans la tête aujourd'hui. Les policiers nous ont tabassés puis nous ont transféré au Palais des sports. On est restés là pendant 5 jours. Impossible de savoir s'il faisait jour ou nuit. Il y avait beaucoup de monde. Lorsque je vois la place

TRES CONFIDENTIEL

17 octobre 1961

Objet : A.S. de manifestations de F.L.N. sur la voie publique.

Valeur B :

On apprend, de sources nombreuses et sûres, que le Front de Libération Nationale a ordonné à tous les F.L.N. de sortir, ce soir 17 octobre 1961 à partir de 19 heures, sur les grands axes de circulation de la capitale : place de l'Etoile, avenue des Champs-Élysées, place de la Concorde, Opéra, Grands Boulevards, boulevard Saint Michel, etc ...

Il s'agit simplement "d'être tous dehors et de se faire voir", notamment après l'heure du couvre-feu, afin de protester pacifiquement contre les récentes mesures préfectorales.

Certains responsables ont réclamé à leurs éléments d'emmener avec eux leurs femmes et leurs enfants.

D'autres ont précisé que, parmi la foule, se trouveraient - en observateurs - des ambassadeurs ou des membres du personnel des ambassades des pays arabes "frères".

*
**

Tous les renseignements recueillis permettent d'affirmer que les dirigeants du Front de Libération Nationale attachent la plus grande importance à la réussite de cette démonstration de masse.

En effet, ils ont été jusqu'à menacer de mort les F.L.N. qui n'obéiraient pas aux consignes, en affirmant que "ceux qui resteront dans leur chambre seront abattus".

Tahrir à la télévision, aujourd'hui, ça me rappelle le Palais des sports. Un jour, il y eut des disparitions. Un policier nous avait prévenu qu'à partir de minuit, il ne fallait pas répondre si on entendait notre nom. Nous avons déchiré nos papiers d'identité et nos photos pour qu'ils ne puissent pas nous reconnaître. Alors, ils ont fait autrement : ils nous ont annoncé qu'ils allaient nous libérer. Ils nous ont demandé de nous présenter à des bureaux en fonction de notre nom de famille. Quand

j'ai donné mon nom, ils m'ont mis dans un car pour m'emmener jusqu'à Vincennes. J'y suis resté pendant sept jours. Au début, nous dormions debout tellement nous étions serrés. Certains sont allés directement en prison. Moi j'ai été transféré en Algérie, le 17 novembre 1961. Là, j'ai été emprisonné à nouveau. A Alger d'abord, puis dans d'autres villes. Finalement, j'ai été libéré le 16 mars 1962.

Arezki Mechtras

Note de renseignement
alertant sur la
manifestation du 17 octobre
1961 (A. Mechtras)

Dans leur ensemble, les Français Musulmans d'Algérie n'éprouvent que peu d'enthousiasme pour cette manifestation destinée à contrecarrer les ordres des Autorités, mais la peur des sanctions frontistes les décidera sans aucun doute à se plier aux volontés de leurs dirigeants et on peut être assuré que les directives du F.L.N. seront largement suivies.

Apprendre à se défendre dans les rangs de l'ennemi

Le bureau régional de Tizi Ouzou de l'Association des moudjahidine de la Fédération FLN en France (1954-62) a organisé, à la maison de la culture Mouloud Mammeri, une cérémonie de remise de médailles de mérite et d'attestations de reconnaissance à des dizaines de moudjahidine et militants de la Fédération de France du FLN, à l'occasion de la commémoration du 49^e anniversaire des manifestations, le 17 octobre 1961, de milliers d'Algériens à l'appel de cette organisation. Des centaines de manifestants furent alors massacrés et d'autres arrêtés par la police de Maurice Papon. Après avoir écouté l'hymne national, la cérémonie a été ouverte par le président du bureau régional de l'Association des moudjahidine de France, qui a remercié l'assistance, dans une salle archicomble d'anciens maquisards venus des quatre coins de la wilaya. La parole a été donnée à Ouali Ait Ahmed, ancien officier de l'ALN et membre du bureau de Tizi Ouzou de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM). M. Ouali a dit, «pour ne jamais oublier», que la prise de conscience quant à la nécessité de se débarrasser du joug colonial français est venue surtout de l'émigration en France, ces «mon z'am»

comme la police de Papon appelait alors les Algériens militants en raison de leurs défauts de prononciation du français des termes «mon ami» et «mes amis» (confusion involontaire). «Il ne faut pas oublier que de cette émigration, qui a appris comment se défendre dans les rangs mêmes des syndicats de l'ennemi en France, est venue la prise de conscience dans le militantisme, avant de donner naissance en 1926, sur le sol français,

à la fameuse Etoile nord-africaine (ENA)», ajoute M. Ait Ahmed Ouali, en remontant encore un peu plus dans l'histoire pour apprendre à la nombreuse assistance, composée de beaucoup de jeunes et surtout de vieux maquisards, qu'il y a eu, depuis 1830, quelque 105 insurrections un peu partout dans le pays, avant que la meilleure ne se déclenche dans l'union, le 1^{er} Novembre 1954.

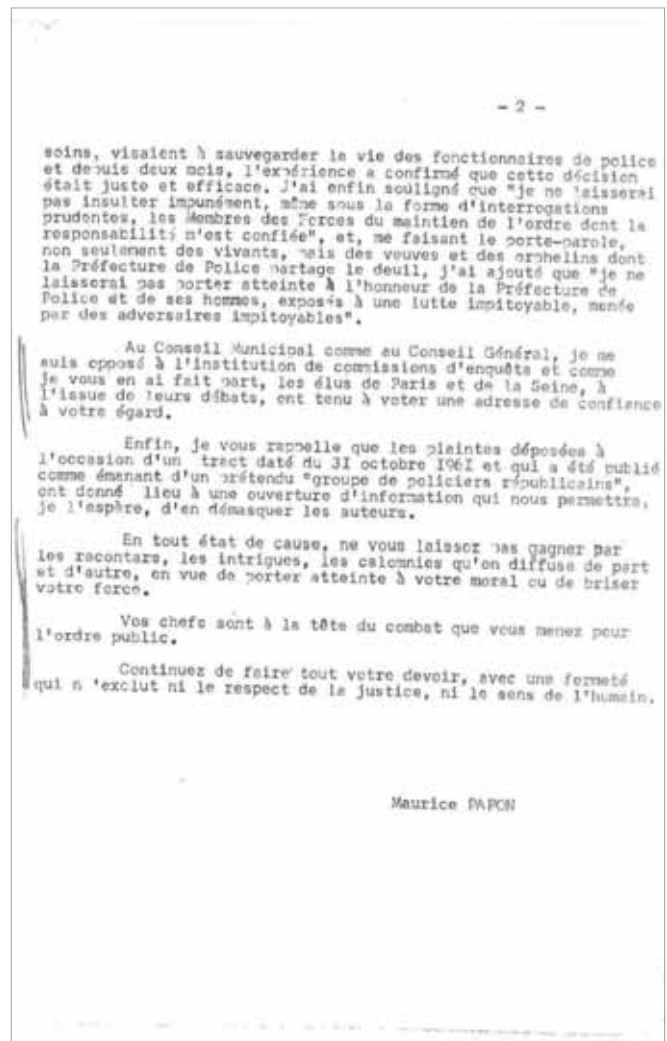
SECOND FRONT

Parlant toujours des militants de l'émigration, M. Ouali a rappelé qu'il ne faut jamais oublier que les messalistes avaient fait beaucoup de mal en aidant, par délation, la police de Papon sur les activités des militants du FLN. «La plupart des massacres et assauts lancés par Papon dans des cafés fréquentés par des Algériens étaient précédés par le passage de groupes de repérage de messalistes», ajoute-t-il, rappelant que derrière les massacres de Papon, il y a toujours le principal instigateur, le général de Gaulle. Pour sa part, un autre responsable, ancien militant de la Fédération FLN, a rappelé que lors des quadrillages militaires, en 1957, sur la population en Algérie, un second front a été ouvert en France par l'émigration, qui décida de suivre

simultanément, elle aussi, la grève des huit jours de janvier 1957. Lorsque de Gaulle consacrait un milliard de nouveaux francs pour financer quotidiennement les frais de la guerre en Algérie et des 80 000 soldats qu'il y envoyait, les militants de la fédération du FLN ramassaient et transféraient 1,2 milliard de nouveaux francs. C'est dire le rôle primordial des militants de l'émigration, autrement dit de la 7^e Wilaya, dans la réussite de la lutte armée de Libération nationale. Au terme de ces courtes interventions, il a été procédé à la remise de dizaines de médailles de mérite et d'attestations de reconnaissance à ces anciennes et anciens militants, maquisards de l'émigration. M^{me} Zohra Hamoudi, l'une des militantes de la Fédération FLN, a été la première à recevoir des mains du président de l'APW son cadeau de reconnaissance, suivie de l'ensemble des autres anciens. L'assistance a été conviée ensuite à goûter à une modeste mais conviviale collation organisée en l'honneur de tous les libérateurs de la patrie et à la gloire de ses martyrs.

Salah Yermèche

« Il y a eu, depuis 1830, quelque 105 insurrections un peu partout dans le pays, avant que la meilleure ne se déclenche dans l'union, le 1^{er} Novembre 1954.



Bulletin d'information du préfet de police (A. Mechtras)

Des photos inédites de la base de nous ont été confiées par la famille, responsable du service de pour perpétuer la mémoire de la reconnaissance sur les clichés - ou leur témoignage en écrivant à : t: Un album unique et précieux à fe



Famille de réfugiés, avec radio



Défilé de femmes militaires accompagnées d'enfants. Au premier plan, une femme probablement enceinte



Famille de réfugiés avec un militaire

sur le net
Retrouvez l'intégralité des photos sur : www.owni.fr
Retrouvez la vidéo des photos sur : www.elwatan.com



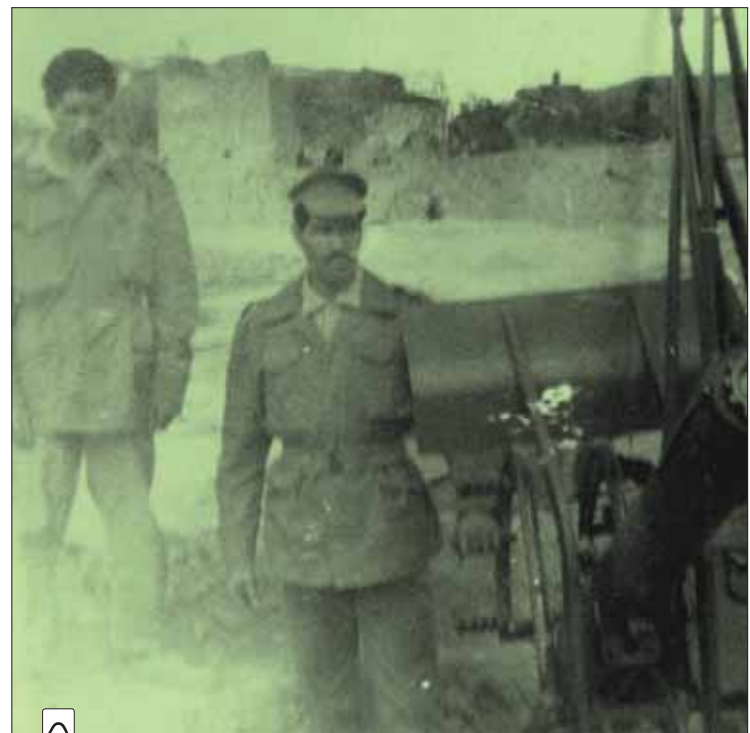
Un combattant (chinois ou v

l'Est, où se trouvait l'état-major de l'ALN, l'île d'Ahmed Moussa. Ce dernier y fut, entre communication et propagande. Ses enfants, son père, souhaitent que les personnes qui se souviennent de lui en reconnaissance d'autres - apportent

à arif54@yahoo.fr
à solliciter toute la semaine.

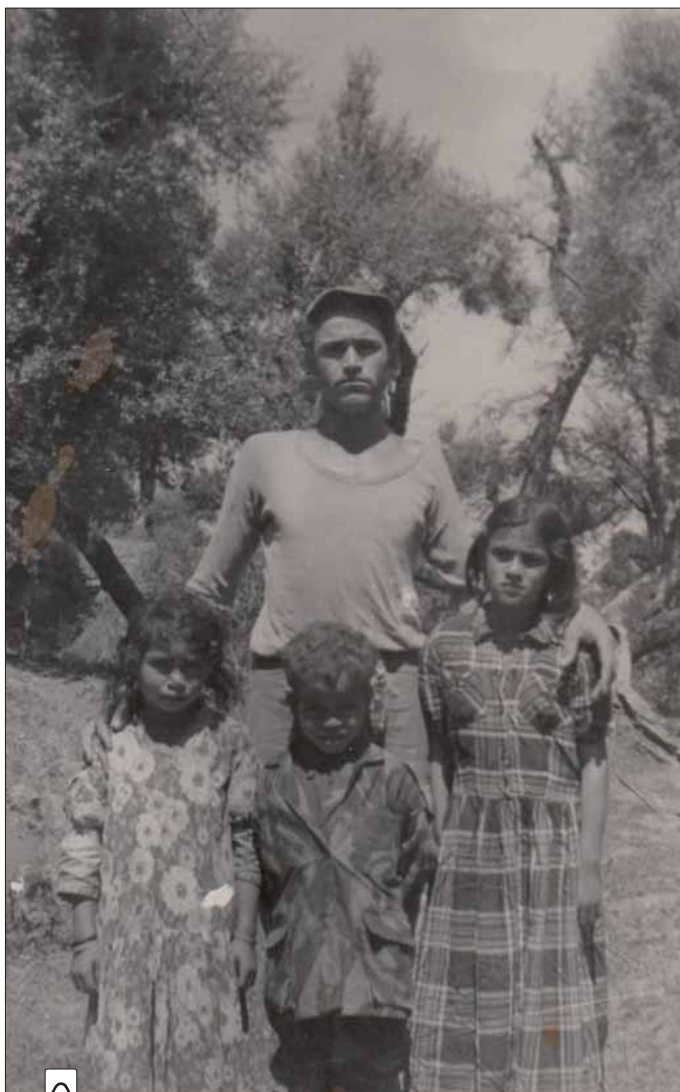


Famille de réfugiés




Avec la casquette, Si Hachemi Hadjeres

du vietnamien) intégré à la cause nationale




 Enfants de réfugiés




 Groupe de combattants



 A gauche, Si Aïssa Boudaoui, dans la commune des Bibans



 A gauche: Si Nouar Benmahfoud, chef du 5^e bataillon



Combattants avec artillerie lourde

sur le net

Retrouvez l'intégralité des photos sur : www.owni.fr
Retrouvez la vidéo des photos sur : www.elwatan.com



Le cessez-le-feu,



Mani festation de joie, la première semaine du cessez-le-feu, dans un village de Kabylie (S. Ouzrouou)

Une période dite transitoire, prévue par les Accords d'Evian, s'étalait du 19 mars 1962, date de la proclamation officielle du cessez-le-feu, au 3 juillet 1962, date de la proclamation officielle des résultats du référendum, au cours duquel 99% des Algériens s'étaient prononcés pour l'indépendance. De mon point de vue, ce référendum était voulu par le gouvernement français pour prouver à son peuple ainsi qu'à ses alliés qui l'avaient aidé militairement, que l'Algérie avait recouvré son indépendance grâce à la consultation du peuple. Car une superpuissance comme la France, aidée de surcroît par les forces alliées de l'OTAN, ne pouvait pas se déclarer vaincue par la force des armes d'un peuple asservi durant 132 ans. Pour gérer cette période, il fut désigné

un exécutif provisoire, composé de trois personnalités neutres du côté algérien, trois autres personnalités neutres du côté français, cinq membres du FLN ; cet exécutif était présidé par Abderahmane Farès et installé à Rocher Noir (aujourd'hui Boumerdès) au mois d'avril 1962, avec pour mission essentielle d'assurer la continuité de l'administration, le maintien de l'ordre et la préparation matérielle du référendum. Cette institution ayant, entre autres missions, le maintien de l'ordre, elle disposait d'une entité militaire appelée «force locale» composée de goumiers et d'éléments du contingent d'Algériens appelés sous les drapeaux français. Elle devait exercer ses missions en relation avec ce qui restait de la police locale et l'appui de l'armée française. En réalité, l'ordre n'était pas maintenu, notamment dans les villes. L'OAS continuait de frapper. Cette organisation terroriste constituée de pieds-noirs et de déserteurs de l'armée française appliquait la politique de la terre brûlée. Elle assassinait des personnalités et détruisait immeubles, magasins, café et édifices publics au moyen de bombes au plastic à retardement. Même les places publiques n'étaient pas épargnées. Toutes ces actions destructrices se passaient sous l'œil bienveillant de l'armée française. La communauté européenne s'affolait et prenait ses valises pour se rapatrier outre-mer, en abandonnant tous ses biens. Ces biens constituaient le socle de l'économie du pays : les meilleures terres agricoles, des unités industrielles, des commerces et autres édifices immobiliers, qui ont été déclarés par

la suite biens vacants par les autorités algériennes.

PARALYSIE TOTALE

Par ailleurs, les fonctionnaires de l'administration et des établissements publics, qui représentaient la majorité de leur effectif, fuyaient eux aussi leur postes pour se rendre en France. A l'entreprise de destruction des biens par l'OAS s'ajoutait le vide laissé dans l'administration. Dans le pays, il ne restait que ruine et désolation. C'était la paralysie totale. Devant tous ces faits abominables, l'exécutif provisoire avait affiché son impuissance. Des opportunistes avaient profité de cette situation d'anarchie pour s'accaparer de biens abandonnés par les Européens. Certains d'entre eux avaient passés des contrats notariés pour consacrer leur acquisition, de ces biens au mépris des directives données par l'ALN/FLN interdisant toute transaction. Le prix payé à l'Européen était dérisoire par rapport à la valeur réelle du bien. Etant résolus à partir, ils étaient bradaient leurs biens à n'importe quel prix. Dans le même temps, des divergences au sommet entre le FLN/ALN et le GPRA étaient visibles. Les Accords d'Evian ont rencontré beaucoup de difficultés dans leur application tant du côté ami que du côté ennemi. En ce qui concerne les aspects purement militaires, il était stipulé que ces derniers, de quelque camp qu'ils soient, devaient se fixer là où ils se trouvaient à la date du cessez-le-feu soit au 19 mars 1962 à minuit. Il nous a été signalé, çà et là, quelques bavures de moindre importance, tant du côté de l'armée française

que de notre côté. On a enregistré également quelques dérapages dans des villages qui s'étaient soldés par le lynchage de harkis reconnus coupables d'assassinat de citoyens pendant la guerre. Devant cette situation dramatique et dans le souci du maintien de l'ordre ô combien fragile, nous avons dû intervenir pour arrêter l'effusion de sang qui coulait depuis plusieurs années déjà. Le commandement de la Wilaya III étant informé, ordre nous a été donné d'arrêter tous les harkis, pour préserver leur vie d'une part, et de les faire juger par l'Etat algérien d'autre part. Cette délicate opération ne s'était pas déroulée sans difficultés. Au moment de leur arrestation, certains harkis, pris de panique, tiraient avec une arme à feu sur les djounoud venus pourtant les sauver de la vengeance de leurs concitoyens. Un incident de ce type s'était produit malheureusement au village d'Ait Lahcen (Ath Yenni) qui a coûté la vie au jeune Mokrane, notre secrétaire de région.

LYNCHAGE DE HARKIS

Au fur et à mesure de leur arrestation, les harkis étaient rassemblés au Camp du Maréchal (Tadmait actuellement), pour être transférés ensuite vers la prison d'El Harrach dans l'attente de leur jugement. La transition au Camp du Maréchal ne s'était pas passée comme nous le souhaitions. A l'insu des responsables du camp - j'étais l'un d'eux - certaines de leurs victimes ont pu accéder à l'intérieur pour se venger. Ces forfaits étaient rendus possibles par la complicité de certains gardiens. Quand nous nous sommes rendu

☞ *Au fur et à mesure de leur arrestation, les harkis étaient rassemblés au Camp du Maréchal (Tadmait actuellement), pour être transférés ensuite vers la prison d'El Harrach dans l'attente de leur jugement.*

jour de victoire

compte de ces actes, nous avons précipités leur transfert vers la prison d'El Harrach. Au lendemain du cessez le feu, les populations civiles réfugiées en sol tunisien sont rentrées au pays. Profitant de cette occasion, un certain nombre de djounoud de la Wilaya III, déguisés en civils, se sont infiltrés pour rejoindre la Kabylie. Tous les prisonniers furent libérés en vagues successives, sur plusieurs semaines. Parmi eux, des djounoud faits prisonniers au combat ont rejoint nos unités, qui venaient d'ailleurs d'être restructurées. Au fur et à mesure que les soldats français quittaient les villages, les populations défonçaient d'abord les barbelés qui les encerclaient puis, se sentant libres, sortaient en foule à travers les champs qui étaient, la veille encore, des zones interdites. C'était le déchainement. Depuis plusieurs jours, la Kabylie était en fête. Les populations enthousiasmées accueillaient

garnisons implantées dans les villes. Les unités reconstituées de l'ALN prenaient leur place. Les quelques djounoud venus des frontières étaient, quant à eux, intégrés dans nos unités pour être ensuite affectés dans des centres d'instruction. Tel fut le cas du jeune Bay Said, promu au grade d'aspirant et affecté au centre d'instruction de Tadmaït en qualité d'instructeur. Sa dernière affectation que je connais était chef de la 1^{re} Région militaire avec le grade de général.

RÉFÉRENDUM

Les officiers, membres du comité de notre région, avons été désignés chacun dans un secteur, avec pour principales missions de veiller au respect du cessez-le-feu, au maintien de l'ordre, à la discipline et, de manière générale, pour encadrer les populations qui défilaient de partout pour manifester leur joie afin d'éviter tout

était Ahmed Ben Bella, du groupe de Tizi Ouzou, à sa tête Krim Belkacem, chacun cherchant l'appui des responsables des wilayas et la sympathie des populations. Le tout-puissant état-major de l'Est, commandé par le colonel Houari Boumediène, s'était rangé du côté d'Ahmed Ben Bella. Tan dis que les wilayas III et IV, elles, soutenaient le GPRA. Les hauts responsables du FLN de l'extérieur, qui s'étaient formés en clans, se sont introduits chacun dans sa région natale pour demander l'appui de l'ALN de l'intérieur et des populations. En ce qui nous concerne, nous avons eu l'honneur d'accueillir si Krim Belkacem, membre du GPRA et chef de la délégation du FLN aux négociations d'Evian. Au mois de mars 1962, à quelques jours seulement du cessez-le-feu, Si Krim, accompagné de certains responsables du FLN, s'est rendu dans la Wilaya III pour la

l'une à Draâ El Mizan, l'autre à Boghni. Nous avions reçu instruction de les occuper avant leur évacuation par les Français, et ce, après un accord préalable passé avec les commandants des garnisons concernées. Nous étions, moi et l'aspirant Sahnoun Abdallah, choisis pour prendre la relève des éléments de l'armée française. J'ai été désigné pour la garnison de Draâ El Mizan et Si Abdallah pour la caserne de Boghni. Avec un groupe de djounoud, je me suis rendu dans cette garnison pour la prendre définitivement en charge. Vêtu d'un treillis neuf, une étoile sur chaque épaule, accompagné d'un groupe de djounoud, nous marchions vers la caserne. Arrivés au portail d'entrée, nous fumes accueillis par une section, commandée par un colonel, qui nous a rendu les honneurs. C'était un geste qui m'avait marqué pendant longtemps.

« En réalité, la campagne électorale avait été faite par les moudjahidine, les seuls en lesquels les populations avaient confiance.



Alger, juin 1962 (AFP)

les moudjahidine en héros. Plusieurs jeunes étaient venus nous demander avec insistance leur recrutement au sein de nos unités. Nous avons choisis parmi eux, des éléments proches des moudjahidine qui ont été intégrés dans nos unités. Ils ont rempli honorablement leur tâche. Pendant ce temps, des opportunistes de tous bords cherchaient à approcher des responsables dans le but de prendre des postes au sein de l'administration ou bénéficier d'un intérêt économique quelconque. D'autres se ruèrent sur les biens mobiliers et immobiliers abandonnés par les Européens.

ZONES INTERDITES

Ils s'en sont accaparés, durablement d'ailleurs. Certains allaient jusqu'à se faire délivrer des actes pour justifier la soi-disant transaction. Tandis que la majorité des Algériens, qui n'avaient d'ambition que l'indépendance du pays, criaient haut et fort « Vive l'Algérie ».

A la même époque, on racontait une anecdote : des voleurs se mêlaient aux foules enthousiastes pour les alléger de leurs portefeuilles, puis criaient le mot « Qassamen » pour se partager le butin. Ce refrain de l'hymne national était répété à longueur de journée par toute la population. Toutes les troupes des postes avancés de l'armée française durent rejoindre leurs

dépassement. Notre PC fut installé au village de Taourirt Mokrane (Ath Yenni). Une autre mission et pas des moindres nous avait été confiée : assister les émissaires de Rocher Noir venus faire campagne pour le référendum d'autodétermination. Dans ce cadre, nous avons reçus maître Djender, avocat, avec qui nous avons faits la tournée des villes et villages. Lors des rassemblements des populations, je prenais la parole moi-même, d'abord, pour présenter l'émissaire de l'exécutif provisoire. Une fois la campagne terminée et le référendum passé, M. Djender avait eu droit à une prime de campagne, selon nos informations, d'un million de francs ! Tandis que mes compagnons d'armes et moi-même, percevions toujours la solde de 5 francs par mois... En réalité, la campagne électorale avait été faite par les moudjahidine, les seuls en lesquels les populations avaient confiance : cela a été constaté à l'occasion des rassemblements populaires. De l'autre côté des frontières, des divergences idéologiques entre les responsables politiques du FLN, le GPRA et l'état-major de l'Est (l'armée des frontières) éclataient au grand jour, non sans se répercuter sur l'intérieur. Après l'échec du Congrès de Tripoli, ils entamèrent une course effrénée pour la prise du pouvoir. On entendait parler du groupe de Tlemcen dont le chef de file

tenue d'une première réunion avec les officiers de l'ALN de cette région. Le colonel Akil Mohand Oulhadj, surnommé Amghar, chef de wilaya, avait convoqué ces derniers pour y participer. A cette occasion, Krim Belkacem a porté à notre connaissance les tenants et les aboutissants des divergences qui opposaient les différents responsables au sommet du FLN. Cette réunion s'est tenue à Boghni. Nous étions les hôtes du maire de la ville, seul susceptible d'accueillir un nombre de personnalités aussi important dans des conditions acceptables.

ETOILE SUR CHAQUE EPAULE

Certains moudjahidine et une partie de la population, n'ont pas vu d'un bon œil le fait que se soit le maire qui invite les héros de la Révolution, dans son bastion. Pendant ce temps, les populations de la ville et de tous les villages environnants se rassemblaient sur la place de Boghni, attendant l'apparition de Si Krim. Après le repas de midi, nous nous sommes dirigés vers la place où était érigée une esplanade à l'intention des invités de cette localité, pour une prise de parole. Le premier discours fut prononcé par Si Krim durant plus d'une heure, suivi par Si Mohand Oulhadj qui a clôturé ce rassemblement. Dans notre région se trouvaient deux grandes garnisons de l'armée française,

Sans tarder, nous passâmes à la passation de services. Après avoir passé en revue les matériels existants, un inventaire fut arrêté, le procès-verbal dressé et signé par les deux parties. Nous avons procédé ensuite à l'inspection d'une compagnie de la force locale que nous devions prendre en charge, en application des Accords d'Evian. La liste de cette compagnie faisait ressortir un effectif de près de 150 hommes. L'inventaire des matériels, quand à lui, était constitué d'armement léger et de fusils de chasse, de mortiers de 60 et de 80 m/m, de canons de 57 m/m, de véhicules de transport de troupes (camions, jeeps). Divers produits d'hygiène corporelle étalés sur des étagères du foyer ont également été pris en charge. Une fois les opérations d'inventaire terminées, un procès-verbal de passation de services fut conjointement signé. Ceci étant, après un échange d'adieu, le colonel français et un groupe de soldats montèrent dans une jeep et un camion à destination de Tizi Ouzou. C'est ainsi que les derniers soldats français quittèrent définitivement notre région. Immédiatement après avoir pris possession de cette garnison, nous avons descendu le drapeau français et levé le nôtre à sa place.

Salah Ouzrourou. Officier de l'ALN

Le guide du combattant de l'ALN



LA NATION ALGÉRIENNE

L'Algérie est une nation. Le peuple Algérien existe depuis de nombreux millénaires. Il possède son unité ethnique, géographique, linguistique et religieuse. Plus et l'Histoire en sont témoins. Le Peuple Algérien, en parfaite collaboration avec les peuples frères de la Tunisie et du Maroc, a résisté héroïquement aux invasions phéniciennes, romaines, vandales, byzantines, etc... Aucune de ces hordes d'invasion n'a réussi à dominer, ni à soumettre nos valeureux ancêtres. Nous jurons devant Dieu de combattre encore une fois l'oppresseur barbare, despote, sanguinaire, vorace, qui n'est autre que l'hydre colonialiste de la sainte République Française.

2. DEVOIRS DU COMBATTANT ENVERS SES FRÈRES

Membres de la même famille, défenseurs d'un même drapeau, servant et vivant au combat, les soldats se doivent aide et protection pour le bien. Ils partagent les mêmes joies, les mêmes privations, les mêmes dangers, comme aussi la gloire et l'honneur. Cette affection donne naissance de la part des soldats à des actes de bravoure et de dévouement pour sauver d'un danger leur chef, leurs frères. La fraternité consiste à aider le plus faible, le plus malade, à ne pas le briser, à donner l'exemple de la bonne tenue, de l'assiduité dans les services et de l'observation des règles dans la discipline. La fraternité consiste encore à empêcher par ses conseils ou par ses actes un soldat de se retirer en fuite. Aidons-nous les uns les autres et ne faisons pas à nos frères ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fit.

LA FAMILLE

Pendant toute la durée de la lutte de libération, le combattant ne doit pas oublier les siens. Un devoir d'alarmer ses parents par le récit amical plus ou moins réel.

ENVERS SOI-MÊME

Les moyens perfides, barbares, ceux qui aggravent les souffrances et les privations. Ils n'ont aucune influence directe sur l'issue de la lutte. Le combattant doit s'abstenir de toute violence contre les personnes. Les violences et les vols sont punis sévèrement. Le combattant doit se souvenir qu'il a aussi des parents, des sœurs, des jeunes frères, des enfants et épouse.

DEVANT SES SUPÉRIEURS

Le combattant doit avoir un respect sans limite en présence de ses supérieurs. Il doit les considérer comme ses grands frères, ses conseillers et ses guides. Il leur doit obéissance à tous les instants au péril de sa vie.

ORIENTATION

L'orientation permet à l'homme de se diriger, de se reconnaître dans les lieux qu'il ne connaît pas.

Moyens d'orientation :

- les quatre points cardinaux : l'Est (El-Kachrak), l'Ouest (El-Maghreb), le Nord (Schamal) et le Sud (El-Djanoub). Le soleil est à l'Est, le matin, à peu près au sud à midi, le soir il se couche à l'ouest. Le matin, quand on regarde droit au soleil, on a le sud à sa droite, le nord à sa gauche et l'Ouest derrière soi (l'Est étant de côté du soleil),
- l'étoile polaire (au Nord) ;
- les nuages (portés à l'Est) ;

- 3 -

- les cimetières musulmans (côtes allongées nord-sud) ;
- la poussée des murs, arbres, roches qui poussent sur le côté nord-ouest (côtés des vents et des pluies) ;
- la boussole : ses aiguilles donne sensiblement la direction nord-sud ; la pointe bleue indique le nord.

TOPOGRAPHIE : (étude de terrain)

le col : passage entre deux montagnes ;
colline : petite élévation du sol ;
montagne : hauteur isolée ayant une forme généralement ronde ;
plage : le point le plus haut d'une montagne rocheuse ;
plaine : étendue de terre plate ;
chaîne de montagnes : plusieurs montagnes qui se suivent ;
grit : le haut point d'une montagne.

DISCIPLINE

La discipline est la force principale des armées. C'est d'elle que dépend le sort de l'Armée. - soumission complète : les ordres doivent être exécutés avec rapidité, sans hésitation ni murmure. La réclamation n'est mise qu'après l'exécution, la responsabilité incombe au gradé qui l'a ordonné.

TRANSMISSIONS PAR ORDRES

Avant de donner des ordres, il faut les préparer consciencieusement afin qu'il n'y ait pas de malentendus. Puis ils seront clairement formulés.

Exemple : un ordre vient d'être reçu par le chef d'une unité au prise avec l'ennemi. Il rassemble ses adjoints présents et leur transmet leur tour, les ordres qu'il vient de recevoir :

- 4 -

- a) - situation,
- b) - mission,
- c) - direction,
- d) - itinéraire,
- e) - point à atteindre,
- f) - formation,
- g) - conduite.

Place du chef : le chef indiquera sa place afin qu'il puisse recevoir et transmettre des messages.

AGENT DE TRANSMISSIONS

L'agent de transmission est un combattant chargé de transmettre un message d'un chef à un autre. Il doit être un homme de confiance, courageux, fort, bien dressé à la transmission verbale sous la forme ordres et renseignements avoir une bonne mémoire, savoir s'orienter. Au moment de la transmission de l'ordre, il doit écouter attentivement, répéter ce qui a été dit. Avant le départ, il faut choisir l'itinéraire - se souvenir de la formule "ça - par où - quand - comment". Il doit se munir toujours d'une boîte d'allumettes pour détruire le message, en cas de rencontre avec l'ennemi. Il doit remettre le message en mains propres, demander un accusé de réception à l'intéressé qui doit spécifier le nom et l'heure d'arrivée de l'agent.

Au retour, il doit emprunter un autre chemin.

RENSEIGNEMENTS

Un renseignement doit être à la fois clair, précis et complet.

SECRET MILITAIRE

La diffusion de secret militaire entraîne une faute très grave.

- 5 -

L'ennemi est partout ; donc se méfier ; un mort de plus est un mort de plus.

SUBSISTANCE DANS LE GROUPE

Dans le groupe, le djoudji doit comprendre intelligemment les ordres du chef et les mettre à exécution. Il doit les transmettre à ses frères au combat. Il est indispensable de transmettre le commandement, les instructions du chef pour atteindre un objectif (genre de feu, couverture ou occupation). Appeler un voisin mal placé, rappeler à l'ordre et stimuler le courage de tous les frères, s'ingénier à employer d'une manière parfaite le terrain pour ne pas révéler sa présence, et ne pas attirer la présence de l'ennemi. Stimuler le courage des frères abattus c'est faire preuve de sentiments de solidarité qui doivent valoir tout le jour. Dans un groupe, soit que le chef est tombé ou blessé, soit qu'il ne peut plus se faire entendre (bruit de la fusillade), le plus vaillant ou le plus énergique doit prendre la direction du groupe.

SENTINELLES

La sentinelle a deux consignes :

- a) - consignes générales : consignes qui ne changent pas ;
- b) - consignes particulières : consignes temporaires.

La sentinelle doit ouvrir l'œil, rester bien éveillé, agir avec calme et sang-froid, ne pas oublier que la sécurité de la troupe à laquelle les sentinelles appartiennent repose sur leur vigilance. Les sentinelles doivent éviter les entraînements inutilisés qui tiennent en éveil tout le monde et dévient l'attention des troupes. En principe, elles ne doivent tirer que dans les cas suivants : lorsque l'ennemi est trop près qu'il soit possible autrement de prévenir ses frères au repos et s'en approche les

- 6 -

qu'elles sont surprises à bout portant pour leur défense personnelle. Leur jugement, leur connaissance de situation et leur initiative devront les guider. Dans chaque cas particulier, alerter les frères sans attirer l'attention de l'ennemi en marche. Sentinelle devant le groupe : tout poste a besoin de se garder à proximité, d'avoir quelqu'un pour recueillir des renseignements, pour observer les signaux. A cet effet, un homme est placé devant avec consignes suivantes :

- a) - connaître les déplacements des sentinelles et, s'il y a lieu, celui des sentinelles voisines.
- b) - surveiller le terrain compris entre le groupe et la ligne des sentinelles.
- c) - informer les chefs de groupe de tout ce qui s'approche du refuge, de tout incident suspect qui se produit sur la ligne des sentinelles ou au point poste voisin - empêcher les hommes de s'éloigner des lieux d'implantation sans motif de service - connaître les instructions concernant l'alerte au poste, les rondes, les patrouilles, les reconnaissances, connaître les méthodes de ralliement. Lorsque l'ennemi est en vue, les sentinelles préviennent les groupes tout en se dissimulant et en observant avant de rejoindre le groupe. Si l'ennemi se précipite, réclament sur les sentinelles, celles ouvrant le feu ; si elles sont surprises, elles ouvrent le feu à plusieurs reprises.

LE SOLDAT ISOLÉ

Le soldat isolé doit tirer le moins possible ou de préférence s'abstenir. Il ne doit tirer que dans des cas exceptionnels.

- 7 -

LE GUAÏTEUR

Le guaitteur est l'œil de la troupe en stationnement. Il doit enlever une ligne pour dominer le terrain, voir sans être vu - pouvoir utiliser son arme - être à l'abri des vues aériennes - choisir le point de repli.

Le guaitteur a deux consignes :

1- **consigne générale** : il ne peut bouger ni se déplacer.

2- **consignes particulières** : consignes qui peuvent être changées au moment de l'attaque ; c'est au commandant qui observe et rend compte de ce qui se passe.

Le guaitteur : "oh - par où - quand - comment - combien".

LA PATROUILLE

La patrouille n'a pas l'habitude de tirer ; elle doit recueillir des renseignements. La patrouille n'est autre qu'une sentinelle qui se déplace. La sentinelle doit se méfier des embuscades et se tenir toujours prête. Éviter de porter toute chose bruyante.

L'ÉCLAIRÉUR DE POINTS

Le rôle principal de l'éclairéur de points est l'œil de la troupe en marche. Il y a trois sortes d'éclairéur : l'éclairéur de points, l'éclairéur de flanc (gauche ou droite), l'éclairéur arrière.

Le principe est le principe qui doit guider tout éclairéur en marche : l'éclairéur doit annoncer l'ennemi avant qu'il ne l'ait vu - se préserver de la surprise.

- 8 -

GROUPE EN MARCHÉ

Les grandes étapes rendent nécessaires les pauses de 10 minutes toutes les heures. L'allure doit être régulière. La vitesse est légèrement variable selon les circonstances. Il est bon de tenir compte du physique de certains djoudjouds pour régulariser la marche. Pendant les marches, les Moudjahidines doivent s'aider les uns les autres ; les forts doivent soulager les faibles. La discipline reste sur place. Bien conserver les distances qui seront fixées par le chef responsable du groupe. Ne jamais quitter les colonnes sans permission. Il est recommandé d'aller au W.C. avant le départ. Au poste, ne pas crier, ne pas chanter, ne pas siffler, être poli avec les passants dans les marches de jour. Il faut boire le moins possible pendant les marches ; se gargariser la bouche et la soif est trop vive ; trop boire fait transpirer et affaiblit. Il faut se reposer pendant l'après-midi, si on est prévu à temps. Manager avant le départ des éléments de préférence choisis. La nuit, faire moins de bruit possible. Pouvant être étonnés, il faut être en mesure de prendre son arme rapidement. Pendant la journée, avoir une bonne tenue et une bonne conduite. Manifester des sentiments de fraternité à la population ; être poli avec elle, rendre les marques de respect comme c'est prescrit. Il est interdit de faire du bruit, de chanter, de faire des chansons obscènes, de pousser des cris et d'employer des expressions grossières.

GROUPE EN STATIONNEMENT

En stationnement, le chef de groupe doit :

- vérifier la tenue de ses hommes, leur donner le mot d'ordre.
- se rendre compte de la distance qui le sépare des postes ennemis, du chemin fréquenté par l'ennemi.

- 9 -

- évacuer des casemates (prévention en cas d'attaque).
- faire drainer des fossés à ordures. Dès le départ, les combattants pour ne pas laisser de traces qui signaleraient le passage du groupe à l'ennemi.

COMMENT TRAVERSER UN GUER

D'abord envoyer une patrouille de contact. Quand elle traverse, elle signale qu'il n'y a rien. Après on laisse un détachement sur la première rive pour assurer le passage de gros de l'effectif. Le détachement de protection ne doit traverser l'eau qu'à l'arrivée du gros de l'unité à la rive opposée.

UTILISATION DU TERREIN PENDANT L'ATAQUE

Le terrain doit être une aide et non un obstacle. Principes et actions : passage avant protection mais pratiquement comme convenable pour la guérilla ; protection et action. L'action tue le peur. La visibilité attire le feu de l'ennemi. Le combattant doit avant tout être vu. Pour observer l'ennemi sans faire la reconnaissance du terrain (en avant, à droite, à gauche, en arrière) ; c'est aussi le cas d'observer en sentinelle, en patrouille, en éclairéur, en progression. Avant les embuscades et les coups de main fixer le terrain au pas et sans se presser ; au contraire, s'il est en vue et que la distance (moins de 400 mètres) le rend vulnérable, prendre une allure aussi rapide que possible et par bons de faible amplitude. Avant l'attaque, se sentir près de l'abri et prêt à se porter à l'assaut. Pour déborder l'ennemi après l'attaque, adopter une attitude qui permette de mieux utiliser le terrain (des cris de guerre non recommandés aux combattants pendant l'assaut. Lorsque le

groupe devient trop vulnérable, il se divise en fractions de plus en plus petites, suivant le terrain, fractions qui se limitent quelquefois à deux djoudjouds. Dans le cas contraire, il y aura des petits groupes à condition que le terrain soit propice - l'invulnérabilité crée l'invulnérabilité - le djoudjou gravement blessé doit passer ses armes et munition au plus proche de ses frères. Il ne convient aucunement d'abandonner les blessés sur le terrain ; les secourir autant que possible.

BOIS

On distingue deux sortes de bois :

- **bois longs** : pour traverser une plaine, une route nationale, ou une voie ferrée.
- **bois courts** : se sont des bois de combat. Pour faire un bois court, il faut penser à 4 choses : "oh - par où - quand - comment".

PRÉCAUTION CONTRE L'AVION

Se camoufler - ensuite se disperser - faire une grande distance - dans un terrain découvert, se mettre à terre, bien cacher le visage et les mains afin que l'avion ne distingue rien ; ne jamais courir dans un terrain découvert ; si l'avion mitraille, se mettre à plat ventre ; si les mitrailleurs se répètent, se mettre dans un meilleur plan et se défendre.

FRANCHISSEMENT DES BARRIÈRES D'ARTILLERIE

Deux sortes de tire : tire-barrage et tire réglé.

Tire réglé : compter le temps entre deux obus - puis compter le temps que fait l'obus à partir du "départ" jusqu'au moment où il explose - choisir la direction de repli.

- 11 -

Tire-barrage : Progresser du côté des flammes afin de s'éloigner du champ de tir ou bien se mettre dans la fosse creusée par l'explosion d'un obus.

LES NÉPALS

Le népal est une arme inconnue.

Manière de défense : si un avion largue des bombes de népal :

- mettre une couverture mouillée ou une toile de tente imperméable.
- se protéger les yeux.
- se disperser quand la bombe défile (celle-ci fait 30 à 80 m. de large et 100 à 300 m. de long).
- si les habits sont atteints, les enlever immédiatement, se jeter dans l'eau....
- si une partie du corps est brûlée, prendre de la terre mouillée et l'y appliquer pendant 2 minutes ; surtout ne pas frotter la brûlure pour ne pas l'aggraver.

LE CAMOUFLAGE

Règles : le camouflage est l'essentiel des règles et moyens mis en œuvre pour se dérober aux vues et observations terrestres, aériennes et maritimes.

Le camouflage doit être préventif, c'est-à-dire entrepris avant le début des travaux, pour être efficace. Un camouflage mal fait, nuit.

Installation et organisation : Le camouflage est réalisé, soit par

mise en œuvre des **moines naturels** (branches, herbes, roseaux, genêts et autres plantes analogues trouvées sur place) et des **moines artificiels** (emploi de matériel spécial : toile, filot...) soit par les **installations diverses** (obus)....

L'accouplement des objets non camouflés à des objets camouflés constitue un camouflage mal fait donc nuisible.

La discipline joue un rôle capital dans les règles du camouflage. Sans la discipline, le meilleur camouflage est inutile.

ATTITUDE DU MILICIEU DEVANT L'ENNEMI

Devant l'ennemi, les habitants sont inquiets. Il faut encourager le peuple et lui maintenir son bon sens afin d'adopter des attitudes dignes d'un Algérien - faire appel aux préceptes coraniques - l'ennemi questionne les habitants, les enfants, les voyageurs - attirer l'attention de tous sur la perfidie et la politique subversive ennemie - donner des réponses négatives à toutes les questions visant à assister des renseignements - le peuple doit être discret - ne pas laisser de lettres, d'enveloppes, de journaux, de carnets... brûler tout ce qui est compromettant.

HYGIÈNE

Le Combattant doit avoir le respect de lui-même. La première marque de ce respect est la propreté corporelle. Il doit être propre, non seulement dans son intérêt mais encore pour le bien de la collectivité du milieu de laquelle il vit.

Brochure adressée aux sol dats de l'ALN détaillant leur attitude au combat, la discipline, les techniques de guérilla, les relations avec la population, etc. (OWNI/memoires-algerie.org)

- 12 -

ENTRETIEN DES ARMES

L'entretien des armes est responsable. Si l'arme est mouillée ou remplie de poussière, procéder au nettoyage après démontage. Le combattant doit savoir se servir de toutes les armes. Il doit savoir tirer et faire résolu de combattre tout en économisant ses munitions.

IMPORTANCE DES FACTEURS MORALEX

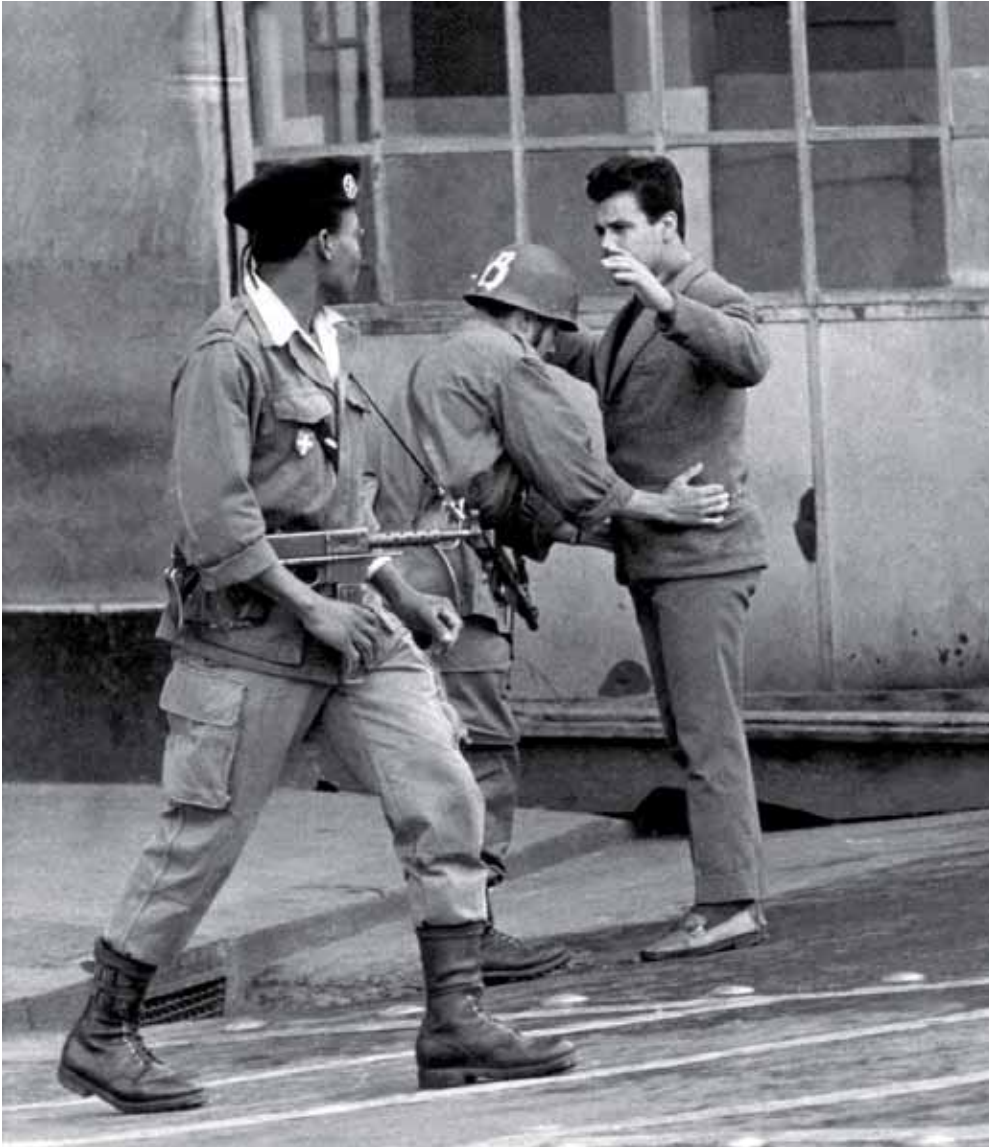
Le combat est, en dernier ressort, une lutte morale. Quelles que soient les forces matérielles mises en jeu de part et d'autre, elles ne réalisent jamais la destruction totale de l'adversaire. Entre les survivants, ce sont les forces morales qui décident du succès.

Il n'est pas vaincu celui qui a subi les plus fortes pertes en hommes et en matériel. Mais bien celui dont le moral a fléchi le premier. Les forces morales représentent les 75 % de la victoire.

Les forces morales garantissent au combat l'action du commandement et la convergence des efforts ;

Le moral est fait de confiance : confiance en soi, en ses armes, en ses camarades, en ses chefs, en son peuple et en la justesse de sa cause.

Tonton, le roi



Arrestati on dans une rue d'Alger (AFP)

Mohamed Laïfa, 84 ans, des centaines de souvenirs, quelques trous de mémoire et une bonhomie à faire pâlir les plus altruistes. «Tonton», comme on aime bien l'appeler à Skikda, ville qui l'a vu naître et combattre, en dépit de son âge et du diabète qu'il traîne depuis quelques années, garde encore assez d'aptitude physique et de lucidité pour narrer, toujours avec le sourire, ses souvenirs. Mais d'abord, pourquoi Tonton ? Il sourit et explique : «Ce surnom m'a été donné par mes amis alors que j'étais encore jeune, certainement parce que je n'arrêtais pas de leur prodiguer des conseils.» Ce qu'il y a de particulier dans la rencontre avec Tonton, c'est qu'à aucun moment on se lasse de l'écouter. Quand il parle de son parcours de combattant et de ses faits d'armes, il le fait sans emphase et sans jamais se prendre au sérieux, comme s'il parlait d'une journée ordinaire. Il est capable de raconter plusieurs événements de la Révolution dans un enchaînement intelligible et logique. La seule entrave de mémoire, vu son âge peut-être, est en relation avec les noms : il éprouve quelquefois des difficultés à se souvenir de certaines personnes. Maniant assez bien la langue française, d'une simplicité admirable, il voue une grande admiration aux lettrés.

«Je suis né et j'ai grandi rue des Aurès.» Déjà ! serait-on tenté de dire, car c'est aussi dans les cimes des Aurès qu'il suivra Mustapha Ben Boulaid pour le combat libérateur. Fils de pauvre, il a dû s'impliquer dès sa jeunesse pour la survie de sa famille : «J'ai arrêté mes études très jeune et j'ai travaillé comme menuisier à Zkak Arab. C'était un minuscule atelier où l'on fabriquait des tabourets et qui nous a servi par la suite de lieu de réunion.»

SKIKDA, LE BASTION DU PPA

Il n'en fallait pas plus à Tonton pour s'impliquer dans la lutte car Zkak Arab, un quartier populaire, était parsemé de cafés maures et grouillait, à l'époque, de militants du MTLD. Véritable fief de la lutte politique, Skikda, comme en témoignent plusieurs historiens, était l'une des plaques tournantes du MTLD puis du PPA. D'ailleurs, le plus grand nombre de militants PPA du pays, à l'époque, se trouvait bel et bien dans cette ville. Mais revenons à Tonton et écoutons-le évoquer son passage à la vie politique. « J'avais 26 ans quand Guedrouche Messaoud est venu me proposer de rejoindre, en tant que militant, le MTLD.

Nous étions un groupe de jeunes ouled lebled. Notre activité se limitait au départ à distribuer les tracts, à assister aux meetings dans les cafés ; moi je me suis spécialisé dans les graffitis. Puis, quelque temps avant le déclenchement de la Révolution, Mohamed

« C'était un minuscule atelier où l'on fabriquait des tabourets et qui nous a servi par la suite de lieu de réunion.

Boudoukhana est venu me chercher pour assister à une réunion au lieudit Bin Lekouara (entre les écuries), dans le faubourg. Il y avait Boudoukhana, Si El Haouas Boukadoum, Didouche Mourad et un autre militant algérois dont j'ai oublié le nom. Là, on me fit la proposition de rejoindre le CRUA. On m'a nommé responsable d'un groupe de dix

personnes et Boudoukhana, qui est toujours vivant, s'est occupé de notre formation. Il nous emmenait sur les hauteurs, à l'ouest de la ville, pour faire des exercices de tir. Il disposait d'un mousqueton et nous entraînait à tirer sur des bouteilles... »

PREMIÈRES ÉVASIONS

Quand il parle du jeune qu'il fut, Tonton ne rougit aucunement. Il évoque avec nostalgie cette période où il a connu le meilleur et le pire. C'est peut-être difficile à croire, mais quand il parle de cette période d'errance, il n'use d'aucune autocensure. Écoutons-le raconter ses premières évasions de la prison de Skikda : « Qui ? Je n'étais pas sage il faut le dire, mais c'était la jeunesse. Je précise pour l'histoire que mes deux séjours en prison n'ont rien à voir avec la politique. J'y étais pour des délits de droit commun (il rit pendant longtemps). Je me suis évadé une première fois, avec deux autres détenus. On a creusé un trou dans le plafond puis, en se faufilant sous la toiture, on est parvenus sur le toit. Pour la deuxième évasion, j'étais seul. J'ai creusé un trou dans la dalle pour parvenir à la cour de la prison. Je n'avais alors qu'à grimper la muraille pour retrouver la liberté. Pour moi, m'évader de la prison de Skikda c'était comme un jeu d'enfant. » Ce « don », comme Tonton aime à dire, allait lui servir plus tard dans l'évasion de la prison de Coudiat. Mais avant d'arriver à cette grande évasion, il faut demander à Tonton les raisons qui l'ont mené à Coudiat. Il raconte. « La Révolution s'est déclenchée le 1^{er} Novembre, mais à Skikda il ne s'était rien passé. On était là, fins prêts, mais il nous fallait attendre l'ordre des chefs. Puis Didouche nous ordonna de liquider un

« On a alors été transférés à la prison Barberousse, à Alger. Au mois d'août 1955, on a de nouveau comparu pour l'assassinat du policier et on nous a condamnés à mort.

policier. Au début du mois de décembre 1954, Boulekrouta Salah, qui faisait partie de mon groupe, s'est porté volontaire pour abattre le policier près de la rue du Ravin. Le 18 décembre, des personnes nous ont vendus et on a été interpellés, Boulekrouta, Hammadi Krouma et moi. On nous a aussitôt jugés et on a écopé de dix ans de prison ferme pour reconstitution de parti dissous. On a alors été transférés à la prison Barberousse, à Alger. Au mois d'août 1955, on a de nouveau comparu pour l'assassinat du policier et on nous a condamnés à mort. On a alors été transférés à la prison de Coudiat, à Constantine. »

GRÈVE DE LA FAIM

L'évasion de Coudiat a fait couler beaucoup d'encre. Comment fut préparée l'évasion, comment s'est-elle déroulée, quel fut le rôle de chacun des 30 détenus condamnés à mort ? Tonton témoigne : « A notre arrivée à Coudiat, je fus émus de retrouver Si Mustapha Ben Boulaid (il marque une longue pause). C'était un homme comme on n'en voit plus. Il y avait aussi beaucoup de valeureux combattants, des hommes, des vrais, comme Tahar Zbiri, Mechri, Chougui Saïd' On était une trentaine de condamnés. On s'est entendu par la suite de tout entreprendre pour faire évader Si Mustapha, quitte à nous faire tous tuer. Au départ, nous

de l'évasion

étions séparés dans des cellules et constamment enchaînés. On a alors décidé de faire la grève de la faim et les deux avocats de Si Mustapha, un Français dénommé maître Stibbe et un Algérien de Batna, maître Lamrani, le frère du chahid Abdelhamid que je connaissais, car il avait fait ses études à Skikda, ont plaidé notre cause. On nous enleva les chaînes pour nous transférer tous dans une même salle. Là, nous pouvions constamment communiquer et préparer notre évasion, du moins celle de Si Mustapha. » Quand Tonton parle de son ami, il laisse transparaître une grande amertume et à chaque fois qu'il évoque son nom, ses yeux brillent. Au sujet d'une première tentative d'évasion qui aurait échoué, il rétorque : « Non, ce n'est pas vrai. Il est cependant vrai que Si Mustapha avait demandé à un prisonnier de droit commun, coiffeur de son état, qui allait sortir de prison, de nous faire parvenir un petit matériel qu'il devait introduire dans un balai et nous le balancer dans la cour. Malheureusement, le balai est tombé dans la cour des prisonniers mineurs. Les gardes s'en sont rendu compte et on nous rassembla de suite dans une salle pour une fouille. On envisagea par la suite de tuer les gardiens à mains nues, pour permettre à Si Mustapha de fuir, mais c'était assez difficile car ils faisaient leur ronde en binôme et l'un d'eux armé restait toujours en retrait. »

BABIOLES

Quand on lui demande qui était le véritable instigateur de l'évasion de Coudiat, Tonton répond : « Écoutez, nous avons tous pris part à cet acte. Tous. Mais c'est moi qui étais chargé de préparer le plan d'action. Dieu m'est témoin et Si Tahar Zbiri, qui est encore vivant, peut en témoigner. » Puis il continue : « Mes longues discussions avec Si Mustapha, à qui j'ai raconté mes deux évasions de Skikda, ont fini par le dissuader. Un jour, il m'a appelé et m'a dit : Dabbar rassek. Prends tes responsabilités, prépare un plan et mets-le à l'exécution. Aussitôt je me mis à l'œuvre. Le coiffeur était revenu en prison. Il me donna tous les détails au sujet de la prison, de ses bâtiments, ses murs, ses salles. Je me suis rendu compte que la salle mitoyenne à la nôtre servait de débarras où on entreposait la literie et autres babioles ainsi que des balles d'alfa. De plus, le coiffeur nous avait assuré que le débarras disposait d'une fenêtre qui donnait sur le chemin de ronde.

☞ *On envisagea par la suite de tuer les gardiens à mains nues, pour permettre à Si Mustapha de fuir, mais c'était assez difficile car ils faisaient leur ronde en binôme*

J'en conclus que l'affaire était vraiment réalisable. J'ai rendu compte à Si Mustapha de la faisabilité de l'opération et il m'a donné son consentement. Il nous fallait d'abord parvenir au débarras, donc on a commencé à creuser. On a détaché une paumelle d'une fenêtre de la cellule qui nous a servi à creuser. On a d'abord tracé un triangle juste devant le mur séparant notre cellule du débarras et à tour de rôle, on s'est mis au travail. C'était au mois d'octobre 1955. On a passé 15 jours ainsi, à creuser à partir des angles du triangle tracé et à débarrasser les débris. Pour nous faciliter la tâche, on avait du vinaigre qu'on versait sur les fêlures de la dalle. Les gros cailloux, on les semait dans la



Des milliers d'Algériens musulmans descendent à Alger le 11 décembre 1960 (AFP)

cour lors de la promenade et le sable était jeté dans les toilettes. La dalle fut détachée au bout de 5 jours seulement ; il nous restait à creuser encore pour parvenir au débarras. La nuit du 7 novembre, c'était la joie enfin. On est finalement parvenu au débarras. Si Mustapha et moi étions les premiers à pénétrer sur les lieux. On a de suite remarqué que la fenêtre dont nous parlait le coiffeur était bétonnée. Si Mustapha me regarda comme pour me dire : que devons-nous faire maintenant ? Dans son obstination, il grimpa sur les balles d'alfa pour atteindre le plafond dénudé. Il a déplacé légèrement une tuile puis est redescendu pour me dire que la distance séparant le toit du débarras du mur de la prison est importante. Il nous réunit par la suite pour informer tout le monde de l'impossibilité de l'opération. Je suis revenu à la charge pour dire à Si Mustapha que le débarras disposait d'une porte que je pouvais ouvrir sans la forcer. Aussitôt, je me mis à l'œuvre. Je suis parvenu à ouvrir la porte du débarras et à la refermer. Le problème n'était pas là, il nous fallait surtout penser aux moyens à utiliser pour escalader la muraille. J'ai remarqué que dans le débarras il y avait des traverses de lit. On en prit quatre qu'on a attachées solidement pour qu'elles nous servent d'échelle. On a alors repris espoir et on s'est vite mis à tresser des cordes avec des bandes détachées des matelas. On a tout préparé, et l'échelle et les cordes. Le 9 novembre 1955, il ne restait qu'à décider du jour. Si Mustapha nous réunit pour décider que l'évasion aura lieu le lendemain. Nous étions onze détenus concernés. Il a réglé minutieusement tous les détails. Pour éviter tout cafouillage, il a procédé à un tirage au sort pour décider du passage de chacun et des chemins qu'on devait emprunter. Le 10 novembre, vers 17h, on a enclenché l'opération... »

LES ENFANTS DE SI MUSTAPHA

Tonton commence par ouvrir la porte du débarras. Il est le premier à descendre à

l'aide d'une corde jusqu'au chemin de ronde, suivi de Si Mustapha. « Il faut glisser jusqu'au chemin de ronde, attendre l'échelle puis aller vers la muraille pour l'escalader. A tour de rôle, on a exécuté tout ce scénario et en moins de 20 minutes, nous étions déjà de l'autre côté de la muraille d'enceinte de Coudiat. Si Mustapha et moi, on a pris le chemin ensemble. Il connaissait parfaitement les lieux, vu qu'il avait l'habitude de travailler sur la route reliant Batna à Constantine. Je n'avais qu'à le suivre. Pieds nus, on marchait la nuit pour nous reposer la jour dans les buissons et les oueds. Avant d'arriver à Batna, on a dû traverser la sebkh. Là, Si Mustapha m'a dit : Alors Skikdi, tu ne sais pas

☞ *A tour de rôle, on a exécuté tout ce scénario et en moins de 20 minutes, nous étions déjà de l'autre côté de la muraille d'enceinte de Coudiat.*

nager ! Je lui réponds que je nage très bien et, pour le narguer, je lui pose la même question. Il me regarde avec un sourire et me dit : non, mais moi je sais marcher. Je lui réplique : alors on marche. On a traversé les lacs salés de bout en bout en dépit de la fatigue, de la faim et surtout du froid. Après quatre jours de marche, nous sommes enfin arrivés dans les Aurès, près de la ferme de Si Mustapha. On s'est caché dans l'écurie. Le beau-frère de Si Mustapha est alors venu nous proposer de nous préparer un méchoui. Si Mustapha a refusé carrément et lui a demandé d'aller le plus vite possible en ville, contacter le relais des frères. Par la porte

entrouverte de l'écurie, j'ai aperçu les enfants de Si Mustapha qui jouaient. Il les regardait en silence, sans se montrer. C'était un grand moment de silence et de solitude. Je lui ai dit d'aller voir ses enfants, il m'a répondu que ce serait dangereux pour eux. Etant encore gamins, ils pouvaient sans faire attention raconter devant des étrangers que leur père était passé par là. J'ai compris alors la force de cet homme. » Il poursuit « Une fois le contact établi, on a pu rejoindre le PC des frères. Là, on a trouvé Si Omar, le frère de Si Mustapha, et d'autres moudjahidines. A partir de cet instant, je n'ai jamais quitté Si Mustapha, sauf lorsqu'il m'a ordonné de me rendre à Tunis pour une mission spéciale alors que lui devait se rendre au Caire. Mais je devais d'abord, avec deux autres moudjahidines, faire un rapport sur les agissements d'El Ouardi, qu'on accusait à tort. Il nous informa qu'une fois en Tunisie, une personne devait nous contacter sans nous donner son identité. Finalement, c'était Mehsas, qui était en relation avec Ben Bella. Il m'a informé que j'allais être désigné commissaire politique à Tunis. Deux jours après, la villa qu'on occupait a été plastiquée. Un frère a été tué et un autre, nommé Mouats Salih, originaire de Skikda, a été blessé. D'après certaines informations, c'était l'œuvre de certains que je ne voudrais pas citer... » Quand on lui parle de la mort de son compagnon, Tonton évite courtoisement de trop en parler et se contente de dire : « J'ai rencontré Lalmani plus tard et il m'a juré que c'était bien lui qui avait mis les explosifs dans le poste radio mais qu'il lui manquait les batteries. Il ne savait pas que cette bombe allait tuer le frère Si Mustapha ! » Mais c'est là un autre volet que seuls des historiens confirmés peuvent aborder, même si Tonton en sait quelque chose, il garde encore ce code d'honneur que Ben Boulaid lui a inculqué.

Khider Ouahab

NB : Mohamed Laïfa est décédé en novembre 2011.

MOHAMED FRI OUI . Ancien imprimeur de l'ALN

⌂ Nous imprimions des drapeaux

Imprimeur de formation, vous avez travaillé au sein de la première imprimerie de l'ALN à l'ouest. Quel était votre rôle, et le quotidien de l'imprimerie ?

J'ai en fait créé la première imprimerie de l'ALN à la base Ben M'hidi. Pour commencer, nous avons utilisé le matériel que j'avais chez moi, que j'avais pu acheter à bas prix à l'époque. Ensuite, on a acheté une grande imprimerie et commencé à former des jeunes. A l'époque, tout se faisait à la main. N'importe qui ne pouvait pas s'improviser imprimeur. Au quotidien, nous imprimions des tracts, parfois des revues, mais aussi des fanions et des drapeaux algériens en prévision de l'indépendance. Nous étions également chargés de nombreux travaux administratifs. Nous étions directement rattachés à l'EMG et au commandement des frontières. J'étais le responsable de l'imprimerie, avec sous mes ordres une quinzaine d'hommes : machinistes, typographes, d'autres encore chargés de la transmission, comme mon cousin. Il nous était interdit de sortir. Pour moi, c'était surtout gênant à cause de ma passion pour le foot. Un jour, le chef est venu et a demandé à toute l'équipe de l'imprimerie de quel sport chacun était fan. Nous étions trois passionnés de foot et nous avons eu l'autorisation de sortir une fois tous les quinze jours, pour aller au stade.

Comment vous êtes-vous retrouvé à ce poste ? Avez-vous été imprimeur dès le début de la guerre ?

Non. Mon souhait était tout d'abord de rejoindre l'ALN. En 1954-55, je travaillais à Casablanca. Cela faisait déjà quatre ans que je travaillais dans l'imprimerie. A l'époque, il n'y avait pas d'imprimeur musulman. Etant musulman, mais également Français, j'ai pu obtenir une licence. J'étais responsable d'une revue, *Le Maroc Melangé*. Mes collègues étaient juifs, Espagnols, Portugais... Un jour, dans un café, j'ai entendu de la musique algérienne. Je me suis donc dit qu'il devait être tenu par des Algériens. J'ai alors choisi du Ahmed Wahbi sur le jukebox. Le patron est tout de suite venu me voir et a commencé à rigoler. Il était bien Algérien. Je lui ai alors demandé où se trouvaient les bureaux de la fédération FLN. « Ici, au premier étage, m'a-t-il répondu. Venez ce soir à 18h. » Je m'y suis rendu avec mon frère. C'est comme cela que nous avons pris contact avec le FLN. Le lendemain, j'étais de retour à Oujda pour voir mes parents. Deux gendarmes français ont sonné à la porte et m'ont emmené. J'ai sauté de la jeep et me suis enfui. Je voulais rejoindre le maquis, mais le FLN m'a envoyé au bureau de liaison à Oujda. C'était en 1956. J'ai passé sept mois là-bas, à remplir des charges administratives, mais je me sentais exploité, donc j'ai fini par partir. Je voulais absolument rejoindre l'ALN et j'ai enfin pu rejoindre le maquis. J'ai alors suivi 3 ou 4 mois d'instruction, jusqu'à ce qu'on découvre que j'étais imprimeur. On m'a alors envoyé à la DGO, la plus grande base de l'ALN dans la région, puis, au bout de trois jours, à la base Ben M'hidi.

Quel a été votre souvenir le plus marquant à l'imprimerie ?

La veille du 1^{er} novembre 1961, nous avons imprimé le premier numéro de la revue *El Djéich*. Nous n'avions à l'époque que du matériel de dépannage, du coup nous sommes allés voir un imprimeur espagnol. Quand nous lui avons dit : « Monsieur Cassares, nous avons besoin de vous », il a cru que nous voulions de l'argent. En réalité, nous voulions seulement utiliser son imprimerie. Il a tout de suite accepté. La pression était très forte. Pendant six jours et six nuits, nous n'avons ni dormi ni mangé. Personnellement, je m'autorisais juste du café et des cigarettes. Je me souviens aussi d'autres anecdotes. Un jour, deux avions



français, des bombardiers T6, ont survolé la zone en vue de détruire l'EMG et l'imprimerie qui était juste à côté. Ils ont fait six tours, nous les avions en joue avec la DCA, mais le wali ne nous a pas autorisés à les descendre. Une autre fois, un char français a traversé la ligne Morice pour désertir. Plus tard, ce fut un camion. Il faut dire que nous imprimions des tracts avec les noms des déserteurs et que certains militaires, reconnaissant leurs amis, suivaient leur exemple.

Racontez-nous comment s'est passé pour vous la fin de la guerre...

J'ai d'abord été promu sergent-chef, puis sous-lieutenant, et enfin lieutenant. Malheureusement, courant 1961, j'ai attrapé la tuberculose. J'ai continué à travailler malgré tout. A l'indépendance, j'étais à Alger. J'ai croisé Abdelkader El Mali. Nous nous connaissions depuis longtemps, nous étions en classe ensemble à Oujda. Nous avons discuté et il m'a promis le grade de capitaine. Je devais aller chercher la carte en faisant état le soir même. Mais ce jour-là, j'ai

⌂ *J'ai été réformé pour inaptitude physique, j'ai toujours ma carte d'invalidé de guerre, mais je n'ai jamais reçu le grade de capitaine qui m'avait été promis.*

recommencé à cracher du sang. Je n'ai pas pu me rendre à son bureau et j'ai cherché en vain de quoi me soigner à Alger. Les hôpitaux étaient vides, il n'y avait pas de médecin. J'ai donc demandé à être démobilisé afin de me rendre à Oujda, auprès de mes parents. De retour là-bas, certains m'ont pris pour un déserteur. Pourtant, j'ai été réformé pour inaptitude physique, j'ai toujours ma carte d'invalidé de guerre, mais je n'ai jamais reçu le grade de capitaine qui m'avait été promis.

Tristan Lesage de La Haye



en prévision de l'indépendance



3

1. L'équipe de l'imprimerie de l'Ouest, en 1961
A l'imprimerie, directement reliée à l'état-major général, étaient imprimés tracts, revues, fanions et drapeaux. (M. Frioui)

2. Nouvel uniforme
A la base Ben M'hidi, Mohamed Frioui reçoit un nouvel uniforme, de facture américaine. (M. Frioui)

3. Les camarades au maquis
Mohamed Frioui passe plusieurs mois au maquis, début 1961. (M. Frioui)

4. Pause cigarette
Les moments de détente étaient rares, surtout en extérieur. (M. Frioui)

5. Entraînement au maniement des armes.
Mohamed Frioui était combattant avant que ses supérieurs ne se rendent compte de ses compétences d'imprimeur. (M. Frioui)

6. Photo de famille
Le cousin de Mohamed Frioui (au milieu) était chargé des transmissions. (M. Frioui)

7. Numéro historique
Le premier numéro de la revue *El Djeich* est imprimé sur la machine de M. Cassares, le 31 octobre 1961. (M. Frioui)



4



5



6



7



Photo : El Watan week-end

**JEANI NE NADJIA BELKHOUDJA. Al ger
Chi rurgi en, el le travail le pour les servi ces de santé du GPRA**

Les tueurs de l'OAS avait pour consigne de viser la tête >>>

A cause de vos activités de militante, vous avez été incarcérée à Serkadji dès le début de la guerre. Quelle ambiance régnait dans cette prison ?

Ce qui me frappait, c'était la grande solidarité entre les femmes détenues. Nous étions séparées des prisonnières de droit commun. Au lieu d'apporter un couffin personnel à chaque détenue, les familles étaient réunies au presbytère de l'église Sainte-Croix, en face, qui était tenu par l'abbé Declerc. Elles se relayaient et l'argent était mis en commun pour apporter les repas à l'ensemble des détenues politiques. J'ai un autre souvenir, plus difficile : il y avait certains jours des exécutions capitales. A ce moment-là, les femmes de la prison faisaient des youyous, les hommes criaient Allah Akbar et la population de La Casbah, qui entendait, reprenait nos cris. C'étaient des moments très difficiles, tragiques, mais qui marquaient la solidarité nationale.

Vous êtes expulsée en France, mais vous réussissez peu après à rejoindre la Tunisie et à travailler pour le FLN. Quelle était votre mission ?

Je travaillais comme médecin. Le service sanitaire de l'ALN-FLN était dirigé à partir de Tunis. Beaucoup de médecins algériens ont d'abord été affectés dans les hôpitaux

tunisiens. Selon l'importance des pathologies, on attribuait des salles entières aux blessés de l'ALN. C'était le cas à l'hôpital Seddiki de Tunis. Nous effectuions des consultations dans cet hôpital, mais également aux frontières. Nous faisons le tri pour évacuer les malades ou les blessés sur Tunis. En tant que chirurgien, je devais surtout reprendre des amputations qui avaient été faites auparavant. On enlevait aussi des balles et des éclats. Ce service était destiné aux blessés de l'ALN. Bien sûr, s'il y avait des civils à prendre en charge, nous le faisons. Notre salle, qui pouvait accueillir une trentaine de personnes, était constamment remplie.

Une année après, vous créez une maison pour jeunes moudjahidate. Pouvez-vous nous parler de ce projet ?

A partir de 1957, l'ALN avait commencé à faire sortir les femmes et les services de santé du maquis. Principalement pour des raisons de sécurité. Ces jounديات n'avaient pas de formation précise. En 1959, le ministère des Affaires sociales du GPRA a estimé qu'il valait mieux les regrouper. Nous avons recensé ces jeunes femmes et nous les avons regroupées dans une villa, où l'intendance était assurée par du personnel. Toutes les responsables étaient des femmes, dont Claudine Cholet par exemple. J'habitais dans la villa, car j'étais la

seule responsable à ne pas être mariée. Je travaillais un peu à l'hôpital mais j'assurais une présence. Les jeunes filles avaient des cours d'arabe et de français. Celles qui le voulaient pouvaient faire une autre formation. L'une d'entre elles est rentrée dans la troupe théâtrale algérienne. La plupart se sont mariées. Et la plus jeune, qui avait 15 ans et était analphabète, a été inscrite au lycée tunisien. Elle a fait des études de droit et est devenue sage-femme. Au bout d'une année, la plupart d'entre elles avaient leur autonomie parce qu'elles travaillaient ou grâce au mariage. Nous avons donc fermé cette maison.

Vous avez exercé votre activité de médecin jusqu'à la fin de la guerre. En quoi cela consistait-il ?

De 1960 à 1962, j'étais responsable du service médical du ministère des Combattants.

« En tant que chirurgien, je devais surtout reprendre des amputations qui avaient été faites auparavant. »

C'était une structure qui prenait en charge les démobilisés grâce à un suivi médical complet et à une aide sociale. Leur état de santé global n'était pas aussi inquiétant qu'on pouvait l'imaginer, parce que dans les maquis, les services de santé étaient vigilants. Après la signature des Accords d'Evian, le GPRA a demandé aux médecins volontaires d'aller travailler dans les villes. Je suis rentrée à Alger. J'ai travaillé d'abord dans un dispensaire pour assurer des consultations à la population civile. Très rapidement, nous avons dû prendre la clinique Naïma. La rue de Lyon (aujourd'hui, rue Belouizdad, ndr) était divisée en deux parties : le bas, contrôlé par l'OAS et le haut par le FLN. Au milieu de cette rue, il existait une clinique. Le FLN a pris la clinique de force. Nous avons pu y opérer les blessés par l'OAS en cet endroit jusqu'au deuxième cessez-le-feu. Nous avions forcément peur, la clinique était gardée, certains d'entre nous étaient armés, c'était une ambiance de guerre. Mais nous étions tous optimistes et confiants. L'indépendance se rapprochait. Le plus difficile à accepter, c'était de voir mourir certains blessés. Les tueurs de l'OAS avaient pour consigne de viser la tête. Quand quelqu'un recevait plusieurs balles dans la tête, on ne pouvait rien faire.

Yasmine Said

El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT - Jeudi 5 juillet 2012 - Supplément 50e anniversaire de l'indépendance - Gratuit

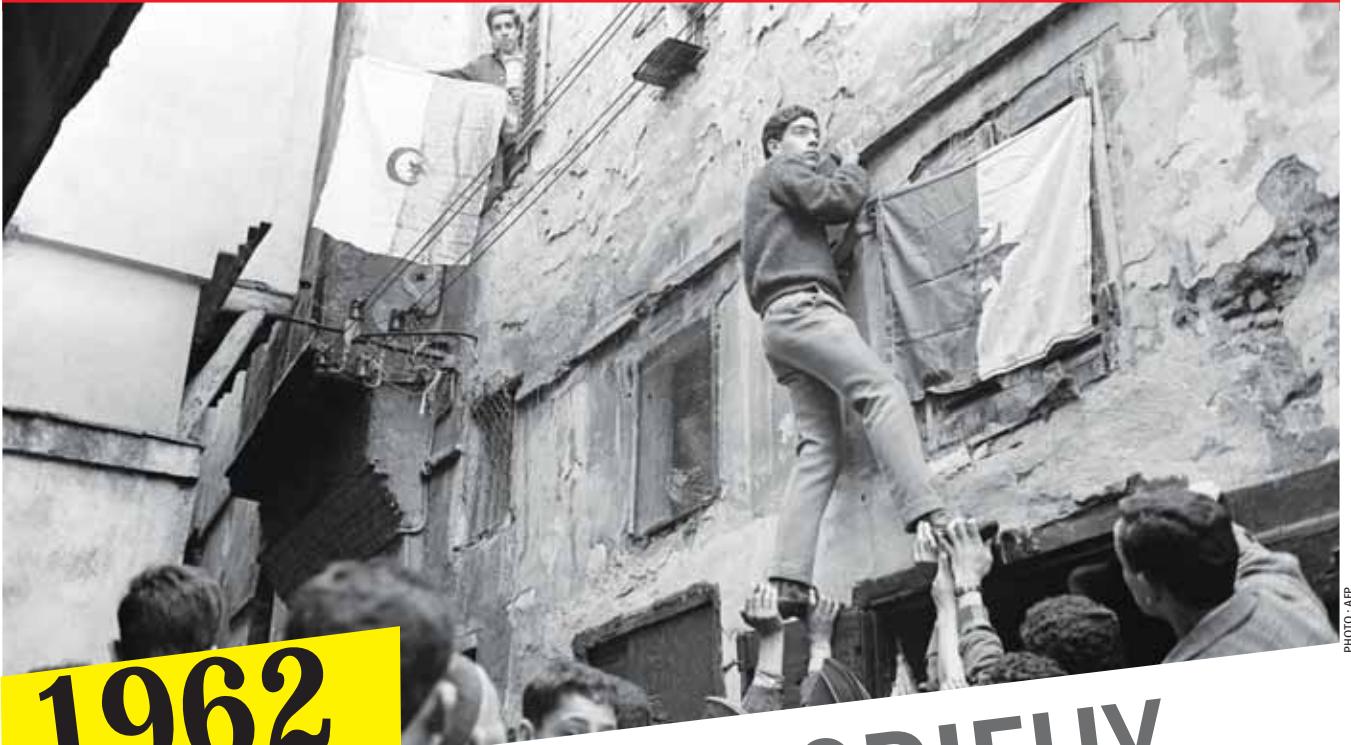


PHOTO: AFP

1962

**UN PASSÉ GLORIEUX,
UNE LIBERTÉ CONFISQUÉE**

2012



PHOTO: B. SOUHLI

LE CINQUANTENAIRE VU PAR LES JEUNES

Un juillet 2012 orageux à Alger

Par Mustapha Benfodil

Alger, 2 juillet. Nous sommes à J-3 du grand événement de l'été : le cinquantenaire de l'indépendance. Quel regard portent les Algérois – les jeunes surtout – sur cette kermesse patriotique ? Quelle trace aura imprimé dans l'imaginaire collectif ce fameux chiffre «50» ? Quel bilan le peuple en tire-t-il ?

Première image : les drapeaux. Evidemment. Ils pavoisent à profusion les artères principales de la capitale. Mais nettement moins que la forêt d'emblèmes déployés massivement et spontanément au lendemain de la campagne d'Oum-Dourmane. Des affiches au logo officiel du cinquantenaire sont placardées un peu partout sur de grands panneaux. Les annonceurs y vont eux aussi de leur attirail de célébration. A l'image du légendaire Hamoud Boualem. «*Kounna h'na ou mazalna*» (On était et on sera toujours là) scande le limonadier historique à la marque de gazouz 100% DZ. La ville se pare de ses plus beaux atours pour faire honneur à l'évènement. Spectacles et réjouissances au menu. Aux abords de la Grande-Poste, une scène est apprêtée pour accueillir une série de concerts. Idem à l'Esplanade de Riadh El Feth. Sur fond de polémique autour de la venue de la star libanaise Elyssa (à l'invitation de la ville de Annaba) pour un cachet de 950 millions de centimes. Les plus hostiles crient au gaspillage.

Disons-le tout de go : les Algériens n'ont pas tellement le cœur à la fête. Et c'est un euphémisme. Au demeurant, en ce 2 juillet, c'est plus le dernier match de l'Euro, la finale Espagne-Italie, que le match France-FLN, qui alimente les palabres. Virée dans les boyaux de La Casbah. Dans un atelier de couture, une femme, dans la cinquantaine, ne cache pas son amertume. Trônant derrière sa machine à coudre, elle confie : «*Je suis une fille de moudjahida. Ma mère a même fait la prison de Berrouaghia. Mais vous savez, par les temps qui courent, on a presque honte de dire qu'on est fils de chahid ou fille de moudjahid. On vous crierait aussitôt à la figure : tout le monde a fait la révolution. Du coup, on se fait tout petit. Moi, ma mère, à part sa petite pension, elle n'a rien eu. Et moi, je suis toujours célibataire et je vis dans un taudis au bidonville de Bousmaha, à Bouzaréah. J'ai dû construire ma baraque toute seule. Nous n'avons ni eau potable, ni électricité, ni route, ni rien. J'ai le sentiment que nous n'avons pas accédé à l'indépendance. lebled rahi jawdha* ».

UNE MÉMOIRE QUI S'EFFRITE

Quelques venelles plus loin, nous rencontrons Mohamed. Il tient une petite épicerie à l'ombre d'une treille. Mohamed avait 6 ans en 1962. Pour lui, le cinquantenaire, c'est surtout la plaie béante d'une Casbah qui s'effrite. : «*El Qasba meddat erdjaj (la Casbah a donné des hommes), et regardez dans quel état elle se trouve !* », se désole ce natif de la vieille médina. Mohamed se voue à la restauration de sa douira avec les moyens du bord. C'est son combat. «*Ana eddoula ma àtani oualou, l'Etat ne m'a rien donné. J'ai fait un dossier pour obtenir une aide afin de pouvoir restaurer mon bien, mais j'attends toujours. Ils ont fait mille et un recensements. On nous a promis monts et merveilles, mais on n'a rien vu. Les familles de La Casbah sont en danger de mort !* » fulmine-t-il. Entre les ruines et les débris, La Casbah n'est plus qu'une citadelle avachie. Symbole vivant d'un pays qui a maille à partir avec son patrimoine mémoriel. La vieille cité ottomane soutient mal la comparaison avec les médinas tunisiennes ou marocaines, savamment entretenues. Pourtant, et comme nous le rappelle à juste titre Mohamed, la mémoire passe aussi par la sauvegarde de ces murs qui accueillirent Abane, Ben M'hidi, Krim Belkacem et autres dirigeants du premier CCE (Comité de coordination et d'exécution), et qui sont maculés du sang de Ali La Pointe et de Hassiba Ben Bouali froide-



PHOTO : D. R.

ment exécutés par les paras du général Massu dans le feu de la Bataille d'Alger (1957). Nous traversons la rue Larbi Ben M'hidi. Halte à la Cinémathèque qui propose une programmation spéciale pour la circonstance (dont *Chroniques des années de braise* de M.L.Hamina). Au Mama, une expo de Ben Bella. Pas le défunt président. Plutôt l'artiste peintre Mahjoub Ben Bella. A la Librairie du Tiers-Monde, les ouvrages historiques sont à l'honneur comme chez tous les bons libraires de la capitale. Dans une rue parallèle à l'avenue Pasteur, brève discussion avec un jeune gardien de parking à propos du cinquantenaire. Sa réponse est lourde de sens : «*Ya kho hada sujet saïb àlïya. Loukan saksimi àla el parking, kifache t'gari, n'jawbek. Hadja kh'ra khatini. (C'est un sujet trop compliqué pour moi. Si vous m'interrogez sur l'organisation du parking, je vous répondrais volontiers. Le reste ne me regarde pas)* ».

«ON EST INDÉPENDANTS MAIS PAS LIBRES»

Nous empruntons le métro pour nous rendre au Jardin d'essais. Le métro : objet urbain le plus emblématique de l'Alger 2012. La fierté de Bouteflika. Inauguré en grande pompe le 1^{er} novembre 2011, il cartonne. Les rames sont climatisées, au bonheur des passagers. A la station Jardin d'essais, nous prenons le téléphérique pour gagner Riadh El Feth. Le téléphérique ne désemplit pas. Des flots de visiteurs se déversent sans discontinuer sur le «Maqam». Nous souhaitons visiter le musée du Moudjahid, mais l'on apprend qu'il est fermé au public pour cause de festivités officielles. Les gens se rabattent sur le musée de l'Armée situé à l'autre bout.

Loin d'être un temple de l'ANP, sa collection est un joyeux patchwork historique, de l'Antiquité à la Guerre de Libération nationale. Un jeune lycéen s'attarde sur les vestiges de la Révolution : «*Moi, quand je vois ces héros qui ont pris le maquis si jeunes pour libérer le pays, je me dis simplement que nous n'avons pas le droit de les décevoir* », dit-il, un brin ému. Près de la salle Ibn Zeydoun, nous croisons le jeune comédien Mehdi Ramdani dont on a pu apprécier la prestation dans le court-métrage de Sofia Djama, *Mollement, un samedi matin* et dans *Demain, Alger ?* de Amine Sidi Boumediène. Mehdi plaide pour l'indépendance culturelle : «*Il y a des artistes qui font des choses extraordinaires avec très peu de*

moyens. Il faut les laisser travailler. Il faut les affranchir du carcan bureaucratique et envisager une vraie politique culturelle pour libérer tous ces talents et leur permettre de s'exprimer. » Anis Saïdoune, 20 printemps, étudiant en pharmacie, un manuscrit sous le bras, celui de son premier roman intitulé *La rivière de l'amour et des illuminations* (avis aux éditeurs), est l'incarnation même de cette jeunesse bourrée de talent, pétillant d'intelligence, et qui ne demande qu'à s'épanouir et s'exprimer justement. Anis soulève la question ô combien sensible de la transmission : «*L'histoire a été instrumentalisée par le régime. Chaque jeune Algérien doit faire sa "private investigation" pour s'imprégner de notre histoire, la vraie. Il faut développer un esprit de doute méthodique. Moi, je lis tout, la version officielle aussi bien que les récits occultés. Il est navrant de constater que notre histoire s'écrit par des étrangers. C'est aberrant qu'on soit obligés de voir un documentaire sur Arte fait par des Français ou des Américains pour connaître notre propre histoire.* »

Atika, 23 ans, étudiante en critique et histoire de l'art, plaide, quant à elle, pour l'indépendance citoyenne des femmes : «*on est indépendants mais pas libres* », regrette-t-elle. «*50 ans après, où sont les droits des femmes ? C'est la tache noire de l'indépendance. La moitié de la société est encore sous-citoyenne. C'est grave. Il va falloir lutter davantage pour changer le statut des femmes, pour changer le code de la famille, pour arracher le droit à l'avortement, le droit à l'héritage, l'accès au logement. C'est un grand chantier qui attend notre pays, à croire qu'on vient seulement d'accéder à l'indépendance.* » Belcourt. Marché Laâqiba. Sofiane, 30 ans, tient une table de cigarettes. Il ronge son frein en ruminant sa peine : «*Je suis agent d'entretien et de nettoyage au ministère de l'Energie et des Mines et je viens de me retrouver au chômage. Mon contrat qui vient d'arriver à son terme n'a pas été reconduit. Ils vont certainement placer des gens de leurs connaissances comme d'habitude. Plusieurs de mes collègues sont dans la même situation. Nous sommes dans la précarité la plus totale. Moi, tout ce que je demande, c'est un travail stable, dans une institution étatique. Je fais ce métier depuis sept ans. J'ai travaillé chez le privé et c'est pire que le colonialisme français. Le privé te suce ton sang. Ce n'est pas vrai que les jeunes Algériens sont des fainéants. Ils ne demandent qu'à travailler mais dans des condi-*

tions dignes. J'étais dans un ministère et voilà que je me retrouve vendeur de cigarettes au marché. C'est injuste. »

«CÉRÉMONIES INDÉPENDANTES»

Place Audin. Effervescence militante au café Le Podium. Tahar Belabès, figure de proue du Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC), est venu spécialement de Ouargla pour diriger une grosse manif à Alger le 5 juillet. C'est l'autre face des commémorations. «*Nous allons organiser un rassemblement des chômeurs en brandissant des drapeaux noirs. Nous décréterons ce cinquantenaire journée de deuil national* », martèle le leader du Comité des chômeurs. Tahar Belabès qui estime le taux «réel» de chômage autour de 25% poursuit : «*Aujourd'hui, les Algériens subissent un colonialisme interne. Nous vivons sous le joug de la hogra, de la corruption, du népotisme et de la répression. Nous nous battons pour notre dignité. Ce régime devrait avoir honte de célébrer le cinquantenaire de l'indépendance au moment où le pays enregistre des cohortes de haraga et d'immolés. Le peuple algérien n'a pas encore recouvré son indépendance. Vous n'avez qu'à aller voir ce qui se passe à Hassi Messaoud, où les multinationales américaines et autres font la pluie et le beau temps. Nous, citoyens du Sud, nous vivons une situation de marginalisation et de mépris épouvantables. Mais nous sommes déterminés à faire valoir nos droits. Et nous ne céderons pas ! Qu'ils disent qu'on est "Al Qaïda", qu'on est "irhab", nous ne céderons pas !* »

Parallèlement aux festivités officielles, plusieurs cérémonies «indépendantes», convient-il de le souligner, seront organisées jeudi prochain (sauf intervention de la police). Comme cette initiative du collectif RDLD (Réseau de défense des libertés et de la dignité). «*Nous allons organiser une manifestation symbolique durant laquelle nous allons allumer des bougies, et nous allons réaliser une fresque en collaboration avec des artistes en faisant contribuer tous les citoyens qui désirent s'exprimer sur cet événement* », explique Kader Farès Affak, militant protéiforme, membre fondateur du RDLD. «*C'est notre manière de nous réapproprier cette date si chère à nos cœurs et de lui redonner du sens. Le 5 juillet est avant tout la fête du peuple algérien. Il est grand temps de sortir de la légitimité historique pour entrer dans la légitimité populaire.* » **M. B.**

EN DÉPIT DE L'ÂGE AVANCÉ DES GOUVERNANTS

La tentation du pouvoir à vie

Par Hassen Moali

8 mai 2012 à Sétif. Dans une ultime mission de sauvetage d'un scrutin législatif mal engagé, le président Bouteflika tord le cou à la loi qui interdit la poursuite de la campagne électorale en dehors du délai légal, lance sa formule racoleuse : «*Tab Jenana*» (notre génération est finie). Décryptage immédiat de la vox populi. C'est un discours d'adieu du Président et de tous ces vieux de la République qui nous gouvernent depuis des décennies. Il fallait donc voter cette fois, pour accompagner cette génération à sa «dernière demeure» et remettre, enfin, les clés de l'Algérie à sa jeunesse.

26 mai 2012. Le Président, qui annonçait, 18 jours auparavant, que l'heure du grand départ à la retraite a sonné, fait élire Larbi Ould Khelifa, 74 ans, président de l'Assemblée populaire nationale (APN)...

Les promesses, semblait dire Bouteflika, n'engagent que ceux qui les croient. On a eu donc tout faux d'avoir pris pour argent comptant une promesse discursive et électoraliste d'un président qui n'en est pourtant pas à son premier coup de genre. Juste une énième tromperie de la longue série noire qui dure depuis 1962...

Cinquante après l'indépendance, l'Algérie, ce pays si jeune, est gouverné encore par ceux qui avaient participé peu ou prou à la Révolution. Comme s'ils l'avaient libéré pour eux-mêmes et leurs rejetons qui en profitent évidemment. Il est d'ailleurs significatif de noter qu'en 2012, on continue encore à servir généreusement des attestations de chahid ou d'anciens moudjahid à des enrôlés de la 25e heure...

En effet, la famille dite «révolutionnaire» par opposition - c'est le cas de le dire - à tous les Algériens basiques, qui a noyauté tous les rouages de l'Etat, est soucieuse de faire des «petits» pour s'assurer une relève. Et, aussi longtemps que possible.

TOUFIK, OULD KABLIA ET DAVID CAMERON

Force est donc de constater que l'Algérie, ce pays jeune sur lequel se gargarisent nos officiels, est, 50 ans après l'indépendance, sous le joug des septuagénaires. Une gérontocratie qui n'a rien à envier à la monarchie wahhabite et à l'ex-Union soviétique, dont on semble avoir copié les tares et les avatars.

A l'heure où la mode dans le monde est aux quadras (le Premier ministre britannique David Cameron est plus jeune que tous les ministres de Bouteflika), l'Algérie recrute encore parmi les vétérans de la révolution. Au-delà de cet incroyable déficit à la biologie qui consiste à confier des missions d'Etat à des hommes dont les aptitudes physiques et les facultés intellectuelles commencent à lâcher, il est pour le moins anachronique de voir les contemporains de la communication par «morse» à la baguette du pouvoir à l'ère de facebook.

Il serait d'ailleurs curieux de savoir si notre ministre de l'Intérieur, du haut de ses 79 ans, dispose d'un compte sur les réseaux sociaux ou simplement d'une adresse mail...

Il n'est hélas pas le seul. La pyramide du pouvoir en Algérie est truffée de personnalités du troisième âge. A commencer par le chef de l'Etat qui, malgré une santé fragile que cachent mal quelques haussements de ton circonstanciels, s'accroche avec une incroyable ténacité à son pouvoir. Il tient à ce que sa présidence soit au moins aussi longue que celles de Chadli et Boumediène. Parfois cela relève à ce point de la psychologie...



Abdelaziz Bouteflika
Président de la République

PHOTO : H. LYES



Général Gaïd Salah
Chef d'état-major

PHOTO : H. LYES



Général Mohamed Mediène
dit «Toufik»

PHOTO : D. R.



Daho Ould Kablia
Ministre de l'Intérieur

PHOTO : H. LYES



Aboubekr Benbouzid
Ministre de l'Education nationale



Missoum Sbih
Ambassadeur d'Algérie en France

A lui seul, Bouteflika symbolise l'incroyable vieillesse du personnel politique algérien. Ministre en 1962, Président en 2012. En 50 ans, il aura tété les mamelles du pouvoir jusqu'à l'overdose. Et ça ne lui donne pas encore des nausées. Il a l'âge de son plus jeune ministre (Amar Ghoul 51 ans) aux commandes du pays. Un symbole qui se passe de tout commentaire...

BENBOUZID : UN TABLEAU RARE...

Et comme la nature du pouvoir en Algérie est souvent liée à la révolution et à l'armée, il est loisible de noter que la «règle» des vieux se vérifie aussi dans les rangs des officiers supérieurs nés sous la bonne étoile.

Les trois «majors», les généraux Gaïd Salah, Mohamed Mediène dit «Toufik» et Abdelmalek Guenaïza, respectivement chef d'état-major de l'armée, patron des services de renseignements (DRS) et ministre délégué à la Défense, ont tous presque l'âge du Président ; c'est-à-dire plus de 72 ans. Ils ont aussi cette particularité d'être plus ou moins vieux dans leurs fonctions, notamment le chef du DRS, en poste depuis 1990.

Les Algériens, les partis politiques notamment, ne jugent évidemment pas utile de pointer ces permanences aux commandes à un même poste.

Tout se passe comme si nul n'a le droit de fourrer son nez dans la gestion des carrières militaires réservée exclusivement au pouvoir discrétionnaire du Président et sa hiérarchie. Sur ce plan, les centres du pouvoir filent le parfait amour dans le respect mutuel ; du moins en apparence.

Dans les rangs des «civils», le constat n'est guère mieux. Le Premier ministre Ouyahia, plus ou moins «jeune» (61 ans), est entouré d'une escouade de sexagénaires et septuagénaires qui veillent au respect du «droit d'aïnesse» et de vieillesse...

LE DOYEN DU PERSONNEL POLITIQUE

Mohamed Cherif Abbas, Daho Ould Kablia et Mourad Medelci font figure de grands-pères dans une équipe où seuls Amar Ghoul et Khalida Toumi, proposent un sourire plus ou moins sympathique.

Faut-il ajouter l'inoubliable Nouredine Yazid Zerhouni, dont le nom s'est confondu avec l'Intérieur une décennie durant. Du haut de ses 74 ans, «Si Yazid» coule une

«retraite» heureuse à la tête d'un poste inutile de vice-Premier ministre, créé à sa convenance.

Etre payé à ne rien faire, quoi.

Il faut noter aussi cette maladie bien algérienne qui consiste à maintenir certains ministres plus d'une décennie à leurs postes. Certains se sont quasiment aménagés leur territoire dans les différents cabinets successifs. Benbouzid fait figure à cet égard de tableau rare...

Quid du personnel diplomatique ? Les Algériens ne le voient pas dès lors que les voies du système sont impénétrables. Mais notre ambassadeur en poste à Paris depuis 2005, Missoum Sbih, qui dépasse les 85 ans, donne déjà un aperçu de la «nomenclature» des âges dans notre diplomatie. Comment peut-il en être autrement quand le conseiller du président aux affaires diplomatiques approche un siècle d'âge ! Abdelatif Rehal, puisque c'est de lui qu'il s'agit, est en effet le doyen du personnel politique algérien avec ses 90 printemps.

En Algérie, c'est apparemment l'âge de raison... On comprend mieux cette phobie malade aux jeunes cinquante ans après l'indépendance du pays.

H. M.

Les promesses oubliées de la Soummam

Par Zine Cherfaoui

Le 5 juillet 2012, l'Algérie fête le cinquantenaire de son indépendance. Si le patriotisme est à fleur de peau chez les Algériens, il est à craindre néanmoins que beaucoup d'entre eux ne s'attardent pas sur cette date symbole. La remarque vaut surtout pour les jeunes. Touchés par un chômage endémique, écoeurés par la bureaucratie et une corruption galopante, ils sont aujourd'hui les grands oubliés d'une Algérie prisonnière des rets de gérontocrates. Le sentiment de honte est tel que beaucoup ne songent qu'à quitter le pays.

Pourtant, c'est d'abord l'espoir qui a dominé au lendemain du 5 juillet 1962. Après 8 ans de lutte contre le colonialisme français qui les a spoliés de leurs terres et de leurs droits, les Algériens allaient enfin réaliser le rêve de bâtir la «République démocratique et sociale» promise par la proclamation du 1^{er} Novembre et la plateforme de la Soummam. Dans l'euphorie de la victoire, l'Algérie indépendante s'était également engagée à aider les autres peuples opprimés à se libérer eux aussi du joug colonial et à combattre le racisme.

Lors des premières années de l'indépendance, le pays est ainsi très vite devenu l'épicentre des contestations contre la colonisation. Surnommée la Mecque des révolutionnaires, la capitale algérienne fut une halte obligatoire pour les leaders des mouvements en lutte pour les indépendances. Amilcar Cabral, Ernesto Che Guevara, les leaders de l'ANC et bien d'autres grandes figures du tiers-monde y trouvèrent une terre d'accueil et une tribune pour leurs idées. L'Algérie avait alors les atouts nécessaires pour devenir un exemple de démocratie. 50 ans après, c'est cependant la désillusion.

Le renversement du président du GPRA par le groupe de Tiemcen et l'accaparement du pouvoir par celui-ci ont fini par transformer le rêve en cauchemar. Incapable de se réformer, le système algérien est aujourd'hui bloqué. Le pouvoir en place s'entête encore à prendre en otage le destin algérien au nom d'une légitimité historique qu'il a pourtant lui-même décrété comme étant révolue. Le discours sur l'Algérie combattante, que les décideurs ont exploité jusqu'à l'usure pour se



PHOTO : D. R.

légitimer et se maintenir en place, ne fait certes plus recette. Mais à la longue, les harangues servies à toutes les sauces par les pouvoirs successifs ont eu pour effet de provoquer une rupture entre la population et son histoire... ses héros. Combien de jeunes connaissent aujourd'hui Abane Ramdane, Larbi Ben M'hidi, Zighout Youcef, le colonel Amirouche ou encore Krim Belkacem, le signataire des Accords d'Evian ? Combien ont lu la proclamation du 1^{er} Novembre ? Bien peu malheureusement. Même s'ils reconnaissent cette lacune, il n'est tout de même plus question pour eux d'accepter davantage le diktat de la «famille révolutionnaire». Cela d'autant que l'enseignement de la guerre de Libération nationale est aujourd'hui sujet à critiques. Les jeunes, en particulier ceux qui ont été à l'origine d'octobre 1988, savent que l'histoire a été sciemment bafouée pour servir des ambitions de pouvoir et les intérêts de clans. Des clans qui se sont employés à bâtir une Algérie à deux vitesses : l'Algérie utile qui est auréolée d'un tas de privilèges et l'Algérie d'en bas.

Et la vérité aujourd'hui est que, dans les faits, le message de la révolution de Novembre et le programme de la Soummam ont été reniés et parfois même combattus. Les Algériens, spoliés de leurs

droits fondamentaux, ont été dépossédés de leur mémoire et exclus de leur histoire. Leurs aspirations démocratiques de la société ne rencontrent aussi aucun écho. Normal, dirions-nous : les dirigeants conçoivent la conquête du pouvoir et son exercice par la violence, l'opacité et le népotisme.

Conséquence de la chape de plomb que l'on a fait peser depuis l'indépendance sur le pays : l'une des plus belles luttes de Libération nationale assiste impuissante au naufrage de ses idéaux. Au lieu de célébrer ses réalisations et ses acquis, le pays vit au rythme des émeutes, les jeunes se jettent à la mer, des cadres fuient par dizaines de milliers, tandis que d'autres, désespérés et rongés par le désarroi, s'immolent régulièrement par le feu. L'Algérie est un pays dont l'économie est inférieure à environ 50%, son administration est délabrée et sa justice est devenue le symbole même de l'indignité nationale. Et pour couronner le tout, le gouvernement est miné par le régionalisme, et les ressources nationales sont dilapidées, hypothéquant le destin national.

Les décideurs tireront-ils les leçons de ces 50 ans d'indépendance en s'attaquant à l'essentiel du blocage qui est le fonctionnement du système. Tout cela, bien sûr, en évitant d'assimiler l'Alge-

rien à un tube digestif ? Il est certain que la télévision algérienne, vivant encore à l'ère du parti unique, va faire état, comme toujours, d'un bilan tout aussi euphorique qu'irréprochable. Et c'est justement l'erreur à ne pas commettre. Le bon sens aurait recommandé d'éviter l'autosatisfaction, comme le suggèrent d'ailleurs les tensions sociales qui touchent tous les secteurs et toutes les régions du pays. Le bilan socioéconomique du pays montre clairement le manque de visibilité et de cohérence, fruit de rapports de force contradictoires pour le partage de la rente pétrolière.

L'enjeu aujourd'hui consiste à éviter les graves dangers que fait peser l'économie prédatrice et mafieuse sur le pays. Pour cela, la bonne gouvernance doit être de mise à tous les niveaux. Les réformes qui attendent d'être menées supposent une société où domine un Etat de droit et où la notion de citoyenneté est consacrée. L'instauration de l'Etat de droit est un pari politique majeur, car il implique tout simplement et nécessairement un nouveau contrat social et politique entre la nation et l'Etat. C'est là, probablement, le moyen le moins coûteux pour la société de réaliser les promesses de Novembre et d'affronter l'avenir avec sérénité. Z. C.

IL REBONDIT AU MOMENT OÙ ON LE DIT FINISSANT

Le régime qui se nourrit de crises

Par Saïd Rabia

Eté 1962. L'Algérie indépendante vit son premier coup d'Etat : l'état-major général (EMG), autrement appelé «armée des frontières» contre le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Ce fut en effet une suite logique de la remise en cause des résolutions du Congrès de la Soummam qui donnait la primauté du politique sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur, et surtout le début d'une série de crises qu'aura à vivre le pays des années durant. La guerre des wilayas et la prise de pouvoir par l'armée des frontières et son chef, Houari Boumediène, qui avait intronisé Ahmed Ben Bella président de la République, placera définitivement l'Algérie dans une sorte d'instabilité chronique rythmant la vie politique nationale sans jamais remettre en cause les fondements d'un système qu'on a toujours dit finissant. En réalité, le coup d'Etat contre le GPRA n'était qu'une introduction de ce que sera la nature du régime politique post-indépendance. La confirmation arrive le 19 juin 1965, lorsque le colonel Houari Boumediène renverse son poulain après une série de liquidations physiques qui avaient pour cibles, entre autres Mohamed Khemisti (premier ministre des Affaires étrangères) assassiné le 5 mai 1963, et le colonel Chaâbani exécuté après une tentative avortée de rébellion contre un pouvoir qui s'est imposé par la violence. Le colonel Tahar Zbiri essaiera, lui aussi, de renverser le régime, mais c'était une tempête dans un verre d'eau. Le pays connaîtra quelques années de sérénité avant que ne survienne la mort du président Houari Boumediène, en décembre 1978. La disparition inattendue du chef de l'Etat a ébranlé quelque peu

les fondations d'un pouvoir personnalisé ; pris de court, il lui fallait donc se trouver un successeur. Deux hommes, les proches du défunt, se la disputaient dans les coulisses d'El Mouradia : Mohamed Salah Yahiaoui, ancien colonel et chef de l'Académie interarmes de Cherchell, devenu patron du FLN en 1973, et celui qui se considérait comme l'héritier tout désigné de la présidence de la République, l'actuel locataire du palais El Mouradia, Abdelaziz Bouteflika, alors ministre des Affaires étrangères. Ils seront tous deux hors course puisque l'armée finira par désigner, en son sein, le successeur du défunt président Houari Boumediène. Le choix fut porté alors sur le colonel Chadli Bedjedid.

Tandis que les ministreries de palais étaient surmontés par la voie d'arrangements et de compromissions et les menaces venant de l'extérieur du système, de l'opposition étouffées par la violence – l'emprisonnement qui avait tenu à l'écart Mohamed Boudiaf, Slimane Amirat et Hocine Ait Ahmed, et l'assassinat politique ayant conduit à l'élimination physique du signataire des accords d'Evian, Krim Belkacem, et Mohamed Khider –, une crise plus sérieuse, plus profonde couvait en Algérie. Une crise multidimensionnelle induite par l'absence de démocratie et la négation identitaire. Le panarabisme, idéologie du pouvoir en place, a fini, à la fin des années 1970, d'achever la seule institution capable de garantir le développement du pays par un enseignement de qualité : l'école. Ayant produit un contingent d'élites intellectuelles et politiques qui avaient commencé à remettre en cause l'ordre établi, elle se devait donc d'être contrôlée et asservie. Cela allait de la nécessité de survie du pouvoir en place. Ainsi, le nouveau rôle assigné à l'école participait moins du besoin pressant du développement de la société algérienne que de l'urgence de l'étouffer pour mieux la contrôler. Et dans cette logique implacable de se maintenir au pouvoir, ses tenants échaufferont un plan infernal, dès la fin des

années 1970 et tout au long des années 1980, pour maintenir en place une population qui a commencé à se rebeller en culminant avec le Printemps berbère en 1980 et les émeutes de Constantine en 1985. Le plan consistait en la mise place de l'islamisme politique dont les premiers noyaux universitaires furent d'un grand apport à la police politique dans sa traque des militants de la démocratie et des droits de l'homme. La chute des prix du pétrole, en 1986, a précipité le pays dans les bras de la récession. Arrive alors le 5 octobre 1988. Ebranlé, le pouvoir concède une ouverture démocratique. La naissance du pluralisme politique a été dur, mais les élites et les militants de la démocratie entrevoyaient, après des années de lutttes et de sacrifices, une sorte de victoire et de consécration. Ce fut de courte durée. Le rêve tourne alors à la désillusion. Le régime à sept têtes, avec ses maléfiques spins doctors a réussi à introduire un loup dans la bergerie. L'islamisme, incarné par le Front islamique du salut (FIS), un parti dissous en 1992, nourri et encouragé pendant des années, menace le pays. L'Algérie est engagée dans une crise sans précédent. Les islamistes la plongeront dans un véritable bain de sang. Le pouvoir vacille. Mohamed Boudiaf, appelé au secours, n'a pas arrangé finalement les deux matrices de la crise. Il a été assassiné le 29 juin 1992 à Annaba.

Le pays entame alors un cycle de violence et de terrorisme dont il n'arrive toujours pas à sortir. La remise en place des institutions, à partir des élections présidentielles de novembre 1995, l'arrivée de Abdelaziz Bouteflika en 1999 après la démission du président Liamine Zeroual, n'ont pas modulé la donne politique dans le pays. La nature du pouvoir n'a pas tellement changé. L'illicégitimité qui le frappe fait que les cercles qui le composent réussissent à s'adapter aux conjonctures et aux nouvelles situations. Mais force est de constater que si le régime assure à chaque fois sa survie et son avenir, ce n'est pas le cas pour ceux du pays. S. R.

CINQUANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE

L'ÉLITE POLITIQUE ALGÉRIENNE LIQUIDÉE APRÈS L'INDÉPENDANCE

Les assassinats politiques, des crimes à élucider

Par Madjid Makedhi

Nous venons d'enterrer le premier président de l'Algérie indépendante, le président Ben Bella. Et ce n'est qu'ici que j'ai appris que la plupart d'entre vous ne le connaissent même pas. Qui sont Krim, Abane, Zighoud, Ben Boulaid ? C'est inadmissible de ne pas connaître ces grands dirigeants (...) C'est grave de ne pas connaître Amirouche, Si El Haouès et tous les autres. Tout cela n'est pas de votre faute, mais bel et bien de celle de notre génération qui n'a pas su faire connaître l'histoire de ce pays aux jeunes générations. Cette déclaration du président Bouteflika faite en 2011, à Sétif, à l'occasion la commémoration des massacres du 8 Mai 1945, sont comme un aveu.

Une reconnaissance du black-out officiel sur l'histoire de l'Algérie qui dure, et ce, depuis l'indépendance. La véritable histoire nationale demeure toujours ignorée par l'opinion nationale, en particulier chez les nouvelles générations, ainsi que les faits qui se sont produits juste après l'indépendance. Les assassinats politiques, dont ont été victimes de nombreux leaders de la guerre de Libération nationale, restent encore un tabou qui ne sera pas brisé à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance. La vérité sur ces actes ignobles, qui ont permis l'élimination physique d'un certain nombre d'adversaires politiques aux tenants du pouvoir, ne sera peut-être pas connue. Les exécutions extrajudiciaires de ces chefs historiques de la révolution algérienne restent impunies. Pis encore, l'Algérie officielle garde le secret sur les liquidations physiques d'hommes politiques qui auraient pu faire sortir le pays de l'impasse dans laquelle il se trouve



Colonel Chaâbani Mohamed



Krim Belkacem



Abane Ramdane



Ali Mecili

PHOTOS : D. R.

depuis 1962. Combien d'Algériens savent, aujourd'hui, que des hommes, qui ont été de véritables chefs politiques et militaires durant la révolution, ont été exécutés par leurs «frères» quelques années seulement après avoir chassé le colonialisme ? Le système éducatif national et les médias publics ont imposé une histoire à sens unique. Le système FLN, parti unique jusqu'en 1989, a toujours banni et frappé d'ostracisme tout ceux qui ont refusé le «détournement du fleuve de la révolution».

LA CHASSE AUX SORCIÈRES : DE CHAÂBANI À ALI MECILI

Outre l'emprisonnement et l'exil, les tenants du pouvoir ont également fait des assassinats politiques un mode de gouvernance. Un moyen pour régner sans être gênés par des personnalités plus légitimes et plus reconnues. Les premières exécutions ont été enregistrées dès les premières années de l'indépendance. Le colonel Mohamed Chaâbani, chef de la Wilaya VI (Grand Sahara), est le premier à faire les frais de cette entreprise diabolique. Accusé «de tentative de sécession et

de trahison», le jeune colonel fut exécuté en septembre 1964. Son cas suscite, jusqu'à aujourd'hui, la polémique. Qui a ordonné son exécution ? On n'arrive toujours pas à connaître la vérité sur cette affaire, au même titre que celles des autres chefs de la révolution exécutés sous le régime de Boumediène. Mohamed Khider, qui s'était opposé au coup d'Etat du 19 juin 1965, a été exécuté à Madrid (Espagne), le 4 janvier 1967. Son assassin, affirme Hocine Ait Ahmed, est Youssef Dakhmouche qui était l'homme de main de Boumediène et ses services. Les assassinats politiques ont été commis de diverses manières. En décembre 1967, le colonel Saïd Abid a été déclaré «suicidé» dans son quartier général de Blida. La chasse aux opposants menée par le régime de Boumediène se poursuivra. En avril 1969, le tribunal d'exception, la Cour dite «révolutionnaire» d'Oran prononce un jugement ubuesque contre le négociateur en chef des accords d'Evian, Krim Belkacem : condamnation à mort. La sentence fut exécutée en octobre 1970. L'homme a été suivi jusqu'en Allemagne où il s'était exilé. Il a été étranglé dans sa cham-

bre à l'hôtel Intercontinental de Francfort. Quatre ans plus tard, c'est au tour de Ahmed Medeghri, ministre de l'Intérieur et fondateur de l'École nationale d'administration, d'être liquidé chez lui à El Biar. Mais la version officielle évoque «un décès accidentel». Tout simplement, une histoire à dormir debout. La chasse aux sorcières ne s'est pas arrêtée après la mort de Boumediène en 1978. Du même pedigree, ses héritiers achèvent la besogne du chef. Ils n'ont pas raté l'opposant, Ali André Mecili assassiné dans le hall de son immeuble à Paris, le 7 avril 1987. L'assassin est connu : Abdelmalek Amellou, arrêté en France avant d'être rapatrié en Algérie où il n'a jamais été inquérité. Les raisons d'Etat ont primé sur le droit. Ceux qui l'ont chargé d'accomplir ce forfait sont également connus. L'arrestation, en 2008, en France du diplomate algérien, Mohamed Ziane Hasseni avait, rappelons-le, remis au devant de la scène l'affaire Mecili. Mais elle est vite éclipse à nouveau... Cinquante ans après l'indépendance, l'Algérie officielle refuse de reconnaître ce sinistre bilan comme une première étape vers la catharsis.

M. M.

L'ÉCOLE ALGÉRIENNE, 50 ANS APRÈS L'INDÉPENDANCE

Le naufrage

Par Fatima Arab

En qualifiant les diplômés, issus de l'école algérienne, «d'illétrés trilingues», «surtout pour les moins de 40 ans», les diplomates américains viennent d'asséner une des plus dures critiques aux «réalisations de l'école algérienne après l'indépendance», bien que cette critique n'ait jamais été dressée de manière officielle.

C'est surtout grâce à un câble de Wikileaks que l'on sait ce que l'on pense réellement de notre école. Le système scolaire, qui a toujours évolué au gré des conjonctures politiques, est aujourd'hui en proie aux expérimentations les plus farfelues. L'obsession de réalisation des chiffres les plus fantaisistes en matière de réussite et la sujétion au discours idéologiques au détriment de la qualité de l'apprentissage des matières sont devenues les moyens «les plus sûrs» pour s'assurer une pérennité et une plus grande force de nuisance. Le malheur de l'école a commencé, de l'avis des intervenants, le jour où l'on a décidé de procéder à une arabisation totale de l'enseignement. C'est sous le règne de Boumediène que l'arabisation des matières d'enseignement a été décrétée. Le deuxième président de l'Algérie indépendante a décidé d'arabiser, matière par matière, au primaire et au moyen. En 1966, l'enseignement secondaire a été ciblé par une arabisation graduelle des matières jusqu'à l'aboutissement d'une «version totalement arabe» du baccalauréat.

ON EFFACE TOUT ET ON ARABISE

Le français, qui était langue d'enseignement et d'apprentissage, est devenue une matière inculquée à partir de la quatrième année primaire, avec un volume horaire nettement plus bas que celui réservé à l'arabe. Si Boumediène voulait, en façade, appliquer la notion d'indépendance avec la langue du colonisateur, le français, et réhabiliter ainsi la seule langue «nationale et officielle» d'avant 1830,

en réalité, Boumediène agissait dans la marge des manoeuvres exigées dans la lutte des clans au pouvoir. Le «clan pro-arabiste, issu du courant traditionaliste qui s'opposait aux modernistes, pratiquait sa totale emprise sur le «projet de société» de Boumediène qui devait s'assurer une assise sans faille au sommet de l'Etat. Les premiers bilans du travail des commissions et les décrets ayant permis cette déferlante arabisation étaient catastrophiques : les premiers bacheliers totalement arabisés étaient confrontés «au système francophone maintenu dans l'enseignement supérieur. Et ce fut le drame pour des milliers de bacheliers», témoigne-on encore.

Et ce n'était pas tout. L'Algérie, qui venait de sortir d'une longue nuit coloniale, manquait affreusement d'enseignants. Et pour appliquer sa politique arabisante, c'est chez les pays «frères» comme la Syrie, l'Égypte ou encore l'Irak, où le mouvement des frères musulmans avaient leurs bases militantes, que les décideurs algériens ont trouvé des gisements propices au recrutement massif des enseignants pour l'application de leur politique. Cela a permis, plus tard, à la déferlante islamiste de trouver un terrain propice pour le recrutement des effectifs et de tenter une «islamisation» tous azimuts, au lendemain de la proclamation de l'ouverture politique, fin des années 1980.

L'arabisation a permis à Boumediène de s'assurer la «sympathie» indéfectible du courant islamiste et conservateur, mais aussi de tuer toute forme de revendication à caractère linguistique ou identitaire. Le concept a complètement été ignoré. La censure, à l'école de tout ce qui pouvait porter atteinte à cette politique, ou de faire la promotion de l'identité et de la langue berbères, n'a jamais été aussi efficace pour le système qu'à fausser l'histoire, en amputant les manuels scolaires des chapitres de l'histoire du pays et des civilisations l'ayant marqué. Les enseignants et autres cadres du secteur n'hésitent pas à pointer cette politique arabisante d'être derrière la vague obscurantiste qui a menacé, des décennies après, la République tant chantée.

Les premières tentatives de réformes engagées au milieu des années 1970, par le même président, sont vouées à l'échec.

Mostafa Lacheraf, connu pour ses thèses hostiles à l'arabisation, et engagé pour remédier aux conséquences de cette politique, a commencé à peine à placer les premiers outils du bilinguisme. Avec le décès de Boumediène, son successeur, Chadli Bendjedid, a enterré ce projet, plongeant l'école et plusieurs générations d'Algériens dans un long cauchemar.

LA RÉFORME, ET LA RÉFORME DE LA RÉFORME

Et ce ne sont pas les tentatives de M. Benbouzid qui vont réaliser le réveil. Des commissions, il y en a eu beaucoup. Le ministre, qui fait exploiter de longévité à la tête de ce secteur, n'a pas lésiné sur les réformes budgétaires. On tente d'abord une promotion du français, comme l'a recommandé la commission Benzaghout, mais, cette option est abandonnée une année après son application. La pression est telle, que ce projet a vite été enterré. Pas question donc de rompre avec les outils chers aux idéologues.

Les coefficients de l'arabe et les sciences islamiques sont revus à la hausse dans certains paliers, au détriment de ceux des langues étrangères et des sciences.

Longtemps marginalisées, les mathématiques et les langues étrangères sont «la bête noire» des élèves dont les notes sont «catastrophiques» dans ces matières, selon les derniers bilans d'associations de parents d'élèves qui s'alarment des taux d'élèves n'arrivant pas à y obtenir la moyenne.

Aux yeux des enseignants, ce sont les programmes qu'il faut revoir. Les syndicats sont également unanimes et contestent la démarche du ministre basée sur les chiffres et refusant de faire une critique des contenus didactiques et de l'impact sur chaque élève en fin de cursus. «Ces élèves qui obtiennent des brevets avec des taux fictifs savent-ils tous lire et écrire ?», s'interrogent les spécialistes les plus sceptiques. «Une réforme de la réforme n'est elle pas nécessaire pour sauver l'école ?» Benbouzid, quant à lui, trouve satisfaction des taux d'accès à la scolarité (98% des enfants) et des taux de réussite au bac, jamais «atteints avant la réforme». Réalisations, échecs, nous n'en sommes pas encore arrivés à ce débat.

F. A.

LAHOUARI ADDI. Professeur de sociologie politique

«L'Algérie est le seul pays au monde où le pouvoir est caché, clandestin»

Propos recueillis par
Mohand Aziri

Ma question traite d'architecture. Architecture du «pouvoir» algérien, s'entend. Un demi-siècle après l'indépendance, la «question» du pouvoir, sa carte d'identité, son adresse (IP), son mode de sélection (de reproduction), sa logique, ses références, sa légitimité, hantent l'imaginaire collectif, demeurent un mystère pour nombre d'Algériens. «Qui est le pouvoir ?», est probablement la question de ce cinquantenaire. «Toufik», les «généraux», le «cabinet noir», les «décideurs», la «junte militaire», le «DRS», «la Présidence», les «lobbys», la «mafia politico financière»... le «pouvoir», se fait appeler (traiter) de tous les noms, mais refuse toujours de désigner son centre de gravité, de s'assumer publiquement. Vous, vous avez beaucoup écrit sur le système politique algérien, pouvez-vous dire où se situe le pouvoir et qui l'exerce ?

C'est une question récurrente en Algérie et le fait qu'elle soit posée publiquement indique que les Algériens ont le sentiment que le président de la République n'a pas le pouvoir que lui confère la Constitution. En tant que sociologue, je vous réponds non pas par des informations mais par une analyse.

Le système politique algérien a une histoire d'où il tire sa rationalité. Pour savoir où se situe le pouvoir, il faut analyser ce système politique et se demander qu'est-ce que le pouvoir ? Commençons par cette dernière question. Le pouvoir est un organe que se donne toute collectivité humaine pour faire face à un éventuel ennemi extérieur ou à une menace de désordre intérieur (fitna). Pour conjurer ces deux défis et avoir de l'autorité, le pouvoir a besoin d'une légitimité sans laquelle les membres de la collectivité ne lui obéiraient pas. Dans le passé, la légitimité était extérieure au groupe et se cristallisait dans un garant méta-social pour reprendre le concept du sociologue Alain Touraine. En un mot, le pouvoir provenait de Dieu et était sacré. Ce sont les chorfas (descendants du Prophète) ou les «mrabtime» qui avaient la légitimité pour exercer le pouvoir dans la société traditionnelle algérienne.

A la différence du Maroc, et pour des raisons historiques, le pouvoir en Algérie aujourd'hui ne procède plus de cette légitimité traditionnelle. Dans l'ALN, il y avait des officiers qui avaient comme subalternes des maquisards issus de familles chorfas ou maraboutiques. L'ALN a modernisé la conception de l'autorité en Algérie. Mais à l'indépendance, la légitimité historique a prévalu, ce qui a re-sacralisé le pouvoir non pas en référence aux chorfas mais en référence aux martyrs.

La source du pouvoir en Algérie, ce sont les martyrs sur lesquels l'armée a le monopole. Ce n'est pas en soi une aberration si l'armée s'était peu à peu retirée pour aider à l'établissement de l'Etat de droit. Malheureusement, ce n'est pas le cas et le système politique semble figé dans le modèle où l'armée détient la légitimité et délègue l'autorité à des civils qu'elle charge de diriger l'administration gouvernementale. Or, les civils, que l'armée attire comme des mouches, sont souvent des opportunistes à la recherche de privilèges, d'où cette incapacité de l'Etat et cette corruption devenue endémique.

Etant source de pouvoir, l'armée est impliquée dans le champ politique sans qu'elle le reconnaisse officiellement. Elle a un parti qui dispose de tous les moyens de l'Etat et qui surveille son personnel et ce qui le menace. Ce parti c'est le DRS qui est à l'origine un service d'espionnage et de contre-espionnage détourné de sa mission première. Pour le militaire algérien, la politique c'est de l'espionnage et du contre-espionnage. Le DRS a été détourné de sa vocation qui est la défense et la sécurité du pays contre



PHOTO : B. SOUHLI

l'ennemi étranger. Il a été transformé en police politique qui défend les intérêts du régime et de son personnel, surveillant l'opposition, les syndicats, les journalistes, etc. Il contrôle le champ politique et les corps intermédiaires par la légalité administrative, par la répression, quand c'est nécessaire, et aussi par la corruption. Celui qui détient cet instrument tentaculaire exerce le pouvoir réel en Algérie. Mais ce pouvoir n'est pas

« La source du pouvoir en Algérie, ce sont les martyrs sur lesquels l'armée a le monopole. Ce n'est pas en soi une aberration si l'armée s'était peu à peu retirée pour aider à l'établissement de l'Etat de droit. Malheureusement, ce n'est pas le cas et le système politique semble figé dans le modèle où l'armée détient la légitimité et délègue l'autorité à des civils qu'elle charge de diriger l'administration gouvernementale. »

constitutionnel, il est même illégal aux yeux de la Constitution. Cela favorise la formation de clans au sein de la hiérarchie militaire et aussi des clans dans le DRS.

Forcément, puisque c'est un parti politique, il y a alors des tendances. Les fonctionnaires du DRS sont des Algériens comme les autres et ils ont leurs propres opinions politiques. Il y a parmi eux des démocrates, des islamistes, des laïques, des libéraux, des berberistes et aussi des opportunistes. Des courants politiques apparaissent et forment des clans qui se concurrencent dans les limites de la sauvegarde du régime. Il n'y a pas

un leader qui émerge, un homme qui s'impose à tous, d'où l'anarchie au sommet de l'Etat. C'est pourquoi, cette question (qui détient le pouvoir ?) est récurrente. Même le général Médiène dit Tewfik n'a pas l'intégralité du pouvoir. Il s'adapte au rapport de force entre les clans, et c'est ce qui explique sa longévité. Est-ce que Bouteflika a du pouvoir ? Il a des capacités de nuisance et sollicite les appuis de clans contre d'autres. Parfois, il joue au chat et à la souris avec les généraux, mais sur les questions de souveraineté, il ne décide pas. En politique, ou bien le chef a du pouvoir ou bien il ne l'a pas. Il n'existe pas de situation de ¾ de chef. Machiavel a produit des réflexions indépassables sur ce sujet.

Cet écran de fumée permanent, entretenu autour des centres de pouvoir est-il dû au culte du secret, hérité d'un mouvement national aux pratiques martiales, travaillé qu'il est par des décennies de clandestinité. Où est-ce juste l'expression d'un fonctionnement calqué sur le modèle de la mafia et où l'opacité, le cloisonnement, l'omerta sont des règles de survie ?

Elle provient de l'histoire qui a fait que l'Algérie a créé une armée qui a créé un Etat. L'armée a une légitimité qui provient de l'histoire. Il faut rappeler que le courant qui a détruit l'Etat colonial, c'est le PPA-MTLD, devenu FLN en 1954. Or, ce courant avait deux organisations depuis 1947 : l'une légale, participant aux élections (MTLD) et l'autre clandestine (PPA ou OS) subissant les rigueurs de la répression de la police coloniale. Ce sont les clandestins de l'OS qui avaient la légitimité : Aït Ahmed, Ben Bella, Boudiaf... Cette division ne disparaît pas avec la guerre de libération et se renforce avec l'opposition entre civils et militaires et ensuite GPRA et état-major de l'ALN. A l'indépendance, ce sont les militaires qui prennent le pouvoir et le schéma se remet en place avec l'opposition Ben Bella/Boumediène. Après 1965, Boumediène fusionne les pouvoirs réel et formel dans sa personne. Kasdi Merbah ne contrôlait pas Boumediène. A

la mort de celui-ci, le colonel Chadli Bendjedid est désigné, et les militaires ont essayé d'institutionnaliser le pouvoir et d'obéir à la Constitution dans le cadre du système du parti unique.

Le Conseil de la révolution a été dissous et Chadli voulait être «un président normal». Mais les réformes qu'il a engagées avec Hamrouche après 1988 n'étaient pas soutenues par l'armée et celle-ci lui a demandé de se retirer en janvier 1992 pour annuler les élections législatives. Le système est retombé dans son défaut originel et, depuis, la hiérarchie militaire a montré qu'elle détient la légitimité politique sans le cacher. C'est elle qui décide sur les questions de souveraineté. C'est Boudiaf qui, le premier, a utilisé le mot «décideurs» pour désigner les généraux qui l'ont investi chef d'Etat. Ce sont les décideurs qui ont décidé de nommer Bouteflika. Les décideurs sont quelques généraux politiques dont nous ne connaissons ni le nombre ni les noms. Ils se concertent clandestinement et décident sur les grandes questions. L'Algérie est le seul pays au monde où le pouvoir est caché, clandestin. C'est là la cause profonde de la crise multiforme de la société algérienne dont l'Etat est dirigé par des anonymes qui se cachent derrière la tenue de l'armée. L'Etat algérien souffre du syndrome de l'OS, et les militaires ont besoin d'évoluer pour aider à la construction de l'Etat de droit. Ils doivent comprendre qu'une armée est plus forte et mieux intégrée à la communauté nationale lorsque les institutions sont légitimes. Pour changer cette situation, le DRS doit revenir à sa vocation : être un service d'espionnage et non une police politique. Pour cela, ses fonctionnaires doivent cesser de se prendre pour les militants de l'OS. Marx dit que lorsque l'histoire se répète, la première fois, elle est tragique, et la seconde fois, elle est tragi-comique. Si le DRS revient à sa fonction première, la corruption diminuera de moitié en Algérie.

M.A.

* Dernier ouvrage : Algérie : chroniques d'une expérience de modernisation postcoloniale, éditions Barzakh, Alger, 2012

QUI EST LE POUVOIR ?

La grande énigme du cinquantenaire

Par Mohand Aziri

Indépendance Day. Le jour J. 50 balais de l'indépendance plus loin. Chawki Amari slalome encore entre le Point G et le Point Zéro, perdu au beau milieu d'une question de salut national «*Qui est le pouvoir ?*», question pour cinquantenaire. Ce secret, le mieux gardé de la jeune République méopausée. Un demi-siècle de fausses couches et d'avortements forcés. Le chroniqueur, géologue, auteur du *Faiseur de trous* dans le trou et autre bonnes nouvelles pour indigènes de la République est frustré de ne pouvoir «aider» les émeutiers à faire une révolution «sérieuse», en leur indiquant l'adresse exacte du pouvoir, «pour qu'ils ne s'en prennent pas inutilement aux pauvres pneus et/ou aux bureaux de poste, mairies et autres centres de santé». «Du pouvoir, dit-il l'air catastrophé, je n'ai que les coordonnées GPS du DRS à Ben Aknoun, de la Présidence à El Mouradia, des Tagarins, des lobbys d'importation.» Autant dire trop peu d'éléments ou seulement quelques rumeurs profondes. «Je te conseille un spéléologue, il te sera infiniment peut-être plus utile !»

Mais où diable le trouver ? Les spéléologues ne courent pas les rues, évitent les caves et sous-sol infestés de barbouzes et où les Bachir Hadj Ali ont vu naître les suppliciés, grandir l'arbitraire. Alors un sociologue, qui plus est un opposant «kitukiste» convaincu, peut-il faire l'affaire ? Le Dr Lahouari Addi, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de l'université de Lyon : «En tant que sociologue, je vous réponds non pas par des informations mais par une analyse, prévient-il d'emblée : les décideurs sont quelques généraux politiques dont nous ne connaissons ni le nombre ni les noms. Ils se concertent clandestinement et décident des grandes questions.» En l'espèce, l'Algérie est un «cas unique». «C'est le seul pays au monde, observe l'universitaire, où le pouvoir est caché, clandestin !». C'est là, explique-t-il, la cause profonde de la crise multifforme de la société algérienne, à savoir que «l'Etat est dirigé par d'illustres anonymes, qui se cachent derrière la tenue de l'armée». L'Etat algérien souffre, selon lui, du «syndrome de l'OS», le

culte du secret, le cloisonnement, de lointains atavismes qui font que jusqu'à aujourd'hui, les fonctionnaires du DRS «se prennent toujours pour les militants de l'OS». Le premier à avoir utilisé le mot «décideurs», rappelle le sociologue, c'est le président Boudiaf (Mohamed). Le 29 juin 1992, des Algériens ont «tué le père». L'architecte du 1^{er} Novembre 1954, assassiné par des «frères» de «l'acte isolé», alias les Boumaraâfi, est aussi le premier à évoquer publiquement l'existence de la «mafia politico-financière». Si Lahouari Addi ne dispose pas de plus amples informations sur l'adresse IP du pouvoir – ses «boîtes noires» disparaissent une à une, sans laisser de traces –, il connaît toutefois sa «source» : «La source du pouvoir en Algérie ce sont les martyrs sur lesquels l'armée a le monopole (lire entretien)», souligne le professeur.

ABDERRAHMANE HADJ NACER : «CE QUE LE POUVOIR A DE JANISSAIRE...»

Ancien gouverneur de la Banque centrale d'Algérie (1989-1992), Abderrahmane Hadj Nacer met au défi «quiconque de désigner, cinquante ans après l'indépendance, où se trouve le centre du pouvoir. L'auteur de *La Martingale algérienne* est un homme surbooké. Même le Mouloudia d'Alger sollicite l'expertise du grand banquier du M'zab, directeur, par ailleurs, d'IMBank-International Maghreb. Pas moyen de décrocher rendez-vous avec celui qui tenait les «caisses» du pouvoir (ou de l'Etat), et qui dit ignorer presque tout de lui. «C'est un collègue autodésigné et dont la composition n'est pas figée», écrit l'ancien gouverneur de la BCA. «Le pouvoir n'est ni l'état-major, ni à la Présidence, ni le DRS. On a affaire à un ensemble flou, ce qui est à la fois une force et une faiblesse.» L'incapacité (du pouvoir) à se construire autour d'une «conscience de classe», explique, selon lui, le fait qu'il «se suicide en permanence. Sans le savoir». Pour Hadj Nacer, le pouvoir algérien a hérité de trois matrices, dont il n'a retenu que les aspects formels : la logique des janissaires, le jacobinisme à la française et le soviétisme ou centralisme décisionnel. «Des janissaires, il a retenu que le pouvoir ne maîtrise pas la population, que le pouvoir est à la portée du plus fort, du plus violent et que la seule régulation de mise est la matraque. Du jacobinisme, il a retenu une propension à faire d'Alger le centre

névréalgie d'un pouvoir sur tout le pays, refusant le dialogue avec les provinces, (...) ce «Bled Sibab» en Algérie qui vit et remet en cause l'autorité (...). Du soviétisme, il a emprunté l'idée d'une avant-garde autoproclamée qui s'est arrogé la charge de définir d'une façon théorique une organisation à laquelle la population devait se soumettre.»

COLONEL LOTFI : «QUE DEVIENDRA L'ALGÉRIE ENTRE LES MAINS DES COLONELS ?»

Le Caire, le 28 août 1957. Réunion du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) dans la capitale égyptienne. Les puissants colonels de l'ALN, Krim, Boussouf, Bentobbal, Boumediène, Ouamrane, jouaient sur du velours. Un an après le Congrès de la Soummam, ses principes doctrinaux : la «primauté de l'intérieur sur l'extérieur», du «politique sur le militaire» sont démantelés par les chefs militaires. Le fougueux Ahmed Bouda craint déjà au «coup d'Etat». Deux ans après, le 13 juin au Caire (réunion du CNRA), les colonels Boussouf, Bentobbal et Belkacem (Krim), leurs mains les «3 B», finiront par accaparer tous les leviers du pouvoir. «Que deviendra l'Algérie ?», s'interrogeait alors le colonel Lotfi, héros de la résistance, mort au combat, en 1960. Confidences recueillies par le président du Gouvernement provisoire (GPRA), Ferhat Abbas. «Notre Algérie va échouer, disait-il, entre les mains des colonels, autant dire des analphabètes.» «J'ai observé chez le plus grand nombre d'entre eux, ajoute-t-il sur un ton prémonitoire, une tendance aux méthodes fascistes. Ils rêvent tous d'être des «Sultans» au pouvoir absolu. Derrière leurs querelles (les 3B), j'aperçois un grave danger pour l'Algérie indépendante. Ils n'ont aucune notion de la démocratie, de la liberté, de l'égalité entre les citoyens. Ils conservent du commandement qu'ils exercent le goût du pouvoir et de l'autoritarisme.» 5 juillet 1962. Un quart d'heure avant la grande invasion de l'armée des frontières. C'est encore l'euphorie. Amar Bentoumi était en haut du Gouvernement général, sur le toit de l'immeuble compulsant 132 ans de colonialisme de peuplement et servant aujourd'hui, aux nouveaux maîtres de céans, de Palais du gouvernement. L'avocat titulaire du PPA-MTLD -Bentoumi a plaidé,

depuis 1947, dans pratiquement toutes les affaires impliquant le parti, puis les militants de l'OS démantelée, Abane, Ben Bella entre autres, puis est devenu avocat du FLN-, était accompagné de Mohamed Derouiche, des Cités musulmans, venus expressément de la cité de Rocher noir (Boumerdes) «parce qu'il voulait être le premier à planter le drapeau algérien» en haut de la citadelle imprenable.

ME AMAR BENTOUMI : «LE JOUR DU TRIOMPHE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES VIENDRA !»

Bentoumi raconte, ému : «Derrouiche a ramené avec lui un drapeau algérien. Pas plus grand que cette table (sa petite table de bureau) et a commencé à grimper au sommet du mât. On avait peur qu'il fasse une chute, tellement le mât était chancelant, il se balançait dans tous les sens. Il a tout de même réussi à attacher le drapeau : mais celui-ci était tellement petit et le bâtiment haut et le mât perché, qu'on ne le voyait pas d'en bas (rires). Quand il est redescendu, il a fondu en larmes, submergé par l'émotion. «Sois-en le témoin, me disait-il, je suis le premier à planter, ici, le drapeau algérien. Dans les rues, les villes et villages, c'était l'explosion de joie». Quelques heures avant, l'avocat était au siège du gouvernement, à Rocher noir, où la Commission centrale pour l'organisation du référendum, dont il était membre, délibérait et rendait public les résultats du référendum pour l'indépendance. Les Algériens avaient répondu par un «oui» massif. A Rocher noir, les Français avaient emporté leur drapeau et scié le mât qui le portait, raconte Me Bentoumi. Un demi-siècle de désillusions au loin, le militant nationaliste se dit encore «optimiste». «Même si la parole et la souveraineté du peuple algérien ont été usurpées, confisquées par ceux-là mêmes à qui il a fourni les armes, tôt ou tard, notre peuple verra se réaliser l'idéal de justice, assistera au triomphe (Manifeste) des libertés démocratiques.» Le rêve fou, le plus ancien du mouvement national, confisqué depuis par les «chasseurs de lumière».

M.A.

HICHAM ABOUD. ANCIEN CAPITAINE DES «SERVICES», JOURNALISTE, AUTEUR DE LA MAFFIA DES GÉNÉRAUX

«Saïd Bouteflika dirige le nouveau cabinet noir»

Propos recueillis par Mohand Aziri

Dans votre brûlot, sorti en 2002, vous faites une radioscopie du pouvoir algérien. Il était beaucoup question du cabinet noir, de l'équipe de onze généraux issus de l'armée française, qui par la terreur, le crime et la corruption, régnaient sans partage. Dix ans après, *La Mafia des généraux* est-elle toujours d'actualité ? Non, bien évidemment. Le système a complètement changé. Le cabinet noir, tel qu'il était à l'arrivée de Bouteflika, a disparu. Sa composante s'est entièrement désagrégée. Le maître d'œuvre, l'architecte, le général Larbi Belkheir n'est plus de ce monde. Et même avant sa mort, Belkheir était déjà out : il était ambassadeur au Maroc. Le général Lamari (le chef de l'armée jusqu'en 2005), qui autrefois bombait le torse et qui avait manigancé, en 2004, pour déloger le président Bouteflika, était réduit avant sa mort à faire des courbettes au président. Bouteflika n'a pas affronté, à proprement parlé, le cabinet noir : le président n'aime pas l'affrontement et d'ailleurs jusqu'en 2004, le Président Bouteflika a fait un mandat «à blanc», a partagé le pouvoir avec le cabinet noir. Ce sont les membres du cabinet eux-mêmes qui ont précipité leurs propres fins en se dressant contre sa candidature pour un deuxième mandat présidentiel et en sponsorisant Ali Benflis. Ils ont joué et se sont cassés les dents. Et puis, l'horloge biologique a parlé. Les autres membres du cabinet, par crainte de se faire laminer, font profil bas, espèrent rebondir après 2014 (la présidentielle). Toutefois, la disparition de l'ancien cabinet noir fait de généraux issus de l'armée française, a laissé place à un autre : un cabinet noir formé de civils.



PHOTO: H. NES

Avant c'était les militaires maintenant ce sont les civils qui sont dans le cabinet noir. Cela paraît bizarre, mais c'est aussi ça la vérité : Bouteflika tient tout en main, concentre tous les pouvoirs. Et naturellement, la personne la plus proche du président, son frère en l'occurrence, en tire les dividendes. L'omnipotence de Bouteflika est entre les mains de son frère. C'est Saïd Bouteflika qui est à la tête de ce cabinet, vient en seconde position Mohamed Reguab, secrétaire particulier du président Bouteflika, et Mohamed Meguedem, conseiller à la présidence, sans poste fixe, recommandé à la présidence par le général Belkheir. Depuis qu'il est à la

tête de ce cabinet, Saïd Bouteflika a créé une véritable classe d'hommes d'affaires. Et des milliardaires, il en a fait. Le plus souvent, Saïd Bouteflika passe par le secrétaire particulier pour placer et favoriser tel ou tel homme d'affaires à obtenir tel ou tel marché public. C'est comme ça que ça se passe. Les généraux d'aujourd'hui sont complètement effacés. Ce sont des hommes de la nouvelle génération, apolitiques et inconnus du grand public. Le mythe du général qui règle des affaires rien qu'en passant un coup de fil a vécu. En matière d'influence, ils sont désormais presque comme tous les Algériens lambda.

Curieusement vous ne faites pas état des «services». Ils ne sont plus dans le «coup» ?

J'y arrive. Le général Toufik (chef du DRS) faisait partie du cabinet noir. Le DRS a d'ailleurs été utilisé par le cabinet noir comme un instrument. C'est ce que je reproche d'ailleurs à ces «services». Aujourd'hui, parmi le groupe des décideurs, le général Toufik qui est resté en piste. On a fait du patron du DRS, le «maître absolu» de l'Algérie, le «faiseur de rois», mais le DRS n'est plus ce qu'il était, il y a dix ans. Le DRS, je le dis et répète : c'est du pipeau, un ballon de baudruche. Makan walou. Khouroutou. Quitte à froisser mes anciens collègues, le DRS n'a plus de pouvoir. D'abord, son chef ne cherche pas la confrontation avec le président, ce qui lui a valu d'être maintenu à son poste en 2004. Le général Toufik avait joué la carte de la «loyauté» devant le quateron de généraux qui voulait le remplacer par le SG du FLN, Benflis. Le général Toufik, les gens ne le savent pas, est excessivement légaliste. Ce n'est pas parce qu'il est un idéaliste, mais parce qu'il veut se protéger. **M.A.**

FIGURE D'ALGER

Jacques Chevallier pensait que l'Algérie pouvait devenir une nouvelle Californie

Mais qui était Jacques Chevallier, ce diable de constructeur ? En ce cinquantenaire de l'indépendance, un livre y répond. De lui, le président Ferhat Abbas aurait aimé faire un ministre, il ne sera en 1962 que l'un des responsables du port autonome d'Alger.

Lyon (France)
De notre correspondant

Constructeur tenace, l'ancien maire d'Alger, Jacques Chevallier, fonde en 1965, avec le ministre du Tourisme d'alors, une société pour le tourisme. Avec Pouillon, avec qui il avait changé le visage d'Alger, l'ex-édile participe à tracer des perspectives touristiques à l'Algérie, à Zéralda, Tipasa, Moretti...

Le rêve fit long feu, mais les murs restent. Parmi les dernières personnalités de l'ex-Algérie française dont la mémoire est parvenue jusqu'à nous, celle du dernier maire d'Alger, Jacques Chevallier, reste ainsi présente dans la mémoire des Algériens. Ne serait-ce que par son legs urbanistique de premier ordre : Diar Essaâda, Diar El Mahçoul. Quant à Climat de France, il reste pour toujours le quartier Chevallier. A ce jour pourtant, en France ou en Algérie, aucun livre n'était paru sur la vie de ce maire bâtisseur d'Alger, secrétaire à la Guerre de juin 1954 à février 1955, et pourtant libéral parmi les libéraux qui ne croyait plus à la fable de l'Algérie coloniale. José-Alain Fralon vient de combler ce manque avec Jacques Chevallier, l'homme qui voulait empêcher la guerre d'Algérie, paru dernièrement à Paris, chez Fayard. Chevallier prit la nationalité algérienne en 1962. Il sera enterré à Alger après sa mort en 1971. José-Alain Fralon nous en parle.

En cette veille du 5 juillet, cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie, évoquer la vie et l'œuvre de Jacques Chevallier, cela a-t-il un sens pour la mémoire de l'Algérie d'aujourd'hui ?

C'est immense la mémoire ! Certes, pour de jeunes Algériens, le nom de Chevallier ne signifie plus grand-chose. Encore que, à Alger, on parle encore de «quartier Chevallier», à Climat de France par exemple. Je pense toutefois que les Algériens peuvent être aussi intéressés par le



Photo datée de 1954 du maire d'Alger Jacques Chevallier en compagnie de paysans algériens.

débat qui opposait, du temps de la colonisation, les «libéraux» et les «ultras». L'historien ou le journaliste apporte sa pierre. Même si elle est minuscule, elle permet de construire, ou de reconstruire, le passé.

Sur quoi se fondait chez Jacques Chevallier la certitude que la politique coloniale était sans avenir ?

D'abord, sur une analyse humaine du «problème algérien». Il lui paraissait impossible de continuer à vivre dans un pays où existaient tant de discriminations entre les hommes. Ceux-ci, forcément, se révolteraient un jour. A cette approche humaniste, s'ajoute une démarche plus pragmatique. Parce que sa mère était américaine, parce qu'il était très proche des autorités de Washington - on prétendit même qu'il aurait inspiré le fameux discours de Kennedy, alors jeune sénateur, demandant la reconnaissance de la personnalité algérienne - Chevallier était très sensible à la politique «rooseveltienne» prônant la décolonisation. N'oublions pas non plus la phrase de

Messali Hadj : «Le néocolonialisme que représente Jacques Chevallier est plus intelligent que le colonialisme classique, c'est pourquoi il est aussi dangereux».

La personnalité de Jacques Chevallier est singulière. Proche d'abord de l'extrême-droite et des Croix de Feu, il se retrouve sous les feux de l'OAS. Comment est-ce possible de traverser ainsi l'histoire ?

Il n'est pas le seul à avoir changé du tout au tout. Encore que ce soit souvent le contraire qui se produise : des personnes commençant par l'extrême gauche pour finir très à droite, comme Soustelle. Pourquoi Jacques Chevallier a-t-il eu, au début des années cinquante, cette «révélation» ? Pour ma part, je continue à mettre en avant cette alliance entre humanisme et pragmatisme. Il faut dire que cela lui a beaucoup coûté. Il a été haï, hué, vilipendé par une majorité de pieds-noirs qui n'ont pas compris qu'il se battait aussi pour eux. **Jacques Chevallier a joué un rôle dans la tentative de trêve civile de 1956, puis lors de**

l'accord entre le FLN et l'OAS de juin 1962. Pourquoi cette position centrale de Chevallier ?

La tentative de trêve civile de 1956, c'est essentiellement Camus et ses amis. Même si Chevallier les a aidés. En revanche, il a joué un rôle fondamental lors des négociations entre le FLN et l'OAS. Sans doute parce que les dirigeants du FLN, de l'OAS mais aussi du gouvernement français pensaient, à juste titre, qu'il était le seul homme capable, par son itinéraire mais aussi son charisme et son désintéressement, de jouer les intermédiaires.

Il faut préciser qu'au sein de l'OAS, il était loin de faire l'unanimité. Si des gens comme Susini pensaient qu'il fallait faire appel à lui pour tenter de sauver les meubles, d'autres, partisans de la terre brûlée, continuaient et continuent encore à le vouer aux gémonies.

Votre livre est assez vague sur la trajectoire de Chevallier après 1962. Pourquoi ?

Vous avez raison. J'ai un peu «zappé» sur cette période. J'avais l'impression que c'était une autre histoire, une autre aventure. Et que l'enquête aurait été différente. Je parle toutefois de ses espoirs et de ses désillusions. Notamment pour lancer le tourisme en Algérie. A l'époque, il pensait que l'Algérie, ce pays qu'il aimait tant, pouvait devenir une nouvelle Californie.

Une question plus personnelle pour finir. Vous êtes né en Algérie, vous l'avez revue pour écrire ce livre. Comment regardez-vous l'Algérie en 2012 ?

En fait, je crois que je n'avais pas envie de me replonger dans une histoire qui nous a fait tous souffrir.

Et puis, dans la perspective du cinquantième anniversaire, j'ai pensé qu'il était injuste qu'un homme comme Chevallier soit absent de cette commémoration. D'où ce livre. Quant à votre question sur l'Algérie de 2012, il me faudrait un autre ouvrage pour y répondre. Je suis toujours frappé par la force qui se dégage de tous ces jeunes qui ont du cœur à revendre et qui ne trouvent pas les moyens d'utiliser leur formidable énergie.

Propos recueillis par Walid Mebarek

* Jacques Chevallier, l'homme qui voulait empêcher la guerre d'Algérie, Editions Fayard, juin 2012, Paris, 20 euros. Prochainement à Alger chez Casbah.

L'auteur, José-Alain Fralon, né à Constantine en 1945, a fait ses études secondaires à Alger. Journaliste au Monde, il a été successivement correspondant à Bruxelles, puis à Moscou avant d'intégrer le service des grands reporters.

Un épisode peu connu de la vie du chahid Soudani Boudjemâa

Après le hold-up de la poste d'Oran, et l'OS en partie démantelée, l'organisation a redéployé ses membres dans différentes régions du pays.

C'est ainsi que Soudani a d'abord brièvement séjourné à Boudouaou - village à l'est d'Alger - avant d'être orienté vers la ferme de la famille Roukhi (dit Chekouane), dirigée par un certain Roukhi Abderrahmane, militant de la cause nationale de la première heure au sein du PPA et martyr de la Révolution.

Pour éloigner les soupçons, Soudani Boudjemâa, passé dans la clandestinité, est engagé en tant qu'ouvrier agricole accompagné dans ses tâches quotidiennes par Roukhi Saïd, dit Moha Chekouane, avec qui il partageait le gîte et le couvert.

Il passa près de quatre années dans cette ferme

dotée d'une bergerie, où il travaillait à l'alimentation et l'entretien du bétail. Dès les premiers jours, son compagnon était surpris que Soudani ne se séparait jamais de son arme et lui tenait un discours militant et engagé pendant qu'ils ramassaient le foin dans les champs. Il posa la question à son frère, qui lui expliqua qu'il s'agissait d'un grand révolutionnaire et que par moments certains leaders de la Révolution viendraient se réunir avec lui dans la ferme.

Ces réunions étaient organisées sous le couvert de fêtes familiales avec force sacrifice de bétail et couscous que les femmes se chargeaient de préparer. Parmi les personnalités qui assistaient à ces réunions secrètes : Mohamed Boudiaf, Amar Ouamrane, Rabah Bitat, Bachir Boumaza, Ahmed Bouchib, Zoubir Bouadjadj et bien d'autres encore. Roukhi Saïd dit son mariage

(en 1951) à Soudani, lequel, pour mieux fixer son compagnon - virtuose de la flûte traditionnelle dans le groupe de Cheikh Bouras - qui s'absentait de temps à autre pour assurer des fêtes un peu partout, suggéra à la famille de lui fonder un foyer. Ce qui fut fait. Mon défunt père Roukhi Saïd nous a raconté, les larmes aux yeux, pour illustrer le sens de l'humilité et l'intelligence de Soudani, que pendant sa nuit de noces, Soudani s'est chargé de préparer et de servir humblement le thé pendant toute la soirée sans que les autorités locales, maire de St-Ferdinand et gendarmes compris, présents sur les lieux, ne se doutent de l'importante personnalité qu'il représentait et du dirigeant révolutionnaire qu'il était !

A l'approche du 1^{er} Novembre 1954, Soudani Boudjemâa s'installa à Bouinan, dans la Mitidja avec pour tâche d'assurer la coordination des

premières actions armées du soulèvement.

Ainsi a pris fin le long séjour de Soudani à St-Ferdinand, aujourd'hui Soudania en référence à cet épisode inconnu de sa vie.

Roukhi Abderrahmane est mort au combat avec le grade de commandant dans les montagnes de l'Atlas blidéen, selon certains témoignages dont celui de Zoubir Bouadjadj.

Quant à Roukhi Saïd, membre actif de l'OCFLN, il est décédé en 1997 dans la stricte simplicité sans jamais revendiquer droit, honneur ou reconnaissance.

P.S : La ferme en question existe toujours dans son architecture de l'époque et mériterait d'être érigée comme site historique (en particulier sa grande étable qui abritait les importantes réunions).

Abderrahmane Roukhi
Fils de Roukhi Saïd, dit Moha Chekouane

Du syndicat révolutionnaire au syndicat autonome en passant par le syndicat maison

Par Nabila Amir

Le 24 février 1956 naquit l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). La création de cette organisation syndicale en pleine guerre de libération avait pour objectif principal de mobiliser les travailleurs pour lutter contre le colonialisme et son injustice.

Le Mouvement syndical algérien était composé, à l'époque, de militants aguerris par une longue expérience de combats menés sur les lieux de travail et au sein de la société contre les formes insidieuses ou manifestes d'exclusion, de discrimination et d'exploitation. Ce mouvement devait faire face à la question de son implication dans la révolution déclenchée le 1^{er} novembre 1954. Auprès des dirigeants éminents de la révolution et principalement de Abane Ramdane, Aïssat Idir, qui avaient déjà un parcours prestigieux dans le Mouvement syndical algérien, les adhérents à ce mouvement ont pris conscience de l'importance stratégique que pouvait représenter l'unité et la cohésion des travailleurs dans le mouvement de libération. La décision a donc été prise de parer à cette situation en prenant en considération le plan stratégique d'unification des forces. C'est dans ce contexte que l'UGTA est née. D'aucuns estiment que Aïssat Idir a joué un rôle éminent dans la préparation et la création de l'UGTA. Selon le témoignage des syndicalistes, Aïssat Idir collaborait à la rédaction des journaux clandestins du PPA et avait dirigé la commission centrale ouvrière de 1947 à 1957. Les dirigeants de la révolution ont bien accueilli sa venue en tant que leader du mouvement syndical. A cela, s'ajoute la création d'une publication propre à l'UGTA qui s'appellera *L'Ouvrier algérien*. C'est dans le premier numéro que seront définis les axes stratégiques du programme de l'UGTA qui restent encore d'actualité, à savoir : donner à la lutte ouvrière de notre pays une orientation stratégique conforme à ses aspirations, c'est-à-dire une révolution dans les domaines politique, économique et social, forger une conscience ouvrière qui rend les travailleurs aptes à lutter contre tous les exploitateurs sans distinction aucune, bannir toute discrimination dans la défense de la classe ouvrière, orienter la lutte des travailleurs pour arracher de meilleures conditions de vie et le plein emploi. Sur le plan international, l'UGTA fait connaître au monde, à travers le Bureau international du travail (BIT), l'ONU et les autres centrales syndicales, la représentativité et la vitalité du syndicalisme algérien. Après l'indépendance et durant les années 1990, l'UGTA change de cap. D'aucuns considèrent le 8^e Congrès tenu en juin 1990 comme un tournant décisif dans l'histoire de la centrale syndicale, dans la mesure où, à l'unanimité, les participants aux assises ont décidé de rompre avec toutes les tutelles, quelles qu'elles soient et d'où qu'elles viennent. Ce congrès a contribué à renforcer la volonté des syndicalistes de marquer, pour plus d'efficacité, leur distance à l'égard du pouvoir politique. Cette «libération» de l'organisation syndicale se traduit rapidement sur le terrain des luttes sociales et économiques. Ainsi, en réponse au mot d'ordre lancé par la direction issue du 8^e Congrès, un mouvement de grève fut déclenché les 12 et 13 mars 1991, suivi à plus de 90% dans toutes les branches d'activités. Le gouvernement a considéré cette action revendicative de l'UGTA comme étant une tentative de déstabilisation du pouvoir. Selon les animateurs de cette manifestation, cette partie de bras de fer fut à l'avantage de l'UGTA, puisque dès début avril s'engagèrent des négociations entre le gouvernement Hamrouche et la délégation syndicale, conduite par Abdelhak Benhamouda. Des acquis ont été arrachés. Faut-il rappeler que Benhamouda est arrivé à la tête de l'UGTA dans un contexte de crise économique. Il s'est fortement impliqué dans la défense des fondements républicains de l'Etat, aux prises à partir de 1991, avec la menace destabilisatrice du



Abdelmadjid Sidi Saïd



Abdelhak Benhamouda



Redouane Osmane



Lyès Merabet

mouvement islamiste. L'Algérie était meurtrie par les massacres perpétrés par les groupes armés. Aujourd'hui, les dirigeants de la centrale estiment que «l'UGTA reste l'organisation qui a su conserver la clarté de ses options, sa capacité mobilisatrice et son pouvoir de proposition». Par pragmatisme, la centrale, explique ses dirigeants, privilégie les démarches qui visent à amoindrir les effets destructeurs de certaines politiques, en proposant des alternatives au bénéfice des travailleurs et travailleurs algériens. Pour les militants syndicaux de l'UGTA, le parcours historique de leur organisation et l'expérience des quinze dernières années les renforcent dans cette certitude que les lois du marché ne sont nullement une finalité et que seule la solidarité humaine est, pour les travailleurs, l'ultime mesure du progrès de leur société. Dans ce sillage, le patron de l'UGTA, Sidi Saïd, se dit «fier du parcours de la centrale et le travail de ses militants». Il refuse toutefois de répondre aux personnes qui qualifient l'UGTA d'un syndicat maison, arguant que ces accusations relèvent d'un bas niveau. Pour Sidi Saïd, le syndicalisme, ne se limite pas à faire des grèves, mais le syndicalisme c'est avant tout l'instauration d'un dialogue. Seulement, aujourd'hui, beaucoup de syndicalistes se sont démarqués de l'UGTA et ont créé leurs propres organisations. Ils se disent insatisfaits du rôle de la centrale et ne se reconnaissent plus dans cet organisme. Certains vont même jusqu'à l'accuser d'être à la solde du pouvoir.

LES SYNDICALISTES AUTONOMES DÉPLORENT

Meriane Meziane, coordinatrice nationale autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique (SNAPEST) et Lyès Merabet, porte-parole du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), font une rétrospective du rôle et de la mission de l'UGTA et dressent par là même un tableau très critique. Le premier est persuadé qu'après l'indépendance de notre pays, le problème du multipartisme et du multisindicalisme s'est posé d'une façon accrue et les premiers à en faire les frais sont l'UGTA et

organisations, n'est, chez nous, que subterfuge», déplorent les organisations autonomes. Dans les autres pays, souligne-t-on, l'élargissement de la revendication des objectifs sociaux aux objectifs économiques et l'importance prise par les conditions de travail et la qualité de la vie ont conduit leur gouvernement à appeler les syndicats à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique économique et sociale.

L'UGTA DOIT REVOIR SES POSITIONS

Ils le font non seulement par la négociation collective mais aussi en recherchant une participation aux décisions et au niveau des relations de travail entre administration et salariés, la liberté d'appartenance et l'activité syndicale constituent la pierre angulaire de l'exercice concret du droit syndical. «Chez nous, ces notions ne sont que théoriques, étant donné que le fonctionnaire, placé en situation de subordination juridique ne bénéficie pas de garanties contre toutes les discriminations», déplore M. Meriane. Est-il normal, s'interrogent les entités autonomes, qu'une grille de salaires soit élaborée et le code de travail se finalise sans l'apport des syndicats autonomes, sans omettre l'adoption arbitraire de la nouvelle grille des salaires de la Fonction publique qui continue de susciter l'ire jusqu'à aujourd'hui des fonctionnaires. Cette situation a poussé les syndicats autonomes à s'organiser. Ils ont pu, à cet effet, créer en septembre 2007 la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique, qui a regroupé pas moins de 14 syndicats autonomes actifs au sein de la Fonction publique. Mais le recours à l'arsenal juridique et les ponctions sur les salaires des fonctionnaires, lors des protestations, rendent l'activité syndicale congrue à zéro. «La persécution, la marginalisation de ces syndicats autonomes et la destruction de tout mouvement social a conduit à un désert culturel et politique, qui engendre l'impréparation de la classe politique et syndicale à l'évolution pour présenter une alternative», dénoncent certains responsables de syndicats autonomes, qui mènent une lutte acharnée pour l'amélioration du pouvoir d'achat et les conditions socioprofessionnelles des fonctionnaires. Très virulent, Lyès Merabet, premier responsable du (SNPSP), pense que la faillite de l'UGTA est dans son soutien indéfectible à toutes les démarches des gouvernements qui se sont succédé depuis les années 1980, pour organiser l'échec de la politique socio-économique dont l'Algérie subit les conséquences à ce jour. Cet échec, selon M. Merabet, a eu lieu avec la bénédiction de la centrale syndicale. «Accolé aux pouvoirs publics, le tissu industriel, fièrement construit dans les années 1970, a été anéanti et des milliers de postes de travail, dans différents secteurs, ont été sacrifiés, au grand bonheur de l'import-export et de l'économie informelle», explique-t-il. Ce dernier est persuadé que le pacte social et économique, le premier du genre en Algérie, signé entre partenaires de la tripartite, en 2005, a clairement enterré cette organisation syndicale par le choix en blanc laissé au gouvernement, qui proposait une nouvelle politique de restructuration industrielle, qui soumettait avec beaucoup de facilités nos entreprises aux investisseurs étrangers. A l'époque, selon M. Merabet, l'UGTA avait consenti au gel des salaires des travailleurs dans tous les secteurs pendant la période du pacte de cinq ans. La même centrale syndicale, de l'avis de notre interlocuteur, a cautionné la réforme de la loi portant statut général de la Fonction publique (publiée par ordonnance présidentielle en juillet 2006) et qui constitue une régression pour le fonctionnaire en termes de droit et de protection et qui a définitivement consacré la précarité de l'emploi dans le fonctionariat. «Aujourd'hui, nous prenons acte de la déclaration du Premier ministre, M. Ahmed Ouyahia, qui dit "assumer avec d'autres les mauvais choix économiques décidés au début années 1990", et nous disons que l'UGTA doit souscrire à cette démarche et remettre en cause ses positions afin de pouvoir espérer s'émanciper et reconquérir les cœurs et la confiance des travailleurs», observe M. Merabet. N.A.

COMMANDANT AZZEDINE. DERNIER SURVIVANT

«Le suicide collectif a été organisé par l'OAS et

Dernier membre vivant de l'état-major de l'ALN, membre du CNRA, le commandant Azzedine a vécu dans la douleur les derniers jours de la colonisation. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il revient sur la Zone autonome qu'il a reconstituée pour neutraliser les cellules de l'OAS, mais aussi sur les guerres fratricides qui ont éclaté à la veille de l'indépendance. Pour lui, toutes les tragédies qu'a vécues le pays depuis 1962 ont deux responsables : Ben Bella et Boumediene, que l'amour du pouvoir a pervertis...

Propos recueillis par
Salima Tlemçani

Entre le 19 mars, marquant le cessez-le-feu et le 5 juillet date de l'indépendance, l'Algérie a traversé une des périodes la plus difficiles. Comment l'avez-vous vécue ?

En 1961, j'étais à l'état-major de l'ALN et je suivais de près les massacres qui étaient commis contre la population algérienne. A l'époque, les négociations entre le FLN et le gouvernement français commençaient à être sérieuses et l'indépendance se dessinait à l'horizon. L'OAS (Organisation armée secrète) est entrée dans une stratégie de folie meurtrière qui n'avait aucune limite. Avec un groupe de valeureux combattants comme Omar Oussedik, Moussa Charef, que Dieu ait leur âme, Ali Lounici et Boualem Oussedik, ainsi que d'autres intellectuels qui devaient rentrer au pays, comme Zerdani, Toufik Bouatoura, et Harbi, mais qui ne l'ont pas fait, de répondre aux actions de l'OAS, il y avait Mustapha Lebli, Hamid Dali et Nached qui formaient l'aile militaire, et les autres qui constituaient l'aile politique. Nous avons pris contact avec Benyoucef Benkhedda, alors président du GPRA (Gouvernement provisoire de la république algérienne), pour l'informer de notre action et il a promis de nous aider. Il nous a mis en contact avec Hafid Kerramane, qui devait grâce à ses réseaux nous faire passer la frontière franco-suisse par train, puis rejoindre l'Algérie par avion. Nous devions rentrer à Alger deux par deux et moi, mon binôme était Moussa Charef. J'avais des papiers au nom de Cerrano Georges, gendarme auxiliaire, et Charef avait un autre nom dont je ne me rappelle plus. Nous sommes arrivés au boulevard des Invalides à Paris, puis nous nous sommes dirigés vers l'aéroport d'Orly, d'où nous nous sommes envolés sur Alger. Mes papiers étaient détenus par une Française, présentée comme ma fiancée, que je n'ai jamais revue une fois à destination. Dès mon arrivée, j'ai pris contact avec la Wilaya IV, et je l'ai trouvée dans une situation des plus catastrophiques. Vers la fin de 1961 et 1962, les maquis étaient désertés par les militaires français lesquels ont concentré leurs forces surtout dans les villes. Durant les négociations d'Evian, les opérations se sont arrêtées. Nous nous sommes mis d'accord avec toutes les Wilayates afin de descendre à Alger et de reconstituer la Zone autonome. Avec Ali Lounici, Omar Oussedik et Bouchafa Mokhtar, nous avons commencé à organiser la résistance contre l'OAS. A cette époque, les attentats commis par cette orga-



PHOTO: EL SOUHLI

nisation criminelle faisaient entre 60 à 80 victimes par jour uniquement à Alger. Les victimes se comptaient surtout parmi les «Fatmas», comme ils les appelaient, les petits pharmaciens, les vendeurs de cigarettes, de propriétaires des «quatre saisons», etc. Nous étions en plein dans les délits de faciès. Nous avons été aidés par Mohamed Berrouaghia, par ses contacts. Par voie rapide, j'ai informé Benyoucef Benkhedda, alors président du GPRA, de la reconstitution de la Zone autonome d'Alger, et l'ordre de mission qu'il m'avait établi faisait état du maintien de l'ordre dans la capitale jusqu'au référendum. Il fallait faire en sorte que le cessez-le-feu soit respecté jusqu'à ce qu'à la tenue du référendum afin de ne pas faire capoter les accords d'Evian. Les consignes étaient surtout de ne pas répondre aux provocations de l'OAS qui avait pour objectif à travers les attentats qu'elle commettait de faire descendre la population algérienne sur les quartiers européens et de provoquer la réaction de l'armée coloniale. Il fallait que nous arrivions à mettre un terme rapidement à la machine meurtrière de l'OAS, et ce, dans la discrétion totale.

Aviez-vous ressenti le souci de faire respecter les accords d'Evian chez la partie française ?

Nos interlocuteurs représentaient la France officielle à travers le préfet d'Alger, Vitalis Cros, le capitaine Lacoste de la gendarmerie, Lucien Biterlin, des barbouzes et le général Capodano. Après l'installation de l'Exécutif à Rocher Noir, nous avons organisé la Zone autonome sur le plan sanitaire, militaire, logistique et nous avons tissé un réseau de renseignements des plus extraordinaires depuis cette période à ce jour.

Grâce à qui ?

Grâce à nos mères et nos sœurs. A l'époque, chaque famille européenne avait sa «Fatma» qui connaissait tout ce qui se passait dans les foyers et les deux communautés (arabe et européenne) vivaient chacune isolée de l'autre. Nous ne pouvions entrer chez eux, comme eux ne pouvaient s'aventurer dans nos quartiers. Avant de rentrer

chez elles, ces «Fatma» venaient nous rendre compte de tout ce dont elles ont été témoins, et elles nous aidaient à localiser, grâce aux photos que nous leur montrions, les activistes de l'OAS. Nous avons communiqué toutes les informations recueillies à l'exécutif à travers Abderrahmane Fares et Chawki Mostefai.

Le capitaine Lacoste, le préfet Vitalis Cros et le général Capodano étaient également informés afin qu'ils mettent un terme aux activités de l'OAS.

Nous, nous ne pouvions entrer dans les quartiers européens, parce que vite repérables. Il fallait que ce soit la partie française qui le fasse. Mais rien n'a été fait. L'armée française était devenue putschiste et personne ne pouvait agir. Les accords d'Evian avaient prévu la mise en action de la force locale à Alger (composée d'Algériens encadrés par des officiers français), mais également les ATO (Agents temporaires occasionnels), une sorte de police temporaire. Ces forces fidèles à De Gaulle, devaient servir pour le maintien de l'ordre jusqu'à l'indépendance, mais aucune d'elles n'a été mise en place. Nous avons attiré l'attention de l'exécutif de Rocher Noir, mais aucune réaction n'a été enregistrée. Toutes les informations que nous leur transmettions sur les activistes de l'OAS restaient sans réponse. Il fallait riposter parce que la population voyait ses enfants mourir chaque jour dans des attentats. Les criminels de l'OAS voulaient déverser un camion citerne d'essence sur le haut de La Casbah pour brûler tout le quartier.

Les plasticages, les tirs au bazooka, au mortier, à la mitrailleuse lourde ébranlaient la capitale. C'était un cauchemar pour la population au point où celle-ci a commencé à douter de l'efficacité de la Zone autonome, accusée d'impuissance. Au niveau du PC (poste de commandement), chaque soir nous nous réunissions pour établir les listes des extrémistes de l'OAS avec leur adresse, et le lendemain j'organisais des enlèvements de personnes ciblés et celles-ci sont faites prisonnières. Elles sont déferées devant un tribunal populaire qui décidait soit de leur libération soit de leur

condamnation à mort. Ceux qui étaient exécutés, l'étaient pour leurs crimes abominables. Notre action avait pour objectif de stopper les massacres de l'OAS et faire respecter les accords d'Evian. Nous ne pouvions rester inertes face à la machine meurtrière de l'OAS. L'attentat contre les travailleurs du port d'Alger, avec plus de 70 morts et de nombreux blessés a soulevé les habitants de Clos Salembier et de La Casbah. Ces derniers ont commencé à descendre sur les quartiers européens pour se venger. Nous avons eu du mal à les convaincre de rentrer chez eux. Nous leur avons promis de riposter violemment à cet acte ignoble. Et il y a eu l'action du 14 mai 1962 qui a été menée sans qu'elle soit autorisée par le GPRA ni le CNRA (Conseil national de la révolution algérienne) ou par les wilayates.

Aviez-vous peur qu'ils ne soient pas d'accord avec votre démarche ?

Comme nous étions tout le temps en contact avec les autorités françaises, nous savions que le pouvoir officiel voulait en finir avec l'OAS, d'autant plus que l'armée française était devenue putschiste et De Gaulle voulait s'en débarrasser, alors nous avons organisé une action militaire sur tout le territoire de la Zone autonome dirigée contre tous les PC de l'OAS. Il y a eu une vingtaine de morts et beaucoup de blessés. Ce qui a bouleversé la donne.

Les Français ne s'attendaient pas à une telle riposte. A partir de Genève, M'hamed Yazid décline toute responsabilité du GPRA dans ces actions. Les représentants de l'Exécutif le suivent en disant que les auteurs ne sont ni de l'ALN ni du FLN. Mais, le lendemain, j'ai animé une conférence de presse où j'ai annoncé la responsabilité de la Zone autonome sur les attentats, comme en réponse au non-respect des accords d'Evian par la partie française. J'ai dit aux journalistes que j'étais membre du CNRA et à ce titre le CNRA était au courant de ces opérations, au même titre que les wilayates, puisque moi aussi j'en fais partie. Omar Oussedik a été contacté par les représentants de l'exécutif comme le préfet

DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'ALN

des Européens non pas par le FLN ou l'ALN»

d'Alger, Vitalis Cros, et le capitaine et il s'est entendu avec eux pour une réunion le lendemain. Durant cette réunion, nous leur avons fait beaucoup de reproches dont celui de n'avoir rien fait contre les activistes de l'Algérie française en dépit du fait qu'ils aient été informés de toutes leurs activités et leurs adresses. Nous avons obtenu satisfaction dans tous les domaines. Et juste après, les autorités ont arrêté et envoyé au sud, dans des camps, plusieurs activistes de l'OAS, alors que de nombreux Européens avaient été expulsés d'Algérie. Ces mesures ont fait basculer le rapport de force. Mais, à partir de là l'exode a commencé...

Des Européens ?

Bien sûr. Nous, nous n'avons jamais voulu que les Européens partent. C'était notre grande préoccupation parce qu'ils faisaient fonctionner le pays. Ils détenaient tout entre leurs mains. Comment allions-nous faire fonctionner les centrales électriques, téléphoniques, les réseaux d'assainissement ? Comment faire arriver l'eau dans les robinets, ou encore organiser la rentrée scolaire ? Le suicide collectif des Européens a été organisé par l'OAS à travers sa politique de terre brûlée et par le slogan qu'elle a mis sur notre dos, celui : «La valise ou le cercueil».

Jusqu'au début du mois de juillet 1962, croyez-vous réellement à l'indépendance du pays ?

Tout le monde croyait au commencement de la fin. Les accords d'Evian ont été ratifiés par tous, exception faite pour quatre responsables, Gaïd Ahmed, Mendjeli, le commandant Nacer de la Wilaya V, et Boumediène. Sauf pour ces derniers, tous croyaient à la fin de la guerre. Pour la petite histoire, Omar Oussadik et moi-même étions à Alger et en tant que membres du CNRA, nous avions reçu des convocations pour aller au congrès de Tripoli, où tout a éclaté au grand jour. C'était en juin 1962. Nous avons réfléchi à la réponse. Nous avons décidé d'écrire une lettre dans laquelle nous leur disions qu'il y avait des choses plus importantes à faire à Alger avec les activistes de l'OAS, tout en délivrant des procurations à des compagnons pour nous remplacer. Nous leur avions proposé la chose suivante : à partir du moment que le 1^{er} congrès de l'ALN-FLN a eu lieu à Ifri dans la Soummam, le 20 août 1956 en pleine guerre, pourquoi ne pas convoquer tous les membres du CNRA à Alger maintenant que la guerre était finie.

Ce congrès, leur avions-nous ajouté, pouvait être enrichi par les cadres formés dans les djebels et les villes par la Fédération de France, de Tunis et du Maroc, et il pourrait, par la suite, se dégager une assemblée constituante d'où émanerait un gouvernement. Malheureusement, chacun faisait ses comptes. Notre proposition a été refusée. Le congrès de Tripoli a capoté. C'était le premier coup de force contre le GPRA. Ils disaient que la crise était celle des Wilayates. Ce n'est pas vrai. La crise a commencé à Tripoli. Les Wilayates s'entendaient bien. Ce sont eux qui nous ont divisés. Les Wilayas VI, I et V étaient avec Boumediène et Ben Bella, mais les autres, les II, III et IV étaient avec l'ordre instauré à travers le GPRA. Ils ont fait éclater l'harmonie qui existait entre les Wilayates...

Malgré cette crise, vous avez vécu la journée du 5 juillet 1962 à Alger. Quelle était l'ambiance dans les rues ?

C'était un moment d'euphorie et de folie. Pendant 4 jours et 4 nuits, les gens dansaient dans les rues d'Alger. Ils ne dormaient pas, ne mangeaient pas, ne travaillaient pas. Ils ne faisaient que festoyer. Benyoucef Benkhedda, qui était toujours président du GPRA, a pris la parole à partir de la wilaya. Il a dit : «Si Azeddine, ça suffit, le peuple doit retrousser ses manches dès demain.» J'ai pris la parole moi aussi, et j'ai demandé aux gens de rejoindre leur poste de travail. Le lendemain, plus

personne n'était dans la rue.

Comment Alger a été gérée juste après le départ des Français ?

Les départs des Français ont duré 3 mois durant lesquels les ports et aéroports étaient bondés d'Européens. Ils savaient ce qu'ils ont fait et ils n'ont pas accepté l'indépendance du pays. Au fond, ils savaient que leurs voisins étaient témoins de leurs actes. Ils ont eu peur. Dès la journée du 5 juillet, nous avons commencé à nous organiser. Nous avons reçu les membres du GPRA et il fallait les loger tous parce qu'ils n'avaient pas de logements. Mais il y avait aussi la guerre entre les dirigeants : le groupe de Tlemcen et celui de Tizi Ouzou, et il y a eu également les appétits dévorants de nos frères de l'intérieur. Après le 3 juillet 1962, il n'y avait plus rien à libérer. La Wilaya IV à laquelle j'ai appartenu et où j'ai reçu 13 blessures a vu que les villas et les appartements ne se trouvaient pas dans les maquis mais à Alger. J'ai été informé de la décision de ses dirigeants de marcher sur la capitale. Au niveau de mon PC, le débat tournait autour de la nécessité d'organiser la résistance. J'ai dit : jamais je ne prendrai cette responsabilité de tirer sur un Algérien...



Tout le monde croyait au commencement de la fin. Les accords d'Evian ont été ratifiés par tous, exception faite pour quatre responsables, Gaïd Ahmed, Mendjeli, le commandant Nacer de la Wilaya V et Boumediène. Sauf pour ces derniers, tous croyaient à la fin de la guerre.



Qui a eu cette idée ?

Le colonel Hassen, Lakhdar Berrouaghia, Omar Ramdane, enfin tout le PC de la Wilaya IV. Nous n'avions tiré aucun coup de feu, et dès qu'ils sont arrivés ils nous ont mis en prison Omar Oussedik et moi. Je me suis évadé le lendemain et j'ai commencé à organiser la libération d'Oussedik à travers la presse. Yacéf Saâdi qui se trouvait à Oran avec Ben Bella et Boumediène a été dépêché par ces derniers pour organiser la résistance à La Casbah. Le sang de nos frères a coulé au mois d'août 1962. Y avait-il quelque chose à libérer au mois d'août 1962 ? Rien. Ce qui a poussé le peuple à sortir dans la rue pour crier : «Sept ans barakat !». Il y a eu trop de morts...

Combien ?

Je ne sais pas parce que je n'ai pas tenu cette comptabilité macabre, d'autant plus que j'étais éliminé des circuits. Dans quelle case faut-il mettre tout ce sang qui a coulé ? Dans celle des pertes et profits ? Et le sang qui a coulé entre l'armée des frontières et la Wilaya IV, dans quelle case va-t-on le mettre ? Pourquoi ne parle-t-on pas de ces victimes ? Mon combat est justement pour la vérité sur ces gens...

Justement, la révolution a ses côtés sombres que les jeunes générations vous reprochent à

vous en tant qu'acteurs de ne pas l'avoir dévoilée. Pensez-vous qu'il est temps d'ouvrir le débat sur cette question ?

Je milite pour un débat sur cette question parce que nous n'avons pas le droit de laisser notre histoire, 50 ans après l'indépendance, entre les mains des révisionnistes. Aujourd'hui, je viens d'acheter une cinquantaine de livres édités en France à l'occasion du 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, et il y en a eu que pour les harkis et les pieds-noirs. Ils ont oublié que le colonialisme, c'est eux. Ils étaient là en occupants et ils veulent fausser le débat sur la colonisation. Mais qu'avons-nous fait de notre côté ?

Et si nous revenions sur le 5 juillet 1962 et surtout la rentrée scolaire de cette année-là. Comment a-t-elle été organisée ?

La rentrée s'est faite grâce à la mobilisation populaire. Tous ceux qui avaient un brevet ont été recrutés comme instituteurs et ceux qui avaient un diplôme plus important en tant qu'enseignants. Ainsi, les élèves ont pu intégrer les bancs des écoles et ni la langue française ni la langue arabe n'ont été diabolisées.

Quel a été le sort des harkis ?

A Alger, il n'y en avait pas. Mais dans les maquis, et pour l'histoire, nous avons toujours transmis des messages à ces derniers leur exigeant de rallier leurs frères dans leur combat libérateur avant l'indépendance, parce qu'au-delà, ils n'allaient pas être épargnés. Ils savaient très bien qu'après le 5 juillet nous n'allions pas les décorer. La France coloniale a abandonné ses soldats sur un champ de bataille.

C'est elle qui a trahi les harkis et les chiffres les concernant ont été pervertis. A l'indépendance, nous avions entre harkis, goumris et mekhezni 96 000 hommes, recensés et dont les listes ont été remises à l'armée française. Combien sont-ils partis ? Benjamin Stora parle de 30 000, et les autres ont-ils tous été tués ? Je ne le pense pas. Beaucoup ont été certes arrêtés sous le règne de Ben Bella et Boumediène, mais après ils ont été relâchés. Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu de morts. Il y en a eu. A la libération de la France, n'y a-t-il pas eu de liquidation des collabos ? N'y a-t-il pas eu des femmes auxquelles on a rasé le crâne juste parce qu'elles s'étaient éprises de militaires allemands ? Ce sont nos traîtres, et ils ont été parqués comme des animaux lorsqu'ils ont rejoint la France. Je n'ai rien à reprocher à leurs enfants, mais je ne peux accepter ces jérémiades pour les harkis. Nous avons gagné la guerre au prix fort. Ceux qui disent que nous l'avons perdue militairement se trompent. Lors du déclenchement de la révolution, nous n'avons jamais dit que nous allons vaincre l'armée française. Notre objectif était l'indépendance. Il est vrai que De Gaulle est un grand patriote français, et nous l'avons connu à deux reprises. Le 8 mai 45, avec le massacre de 45 000 Algériens, et en 1958 après le putsch des généraux lorsqu'il a lancé les plus grandes opérations militaires pour réprimer la révolution. Il est vrai qu'ils ont laminé les maquis et nous ont occasionné de nombreuses pertes. Cependant, il faut rappeler dans quelles conditions. Les frontières doublement fermées, 2,25 millions d'Algériens parqués dans des camps, des prisons pleines à craquer en France et en Algérie, 8000 villages rasés et incendiés, un millions d'hectares de forêts brûlés et 500 000 soldats mobilisés. L'Algérie était devenue une zone interdite, une colonie de peuplement avec un million de pieds-noirs. Comment la France peut-elle dire qu'elle a gagné militairement et nous politiquement ?

Certains disent que c'est De Gaulle qui a donné l'indépendance aux Algériens...

De Gaulle n'a jamais voulu l'indépendance de l'Algérie. Elle lui a été imposée par le terrain. Il a donné tous les moyens nécessaires et imaginaires

à l'armée afin qu'elle mène toutes les opérations possibles dans le seul but de réprimer la révolution. La souffrance qu'il nous a fait endurer était terrible durant ces années. L'armée française s'est transformée en putschiste pour garder l'Algérie, et Michelle Debré disait : «Allez tous à cheval et à pied pour garder l'Algérie». Nous avons fait tomber la 4^e République, et de nombreux gouvernements avant que l'indépendance ne soit arrachée. Nous avons fait la plus belle révolution dans le monde. Notre liberté a été arrachée et non pas octroyée. Ce qui explique que 50 ans après, elle n'est toujours pas digérée par les nostalgiques de l'Algérie française. Ils me choquent lorsqu'ils disent que nous vivions comme des frères et sœurs. Ce n'est pas vrai. J'étais soudeur de 1^{er} catégorie chez Caterpillar, et mon salaire était de 18 000 FF de l'époque, alors qu'un Espagnol, du nom de Petit, qui avait les mêmes qualifications, touchait 32 000 FF. Où est la fraternité ? Si la France était restée en Algérie, vous ne seriez pas journaliste, mais une Fatma chez un Européen, et moi un soudeur dans une société au sud du pays, avec une maladie dans les poumons.

Est-ce que l'Algérie de 2012 est celle dont vous rêviez avant l'indépendance ?

Vous savez, lorsqu'on avait un moment de répit et qu'on se réunissait autour d'un feu, nous parlions de l'Algérie de nos rêves entre compagnons d'armes. Jamais nous n'aurions pensé qu'avant même le recouvrement de l'indépendance, nous nous entretuierions.

Je vous rappelle que Bouteflika a été envoyé par Boumediène en France pour voir Boudiaf dans sa prison en 1962. Il lui a proposé un coup de force contre le GPRA. Boudiaf était hors de lui, il lui a dit : «Tu viens me vendre un coup d'Etat alors que le sang des martyrs n'a pas encore séché ? Je ne suis pas preneur.»

Il est revenu, et Boumediène l'a envoyé vers Ben Bella qui, dès qu'il l'a vu, lui a lancé : «Al Hamdoulillah, j'ai vécu pour voir de jeunes officiers prendre le relais. Je suis votre homme et je peux mourir en paix maintenant.» Avant même l'indépendance, ils étaient déjà dans les complots. Le colonel Hassène et le colonel Boudinor ont été voir Khider, je crois au Maroc, pour lui demander ce qu'il y a lieu de faire pour arrêter l'effusion de sang et que leur a-t-il répondu ? «Une bonne saignée au peuple ne peut que lui faire du bien». 7,5 années de guerre et ils continuent à parler de «bonne saignée».

Pourquoi tous ces complots et ces coups de force ?

Pour le pouvoir. Je ne peux pas dire que leur engagement pour la révolution était intéressé, mais l'appétit vient en mangeant. Ils ne s'entendaient pas entre eux, mais aussi avec la direction qui gérait le pays, le CCE (Comité de coordination et d'exécution) et le GPRA. Il ne faut pas oublier aussi que le Congrès de la Soummam a été organisé par des hommes merveilleux tels que Abbane Ramdane, Larbi Ben M'hidi, et de ce congrès sont sorties des décisions historiques, la primauté du politique sur le militaire, de l'intérieur sur l'extérieur, et la direction collégiale. Elles n'ont pas plu à Ben Bella...

Visiblement, il était le plus controversé...

Ben Bella était à l'extérieur et il a échoué dans sa mission de ravitailler l'intérieur en armements et en munitions. Il n'a rien fait pour les moudjahidines. Il est vrai qu'il a joué un rôle dans le mouvement national, il a été responsable de l'OS (Organisation secrète), et accepté de déclencher la lutte armée alors qu'il était au Caire. Ben Bella a échoué dans sa mission et il en a voulu à Abbane Ramdane et Ben M'hidi, et en plus il a une responsabilité directe dans l'assassinat de Abbane...

(Suite en page 12)

S.T.

50 ANS D'INDÉPENDANCE, 50 ANS DE LUTTES

Femmes : de la guerre pour l'indépendance à celle pour l'égalité

Par Ghania Lassal

Ou ont fait les Algériennes de leur cinquante ans ? Elles ont combattu les inégalités, gagné quelques batailles et en ont perdu d'autres. Et un demi-siècle après l'indépendance, certains combats restent à mener pour les petites-filles des Hassiba Ben Bouali, Malika Gaïd, Djamila Bouhired et tant d'autres moudjahidates. Les femmes ont grandement contribué à la libération du pays du joug colonial, en combattant activement « sur le terrain » ou en étant un soutien logistique de premier ordre.

Des milliers de femmes se sont ainsi sacrifiées pour le bien de la cause, se privant de tout afin d'acheminer vivres et autres ravitaillements aux moudjahidines ou risquant quotidiennement leur vie en offrant gîte ou aide aux combattants. A l'indépendance, c'est ainsi que la femme algérienne exemplaire est née. Cette égalité, des droits et devoirs et de citoyenneté, est d'ailleurs consacrée dans la première Constitution, en 1963. Pourtant, cette disposition ne sera que rarement appliquée dans les faits, et le rôle qu'elles ont joué, dans la sphère publique ou privée, reste en deçà des aspirations de celles qui ont « ouvert la voix ». Car, en dépit des honneurs régulièrement rendus à ces femmes, la société, patriarcale et conservatrice, attendait, au sortir de la guerre, un retour de la gent féminine à sa « place » traditionnelle. Mais quelques-unes, celles qui avaient combattu le colonisateur, ne l'entendaient pas de cette oreille. C'est ainsi autour de moudjahidates que s'organisent les premières batailles, comme celle qui permit, en 1966, le rejet du premier projet du code de statut personnel inspiré de la charia. Elles seront aussi partie prenante de toutes les mobilisations, du printemps 1973 aux rassemblements de 1981, des coordinations de 1990 aux actions les plus récentes. Ces luttes auront porté leurs fruits.

MAJORITAIRES À L'ÉCOLE, MAIS STOPPÉES PAR LE « PLAFOND DE VERRE »

Aujourd'hui, les filles sont aussi nombreuses que les garçons à l'école, et sont même majoritaires



Les sœurs Bedjaou maquis

dans les universités. Cette scolarisation massive s'est traduite par leur entrée sur le marché du travail et une pseudo-émancipation matérielle. Alors que seulement une femme sur trente travaillait en 1966, elles sont aujourd'hui près de une sur six.

Mais les discriminations restent de mise dans le milieu professionnel. Ainsi, selon un rapport établi par Rashida Manjoo, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la violence contre les femmes, à compétences égales, les disparités salariales sont toujours appliquées au sein des entreprises algériennes. « Les femmes ayant un salaire ne représentent que 16,09% de la population active. Il existe une discrimination envers les femmes, y

compris dans l'économie monétaire. Le salaire des femmes équivaut en moyenne à environ un tiers de celui des hommes », est-il estimé dans ce rapport.

Et encore, quand cette frange de la population a accès à un emploi. « Le taux de chômage est plus élevé chez les femmes, avec un taux estimatif moyen de 18,1 % contre 8,6 % pour les hommes (CESC). Ce qui dénote des attitudes patriarcales tenaces qui continuent à entraver l'accès des femmes à l'emploi », rapporte Mme Manjoo. Toutefois, le plafond de verre est toujours de mise, en dépit des preuves de compétences apportées quotidiennement par des millions de travailleuses. « Les femmes demeurent largement

sous-représentées aux postes de prise des décisions. Certes, le secteur public emploie actuellement 60% de la main-d'œuvre féminine totale, mais la ventilation des fonctionnaires femmes, en fonction de leur situation dans la hiérarchie, montre bien qu'à l'exception notable des secteurs de l'éducation, ou de la santé et de la justice, elles sont pour la plupart affectées à des fonctions d'encadrement subalternes, au niveau tant national que municipal », constate la rapporteuse de l'ONU. Et plus on s'élève dans la hiérarchie et aux postes à responsabilités, plus la gent féminine se raréfie. Elles ne sont ainsi que trois femmes ministres, dont deux ministres déléguées, sur trente-huit portefeuilles.

CODE DE LA FAMILLE : PREMIÈRE VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

Il faudra attendre mai 2012 pour voir le nombre de députées augmenter, et ce, par le fait de l'amendement constitutionnel de novembre 2008, qui impose une présence de femmes dans les institutions élues, et un quota de 30% est prévu par la loi en 2011. A l'issue des législatives de mai dernier, elles sont aujourd'hui 143 à siéger à l'Assemblée populaire nationale. Cette présence du « beau sexe » à l'hémicycle traduit-elle réellement le traitement fait à la femme par la société ? Non. Elles demeurent une « population vulnérable », harcelées de toutes parts, qu'une société profondément misogyne tente d'effacer de la sphère publique et de « neutraliser » dans la sphère privée. D'autant plus que le code de la famille, bien que modifié en 2005, fait toujours de la gent féminine « un citoyen de seconde zone », sous tutelle et domination. Ainsi, ces textes qui régissent les relations matrimoniales et familiales sont désignés par les féministes et activistes des droits de l'homme comme la première violence faite aux femmes, car institutionnelle, consacrée, et qui marque l'absence de volonté politique d'installer une égalité réelle. Ce qui facilite, voire encourage, les autres pressions et violences physiques, sexuelles ou psychologiques, régulièrement dénoncées par les associations de protection des femmes en détresse. Et malgré le corpus de lois, ces agressions restent le plus souvent impunies, aucun mécanisme efficace n'existe afin de les protéger au mieux. Situation à laquelle Mesdames les députées pourront peut-être œuvrer pour y remédier... **G. L.**

COMMANDANT AZZEDINE. DERNIER SURVIVANT DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'ALN

«Le suicide collectif des Européens a été organisé par l'OAS et non par le FLN ou l'ALN»

(Suite des pages 10-11)

De quelle manière ?

C'est lui qui avait donné son accord à Boussouf. Ce dernier ne faisait rien sans prendre son avis. Avant même l'indépendance, les tueries ont commencé entre les frères. J'étais au CNRA, et à chaque réunion, nous recevions des lettres dans lesquelles ils se chamaillaient comme les masseuses de bains maures. Le pouvoir les a pervertis. Ils nous l'ont fait payer très cher. Avant même qu'ils ne rentrent au pays, les affrontements fratricides avaient déjà commencé. Le CNRA n'a même pas terminé son assemblée générale, à ce jour, elle n'a pas été clôturée à cause des complots. Le départ de l'Algérie a été très mauvais. Ferhat Abbas, qui était avec eux, a été emprisonné, tout comme Bentoumi ou encore Khobzi. Une vingtaine de députés, dont Boumala, Oussadik, ont été incarcérés. Qu'avons-nous fait pour aller en prison ? Toutes les tragédies que le pays a vécues sont liées à ce mauvais départ, et les grands responsables sont Benbella et Boumediène. Comment le peuple algérien, qui était majeur durant la révolution, puisse-t-il devenir mineur à l'indépendance au point de décider de son sort ? Il ne faut jamais oublier que le FLN, à travers la plume de Abane Ramdane, avait appelé tous les Algériens de toutes les obédiences à rejoindre

le combat libérateur, et à l'indépendance libre, à chacun de revenir à sa famille politique afin de couper l'herbe sous les pieds du colonisateur qui voulait créer la troisième force. Mais dès l'indépendance, ils ont trahi le peuple en imposant le FLN comme parti unique. De quel droit privent-ils les gens de la liberté de constituer un parti ? La légitimité révolutionnaire durant les combats était entre les mains du CNRA qui a délégué une partie au GPRA et à son exécutif. A partir de 1962, ils ont rayé le CNRA et le GPRA pour gérer seuls le pays à ce jour. La seule légitimité qu'ils ont est celle de la mitrailleuse.

Pouvons-nous comprendre que leurs agissements ont rendu amer le goût sucré de l'indépendance ?

Il n'y a aucune mesure de la colonisation faite d'injustice et de souffrance et les abus dont nous souffrons aujourd'hui. Nous avons arraché notre liberté, et c'est à la nouvelle génération de conquérir la démocratie. Nous aurions évité beaucoup de crises au lendemain de l'indépendance parce que notre peuple était prêt à tout en 1962. Mais il a vu que le poisson était pourri de la tête. Notre peuple a résisté héroïquement aux 7,5 années de guerre totale, et a fini par obtenir son indépendance. Il faut en être fier.

Quel message donneriez-vous aux jeunes d'aujourd'hui ?

Le pouvoir n'a jamais laissé faire l'écriture de la révolution. Les

décideurs disaient que celle-ci était la leur. Ils refusent la vraie histoire.

Celle où ils n'ont laissé aucune trace. Des années après l'indépendance, la population voulait s'identifier à un héros de la révolution. Il lui fallait une histoire et un homme. Boumediène est allé à des milliers de kilomètres en Syrie pour chercher les ossements de l'Emir Abdelkader et planter sa statue au cœur d'Alger. Pourtant, les héros ne manquaient pas. Si El Houes et Amirouche étaient de ceux-là et leurs corps ont été cachés dans des casernes jusqu'en 1982. Est-ce normal ? A-t-il eu peur de montrer que ces hommes ont des faits d'armes qu'il n'a pas ? Il n'avait pas intérêt à raconter leur histoire ou à les glorifier. Ils ont écrit l'histoire avec une gomme et non pas un stylo. Ce ne sont pas les acteurs qui refusent d'écrire l'histoire, mais plutôt les décideurs qui refusaient toute histoire qui les dérange. Je dis aux jeunes d'aujourd'hui que vos mères et vos pères ainsi que vos ancêtres ont joué un rôle extraordinaire dans la libération de votre pays. C'est à vous de prendre le relais pour construire la démocratie. L'Islam est notre religion, mais il doit être protégé du politique. Regardez ce qui se passe dans certains pays arabes, et sachez que l'indépendance a été arrachée par nos propres moyens ni l'Egypte, ni les USA et encore moins les Russes ne nous ont aidés. **S. T.**

50 ANNÉES DE DÉVALORISATION DU DIALECTE POPULAIRE

La politique linguistique condamnée par contumace

Qu'aurait été l'Algérie si on avait osé institutionnaliser le dialecte algérien au lendemain de l'indépendance ? Peut-être une grande nation. Un rêve que se plaisent à faire beaucoup d'intellectuels, convaincus que le pays s'est enfoncé dans un gouffre sans fin en aliénant les Algériens par l'arabe moderne pour contrer l'assimilation coloniale par le français

Par Fella Bouredji

Kifach nexplikilek (comment t'expliquer) ? Rani m'dégouti bessah naatik āaqlyā (je suis dégoûté mais je peux te donner une vision des choses). L'Algérien yahder bezzaf ou maydir walou (l'Algérien parle beaucoup mais ne fait rien). Ça va comme ça ? ...». Expressions algériennes phares.

Ce langage de la vie quotidienne, qui a ses variantes de ville en ville, est très mal vu si l'on veut paraître sérieux. On y trouve la haine de soi, un pessimisme plein de dérision dans une parole toujours approximative qui switche allègrement entre plusieurs langues (français, arabe algérien et berbère parfois). Une réalité qui alimente bien des blagues : «Un étranger demande à un Algérien pourquoi il ne termine jamais ses phrases dans la même langue. L'Algérien surpris répond : Dachou ? (Quoi, en Kabyle). Ana (moi, en arabe) ? Jamais (en français) !». Pour beaucoup, c'est exactement là que se situe le malaise identitaire et linguistique algérien. Niveau de compétence linguistique très bas, connaissance partielle de chacune des langues en présence en Algérie, incapacité à formuler ses idées clairement et repères identitaires complètement brouillés.

Selon le politologue Rachid Grim, «la langue arabe comme instrument d'aliénation de tout le peuple algérien, après l'indépendance du pays, est à l'origine du mal-être linguistique et identitaire algérien». Et pourtant, quand ils conversent entre eux, les Algériens sont loin de ressentir ce «fameux» malaise. Les mots fusent avec une telle évidence, mêlant métaphores et alternances des langues pour alimenter ce dialecte algérien qui ne cesse de se renouveler.

LE DISCOURS OFFICIEL TOURNE LE DOS À LA RÉALITÉ SOCIALE

Les Algériens sont à des années-lumière du discours officiel rabâché par les politiques dans un arabe moderne qui n'est pas le leur ou dans un français châtié très souvent rejeté, mais ils s'expriment haut et fort et se comprennent parfaitement entre eux. N'est-ce pas l'essentielle utilité d'une langue, quel que soit son statut ? Si seulement le dialecte algérien ne souffrait pas d'autant de mépris et de dévalorisation, d'abord entretenu par la classe dirigeante, qui a légitimé son accès au pouvoir dès 1962 par l'arabisation et l'islamisation de la société et qui s'est maintenant généralisé et ancré dans l'imaginaire collectif algérien. «Ehham ya l'jahem» (comprenez qui pourra). «Nedarbek, nesquintik» (Si je te frappe, je t'esquinte). «N'assurilek wach t'hab mais djibli les papiers ou zidli l'assurance» (Je t'assure ce que tu veux, mais tu m'apportes les papiers en plus de l'assurance). «Il faut pas tekdebs» (il ne faut pas mentir).

Langage de rue mais pas seulement. On retrouve ces mêmes pratiques linguistiques un peu partout. Dans les foyers et même dans les espaces



officiels (ministères, Parlement...). Le grand absent de ce mélange de langues fait d'emprunts français et de différentes variantes dialectales, est l'arabe moderne, pourtant langue nationale et officielle de l'Etat. Qu'aurait été l'Algérie si on avait osé institutionnaliser le dialecte algérien au lendemain de l'indépendance ? Peut-être une grande nation. Un rêve que se plaisent à faire les linguistes, convaincus que le pays s'est enfoncé dans un gouffre sans fin en aliénant les Algériens par l'arabe moderne pour contrer l'assimilation coloniale par le français.

L'ALGÉRIEN, UNE LANGUE COUPABLE

«L'arabisation de la société algérienne a parasité tous les débats identitaires en Algérie et provoqué des dégâts très importants», note le professeur en linguistique, Abderezak Dourari. Comme beaucoup d'autres experts en sciences du langage, il regrette que l'arabisation n'ait

« Les Algériens sont à des années-lumière du discours officiel rabâché par les politiques dans un arabe moderne qui n'est pas le leur ou dans un français châtié très souvent rejeté, mais ils s'expriment haut et fort et se comprennent parfaitement entre eux. N'est-ce pas l'essentielle utilité d'une langue, quel que soit son statut ? »

pas été seulement un processus linguistique, mais plus un processus d'assimilation arabo-musulmane. «L'arabe scolaire est devenu un véritable cimetière dans lequel repose le conservatisme religieux producteur d'arriération mentale et d'extrémisme», précise-t-il. A côté, le dialecte algérien est stigmatisé, déprécié, jusqu'à en devenir «une langue pathologique». Ce procédé de dévalorisation se révèle être le plus poignant des objectifs des différentes politiques linguistiques menées en Algérie depuis l'indépendance. Et pourtant, les politiques y ont souvent recours et souvent dans les moments de détresse (détresse du régime, cela va de soi). En témoigne le dernier discours du Président à Sétif, à quelques jours de ces législatives qui menaçaient, soi-disant, la survie du régime. Son constat d'échec se dira en dialectal, en évoquant «la génération tabjanou (génération dépassée)». Après des années d'allocutions récitées en arabe moderne, Abdelaziz Bouteflika est revenu à des mots bien algériens pour tenter de marquer l'imaginaire collectif, tout comme il le faisait déjà dans ses premiers discours, lorsqu'il voulait gagner l'adhésion du peuple en 1999. Dans le même registre, le défunt président Mohamed Boudiaf, assassiné en 1992, a été un des rares présidents à s'adresser aux Algériens dans leur langue. Fort de l'idée que c'était la seule langue dans laquelle ils pouvaient réellement se reconnaître.

TENTATIVE DE MEURTRE CONTRE CULTURE POPULAIRE

S'adresse-t-on aux Algériens en arabe moderne pour mieux les écarter ? Selon le politologue Rachid Grim, «la langue arabe représente l'outil privilégié de formation d'un "homo-algerianicus" formaté à l'idéologie arabo-islamique, sujet consentant, obéissant et parfaitement heureux du nouveau pouvoir, devenu le maître absolu du pays, en remplacement de l'ancien

maître colonisateur». Le protectionnisme linguistique en faveur de l'arabe est allé jusqu'à vouloir détruire le dialecte algérien (dans ses différentes variantes). C'est ainsi que les chansons raï, qui sont d'une fulgurance populaire reconnue de tous, ont été interdites d'antenne à la Radio nationale des années durant. Mais il y a plus fort que la législation, qui insiste sur le statut de la langue arabe comme langue nationale, la résistance populaire. Premier signe de refus, les gens ne parlent pas l'arabe moderne dans leur vie quotidienne et la relèguent aux seuls besoins administratifs et institutionnels.

Le rejet touche même les écoliers qui réussissent à passer leurs épreuves d'année en année grâce à un parcourisme qui ne franchit jamais la salle de classe. Autre combat, le tamazight, qui est perçu comme une atteinte à l'unité nationale dans le discours officiel, mais qui a pu s'imposer comme langue officielle nationale (incluse dans la Constitution en 2002 après une longue bataille). Plusieurs associations œuvrent pour en faire de même pour le dialecte algérien, mais le chemin est parsemé d'embûches. «Le malaise est profond», note encore le linguiste Abderezak Dourari, «avec une tension en Kabylie, dans le Sud et même dans les zones frontalières de la Tunisie et du Maroc, qui décuple la crise linguistique et identitaire algérienne». La solution ? «Une deuxième République» qui prendrait en compte la réalité plurilinguistique de l'Algérie et qui réparerait la déchirure «commise» entre la réalité sociale et le discours officiel. «Le dialecte populaire aurait pu, comme dans les autres grands pays arabes, devenir une langue écrite et même officielle», tient à souligner le politologue Rachid Grim. «Et l'espoir est encore permis», ajoute-t-il. La culture populaire algérienne a, certes, échappé à plusieurs tentatives de meurtres avec préméditation. Mais elle est loin d'être saine et sauve. **F.B.**

AMAR BENTOUMI. AVOCAT DU PPA-MTLD, DE LOS, DU FLN, «Soldons nos comptes

Propos recueillis par
Mohand Aziri

L'Algérie s'apprête à célébrer le cinquantième de l'indépendance. La France, ancienne puissance coloniale, veut aussi se mettre de la partie. Après avoir célébré dans les années 1930 le centenaire de la colonisation, le gouvernement français se prépare aujourd'hui à fêter le cinquantième des indépendances. Ironie de l'histoire ?

Les festivités du centenaire de la colonisation ont marqué l'apogée du colonialisme en Algérie et à travers le monde. Un an après avoir fêté le centenaire, la France coloniale a organisé l'exposition coloniale par laquelle elle se proclamait grand empire colonial, etc. Il faut dire que c'est à partir de là, de la célébration du centenaire, qu'a commencé le compte à rebours. Quand on observe de plus près l'âge des 22 qui ont décidé de la lutte de libération, et plus est des six, on constate que les militants indépendantistes sont tous venus au monde presque au même moment, ou étaient encore des gamins lors du centenaire de la colonisation. Au moment où la France était au faite de sa puissance, Dieu a voulu que la génération qui allait la balayer était venue au monde. Et cette histoire de fêter la décolonisation par la France ne doit pas occulter l'essentiel. Elle ne camouflera ni les atrocités commises durant la colonisation, ni la loi de février 2005, ni l'action de Sarkozy, la fondation harkis et anciens combattants, etc. Alors ne regardons pas uniquement un seul côté de la médaille. Car le fond il est là, il reste : la haine. La haine de l'Algérien : 50 ans après, ils n'ont pas digéré la décolonisation. Soustelle disait : «*La France a mal à l'Algérie*». C'est dire combien l'Algérie était considérée comme une partie intégrante du corps français. En 1834, alors qu'ils n'occupaient qu'Alger et ses environs, ils ont décrété unilatéralement que l'Algérie était une «*province française*».

Le principe d'une célébration commune, algéro-française, vous paraît-il politiquement correct, moralement acceptable ?

Tant que justice n'aura pas été rendue au peuple algérien pour le calvaire qu'il a enduré, les massacres, les millions de chahids tombés, assassinés, torturés, et qu'on ne pourra pas recenser tous les crimes commis par la colonisation française, du 1^{er} jour où elle a mis les pieds à Sidi Fredj jusqu'au jour où elle a été boutée, non, on ne pourra pas oublier. On ne doit pas oublier. Et il faut que les Français reconnaissent cela et que justice soit rendue aux Algériens. Nous nous devons de répondre à leur texte glorifiant la colonisation par d'autres textes criminalisant la colonisation. C'est une obligation. Par ailleurs, il faut qu'ils indemnisent le peuple algérien. Pourquoi l'Allemagne a-t-elle indemnisé Israël pour les massacres de juifs commis lors de la 2^e Guerre mondiale, et qui de surcroît n'étaient même pas ses ressortissants ? Israël n'existait pas encore. Les Français eux-mêmes avaient demandé pardon aux juifs massacrés, à Israël, qui n'existait pas au moment des faits. L'Algérie a existé, l'Algérie existe. Ce n'est qu'après cela qu'on pourra passer à autre chose. Maintenant, il y a des considérations stratégiques, des intérêts communs, une complémentarité. Il y a aussi, comme le disait Kateb Yacine, «*cette langue et cette culture française que nous avons en commun*», et qui est un «*butin de guerre*». Autre chose : l'histoire avec toute son ironie, à partir de 1830, la France a créé la plus longue colonie de peuplement au monde. Aujourd'hui, c'est le contraire qui se produit, il y a autant d'Algériens en France qu'il y avait d'Algériens en Algérie en 1830. La seule diaspora algérienne est évaluée à plus de 65 000 hauts cadres, alors que lorsque les Français avaient quitté ce pays, ils ont laissé à peine cent avocats, 300 médecins, 250 pharmaciens, 2 architectes, un ingénieur. Il y a donc des considérations d'ordre stratégique et géopolitique qui rendent la coopéra-



PHOTO : D.R.

tion nécessaire. Mais il faut d'abord solder les comptes, que la justice soit rendue au peuple algérien et ses martyrs.

Mais n'est-ce pas que les accords d'Evian qui traduisent un engagement du gouvernement provisoire algérien décrétaient, dans leurs dispositions, l'amnistie. Vous êtes juriste et vous savez qu'on ne peut pas revenir sur ce type d'engagement ?

Les accords d'Evian traduisaient les rapports de force en 1962.

Le GPRA a engagé l'Algérie

Oui. Et côté français aussi. Mais le GPRA n'a pas été mandaté, juridiquement parlant, par le peuple algérien à la suite d'un vote, pour faire de telles concessions. Ces dispositions dont vous parlez sont tombées, de fait, en désuétude. Tout comme le sont les droits consentis aux Français d'Algérie, (qui) n'existent plus. Moi, en tant que ministre de la Justice, je ne les avais jamais prises en compte. Les accords prévoyaient une cour de garantie, je ne l'ai jamais créée. Il fallait créer un organisme représentatif des Français d'Algérie, je ne l'ai jamais fait. J'ai rien fait de cela, rien fait.

C'est sur instruction du président du Conseil du gouvernement, Ahmed Benbella, que vous n'avez rien fait ?

Non, non ya khouya. Il n'y avait aucune instruction. A l'époque, chacun se débrouillait de son côté. Benbella s'en foutait. Benbella ce qui l'intéressait, c'était de devenir président de la République, secrétaire général du FLN. Il n'avait que faire des soucis des Algériens, de leurs problèmes de fond, il n'avait d'yeux que pour lui-même : il s'en foutait. Benbella kan ichiet, il citait les bottes des Français, de De Gaulle, de l'Union soviétique. Djamel Abdenasser, n'en parlons pas. Son chef était Fethi Dib (patron des Mouchababaras, espionnage égyptien)... khalina menhoum. Mohamed Harbi, cet historien franco-algérien, qui a travaillé avec lui, il dit des conneries. Je dis bien franco-algérien parce qu'il ne pouvait pas être professeur d'université s'il n'avait pas la nationalité française. Non, nous au ministère de la Justice, on a travaillé indépendamment. Harbi a écrit que l'un des architectes du code de la nationalité algérienne était un certain Toufik Chaoui, un des leaders de la mouvance des Frères musulmans d'Egypte. C'est archifaux. Les seuls auteurs du code algérien de la nationalité sont des avocats algériens patriotes et praticiens du droit positif en vigueur en Algérie avant l'indépendance. Ils avaient une connaissance théorique et concrète du rôle joué par le fameux statut personnel musulman. Mais que sait ce Toufik de ce qu'est le statut personnel musulman ? Que Mohamed Harbi, qui est certes un militant, ne vienne pas nous gonfler avec cela. On ne connaît même pas ce type. Comment peut-on déterminer que tel est algérien d'origine ? Les seuls qui avaient droit au statut de musulman algérien, c'étaient les Algériens d'origine. Pendant plus d'un siècle, les Français nous avaient imposé ce statut pour nous contester la qualité de citoyens français. C'est le vestige qui

nous restait et servait à l'Algérien de seul critère de discrimination.

Vous avez été l'avocat de Ahmed Benbella, le chef de l'OS démantelée en 1950. Votre témoignage sur la conduite du personnage lors de l'interrogatoire est cinglant. Vous écrivez que Benbella a frappé à la porte du commissaire Havard pour demander un supplément de papiers pour finir sa déposition. Des aveux faits sous la contrainte où il est question de l'OS, de ses opérations, de ses membres...

Benbella, quand il a été arrêté était au lit avec l'Européenne qui l'hébergeait. C'est le parti qui lui a trouvé ce refuge. Et il a été averti qu'il devait décamper rapidement de là, mais comme il est devenu son amant, il est tout de même resté. Il avait sur sa table de nuit une arme de poing, un 7,65. Une des deux armes, les seules, que possédait l'OS à Oran. Cette arme, il l'a accaparée pour son usage personnel. Quand il est arrêté par les policiers, il prend le pistolet par le canon et le leur remet. C'est la vérité, non pas des élucubrations. Autre épisode qui illustre le tempérament de Benbella : je ne dis pas qu'il n'est pas courageux, je dis que dans certaines circonstances, c'est un pleutre. Contrairement à Ben Khedda, un argaz comme on dit. Quand les Français ont détourné l'avion de la délégation extérieure du FLN, il était le seul parmi les cinq dirigeants à tenir une arme, une mitrailleuse. Il n'a pas réagi pour tenter au moins d'empêcher le détournement, non, il leur a remis tout bonnement la mitrailleuse. Si c'était Bouadif, Khider ou Ait Ahmed qui avait l'arme, je ne dis pas Lacheraf, un ami d'ailleurs (rires) Benbella, Allah ghalib est un bonhomme «*annani*», qui veut à tout prix se mettre en valeur. Quand mon livre sortira, lisez-y ce que j'ai écrit, vous serez édifié.

50 ans après l'indépendance, l'Etat de l'Algérie vous agresse-t-il ?

Pas du tout. Pas du tout. Pas du tout. Mais pour moi ce n'est là qu'une phase que le pays traverse. Je ne suis pas pessimiste. On a connu le rebut (zbel) du socialisme spécifique de Monsieur Benbella, ...

Dont vous étiez ministre (de la Justice)

J'étais ministre pourquoi ? Croyez-moi, à l'époque, j'étais prêt à accepter un sultan, un Staline... pourvu qu'il y ait un pouvoir central, que l'indépendance soit préservée. Il ne faut pas oublier que l'armée française était encore présente sur le territoire. Elle était partout, dans les villes et dans les campagnes. Par ailleurs, ce qui nous a sauvés, c'est que De Gaulle voulait en finir vite. Aussi, grâce à l'accord Susini-Mostafaï, l'OAS a été désarmée, à quelques bricoles près. Autrement, avec la m... que Benbella a foutue, qu'ils ont foutu pendant l'été 62, il y avait de quoi avoir la chair de poule. Celui qui a pu sauver la situation c'était Khider. Mohamed Khider était venu dans la villa de Bitat (El Biar), accompagné d'Oran par Bachir Boumazza. Il y avait Mohamed Berrouaghia, le commandant Si Lakhdar, Khaled, tous de la Wilaya IV qui ont occupé Alger. J'ai assisté à la

rencontre. Les types de la IV disaient à Khider, on ne veut ni de Benbella ni de Boumediene. Même pas comme députés. Toi, Si Mohamed, on t'accepte. Il leur a dit : «*Non, je ne peux pas. Dès lors que c'est moi qui ait déclenché la crise à Tunis et à cause de moi des Algériens tuent d'autres Algériens et demain que retiendra l'histoire, que Khider a fait couler le sang des Algériens pour devenir président ? Je ne peux pas car je me suis éliminé moi-même par la responsabilité que j'ai prise (SG et trésorier du FLN, ndr)*». Voilà la vérité. Et il a ajouté : «*Benbella, je me porte garant de lui : il est comme mon fils*». Et c'est vrai qu'il avait pour Benbella des sentiments paternels. Mais c'était sans compter sur le penchant de ce dernier à se retourner contre ses propres soutiens : Benbella ne tardera pas d'ailleurs à couper les jarrets à Khider avec la complicité des Egyptiens. De l'ambassadeur d'Egypte.

Après le cessez-le-feu, le 19 mars 1962, vous êtes désigné membre de la commission centrale pour l'organisation du référendum d'autodétermination.

Quand le cessez-le-feu a été décrété, M'hamed Yazid m'a demandé d'aller à Tunis. «*Benkhedda (président du GPRA) veut te voir*», m'a-t-il dit. Arrivé à Tunis, Benkhedda m'explique que dans le cadre des Accords d'Evian, il était prévu l'installation d'une commission centrale pour l'organisation du référendum d'autodétermination, le 1^{er} juillet 1962. «*Si j'ai fait appel à toi c'est pour que tu en fasses partie, et je compte sur toi pour en être un élément actif*». Sciemment, Benkhedda a versé dans cette commission des militants proches de Ferhat Abbas et l'a fait présider par un de ses proches, Me Kaddour Sator. C'est un geste qu'il a voulu faire à l'endroit de Abbas qui n'a pas digéré son éviction de la tête du GPRA. Et c'est comme ça que je suis allé à Boumerdes, à Rocher noir. Les Français ont construit toute une cité administrative pour échapper aux manifestations quotidiennes des partisans de l'Algérie française devant le gouvernement général. Rocher noir, à notre arrivée était encore un vaste chantier : on a mis à notre disposition deux voitures et deux secrétaires. Notre mission comportait deux volets : le premier, le décompte des suffrages recueillis par département. Ce décompte a été fait le 3 juillet. Chaque préfet a fait le compte dans son département et nous a donné le résultat. Donc nous avions juste à faire une opération d'addition, facile à faire, c'était fait. Mais nous avions aussi à comptabiliser et à répartir les bulletins de vote pour les Algériens du Maroc, de la Tunisie et de la France : les réfugiés aux frontières et l'immigration en France : ça faisait entre 800 et 900 000 Algériens en tout. C'est moi qui me suis occupé de cette partie-là : l'envoi des suffrages s'est fait avec un certain retard. Et comme la charge de travail était énorme, j'ai fait appel aux scouts. Je l'étais moi en 41. J'ai contacté Mahfoud Keddache, Mohamed Darrouiche, Salah Louanchi et leur ai demandé de nous envoyer des jeunots (scouts) pour nous aider : ils nous les ont envoyés et on les a installés dans des tentes, on leur a assuré le manger, etc. Mais comme De Gaulle était pressé, impatient, dès la parution des résultats du vote en territoire, il a proclamé l'indépendance. En somme, le PV de la commission centrale n'a pas pris en compte les suffrages des Algériens à l'étranger. Derrière l'empressement du général, il y avait un calcul politique. La date du 5 juillet était considérée par le mouvement national et même bien avant, comme un jour de deuil. De Gaulle voulait que le 5 juillet demeure un jour de victoire pour la France. Avec Darrouiche, nous avons retardé les résultats définitifs. Le PV de la commission tel qu'il a été publié dans le Journal officiel et contenant les résultats en territoire, partiels, annoncés par De Gaulle est daté du 3 juillet. L'Exécutif, à l'époque, ne se souciait pas de ces aspects : Abderrahmane Farès a accusé réception, or la commission n'a délibéré en réalité que le 5 juillet. Avant les délibérations, un désaccord est survenu sur une partie de la résolution, avec les délégués européens, excepté Alexandre Chaulet. Pour les délégués français, la commis-

PREMIER MINISTRE DE LA JUSTICE DE L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE

avec la France»

sion n'a pas pour mission de conclure. Mais quand on aligne des chiffres on est amené à conclure. J'ai proposé : «La commission centrale du référendum constate qu'à la question : Voulez-vous que l'Algérie devienne un état indépendant coopérant avec la France dans les conditions définies par les déclarations du 19 mars 1962, il a été répondu par l'affirmative à la majorité ci-dessus.» «En conséquence, la commission centrale proclame l'indépendance de l'Algérie suite au vote.» Ils n'ont pas voulu, Jean Guyot notamment. Mais au final, on s'est entendus pour la maintien de la formule. Ça c'est pour la petite histoire.

Dans son discours à Oran d'avant les élections, le président Bouteflika a comparé les élections du 10 mai au 1^{er} Novembre.

C'est un blasphème. Comparer de vulgaires élections truquées comme toutes celles ayant précédé au 1er Novembre 54 est un blasphème. Il faut avoir perdu la raison pour tenir de tels propos. C'est prendre les Algériens pour des imbéciles. S'il faut aujourd'hui reconnaître des points positifs engrangés depuis l'indépendance, c'est essentiellement dans le domaine de l'éducation et de la formation de cadres- dont l'Algérie peut être fière-. Mais il y a une régression énorme dans l'esprit démocratique qui animait les militants d'avant la Révolution. Des militants dont le credo était le triomphe des libertés démocratiques. Ce n'est pas pour rien que le PPA a fait sien le triomphe des libertés démocratiques. L'avènement de ces libertés est impératif. C'est d'actualité. Tout ou tard, ces libertés seront consacrées dans ce pays. C'est le préalable à tout projet de développement.

Le rêve d'une République démocratique et sociale porté par des générations de militants algériens, objectif consacré d'ailleurs par les textes fondateurs de la Révolution, n'est toujours pas à l'ordre du jour.

D'abord, la Révolution a été fondée sur la condamnation du culte de la personnalité, le refus des pleins pouvoirs, de l'autoritarisme. La Révolution, c'est la direction collégiale, la parole au peuple. La devise du mouvement national était «par le peuple et pour le peuple» et un jour elle deviendra réalité.

Quel qu'en soit le prix qui sera payé. Jusqu'à aujourd'hui, on a usurpé la souveraineté populaire. On a utilisé contre le peuple algérien, les armes qu'il a fournies pour le défendre. La vérité, c'est celle-là.

Me Bentoumi, vous êtes un homme de droit, un homme de loi. Vous mesurez plus que toute autre personne lambda, la place que doit occuper la Constitution dans un système politique digne de ce nom. La nôtre stipule que le président de la République est aussi ministre de la Défense et il est chef suprême des armées. Or, aujourd'hui, tous les présidents ont été imposés par l'armée. L'armée garde la main sur les décisions stratégiques et ce sont les généraux qui décident à ce jour du sort des Algériens

La parole et la souveraineté du peuple algérien ont été usurpées, confisquées par ceux-là mêmes à qui il a fourni les armes. C'est clair, ils ont retourné contre ce peuple ses propres armes. Mais quelles sont donc ces guerres et ces victoires conduites et gagnées par ces généraux autoproclamés pour s'afficher ainsi avec autant de médailles et décorations?! Boumediène n'a jamais voulu de ce grade alors qu'il pouvait se faire maréchal s'il le voulait : Boumediène avait un sens de l'honneur. Lorsqu'il avait appris que j'étais avocat, il m'a dit : «Toi, tu as de la chance». Du tac au tac, je lui ai répondu : «Toi aussi, t'as de la chance : tu es un colonel». Il m'a rit au nez : «colonel ta làreb (colonel arabe)», me disait-il en s'esclaffant. (Rires). Maintenant, il faut revenir aux sources de la Révolution : le premier Novembre 54, la plateforme de la Soummam et la charte de Tripoli. Et si on veut aller en profondeur, on doit étudier la crise du PPA-MTLD et en tirer les conséquences : les droits et les libertés démocratiques, la justice, qui ont été au cœur du mouvement national, doivent être garantis aux Algériens.



Amar Bentoumi (à gauche) aux côtés de Me Vergès

cratiques, la justice, qui ont été au cœur du mouvement national, doivent être garantis aux Algériens.

Vous avez été le premier ministre de la Justice de l'Algérie indépendante. La justice rend ses verdicts au nom du peuple algérien. En êtes-vous satisfait, vous qui l'avez mise sur pied. Dans votre livre vous écrivez que l'indépendance de la justice demeure un «vœu pieux»

Certes, cette justice rend ses jugements au «nom du peuple» mais en réalité, elle n'a rien à voir avec celui-ci. Quand on voit la grève des greffiers, sans qu'il y ait aucun jugement n'a de valeur, réprimée, et ces fonctionnaires bastonnés, cela illustre l'état de cette justice. Les quelques magistrats indépendants que j'ai connus sont ceux de l'indépendance. Ils ont été éliminés les uns après les autres. Par la suite, il y en a eu des magistrats indépendants. Rares, mais il y en a eu, vite étouffés par le pouvoir. Si on veut une justice indépendante, ma foi, il y a des règles immuables et élémentaires à respecter.

50 ans après l'indépendance, les Algériens ne savent toujours pas où se trouve le pouvoir. Le vrai.

Pour moi, il s'agit d'abord d'un pouvoir illégitime. A la source. La corruption s'y est développée dans des proportions ahurissantes. Avant, on raillait les pratiques des Marocains et des Egyptiens accros aux bakchichs. Khider lui-même disait : «Ca, ça n'arrivera jamais chez nous, car on veillera au grain : on



Pour moi, il s'agit d'abord d'un pouvoir illégitime. A la source. La corruption s'y est développée dans des proportions ahurissantes. Avant, on raillait les pratiques des Marocains et des Egyptiens accros aux bakchichs. Khider lui-même disait : «Ca, ça n'arrivera jamais chez nous, car on veillera au grain : on prendra des mesures et le premier qui sera pris la main dans le sac, on le pendra sur la place publique pour en faire un exemple et on confisquera tous ses biens et les biens de sa famille.»

prendra des mesures et le premier qui sera pris la main dans le sac, on le pendra sur la place publique pour en faire un exemple et on confisquera tous ses biens et les biens de sa famille.» Aujourd'hui, on constate la vanité de ces propos, car on est devenu au contraire, les champions de la corruption toutes catégories.



Les principes de la primauté de l'intérieur sur l'extérieur, du politique sur le militaire, énoncés par le Congrès de la Soummam, le 20 août 1956, ont été démantelés un an après, au Cair, le 28 août 1957, plus exactement. Abane et les «politiques» ont été mis sur la touche par les chefs militaires. Mohamed Bouda n'a pas hésité à l'époque à qualifier ce qui s'est passé de «coup d'Etat»...

Mettons les choses au point : ceux qui se qualifient de «militaires», qui étaient-ils ? Ouamrane, Krim, Bentobbal, Boussouf, Boumediène... qui ont tissé ce complot, ils étaient des militants politiques, incorporés dans l'action armée. Point à la ligne. Il y a pas de militaire, à proprement parler. Ce sont des militants en armes.

Mais par la suite, ils se sont découvert un esprit de corps...

Par la suite, ils se sont trouvés une mentalité de militaire pour prendre le pouvoir. Enlever au peuple son pouvoir pour en jouir.

Le couple ALN-FLN a-t-il confisqué la Révolution

Distinguons toujours entre l'organisation civile du FLN (OCLFN) et l'Armée de libération nationale (ALN). C'était clair dès le départ : celui qui s'occupe de politique intègre nécessairement le militaire. Abane a fait quelque chose de sensé, de profond. Il était conscient des réalités et heureusement qu'on avait Abane. Son mérite, son grand mérite, le vrai mérite, celui qu'on ne pourra jamais lui dénier, quoi qu'ils disent, qu'ils fassent, avec leurs idioties, est d'avoir doté le FLN et l'ALN d'une organisation qui s'est perpétuée et qui a permis l'indépendance nationale. Cette organisation a fonctionné jusqu'au coup d'Etat du groupe de Tlemcen.

Vous étiez l'avocat de Abane, arrêté en 1950 suite au démantèlement de l'Organisation secrète.

Oui. Je l'ai bien connu et défendu. On s'était même accrochés, lui et moi. Il était le chef de l'organisation du département de Sétif. Sous la torture, son adjoint Ali Pacha, responsable de Bougie, a craqué ce qui a conduit à l'arrestation de Abane et au démantèlement de l'organisation dans la vallée de la Soummam. La police française a torturé Abane pendant plus de 40 jours pour obtenir les informations qui lui manquaient, à savoir notamment l'organigramme de l'OS dans tout le département de Sétif, ainsi que son «contact» au niveau de la direction nationale du PPA-MTLD. La police coloniale n'a pu obtenir ni l'un ni l'autre. Il est le seul à être amené au polygone d'Hussein Dey, attaché, aligner en suite un peloton de soldat, simuler une exécution. Il n'a pas craqué alors que M. Ben Bella est allé, de lui-même, frapper la porte du commissaire Havard, pour demander du papier et finir dans sa déposition de dévoiler toute l'organisation. Et il a osé parler de Sidou (Seigneur) !! Il n'avait ni la stature, ni la culture, ni la profondeur de Abane. C'est pour ça qu'il me révolte : je les ai connus tous les deux. Le premier jour de l'incarcération

de Ben Bella à la prison de Blida (1950), Me Kiouane lui disait que devant le juge, il fallait se rétracter, nier les aveux signés devant la police. Ben Bella ne voulait pas se rétracter. Kiouane est encore vivant, il peut en témoigner. Lui et moi, avions été chargés par la direction du parti de lui transmettre les consignes politiques. Kiouane devait le faire, et moi, traiter les aspects judiciaires liés à l'affaire. Ben Bella voulait maintenir ses aveux. Vous savez comment il est revenu sur sa décision ? Sid Ali Abdelhamid est lui aussi vivant, il était à l'époque chef de la détention de la prison de Blida, c'est lui qui l'a contraint sous la menace à se rétracter. Abane je l'ai connu à la prison de Bougie, avant son transfert à Alger. Vous savez, Abane à lui seul, est un roman. Il a d'abord été mis au secret pendant plusieurs mois... bon bref.. J'allais le plus souvent possible lui rendre visite. Le matin, j'avais les audiences et l'après-midi je passais le voir. Quand je manquais à notre rendez-vous, il m'engueulait. C'est après que j'ai compris pourquoi il était crispé et colérique. Les grèves de la faim successives, les maladies qu'il a contractées en prison et puis les séances de torture, innombrables : l'électricité, l'eau, la pisse... les insomnies...

Il vous a raconté les séances de supplice ?

Oui. Il a subi toutes les tortures imaginables, y compris le supplice du polygone. Abane n'a rien lâché et il ne s'est jamais plaint. Jamais. C'est moi qui me proposais de lui ramener tel ou tel médicament. A la prison, on lui interdisait même le médicament.

A propos de sa mort, dans votre livre (Naissance de la justice algérienne) vous écrivez que Abane a été victime d'un «crime crapuleux». Le meurtre de Abane n'est-il pas un assassinat politique ?

C'est plus qu'un assassinat politique, un crime crapuleux. Pourquoi ? Parce que quand Abane a quitté la Zone autonome d'Alger pour aller à Tunis, il est passé par le Maroc. En parcourant les villes, il s'est au fur et à mesure informé de ce qui se passait dans la Fédération FLN du Maroc, dont le chef était le responsable de la Wilaya V. Boussouf. Et il a appris des choses sur lui. Pire, il a annoncé à ce dernier qu'il allait payer. C'est la bêtise qu'il a faite. Abane n'est pas le genre à tenir sa langue : il explosait littéralement. Et Abane a appris beaucoup de choses.

Comme quoi, par exemple

Des... Des violents, des déformations, des tas de choses. Quand il est arrivé à Tunis, il s'était confié à certains. Pour Boussouf, il fallait donc tuer Abane, car il en savait trop sur lui. Abane a aussi commis des erreurs : il s'est coupé notamment de Ouamrane (chef de la Wilaya IV), de Krim (chef de la Wilaya III), Melah (W6), ses soutiens : Abane a même traité Krim d'Aghyoul (âne). C'est Boussouf lui-même qui a préparé et désigné les assassins de Abane et il est même allé le voir, s'assurer qu'il était bien mort.

Boussouf a été voir le cadavre ?

Oui. Il a été le voir. C'est l'un des assassins, qui est le frère de Khaldi, le premier directeur de l'hôpital psychiatrique Frantz Fanon (Blida) qui en a fait l'aveu. Son demi-frère, pardon, qui a participé à l'assassinat : il ne connaissait pas sa victime, Abane : on lui avait juste dit que c'était un traître à exécuter. Khaldi n'est mort qu'après l'indépendance. On l'a retrouvé mort. A la fin, il était rongé par le remords. Les autres assassins aussi ont été liquidés.

Qu'a fait Boussouf du cadavre de Abane ?

Il y a deux versions. L'une dit qu'il a été enterré dans cette ferme où il a été assassiné, à Tétouan, et aujourd'hui, les Marocains ont construit dessus une cité. La deuxième : son corps a été jeté à la mer, attaché à un boulet. Abane, c'est la grande perte de l'Algérie : il n'y en aura pas un deuxième.

M.A. Retrouvez le suite de l'entretien sur le site www.elwatan.com

Derrière les barbelés de «Camora»

Rahmoun Rabah et Belkacem Metidji nous racontent, chacun à sa manière, le terrible camp Morand dans la Wilaya IV, actuellement wilaya de Médéa. Le pénitencier était appelé Camora, par déformation à la prononciation arabisée par la langue parlée des prisonniers qui avaient séjourné en ce lieu de détention arbitraire, de tortures, voire d'assassinats. Le camp Morand situé à Boughar, à environ 3 km au nord-ouest de Ksar El Boukhari, était un sinistre camp colonial de concentration où ont été internés des milliers de combattants de la cause nationale. Notre journaliste a saisi l'occasion d'une commémoration organisée le 23 mai dernier pour recueillir les témoignages de deux ex-détenus de Camora. Le premier, Rahmoun Rabah, avait réussi avec des compagnons une évasion spectaculaire. A l'époque, il était du devoir de chaque prisonnier de tenter de s'évader. Le deuxième, Belkacem Metidji, de tous les emprisonnés du camp, a été le plus jeune. A 17ans, il était presque un enfant.



PHOTO D.B.

Ali, riant, me répondit qu'il n'y avait pas de danger. Un des deux soldats qui nous surveillaient nous apostropha : «Que se passe-t-il ?» Je lui avais répondu : «Nous avons trouvé un serpent.» Il s'approcha et prit l'animal. Ali se tourna vers moi discrètement : «On leur règle leur compte ?»

Je lui avais répondu : «On y va et à la grâce de Dieu.»

Ali bondit sur le soldat et lui assena un violent coup avec une pierre. Son pistolet automatique (PA) était de mon côté. J'ai sauté à mon tour et lui pris le PA. Notre compagnon, le troisième prisonnier, lui s'était entretemps dirigé vers la cabine du camion pour surprendre le deuxième soldat. Il se saisit de son arme, mais ce dernier s'agrippa à son fusil, ce qui provoqua un violent corps à corps. Chacun des deux protagonistes faisait de son mieux pour tourner le canon vers son adversaire. J'arrive au moment où ils luttaient, et je pris à revers le soldat en lui mettant le PA dans le dos en lui ordonnant de lever les mains. Il s'exécuta et nous primes nos jambes à nos cous, à travers les collines en emmenant nos deux prisonniers. Nous ne connaissions pas la région, aussi, avions-nous marché au hasard jusqu'à ce que nous tombions sur un hameau. Nous appelâmes l'occupant de la première maison qui nous guida jusqu'à l'endroit où étaient regroupés les habitants des lieux. Il s'avéra qu'ils étaient armés par les Français.

Nous fûmes cependant rassurés lorsqu'ils nous expliquèrent qu'ils étaient en réalité mobilisés aux côtés de l'Armée de libération nationale. Je lui avais demandé d'appeler le responsable politique. Ce qu'il fit. J'ai demandé à ce dernier de nous ramener deux tricots pour changer l'habillement des deux soldats français afin qu'ils passent inaperçus. Une fois que nous leur avions donné l'aspect de civils, nous reprîmes la route. Vers 20 heures, fatigués par notre marche forcée, nous décidâmes de faire une pause pour reprendre notre souffle.

Nous en profitâmes pour donner quelques soins sommaires au soldat blessé par le coup que lui avait asséné Ali. C'est alors que survint devant nous un homme. Je l'ai hélé pour lui demander qui il était. Il me retourna la question. Je lui expliquais que nous étions des moudjahidines échappés du camp Morand. Il nous dit à son tour qu'il était un agent de liaison de la Wilaya VI. «C'est le bon Dieu qui t'a mis sur notre chemin», m'étais-je exclamé, ravi par la chance qui continuait ainsi à nous sourire.

Il nous informa qu'il était en route vers le QG de la Wilaya V afin de livrer un courrier. J'insistais, lui expliquant que l'armée française était à notre recherche et qu'il devait donc nous aider. Il accepta et me demanda la direction à prendre. Je hasardais une voie pour poursuivre notre fuite : «Nous devons prendre par la forêt, cela nous permettra d'être moins visibles.» «Non, me corrigea-t-il, c'est justement vers la forêt que l'armée coloniale va diriger ses recherches et les soldats vont la fouiller arbre par arbre.» Il décida donc de s'orienter vers le Sud (la Wilaya VI est située au sud de la

Wilaya IV) donc dans la direction du Sahara. Nous reprîmes notre chemin en cadence forcée jusqu'à 9 heures du matin, soit une marche de près de 13 heures. Arrivés dans un refuge, une maison perdue dans la nature, nous n'eûmes que le temps de respirer et de nous restaurer un peu. Brusquement, on nous dit : il y a des soldats qui approchent. La situation était difficile : il n'y avait ni cache ni végétation importante pouvant nous permettre de nous réfugier et, en guise d'armement, nous n'avions qu'un fusil et un PA avec 7 cartouches chacun.

Nous avions alors pris la résolution de ne pas affronter les soldats. Nous décidâmes alors que personne ne devait tirer si ce n'est pas à bout portant. Ainsi, nous serions sûrs de mettre dans le mille et pouvoir récupérer d'autres armes et des munitions. La démarche était hasardeuse mais nous n'avions pas une autre alternative avec seulement deux armes. Nous avions mis nos deux prisonniers à l'écart afin d'être plus libres de surveiller, à partir d'un angle de ma

«*Lorsqu'ils m'on sorti du cachot, ils m'ont mis dans une tente, ensuite j'ai eu le temps de prendre une douche et de changer de vêtements que m'ont donné mes camarades détenus. Dans l'après-midi même, on m'a transféré au sinistre camp Morand. J'avais 17 ans et j'étais le plus jeune prisonnier du pénitencier.*»

maison, la venue des soldats. Dès qu'ils seraient à portée voulue, nous leur tirerions dessus l'un après l'autre. Finalement, les soldats n'arrivèrent pas à notre refuge. Le lendemain, nous revînmes vers le Nord en empruntant un autre chemin pour aller dans un douar dénommé Sebbah non loin de Berroughia, mais en détournant Boughari dans les environs duquel les recherches étaient encore en cours. Les Français avaient entretemps annoncé par le biais de la radio «La Voix du bled» que des prisonniers s'étaient évadés du camp Morand en emmenant avec eux deux soldats. C'est ainsi, que la résistance a été informée de notre évasion, et a donné consigne à tous ceux qui pouvaient le faire de nous aider. Pour sa part, Aïssa Messaoudi a également donné le mot d'ordre à la radio à Tunis pour que la population nous apporte son soutien. Arrivés à Sabbah, nous nous sommes retrouvés au

milieu des moudjahidines qui, par la suite, nous convoyèrent jusqu'à la Zone I (Boghar) de la Wilaya VI. Le reste était une autre histoire.

*Rabah Rahmoun, qui reprendra sa place dans le combat, sera blessé plus tard, en 1961 et ramené au camp Morand. Il ne sera libéré qu'un mois après les accords d'Evian du 18 mars 1962.

BELKACEM METIDJI, LE PLUS JEUNE DES PRISONNIERS

J'étais un jeune djoundi dans le djebel, et j'étais infirmier dans la Wilaya IV, Zone II. J'avais été affecté à l'infirmerie du docteur Yahia Farès. J'ai d'abord bénéficié d'un stage. Après une année au maquis, je suis tombé dans un piège lors de l'opération Challes dans les djebels de la région de Forna (actuellement El Omaria dans la wilaya de Médéa). Notre groupe s'est retrouvé, lors d'un accrochage, face à l'armée française. On s'est battu, et j'ai été blessé puis fait prisonnier. D'ailleurs, quelques-uns de mes camarades sont tombés lors de cet accrochage au champ d'honneur. D'autres, par contre, ont réussi à s'échapper à la faveur de la confusion provoquée par la bataille. J'ai été torturé sur place par un harki. Ils m'ont interrogé sur les emplacements de nos groupes ainsi que sur les caches d'armes, de médicaments etc. J'ai ensuite été transféré par hélicoptère au camp de Damiette (Médéa). Là encore, on m'a interrogé, et les militaires m'ont bastonné. Puis, sans se donner la peine de me soigner, on m'a jeté en cellule où j'ai passé 21 jours.

Lorsqu'ils m'on sorti du cachot, ils m'ont mis dans une tente, ensuite j'ai eu le temps de prendre une douche et de changer de vêtements que m'ont donné mes camarades détenus. Dans l'après-midi même, on m'a transféré au sinistre camp Morand. J'avais 17 ans et j'étais le plus jeune prisonnier du pénitencier. Considéré comme un rebelle pris les armes à la main, à l'instar de tous les autres, j'ai été traité exactement comme tous les autres et je n'ai bénéficié d'aucune faveur durant les trois ans qu'a duré ma détention. J'ai donc cassé de la pierre, j'ai travaillé dans les chantiers et je prenais des coups comme tout le monde. Du côté des nôtres par contre, j'étais entouré et considéré comme un fils parmi les plus âgés. De plus, de manière générale, il y avait une solidarité certaine entre les détenus. On aidait et on encourageait les plus faibles, les malades parce qu'il fallait tenir et résister. La résistance devait se poursuivre y compris entre les murs du camp.

On résistait par les grèves, par les tentatives d'évasion. Il y a eu beaucoup d'évasions réussies à partir de ce camp. La plus spectaculaire a été organisée par Seddik Mohamed en juillet 1960. 20 prisonniers ont pu s'échapper, deux, malheureusement ont été tués, mais l'évasion a coûté à l'armée française 12 morts sur lesquels les évadés avaient récupéré des armes avant de s'évanouir dans la nature pour reprendre le maquis. Il y a eu d'autres évasions, de la carrière, de la sablière ou d'autres chantiers. Les prisonniers guettaient la moindre occasion qui leur permettait de fuir pour rejoindre de nouveau les rangs de l'ALN. Il y a Rahmoun Rabah qui a pris deux soldats en otage et a rejoint les maquis de la Wilaya VI. Contrairement à beaucoup d'autres, moi je n'ai pas été mis en isolement à l'exception de quelques jours pendant lesquels j'ai été enfermé dans une cellule lorsque j'ai été malade de la jaunisse. Les cellules du camp Morand avaient tout de l'enfer.

On y maltraitait ceux qui étaient enfermés, on ne leur donnait qu'un seul repas par jour, et quel repas ! C'était une soupe claire sans consistance qui ne nourrissait pas du tout. Ces conditions provoquaient beaucoup de maladies dont la tuberculose parce que la malnutrition, les fortes chaleurs de l'été et le froid de l'hiver conjuguèrent leurs effets pour affaiblir les prisonniers. Une fois malades, les détenus ne bénéficiaient même pas d'un semblant de prise en charge médicale, en conclusion le camp Morand était un enfer. A.A.

Témoignages recueillis par Ahmed Ancer

L'ÉVASION RÉUSSIE DE RAHMOUN RABAH

Nous étions un petit groupe de trois prisonniers qui avions décidé d'organiser une évasion en 1959. J'avoue ne pas me rappeler quel mois ni quelle date. Nous avions commencé à préparer notre fuite lorsque les responsables du pénitencier nous ont emmenés travailler dans un autre camp. Nous avions remarqué avec satisfaction que la surveillance n'était pas très stricte. Nous avions alors guetté le moment opportun. L'occasion se présenta, lorsque nous nous sommes retrouvés avec uniquement le responsable des lieux, un capitaine, et son chauffeur dans nos alentours immédiats. Omar, l'un d'entre nous, pénétra dans la tente du capitaine et fut surpris de se trouver devant un drapeau de l'Algérie dans un cadre accroché au-dessus du bureau de l'officier. Il se figea au garde-à-vous et salua l'emblème. A ce moment là, le capitaine entra dans sa tente et trouva son prisonnier raid dans la position du salut. Il sorti son pistolet et le lui mit dans le dos en lui demandant de lever les mains. Il le fit sortir de la tente, ce qui eut pour effet de nous décourager parce qu'il nous a semblé que l'officier avait compris nos intentions. Nous fumes immédiatement ramenés au camp Morand où ils nous isolèrent dans les cachots durant deux mois environ pendant lesquels ils nous ont torturés plusieurs fois.

A notre sortie, nous avons été affectés de nouveau dans un chantier de concassage des pierres. Un beau jour, ils nous réaffectèrent dans une carrière pour charger des blocs de pierres dans un camion. En fin d'après-midi, vers 17 heures, et après avoir convoyé deux chargements, l'occasion de l'évasion se présenta de nouveau. Ali, l'un d'entre nous, trouva un petit serpent sous une pierre : il le prit dans ses mains et se mit à jouer avec. Je lui ai conseillé de s'en débarrasser de peur qu'il ne le morde.

UN PHÉNOMÈNE LATENT

La violence gangrène la société

Par Djamel Alilat

Un étudiant qui tranche la gorge de son camarade de promotion en plein cours, un autre qui poignarde son professeur pour une note contestée, une bru qui découpe en morceaux sa belle-mère, un père de famille qui égorge sa fille de 22 ans avant de lui taillader le corps à coups de couteau, sont-ils encore de banals faits divers qu'il faut s'empresser d'oublier en refermant le journal qui s'en fait l'écho ? Homicides, suicides, crimes barbares, rixes sanglantes entre voisins, entre communautés ethniques, entre tribus, entre supporters d'équipes de foot rivales, il ne se passe pas un jour sans que les journaux algériens ne rapportent des rixes mortelles, des disputes meurtrières, des crimes sordides ou crapuleux. Certains journaux ont même fait de ces flots de sang leur pain quotidien en exploitant à fond le côté voyeurisme morbide du lecteur.

Une violence multiforme gangrène la société algérienne comme jamais auparavant. Parallèlement au terrorisme qui ensanglanta le pays depuis le début des années 1990, la violence a pris racine dans la rue, à l'école, à l'université, dans les stades, au sein de la famille, sur les routes et même dans des espaces censés être aussi sacralisés tels que la mosquée ou l'école. Les chiffres de la criminalité sous toutes ses formes explosent et de nouveaux phénomènes liés à la violence comme les kidnappings, les viols collectifs ou la guerre des gangs urbains sont apparus. Dans les nouvelles cités ghettos qui ont poussé comme des champignons à la périphérie des villes, les guerres de gangs font rage. On se bat au sabre comme au temps des conquêtes musulmanes.

LE CRIME N'EST PLUS LIÉ À L'HONNEUR

Le constat s'impose de lui-même, de plus en plus d'Algériens ont adopté cette exécration particulière de régler leurs querelles à coups de couteau, de hache et de gourdin. Le plus grave est qu'on tue pour des futilités. Pour un mot de trop ou un regard de travers, un match de foot de quartier perdu, une cigarette refusée, un bout de tôle éraflée ou quelques malheureux dinars. C'est à croire que tout le monde dans ce pays se balade avec un couteau aiguisé, en se tenant prêt à trancher la carotide du premier quidam qui aura l'outrecuidance de le contrarier. La moindre altercation entre voisins, cousins ou automobilistes peut dégénérer en bataille à couteaux tirés ! Ce qui étonne et interpelle aujourd'hui est que cette violence est souvent le fait d'individus qui,



La société algérienne est gangrenée par une violence multiforme.

PHOTO : H. LIVES

logiquement, ne devraient pas avoir recours à ces procédés réservés habituellement aux grands délinquants évoluant en marge de la société. Ce ne sont pas des repris de justice ou des membres de gangs maffieux, qui ont, eux, recours à cette violence extrême. Ce sont des étudiants, des professeurs, des pères de familles bien sous tous rapports et des gens que rien apparemment ne prédisposait à de telles extrémités, qu'on retrouve dans ce rôle de boucher. Les commissariats, les brigades de gendarmerie et les cours de justice étouffent sous le poids des affaires liées à la violence et les prisons sont surpeuplées. Surpeuplées, les prisons ne sont soulagées de leur trop-plein de pensionnaires que par le biais de grâces présidentielles répétitives.

Que se passe-t-il donc ?

TROP D'INÉGALITÉS SOCIALES

La société algérienne est gangrenée par une violence multiforme. On a beau multiplier les effectifs de police et de gendarmerie, rien n'y fait. Individuelle ou collective, la violence est partout. Elle est également dans les inégalités sociales de plus en plus exacerbées. Le fossé est devenu aussi béant qu'indécrottable entre une caste d'affairistes et de rentiers qui étalent leurs richesses entre villas somptueuses et 4x4 rutilants et des classes sociales qui peinent à assurer le sachet de lait et le pain quotidiens. L'émeute est devenue le seul

canal d'expression de masse que l'Etat aura laissée à une population désemparée par le cumul d'un nombre incalculable de problèmes liés au sous-développement.

Une pénurie d'eau dans une localité ou une distribution de logements finissent pratiquement toujours par une émeute où l'on brûle, saccage et détruit. Couper une route nationale à la circulation et prendre en otage des milliers d'automobilistes est devenue la nouvelle forme de protestation la plus en vogue.

Chaque année, la route fauche la vie de près de 4000 Algériens. L'étroitesse d'esprit fait plus de ravages que celle des chaussées. L'incivisme et le non-respect du code de la route font le reste. Bras d'honneur, insultes, crachats et bagarres sont des faits quotidiens. Le moindre espace de trottoir a été accaparé par des gardiens de parkings improvisés qui n'hésitent pas à brandir le gourdin ou le couteau face à l'automobiliste qui refuse de payer la «dime» de 50 dinars, pour quelques minutes de stationnement. Le fait est aujourd'hui connu de tous, chaque automobiliste algérien cache sous son siège une bombe lacrymogène, une barre de fer ou un gourdin qu'il est prêt à brandir le cas échéant.

UN ENVIRONNEMENT AGRESSIF

La violence est d'abord verbale et gestuelle avant de devenir physique. Elle est également dans

l'environnement immédiat d'une population livrée à elle-même.

Elle est dans ces poubelles éventrées sur des trottoirs déglingués, ces saletés qui couvrent nos rues, ces montagnes de détritus qui jonchent l'espace commun. Elle est dans ce chaos urbanistique d'immeubles couverts de haillons et de paraboles, de villas jamais finies, de millions de sachets poubelles qui parsèment nos paysages, de cadavres de bouteilles sur les bas-côtés des routes. Elle est dans ces femmes et ces enfants obligés de recourir à la mendicité, ces milliers de jeunes sans avenir qui tiennent les murs ou tentent la «harga» dans des embarcations de fortune.

Pour des milliers de jeunes Algériens majoritairement issus de quartiers populaires, le stade est devenu le seul exutoire pour déverser leurs frustrations sociales et sexuelles.

Chaque jour de match met les villes entières en état de siège et gare au malheureux citoyen qui se trouvera sur le passage des hordes vociférantes à leur sortie du stade.

Même l'école, ce lieu du savoir et de l'éducation, n'échappe pas à la règle. On ne compte plus le nombre d'affaires liées à la maltraitance et aux agressions des professeurs envers leurs élèves et vice-versa. Le phénomène du suicide, en plus de prendre des proportions alarmantes, touche désormais les enfants.

Dj.A.

La «zdom attitude», une philosophie de vie à l'algérienne

Du comportement routier des automobilistes aux cités «zdoma», squattées par des opportunistes, en passant par toutes ces scènes de la vie quotidienne où l'on se grille joyeusement la politesse, la «zdom attitude» est devenue un comportement social admis et adopté par la majorité. Un sport national qui se pratique partout et par tous. Plus qu'une norme sociale, la «zdom attitude» est devenue une philosophie de la vie qui convient à cette jungle, sans foi ni loi, qu'est devenue la société algérienne. On pourrait traduire le mot «zdom» par le mot «foncé», en bon français, mais ce dernier est dénué de cette connotation péjorative, de cette charge d'opportunisme et d'esbroufe que le mot original charrie.

Dans un pays en pleine transition sociale et économique, la «zdom attitude» permet aussi bien de remonter une file de voiture à la hussarde, que de gagner quelques catégories sur l'échelle sociale. En faisant fi des lois établies bien entendu. Comment conduire dans des villes surpeuplées, sur des routes saturées où l'on avance à une allure d'escargot, sachant bien qu'il y a une belle lurette que les lois du code de la route ne s'appliquent plus qu'aux âmes candides qui y croient encore ? C'est bien simple : il faut foncer. «Zdom bark», dira-t-on en langage de rue. La priorité tout comme le passage appartient, de fait, à ceux qui appliquent en premier cette devise du «zdom bark». Dépassements à droite, utilisation de la bande d'arrêt d'urgence, rouler à contresens ou

carrément à gauche, l'adepte de la «zdom attitude» ne répugne aucunement à transgresser les lois. Bien au contraire, l'essentiel étant de ne pas rester coincé dans un embouteillage ou un bouchon. Les plus malins se contenteront de suivre le premier véhicule de police ou de gendarmerie qui passe ou de se mettre dans le sillage d'une ambulance.

Il n'y pas une seule ville d'Algérie qui ne compte pas une ou deux «cité zdoma». Comment sont nées ces cités au nom évocateur ? Las d'attendre des logements dont la distribution ou l'octroi est sans cesse remises aux calendes grecques, des groupes de citoyens entraînant enfants et bagages se ruent de nuit sur des immeubles neufs pour occuper les lieux.

Il suffit de changer les serrures et de mettre les autorités devant le fait accompli, en attendant qu'un ordre de régularisation ou d'évacuation vienne d'en haut.

En fait, même Alger, pourtant capitale du pays, est une cité «zdoma». Au lendemain de l'indépendance, alors que les pieds-noirs fuyaient le pays en masse, des gens venus des quatre coins, se sont rués sur les bien vacants. Cette même Alger, quelques semaines auparavant, avait été témoin d'une prise de pouvoir résultant directement de la «zdom attitude» du clan d'Oujda mené par le duo Ben Bella- Boumediène au détriment d'un GPRA, dont la légitimité politique n'avait pas réussi à contrebalancer son peu de poids militaire. Vous voulez faire du commerce et vous n'avez pas

de local. Qu'à cela ne tienne, les trottoirs des villes, les accotements des routes nationales, les places publiques, les terrains vagues sont à vous. Vous voulez vous improviser gardien de parking ? Choisissez votre bout de trottoir et munissez vous d'un bon gourdin pour convaincre les plus récalcitrants. Même les voleurs à la petite semaine et les pickpockets se sont mis à la «zdom attitude». Ils ne vous font plus les poches artistiquement, en faisant appel à des techniques bien rodées. Avant, on ne s'apercevait de la disparition de son porte-monnaie ou de sa montre qu'une fois arrivé à la maison. Aujourd'hui, ils vous arrachent bijoux, portables ou sacs, quelquefois même un bout d'oreille, ou vous braquent arme à la main.

Les jeunes n'ont pas de visa pour émigrer en Europe ? Qu'à cela ne tienne, ils foncent sur la mer sur des barques de fortune. Même si vous n'avez jamais fait de politique et que vous êtes dénués de tout sens du service public, si cela vous passe par la tête de devenir un jour député, il vous suffira d'avoir les poches pleines et le compte en banque bien garni. C'est ainsi que l'on a vu des marchands de poulets et des grossistes en fruits et légumes devenir d'éminents représentants du peuple. C'est le même sens de l'opportunisme qui peut pousser un individu aux compétences limitées à accéder au rang de ministre, occupant les plus hautes marches d'une pauvre République qui a élevé la médiocrité au rang de vertu nationale.

Dj.A.

ETIOLEMENT DU NIVEAU DE VIE ET DES ESPOIRS

Algérie, machine à broyer les illusions

Par Amel Blidi

C'était le temps où Hadj M'hamed El Anka chantait le ramier qui s'en est allé. Le salaire mensuel d'un cadre supérieur, enseignant à l'université ou dirigeant d'entreprise était de 2000 DA, correspondant à 20 kg de viande, 1/10^e d'une voiture importée par l'Etat, à 3,5 m² d'une habitation de bon standing et 4 billets d'avion moyen courrier (données de Ali Mabroukine, rapport de la Carim).

Le cadre algérien en profitait pour acheter une Zastava à Sonacome, assister, à raison de 2 DA par séance, à la projection de *Omar Gatlato* de Merzak Allouache ou à celle de *Chronique des années de brasse* de Mohammed Lakhdar Hamina, qui a décroché la palme d'or du Festival de Cannes.

Il emmenait ses enfants à la plage. Abdelaziz Bouteflika, alors jeune ministre des Affaires étrangères, négociait avec Carlos la libération de la prise en otages des ministres de l'OPEP. L'heure était à «l'industrie industrialisante», au matériel qui coûte cher et à l'euphorie de «l'auto-gestion».

Cheb Khaled appelait, de sa voix éraillée les «gens de la poudre et de la carabine» à le délivrer d'une «joueuse» partie à Paris «sans passeport ni devises». En 1980, le cadre supérieur percevait 8000 DA, cela correspondait à 215 kg de viande mais toujours à 1/10^e de la même voiture importée par l'Etat, à 3,5 m² d'habitation et à 4 billets d'avion. Le pouvoir d'achat s'est amélioré ou au moins maintenu au niveau individuel, mais dans la mesure où ce cadre a une famille et que son conjoint travaille, ses enfants possèdent, a priori, de bonnes perspectives professionnelles. Ils font partie de ceux qu'on appelle «la génération tchitchi» qui aimait à se balader dans les vastes allées de «Maqam el Chahid» et se targuaient de porter des vêtements de marque. Abdelaziz Bouteflika était en exil. Internet n'existait pas. L'équipe algérienne de football, ayant remporté une victoire historique contre l'Allemagne, enthousiasmait les foules. Les blagues ayant pour anti-héro le président Chadli étaient racontées en catimini. Les files d'attente dans les «Souks el fellah» s'allongeaient à mesure que les rumeurs sur l'affairisme et la corruption au haut sommet de l'Etat se faisaient persistantes. Une nouvelle catégorie émerge dans le paysage social algérien: les trabendistes. C'était le temps où Hasni s'élevait contre les «médisances» de ceux qui le voulaient «mort», avant qu'il ne soit assassiné en



L'Algérie ressemble, de plus en plus, à un vaste gâchis économique

PHOTO : B. SOUHL

pleine rue dans son quartier d'Oran, à Gambetta. Après s'être enivrée d'espairs de liberté, l'Algérie s'est saoulée de tristesse, se découvrant dans les griffes d'une guerre qui ne disait pas son nom.

En 1992, le salaire du cadre algérien est de 20000 DA, cela correspond à 100 kg de viande, 1,22 m² d'un logement confortable, mais il lui faudra quatre ans de salaire pour acheter sur le marché libre la voiture qui lui coûtait 10 mois de salaire en 1980, sur le marché officiel. La chute du Mur de Berlin signalait la fin d'une époque. Les femmes algériennes défilaient pour réclamer plus de liberté et la fin de la violence. L'Algérie passait sous les fourches caudines du FMI et l'état d'urgence était instauré. Une nouvelle politique de libéralisme économique permettait aux Algériens de redécouvrir le goût des bananes et celui du chocolat suisse. Mais les privatisations des entreprises publiques, qui se sont accélérées vers 1994, ont entraîné, selon les spécialistes, le démantèlement des services publics – en particulier du système de santé – et aussi la fermeture de nombreuses entreprises publiques. Une nouvelle

catégorie sociale apparaît : les «hittistes».

C'est le temps où l'on ne se rappelle plus des noms des chanteurs algériens ni de ce que disent leurs chansons.

En 2009, ce cadre gagne 60 000 DA, cela correspond toujours à 100 kg de viande, 1,10 m² d'un logement de haut standing. Cependant, grâce au crédit automobile pratiqué par les banques et auquel il pouvait recourir jusqu'au 27 juillet 2009, il avait la possibilité d'acquiescer un véhicule en remboursant le prix de façon échelonnée. Il est contraint de payer comptant le prix de son véhicule auprès d'un concessionnaire, ce qui représente deux ans de salaire. En plus de la baisse du niveau de vie, les cadres, les chercheurs et autres universitaires ont un sentiment de déclassement à la fois social et culturel et se considèrent eux-mêmes comme sous-utilisés. Au taux de change officiel, à qualification égale, un cadre supérieur algérien gagnait 80% du salaire du cadre français. En 2009, il est égal au 1/13 de celui de son collègue européen. Son premier salaire de 2000 DA tient aujourd'hui en un seul billet. Celui-ci part tellement vite qu'il n'a même

pas le temps d'en voir la couleur. Une partie de la population n'hésite plus à étaler sa richesse. Elle tire ses revenus d'activités commerciales spéculatives, mais rendues parfaitement licites par la généralisation de l'économie de bazar.

L'Algérie ressemble, de plus en plus, à un vaste gâchis économique, bien qu'elle dispose d'environ 180 milliards de dollars de réserves de change grâce aux hydrocarbures. Les anciens fleurons de l'industrie algérienne se sont avérés des colosses aux pieds d'argile, incapables de faire face à l'ouverture du marché. Le gouvernement de Abdelaziz Bouteflika négocie désormais l'importation du blé tendre et de la poudre de lait. Les salles de cinéma sont abandonnées à leur décrépidité. Les supporters de l'EN ne sont même plus surpris d'apprendre que l'équipe ayant disputé le match contre l'Allemagne en 1982 était peut-être dopée. En cinquante ans, les mauvaises nouvelles se sont accumulées à un point que celle-ci apparaît comme un moindre mal. Dès la tombée de la nuit, les rues sont désertes. Une nouvelle frange de la population émerge: les harraga. **A. B.**

UN PARADOXE ALGÉRIEN

Pays riche, population pauvre

Par Hocine Lamriben

C'est tout le paradoxe algérien : si le pays possède d'immenses richesses naturelles, la population n'en profite pas... Sur le plan macro-économique, les voyants sont au vert. Le produit intérieur brut de l'Algérie s'élevait à plus de 170 milliards de dollars en 2011, selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI). Et grâce aux recettes pétrolières, le pays, en sus du désendettement, a constitué un important matelas financier.

Le FMI a classé l'Algérie au titre du pays le moins endetté des 20 pays de la région du Maghreb et du Moyen-Orient pour l'année 2012, et le deuxième plus gros détenteur de réserves officielles de change après l'Arabie Saoudite, avec des prévisions de clôture de l'année 2012 de 205,2 milliards de dollars. Ce n'est pas tout ! En quelques années, l'Algérie est devenue le 3^e fournisseur de gaz en direction de l'Europe. Autant dire, que le pays dispose d'atouts considérables. Cela dit, la manne financière, issue de 98% des exportations d'hydrocarbures, ne profite qu'aux dirigeants ainsi qu'une minorité de privilégiés tapis dans les arcanes du pouvoir.

Entre temps, la majorité de la population est confronté à des multiples problèmes : cherté de la vie, logement, chômage, etc. Parce qu'elle n'est pas assez diversifiée, l'économie algérienne ne peut offrir les emplois en nombre suffisant à sa jeunesse toujours plus nombreuse. Officiellement, le taux de chômage est de 12% de la population active. La plupart des économistes en doutent, d'autant plus qu'il est loin de refléter la réalité. Le chômage des jeunes dépasse 25%, selon le FMI, or, il serait bien plus important, entre 30 et 40%, selon les experts. L'économie, avec un quart de population de moins de 15 ans, n'arrive pas à absorber les milliers de nouveaux demandeurs d'emplois. A défaut, c'est le dur chemin de l'émigration : plus de 150 000 personnes quittent l'Algérie chaque année en quête d'un avenir meilleur. Sans travail, sans aucune perspective, d'autres tentent de rejoindre l'autre rive à l'aide d'embarcations de fortune au péril de leur vie. Autre plaie : 28% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Un récent rapport du PNUD fait état de l'augmentation du taux de pauvreté, où un Algérien sur trois vivrait au-dessous du seuil de pauvreté. Avec un pouvoir d'achat en constante érosion, ceux-ci demeurent, comme la couche moyenne qui a tendance à disparaître, vulnérables aux fluctuations des prix de première nécessité, dont certains produits sont sujets à de pénuries cycliques. En outre, la crise du logement

complique davantage la vie de la population. Avec une population en constante progression (plus de 37 millions habitants), l'offre publique n'arrive pas à suivre. Pour preuve, il n'y a qu'à voir les bidonvilles, constructions de bric et de broc, qui ceinturent la capitale, où s'entassent des milliers de personnes dans des conditions difficiles. Handicap supplémentaire, la corruption gangrène la sphère économique et la liste des scandales financiers ne cesse de s'allonger, dont les plus graves sont ceux de l'empire Khalifa et de Sonatrach. Ces ingrédients, couplés au mépris teinté d'injustice sociale dans lequel les autorités tiennent la population, alimentent la colère. Et il ne se passe pas un jour sans qu'il y ait des manifestations sporadiques. Incapables de relancer une économie grippée, les dirigeants restent dépendants en matière de financement des projets d'infrastructures aux revenus pétroliers, eux-mêmes soumis aux aléas des marchés boursiers. Si pour certains, la manne parolière constitue une malédiction, elle est, pour d'autres une chance inouïe. Il n'empêche que les secteurs, ceux de l'industrie et de l'agriculture, n'arrivent pas à décoller malgré les sommes colossales injectées. Du coup, l'Algérie importe annuellement près de 70% de ses besoins, financés par les recettes pétrolières. Le moindre bourrasque, une baisse des prix de pétrole, pourrait lui coûter cher à l'avenir. **H. L.**

LE PROBLÈME DES HARKIS

Vision différente en France et en Algérie

Par Nadja Bouzeghrane

Cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie, la question des harkis reste d'une extrême sensibilité. Pourquoi cette persistance dans la réticence de savoir et de comprendre ? Dans leur écrasante majorité, les Algériens ne savent pas qui sont en réalité les harkis, ne connaissent pas la complexité de leur situation passée, les rôles qu'ils ont eus pendant la guerre de Libération nationale. Pourtant, un sondage d'El Watan (28 mars 2012) révèle que plus de 84% des Algériens disent qu'il «ne faut pas pardonner aux harkis». Mais ne faudrait-il pas d'abord commencer par mettre à plat les faits, pour dépasser les clichés, les raccourcis et les jugements arrêtés ? C'est en tout cas la logique dans laquelle s'inscrivent ceux qui portent ces exigences, particulièrement les historiens. Pour leur part, les harkis et leur famille souhaitent que leur passé soit un objet d'histoire et qu'il ne soit plus utilisé comme un enjeu politique, tant en France qu'en Algérie.

Nicolas Sarkozy a attendu la proximité du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de mai 2012 pour faire référence à la reconnaissance officielle de la responsabilité de la France dans «l'abandon des harkis après la fin de la guerre d'Algérie en 1962». Une promesse qu'il avait déjà faite alors qu'il était candidat en 2007. «Pour que vous puissiez pardonner, il faut que la République reconnaisse qu'il y a eu une injustice, qu'il y a eu une forme d'abandon, c'est fait. Maintenant, pardonnez, parce que la République a besoin de vous», a-t-il tranché à Perpignan devant un rassemblement de harkis. Pour sa part, François Hollande, alors candidat

à la présidentielle, a adressé en octobre 2011 un «message» aux harkis et aux rapatriés, dans lequel il s'est engagé en cas d'élection à «ouvrir l'ensemble des archives concernant cette période et en particulier celle qui a suivi la signature des Accords d'Evian et le cessez-le-feu du 19 mars 1962». Le président Bouffekka déclarait en septembre 2005, à Oran, que les enfants de harkis n'étaient pas comptables du passé de leurs parents.

Fatima Besnaci-Lancou, présidente de l'association Harkis, droits de l'homme et fille de harkis nous affirmait alors (El Watan du 13 septembre 2005) qu'elle attendait qu'«on puisse ouvrir les archives aux historiens, qu'on puisse entendre des témoins, que les vérités soient dites, que l'on sorte de la passion et des gestes idéologiques, qu'on replace les harkis dans le contexte global de la colonisation et dans un contexte de guerre».

Fatima Besnaci-Lancou explique (dans le même entretien) que son association, Harkis, droits de l'homme a été créée pour demander à l'Etat français de reconnaître sa responsabilité dans le drame des harkis, «pas par des médailles ou des stèles, mais de reconnaître ce drame humain qui a été généré par la politique française de l'époque (droite et gauche)...

En tant que fille de harki, si j'avais quelque chose à demander aux hommes politiques algériens, c'est de ne pas instrumentaliser le problème harki en Algérie et de faire une place aux familles qui sont restées là-bas, de les regarder comme elles sont réellement, c'est-à-dire, qu'à un moment donné, leur vie a basculé, et ce n'est pas vraiment un choix».

Qu'est-ce qu'on fait de cette histoire-là ?

«... Ce qu'il faut condamner, c'est la colonisation, cette guerre coloniale qui a été terrible et qui a généré des choses qui sont aberrantes. Parmi les femmes qui ont témoigné (Nos mères paroles de blessées, livre qu'elle a rédi-

gé à partir de témoignages), il y a une fille de chahid qui est femme de harki et mère de chahid. Qu'est-ce qu'on fait de cette histoire-là ?» L'historien et ancien responsable du FLN, Mohamed Harbi, à propos du livre *Nos mères paroles blessées* de Fatima Besnaci-Lancou, écrit dans *Le Monde* (20 octobre 2006) : «Les harkis sont un objet d'histoire. Mais de quelle histoire s'agit-il ? De celle du pouvoir algérien qui les définit comme des "collabos" et leur retire une nationalité avant même que de l'avoir eue ? Contre cette façon simpliste de construire une histoire qui n'a d'autre but que d'ériger le monument d'un peuple identifié à ses dirigeants, la France, enfermée d'abord dans un silence qui niait jusqu'à l'existence d'un problème harki, opposa ensuite au discours d'Alger un discours inverse et donc de même simplicité et de même fonction idéologique. Les harkis devinrent les dignes héritiers de "ces soldats de l'Empire qui, en 1940, contribuèrent à la libération de la mère patrie"». Le livre *Nos mères, paroles blessées*, qui nous est proposé par Fatima Besnaci-Lancou, est d'une autre facture. Recueillant les récits de femmes de harkis, il nous rappelle que l'histoire (avec un grand H) recouvre des histoires pleines de larmes et de sang, des histoires qui ne se situent pas dans une grandiloquence politique quelconque, mais restent prises dans un quotidien où la mort est présente sans cesse... Le goût amer que laisse la lecture poignante du livre c'est que les Etats, monstres froids, que ce soit l'Etat algérien ou l'Etat français, enfermés dans un manichéisme opposé, n'ont eu cure de la misère de ces femmes victimes, coupables de rien.»

NOUS DEVONS RÉÉVALUER LA QUESTION DES HARKIS

Dans un entretien accordé à *El Watan* (13 septembre 2005), l'historien nous affirmait :

«Nous devons procéder à la réévaluation de la question des harkis.

C'est une question complexe. Nous avons intérêt à examiner de plus près les motifs de l'engagement dans le camp français. Nous n'avons aucune raison de traiter ceux qui se sont comportés en mercenaires de la même manière que ceux qui ont été victimes de la conjoncture. Il y a de vrais criminels de guerre parmi les harkis, à l'instar de ceux du commando George.

Le fait que des membres de l'armée de libération se soient mal comportés ne justifie pas l'appui au camp adverse. Il y avait une cause nationale à défendre. L'intégration de l'armée française, en nombre, par des Algériens, l'historien l'explique par le fait qu'«une bonne majorité allait aux harkas comme on va à l'usine. Dans leur majorité, les harkis n'étaient pas motivés politiquement. Ils ne constituaient pas une alternative politique. Ceux qui étaient motivés politiquement étaient hauts fonctionnaires, députés...

Ceux-ci n'ont pas eu à subir de la même manière l'opprobre du peuple, beaucoup se sont recyclés dans de très bonnes conditions. Il y a dans cette question des harkis un aspect de classe qu'il ne faut pas occulter. Ce sont les pauvres qui ont le plus payé». Il explique, par ailleurs, que «la communauté harkie s'est constituée en France à partir d'un statut d'exclus, de victimes de la politique gouvernementale française...» Et «du point de vue stricte-ment humain, en Algérie, on a trop tendance à abuser de la généalogie. "C'est le fils de tel, de tel", indépendamment de ce qu'il est lui-même. Reste que l'Algérie doit assumer son histoire et comment l'assumer si elle ne réexamine pas les voies qui ont mené un certain nombre d'Algériens à se situer dans le camp français. C'est important, car cela pose aussi le problème de la cohésion nationale». N. B.

GILLES MANCERON, HISTORIEN

«Des simplifications abusives»

Dans *Les supplétifs dans la guerre d'Algérie, mythes et réalités*, un texte introductif à l'ouvrage qu'il a codirigé avec Fatima Besnaci-Lancou et Benoit Falaize (*Les harkis, histoire, mémoire et transmission*, Editions de l'Atelier, Paris 2010), l'historien Gilles Manceron explique que la question des harkis «a fait l'objet de nombreuses simplifications abusives qui déforment son histoire».

Propos recueillis par Nadja Bouzeghrane

Pourquoi, 50 ans après l'indépendance de l'Algérie, la question des harkis reste-t-elle sensible en Algérie, tant auprès de l'Etat algérien que des Algériens ? Comment les Algériens pourraient-ils aborder ce sujet avec plus de sérénité ?

Cette question reste sensible en Algérie, car elle renvoie à la complexité de la guerre d'indépendance algérienne.

Les autorités politiques de l'Algérie indépendante ont voulu nier cette complexité en présentant une «légende dorée» de la guerre de libération, alors que ceux qui y avaient participé, à tous les niveaux de responsabilité, savaient bien qu'elle était simpliste et trompeuse.

Ils savaient bien que les autorités coloniales françaises avaient enrôlé, parfois sous la contrainte, plusieurs centaines de milliers de supplétifs, parfois en utilisant les contradictions et conflits au sein même des populations rurales algériennes. La plupart de ces hommes étaient choqués par les comportements de l'armée coloniale, ils étaient contraints d'obéir, préoccupés par la survie de leur



PHOTO: D. R.

famille, et ils ont exercé des fonctions diverses, parfois non liées directement à la guerre. En 1962, beaucoup partageaient la joie de l'indépendance.

Or, au lieu de juger certains d'entre eux devant des tribunaux, il s'est produit des violences, y compris des représailles, contre des vieillards et autres membres des familles de certains hommes, des

violences où les «marsiens», les «résistants de la vingt-cinquième heure», ont souvent cherché à se donner une image de patriotes à bon compte, tout en réalisant quelquefois toutes sortes de vengeances privées.

Regarder en face cette question est difficile. Or, cela n'implique pas de remettre en cause la légitimité de la lutte d'indépendance algérienne. L'histoire doit être prise en compte dans sa complexité. Beaucoup d'Algériens en conviennent dans les conversations privées. Mais les peurs d'être stigmatisés par les tenants d'une histoire officielle qui a longtemps été érigée en vérité par le pouvoir politique en Algérie font que peu de gens disent publiquement ce qu'ils reconnaissent en privé.

Du côté français, le sujet est tout aussi sensible. Les harkis ont-ils obtenu la reconnaissance de l'Etat français ?

En France, la question a aussi été déformée par les nostalgiques de l'Algérie française, qui sont pourtant largement responsables du sort de ces hommes et de la situation tragique dans laquelle ils se sont retrouvés en 1962 avec leur famille. Toutes sortes de mensonges sont encore proférés en France sur les harkis qui auraient «fait le bon choix, celui de la France», alors que cela ne correspondait pas, le plus souvent, à la réalité, et que cela ne fait qu'augmenter les difficultés à se situer par rapport à cette histoire que rencontrent ces hommes et leurs descendants qui vivent en France aujourd'hui. Ils ont été victimes après 1962 de discriminations qui ont prolongé sur le sol français la situation des indigènes dans les anciennes colonies : parqués dans des camps, en marge de la vie sociale, ils ont eu beaucoup de mal à combattre les discriminations dont ils ont été l'objet dans la société française.

Parmi leurs descendants, beaucoup condamnent le colonialisme et sont attachés à l'Algérie. Ils demandent à l'Etat français qu'il reconnaisse ses responsabilités dans leur enrôlement, les promesses mensongères qui leur ont été faites, leur abandon final, ainsi que l'enfermement dans des camps de ceux d'entre eux qui sont venus en France avec leur famille. Ils n'ont pas encore obtenu cette reconnaissance.

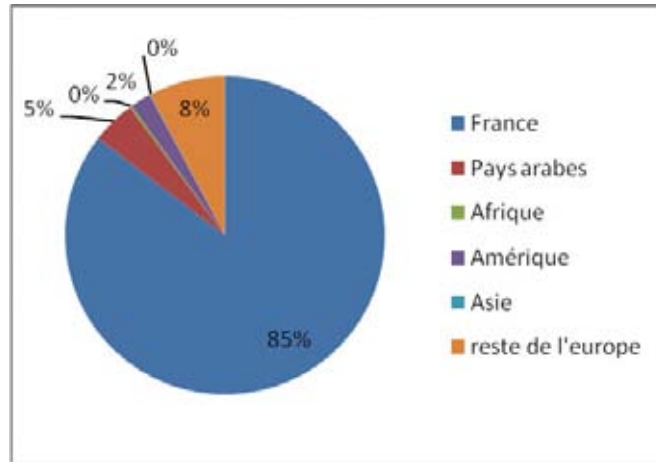
N. B.

DE L'«ÉMIGRÉ TRAVAILLEUR» AU «RÉFUGIÉ POLITIQUE» ET AU «HARRAG»

Les trois vies de l'émigré

Par Amel Blidi

Ouelle famille algérienne n'a pas un parent en France ? L'émigration algérienne a évolué au gré des crises et des turpitudes entre l'Algérie et l'ancien pays colonisateur. A la vague des ouvriers et des paysans, travaillant dans les mines de charbon et dans les usines du nord de la France, a succédé celle des intellectuels fuyant la horde islamiste, puis les «harraga», brûleurs de frontières et de carte d'identité, en quête d'un avenir meilleur. Plusieurs générations d'Algériens ont ainsi choisi de s'établir en France pour des raisons historiques et culturelles. On peut estimer à 1,5 million (chiffre donné par la France) ou à 4 millions (selon le ministère délégué à la Communauté algérienne à l'étranger) le nombre de personnes algériennes, ou d'origine algérienne, en France. Dans les faits, il est difficile d'établir avec exactitude le nombre d'Algériens résidant dans l'Hexagone, en raison de l'endossement de la nationalité française ou des incessantes arrivées et des départs réguliers. Il est, en tout cas, certain que l'émigration algérienne est principalement concentrée en France, contrairement à celle marocaine et tunisienne. «Selon les données algériennes, l'immense majorité réside en France avec un taux de 85% des émigrés, et 8% dans différents pays européens, avec une concentration en Espagne et en Italie. Les migrants algériens au Maghreb ne représentent que 3%, suivis de ceux établis en Amérique, notamment au Canada et aux Etats-Unis, estimés à 2%. Puis viennent les pays du Machrek et de l'Afrique, avec 1% pour chacune des régions», explique ainsi le chercheur Mohamed Saïb Musette, spécialiste des questions migratoires, dans l'une de ses analyses. L'émigration de travail qui eut lieu principalement entre le début des années 1920 jusqu'en 1974, date à laquelle Valéry Giscard d'Estaing, alors président français, a fermé la porte aux migrations de travail. Les efforts du président Boumediène pour contre-carrier l'émigration algérienne, en pleine euphorie après la nationalisation des hydrocarbures et en pleine période «d'arabisation», n'y feront rien. Dans les années 1990, le migrant algérien est passé du statut «d'émigré du travail» à celui de «réfugié politique». Plus de 100 000 demandes de statut de réfugié politique sont déposées entre 1993 et 2003. La France accorde seulement 19



Répartition de la communauté algérienne selon les régions à l'étranger

623 statuts, c'est l'Allemagne qui en accorde le plus (44 000), la Grande-Bretagne 11 600. Après de bons et loyaux services, l'émigré algérien est stigmatisé. La France tente, par tous les moyens, de limiter l'accès à son territoire. Il est désormais devenu presque impossible d'avoir un visa : la France a accordé en 2007 170 000 visas ; en 2009, 148 213 (dont 130 013 de court séjour et 18 200 de long séjour) aux fonctionnaires, aux politiques, aux commerçants, aux étudiants. Mais le rêve de l'«ailleurs» est encore plus beau que jamais. Les jeunes usent de tous les moyens pour y parvenir : passer le voyage menant à l'autre côté de la Méditerranée dans la soute d'un paquebot, brûler ses papiers dès l'arrivée sur le sol français ou partir à bord d'un bateau de fortune en passant par l'Espagne ou la Sardaigne. Les candidats au départ font face aujourd'hui à des réseaux de passeurs bien organisés. En 2006, les Forces navales algériennes ont appréhendé 1016 candidats à l'émigration clandestine, en 2007, 1500. Dans le premier semestre de 2008, 718 Algériens tentant de partir ont été arrêtés. Dans les huit premiers mois de 2007, on estime que 960 Algériens auraient rejoint les côtes sardes ; en janvier 2009, on apprend que 600 corps sont entassés dans une morgue en Espagne. Dans leur

majorité, les jeunes partent à la recherche d'un emploi, frustrés de tourner en rond dans leur quartier. D'autres rêvent d'améliorer leur situation, s'imaginant que la vie est bien plus douce de l'autre côté de la Méditerranée. D'après une enquête réalisée récemment par le ministère de la Solidarité nationale, six motifs poussent les jeunes à l'émigration : sentiment d'exclusion, oisiveté et chômage, pauvreté, mal-vivre et mal-être, désir d'améliorer la situation, besoin de changer de mode de vie. Les autorités publiques, acculées à réagir face à cette tragédie, ont montré leur incapacité à comprendre les jeunes, en criminalisant les départs clandestins par la loi du 25 juin 2008 : toute personne prise sur une plage en train d'organiser un départ, ou arrêtée en mer par les gardes-côtes, est arrêtée, jugée et passible de trois à six mois de prison et d'une forte amende de 20 000 à 60 000 DA. A cela se sont ajoutées les fetwas édictées par les mosquées algériennes, jugeant la «harga» contraire aux préceptes de l'Islam. Les mots de Kamel Benlabed, représentant des parents de harraga disparus en mer, ont valeur de prophétie : «Nos enfants ont voulu nous donner une leçon, nous transmettre un message clair : nous ne sommes pas à la hauteur !»

Amel Blidi

REPÈRES

>>> En 2009, la France a accordé, en 2007, 170 000 visas ; en 2009, 148 213 (dont 130 013 de court séjour et 18 200 de long séjour) aux fonctionnaires, aux politiques, aux commerçants, aux étudiants.

>>> Plus de 100 000 demandes de statut de réfugié politique sont déposées entre 1993 et 2003.

>>> En 2007, les Forces navales algériennes ont appréhendé 1500 candidats à l'émigration clandestine.

>>> En janvier 2009, 600 corps de harraga algériens étaient entassés dans une morgue en Espagne.

>>> 4 millions, le nombre de personnes algériennes ou d'origine algérienne en France, selon le ministère délégué à la Communauté algérienne à l'étranger.

Laissez-passer délivré par l'autorité militaire française à chaque membre de la commission du cessez-le-feu.

FUITE DES CERVEAUX

Comment on a fait fuir les esprits brillants

Le départ massif des diplômés, des universitaires et des chercheurs est révélateur de la dévalorisation du statut symbolique de l'intellectuel algérien. Au rythme de 6000 départs/an de personnes ayant un niveau de qualification équivalent à bac+4, ce sont quelque 130 000 diplômés de l'université qui ont quitté l'Algérie depuis 25 ans. Dans une étude réalisée pour le Consortium pour la recherche appliquée sur les migrations internationales (Carim), publiée en

REPÈRES

>>> Entre 1984 et 2009, 130 000 cadres algériens ont quitté l'Algérie

>>> En France, le nombre d'étudiants algériens a fortement augmenté ces dernières années : de 11 900 en 1998-1999 à 21 676 en 2008-2009.

>>> 30% des médecins algériens établis en France sont recrutés en tant qu'infirmiers.

2010 et réalisée par Ali Mabroukine, professeur de droit international, intitulée «La migration hautement qualifiée en Algérie, tentative d'étiologie d'un sinistre», il est fait mention du manque de valorisation de la condition matérielle des cadres.

Ali Mabroukine souligne ainsi que les retards scientifiques, techniques et culturels accumulés expliquent largement le départ du fleuron de l'intelligentsia algérienne entre 1975 et 2009. Le rédacteur du rapport de la Carim commente : «Depuis deux décennies maintenant, les pouvoirs publics ne cherchent plus à entretenir l'opinion publique dans l'illusion que tout diplômé de l'enseignement supérieur sera assuré, à l'issue de son cursus, de trouver un emploi, d'acquiescer un logement ou un véhicule et, in fine, de prétendre à une rémunération en relation avec son niveau de compétence, son expérience, les diplômes qu'il aura pu acquiescer, tout au long de sa carrière professionnelle.»

Le fait est que la plupart des cadres expatriés éprouaient avant leur départ, un fort sentiment de déclassement à la fois social et culturel à tel point qu'ils sont parfois prêts à accepter des postes qui ne sont pas en adéquation avec leurs diplômes. Selon le président de la Fondation nationale pour la promotion de la recherche scientifique dans le domaine de la santé (Forem), 30% des médecins algériens établis en France sont recrutés en tant qu'infirmiers.

Ali Mabroukine décrit une «dualisation des élites algériennes» : il y a ceux qui appartiennent à des réseaux informels, grâce auxquels ils disposent d'informations privilégiées, si ce n'est de positions de

pouvoir dans l'appareil de l'Etat ou à sa périphérie, et les autres qui sont des électrons libres, travaillant individuellement, à l'aide de moyens précaires, mais qui sont, de plus en plus rapidement, gagnés par le découragement.

Il n'est pas rare de voir des chercheurs de 50 ans et plus, envisager de quitter le pays, souvent avec conjoint et enfants, après avoir donné 30 ans de leur vie à la recherche algérienne et formé une génération de cadres dont une partie a quitté l'Algérie avant eux. Les professions jadis prestigieuses, comme celles d'enseignant, de médecin, de chercheur, d'ingénieur, d'architecte, perdent de leur aura au seul profit d'activités spéculatives et rentières.

Selon le ministre de l'Enseignement supérieur, 1500 chercheurs en sciences ont déjà quitté le pays pour exercer leurs compétences à l'étranger, en raison d'un manque de postes et de motivations financières. Le ministre des Affaires étrangères, Mourad Mededecci, déclare devant les sénateurs que «plus de 15 200 compétences scientifiques algériennes sont inscrites officiellement auprès des consulats algériens à l'étranger (...) 40 000 cadres ont quitté le pays dans les années 90 dont 10 000 médecins établis en France. Aux Etats-Unis, on compte 3000 chercheurs algériens». Le plus inquiétant aujourd'hui est que de nombreux étudiants partis faire leurs études ne reviennent pas au pays. En France, le nombre d'étudiants algériens a fortement augmenté ces dernières années : de 11 900 en 1998-1999 à 21 676 en 2008-2009.

Amel B.

L'ALGÉRIE EN PANNE DE MODÈLE DE SOCIÉTÉ

Violence, corruption, pollution, incivisme, inégalités... ces maux qui rongent le pays

Par Djamel Alilat

Barricadés dans leurs appartements grillagés, enfermés dans leurs voitures au milieu d'incessants bouchons de circulation, les Algériens étouffent dans des villes surpeuplées, sans âme, sans culture et sans loisirs. Privés de sortie à l'étranger, coupés du flux touristique international depuis des décennies, les Algériens tournent en rond dans un pays sale et dégingé.

LES ALGÉRIENS, UN PEUPLE MALHEUREUX

Un immense gâchis. C'est l'image que renvoie le pays après 50 années d'indépendance. Un système éducatif sinistré, une économie en panne, un système de santé obsolète et inefficace, un urbanisme chaotique, des habitudes vestimentaires, alimentaires et culturelles mutantes, un environnement de plus en plus pollué et agressif et une société en mal de repères, minée par la violence, l'incivisme et les inégalités sociales. N'en ajoutez pas plus, la coupe est pleine. Tout récemment encore, Fatma Oussedik, professeur de sociologie, évoquait dans *El Watan* l'existence en Algérie d'un « pessimisme de situation ». « Il s'agit, comme l'écrivent les observateurs étrangers, d'un peuple malheureux, confronté à de grandes difficultés quotidiennes : de transport, de logement, de vie de façon générale », analyse-t-elle. Le lien social s'est rompu et la cohésion a volé en éclats, ne cessant de s'alarmer les quelques intellectuels qui veillent encore au chevet de ce pays malade. « Il faut réinventer le lien social et le vivre ensemble », plaide Mohammed Harbi lors du dernier colloque organisé par *El Watan*. Oui, mais qu'est-ce que le lien social ?

Le lien social est ce qui permet aux individus de vivre ensemble et de former une société. Définition par un sociologue : « C'est un ensemble de règles, de conduites, de normes qui partagent ensemble les individus. Ce qui suppose un lien de confiance qui est le ciment du lien social ». Soit. Après un demi-siècle d'indépendance, l'Algérie repose sur un modèle de société hybride qui ne ressemble à rien de précis. Eloigné de ses racines maghrébines mais à cheval entre le modèle occidental et le modèle moyen-oriental. Un patchwork social fait de bric et de broc, un peu à l'image du week-end algérien qui essaie de concilier le vendredi islamique avec le samedi laïc. Pour prendre du recul, il suffit de revoir quelques images d'archives et de vieux films tournés dans les années 1970 pour mesurer le degré des mutations opérées dans ce pays. Il ne s'agit plus du même pays.

Nos villes-dortoirs ne ressemblent à rien, nos habitudes vestimentaires et alimentaires se sont diversifiées et nos repères culturels vont dans tous les sens.

L'Algérie vit une véritable désintégration sociale, culturelle et politique.

Le délitement des liens traditionnels et familiaux s'est accéléré avec les nouvelles mutations apparues au sein de la société. Quel meilleur indice : la solidarité familiale traditionnelle a disparu et l'apparition de foyers pour personnes âgées où l'on se débarrasse de ses vieux parents. Les inégalités sociales se creusent et le fossé devient béant entre les classes d'en haut et celles du bas. En un mot comme en cent : le consensus social a éclaté. Le fossé se creuse entre ceux qui ont accès aux écoles privées, aux cliniques privées et aux supérieures où tout est importé et les autres. D'un autre côté, le degré de confiance accordé par le citoyen à ses institutions, comme la police, la justice, le gouvernement, ses médias publics, le Parlement, ne cesse de s'amenuiser.

Le développement technique et technologique ne s'est pas accompagné d'un développement humain. Les apparences plutôt modernes que



L'Algérie vit une véritable désintégration sociale, culturelle et politique.

PHOTO : H. LYES

donne l'usage très répandu de la voiture, du téléphone portable, des ordinateurs, des télévisions par satellite et autres gadgets cachent mal des archaïsmes comportementaux. Faute d'ouverture sur le monde, l'Algérie est devenue une enclave. L'Algérie est depuis longtemps dans « l'inceste culturel », selon le bon mot d'un professeur de médecine.

L'Algérie - et son système de rente redistribué aux cercles les plus proches du pouvoir - est à l'opposé des pays scandinaves dont le modèle social est devenu la référence mondiale. Dans ces pays nordiques, la démocratie sociale se base sur un contrat social fondé sur un impôt élevé et des mécanismes de redistribution sociale nombreux. A force de vouloir tout contrôler, tout régenter, l'Etat a abouti à la démission du citoyen qui ne balait plus que devant sa porte. L'Algérie est devenue un pays inégalitaire, où il ne fait pas bon vivre. Et pour preuve, l'indice de qualité de vie 2011 (Quality of life index 2011), élaboré chaque année par le magazine irlandais *International Living*, a classé l'Algérie à la 139^e place.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes mais c'est au moment où les caisses de l'Etat débordent comme jamais auparavant que le pays semble bloqué, comme sclérosé, par la mauvaise gouvernance, l'injustice et la corruption.

CULTURE

Que faire après sa journée de travail ? La question se pose, bien entendu, pour ceux qui ont la chance d'avoir un emploi. Les galas de musique sont rares, les salles de théâtre et de cinéma sont un vieux souvenir connu des cinquantenaires et plus encore les spectacles relèvent du parfait inconnu. Depuis l'indépendance, l'Algérie n'a construit que des mosquées et de rares stades. Seuls ces deux temples canalisent les foules. Toutes les cités nouvellement construites offrent la même image sociale : des hommes de tout âge sont assis ou adossés à un mur au bas de leurs immeubles. Ils « tuent le temps » en regardant les voitures ou les passants. Dans les quelques librairies, qui n'ont pas été transformées en pizzerias, seuls les livres de cuisine et de religion trouvent preneurs. Faute de culture et de loisirs, l'Algérien s'ennuie à mourir. Pas étonnant, dans ce cas, de voir l'Algérie envahie par les antennes paraboliques comme jamais aucun pays ne l'a été.

L'URBANISME DÉBRIDÉ DES CITÉS-DORTOIRS

Toutes les cités et les villes construites depuis l'indépendance se ressemblent. Des villes-dortoirs sans aucune personnalité et des cités dépotoirs, où les gens s'entassent dans les appartements et les ordures en bas des immeubles. Exemple d'une cité algérienne : des immeubles plantés dans un terrain vague. Sans structures

d'accompagnement ni cadre de vie. Sans espaces verts ni même un banc public où les vieux puissent s'asseoir ou une balançoire pour les enfants. Les villes se sont ruralisées au moment où la campagne n'arrête pas de se citadiniser, ne prenant de la ville que ses défauts tout en gommant ses propres avantages.

Le développement anarchique des villes fait que très souvent le tissu urbain empiète sur les zones industrielles en excroissances hideuses. De même, les marchés informels débordent désormais sur les trottoirs et les accotements des routes.

Une salle des fêtes à côté d'une école, une ferronnerie entre un café et un fast-food, un poulailler au milieu d'habitations. Des dizaines de milliers de mosquées ont été construites depuis l'indépendance. Plutôt que d'opter pour le style architectural maghrébin qui privilégie la tuile et le petit minaret carré, c'est le modèle architectural du Golfe persique qui a été choisi et reproduit à outrance. Ce modèle architectural s'est accompagné de courants religieux fondamentalistes rétrogrades qui se sont greffés sur la société. Le wahhabisme, le salafisme et le chiisme ont définitivement pris racine.

ALIMENTATION : LE RÈGNE DE LA MALBOUFFE

De la gargote mal fameuse où l'on sert un improbable sandwich omelette-frites généreusement arrosé de harissa, l'Algérien est passé à la pizzeria. Exemple de ce que l'on vous sert et que l'on appelle pompeusement pizza : une pâte mal cuite badigeonnée d'une improbable sauce tomate sur laquelle on pose quelques bouts de viande hachée et quelques olives.

Le tout est pudiquement couvert d'un fromage trop gras pour être honnête et d'une dernière couche de mayonnaise. En dehors de cela, et les statistiques le prouvent amplement, l'Algérien consomme beaucoup de pain et beaucoup de sucre et des quantités faramineuses de légumes secs, d'huile végétale et de produits chimiques, tels que acidifiants et colorants discrètement présents dans les sodas et les jus. Le régime méditerranéen, à base de fruits et de légumes, a vécu.

UN SYSTÈME DE SANTÉ À DEUX VITESSES

Ces habitudes alimentaires discutables y sont peut-être pour quelque chose dans ces salles d'attente bondées chez tous les médecins et les pharmacies à chaque coin de rue et une population qui n'arrête pas de se palper. Chaque année, sept millions d'Algériens atterrissent aux pavillons des urgences. Le pays compte 6 millions d'hypertendus, 4 millions de diabétiques, 5 millions de tabagiques et 14 millions de malades

chroniques. Les maladies cardiovasculaires sont la première cause de mortalité en Algérie et 30000 nouveaux cas de cancer sont décelés chaque année. Et pour soigner tout ce beau monde qui geint et se plaint, des hôpitaux mouroirs à court de bons médecins, d'équipement et de médicaments. Alors que les gens riches peuvent prétendre se soigner dans les cliniques privées ou à l'étranger, les pauvres continuent de remplir les cimetières.

UN PAYS SALE

C'est le premier constat que fait l'étranger qui débarque en Algérie : « Vous avez un beau pays mais il est très sale ! ». Les ordures envahissent tous les espaces. Les rues, les routes, les champs, les rivières, les plages, tout est jonché d'immondices malodorantes. Les villes coulent sous le poids des ordures qui s'accumulent. Les décharges sauvages fleurissent un peu partout, polluant oueds et rivières avec les eaux usées et les déchets solides. Si dans les années 1980, pour ceux qui s'en souviennent, des campagnes d'assainissement de l'environnement étaient organisées de temps à autre, l'Algérien d'aujourd'hui semble s'être définitivement accommodé de la saleté. Nous avons fini par l'accepter comme une fatalité, comme une partie naturelle de notre décor et de notre quotidien.

Même les classements peu reluisants et régulièrement en bas de liste des pays sales, affreux et méchants ne nous émeuvent pas. En 2010, le groupe d'étude britannique Urban Clean Environment a réalisé une étude qui classe Alger comme la troisième ville la plus sale du monde derrière Banjul, en Gambie, et Kigali au Rwanda.

LE RÈGNE DE L'INCIVISME

Le savoir-vivre s'est perdu et l'incivisme sévit. Les villes algériennes sont les seules au monde où il n'y pas de poubelles dans la rue. Il n'y pas non plus de toilettes publiques. Pas de bancs publics. Pas d'espaces verts. Il a fallu deux ou trois petites décennies pour voir les codes sociaux des Algériens voler en éclats.

Personne ne traverse plus la route au passage clouté. Non contents de traverser là où cela leur prend, certains piétons mettent un malin plaisir à franchir la chaussée sans se presser, en traînant le pas, histoire de narguer l'automobiliste. Les plus remontés socialement vous regardent bien droit dans les yeux dans une attitude de défi. Ne vous avisez surtout pas de klaxonner. Il en est de même pour la politesse, l'amabilité, la propreté, le respect de soi, des autres ou de la nature ainsi que toutes ces valeurs humaines qui n'ont plus cours. C'est peut-être là où le bât blesse : à force de se préoccuper du développement technique, nous avons oublié l'humain.

Dj. A.

AVRIL 64, INSTITUTION DE L'UNITÉ MONÉTAIRE NATIONALE

L'Algérie décide de frapper monnaie

Par Akli Rezouali

Deux ans à peine après le recouvrement de son indépendance, l'Algérie se devait naturellement de consolider l'édifice de sa souveraineté en rompant définitivement avec le franc pour frapper légalement monnaie. C'est ainsi que dès le 10 avril 1964, une loi monétaire, signée par le défunt président, Ahmed Ben Bella, a été promulguée, créant ainsi officiellement l'unité monétaire de l'Algérie indépendante, baptisée «dinar algérien».

Telles que publiées dans le *Journal officiel* n°30, les dispositions de ladite loi précisent que, désormais, «l'unité monétaire de l'Algérie est le dinar, représenté par le sigle DA et divisé en centimes représentés par l'abréviation CT». Le même texte de loi précise, en outre, que «la valeur du dinar est définie par un poids d'or fin de 180 milligrammes». S'agissant de la mise en circulation de cette nouvelle monnaie nationale, la loi en question décrète : «Les obligations de toute nature sont obligatoirement stipulées et réglées en dinars, tandis que celles contractées antérieurement sont converties de plein droit au taux de un dinar pour un nouveau franc.» Aussi, comme le précise l'économiste Abdelkrim Naas dans son ouvrage intitulé «*Le système bancaire algérien, de la décolonisation à l'économie de marché*», «le franc algérien», qui a continué à circuler depuis l'indépendance, a été retiré de la circulation et une opération d'échange des billets de banque, à raison d'un dinar pour un nouveau franc, a été effectuée en avril 1964. Ainsi, la création d'une monnaie nationale se voulait être naturellement un acte de souveraineté dont découlerait par la suite la mise en place d'une politique de change indépendante, et partant, d'une politique économique et sociale parfaitement autonome et sans nulle entremise de l'ancien colonisateur.



UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE INDÉPENDANTE

Depuis la nuit des temps, frapper monnaie constitue un acte de souveraineté. L'Algérie devenue souveraine se devait donc de récupérer, comme le souligne Abdelkrim Naas, «son droit régulier d'émettre de la monnaie». Et ce n'est qu'en créant sa propre unité monétaire que l'Etat pouvait disposer légalement et en toute indépendance de prérogatives pleines et entières pour exercer son contrôle sur la gestion de sa propre politique de change. Sans cet accès à une souveraineté monétaire, l'Algérie n'aurait pu parvenir par la suite à mettre en place sa politique économique

socialiste de l'époque, ni se lancer dans une stratégie d'industrialisation, ni même concrétiser sa décision de nationalisation des hydrocarbures, soutient un cadre de la Banque d'Algérie. L'émission du dinar algérien, explique-t-il, permettait de rompre avec la politique de change française, d'avoir sa propre politique de taux de change, qui ne dépend plus des décisions d'ajustements qui peuvent être prises en France, et de pouvoir, par là même asseoir les conditions d'une gestion de change adaptée aux besoins de la politique économique nationale. En guise d'explication, notre interlocuteur évoque le cas des pays africains qui furent colonisés par la France et

dont la monnaie, en l'occurrence le franc CFA, est resté lié au franc français. Cela, indique-t-il, implique que la monnaie de ces pays évolue nécessairement en fonction de l'évolution de la monnaie en vigueur en France, c'est-à-dire, que le franc CFA ne peut s'apprécier ou être dévalué que suivant la politique de change tracée en France. En somme, l'indépendance monétaire permettait à l'Algérie de décider librement de sa politique budgétaire, de l'allocation de ses devises, du contrôle de son commerce extérieur et par conséquent de toute sa politique économique pour en finir définitivement avec l'économie coloniale.

A. R.

PHOTO : D. R.

DU TAUX DE CHANGE FIXE À LA DÉVALUATION

1994, le dinar perd 50% de sa valeur en quelques mois

Il fut un temps où le dinar algérien se prévalait d'être à parité égale, voire supérieure, avec la devise française et même avec d'autres monnaies fortes. Ce fut l'époque où le taux de change était dirigé, c'est-à-dire fixé administrativement par l'Etat.

Depuis, le FMI est passé par là et l'Algérie, en cessation de paiement, a dû revoir au début des années 1990 tous les fondements de sa politique de change, en sacrifiant au passage pas moins de 50% de la valeur de sa monnaie. Resté longtemps surévalué, le dinar algérien a connu ainsi une cure drastique pour être un tant soit peu en phase avec la réalité de l'économie nationale. A son émission, en avril 1964, le dinar valait 1 franc en vertu de la loi qui a stipulé sa création.

Tout en quittant la zone franc, souligne l'économiste Abdelkrim Naas, la Banque centrale d'Algérie «a continué à négocier sa monnaie sur la base d'un taux fixe avec le franc français». Malgré l'existence d'une parité avec le franc, explique le même expert dans son ouvrage intitulé *Le système bancaire algérien, de la décolonisation à l'économie de marché*, la gestion du taux de change du dinar, «se caractérise, à partir de 1969, par une certaine autonomie» ; du fait notamment que «la Banque centrale d'Algérie n'a pas suivi la Banque de France lorsqu'elle a dévalué le franc français». Dans ce même ordre d'idée, l'auteur indique que le parallèle entre l'évolution du taux de change dollar-franc et dollar-dinar entre 1963 et 1970, fait ressortir une remarquable stabilité du taux de change.

Celui-ci, précise-t-il, est caractérisé, d'une part, par une relation de parité fixe dinar/dollar avec un cours de change dollar-dinar de 4,9371 jusqu'en 1970 ; et d'autre part, par une relation de parité dinar/franc, qui a évolué en deux étapes soit, 1 DA pour 1 FRF jusqu'en 68 et 1 DA pour 0,88888 FRF après 68. Dans la période qui suivra, la politique de change de l'Algérie va connaître d'importants changements, eu égard à l'évolution du contexte mondial.

Ainsi, en 1974, l'Algérie opte pour la non convertibilité du dinar, de façon à adapter sa gestion du taux de change à sa stratégie de développement, en prenant en compte le caractère mono-exportateur et peu diversifié des structures de l'économie nationale. Dans ce sillage, relate Abdelkrim Naas, le taux de change du dinar est rattaché à un panier de quatorze monnaies convertibles, pondérées par leurs poids respectifs dans les règlements de l'Algérie, avec une part relative déterminante de la monnaie américaine. Aussi, décrit le même auteur, entre 1974 et 1980, le dinar s'est apprécié en moyenne annuelle de 1,3% par rapport au dollar US, tandis qu'entre 1981 et 1985, le cours dinar/dollar a reculé en moyenne de 5,3% par an. A partir de 1989, la monnaie nationale, note encore Abdelkrim Naas, a subi «une dévaluation douce», soit un glissement du taux de change, perdant ainsi 20% de sa valeur en 1989 et plus de 50% en 1990. A titre indicatif, le cours du dollar américain contre le dinar passe de 6,73 en 1988 à 17,8 en mars 1991.

AJUSTEMENT STRUCTUREL AVEC LE FMI

Cette tendance accélérée à la chute découlaient de la préparation de la mise en œuvre avec le Fonds monétaire international, du fameux programme d'ajustement structurel dont le rajustement du taux de change constitue un axe fondamental. En 1994, nous relate un cadre de la Banque d'Algérie, la politique de change, longtemps axée sur une parité fixe et surévaluée, a connu une véritable rupture imposée par le FMI. La balance courante de l'Algérie, explique-t-il, accumulait des déséquilibres sur 6 à 7 ans. En 1993, la dette extérieure cumulait à 26 milliards de dollars, le service de la dette à 9 milliards de dollars, la facture d'importations à 8 milliards, alors que les exportations atteignaient à peine les 10 milliards de dollars. L'Etat entraînait ainsi en situation de cessation de paiement et se voyait obligé de demander le rééchelonnement de sa dette, moyennant de sévères cures d'ajustement dictées par le

FMI pour redresser les équilibres extérieurs. Pour ce faire, précise l'expert de la Banque d'Algérie, il fallait réduire la demande intérieure, car l'Algérie dépensait beaucoup plus qu'elle ne produisait. Dès lors, le dinar cesse d'être fixe et devenait flottant, tout en subissant au passage une forte dévaluation, perdant ainsi en à peine quelques mois 50% de sa valeur.

L'intérêt du système de flottement dirigé, explique notre interlocuteur, est de ne pas laisser s'accumuler de nouveaux déséquilibres, en ayant la possibilité d'agir sur le taux de change pour équilibrer les entrées et sorties de devises. L'un des objectifs immédiat du programme d'ajustement de 1994 était de «faire en sorte que la valeur de la monnaie soit déterminée par les forces du marché, puis accroître la transparence du régime de change», relève un rapport du FMI élaboré en 1998 et retraçant la situation économique de l'Algérie dans ses phases de stabilisation et de transition à l'économie de marché. Le même rapport précise en ce sens qu'une nette dévaluation du dinar algérien, d'environ 50% par rapport au dollar EU, a été effectuée en deux phases : le taux de change du dinar ayant d'abord été ramené «à 36 DA pour un dollar» en mars-avril 94, puis «à 41 DA pour un dollar» à fin septembre de la même année. Après cette dévaluation, conclut le rapport du FMI, «un régime de change flexible a été instauré» et, par la suite, les autorités algériennes «ont choisi de laisser les forces du marché déterminer le taux de change, tout en se réservant la possibilité d'intervenir pour éviter toute appréciation durable du taux de change effectif réel». C'est ainsi que la détermination de la valeur de la monnaie nationale, qui s'établissait à 1 franc lors de sa création en 64 et qui se fixe actuellement à un taux de quelque 100 DA pour un euro au cours officiel ; prend désormais comme référence un panier de 15 monnaies fortes, servant de base au maintien d'un taux de change effectif réel stable, suivant un modèle de calcul du FMI.

A. R.

RECETTES HYDROCARBURES

De la logique de l'accumulation à la dépendance pure

Par Melissa Roumadi

Depuis un demi-siècle, l'Algérie dépend irrémédiablement de ses revenus hydrocarbures. Si au début, ceux-ci ne devaient que contribuer à redémarrer la machine du développement, ils ont au final dominé toute l'économie. Depuis sa création, Sonatrach devait être le principal outil d'accumulation des richesses destinées au financement du développement pour ensuite être le principal pourvoyeur de fonds alimentant les différentes politiques, industrielles, keynésienne et enfin sociales des différents gouvernements. Au lendemain de l'indépendance, le tout jeune Etat algérien devait faire face au défi de l'indépendance économique. Cela passait tel que consigné dans la déclaration de Tripoli de juin 1962, par la mise en place d'une économie socialiste en lieu et place de «l'économie colonialiste», constituant une source de «matières premières et une débouchée pour les produits manufacturés».

Or, au lendemain de l'indépendance, l'économie algérienne était déstructurée. Dominés par les Européens, les secteurs-clés ont été du jour au lendemain désertés. S'engage alors un travail de refondation de tous les secteurs, agricole, manufacturier, financier, éducatif et administratif.

Il fallait surtout récupérer les richesses du sous-sol saharien, car les revenus pétroliers pouvaient permettre à l'Algérie de financer la reconstruction de son économie. Ce qui n'était pas acquis en raison de l'accord de principe sur la coopération algéro-française pour la mise en valeur du sous-sol saharien annexé aux Accords d'Evian du 18 mars 1962. Autrement dit, l'Evian pétrolier en vertu duquel l'Algérie prenait une série d'engagements pour la sauvegarde des droits acquis par la France.

Des droits qui devaient garantir le maintien des titres miniers acquis par les Français, un droit de préférence pour les Français pour l'acquisition de nouveaux titres miniers durant six années, le paiement en francs français des hydrocarbures sahariens à concurrence des besoins d'approvisionnement de la France et des autres pays de la zone franche, et enfin la gestion des ressources du sous-sol par un organisme technique paritaire. Il va sans dire que cet Evian pétrolier était loin de susciter l'assentiment de tous au sein du tout jeune Etat et n'a pas tardé à être remis en cause dès l'indépendance. Une remise en cause qui a



PHOTO : D. R.

vu un début de concrétisation avec la proposition dès juin 1963 d'une politique pétrolière nationale. Mais ce sera le conflit qui opposa Français et Algériens autour de la réalisation d'un troisième oléoduc vers Arzew que l'Evian pétrolier sera remis en cause sur fond de rébus sic stantibus. C'est dans cette conjoncture fébrile, que Sonatrach sera créée un 31 décembre 1963 pour prendre en charge dans un premier temps les activités de transport par canalisations. L'arrivée de Houari Boumediène au pouvoir en juin 1965 a ensuite permis d'élargir ses activités et son contrôle sur le secteur grâce à la fin du système de concessions en juillet 1965, la nationalisation des sociétés de distribution en 1967 et pour finir la nationalisation des hydrocarbures en février 1971.

LES DÉPENSES DE L'ÉTAT COMME MOTEUR DE LA CROISSANCE

Sonatrach pouvait enfin pleinement exercer son contrôle sur les ressources et accumuler les devises à mettre à la disposition de l'Etat pour financer les projets de développement et soutenir la

croissance. A terme, le projet politique auquel était liée la Société nationale des hydrocarbures s'articulait sur le fait que Sonatrach financerait le développement qui permettrait de se passer d'elle. Pour le président Boumediène, le «pétrole était le sang du peuple» et ne pouvait être utilisé faire que dans l'«intérêt général».

C'est sur cette base que l'on pouvait enfin lancer les plans quadriennaux de développement sur fond d'industries industrialisantes et de réforme agraire. Les résultats étaient probants au départ. Le taux de croissance est de 7,5% en moyenne de 1967 à 1973, le taux d'investissement brut dépassait les 35%, tandis que l'emploi est doublé dans la décennie 1965-1975. Mais cela ne s'est pas fait sans un lourd endettement à 15 milliards de dollars. Au bout d'une décennie ce fut l'échec, et les hydrocarbures ont fini par dominer les exportations au détriment des produits agricoles.

Au début des années 1980, les objectifs de croissance ont cédé la place à l'amélioration des conditions de vie des citoyens prônée par le gouvernement de Chadli Bendjedid. La rente pétrolière a ainsi permis de financer des plans anti-

pénuries et la réalisation d'infrastructures. Chose qui n'a pas non plus manqué d'alourdir l'endettement extérieur. Et il a suffi d'un retournement du marché en 1986 pour mettre fin au mirage de la mamelle et aux vertus du baril. Les cours ont atteint le seuil plancher de 10 dollars le baril. Mais l'Algérie continue à s'endetter et à court terme, pensant que la baisse n'est conjoncturelle. Les politiques anti-inflationnistes adoptées alors en Occident ne vont pas arranger les choses et les taux d'intérêt atteignent les 14%. Mais lorsque la dette atteint plus de 28 milliards de dollars, c'est l'étranglement à mesure que l'on se rapproche de la cessation de paiement. Bref, c'était la crise et son corollaire : l'ajustement structurel prôné par le FMI dès le début des années 1990 et tout ce que cela a induit comme conséquences sociales. Ce fut alors le temps de l'ouverture du commerce, de la vérité des prix, des privatisations, des fermetures d'usines avec leur lot de licenciement. Une décennie fut perdue.

L'avènement du nouveau millénaire accompagne le changement. Ce ne fut pas une réforme des attitudes ou de la structure de l'économie comme on l'espérait. Mais bien un redressement des cours du brut sur les marchés internationaux pour atteindre des pics historiques en juillet 2008. Et comme les comportements rentiers ont la peau dure, les cours du brut n'ont pas tardé à alimenter de nouvelles dépenses grandissantes de l'Etat.

Trois programmes quinquennaux de réalisation d'infrastructure ont aspiré plus de 400 milliards de dollars de recettes pétrolières, dans le seul objectif de redynamiser l'économie nationale. Le bilan économique peut être flatteur. Une croissance moyenne de plus de 4%, un accroissement de PIB en une décennie de 92% et du revenu par habitant de 29% et une baisse du chômage à 10%.

Tout y est pour justifier les discours les plus optimistes. Mais, car il y a un mais : les hydrocarbures pèsent sur 98% des exportations globales. Sonatrach continue à alimenter grandement le budget de l'Etat, la fuite des capitaux s'est accélérée et la gabegie ainsi que la corruption mine l'économie nationale. C'est que les indicateurs que les officiels aiment afficher à chaque fois que l'occasion se présente ne sont nullement le fruit de réelles performances économiques ou un gage de développement durable, mais le corollaire d'une hausse des cours du baril. Un baril soumis à toutes sortes de retournements du marché, aujourd'hui plus que jamais. Cela n'entame en rien l'optimisme béat des officiels qui semblent ne tirer aucune leçon du passé. **M. R.**

Au nom de la rente

Le vocable d'économie rentière colle à l'Algérie. Durant un demi-siècle, on a martelé la nécessité pour l'économie algérienne de se libérer de ses dépendances. De sa dépendance à la puissance coloniale au tout début, mais aussi de sa dépendance à la rente pétrolière par la suite. Les modèles d'accumulation des richesses assises sur la rente pétrolière n'ont au final pas permis de financer une croissance durable. Bien au contraire, ils ont assis la dépendance à la rente. Une rente qui au fil du temps est devenue la seule source de revenus en devises, et qui au fil du temps est devenu l'outil des régimes successifs pour assoier et légitimer leur autorité.

De là, l'or noir est devenu une bénédiction au lieu d'être une bénédiction, un atout à même de pourvoir l'économie en fonds nécessaires pour son développement.

Quelles que furent nobles les visées en termes de croissance à la nationalisation des hydrocarbures, à la mise en œuvre des industries industrialisantes, ou à la réforme agraire, la fin des années 1970 a scellé l'échec d'une décennie d'investissements consentis à concurrence de pétrodollars et d'emprunts. L'agriculture, qui contribuait à hauteur de 20% des exportations en 1970, n'en constituait plus que 0,9% en 1980, cédant la place aux hydrocarbures. Sur le plan industriel, l'Algérie a certes été dotée d'un tissu industriel digne d'un pays émergent. Cependant, les grands groupes industriels ingérables pour les responsables de l'époque. Un virage

à 180° a été opéré dès 1979, remettant en cause les politiques mises en œuvre par le président Houari Boumediène avant sa disparition.

Le nouveau gouvernement en place décide de restructurer les entreprises publiques dont le nombre est passé de 50 à 1500 entreprises publiques économiques (EPE) et 13 000 entreprises économiques locales (EPL). L'objectif était de filialiser les grands groupes pour en faciliter le management et d'améliorer les processus et la productivité. Mais au final, cela n'a conduit qu'à une multiplication des monopoles.

De fait, de cette économie socialiste tant célébrée n'est induit qu'un capitalisme d'Etat qui a permis l'enrichissement de la «nomenklatura» et de cette caste qui gravite autour des appareils du parti unique. Les politiques sociales entreprises au début des années 1980 assises sur les PAP, la réalisation de logements et l'importation par le seul canal du monopole public ont fini par renforcer les systèmes rentiers et clientélistes en place sur fond de généralisation de la corruption et de rapine. Le scandale des 26 milliards de dollars détournés en témoignage.

Mais voilà, le contre-choc pétrolier de 1986 a mis fin à la fièvre, même si les rentiers ont tenté de mettre un frein aux velléités de réforme à coups d'endettement. Un endettement à court terme destiné à satisfaire la demande sociale et légitimer leur statut, mais qui, au bout du compte, a conduit à l'étranglement. Bon gré, mal

gré, l'heure des réformes a sonné. C'est l'ouverture, la libéralisation du commerce extérieur et l'instauration de la vérité des prix.

La série de privatisations-bradages, qui a émaillé toute la décennie 1990 et le début des années 2000, de même que la réforme des régimes fonciers agricoles notamment a, dans la précipitation, alimenté la spéculation foncière. Des hectares de terres précieuses sont ainsi passés du domaine public aux mains des spéculateurs créant par-là même une nouvelle caste de rentiers. Pis encore, avec un circuit commercial complètement déstructuré à la suite de la dissolution des monopoles publics de distributions, la libéralisation du commerce a ouvert en grand les portes du marché algérien aux trabandistes de tous acabit et aux barons de l'import et de l'informel. Bref, ce fut l'économie de bazar. Une nouvelle et troisième classe de rentiers fut ainsi créée. Aujourd'hui encore, ces trois castes de rentiers gravitent autour de la mamelle de Hassi Messaoud. Leurs canaux : l'informel dont les réseaux bloquent toute réforme et régulation des circuits commerciaux et financiers la dépense publique finançant de grands projets d'infrastructure et par ricocher les réseaux de corruption et la gabegie, et la demande sociale à satisfaire à coût d'importations subventionnées par le Trésor public dans le seul objectif d'acheter la paix sociale et de légitimer le régime en place. La rente est aujourd'hui plus que jamais présente dans tous les segments de l'économie, devenant multidimensionnelle. **M. R.**

Le cinéma national victime

Propos recueillis par
Mohand Aziri

Rares sont les cinématographies au monde à n'avoir quasiment exploré qu'un genre, en l'occurrence celui de la chronique sociale, quand, sous d'autres latitudes, le 7e art élargissait sa palette du réalisme documentaire au film d'aventures en passant par le mélodrame, la comédie, la fresque historique, le western, le péplum, le thriller et j'en passe...

De fait, sur quelque deux cent vingt longs-métrages de fiction qui ont vu le jour depuis 1964, hormis quelques rares incursions dans l'humour (Hassan Terro, Les vacances de l'inspecteur Tahar, Les folles années du twist...) ou une fresque récompensée par la palme d'or de Cannes en 1975 (Chronique des années de braise de Mohamed Lakdar-Hamina), c'est plutôt la vision sociétale sur le mode de la chronique sociale qui a caractérisé l'ensemble de la production algérienne. La raison principale est à rechercher du côté de l'Histoire d'un pays où le colonialisme a débouché sur une guerre de Libération (1954-1962) et où le mouvement national a «accouché» d'un parti unique, le FLN, aux accents socialistes. S'y ajoute le fait que l'Algérie des images est née dans les maquis, ce qui fera du cinéma algérien un cinéma de combat dans lequel l'objectif de la caméra épouse la forme du canon du fusil (affiche emblématique de la Cinémathèque Algérienne des années 70).

C'est en 1957 qu'un certain René Vautier, farouche baroudeur anti-colonialiste, propose aux dirigeants de la révolution algérienne de se doter d'un instrument audiovisuel afin d'appuyer auprès des instances internationales, l'ONU en particulier, la revendication algérienne d'indépendance. En ce temps-là, l'image se fait propagande, car il importe qu'elle popularise, en l'internationalisant, la cause de ce qui se veut une guerre de Libération. Cinq années durant, un certain nombre de bandes seront impressionnées au gré des incursions dans les maquis de l'intérieur et parmi les populations algériennes réfugiées en Tunisie. Djamel Chandlerli, Pierre Clément, Mohamed Lakdar-Hamina et Ahmed Rachedi sont les pionniers d'un cinéma national embryonnaire, aux accents purement documentaires. Algérie en flammes, Les fusils de la liberté, Djazaïrouna, Yasmina, La voix du peuple en sont les réalisations les plus marquantes.

Et c'est encore un Français, «frère d'armes», qui signera le premier long-métrage algérien de fiction. Une si jeune paix de Jacques Charby sort sur les écrans en 1964, sous les auspices d'un Centre National du Cinéma dont l'Algérie vient de se doter. Le film traite de l'enfance abandonnée et marquée par les stigmates de la guerre, mais contrairement à une idée reçue le cinéma algérien n'a guère produit un nombre considérable d'œuvres consacrées à la lutte de libération.

Si La Bataille d'Alger, coproduction algéro-italienne de Gillo Pontecorvo, modèle de fiction documentée, se voit décerner le Lion d'Or de Venise en 1966, les années 60 marquent l'émergence d'un cinéaste doué pour l'image, Mohamed Lakhdar-Hamina. Le vent des Aurès, son premier long-métrage dans un noir et blanc rappelant les maîtres soviétiques des années 30, obtient le prix de la première œuvre à Cannes en 1967 ainsi que le grand prix de l'Union des écrivains de l'URSS au festival de Moscou. Son approche de la guerre d'Algérie est plus humaniste que politique, comme le prouveront ses œuvres suivantes : Hassan Terro (1968), Décembre (1971), Chronique des années de braise (1975) ou La dernière image (1986). «Je suis contre le cinéma à message, confirmera-t-il un jour, je ne crois pas à cette forme de prophétie. Si je fais un film, c'est que je ressens quelque chose, la manière de vivre de mon peuple, les problèmes qui se posent à lui. J'essaie de les exprimer, de communiquer avec



PHOTOS : D. R.



1- Scène du célèbre film de Gillo Pontecorvo La Bataille d'Alger

2- Tahia ya Didou, film événement des années 70

les autres, avec le reste du monde...». Ce qui confirmera la consécration internationale de Cannes avec la Palme d'or décernée à Chronique des années de braise.

Parmi les films sur la guerre, on peut mentionner l'adaptation du roman de Mouloud Mameri, L'opium et le bâton, réalisé par Ahmed Rachedi (1969), dans lequel Marie-José Nat renouait avec ses origines kabyles, et La nuit a peur du soleil (1965) où Mustapha Badie dénonce les prémices de la révolution détournée de ses buts au profit d'une oligarchie.

LE CINEMA DE LA TERRE

Le début des années 70 voit naître «les tâches d'édification nationale». L'une d'elles, la révolution agraire, sera particulièrement prise en charge par une nouvelle génération de cinéastes. L'une des caractéristiques de la lutte de libération en Algérie, c'est la participation massive des populations paysannes, qui ont eu à souffrir de la dépossession de leurs terres au profit du colonat (Les spoliateurs et Les déracinés de Lamine Merbah).

Deux films ressortent de cette vague de productions sur le monde paysan. Ce sont Noua de Abdelaziz Tolbi et Le charbonnier de Mohamed Bouamari. L'un comme l'autre tranche par ce qu'on pourrait qualifier d'«esthétique de la

faïm», laquelle n'est pas sans rappeler l'école brésilienne du «novo cinema». Dans leur sillage, la société paysanne est omniprésente chez El Hachemi Cherif La corde, Moussa Haddad Près du Saf-Saf, ou Lamine Merbah Les spoliateurs.

LA FILIATION ZINET-ALLOUACHE

Mais le film événement de ce début des années 70 est incontestablement Tahia Ya Didou ! (Alger insolite !) qui constitue le film-testament de son auteur trop tôt disparu, le comédien Mohamed Zinet (Dupont Lajoie et La vie devant soi). A la fois documentaire et fiction, récit et poème, drame et comédie burlesque, cette œuvre inclassable constitue une leçon sur l'art et la manière de détourner un film de commande (la mairie d'Alger souhaitait en effet un documentaire touristique sur la capitale). Et Zinet a su en faire une œuvre qui convoque le présent, celui d'une Algérie indépendante, et le passé, celui de la guerre d'Algérie. L'émotion culmine dans une scène passée à la postérité : le personnage, ancien militant torturé par les parachutistes, fixe avec intensité un touriste français qui s'avère être son ancien tortionnaire. Troublé et choqué, ce dernier fait un malaise tandis que Mohamed Zinet se dresse et déploie sa canne d'aveugle...

Fils spirituel de Zinet, Merzak Allouache s'affirme, en 1976, avec son premier long-métrage,

Omar Gatlatto (Elle le tue, la virilité), qui rompt avec un cinéma volontiers laudateur d'un héros guerrier. En mettant en scène un jeune homme lambda, employé d'un service des fraudes et totalement citadin, Omar Gatlatto fait brutalement surgir un quotidien sur lequel ont poussé la difficulté de vivre et la frustration. Succession de saynettes où la vacuité d'une vie s'exprime d'autant mieux que l'humour est présent, Omar Gatlatto rappelle par endroits les comédies italiennes de Dino Risi, Mario Monicelli ou Ettore Scola.

Jusqu'à aujourd'hui avec Le Repenti, sélectionné à la dernière Quinzaine des Réalisateurs de Cannes, où la gravité est convoquée pour stigmatiser la malvie, Allouache signera Normal, (2012) sur les affres de la création en Algérie, sans oublier son regard pertinent posé sur l'islamisme algérien avec Bab El Oued city (1993), L'autre monde (2004) et encore Salut Cousin (1997) dont la société algérienne n'est pas directement le sujet.

N'omettons pas de mentionner le succès public sans précédent pour un cinéaste algérien qu'a constitué la sortie de Chouchou (2003) drainant 4 millions de spectateurs dans l'hexagone.

UNE ŒUVRE PHARE : NAHLA

Autre cinéaste marquant de la fin des années 70, Farouk Beloufa n'a réalisé qu'une œuvre de fiction Nahla en 1978, mais quelle œuvre ! Il est entré dans l'histoire du cinéma algérien pour avoir été le seul à connaître la censure directe avec un film d'archives (Libération, 1973) entièrement remonté par des fonctionnaires du service

DE CINÉMA

du désintérêt de l'Etat



audiovisuel du ministère de l'Information pour cause de non-conformité avec l'histoire politique officielle. Produit par la télévision algérienne, Nahla se distingue nettement de la production nationale. Par sa longueur (3 heures), sa densité et sa dramaturgie, par son arrière-plan qui est celui de la guerre civile au Liban, par son thème central qui met en scène trois portraits de femmes arabes, il demeure à ce jour l'un des plus beaux films arabes consacrés à la femme, et Farouk Beloufa témoigne d'un talent et d'une sensibilité qui ne sont pas sans rappeler son modèle, un certain Yousef Chahine, lequel n'a jamais eu son pareil pour ce qui est d'évoquer les caractères féminins à l'écran.

Le début des années 80 voit l'émergence de deux cinéastes qui vont nous donner de belles œuvres. Brahim Tsaki, qui a fait ses études à l'INSAS en Belgique, manifeste une rare sensibilité avec Les enfants du vent (1981) et avec Histoire d'une rencontre, Grand Prix au festival de Ouagadougou en 1983. A l'instar d'un Lakhdar-Hamina, Tsaki est avant tout un poète de l'image. Dans ses films, on remarque une économie des dialogues au profit d'une mise en scène où la fluidité et la dramaturgie sont la marque d'un authentique auteur. Quelques années plus tard, avec Les enfants du néon, il fera une incursion dans la thématique de l'immigration en France. Il est malheureusement lui aussi voué au silence malgré plusieurs projets qui existent sous forme de scénarii dont un seul verra le jour. Ayrounen en 2007, tourné en langue targuie.

L'autre cinéaste à mettre en relief dans cette période est l'ancien comédien Mohamed Chouikh (Le vent des Aurès, Elise ou la vraie vie) qui passe à la mise en scène avec succès. Sans concession sur les dérives mafieuses de la post-indépendance en Algérie (Youssef ou la légende des sept dormants), il marque son ferme engagement en faveur de l'émancipation féminine avec La Citadelle, l'une de ses brillantes réussites. Dans L'arche du désert, il explore des chemins très peu empruntés par la cinématographie algérienne, ceux du langage et de l'esthétique, en évoquant la tragédie intégriste à travers le prisme de la parabole et de l'allégorie.

LES ANNES 90, DECENNIE DE TOUS LES DANGERS

Le début des années 90 constitue une période charnière dans l'histoire politique de l'Algérie, puisque ce sont les années de tous les dangers, pendant lesquelles la République elle-même a vacillé sur son socle sous les coups répétés d'un islamisme politique à la fois vindicatif et sanguinaire, et qui n'a pas épargné les artistes, les érudits et le monde de la culture, dont de nombreux représentants ont payé de leur vie le prix de la liberté et de la libre parole. Dans le même temps, le cinéma algérien va connaître une période de recul certaine en matière de production, puisque l'Algérie fraîchement convertie à l'économie de marché (1989) va dissoudre les organismes d'Etat qui permettaient jusque-là l'existence d'une cinématographie nationale. Dès lors, chaque film de cette période est un miracle indivi-



duel, la ténacité et l'énergie du cinéaste à monter sa production étant aussi méritoires que le talent de l'artiste.

CINEMA AMAZIGH ET CINEMA DE FEMMES

Les années 90 sont marquées par la naissance d'un cinéma amazigh, l'Algérie ayant eu à attendre plus de trois décennies avant de voir naître des films parlant le kabyle. Cette revendication identitaire de la berbérie, qui traverse toute l'histoire du mouvement national algérien, se retrouve au centre des trois films qui ont vu le jour La colline oubliée de Abderahmane Bouguermouh, d'après le roman éponyme de Mouloud Mameri, Machaho de Brahim Hadjadj, et La montagne de Baya du regretté Azzedine Meddour. Situé dans le dernier quart du XIXe siècle, le film est tout à la fois, un lumineux plaidoyer pour la femme résistante et une page glorieuse de la lutte algérienne pour s'affranchir de la colonisation. Autre élément novateur de cette période, l'émergence d'une génération de cinéastes femmes (seule la romancière Assia Djebar nous avait donné à la fin des années 70 La nouba des femmes du Mont Chenoua et Les chants de la Zerda).

Qu'il s'agisse de Zaïna-Kouidil (Les démons au féminin) de Yamina Bachir-Chouikh (Rachida) ou de Djamilia Saharoui (Barakat), elles ont choisi de traiter par l'image la décennie noire de l'intégrisme religieux.

LES CINEASTES DE LA DIASPORA

De l'autre côté de la Méditerranée, Yamina Benguigui, fille d'immigrés algériens, se révèle à l'opinion publique avec la réussite documentaire que constitue sa trilogie Mémoires d'Immigrés. Tandis que la production algérienne diminuait sur le plan quantitatif, les quinze dernières années ont vu l'essor d'un cinéma de la diaspora entretenu et enrichi par des jeunes issus de la seconde ou de la troisième génération. Citons Mehdi Charef, fondateur du cinéma des banlieues, avec Le thé au harem d'Archi Ahmed, Bourlem Guedj avec Vivre au paradis, évocation pertinente de la manifestation du 17 octobre 1961 à

Paris, Rachid Bouchareb, déjà auteur de plusieurs longs-métrages dont Little Sénégal, London River, Indigènes et Hors-la-loi (ces deux derniers sélectionnés à Cannes), ou encore Djamel Bensalah, qui a mis en scène Djamel Debbouze dans Le ciel, les oiseaux et ta mère, auxquels on peut ajouter la réussite en tant que producteurs d'Aïssa Djabri et Farid Lahouassa depuis le succès colossal des trois épisodes de La vérité si je mens. Ils ont aussi eu le mérite de permettre à Mustapha Djadjam de mettre en scène Frontières, l'un des rares films français à traiter le sujet de l'immigration clandestine.

A tous ces cinéastes, on pourrait ajouter les réalisateurs d'origine pied-noir qui ont cherché à renouer le lien avec le pays de leurs pères : Alexandre Arcady Là-bas, mon pays et Ce que le jour doit à la nuit d'après le roman de Yasmina Khadra qui sortira sur les écrans en septembre 2012, Brigitte Rouan Outremer, Dominique Cabrera De l'autre côté de la mer ou Christophe Ruggia Le Gone du chabaa.

Dans la décennie 2000, d'autres cinéastes algériens, installés en France, ont révélé un talent certain et remarqué : Nadir Moknèche a tourné successivement Le Harem de Madame Osmane, Viva l'Algérie et Délice Paloma qui a offert à Biyouna l'un de ses meilleurs rôles sur le grand écran. Lyès Salem avec Mascarades, primé un peu partout dans le monde, a confirmé son potentiel à embrasser le registre de l'humour, déjà entrevu dans son court-métrage Jean Salem. Auteur d'un seul long métrage, Adieu Gary, Nassim Amaouche a manifesté une réelle originalité pour mettre en scène quelques personnages en butte à des difficultés sociales et humaines dans un village sinistré à la suite d'une fermeture d'usine. Tariq Taguia signe deux films d'une grande recherche esthétique et formelle Rome mieux que vous et Inland. Amor Hakkar, quant à lui, tourne son film La maison jaune en langue chaoui.

D'autres cinéastes ne doivent pas être oubliés dans cette énumération. Abdelkrim Bahloul qui donna son premier rôle à Abdel Kechiche dans



3- Scène su film Le Vent des Aurès de Mohamed Lakhdar Hamina

4- Affiche fu film de Abderahmane Bouguermouh, La Colline oubliée

5- Scène du film de Farouk Beloufa Nahla

Le thé à la menthe en 1984. Il obtint le Tanit d'argent à Tunis en 2010 et le Prix du Public pour Un voyage à Alger produit par le jeune Bachir Derrais, également réalisateur avec Dix millions de centimes, et l'inédit Le commissaire Llob d'après de nouvelles aventures imaginées par Yasmina Khadra, créateur du personnage de la trilogie «Morituri». Enfin, ce panorama serait incomplet sans signaler l'émergence depuis les années 90 d'un documentariste au talent désormais confirmé, Malek Bensmaïl, dont chaque opus constitue une véritable leçon d'écriture et d'engagement visant à mettre en lumière et en discussion les grands enjeux d'une société algérienne confrontée au redoutable défi de la mutation sous toutes ses formes.

EN FORME DE CONCLUSION

Ce bref regard porté sur cinquante ans de cinéma algérien ne prétend pas à l'exhaustivité. Il rend compte d'une cinématographie qui a eu ses heures de gloire et de reconnaissance, mais qui faute d'une politique volontariste depuis la dissolution des organismes d'Etat connaît un certain recul sur la scène internationale, comparée aux vingt longs métrage produits chaque année au Maroc (plus que la Belgique ou la Russie !), grâce à un système d'aide étatique qui a fait ses preuves pour maintenir vivante une cinématographie nationale. La Tunisie aussi se dote d'un Centre national qui aura pour tâche de doper la production (huit longs métrage sont prêts pour 2012), quand l'Algérie n'a aidé à produire pour le moment qu'une douzaine de films, célébration du cinquantième anniversaire oblige. Pour relancer le 7e art en Algérie, il faudrait promulguer une sorte de Plan Marshall pour doter le pays et ses 48 wilayas d'un parc de salles conséquent (un millier quand la France en compte cinq mille) et d'une législation à même de favoriser l'expression cinématographique.

Enfin, il faut rendre ici un vibrant hommage à la Cinéma algérienne qui a porté haut le flambeau de la création en se muant en creuset du dialogue social et culturel et en nourrissant toute une génération de cinéastes peu renouvelée en l'absence de tout institut de formation, même si des Yannis Koussim, Khaled Benaïssa, Sidi Boumediène ou Abdenour Zazah recèlent de fortes potentialités. Grâce soit rendue à tous les cinéastes algériens qui maintiennent contre vents et marées, malgré les vicissitudes de l'histoire et les disparitions (Zinet, Bouamari, Ahmed Lallem, Larbi Zekal, Azzedine Meddour et tant d'autres)... le désir de cinéma. **M. M.**

MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT

Les cinquante ans d'inconsistance économique en Algérie

Par Mourad Goumiri
Economiste



En 1962, le 5 juillet, l'Algérie obtient son indépendance politique, après 7 ans d'une guerre totale, unique au monde par ses sévices divers et variés et un bilan d'un million et demi de martyrs (1), du côté algérien et quelque 150 000 Français (les harkis compris). L'économie coloniale, complètement extravertie en direction de la métropole, est essentiellement agropastorale avec une agriculture extensive (céréaliculture essentiellement dans les plaines de l'Est appelées le Val d'or, entre Constantine et Sétif) et vitiviniculture (dans les piémonts du Centre et de l'Ouest), largement destinées à l'exportation. Une agriculture vivrière, à la marge, permettait une autosatisfaction alimentaire et des capacités d'exportation, notamment vers la France et l'Europe.

Le reste de l'activité agricole s'oriente vers la production intensive dans les plaines du Centre (Mitidja) et de l'Est (Annaba), d'agrumes et légumes pour une large partie exportée ou transformée dans des unités agro-industrielles (huilerie, conserverie de tomates, sardines, confitures, jus...), papeterie (alfa, liège, arbres, et tabacs. L'élevage, bovins (au Nord), ovins et caprins (sur les Hauts Plateaux), camélins (dans le désert), a permis une industrie de transformation des cuirs et peaux, de production de tapis et de bonneterie traditionnelle (burnous).

En matière industrielle, seules des industries extractives exploitent des minerais comme le phosphate et le fer. La première découverte d'hydrocarbures arrive en 1958 avec du pétrole à Hassi Messaoud et du gaz à Hassi R'mel, ce qui va changer complètement le visage de l'économie algérienne après 1962. Il est inutile de rappeler que tout ce potentiel agricole et industriel était entre les mains des seuls colons, la grande majorité des autochtones servaient uniquement de main-d'œuvre à très bon marché. Une petite bourgeoisie autochtone rurale (féodale) et citadine (secteur des services) prospérait à la périphérie de cette organisation économique coloniale.

Après l'indépendance et le départ massif des Français d'Algérie (2), tout ce potentiel économique a été nationalisé par l'Etat algérien naissant (car déclaré bien vacant) pour une large partie et le reste va faire l'objet d'accords séparés avec la France, notamment en matière d'hydrocarbures (accords algéro-français de 1968). Devant cette situation de fait, les autorités algériennes des années 1960 vont décider de mettre en œuvre une politique économique calquée sur le modèle yougoslave dite d'« autogestion » située entre le capitalisme d'Etat et le communisme, dans tous les secteurs (agriculture, industrie, services). Faute d'une bourgeoisie nationale capable de prendre le relais, c'est l'Etat algérien qui va se substituer à elle et créer un secteur public omniprésent, à tra-

vers la constitution des centaines d'entreprises publiques monopolistiques dans chaque secteur, afin de gérer l'activité économique et sociale. Le secteur privé, très limité, sera idéologiquement confiné dans les activités des services. La gestion macroéconomique va se réaliser à travers la planification centralisée et les objectifs à atteindre seront fixés par la loi, portant des plans de développement (un plan triennal 1967-69, deux plans quadriennaux 1970-73 et 1974-77 et deux plans quinquennaux 1980-84 et 1985-89). Cette organisation sera abandonnée après l'émergence d'une dynamique de réformes à la fin des années 1980 qui renouera avec l'économie de marché, après la réforme constitutionnelle, intervenue en 1989.

Dès lors, l'Algérie va entamer une période dite de transition vers l'économie de marché (infatih) qui dure jusqu'à présent et que lui imposeront les institutions financières internationales (le FMI et la Banque mondiale), du fait d'une crise d'endettement aiguë qu'elle va traverser (30 milliards de dollars de dette extérieure) qui va la contraindre à signer des accords d'ajustement structurel en 1994.

Entre-temps, dès 1980, une opération dite de restructuration organique des entreprises publiques va achever de briser toutes les synergies héritées des programmes d'investissements des années antérieures. En effet, le CNRE (3), organe exécutif de cette « destruction massive », va décider d'atomiser toutes les entreprises publiques, sans exception, afin de « mieux les gérer » et de maîtriser le processus d'accumulation (4). Notre économie ne se remettra pas, à ce jour, de cette opération idéologique criminelle ! D'autant que notre économie va s'orienter dangereusement vers une dépendance accrue vis-à-vis d'une seule ressource provenant des recettes d'exportation des hydrocarbures (98%), ce qui rend notre pays vulnérable et complètement dépendant de la fluctuation des prix du pétrole sur le marché international (les prix du gaz étant annexés à ceux du pétrole) qui varient en fonction des intérêts des grandes nations productrices (Russie, Arabie Saoudite, Koweït, Irak, Iran, USA). Toutes les politiques de diversification et de réduction de la dépendance, vis-à-vis des hydrocarbures ont non seulement échoué, mais

« La guerre civile qui a duré toute la décennie 90, a fait régresser l'Algérie d'une manière substantielle sur tous les plans, le terrorisme ayant frappé partout, n'épargnant rien et personne. Depuis le début des années 2000, la situation financière n'a cessé de s'améliorer du fait du renchérissement des prix du pétrole sur le marché international (plus de 100 US\$ le baril, en moyenne) comme ceux du gaz (indexé sur ceux du pétrole) »

elles ont surtout augmenté cette dernière, faisant passer les recettes d'exportation d'hydrocarbures de 70% dans les années 1980, à 98% des recettes globales, actuellement. Cette politique suicidaire va également entraîner des investissements massifs dans ce secteur pour son développement et ses activités annexes (l'Algérie est plus un pays producteur de gaz que de pétrole), notamment dans la construction de deux gazoducs, l'un traversant la Tunisie, le golfe de Sicile et alimentant l'Italie et bientôt la Corse. Le second traversant le Maroc le détroit de Gibraltar et desservant l'Espagne et le Portugal et une possibilité en traversant les Pyrénées la France. En outre, un effort considérable d'investissement a été consenti pour dévelop-



Les autorités algériennes des années 1960 vont décider de mettre en œuvre une politique économique calquée sur le modèle yougoslave dite d'« autogestion » située entre le capitalisme d'Etat et le communisme, dans tous les secteurs (agriculture, industrie, services).

PHOTO : D. R.

per des capacités de liquéfaction de gaz pour obtenir du GNL (gaz naturel liquéfié) exportable au Japon, en Chine, aux USA, par transport sur méthaniers.

La guerre civile qui a duré toute la décennie 90, a fait régresser l'Algérie d'une manière substantielle sur tous les plans, le terrorisme ayant frappé partout, n'épargnant rien et personne. Depuis le début des années 2000, la situation financière n'a cessé de s'améliorer du fait du renchérissement des prix du pétrole sur le marché international (plus de 100 US\$ le baril, en moyenne) comme ceux du gaz (indexé sur ceux du pétrole). L'Algérie a mis en œuvre une stratégie qui s'apparente à la théorie keynésienne (une forte dépense publique) qui aurait dû lui permettre des taux de croissance à deux pieds.

Un programme d'investissements massif (20 milliards de US\$ par quinquennat) dans les infrastructures notamment, va voir le jour dans les secteurs des transports, du logement et de l'hydraulique et des équipements socioéducatifs et de santé. La destruction des entreprises publiques, par l'opération de restructuration organique, des années 80, va imposer les entreprises étrangères de réalisation pour prendre en charge ce programme, le secteur privé national étant lui-même embryonnaire. Ainsi, notre pays entre dans un cycle infernal de « chemin de croissance par l'importation massif » de biens et services, avec l'utilisation obligée des entreprises étrangères qui récupèrent tous les points de croissance. Une politique déremboursement de dette extérieure et un niveau de réserves de change (200 milliards de US\$) essentiellement placée en bons du Trésor américain, va donner à notre pays une fausse aisance financière, qui va se traduire par des transferts sociaux massifs et des augmentations généralisées de salaires sans gain de productivité. Dès lors, les équilibres budgétaires, déjà précaires, vont littéralement exploser (50%) et un niveau appréciable d'inflation (10%) s'installe dans notre économie durablement.

Ce programme d'investissements publics massifs qui n'est, en fait, qu'une liste de projets sans cohérence ni logique et n'entrant dans aucune stratégie de développement (plus de 100 milliards de US\$,

consenti ces dix dernières années), n'a finalement réussi qu'à augmenter les déséquilibres des différents marchés intérieurs et accroître les importations (50 milliards de US\$ en 2011) de toutes natures et en même temps qu'un transfert énorme de ressources financières résultant des bénéfices entreprises et d'un part des travailleurs étrangers, activant dans notre pays. Les résultats escomptés sur les agrégats de notre économie sont minimes en termes d'emplois, de création d'entreprises algériennes et de valeur ajoutée. Tous les points de croissance sont partis vers les pays qui réalisent ces programmes et en profitent au maximum. Par contre, l'Algérie récolte de ces programmes des malversations et de la corruption, jamais égalée, sur chacun de ces projets, instituant cette dernière comme un nouveau mode de gestion normal de notre économie, avec un « partage démocratique » de la rente. Faute de réflexion ardente sur la stratégie de développement à mettre en œuvre, la répartition de la rente devient le seul déterminant absolu qui préside à toutes les décisions économiques et financières en lieu et place des logiques et synergies qui auraient dû, après un large débat, canaliser les excédents financiers temporaires dont dispose notre pays.

Cette situation va durer et perdurer tant que l'aisance financière éphémère couvrira nos franges économiques (un baril supérieur à 80 US\$) et que la paix sociale se satisfait des miettes collectives qui lui sont consacrées. A la moindre rupture de ces équilibres précaires notre pays implosera économiquement.

M. G.

- 1) Les chiffres ne sont pas validés.
- 2) Les accords d'Evian n'avaient pas prévu cette situation qui a été imposée par la folie meurtrière de l'OAS, ce qui a entraîné une fracture irréversible.
- 3) Le Conseil national de restructuration des entreprises est chargé de découper les entreprises publiques en petites « unités gérables », afin de briser le pouvoir de ces managers.
- 4) Il est assez comique de retrouver les mêmes économistes, qui sévissaient au sein du CNRE, donner aujourd'hui des leçons d'économie, alors qu'ils ont été à l'origine de sa destruction.

LES ANNÉES DU DÉVELOPPEMENT

Une période à revisiter

Par Mohammed Bahloul
Economiste



Les Nations comme les organisations avancent par «essai-erreur», pour reprendre l'expression de A. Chandler. Leurs succès comme leurs échecs peuvent devenir une source de capitalisation et d'apprentissage collectifs transformant sans cesse et de manière structurée l'expérience accumulée en système de connaissances et de croyances pour le progrès économique et le changement social. L'histoire économique prend à cet égard une place importante dans l'analyse de leur trajectoire et des résultats de leurs projets et actions de développement. Elle contribue aussi à mieux cadrer et informer leur projection dans le futur. Le retour en force de l'économie politique du développement renforce ce statut de l'histoire économique, en particulier à la faveur des perspectives de renouvellements substantiels que lui apporte aujourd'hui l'analyse institutionnelle.

L'écriture de l'histoire économique de l'Algérie indépendante et principalement celles des années du développement (les deux premières décennies) est dans cet horizon incontournable pour à la fois comprendre et expliquer cet «échec collectif» enfin officiellement reconnu.

C'est incontestablement une période charnière. Elle a été le terrain des grands choix économiques et sociaux, des pouvoirs et forces qui les ont conçus et structurés comme des ajustements et restructurations stratégiques qui ont été opérés. L'exercice ne sera pas facile. L'absence quasi-totale de traditions et de structures universitaires dédiées à la recherche historique en économie rend l'entreprise ardue.

Le travail devient plus compliqué lorsque cette histoire s'est encombrée d'approximations, de raccourcis, d'affirmations non documentées et de contre-vérités. La plus emblématique a été sans doute celle d'attribuer la paternité du modèle d'industrialisation algérien à feu le Professeur G. D. De Bernis et son concept d'«industries industrialisantes» et sur laquelle nous reviendrons à l'occasion.

A l'indépendance, l'économie algérienne était totalement extravertie, orientée et contrôlée en amont et en aval par les institutions et les mécanismes du pacte colonial qui encadrait sa dépendance et organisait le transfert de ses richesses au profit de la puissance coloniale. La monnaie, les banques, les assurances, les mines et les hydrocarbures comme les structures de l'agriculture et de l'industrie... échappaient au pouvoir de décision de la Nation indépendante. L'urgence de rompre avec le pacte colonial et de rétablir le contrôle sur les ressources économiques nationales s'imposait pour asseoir les fondements premiers de l'impératif de recouvrement de tous les attributs de la souveraineté nationale.

Dès le Congrès de la Soummam et en continuité avec les principes du mouvement national, l'indépendance politique était inconcevable sans l'indépendance économique. Un nouveau pacte des élites pour le développement se mettra en place non sans conflits et contradictions entre ses

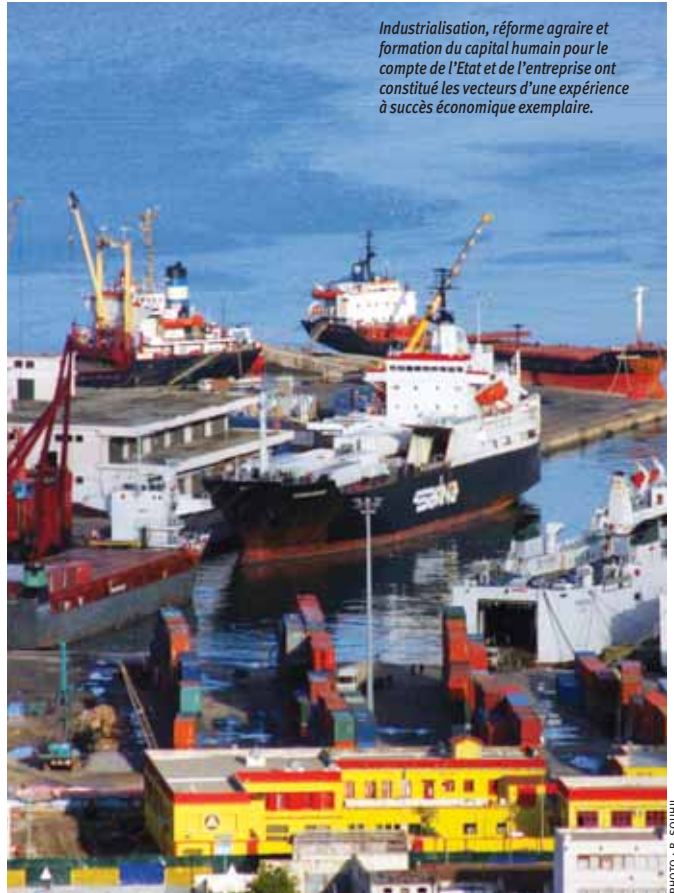
différentes fractions. Le modèle en vogue à l'époque était globalement celui de l'industrialisation massive et systématique, de la réforme agraire et de la formation soutenue des cadres de l'administration et de l'économie avec un rôle prépondérant de l'Etat comme entrepreneur public général pour donner vite au pays les moyens de son développement. Le volontarisme économique avec ses deux variantes, bureaucratique et libérale, était à l'œuvre dans plusieurs pays (les émergents quasiment). En Union soviétique, en Chine mais aussi en Inde, au Brésil, en Turquie, dans l'Iran du Shah et même, on l'oublie souvent, en Corée du Sud. Dans ce pays, le général Park avait fait de l'alliance de l'Etat et de l'entreprise dans le cadre d'un libéralisme autoritaire le moteur du développement économique.

Industrialisation, réforme agraire et formation du capital humain pour le compte de l'Etat et de l'entreprise ont constitué les vecteurs d'une expérience à succès économique exemplaire. Les choix économiques majeurs de l'Algérie ont été pensés dans ce contexte international et inspirés de manière directe ou indirecte par ce modèle général dominant en ce temps. Mais c'est le volontarisme bureaucratique faisant de l'Etat l'acteur unique de la construction et du fonctionnement du capital qui a été privilégié avec les conséquences que l'on sait. Un système économique national fortement encastré dans les structures politico-administratives en a résulté avec un «pouvoir du bureau» omniprésent et omnipotent, mettant sous tutelle et régénant toutes les organisations publiques et privées. Cette vision, persistante et... à ce jour malgré les discours de réformes, a été à l'origine de la non-émergence d'un système à acteurs multiples avec des organisations entrepreneuriales et compétitives (entreprises, collectivités locales, universités, etc.) agissant en toute liberté dans le cadre d'un Etat instituant fort par sa capacité à offrir à la société une vision et des incitations et par sa capacité à négocier, à arbitrer les conflits et à sanctionner les déviations administratives et entrepreneuriales. Ce type d'Etat n'est plus le seul foyer de satisfaction des doléances sociales au risque de sa mise en cause permanente. Il partage cette tâche centrale et vitale avec les forces organisées du marché, des territoires et de la société civile. Dans un système à acteurs multiples, l'Etat efficace est celui dont

« Le nationalisme indépendantiste algérien se caractérisait dès le départ par un ancrage idéologique à forte orientation de justice sociale et d'hostilité au grand capital (la Charte de Tripoli et la Charte d'Alger en donnent clairement le ton). »

la société est de moins dépendante pour satisfaire ses «besoins de base» comme ses «besoins radicaux».

Historiquement, l'option pour le système à acteur unique a été influencée par plusieurs facteurs dont il serait trop long de faire ici l'inventaire et l'analyse. On peut citer rapidement les résultats et performances en matière de «rattrapage économique» et de construction d'une puissance industrielle et technologique d'une certaine expérience du socialisme, dominante dans une grande partie du monde et par rapport à laquelle son élite dirigeante s'identifiait, la guerre froide et le fait que le pays était porté par la «force de propulsion»



Industrialisation, réforme agraire et formation du capital humain pour le compte de l'Etat et de l'entreprise ont constitué les vecteurs d'une expérience à succès économique exemplaire.

PHOTO : B. SOUHLI

politique non dénuée de romantisme de la guerre de Libération.

Le nationalisme indépendantiste algérien se caractérisait dès le départ par un ancrage idéologique à forte orientation de justice sociale et d'hostilité au grand capital (la Charte de Tripoli et la Charte d'Alger en donnent clairement le ton). Il y avait chez les élites révolutionnaires indépendantistes une «volonté bismarckienne» de construction d'une puissance économique autonome et suffisamment concurrente, une sorte de force de frappe économique et technologique, assise sur un puissant modèle de gestion participatoinniste et à forte protection sociale.

Les premiers plans (le Triennal et les deux quadriennaux) ont largement représenté et porté cette volonté politique vigoureuse de développement dont on peut résumer les vecteurs dans une industrialisation systématique tournée vers le marché intérieur, une salarisation-urbanisation massive et un accès ouvert aux biens éducatifs à toutes les couches sociales de la population. Dès le départ, l'investissement productif est le marqueur de cette politique audacieuse (5% du PIB en 1963 et 29% en 1969) avec une part de plus en plus importante à l'industrie (23 à 51% à la même période) et principalement aux secteurs des hydrocarbures, de la sidérurgie, de la pétrochimie et de la mécanique (plus de 45% de l'investissement total en 1969 déjà !). Les deux plans quadriennaux vont maintenir et accentuer cette tendance, faisant de l'Algérie l'un des plus grands pôles de l'investissement productif dans le monde.

Un système productif national est en place avec les premiers effets structurants en termes d'intégration et d'économies d'échelles, d'agglomération et d'apprentissage qui se font jour. Une dynamique de transformation de l'économie (par l'investissement productif) et de la société (par l'investissement éducatif notamment) est à l'œuvre, portée par des groupes sociaux dont les contradictions et les rivalités ne vont pas tarder à

éclater et introduire les premières fractures irremédiables avant la grande et tragique rupture dans le premier contrat social de l'Algérie indépendante.

Toute proportion gardée par ailleurs, les politiques de développement de cette phase ont tenu, et dans une large mesure, leurs promesses en termes de «construction du capital». Il fallait organiser le passage à son fonctionnement en tant que tel. Une nouvelle phase, qualitativement nouvelle par ses problématiques et ses exigences, s'inaugurait.

La capitalisation et la maîtrise technologique, le renforcement de la capacité nationale de financement du processus de développement, l'amélioration des capacités de management... avec ce que cela suppose impérativement comme libération des dynamiques concurrentielles et formation de l'autonomie des organisations mais aussi comme retour du calcul économique et resserrement de la contrainte salariale, étaient sans conteste les plus importants très tôt soulevés par les cadres et dirigeants des entreprises. La revue des études et expertises, documents et comptes rendus de cette période, notamment ceux des Conférences nationales des cadres de l'entreprise, laissent tous clairement transparaître une forte et insistante demande de réformes profondes pour répondre aux besoins de la nouvelle phase. S'appuyant sur la mise en cause redondante des «faibles performances des capacités productives installées» comme base de son argumentaire et nourries d'a priori et d'évaluations idéologiques non consommées à ce jour, l'offre de réforme médiocre était loin de couvrir les défis et enjeux du pays dans un monde qui accélérât le pas vers la globalisation des économies et des sociétés. Une longue période d'incertitudes s'ouvre et précipite le pays de restructuration en restructuration, souvent prédatrices, dans la «trappe de la transition». Mais c'est là une autre tranche de l'histoire économique de nos cinquante années d'indépendance à interroger.

M. B.

Il est possible de sauver la santé

Par
le professeur Kheireddine
Merad Boudia



Les idéaux des insurgés français en 1789 n'ont été perceptibles que presque un siècle après la prise de la Bastille. Encore faut-il préciser que beaucoup de leurs objectifs n'ont pas été atteints et que bien des valeurs essentielles, comme la non-violation des frontières, telle qu'énoncée par Robespierre, et le refus des conquêtes coloniales, n'ont pas été respectées.

C'est ce qui fait dire aux analystes, historiens, sociologues, psychologues et autres spécialistes que les effets escomptés des révolutions ne sont perçus qu'après de nombreuses générations. Pour l'Algérie qui a vécu 130 ans de nuit coloniale, qui a connu des drames, qui a vu ses enfants, femmes et hommes vieillards massacrés, tués, torturés, emprisonnés et vécu dans les camps d'internement, 50 ans ne sont pas suffisants pour espérer un retour à la normale de tous les désordres psychologiques et traumatismes que le peuple a endurés.

Il importe de patienter, peut-être pendant encore longtemps, pour apprécier à sa juste valeur l'immensité des apports de notre glorieuse Révolution. Vouloir la diminuer ou la remettre en cause, comme on le constate çà et là, ailleurs et ici, relève de la mauvaise foi et ne peut être que l'œuvre des revanchards et des attardés de l'histoire.

Si évaluer consiste à savoir quels sont les objectifs que l'on se donne et déterminer si ces derniers ont été réalisés, 50 ans sont suffisants pour oser une évaluation dans un secteur comme celui de la santé. Pour mesurer ce qu'on a fait, il est nécessaire de connaître ce qu'était la situation sanitaire au lendemain de l'indépendance. Elle n'était pas brillante, on comptait à peine 140 hôpitaux (civils et militaires, dont certains ne sont rentrés en fonction qu'à la fin des années 1950) 3 hôpitaux auxiliaires, 16 hôpitaux spécialisés et 10 hôpitaux privés, 37 000 lits alors que la France, avec une population à peine 4 fois plus importante, en comptait 487 000. Le nombre de médecins était de 255 musulmans, dont moins de 10 femmes, de 2700 Européens, 80 dentistes, et à peine 10 pharmaciens et quelques sages-femmes. Un médecin officiait pour 1400 habitants dans le Nord. Un pour 10 000 pour le reste de l'Algérie et à peine un pour 30 000 dans le Sud.

D'après un rapport des laboratoires français implantés en Algérie, 40 000 musulmans profitaient de la médecine française, 9 660 000 ne savaient pas qu'elle existait.

Il faut signaler cependant que quelques actions sont à noter, comme la découverte par Laveran du protozoaire du paludisme, les vaccinations contre le typhus, le choléra, le BCG et la poliomyélite après 1950. Mais aucune épidémie n'a été éradiquée ; la tuberculose (comme la syphilis) importée par les soldats au départ de Marseille, comme l'a démontré le professeur Valensi, s'est propagée et a engendré souffrance et décès.

La mortalité infantile était de 150/1000 (deux fois plus en campagne), 9651 étaient Européens et 30 000 Algériens. De plus, les médecins coloniaux ne respectaient pas toujours l'éthique médicale, ils réalisaient des expériences sur les cerveaux des Arabes jugés unilatéralement différents des leurs, des gastrectomies illégitimes, participaient aux tortures et n'ont pas hésité lors des essais nucléaires à exposer la population pour apprécier les effets sur l'homme.

Il est aussi utile de rappeler qu'en 1830, les Algériens recevaient des soins hérités de leurs ancêtres arabo-andalous, ils étaient au moins aussi performants dans certains domaines que leurs collègues européens. L'hygiène était, comme l'on constate les premiers envahisseurs (notamment Lemay) bonne, les bains existaient dans tous les quartiers et étaient fréquentés au moins une fois par semaine alors qu'au XVIII^e siècle, Louis XIV (le roi Soleil) ne se lavait qu'une fois l'an, l'eau était jugée dangereuse.

Il faut aussi rappeler que la médecine dans le monde et jusqu'en 1950 n'était pas performante ; en France, comme on le disait, elle n'était pas encore sortie du tablier de Bichat. Robert Debré, père des réformes hospitalières en 1958 en France, ne cessait de répéter que les établissements de santé étaient insalubres, les médecins démorales et les malades désemparés. En 1880, Nelson, dans un rapport à la commission du budget, disait notamment : « *L'hôpital Mustapha était encore installé dans de vieilles baraques dans un état primitif, fait sans excuse et honteux après quarante ans d'occupation.* » Son état restera le même et il faut attendre l'après-guerre pour voir cet établissement dans un aspect acceptable.

La médecine n'est devenue conquérante qu'à partir des années 1950 et 1970 après que les travaux des Grecs et Arabes aient été bien assimilés et que les découvertes de Pasteur, de Claude Bernard et de Fleming aient permis de la sortir du moyen-âge et qu'on soit rentrés dans la médecine factuelle.

Les soins peu performants de l'époque et l'échec de la médecine coloniale ont fait dire à Rusciani

« *Lors de la première décennie, des efforts considérables ont été réalisés pour combattre les épidémies, donner*

des soins et vacciner. On n'était pas nombreux. On compensait comme on le pouvait en faisant jusqu'à 10 fois par mois et plus des gardes sans rajout pécuniaire, aidés par des médecins coopérants venus de partout : Africains, Arabes, Européens, des pays de l'Est et même des USA (qui ont fait fonctionner le service d'ophtalmologie jusqu'en 1966). On se déplaçait dans les campagnes, les villes de l'intérieur, pour soigner, vacciner ou donner des conseils d'hygiène.

que la population était exposée aux maladies et on a fait reculer la civilisation. Le pouvoir colonial ne peut pas avancer son œuvre en matière de santé pour se vanter de nous avoir civilisés, car sa médecine était en gestation et peu efficace. Elle était surtout au service du colon. Elle n'a pas éradiqué les épidémies et manquait parfois d'éthique. « *Tous ceux qui prétendent affirmer le contraire doivent revoir leur copie et comme le dit Gasparin, quand on enferme, on massacre ou on torture on ne peut pas civiliser.* »

Après le 5 juillet 1962, la situation sanitaire était catastrophique, l'Algérie disposait de structures lourdes, mal réparties, avec des hôpitaux pavillonnaires inadaptés au fonctionnement



PHOTO : B. SOUILH

moderne. Les structures de base étaient insignifiantes, le personnel médical dramatiquement insuffisant, aggravé par la fuite massive de beaucoup de médecins pieds-noirs (et de quelques Algériens) qui vont abandonner leurs malades, laissant une population désemparée et aux abois. Ajouter à cela un enseignement quelque peu élitiste avec des cours magistraux peu à même de former des praticiens en grand nombre et inadaptés, car ne tenant pas compte des problèmes médicaux et surtout des épidémies des maladies infectieuses et hydriques.

Les responsables administratifs et médicaux de l'époque se sont fixé pour but de combattre ces épidémies, de former massivement des médecins en nombre suffisant pour assurer une couverture sur l'ensemble du territoire et, dès que cela sera possible, entamer des réformes, développer des structures avec la volonté d'aboutir à moyen et à long termes à une médecine conquérante avec des soins de qualité.

Cela est un résumé de ce que ne cessait de répéter le docteur Nekkache durant tout son mandat de ministre de la Santé.

Lors de la première décennie, des efforts considérables ont été réalisés pour combattre les épidémies, donner des soins et vacciner. On n'était pas nombreux. On compensait comme on le pouvait en faisant jusqu'à 10 fois par mois et plus des gardes sans rajout pécuniaire, aidés par des médecins coopérants venus de partout : Africains, Arabes, Européens, des pays de l'Est et même des USA (qui ont fait fonctionner le service d'ophtalmologie jusqu'en 1966). On se déplaçait dans les campagnes, les villes de l'intérieur, pour soigner, vacciner ou donner des conseils d'hygiène. Certes, certains de ces médecins n'étaient pas performants comme on le souhaitait, mais il faut leur rendre hommage car ils ont eu le mérite d'être sur le terrain et, grâce à eux, l'essentiel était assuré et rien de grave ne s'est produit.

Durant cette période, concertations, réflexions entre administrateurs et médecins étaient permanentes, des plans étaient élaborés. Après l'agrégation de 1967 qui verra de nombreux Algériens accéder aux postes d'agrégés, tout sera prêt pour entreprendre les grandes réformes structurantes d'envergure (qui ne s'arrêteront jamais) et promouvoir la médecine gratuite qui sera accueillie avec enthousiasme par l'ensemble de la population et du corps médical. C'est une mesure historique qui ouvrira la porte de la médecine à toutes les couches de la population et en particulier aux plus déshérités.

A partir du début des années 1970, la démocratisation des études médicales va très rapidement se développer, grâce au système modulaire qui a permis de réduire la durée de formation, de disposer de milliers de médecins sortis d'abord de la faculté d'Alger puis de celles d'Oran et de

Constantine et, plus tard, de presque toutes les grandes wilayas d'Algérie. Il existe actuellement 13 universités auxquelles il faut ajouter celles de Béchar et de Biskra.

Le programme élaboré tenait compte des pathologies de notre pays, s'insérait dans le circuit politique, économique et socioculturel.

De nombreux hôpitaux verront le jour, les structures de base seront implantées sur l'ensemble du territoire.

Il est exact d'affirmer, sans retenue, que nous disposons de structures de santé sur l'ensemble du pays et que nos médecins sont sur le terrain, couvrant le territoire, si l'on excepte quelques régions isolées. On a eu à le constater quand, devant réaliser une étude de la prévalence de l'hypertension artérielle en Algérie en 2003 (cela n'était pas possible avant), on a dû se déplacer pour la nécessité de l'enquête dans les régions les plus éloignées du pays, comme Bordj Badji Mokhtar. Les hôpitaux et les centres de santé jalonnaient notre parcours et, sans cette infrastructure, jamais une enquête de cette envergure et de cette importance sur le plan épidémiologique n'aurait vu le jour.

Nous sommes actuellement 70 000 médecins, dont 7000 sont à l'étranger. Il existe, même s'il faut le regretter, une répartition inégale à travers le pays : un médecin pour 500 habitants (une des plus fortes concentrations de par le monde) dans certaines agglomérations. Beaucoup de ces médecins sont des femmes, elles représenteraient 70% de notre effectif. Quelle belle réussite pour l'épanouissement de la femme algérienne.

Cette embellie est également constatée en pharmacie et en chirurgie dentaire et aucun Algérien ne peut se plaindre pour se procurer des médicaments ou se faire soigner les dents. Les maladies transmissibles ont disparu ou régressé, comme le typhus, la poliomyélite et, à un degré moindre, la tuberculose. Le paludisme a été éradiqué même s'il reste quelques cas résiduels. L'espérance de vie est passée de 47 ans dans les années 1950 à 75 ans actuellement, la mortalité infantile a chuté, elle est de l'ordre de 23/1000.

Toutes les pathologies sont prises en charge sur place, soit dans les grands centres universitaires où les soins de haut niveau sont dispensés, soit dans les centres de moindre importance pour les pathologies courantes.

On a même vu notre âge d'or quand notre médecine valait ce que valaient les autres.

Malgré toutes les dépenses et les réalisations qui continuent d'ailleurs avec un programme ambitieux, comme la création d'hôpitaux lourds, d'établissements mère-enfant, de services de psychiatrie et de gériatrie, de centres de cancérologie, l'Algérie est malade de sa médecine.

Par absence d'évaluation et de réajustement structurel, des problèmes de tous ordres, de formation adaptée, de gestion, de management des

c'est difficile, mais ça peut se faire

hôpitaux, de financement, surgiront et ne trouveront pas de réponse à ce jour.

On n'a pas senti que la médecine évoluait, se transformait, qu'elle était devenue une science même s'il faut un art pour l'exercer, que les techniques évoluaient, que les diagnostics devenaient précis et les traitements plus efficaces (que nous apprendrons par volontarisme et initiatives personnelles). Les besoins ont changé, la pathologie a subi une transition avec l'émergence de maladies chroniques (cardiovasculaires, cancers, atteintes rénales...).

Le coût, de ce fait, est énorme, la médecine d'aujourd'hui demande de la rigueur dans l'organisation, la gestion, la définition des objectifs et la maîtrise des dépenses. Elle impose des choix sur les consensus, les pronostics, soulevant des problèmes d'éthique graves (comme l'acharnement thérapeutique, les greffes...). Elle demande un enseignement performant excluant toute routine et exigeant des médecins très techniques, spécialisés mais aussi dévoués et humains, des qualités qui seront garanties par une sélection basée sur des moyens et des interviews. Des médecins qui doivent être recyclés et protégés du spleen pour les pays étrangers par des mesures incitatives et des contrats les préservant des appels d'outre-mer, des démissions abusives et de la fuite vers d'autres métiers pour lesquels ils n'ont pas été formés.

Ce sont tous ces facteurs — mauvaise gestion, laxisme, anarchie dans la hiérarchisation des soins, absence d'une politique de santé, inadéquation à la médecine moderne aggravée par la formation médicale inadéquate et parfois le manque d'esprit civique de notre population — qui sont les fléaux qui ont précipité notre système de santé dans l'état actuel.

La médecine algérienne, malgré tous les efforts et les réussites incontestables, traîne au bas de l'échelle du classement établi par l'OMS, venant derrière des pays moins nantis qui consacrent moins de 6,8% de leur PIB et qui dépensent moins de 141 dollars par personne comme on le fait dans notre pays.

Cette dégradation est ressentie d'abord par le malade qui est désemparé ; il ne connaît pas les circuits de consultation, d'hospitalisation, n'a pas toujours confiance en son médecin, surtout quand il sait que pendant un certain temps les prises en charge étaient accordées facilement même pour des pathologies bégnines. Les malades du Sud se sentent délaissés ; pourtant, avec la télé-médecine et des mesures incitatives, leurs problèmes peuvent être rapidement résolus. A l'hôpital, il est dans un univers étranger, hostile, inhumain, obligé, s'il veut prétendre à un certain confort d'amener sa literie et même d'acheter ses médicaments s'il veut être traité rapidement et ne pas attendre les approvisionnements qui parfois tardent à arriver.

Certains nous disent : on vient à l'hôpital parce que on ne sait pas où aller. L'alimentation laisse à désirer, obligeant toute une logistique pour la famille qui doit s'organiser pour apporter au parent hospitalisé une nourriture plus appétissante et plus saine. Le va-et-vient est incessant. Selon une enquête, 70 000 personnes ont transité dans les années 1970, ils sont plus de 100 000 actuellement.

L'hôpital Mustapha, bien avant qu'il ne devienne un parc pour voitures, source d'embouteillages, est plus pollué que le tunnel des facultés ; ceci est valable pour tous les grands CHU. Les hôpitaux sont débordés et fonctionnent comme des dispensaires à qui on peut reprocher de ne pas toujours faire le tri

La carte sanitaire, la régionalisation, la hiérarchisation des soins ne sont pas respectées, rendant tout le système de santé ingérable. L'hôpital est en danger, car il étouffe sous les déferlantes demandes d'accès aux soins, l'absence d'organisation, de gestion rigoureuse et de plan de développement. Il est menacé par les cliniques privées, dont certaines soulagent la charge des hôpitaux, tout au moins pour les pathologies les plus courantes.

Ces différents secteurs qui n'ont pas fait la jonction restent cloisonnés sans aucun pont les réunissant et ne sont pas capables d'assumer alternativement des gardes, des urgences de certaines



PHOTO : H. LIVES

pathologies graves. Pourtant, les deux secteurs doivent collaborer, dialoguer, s'organiser, collaborer et se soumettre à des évaluations itératives pour espérer une amélioration de notre système de soins. S'ils n'évoluent pas, ils seront concurrencés, comme cela se fait déjà, par les charlatans qui, par des discours populistes mais ne manquant pas de chaleur humaine et quelques remèdes parfois spectaculaires sur le plan fonctionnel, notamment sur la douleur, sont de plus en plus populaires et consultés comme des médecins exerçant partout, au nez et à la barbe de nos autorités, proposant des remèdes dangereux d'une autre époque.

Le médecin est démoralisé car il est parfois déséquilibré par le comportement des malades qui

« Les hôpitaux sont débordés et fonctionnent comme des dispensaires. On peut leur reprocher de

ne pas toujours jouer leur rôle de triage. La carte sanitaire, la régionalisation, la hiérarchisation des soins ne sont pas respectées rendant tout le système de santé ingérable. L'hôpital est en danger car il étouffe sous les déferlantes demandes d'accès aux soins, l'absence d'organisation et de gestion rigoureuse. Il est menacé par les cliniques privées, dont certaines soulagent la charge des hôpitaux, tout au moins pour les pathologies les plus courantes.

devenant agressifs et n'hésitent pas, pour un oui ou un non, à les attaquer en justice. Ils sont surtout découragés par leur perte de pouvoir et les prises en charge injustifiées, souvent inutiles et aisément réalisables dans nos structures, alors que la maladie est facile à maîtriser par nos praticiens. Ils sont écartés des pouvoirs de décision. Les comités nationaux des spécialités qui réfléchissaient, proposaient des solutions et influençaient même sur le devenir de la santé, ne sont plus réunis. Les syndicats ne sont plus consultés, ils prennent connaissance des réformes structurantes en même temps que le reste de la population. Notre avis ne compte plus. En plus, les conditions de travail se dégradent, certains services

ressemblent à Dar Sbitar (pas de Dubaï mais de Mohammed Dib), les outils de travail ne sont pas renouvelés ou pas assez rapidement et souvent en panne faute de maintenance.

Le recours aux appels d'offres est perçu comme un frein à toute fonction normale. Le pouvoir médical n'existe plus, il est confié aux administrateurs, dont certains ne voient pas d'un mauvais œil la perte de prestige du médecin qui, il n'y a pas si longtemps, était appelé *hakim*.

Mais est-ce à dire que la descente aux enfers des hôpitaux doit continuer ? Certainement pas, surtout lorsqu'on sait que l'Algérie dispose d'une infrastructure impressionnante étalée sur tout le territoire national de 370 hôpitaux, de 2090 polycliniques, de 5191 centres de santé, de multitudes d'établissements hospitaliers de proximité, d'établissements hospitaliers spécialisés et d'un personnel médical et paramédical conséquent.

En plus, tout un programme est établi pour lancer des travaux dont certains sont en cours de finition, pour construire encore 17 hôpitaux centraux, 19 de psychiatrie, 32 ensembles mère-enfant, 3 hôpitaux cardiovasculaires, 3 centres pour les besoins des brûlés, 4 hôpitaux d'orthopédie, 173 centres pour les cancéreux et 68 centres de désintoxication. Le pire a été évité avec cette infrastructure, le meilleur est à espérer et il est possible — pour ma part je dois le dire avec force — que l'hôpital, malgré ses quelques dysfonctionnements et son absence d'humanisme, n'est pas un mouvoir, comme je l'ai écrit pour répondre à ses détracteurs. Il prend en charge plus de 90% des besoins de la population, dont certains sont lourds et nécessitent des soins de haut niveau.

On peut l'améliorer et le hisser au niveau des meilleurs. Il importe, pour cela, d'établir sans concession un audit sévère, qui doit déceler toutes les insuffisances et, si nécessaire, éliminer les mauvais gestionnaires et les piètres praticiens, les incompetents et ceux qui ont été défaillants. On va pouvoir moderniser la gestion et le management, au besoin modifier les circuits de distribution et d'acquisition d'outils médicaux par une procédure simple. Dans cet ordre d'idées, il importe de ne plus charger la PCH de l'approvisionnement de tout ce dont on a besoin, cette approche a été décriée par le passé et abandonnée. Il est temps, comme cela a failli se réaliser, de responsabiliser le chef de service et le rendre maître de son budget et d'instaurer des moyens de contrôle de sa gestion.

Des structures nouvelles, verticales, avec une architecture moderne, doivent absolument voir le jour. Ces structures permettent des pôles d'excellence, favorisent la collaboration entre les spécialités et éliminent de ce fait toute sorte de mandarins. De plus, grâce à des circuits souter-

rans sophistiqués, ils permettent l'acheminement des tubes de prélèvement vers les laboratoires, des consommables et des instruments utilisés dans les structures de stérilisation, et de la même manière ils assurent le retour des résultats et la livraison de consommables neufs et d'instruments stériles, sans que les médecins et auxiliaires soient obligés de se déplacer.

Ce système architectural pourrait contenir plus facilement le flot des personnes devant se rendre au chevet de leurs parents malades. La circulation, à coup sûr, ne sera plus gangrénée, et au bonheur de tous, elle sera fluide et agréable.

Il n'y a pas actuellement de politique claire de santé et j'en veux pour preuve le peu d'intérêt que lui ont accordé les candidats aux dernières élections.

Si l'on veut réhabiliter l'hôpital, il faut que la santé soit l'affaire de tous, qu'elle soit au cœur de la cité, mobilisant tous les citoyens (l'Algérie est un des rares pays où il n'existe pas des mécènes qui fassent des dons conséquents au secteur public ou encore réalisent des structures de santé), les élus locaux, les politiciens, les gestionnaires et les professionnels de la santé. On doit revoir sa place par rapport aux autres préoccupations du pays, comme l'éducation, le sport, les loisirs, les infrastructures sanitaires, la sécurité et lui donner tous les moyens humains et matériels.

On doit se poser la question si le budget est conséquent, si le PIB à 6,8% et 141 dollars de dépense pour chaque personne sont appréciables par rapport à d'autres pays et suffisants pour satisfaire une médecine de plus en plus sophistiquée et coûteuse.

La concertation doit être la règle et on ne peut prétendre réaliser quelque chose de grand si on ne fait pas appel aux meilleurs experts, notamment du corps médical.

Une analyse précise, sans concession, pour déceler les erreurs commises et, s'il le faut, éliminer ceux ou celles qui auront été responsables, est indispensable. Et le plus vite serait le mieux.

Une fois cet audit entrepris (audit qui doit être itératif), des décisions courageuses faisant appel à l'imagination, tenant compte de notre contexte socioculturel, des contours et impératifs du monde moderne doivent impérieusement être prises.

La médecine actuelle et ses exigences sur le plan de la rigueur de la gestion, de la précision dans la prospective doivent obligatoirement intégrer l'ensemble des parties intéressées, gestionnaires politiques et société civile, afin que pour notre bonheur, la santé soit la meilleure possible. Certes, cela est difficile, mais comme le dit Ghandi : «Cela peut être fait.»

K. M. B.
Cardiologie A2
CHU Mustapha Alger-Centre

L'ÉQUIPE DU FLN

Une portée mondiale pour la lutte de libération

Par Yazid Ouahib

L'histoire de l'équipe du FLN se conjugue avec la lutte de libération du peuple algérien contre le colonisateur français. Des footballeurs algériens bien intégrés au sein de clubs professionnels français n'ont pas hésité à mettre entre parenthèses leur carrière et leur avenir sportif pour répondre à l'appel du Front de libération nationale. Pour «fuir» la France et aller former ce qui allait devenir, quelques mois plus tard, la légendaire équipe du FLN. Qui se produisit à travers le monde pour contribuer à faire connaître la révolution algérienne.

Dans la foulée du Congrès de la Soummam où il a été décidé de la création de l'Union nationale des étudiants musulmans algériens (UNEMA) et de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), la direction politique du FLN proposa la création d'une sélection de football constituée de joueurs professionnels évoluant en France. L'idée de constituer une sélection algérienne formée exclusivement de footballeurs professionnels évoluant en France avait un double objectif : d'abord provoquer un choc en France, et ensuite profiter de l'éclat médiatique que susciterait l'exode massif de footballeurs algériens pour faire connaître au monde ce qu'endure le peuple algérien depuis plus d'un siècle. Le résultat a dépassé toutes les espérances.

La tâche de mettre sur pied une «équipe nationale algérienne de football» est confiée à Mohamed Allam, le responsable de la logistique de voyage et de la protection des joueurs, qui à son tour charge Mohamed Boumezzrag, qui était à l'époque directeur de la sous-division régionale algérienne de la fédération française de football (FFF), d'établir une liste de joueurs algériens, d'entrer en contact avec eux et de les informer du projet tout en gardant secrète cette initiative afin de garantir son succès.

Au début du mois d'avril 1958, Mohamed Boumezzrag annonce aux joueurs la date à laquelle ils doivent quitter la France. Il est alors convenu qu'ils participent avec leur club respectif à la journée de championnat programmée le 13 avril et de se diriger juste après sur Rome pour rejoindre ensuite Tunis. Au soir du 13 avril 1958, des joueurs algériens quittent discrètement la France pour rejoindre Tunis, via Rome, où le FLN leur a donné rendez-vous. Le 14 avril, la presse française annonce «la disparition mystérieuse de



PHOTO : D. R.

nombreux footballeurs algériens». L'information a rapidement fait le tour des rédactions. Elle est relayée par la presse internationale.

A Tunis, les joueurs sont accueillis par Ferhat Abbas et le président tunisien, Habib Bourguiba. La Fédération française de football se déchaîne contre les joueurs algériens qui ont osé braver la France et traite ces derniers de «joueurs indigènes qui mordent à pleines dents dans le pain du football que nous leur distribuons».

Les clubs aussi emboîtent le pas à leur fédération et annoncent «la rupture des contrats des fuyeurs». Dans ce concert de condamnation généralisée, quelques voix s'élèvent en France pour «manifeste leur sympathie à l'égard des joueurs algériens qui ont répondu à l'appel de leur peuple en lutte».

Ce soutien émane de grands joueurs français, à l'instar de Kopa, Fontaine... qui bravent l'ordre établi à travers des messages chaleureux à l'endroit de Mustapha Zitouni (Monaco) qui, à 2 mois de la Coupe du monde 1958 en Suède a choisi d'épouser la cause de son peuple et de tourner le dos à l'équipe de France avec laquelle il allait participer au Mondial comme titulaire. Une année auparavant (1957), il avait muselé le célèbre attaquant Alfredo Di Stefano qui conduisait l'attaque de la Roja lors du match France-Espagne, à l'issue duquel le Real Madrid a manifesté son désir d'enrôler le joueur algérien. Une fois les joueurs rassemblés à Tunis, ils s'entraînent sous la direction simultanée de Mohamed Boumezzrag, Mokhtar Arribi et Abdelaziz Bentifour.

C'est le début de l'épopée de l'équipe du FLN. Pour l'histoire, l'équipe du FLN dispute son premier match le 9 mai 1958 contre le Maroc et le remporte par 2 buts à 0.

Deux chiffres contradictoires sont avancés concernant le nombre de matches disputés par l'équipe du FLN durant les 4 années de son existence. Le premier indique 58 matches joués, et le second 83 rencontres.

L'essentiel n'est pas dans ces deux chiffres, mais plutôt du côté de l'impact qu'a eu la mise sur pied de cette sélection. Grâce à elle, la cause algérienne a connu un grand retentissement à travers le monde. Les footballeurs ont été ses dignes ambassadeurs. Ils ont sillonné le monde, joué et gagné de nombreux matches et la sympathie des peuples et de leurs passionnés de football. Ni les menaces de la Fédération française, ni le parti pris de la FIFA qui a menacé de suspension toute fédération qui accepterait de jouer contre l'équipe du FLN ne sont venues à bout de la détermination des Algériens à braver les interdits des uns et le diktat des autres pour faire connaître au monde ce qui se passait en Algérie. La fabuleuse histoire de l'équipe du FLN n'a pas eu l'exposition médiatique qu'elle méritait. Les Français, d'abord, et les Algériens eux-mêmes, ensuite, n'ont pas donné à cette épopée la dimension qui sied à cet événement historique. La fugue de l'équipe de Hongrie, après la Coupe du monde 1954, a bénéficié d'une médiatisation sans commune mesure avec celle de l'équipe du FLN parce que le major galopant, Ferenc Puskas, et ses coéquipiers de la légendaire équipe de Hongrie des années 1950 avaient fui le régime communiste en place à l'époque. Cet épisode avait été exploité politiquement. La chapelle occidentale a tout fait pour glorifier la fuite des

jeux hongrois. 4 ans plus tard, avril 1958, des joueurs algériens s'engagent politiquement aux côtés de leurs compatriotes dans la guerre de libération contre le colonialisme français, mais malheureusement leur histoire ne semble pas intéresser grand monde. La FIFA, qui débourse des millions d'euros dans des projets bidons, fumeux, qui s'est engagée dans l'écriture de l'histoire du football, qui finance des projets de films, qui se gargarise de posséder un musée du football, n'a jamais songé un instant à immortaliser l'acte héroïque et de bravoure de ces footballeurs algériens qui, pendant 4 ans, ont défendu une cause juste en jouant au football.

Un jour, ces grands hommes finiront par faire leur entrée dans le panthéon du football mondial.

L'Algérie officielle n'est pas exempte, elle aussi, de reproches. Qu'attend-elle pour immortaliser cette tranche de l'histoire à travers des films ou des manuels scolaires, par exemple, qui retraceraient l'histoire de l'équipe du FLN ?

54 ans après, que reste-t-il de cette histoire et des hommes qui l'ont écrite ? Pas grand-chose, malheureusement.

Beaucoup de ces acteurs ne sont plus de ce monde, à l'instar de Abderrahmane Boubekeur, Abderrahmane Ibrir, Mokhtar Arribi, Saïd Haddad, Ali Benfadah, Mohamed Boumezzrag, Boujdemaâ Bourtal, Abdelaziz Bentifour, Saïd Brahim, Amokrane Oualiken, Abdelkader Mazouz, Mohamed Bouricha...

Les autres sont encore en vie et se retrouvent au sein de la fondation FLN qui regroupe tous les survivants du printemps 1958.

Y. O.

LA RÉFORME SPORTIVE

A l'inverse des effets attendus

En ces moments difficiles que traverse le sport algérien, beaucoup se demandent s'il ne faut pas une autre réforme sportive pour le sortir de l'ornière où il a été confiné depuis le désengagement de l'Etat amorcé à la fin des années 1980. La réforme sportive (1977-1991) est diversement appréciée. Elle a ses partisans et ses adversaires. Les premiers mettent en avant les résultats positifs obtenus au cours de cette période sur le plan international. Les seconds se recrutent parmi le personnel en place avant l'instauration de la réforme sportive et sont appelés communément «dirigeants de clubs civils», par opposition aux associations pendant la réforme.

Pourquoi une réforme sportive et quels sont ses objectifs ? Pour la première partie de l'interrogation, il faut restituer le contexte de l'époque. Au milieu des années 1970, le sport algérien n'était pas un modèle de réussite en matière de résultats sportifs sur le plan international. Les clubs sportifs vivaient et étaient maintenus en vie grâce exclusivement à la générosité des mécènes. Le Mouloudia d'Alger (MCA), en football, était l'exception. Le Doyen, grâce justement à ses dirigeants, a pu remporter la coupe d'Afrique des clubs (1976). A côté de ce monument, les autres clubs vivaient chichement. Le NAHD et le RCK, parrainés successivement par Air Algérie et Sonatrach, depuis 1969, n'arrivaient pas à tirer le football vers le haut. Arrive la finale de la coupe d'Algérie de 1977 entre le NAHD et la JSK. C'est ce jour-là que le sort du sport

algérien bascula. Dans les tribunes du stade du 5 Juillet, rempli comme un œuf, le président Houari Boumediène n'en croit pas ses yeux lorsqu'il entend une partie du public siffler l'hymne national. Tout de suite, la décision est prise de faire voler en éclats la structure juridique des clubs. La broyeuse se met rapidement en branle. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abdallah Fadhel, est remplacé par Djamel Houhou, qui pilotera le projet de réforme sportive pendant 10 ans.

Du jour au lendemain, le sport algérien fait sa mue grâce à la bénédiction de l'Etat et des moyens colossaux mis en œuvre pour la réussite du projet. Le sport est alors scindé en deux parties. La première orientée vers le sport de masse, et la seconde en direction du sport de performance. Le sport de masse est confié aux autorités communales. Son objectif est la massification. Le sport de performance est confié à des sociétés et entreprises étatiques qui lui dégagent des moyens financiers et surtout le contrôlent. Au bout de quelques années, le sport algérien rayonne sur le continent. L'Algérie est alors citée comme exemple. Le sport est devenu une usine qui produit des performances sportives. De nombreuses disciplines s'illustrent sur le plan international.

Le handball, l'athlétisme, la boxe, le football, pour ne citer que ceux-là honorent l'Algérie.

Les événements d'octobre 1988 sonneront le glas de la réforme sportive. La crise économique qui commence à secouer le pays,

combinée à la chute du prix du pétrole et l'entrée en vigueur des premiers plans d'ajustement structurel ont anéanti tout espoir de maintien du soutien de l'Etat au sport. L'année d'après, 1989, marque le début effectif du désengagement des pouvoirs publics. Mal préparés à leur nouvelle vie, des clubs tombent dans l'anonymat. Apparaissent alors les trabandistes du sport qui le dévoient. L'Etat reste impuissant devant le démantèlement du sport et contribue parfois à son dépeçage par les vautours installés dans la place.

Une autre réforme sportive est-elle possible en 2012 ? Certainement pas. Les errements actuels des pouvoirs publics ne plaident pas en faveur de cette voie.

Le sport a été sacrifié sur l'autel d'une logique qui tourne totalement le dos aux aspirations de la jeunesse. Pourtant, ce ne sont pas les moyens financiers qui font défaut, comme c'était le cas après octobre 1988. Il manque au pouvoir en place la volonté d'instaurer une véritable politique sportive, tournée exclusivement vers les jeunes et la formation, qui sont les leviers de l'essor du sport algérien.

Il est regrettable de constater qu'à la veille de la célébration du 50^e anniversaire de l'indépendance, le sport algérien soit en pleine régression, alors qu'il devrait être en plein essor.

Faute d'une stratégie claire et appropriée, il n'arrête pas de décliner. Il est en chute libre et personne ne peut dire quand s'arrêtera la descente aux enfers.

Y. O.

CINQUANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE



PHOTOS : AFP

Photo de famille du gouvernement formé par le président du Conseil, Ahmed Ben Bella, qui a été investi par l'Assemblée constituante algérienne le 29 septembre 1962 à Alger. De gauche à droite, assis : Khelifa Laroussi (ministre de l'Industrialisation), Amar Bentoumi (ministre de la Justice), Houari Boumediène (ministre de la Défense nationale), Rabah Bitat, Ahmed Ben Bella (président du Conseil), Ahmed Francis (ministre des Finances), Mohamed Khemisti (ministre des Affaires étrangères), Ahmed Boumendjel, Toufik El Madani (ministre des Oubous et du Culte) ; debout, de gauche à droite : M. Khobzi, Mohamed Seghir Nekkache (ministre de la Santé publique), Saïd Mohammedi, Abdelhamid Benhamida (ministre de l'Education nationale), Amar Ouzegane, Ahmed Medeghri (ministre de l'Intérieur), Abdelaziz Bouteflika (ministre de la Jeunesse et des Sports), Bachir Boumaz (ministre de l'Information), Hadj Hamou et M. Hassani (ministre des PTI)



L'Armée nationale populaire (ANP), commandée par Houari Boumediene, parade au stade municipal de la ville d'Alger où elle a pénétré le 10 septembre 1962 venant du Maroc et de Tunisie où elle était cantonnée pendant la guerre. Le colonel Yacéf Saâdi, ancien responsable des réseaux FLN de la zone autonome d'Alger, a reformé ses commandos dans La Casbah pour préparer l'entrée dans Alger des forces benbellistes. Après deux mois de luttes pour le pouvoir et de combats sanglants qui ont suivi la proclamation de l'indépendance, Ben Bella et les partisans du Bureau politique du FLN, soutenus par l'armée des frontières commandée par le colonel Boumediene, ont affirmé leur supériorité et un cessez-le-feu fragile est conclu, qui fait d'Alger une ville démilitarisée sous la responsabilité du Bureau politique du FLN. Mais cette trêve signée le 4 septembre par Ben Bella et les Wilayas dissidentes (Kabylie et Algérois) ne sera pas respectée par Boumediene dont les troupes paraded dans le stade avant de regagner leurs cantonnements dans la banlieue de la capitale.



Le président algérien, Ahmed Ben Bella, discute avec le ministre des Affaires étrangères Abdelaziz Bouteflika, le 19 septembre 1963, à Alger, au cours de la présentation à la presse de sa nouvelle équipe ministérielle.



Les troupes de l'ALN (Armée de Libération nationale), branche armée du FLN (Front de Libération nationale) défilent à Alger, boulevard Carnot, derrière la Préfecture, au mois de juillet 1962, à la fin de la guerre d'Algérie. L'Algérie a proclamé son indépendance après la signature des accords d'Evian le 18 mars 1962 et leur ratification par référendum en France puis enfin en Algérie le 1^{er} juillet 1962.



Le président algérien Ferhat Abbas (2^e G) prononce un discours lors de la séance inaugurale de l'Assemblée algérienne, le 25 septembre 1962 à Alger.



Rocher Noir (Boumerdès) : première levée des couleurs le 3 juillet 1962.



Arrivée des membres de l'exécutif provisoire à Rocher Noir (Boumerdès) pour la levée des couleurs



Une foule d'Algériens manifestent leur joie en brandissant des drapeaux algériens le 3 juillet 1962 dans le quartier européen d'Alger devant la Grande Poste. L'Algérie a proclamé son indépendance après la signature des accords d'Evian le 18 mars 1962 et leur ratification par référendum en France le 8 avril 1962, puis en Algérie le 1^{er} juillet 1962. PHOTO AFP



Des manifestants ont orné d'un keffiyeh et d'un drapeau algérien la statue équestre de Jeanne d'Arc dans Alger en liesse après le référendum et la proclamation de l'indépendance de l'Algérie au mois de juillet 1962. La statue exécutée par le sculpteur Halbout du Tanney a été inaugurée à Alger en mai 1951. Un an après l'indépendance de l'Algérie, en mai 1963, la statue endommagée pendant les festivités de l'indépendance a été ramenée en France par bateau, restaurée et inaugurée une seconde fois à Vaucoleurs en mai 1966. PHOTO AFP



Des Algériens prennent leur café sous une inscription appelant à voter lors du référendum pour l'indépendance de l'Algérie, le 17 juin 1962 à Alger. Après plus de sept ans de guerre l'Algérie a proclamé son indépendance après la signature des accords d'Evian le 18 mars 1962 et leur ratification par référendum en France le 8 avril 1962 puis en Algérie le 1^{er} juillet 1962. PHOTO AFP